

Clairement
de l'avant.

BMO  Groupe financier

Table des matières

En bref

Notre plan stratégique Deuxième de
couverture

Raisons d'investir dans BMO.....2

Les chiffres qui comptent.....4

Message du président du conseil6

**Message du président
et chef de la direction**7

Faits saillants de 2009

Assise financière stable et solide10

Expérience client11

Unités fonctionnelles.....15

Gouvernance.....17

Responsabilité sociétale.....18

Structure générale

Notre structure en
matière de gouvernance et
notre Conseil d'administration.....22

Processus de gestion et
Comité directeur24

Comité de performance26

Rétrospective financière

Rapport de gestion27

Résultats financiers et
situation financière en bref28

Données complémentaires.....96

États financiers consolidés110

Notes afférentes aux
états financiers consolidés.....114

Ressources

Principales filiales.....165

Glossaire.....166

Information à l'intention
des actionnaires.....168

Où trouver plus d'information Troisième de
couverture

Notre plan stratégique

Notre vision

Être la banque
modèle en matière
d'expérience client
exceptionnelle.

Notre principe directeur


Nous visons à maximiser
le rendement total
des capitaux propres et
à trouver l'équilibre entre
nos engagements à
l'égard de la performance
financière, de nos
clients, de nos employés,
de l'environnement et
des collectivités où nous
vivons et travaillons.


Fondé en 1817 et établi au Canada, BMO Groupe financier sert plus de 10 millions de clients – particuliers, entreprises, grandes entreprises et institutions – en Amérique du Nord et dans le monde entier. Nos groupes d'exploitation – les Services bancaires Particuliers et entreprises, BMO Banque de Montréal au Canada et Harris aux États-Unis, le groupe Gestion privée, notre société de services de gestion de patrimoine, et BMO Marchés des capitaux – adhèrent à une vision commune, celle d'être la banque modèle en matière d'expérience client exceptionnelle.


La Banque de Montréal a adopté une marque unifiée qui lie ensemble toutes les sociétés membres de l'organisation. La Banque de Montréal et ses filiales sont désignées par l'appellation BMO Groupe financier. Dans le cadre du présent document, les appellations BMO et BMO Groupe financier désignent la Banque de Montréal et ses filiales.

Un résumé de notre stratégie globale dans son contexte et des progrès que nous avons réalisés en 2009 est présenté dans le Rapport de gestion.


Nos priorités stratégiques

1 Maximiser la croissance du revenu net dans toutes les activités liées aux **services bancaires aux particuliers et aux entreprises** en Amérique du Nord, en nous concentrant sur la prestation de la meilleure expérience client du secteur et sur la productivité de la force de vente.  P. 31, 48, 51

2 Accélérer la croissance de nos activités de **gestion de patrimoine** en offrant à nos clients des services conseils exceptionnels axés sur la retraite et la planification financière.  P. 31, 54

3 Dégager des rendements solides et stables dans notre **secteur des marchés financiers** en offrant des solutions parfaitement ciblées à nos principaux clients, partout où nous sommes présents, à partir d'une même plateforme intégrée.  P. 31, 57

4 Prendre de l'expansion dans des **marchés mondiaux ciblés** afin de répondre aux besoins en constante évolution de nos clients.  P. 31

5 Maintenir une **culture** orientée vers la clientèle, le rendement élevé et les employés.  P. 18, 31

« Nous avons défini le genre d'organisation que nous voulons être et nous réalisons notre vision. »

Dans notre sondage annuel, 96 % des employés de BMO ont exprimé un degré d'accord élevé avec l'énoncé « Je comprends la façon dont mon rôle contribue à la réalisation de notre vision, qui est d'être la banque modèle en matière d'expérience client exceptionnelle », comparativement à 84 % l'an dernier.



Dorothy Abreu
Directrice – Comptes d'entreprises
Harris, Chicago

Raisons d'investir dans BMO

Stratégie de croissance claire

 P. 31

- Stratégie de croissance cohérente et ciblée à l'échelle de l'Amérique du Nord
- Solide base de clientèle au Canada et aux États-Unis
- Présence mondiale accrue pour répondre aux besoins de nos clients
- Engagement à atteindre nos objectifs financiers à moyen terme

Situation financière solide

 P. 10, 28, 62

- Approche équilibrée en matière de gestion du capital
- Ratio du capital de première catégorie de 12,24 % au 31 octobre 2009
- Ratio de l'actif corporel net attribuable aux actionnaires ordinaires à l'actif pondéré en fonction des risques de 9,21 % au 31 octobre 2009
- Cotes élevées attribuées aux créances prioritaires

Gestion proactive des risques

 P. 75

- Surveillance indépendante du risque dans l'ensemble de l'organisation
- Capacités et processus solides de gestion du risque de crédit
- Évaluations du rendement collectif et individuel qui reflètent les rendements pondérés en fonction du risque et qui correspondent aux intérêts des actionnaires

Engagement envers nos parties prenantes

 P. 4, 18, 35

- Promesse de marque qui offre un avantage tangible aux clients
- Employés déterminés à surpasser les attentes des clients
- Solide rendement financier et antécédents stables en matière de versement de dividendes
- Approche stratégique en matière de responsabilité sociétale et de développement durable

Dans le sondage mené auprès des employés cette année, 97 % des employés de BMO ont déclaré être largement d'accord avec l'énoncé « Je crois que le fait d'accorder une attention prioritaire au client contribuera au succès financier de BMO Groupe financier ».

Évolution de notre dividende

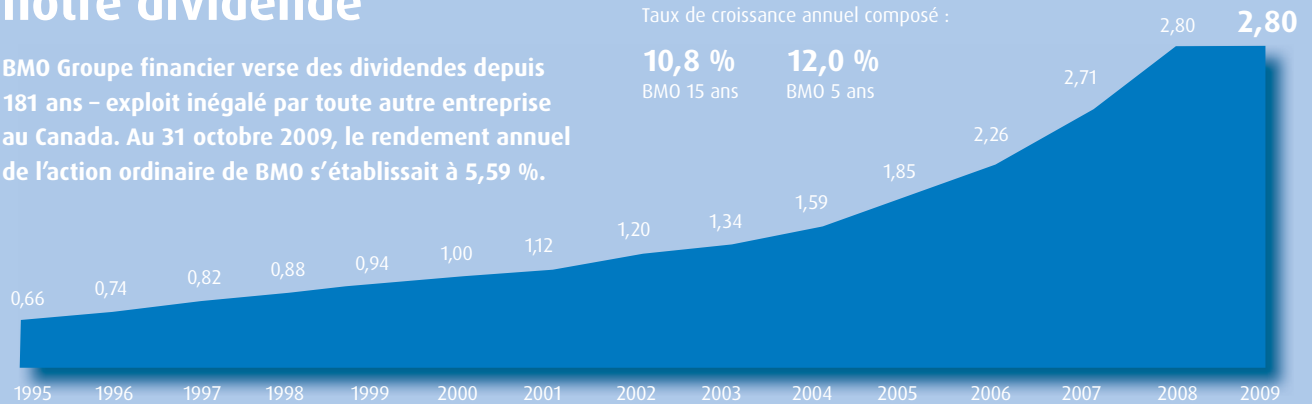
BMO Groupe financier verse des dividendes depuis 181 ans – exploit inégalé par toute autre entreprise au Canada. Au 31 octobre 2009, le rendement annuel de l'action ordinaire de BMO s'établissait à 5,59 %.

Dividende déclaré (en dollars par action)

Taux de croissance annuel composé :

10,8 %
BMO 15 ans

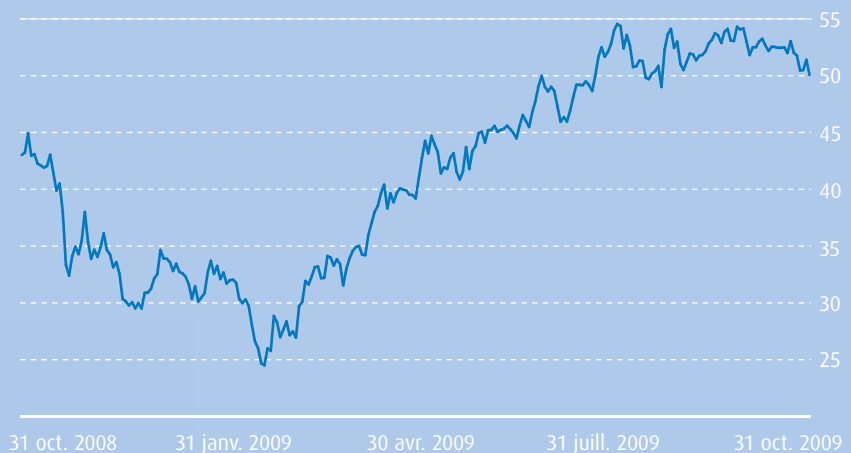
12,0 %
BMO 5 ans



Cours de l'action

(en dollars)

En 2009, les actionnaires de BMO ont obtenu de solides rendements sur le capital investi.



« Je sais que de continuer à accorder la priorité au client contribuera à assurer notre succès financier. »

Mark Rossignoli

Vice-président et conseiller en placements principal
Groupe Gestion privée, Toronto

Les chiffres qui comptent

Résultats financiers

Revenu total

(en milliards de dollars)

P. 40

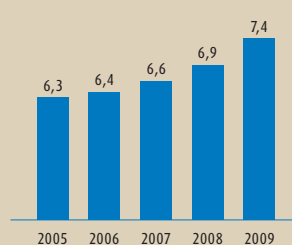


À 8,4 %, la croissance du revenu a été robuste en 2009, pour la deuxième année d'affilée.

Frais autres que d'intérêts

(en milliards de dollars)

P. 44

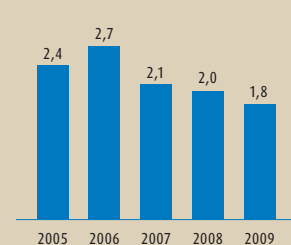


La hausse des dépenses résulte en grande partie du raffermissement du dollar américain, des acquisitions et des indemnités de licenciement.

Revenu net

(en milliards de dollars)

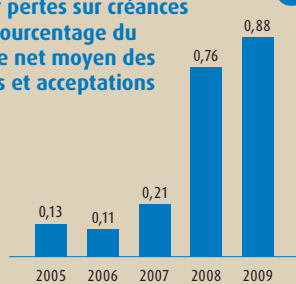
P. 36



Le revenu net traduit la solide performance de nos principaux groupes d'exploitation, mais il a été amoindri par les pertes sur créances plus lourdes.

Dotation à la provision pour pertes sur créances en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations

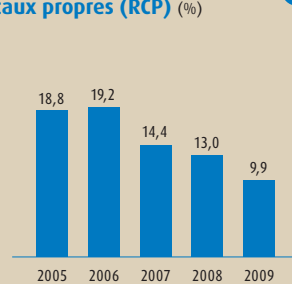
P. 43



Les dotations à la provision accrues traduisent la conjoncture économique difficile des deux dernières années, particulièrement aux États-Unis.

Rendement des capitaux propres (RCP) (%)

P. 37

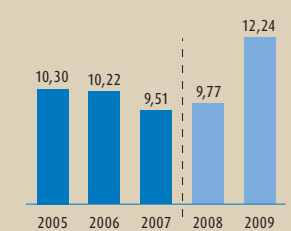


Le rendement des capitaux propres a été satisfaisant compte tenu de la conjoncture économique, mais il a été affaibli principalement par la solidité accrue de notre assise financière et le fléchissement du revenu net.

Ratio du capital de première catégorie (%)

P. 62

■ Bâle I * ■ Bâle II *



Notre ratio du capital de première catégorie est solide.

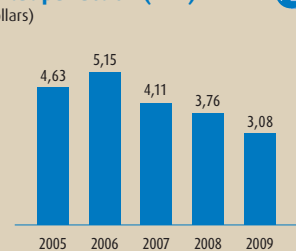
*Les mesures utilisées en vertu de Bâle I et de Bâle II ne sont pas comparables.

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires

Résultat par action (RPA)

(en dollars)

P. 36

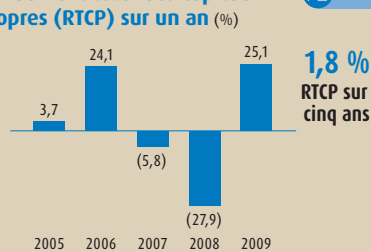


La baisse du résultat par action est attribuable à la diminution du revenu net et à la hausse du nombre d'actions en circulation.

Sauf indication contraire, toutes les mesures relatives au RPA figurant dans le présent rapport renvoient au RPA dilué.

Rendement total des capitaux propres (RTCP) sur un an (%)

P. 35



Le RTCP sur un an a remonté à 25 %, ce qui nous place dans le peloton de tête du groupe de référence du Canada.

Dividende déclaré

(en dollars par action)

P. 64



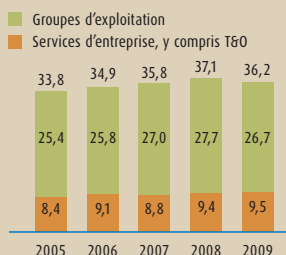
Nous avons maintenu le versement d'un dividende sur les actions ordinaires, pour la 181^e année de suite.

Service à la clientèle

Employés à temps plein

(en milliers)

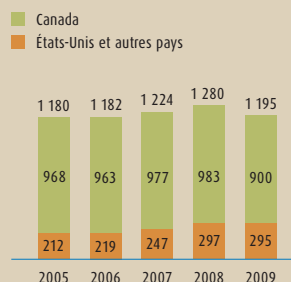
P. 98



Nous avons réduit le nombre d'employés dans le cadre des mesures de gestion des coûts déployées à l'échelle de l'organisation, tout en améliorant le service à la clientèle et en procédant à des acquisitions d'entreprises.

Succursales

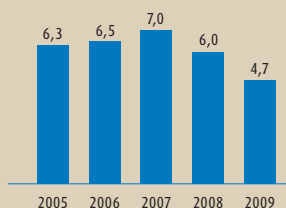
P. 98



Au Canada, nous avons fermé nos succursales en magasin en raison de la préférence des clients pour des succursales à service complet où l'on offre des services conseils facilement accessibles et l'on assure la gestion de la relation d'affaires.

Personnel

Nombre moyen de jours de formation par employé

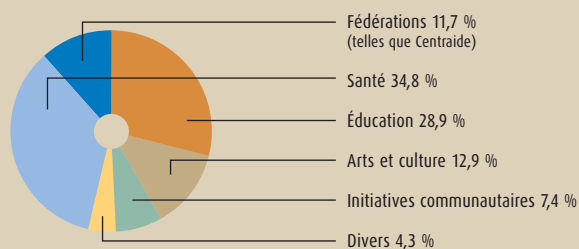


La formation demeure une priorité; nous avons rationalisé l'offre de cours en mettant l'accent sur les programmes de formation en leadership, en gestion des risques et en vente et service.

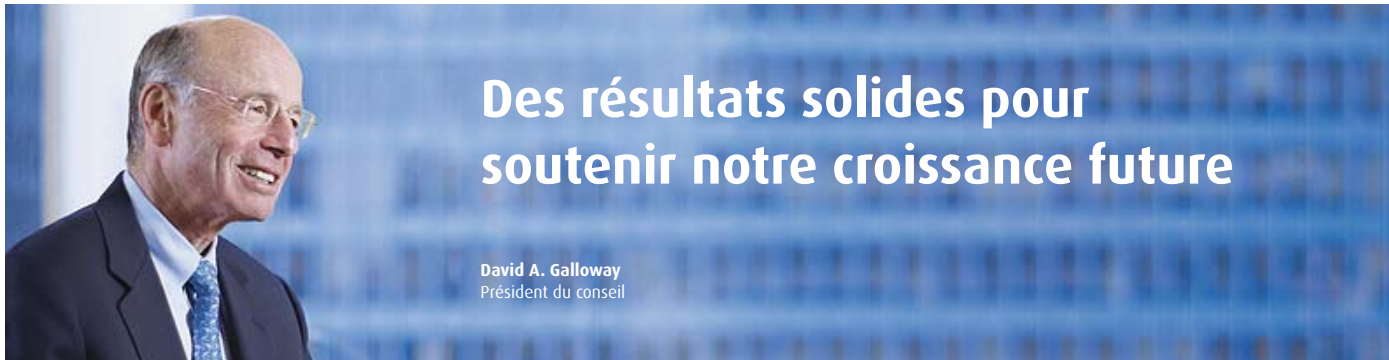
Nos collectivités

Ventilation des dons (2009)

P. 20



En 2009, BMO a consacré 55 millions de dollars aux dons et commandites pour soutenir nos collectivités ainsi que des milliers d'œuvres de bienfaisance et d'organismes sans but lucratif au Canada et aux États-Unis.



Des résultats solides pour soutenir notre croissance future

David A. Galloway
Président du conseil

Passer le moment critique

Durant cette année fortement marquée par un sentiment général d'incertitude, l'équipe de direction de BMO a continué de poser les fondements de notre croissance future.

Au cours des douze derniers mois, BMO s'est appliqué à maintenir de solides niveaux de capitalisation et une discipline rigoureuse en matière de gestion des risques. Plus précisément, la direction a réagi efficacement à l'impératif de réduction des divers risques auxquels la Banque était exposée.

L'orientation client et la croissance demeurent les deux piliers de notre plan stratégique. L'orientation client qui sous-tend chacune de nos priorités stratégiques a pris forme concrètement – à l'échelle de BMO Groupe financier.

Malgré le contexte difficile de l'année dernière, notre performance n'a cessé de s'améliorer. Les efforts déployés par nos employés, sous l'autorité d'une équipe de direction compétente, se sont traduits par de solides résultats – voire de très bons résultats dans certains cas. Les revenus ont augmenté de façon soutenue et nous avons élargi notre part de marché dans des secteurs clés. Les résultats de l'exercice 2009 de la Banque ont subi l'impact du contexte économique qui a mené à d'importantes dotations aux provisions pour pertes sur créances (liées en particulier aux portefeuilles américains de la Banque). Même si les pertes sur créances continueront d'avoir des répercussions sur nos affaires en 2010, BMO est en mesure d'obtenir de bons résultats dans ses activités de base tandis que l'économie continue de s'améliorer.

Des changements positifs

Pour votre Conseil d'administration, les douze derniers mois ont entraîné des réévaluations et des changements – une constante en période d'incertitude.

La rémunération des dirigeants fait partie des sujets sur lesquels nous nous sommes penchés en 2009. Après un examen approfondi de nos pratiques en la matière, nous avons conclu que notre programme de rémunération permettait toujours de reconnaître le rendement élevé, et n'incitait pas à la prise de risques indus.

Ces réévaluations ont tout de même permis de repérer des occasions de nous améliorer. Ainsi, nous avons apporté un certain nombre de changements importants au programme de rémunération, notamment à l'égard de la rémunération au sein de BMO Marchés des capitaux. Nous voulions ainsi nous assurer que la rétribution demeure liée aux comportements recherchés compte tenu des intérêts des actionnaires et que le processus d'évaluation du rendement soit transparent pour les actionnaires.

Perspectives d'avenir

En tant que représentants des actionnaires, nous visons toujours à obtenir un rendement financier supérieur. Votre Conseil a la certitude que BMO Groupe financier, fort de son équipe de direction, est en bonne position pour poursuivre sa croissance dans les années à venir.

Le président du conseil,

David A. Galloway



Du plan aux réalisations – la transformation de BMO

William A. Downe
Président et chef de la direction

Situation financière solide

L'exercice qui vient de se terminer a été exceptionnel à bien des égards, en raison de ses défis uniques mais, surtout, en raison des progrès que nous avons accomplis pour faire avancer la stratégie de la Banque. Les pages de ce rapport présentent clairement les moyens que nous avons choisis de prendre pour devancer la concurrence dans chacun de nos secteurs d'activité et reflètent la confiance qui nous anime au début de ce nouvel exercice.

Dans son message aux actionnaires, le président du conseil évoque le cap que nous avons franchi après ce qui fut une période d'incertitude économique. Dans la même ligne de pensée, j'aimerais vous faire part de ma propre réflexion sur la solidité financière de BMO Groupe financier et sur ce que nous envisageons comme occasions de croissance pour nos activités.

La stabilité est timidement revenue sur les marchés financiers au cours de l'année qui vient de s'écouler – et nous avons commencé à voir réapparaître la confiance des consommateurs. Nous avons profité de l'amélioration de la conjoncture sur les marchés pour réduire le niveau de risque dans les principaux secteurs, tout en générant un revenu net de 1,8 milliard de dollars. La façon dont nous gérons les risques et la réputation mondiale de notre système de réglementation nous ont placés parmi les institutions financières les plus respectées au monde.

Rendement solide de l'organisation

Notre rendement a connu une progression soutenue tout au long de 2009. Nous avons réalisé des améliorations durables tant sur le plan de la croissance du revenu que de la gestion méthodique des frais et nous sommes heureux de la progression régulière du revenu net trimestriel.

Les Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada ont donné le ton au reste de BMO en améliorant de façon marquée leurs résultats pour ce qui est de la fidélité de la clientèle et du revenu net. Ces résultats découlent des gestes concrets que nous avons posés trimestre après trimestre – réalisant ainsi ce que nous avions prévu faire.

En 2009, 91 % des employés ont déclaré être fortement d'accord avec l'énoncé « Dans mon groupe de travail, nous faisons tout ce que nous pouvons pour contribuer à susciter une expérience client exceptionnelle ». Dans une proportion de 94 %, les employés ont indiqué être largement d'accord avec l'énoncé « Je recherche activement de nouvelles façons d'améliorer l'expérience client ».



« Le rythme s'est accentué. C'est stimulant. »

Derek Tsang
Directeur – Services financiers
Services bancaires aux particuliers – Canada, Montréal

Notre groupe Gestion privée a enregistré une croissance satisfaisante de son revenu pendant la deuxième moitié de l'exercice grâce à l'amélioration des marchés boursiers et à l'accroissement de sa clientèle. Nous avons aussi profité de l'élan apporté par l'expansion de nos activités d'assurance vie – les premiers résultats confirmant la certitude que nous avons d'accroître ainsi notre compétitivité. BMO Marchés des capitaux a connu une année record. Ses activités sont bien diversifiées et nous travaillons à optimiser son bilan afin de trouver l'échelle et le profil risque-rendement appropriés. Nos Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis ont continué de miser sur leur présence et leur visibilité bien établies sur le marché. Les dépôts ont augmenté de 10 % grâce à l'élargissement de la clientèle.

Les temps ont été difficiles pour de nombreux clients et l'incertitude quant à la tournure qu'adopterait la reprise n'a épargné personne. Nous nous sommes formellement engagés à soutenir nos clients, à les écouter, à comprendre leurs besoins et à les conseiller. C'est ce que sous-tend notre promesse de clarifier les questions d'argent.

Le prochain exercice

À l'aube de 2010, notre situation en matière de capital et de liquidités est solide : notre ratio du capital de première catégorie s'établissait à 12,24 pour cent à la fin de l'exercice. Nous sommes en bonne position pour injecter des capitaux dans des initiatives de croissance et saisir les occasions qui se présentent. Nous l'avons fait en janvier 2009 en effectuant une acquisition importante – BMO Société d'assurance-vie – et en novembre, avec les annonces de l'acquisition des activités de prêts de titres de Paloma Securities et de l'acquisition de la franchise nord-américaine de Diners Club. Cette franchise doublera la taille de notre portefeuille de cartes d'entreprise. Et nous prévoyons que d'autres occasions se présenteront.

Il est clair que nous continuerons à accorder une attention particulière aux pertes sur prêts en 2010, surtout aux États-Unis. Je demeure persuadé que la gestion du risque de crédit constitue l'une des principales forces de BMO, ce qui devrait se confirmer à mesure que la reprise se matérialisera. Nous espérons voir les conditions du crédit s'améliorer dans la deuxième moitié de 2010 et en 2011.

Notre confiance unanime dans la stratégie clientèle de la Banque est incontestable – tout comme notre volonté de poursuivre dans cette voie. Nous avons encore des choses à accomplir en 2010 et 2011.

En 2007, j'ai signifié notre intention de mettre l'accent sur la relation client, qui constitue l'élément le plus important dont dépend notre croissance. Nous avons progressé à pas de géant mais notre vision et nos clients exigent que nous allions encore plus loin – et nous le ferons. Par leur engagement et leurs efforts exceptionnels, nos employés ont transformé l'expérience client. Leur détermination à maîtriser les principes essentiels du service a été remarquable. Pour continuer à progresser au chapitre des gains, nous nous appliquons à remodeler notre structure opérationnelle de façon à simplifier nos processus – pour accélérer le service et offrir une expérience client plus satisfaisante.

Nous savons que les besoins des clients, leurs attentes et les choix qui leur sont offerts vont continuer d'augmenter et d'évoluer. Notre stratégie tient compte de cette réalité.



« Notre réputation de banque solide qui soutient ses clients n'a fait que s'affermir. »

Michael R. Calingo
Analyste principal des ventes
Services bancaires aux entreprises – Canada, Vancouver

Cette année, 94 % des employés ont indiqué être fortement d'accord avec l'énoncé « Je crois que mes clients apprécient les efforts que je fais pour eux ».

Les investissements que nous avons faits dans notre marque nous procurent un avantage concurrentiel – qui s’est transformé en occasion exceptionnelle.

Nous apprécions votre soutien

Bien que le cours de notre action ait augmenté de 25 pour cent, nos actionnaires ont dû faire face, pendant l’année, à l’incertitude provoquée par la fluctuation des valeurs des actions découlant des ajustements des marchés mondiaux. Notre décision de procéder à une nouvelle émission d’actions en décembre dernier a procuré à la Banque un coussin de capital la protégeant contre les turbulences des marchés. Je remercie les actionnaires tant individuels qu’institutionnels qui ont soutenu notre approche conséquente et mesurée à l’égard de la gestion du capital. La façon de rétribuer le succès dans le secteur des services financiers a également fait les manchettes et nous avons, au cours de l’année, apporté des changements à cet égard en fonction des recommandations du Conseil de stabilité financière. L’approche de BMO en la matière a toujours été claire : la rémunération des personnes et des équipes est directement liée à la création de valeur durable pour nos actionnaires.

Je tiens en outre à remercier les clients de la Banque qui ont eu à relever des défis sans précédent dans la gestion de leurs affaires personnelles ou de leur entreprise. En cette période difficile, la valeur de notre approche en matière de services bancaires s’est confirmée. Le système bancaire a servi d’amortisseur pour absorber les chocs de la crise économique, comme il se doit, et la priorité que nous avons accordée à la fidélisation de la clientèle a constitué le facteur déterminant pour renforcer la réputation de BMO.

Pour finir, j’aimerais aussi témoigner mon appréciation aux 36 000 employés qui ont mis notre promesse en œuvre avec confiance et professionnalisme. Que vous soyez employé de première ligne ou membre d’un groupe opérationnel ou fonctionnel, votre engagement à tous à offrir en tout temps une expérience client exceptionnelle a assuré notre succès.

Nous remercions toutes nos parties prenantes pour leur soutien et leur confiance. Nous avons hâte de travailler avec vous au cours de l’année à venir.

Le président et chef de la direction,



William A. Downe

Cette année, 90 % des employés ont exprimé un degré d’accord élevé avec l’énoncé « Je suis fier de la façon dont BMO Groupe financier rend les questions financières simples et faciles à comprendre pour ses clients ».



« Clarté. Constance. Confiance.
C’est ce que nous offrons à nos
clients chaque jour. »

Debbie Rechter
Directrice générale
BMO Marchés des capitaux, Chicago

Faits saillants de 2009

Assise financière stable et solide

Si toutes les entreprises ont besoin d'une assise financière stable et solide, cet impératif est incontournable dans le cas des institutions financières. BMO, qui a été fondé en 1817, déclare des dividendes chaque année depuis 181 ans.

Au 31 octobre 2009, l'actif de BMO totalisait plus de 388 milliards de dollars. Avec une capitalisation boursière de 27,6 milliards de dollars, nous nous classons au onzième rang parmi toutes les banques canadiennes et américaines. Notre ratio du capital de première catégorie atteint 12,24 %, une hausse par rapport à 9,77 % l'an dernier.

L'actif corporel net attribuable aux actionnaires ordinaires (ACNAAO) est de plus en plus considéré comme une mesure importante de la suffisance du capital. Il désigne les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires – soit la forme la plus permanente de notre capital –, moins la valeur comptable des écarts d'acquisition et des actifs incorporels. Comme il n'existe pas de définition réglementaire de l'actif corporel net attribuable aux actionnaires ordinaires, il est possible que nos mesures diffèrent de celles de nos pairs. Certains observateurs compétents du secteur financier considèrent le ratio de l'actif corporel net attribuable aux actionnaires ordinaires à

l'actif pondéré en fonction des risques (APFR) comme une mesure clé de la solidité financière en fonction du risque. Le ratio ACNAAO/APFR de BMO s'établissait à 9,21 % au 31 octobre 2009, une hausse par rapport à 7,47 % il y a un an, se classant au sixième rang parmi les banques les mieux capitalisées du Canada et des États-Unis.

La stabilité et la solidité de l'assise financière de BMO se traduisent dans nos cotes de crédit élevées et inspirent confiance à nos déposants, fournisseurs, contreparties et actionnaires ainsi qu'aux collectivités au sein desquelles nous faisons des affaires.

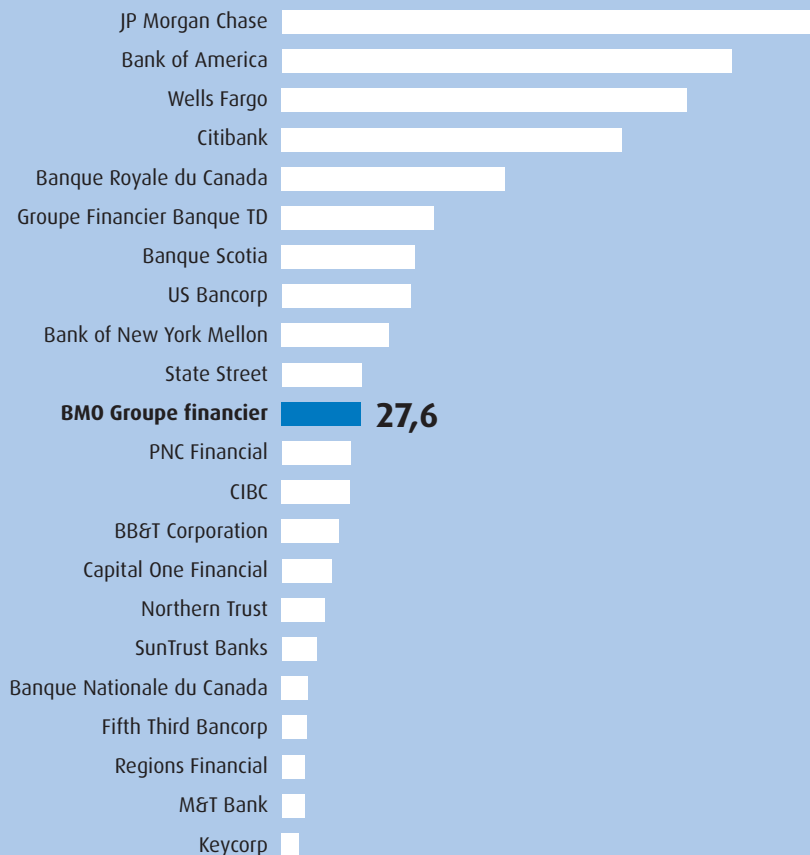
Ratio de l'actif corporel net attribuable aux actionnaires ordinaires à l'actif pondéré en fonction des risques (%)

Northern Trust	11,97
Citibank	11,07
State Street	9,54
Capital One Financial	9,52
Groupe Financier Banque TD	9,37
BMO Groupe financier	9,21
Banque Royale du Canada	8,86
JP Morgan Chase	8,26
Regions Financial	8,24
Keycorp	8,04
BB&T Corporation	8,02
Banque Scotia	7,94
SunTrust Banks	7,87
Fifth Third Bancorp	7,36
Banque Nationale du Canada	7,24
CIBC	7,21
Bank of America	6,64
Bank of New York Mellon	6,08
US Bancorp	5,81
M&T Bank	4,89
PNC Financial	4,46
Wells Fargo	4,18


Les données sont en date du 31 octobre 2009 dans le cas des banques canadiennes et du 30 septembre 2009 dans le cas des banques américaines et sont établies selon une méthode uniforme à partir des données publiées dans les rapports trimestriels.

Capitalisation boursière

(en milliards de dollars canadiens)



Le graphique fait état des banques de notre groupe de référence du Canada et des plus grandes banques commerciales et de détail des États-Unis selon la capitalisation boursière. Les données sont en date du 31 octobre 2009 dans le cas des banques canadiennes et du 30 septembre 2009 dans le cas des banques américaines; elles sont établies compte tenu des cours des actions publiés par les bourses des valeurs concernées et des actions en circulation selon les rapports trimestriels.

Dans la section sur les faits saillants de 2009, l'icône **Avantage concret** indique les initiatives qui créent des avantages sur le plan économique, social ou environnemental. 

Créer l'expérience client exceptionnelle à l'échelle de l'organisation

Depuis les trois dernières années, nous poursuivons sans relâche l'objectif que nous avons établi pour nous-mêmes : être la banque modèle en matière d'expérience client exceptionnelle.

À l'échelle de l'organisation, nous honorons une promesse de marque qui offre un avantage tangible aux clients. Le succès que nous obtenons en relevant les attentes des clients – et en y répondant – se reflète dans les solides résultats financiers de BMO et dans l'amélioration des taux de fidélité de la clientèle.

Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada (PE Canada) P. 48

- Nous avons mis l'accent sur l'amélioration de l'expérience client dans tous les aspects de la relation bancaire en permettant aux clients d'avoir accès à l'ensemble de nos produits et de nos spécialistes.
- Nous avons renforcé les taux de fidélité de la clientèle. Nous attirons de nouveaux clients et nous élargissons et consolidons les relations établies avec nos clients.
- Nous avons accru notre part de marché tant des dépôts de particuliers que des prêts aux entreprises par rapport à l'exercice précédent. En 2009, PE Canada occupait le deuxième rang des institutions financières canadiennes quant à la part de marché du crédit aux entreprises.
- Nous avons conçu de nouveaux programmes et de nouvelles offres pour aider les clients à faire face à la conjoncture économique récente. Nous avons lancé la Formule futée BMO, une série de conseils de gestion financière personnelle qui ont pour but d'aider nos clients à en faire plus avec leur argent.
- Nous avons continué d'offrir des prêts aux Canadiens – particuliers et entreprises – tout en maintenant des pratiques efficaces de gestion du risque de crédit.



Grâce à la Formule futée BMO, les employés de BMO proposent des solutions qui permettent aux clients d'en faire plus avec leur argent dans les périodes d'incertitude.

Nous sommes ouverts à vos affaires.

BMO Banque de Montréal continue de soutenir les entreprises canadiennes. Nous nous engageons à accorder des prêts pour un montant net de 1 000 000 000\$ aux petites et moyennes entreprises du pays, les piliers de notre économie.


Venez nous rencontrer dès aujourd'hui.

BMO  Banque de Montréal
Ça a du sens. Profitez.

BMO continue à soutenir fermement les entreprises canadiennes. Nous avons engagé une somme supplémentaire de 1 milliard de dollars pour le crédit aux entreprises. 

Faits saillants de 2009

Créer l'expérience client exceptionnelle à l'échelle de l'organisation Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada (PE Canada)


- Nous avons lancé de nouveaux comptes pour aider les clients à faire croître leur épargne, notamment :
 - le compte d'épargne bonifiée, offrant un taux d'intérêt élevé, que l'on peut ouvrir en ligne;
 - le compte d'épargne libre d'impôt.
- Nous avons simplifié et amélioré toute notre gamme de produits de cartes de crédit pour offrir davantage de récompenses et aider les clients à choisir une carte de crédit qui répond à leurs besoins.
- Nous avons annoncé récemment la conclusion d'une entente d'achat de la franchise nord-américaine de Diners Club. Grâce à cette acquisition, nos clients auront accès à un programme de tout premier plan en matière de cartes de dépenses de voyage et de représentation pour employés.
- Nous avons ouvert 12 nouvelles succursales et en avons réorganisé 20 autres dans le cadre de nos efforts constants en vue de faciliter l'accès aux services bancaires à nos clients. 

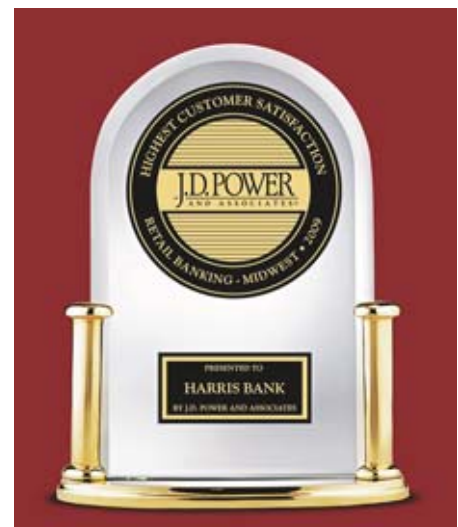
Reconnaissance externe

- Synovate a désigné BMO Banque de Montréal comme étant l'institution qui s'est le plus améliorée parmi les cinq grandes banques canadiennes en 2009. L'entreprise d'envergure mondiale spécialisée en étude de marché a décerné à BMO trois de ses prix des Meilleurs services bancaires 2009, notamment le prix Excellence du service en succursale.



Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis (PE États-Unis) P. 51


- Nous avons continué à offrir une expérience client à la hauteur des attentes malgré la conjoncture économique difficile, comme en fait foi la constance de nos taux élevés de fidélité de la clientèle.
- Nous avons aidé les clients dans une conjoncture économique incertaine. Fidèles à notre promesse de la marque, nous avons donné aux clients de l'information et des conseils pour qu'ils puissent prendre des décisions financières avisées, et offert aux propriétaires de maison détenant un prêt admissible de réduire leurs versements à un niveau abordable.
- Nous avons amélioré le processus d'octroi de crédit aux entreprises afin d'accélérer la prise de décision et de faciliter l'accès au crédit.
- Nous avons fait équipe avec les entreprises clientes pour renforcer leur situation financière en les aidant à gérer leurs flux de trésorerie, à optimiser leur encaisse et à réduire le risque au minimum.
- Nous avons lancé un programme de carte de débit sans frais qui permet aux clients d'accumuler des points à chaque achat et de les échanger contre des voyages, des cartes-cadeaux et des articles divers. 
- Le centre d'appels Harris a récemment obtenu l'accréditation de centre d'excellence décernée par le Center for Customer-Driven Quality de l'Université Purdue, chef de file reconnu de l'évaluation du rendement et de l'attestation des centres d'appels, et Benchmark Portal.
- La Chicagoland Chamber of Commerce and Right Management a décerné à Harris le prix Workplace Excellence Award.



Harris s'est classée au premier rang pour ce qui est du taux de satisfaction de la clientèle, selon J.D. Power and Associates.*

*Harris s'est classée au premier rang ex æquo dans le Midwest pour ce qui est du taux de satisfaction de la clientèle dans le domaine des services bancaires aux particuliers en 2009, selon l'étude réalisée par J.D. Power and Associates.

Groupe Gestion privée P. 54

- Nous avons fait l'acquisition de BMO Société d'assurance-vie (anciennement Compagnie d'Assurance-Vie AIG du Canada), ce qui fortifie notre position concurrentielle sur le marché de la gestion de patrimoine.
- Nous avons continué de perfectionner les outils de planification financière et de conseil en placements afin de rehausser l'expérience client des épargnants et investisseurs et d'aider la force de vente à réaliser des gains d'efficacité.
- Nous avons intensifié la formation de l'équipe de vente en matière de services de retraite et intégré la planification de la retraite à nos principales mesures du rendement afin de maintenir notre position de chef de file dans cet important marché, d'ajouter de la valeur aux services offerts aux clients et d'améliorer les résultats de notre secteur d'activité.
- Nous avons été la première banque à lancer une famille de fonds indiciaires négociables en bourse, des produits de placement peu coûteux qui offrent aux clients un excellent point de départ pour constituer un portefeuille de placements bien diversifié.
- Nous avons été la première banque au Canada à offrir un régime enregistré d'épargne-invalidité, qui permet aux personnes handicapées d'améliorer leur sécurité financière à long terme. 
- Le volume d'échange d'indications de clients avec PE Canada et PE États-Unis est en hausse, ce qui atteste de la confiance que les clients nous témoignent en ces temps difficiles.
- Nous avons créé la ligne Indications clients des employés dans le but de combler les besoins identifiés des clients en leur offrant le produit, le service ou le circuit de distribution BMO qui peut y répondre.

Reconnaissance externe

- BMO Ligne d'action a été désigné meilleur service de courtage en ligne appartenant à une banque par *The Globe and Mail* dans son classement des services de courtage en ligne pour 2009.
- Pour la troisième année d'affilée, BMO Fonds d'investissement a obtenu le Dalbar Mutual Fund Service Award pour la qualité globale de son service à la clientèle, dans les catégories des services en français et des services en anglais.
- Quatre fonds de BMO ont remporté le Prix canadien d'investissement remis aux produits et aux sociétés de placement qui démontrent un engagement durable envers l'excellence dans le secteur canadien des services financiers :
 - Fonds mondial Technologie BMO Guardian
 - Fonds asiatique de croissance et de revenu BMO Guardian
 - Fonds d'entreprise BMO Guardian
 - Fonds européen d'actions BMO Guardian
- Le BMO Fonds de dividendes a reçu le Prix Lipper 2009 qui récompense le fonds s'étant le plus distingué sur une période de dix ans dans la catégorie Dividendes et revenus d'actions canadiennes, pour l'excellence en matière de solidité et de constance du rendement pondéré en fonction du risque.



L'acquisition de la Compagnie d'Assurance-Vie AIG du Canada a immédiatement accru la portée et les capacités de BMO dans le marché de l'assurance.




M. Bill Downe, chef de la direction de BMO (quatrième à partir de la droite), en compagnie d'employés de notre succursale de Beijing. BMO Groupe financier poursuit son expansion en Chine; nous avons aujourd'hui des succursales à Beijing, Shanghai, Guangzhou et Hong Kong. BMO a obtenu des autorités de réglementation chinoises l'approbation en vue de préparer officiellement la constitution en société d'une filiale, ce qui lui permettra d'accepter des dépôts dans la monnaie locale, de vendre des produits de placement et d'offrir d'autres services bancaires.

Faits saillants de 2009

Créer l'expérience client exceptionnelle à l'échelle de l'organisation

BMO Marchés des capitaux^{MD} P. 57

- Nous avons concentré nos efforts dans plusieurs secteurs où nous détenons une position concurrentielle distinctive sur le marché mondial (extraction minière et métaux précieux) ou nord-américain (énergie et produits alimentaires et produits de consommation). Les priorités en matière de gestion, le recrutement et l'augmentation des ressources ont été harmonisés en conséquence.
- Nous avons continué de donner à nos clients l'accès à des capitaux et des liquidités malgré la conjoncture difficile, accordant 189 milliards de dollars de financement au cours de l'exercice.
- Nous avons accentué nos efforts dirigés vers nos clients principaux, notamment :
 - En offrant un service de premier choix aux clients, émetteurs et investisseurs, qui voient en nous des conseillers de confiance et l'institution de prédilection pour toutes les solutions financières.
 - En étendant nos services liés aux titres de participation grâce à l'embauche de nouveaux employés et à l'ouverture d'un nouveau bureau de vente à Paris.
 - En développant des compétences ciblées, entre autres, par la formation d'un groupe spécialisé dans la structure de capital, pour répondre aux besoins des clients principaux.
 - En intégrant les activités de l'organisation en matière de consultation, d'émission et de structuration liées aux titres d'emprunt au sein d'un groupe unifié responsable des marchés des capitaux d'emprunt.
- Nous avons profité de l'agitation des marchés pour accroître de plus de 30 personnes notre équipe de spécialistes de niveau avancé en contact direct avec les clients dans l'ensemble de nos secteurs d'activité.
- Nous avons organisé 12 congrès institutionnels, notamment notre congrès mondial primé sur le secteur de l'extraction minière et des métaux précieux, illustrant la force de nos analystes de recherche et notre capacité à établir des liens entre les clients, émetteurs et investisseurs. 

Reconnaissance externe

- Pour la 29^e année d'affilée, BMO Marchés des capitaux s'est classée au premier rang pour la recherche sur les actions canadiennes selon le rapport Brendan Wood International visant les investisseurs institutionnels.
- BMO Marchés des capitaux a remporté la palme pour la recherche sur les actions canadiennes lors de la cérémonie de remise des prix aux analystes canadiens organisée par la société de recherche indépendante StarMine. Dix-sept de nos analystes ont reçu des prix individuels.
- BMO Marchés des capitaux a reçu plusieurs prix pendant l'exercice pour son excellence en matière d'opérations de change :
 - Nous avons remporté le prix de meilleure banque pour le dollar canadien de la publication *FX Week*.
 - Nous avons été nommés meilleure banque de change au Canada par la publication *European CEO*.
 - Nous avons reçu le titre de meilleur teneur de marché par le China Foreign Exchange Trade System (CFETS).
- Le congrès sur le secteur de l'extraction minière et des métaux précieux mondial de BMO Marchés des capitaux a remporté le premier prix dans la catégorie Meilleur événement en direct lors du concours American Business Awards de 2009.
- Selon les résultats de son sondage de 2009 mené auprès des investisseurs, Greenwich Associates a classé notre équipe canadienne responsable des titres à revenu fixe au premier rang pour la part de marché totale, la pénétration globale du marché et la qualité de la recherche.

As the #1 senior manager[®] of Build America Bonds for higher education, institutions consider us the

SMART CHOICE

Capital raising success in higher education takes both ambition and an innovative partner that provides tailored solutions.

Access our web page on your mobile phone by scanning this QR code with ScanLife app[®]
getscanlife.com

bmo.com/education

BMO  **Capital Markets**[®]

Your ambition achieved.[™]

* Source: PwC's Number of deals '09 as of August 31, 2009.

Nous avons continué de mettre en valeur la marque BMO Marchés des capitaux grâce à une campagne publicitaire de 51 semaines dans le *Wall Street Journal*.

29 ans

Pour la 29^e année d'affilée, BMO Marchés des capitaux s'est classée au premier rang pour la recherche sur les actions canadiennes selon le rapport Brendan Wood International visant les investisseurs institutionnels.

Rendement élevé pour les unités fonctionnelles

Pratiquer une gestion rigoureuse et proactive des risques. Attirer des personnes particulièrement talentueuses. Effectuer des investissements stratégiques dans l'infrastructure et la technologie.

Gestion des risques

- Nous avons démontré notre capacité à gérer les risques avec rigueur et discipline en trouvant le juste équilibre entre le service à la clientèle et la protection des intérêts des actionnaires.
- Nous avons renforcé nos pratiques et notre culture de gestion des risques dans l'ensemble de l'organisation en mettant l'accent sur les responsabilités et la responsabilisation, l'accroissement de la transparence et l'optimisation du rapport risque-rendement.
- Nous avons affiné le processus de communication de l'information sur le risque de sorte que les hauts dirigeants et le Conseil d'administration reçoivent en temps voulu une information intégrée et prospective sur tous les risques importants, y compris les risques nouveaux, auxquels nos activités sont exposées.
- Nous avons déployé une vaste stratégie d'apprentissage afin d'accroître le degré de conscientisation de nos dirigeants et de nos spécialistes des risques et de leur fournir les outils nécessaires à une prise de décision éclairée.

- Nous avons consolidé notre cadre de gestion du risque de marché en améliorant la communication de l'information et la surveillance des activités de négociation, et accentué l'intégration de la gestion des risques de marché, de crédit et opérationnel au sein de ces activités.

Ressources humaines (RH)

- Nous avons simplifié notre structure organisationnelle afin d'assurer une prise de décision rapide et efficace dans l'ensemble de BMO, tout en réduisant les coûts. Les normes et les cibles permettant de soutenir une nouvelle structure allégée et plus efficace sont maintenant en place.
- Nous continuons de miser sur les employés les plus prometteurs afin d'assurer la réussite future de BMO. Nous avons défini ce que signifiait être un leader à BMO et recentré notre outil d'évaluation à 360 degrés sur les principales capacités de leadership. Nous avons également simplifié notre processus permettant d'évaluer à la fois le potentiel et le rendement. Nous continuons d'élargir notre bassin de leaders en devenir et déployons des efforts pour accroître encore davantage la diversité.

- Nous avons resserré le lien entre le rendement et la rémunération, en portant une attention particulière aux aspects relatifs au risque et aux primes d'incitation. Nous avons restructuré le régime de rémunération de BMO Marchés des capitaux afin de mieux l'harmoniser avec notre stratégie globale et les intérêts de nos actionnaires. Les Services bancaires Particuliers et entreprises ont adopté de nouveaux systèmes de rémunération et de gestion du rendement qui reflètent notre engagement à répondre aux besoins des clients et à dépasser leurs attentes.
- Nous avons défini la promesse de BMO envers ses employés qui constitue notre offre en tant qu'employeur. Le slogan « Voyez votre potentiel devenir exceptionnel » nous démarque dans un marché concurrentiel, nous aidant à attirer et à conserver des employés axés sur les clients.



Étudiants au programme de MBA en services financiers offert par BMO et l'Université Dalhousie, promotion de 2012, à L'Académie BMO Groupe financier.



Faits saillants de 2009

Rendement élevé pour les unités fonctionnelles P. 60

Technologie et opérations (T&O)

- Nous avons continué à assurer la liaison avec nos clients. Développement technologique et infrastructure d'entreprise soutient les clients en leur offrant des circuits de distribution fiables et efficaces, comprenant un réseau de services bancaires de détail et de guichets automatiques, des services bancaires en ligne et des services de négociation. En 2009, la cible de 99,9 % fixée en matière de disponibilité de nos systèmes a été dépassée, assurant ainsi le traitement sans interruption de milliards de transactions de clients.
- Les Opérations ont entrepris de rationaliser et d'automatiser les processus essentiels au fonctionnement des groupes d'exploitation de BMO. Grâce à l'application de la méthode internationalement reconnue, dite Lean Six Sigma, les Opérations ont contribué à l'accroissement de la productivité et de la valeur pour les clients, conformément à l'objectif poursuivi par BMO.
- Nous avons introduit notre nouveau concept de succursale de proximité afin d'améliorer l'expérience client et d'accroître l'achalandage. Les rénovations ont commencé aux succursales stratégiques de BMO Banque de Montréal à Toronto et à Vancouver. 
- En 2009, nous avons ouvert de nouvelles succursales et en avons réaménagé d'autres dans le cadre de projets de relocalisation ou d'agrandissement. Nous voulons ainsi nous assurer que nos succursales sont bien situées et que leur aménagement intérieur reflète notre volonté d'offrir une expérience client qui répond aux besoins de nos clients. 

Reconnaissance externe - T&O

- The Data Warehousing Institute a choisi BMO comme lauréat dans la catégorie de l'intendance de l'information. Cette distinction reconnaît la très grande efficacité des pratiques de l'équipe Gestion de l'information en matière de gestion des données. L'organisme a souligné l'approche multidimensionnelle de BMO qui a atteint un « équilibre remarquable entre les employés, les processus et la technologie ».

- Au cours des dernières années, BMO Groupe financier a reçu cinq prix Global Six Sigma and Business Improvement, une reconnaissance internationale pour avoir réussi de façon spectaculaire à mettre en œuvre la méthodologie Lean Six Sigma pour améliorer les processus de ses groupes d'exploitation en Amérique du Nord.
- Le Uptime Institute, autorité mondiale en matière de centres de données, a de nouveau classé notre centre informatique de Scarborough dans l'élite des centres informatiques nord-américains (1 % de tous les centres) qui se sont distingués par la disponibilité ininterrompue des systèmes. Depuis décembre 1988, le centre informatique de Scarborough a maintenu une disponibilité de 100 %.

Gestion globale des coûts

- Pour faciliter le contrôle des coûts et la communication des meilleures pratiques, nous avons mis sur pied un comité responsable de la gestion des coûts à l'échelle de l'organisation, dont l'action a engendré une réduction des dépenses discrétionnaires, des dépenses engagées par les employés et des coûts payés aux fournisseurs.



Le concept de succursale de proximité a été mis en application dans de nouveaux locaux de BMO récemment ouverts à Toronto.

Gouvernance

Notre engagement à adopter des pratiques de gouvernance d'avant-garde et des normes de conduite des plus rigoureuses permet d'assurer que les intérêts de notre organisation sont alignés sur les intérêts de nos parties prenantes.

Conformément à notre cadre de gouvernance :

- Nous sommes guidés par notre Conseil d'administration qui supervise et surveille la gestion de BMO, et qui assume la responsabilité d'établir les normes en matière de saine gouvernance et de conformité à l'échelle de l'organisation.
- Nous nous conformons aux *Principes fondamentaux*, notre code de conduite et d'éthique, qui constitue le fondement de notre cadre de gouvernance et reflète notre engagement à agir avec honnêteté, respect et selon ce qui est bien. Chaque année, tous les administrateurs, dirigeants et employés de BMO sont tenus de signer une déclaration de conformité à nos *Principes fondamentaux* pour confirmer qu'ils comprennent ces exigences – et s'y conforment. Nous nous assurons également que nos principaux fournisseurs connaissent notre code de conduite. Nos *Principes fondamentaux* font l'objet d'une révision annuelle.
- Nous exigeons que tout employé de BMO qui soupçonne une infraction à une loi ou à une politique, notamment à notre code de conduite, ou qui s'interroge sur l'éthique de certains comportements, signale immédiatement le problème. Cette démarche peut être effectuée de manière confidentielle et anonyme. Toutes les plaintes sont étudiées avec attention et signalées au Comité de vérification, s'il y a lieu.
- Nous surveillons nos pratiques et politiques de gouvernance pour nous assurer qu'elles continuent de satisfaire ou de dépasser les exigences légales et réglementaires, et qu'elles reflètent les meilleures pratiques émergentes.
- Nous maintenons un cadre de conformité efficace qui nous permet de répondre aux exigences légales et réglementaires, tout en réagissant en temps opportun aux risques liés à la conformité émergents à l'échelle mondiale.

- Nous présentons au Comité de vérification les rapports émis périodiquement par le chef de la conformité relativement aux questions et aux tendances qui ont une incidence sur notre cadre de conformité, dans le contexte d'un processus rigoureux de surveillance de la conformité réglementaire.
- Nous exigeons de nos administrateurs qu'ils détiennent au moins six fois le montant de leur rémunération annuelle sous forme d'actions de BMO ou d'unités d'actions différées. Une fois ce seuil franchi, les administrateurs doivent continuer à toucher au moins 50 % de leur rémunération annuelle sous forme d'actions de BMO ou d'unités d'actions différées.
- Nous assurons la communication exhaustive et claire de l'information relative à notre programme de rémunération pour le chef de la direction et les autres hauts dirigeants. Nous avons annoncé notre intention d'offrir à nos actionnaires la possibilité de voter sur une résolution consultative portant sur notre approche en matière de rémunération des dirigeants à l'Assemblée annuelle des actionnaires de 2010.
- Nous soutenons l'engagement de notre Conseil d'administration à établir avec nos actionnaires et autres parties prenantes un dialogue constructif qui ne se limite pas au cadre de l'Assemblée annuelle.

Reconnaissance externe

- Dans le cadre du rapport annuel sur les entreprises Board Games 2009 du *Globe and Mail*, BMO s'est classé au troisième rang parmi 157 entreprises canadiennes (deux entreprises se sont classées ex æquo au premier rang). Ce sondage porte sur quatre éléments clés : composition du conseil d'administration, rémunération, droits des actionnaires et divulgation.



Faits saillants de 2009

Responsabilité sociale

Offrir des possibilités de carrière et de développement personnel. Rendre les collectivités plus fortes. Intégrer les meilleures pratiques environnementales.

Dans les pages suivantes, nous présentons les faits saillants des activités entreprises dans le cadre de notre responsabilité sociale, au cours du dernier exercice. Pour en savoir davantage sur le sujet, nous vous invitons à visiter notre site Web. Notre Rapport social et Déclaration annuelle 2009 sera disponible en ligne en février 2010. www.bmo.com/responsabilitesociale

Nos valeurs

Être fiers

De ce que nous faisons et de BMO

Tenir parole

Toujours honorer nos engagements envers nos clients et envers nous-mêmes

Encourager la diversité

Tirer notre force de nos gens et de nos différents points de vue

Agir avec intégrité

Faire preuve de respect envers tous et mériter leur confiance par l'intégrité de nos actions

Avoir le courage de gagner

Mettre l'accent sur ce qui est à l'origine de nos succès

Faire équipe

- Nous avons entrepris une importante initiative de renouvellement à L'Académie BMO Groupe financier afin de nous assurer que nos processus et programmes de formation soutiennent totalement l'accent mis sur les clients, le rendement et les employés.
- Nous avons lancé de nouvelles initiatives d'apprentissage en accord avec notre stratégie de renouvellement, notamment :
 - Les programmes Orientation dont un volet s'adresse aux nouveaux employés et l'autre, aux dirigeants de BMO. Le premier a pour but d'aider les employés à acquérir plus rapidement les connaissances de base requises pour leur permettre d'assumer

leurs nouvelles fonctions de manière efficace, tandis que le deuxième a été conçu pour aider les nouveaux dirigeants à mieux comprendre les stratégies et les réseaux d'affaires de BMO.

- Entretien client, un nouveau programme axé sur la tenue d'entretiens de vente approfondis avec les clients. Ce programme a été suivi avec succès par 3 500 leaders en succursale et directeurs – Services financiers relevant du secteur des particuliers.
- Plus de 200 dirigeants ont suivi le programme de formation avancée en leadership, qui les a outillés pour faire face à divers enjeux stratégiques propres à notre secteur.



En 2009, BMO a lancé de nouvelles initiatives d'apprentissage ciblées.

- Pour nous assurer que nos dirigeants tiennent compte des facteurs de risque et de rendement dans leurs décisions d'affaires, nous avons intégré au programme de formation en leadership les sujets suivants : le risque de crédit, le risque de marché et le risque opérationnel.
- Nous avons lancé deux nouvelles séries de conférences en webdiffusion – Formation avancée en leadership et Ça a du sens. Profitez. – dans le but de permettre une meilleure compréhension des concepts clés de leadership, d'encourager une culture plus ouverte et axée sur le rendement, et enfin de mettre encore plus l'accent sur le client.
- Nous avons élaboré de nouveaux programmes relativement aux postes clés des Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada afin d'assurer l'uniformité des compétences acquises et de l'orientation client.

Reconnaissance externe

- La Human Rights Campaign Foundation a annoncé que Harris avait obtenu une note parfaite dans le cadre du Corporate Equality Index de 2010. Il s'agit d'un sondage effectué annuellement et qui évalue dans quelle mesure les entreprises établies aux États-Unis traitent de manière équitable les membres de leur personnel qui sont lesbiennes, homosexuels, bisexuels ou transgenres.
- JVS Toronto a décerné à BMO le titre d'employeur de l'année. Ce prix prestigieux reconnaît les efforts accomplis par BMO dans le but de supprimer les obstacles à l'emploi des personnes handicapées.
- Epilepsy Toronto et le University Health Network ont présenté à BMO le prix Helping Out People with Epilepsy (H.O.P.E.) pour avoir fait de la sensibilisation à l'épilepsie en milieu de travail.

Engagement des employés

Notre sondage annuel mené auprès des employés continue de démontrer le succès de nos stratégies en matière de ressources humaines et de confirmer la réputation de BMO en tant qu'employeur de prédilection. En 2009, notre indice d'engagement des employés continuait de dépasser les points de référence du secteur.



Les meilleurs employeurs pour les nouveaux arrivants

2009

COMMANDETAIRES: LES FONDATIONS MAYTREE ET McCONNELL

Mediacorp Canada Inc. a désigné BMO comme l'un des meilleurs employeurs pour les néo-Canadiens en 2009. Cette désignation vise à reconnaître, entre autres, les programmes que les entreprises mettent sur pied pour faciliter la transition des néo-Canadiens à leur nouveau milieu de travail et à leur nouvelle vie au Canada.

Notre promesse à nos employés

Voyez votre potentiel devenir exceptionnel

Notre promesse à nos employés exprime simplement ce qu'offre une carrière à BMO, sur le plan des possibilités de carrière et sur celui du soutien offert.



Des employés participent à un atelier sur le leadership offert à L'Académie BMO Groupe financier, établissement de formation de calibre international.

Faits saillants de 2009

Responsabilité sociale


Investir dans les collectivités

- Nous avons consacré 55 millions de dollars aux dons et commandites pour soutenir des organismes caritatifs ou sans but lucratif dans les collectivités à l'échelle du Canada et des États-Unis.
- Nous nous sommes engagés à verser 500 000 \$ en vue de l'établissement du BMO Financial Group Future Green Leaders' Fund à l'Université Trent de Peterborough, Ontario. Ce fonds permettra de recruter de nouveaux chercheurs étudiants pour participer aux programmes environnementaux de pointe de l'université et de préparer de nouveaux leaders à assumer des fonctions au sein de l'économie verte émergente.
- Nous avons accepté un rôle de leadership au sein du Groupe de travail sur la littératie financière, L. Jacques Ménard de BMO remplissant les fonctions de vice-président du groupe créé par le gouvernement fédéral en juin 2009. La promotion de la littératie financière s'inscrit tout naturellement dans le cadre de la stratégie de responsabilité sociale de BMO. En aidant les Canadiens à devenir des investisseurs, des épargnants et des consommateurs avertis, nous renforçons la stabilité de notre système financier et consolidons notre économie.
- Nous avons recueilli 1,5 million de dollars dans le cadre du programme *Action-Éducation*^{MD*} de BMO Marchés des capitaux. Ce programme, lancé en 2005, soutient des organismes caritatifs nord-américains qui se consacrent à la promotion de l'éducation et de la diversité. Depuis ses débuts, le programme est venu en aide à plus de 2 000 étudiants méritants en leur offrant des bourses et des programmes éducatifs.
- Nous avons élargi notre partenariat avec le Stampede de Calgary, événement annuel de renommée internationale qui célèbre les traditions de l'Ouest canadien. Nous sommes maintenant l'un des commanditaires de l'événement et avons acquis les droits de dénomination du centre des congrès situé dans le Stampede Park. On prévoit que le BMO Centre accueillera annuellement 700 000 visiteurs dans le cadre de 600 événements.
- Nous avons continué à soutenir le patinage, un sport populaire chez les Canadiens de tous âges. BMO encourage le développement des jeunes patineurs en accordant un appui financier au programme Patinage Plus^{MD1} de Patinage Canada. Nous sommes toujours le commanditaire en titre des Championnats canadiens de patinage artistique BMO et un commanditaire national de l'équipe nationale de patinage artistique.
- Plus de 1 600 personnes ont participé à la journée annuelle du bénévolat organisée par Harris et BMO Marchés des capitaux. Dans le cadre de cette initiative, les employés se sont engagés dans diverses activités, par exemple amuser des enfants et jardiner, pour venir en aide à plus de 70 organismes communautaires à l'échelle des États-Unis.
- Nos employés, actifs et retraités, ont continué à soutenir généreusement leurs collectivités en 2009 grâce à la somme de 8,7 millions de dollars recueillie par l'intermédiaire de la Fondation de bienfaisance des employés de BMO. BMO assume les frais d'administration de la Fondation de façon à ce que tout l'argent recueilli serve à aider les collectivités où nos employés vivent et travaillent.


Reconnaissance externe

- Pour la cinquième année d'affilée, BMO a été choisi pour faire partie de l'indice de développement durable DJSI Amérique du Nord. Cette reconnaissance place BMO dans la tranche supérieure de 20 % des 600 grandes entreprises nord-américaines incluses dans l'indice mondial Dow Jones en matière de développement durable.
- L'organisme United Way du Grand Chicago classe Harris et BMO Marchés des capitaux au palmarès des dix meilleures entreprises citoyennes en raison de leur contribution financière à la campagne de 2008. Harris et BMO Marchés des capitaux ont également reçu le prix Volunteerism Pillar qui récompense l'entreprise qui encourage le mieux la participation de ses employés aux activités de bénévolat.




BMO est fier de soutenir le soccer à l'échelle du Canada à tous les niveaux, des équipes locales aux équipes nationales. BMO commandite 450 équipes de garçons et de filles. 



Pas moins de 12 905 coureurs, marcheurs et athlètes en fauteuil roulant venus de 36 pays ont pris part au Marathon de Vancouver BMO cette année. Quelque 200 employés de BMO y ont travaillé comme bénévoles et 95 employés ont couru le marathon. BMO est le commanditaire en titre de ce marathon depuis 2006. 



Bill Downe, président et chef de la direction de BMO Groupe financier et président du cabinet de la campagne 2009 de United Way, s'est joint à Frances Lankin, présidente et chef de la direction de United Way Toronto, lors du lancement de la campagne de financement annuelle de l'organisme. Lors de cet événement, M. Downe a annoncé, au nom de BMO, un don additionnel de 1 million de dollars en guise de soutien à la stratégie communautaire de la section torontoise de l'organisme. Cette année, United Way compte amasser 107,5 millions de dollars pour la collectivité de Toronto. 


Promotion de la responsabilité environnementale

- Nous avons amélioré notre performance environnementale en mettant en œuvre notre initiative Un ciel bleu et clairSM. Dans le cadre de cette initiative, la Stratégie ECO^S de BMO nous permet de mesurer précisément l'efficacité de nos efforts axés sur la durabilité de nos opérations et de présenter de l'information sur cette question.
- Nous avons accompli des progrès en vue de l'atteinte, en 2010, de l'objectif de carboneutralité que nous nous sommes fixé en ce qui concerne les émissions liées à la consommation d'énergie et à l'utilisation des moyens de transport dans l'ensemble de notre organisation. En 2009, BMO a investi dans le Fonds pour un Canada vert, qui offre un accès direct à des crédits compensatoires d'émissions de gaz à effet de serre et qui nous aidera à investir dans des projets locaux de réduction des émissions.
- Nous continuons de jouer un rôle de chef de file pour ce qui est de la consommation d'énergie produite sans émissions polluantes. À ce jour, nos achats d'électricité provenant de sources renouvelables répondent aux besoins de 78 succursales de BMO Banque de Montréal situées en Ontario, en Alberta et en Colombie-Britannique, ainsi que de deux succursales de Harris situées dans le Midwest américain.
- Nous avons annoncé l'achat d'électricité renouvelable de Bullfrog Power pour couvrir la totalité des besoins de nos 64 établissements situés en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick et à l'Île-du-Prince-Édouard. BMO est maintenant le plus important utilisateur d'électricité de Bullfrog Power du Canada atlantique et passe à la catégorie Vanguard, le niveau supérieur de la liste verte de Bullfrog Power (bullfrog powered Green Index), regroupant les entreprises qui ont acheté plus de 20 000 mégawattheures d'énergie verte.
- Nous avons offert aux particuliers la possibilité de consulter en ligne les renseignements sur leurs comptes de services bancaires courants, plutôt que de recevoir des relevés imprimés. Nous avons aussi offert aux employés l'option de recevoir leur relevé de paie en ligne. Enfin, nous avons créé un centre de conférences virtuelles pour nos conférences institutionnelles, afin de permettre aux clients d'accéder aux documents en ligne, et donc de réduire le nombre de documents imprimés.
- Nous avons lancé deux fonds d'investissement axés sur la protection de l'environnement – offrant à nos clients la possibilité d'investir dans les titres de sociétés qui contribuent à freiner les changements climatiques et sont reconnues comme des chefs de file en matière de durabilité.
- À l'occasion du Jour de la Terre de 2009, nous avons lancé un site consacré à l'environnement à l'intention de nos employés sur le réseau intranet de BMO. Ce site est à la fois un forum de discussion et un outil qui nous permet de communiquer avec nos employés au sujet de nos programmes et de favoriser leur participation à nos initiatives environnementales.

Reconnaissance extérieure

- BMO se classe parmi les toutes premières banques inscrites au Global 500 Carbon Disclosure Leadership Index de 2009, indice d'envergure mondiale établi par le Carbon Disclosure Project (CDP); BMO est d'ailleurs la seule banque canadienne faisant partie de cet indice en 2009. C'est la deuxième année d'affilée que BMO, signataire de longue date du CDP, figure sur cette liste prestigieuse. De plus, en 2009, BMO a été désigné au nombre des chefs de file de la communication de l'empreinte climatique, dans le classement établi par Le Conference Board du Canada, partenaire canadien de CDP, portant sur les 200 plus grandes entreprises canadiennes.
- En décembre 2008, BMO Groupe financier est devenu la première institution financière du Canada à obtenir la certification relative à la norme internationalement reconnue ISO 14001 – Systèmes de management environnemental. BMO s'est vu accorder cette certification pour avoir mis en œuvre un système rigoureux de gestion de l'environnement dans une tour à bureaux dont il est locataire au 55, rue Bloor Ouest, au centre-ville de Toronto. Nous nous préparons actuellement à mettre en œuvre des pratiques environnementales similaires dans d'autres immeubles à bureaux.
- BMO a été nommé « entreprise la plus favorable à l'engagement environnemental » par le magazine *Alberta Venture*, qui a voulu rendre hommage à notre passion pour la gérance environnementale et à notre compréhension du rôle important que jouent nos employés en tant que partenaires dans notre démarche axée sur la durabilité.

BMO s'est engagé à atteindre
la carboneutralité en
2010

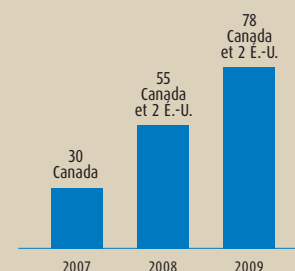
à l'échelle de son organisation,
dans le monde entier. 



C'est dans le quartier Acadia de Calgary que se trouve la première succursale de BMO située en Alberta à être inscrite en vue de la certification selon le système d'évaluation Leadership in Energy and Environmental Design (LEED), établi par le Conseil du bâtiment durable du Canada. La succursale s'approvisionne en électricité auprès de Bullfrog Power.



Succursales alimentées en énergie renouvelable

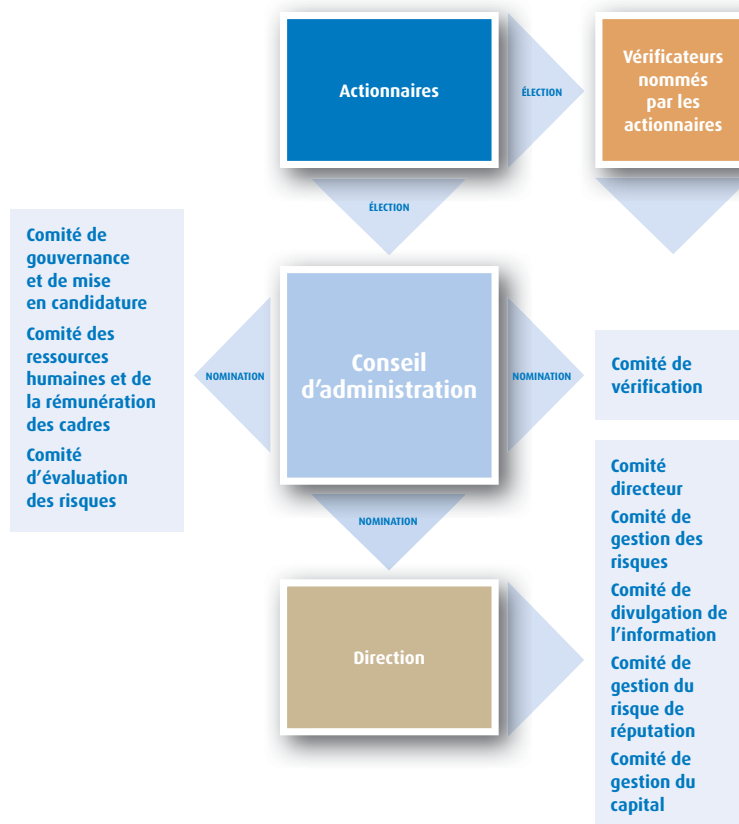


Notre structure en matière de gouvernance

Notre Conseil d'administration a la responsabilité de superviser et de surveiller la gestion de BMO au nom de nos actionnaires. Le Conseil évalue constamment nos pratiques de gouvernance pour s'assurer qu'elles répondent non seulement aux exigences légales et réglementaires applicables, mais aussi qu'elles sont alignées sur les meilleures pratiques émergentes. Tous les administrateurs, à l'exception du chef de la direction, sont indépendants, et le rôle du président du conseil et celui du chef de la direction sont distincts. Tous les membres des comités du Conseil sont indépendants.

En ce qui a trait aux réunions du Conseil et des comités, les membres se rencontrent à huis clos, en l'absence des membres de la direction. De plus, dans le cas des séances du Comité de vérification, les membres rencontrent séparément les vérificateurs internes, le conseiller général et les vérificateurs nommés par les actionnaires, en l'absence des membres de la direction.

La formation continue des administrateurs constitue une priorité constante. Nous avons mis sur pied un programme d'orientation à l'intention des nouveaux administrateurs et prévu des séances de formation à l'interne. Dans le but de soutenir les administrateurs dans l'exercice de leurs responsabilités à l'égard de BMO et de nos actionnaires, nous leur donnons également accès à des programmes externes dont la pertinence a été reconnue.



Comités du Conseil

Comités et membres	Responsabilités
Comité de vérification Philip S. Orsino (président) Martha C. Piper Robert Chevrier Jeremy H. Reitman Ronald H. Farmer Guylaine Saucier David A. Galloway	<ul style="list-style-type: none"> Supervise l'intégrité de notre information financière, les contrôles internes, les contrôles à l'égard de la communication de l'information et la fonction de vérification interne; assure la conformité de la Banque aux exigences prévues par la loi ou la réglementation, de même qu'aux exigences relatives à l'indépendance des vérificateurs. Surveille les opérations avec les apparentés, les conflits d'intérêts, l'utilisation et la divulgation de renseignements confidentiels et personnels et les normes de conduite de l'organisation. S'assure que l'information financière destinée aux actionnaires est communiquée avec clarté et exactitude.
Comité de gouvernance et de mise en candidature J. Robert S. Prichard (président) Bruce H. Mitchell Robert M. Astley Philip S. Orsino David A. Galloway	<ul style="list-style-type: none"> Élabore, examine et évalue de manière continue les principes et les systèmes de gouvernance de la Banque. Évalue de manière continue les pratiques de BMO et les compare aux meilleures pratiques à l'échelle mondiale. Effectue le choix des candidats à la fonction d'administrateur, de même que les recommandations pertinentes. Assume les responsabilités liées à la planification de la relève, l'orientation et la rémunération des administrateurs.
Comité des ressources humaines et de la rémunération des cadres Robert M. Astley (président) Martha C. Piper David R. Beatty J. Robert S. Prichard Ronald H. Farmer Don M. Wilson III David A. Galloway	<ul style="list-style-type: none"> Assiste le Conseil dans ses fonctions de surveillance quant à la nomination, à l'évaluation du rendement et à la rémunération des hauts dirigeants. Assume les responsabilités liées au perfectionnement des employés prometteurs, aux stratégies de maintien de l'effectif et à la planification de la relève. Recommande des lignes de conduite et des principes directeurs à l'égard des programmes de rémunération, notamment l'établissement d'un lien direct entre la rémunération et le rendement, ainsi que des mesures de protection contre l'incitation à la prise de risques excessifs.
Comité d'évaluation des risques Bruce H. Mitchell (président) Harold N. Kvisle Robert M. Astley Philip S. Orsino David R. Beatty Guylaine Saucier George A. Cope Nancy C. Southern David A. Galloway Don M. Wilson III	<ul style="list-style-type: none"> Surveille la définition, la documentation, l'évaluation et la gestion des risques importants. Assure la conformité à la réglementation portant sur le risque et le respect des politiques et procédures de gestion interne des risques.

Conseil d'administration*

Collectivement, nos administrateurs détiennent dans BMO une participation dépassant 25 millions de dollars**.

- 1 **Robert M. Astley**, ancien président et directeur général, Clarica, compagnie d'assurance sur la vie, et ancien président, Financière Sun Life Canada
Conseil ou comité : Gouvernance et mise en candidature, Ressources humaines et rémunération des cadres (président), Évaluation des risques
Administrateur depuis : 2004
- 2 **David R. Beatty, O.B.E.**, président du conseil et chef de la direction, Beatinvest Limited
Conseil ou comité : Ressources humaines et rémunération des cadres, Évaluation des risques
Autres conseils d'administration de sociétés ouvertes : FirstService Corporation, Inmet Mining Corporation
Administrateur depuis : 1992
- 3 **Robert Chevrier, F.C.A.**, président, Société de gestion Roche Inc.
Conseil ou comité : Vérification, La Société de la caisse de retraite de la Banque de Montréal (président)
Autres conseils d'administration de sociétés ouvertes : Cascades Inc., Groupe CGI inc., Compagnie de Saint-Gobain, Quincaillerie Richelieu Ltée
Administrateur depuis : 2000
- 4 **George A. Cope**, président et chef de la direction, BCE Inc. et Bell Canada
Conseil ou comité : Évaluation des risques
Autres conseils d'administration de sociétés ouvertes : BCE Inc., Bell Aliant, NII Holdings, Inc.
Administrateur depuis : 2006
- 5 **William A. Downe**, président et chef de la direction, BMO Groupe financier
Conseil ou comité : Assiste aux réunions de tous les comités en tant qu'invité.
Administrateur depuis : 2007
- 6 **Ronald H. Farmer**, directeur général, Mosaic Capital Partners
Conseil ou comité : Vérification, Ressources humaines et rémunération des cadres
Administrateur depuis : 2003
- 7 **David A. Galloway**, président du conseil
Conseil ou comité : Vérification (membre d'office), Gouvernance et mise en candidature, Ressources humaines et rémunération des cadres, Évaluation des risques (membre d'office), La Société de la caisse de retraite de la Banque de Montréal (membre d'office)
Autres conseils d'administration de sociétés ouvertes : Scripps Networks Interactive, Inc., Toromont Industries Ltd.
Administrateur depuis : 1998
- 8 **Harold N. Kvisle**, président et chef de la direction, TransCanada Corporation
Conseil ou comité : Évaluation des risques
Autres conseils d'administration de sociétés ouvertes : ARC Energy Trust, TransCanada Corporation, TransCanada PipeLines Limited
Administrateur depuis : 2005
- 9 **Bruce H. Mitchell**, président et chef de la direction, Permian Industries Limited
Conseil ou comité : Gouvernance et mise en candidature, Évaluation des risques (président)
Administrateur depuis : 1999
- 10 **Philip S. Orsino, O.C., F.C.A.**, administrateur et ancien président et chef de la direction, Masonite International Corporation (auparavant Premdor Inc.)
Conseil ou comité : Vérification (président), Gouvernance et mise en candidature, Évaluation des risques (membre d'office)
Autre conseil d'administration de société ouverte : Clairvest Group Inc.
Administrateur depuis : 1999
- 11 **Martha C. Piper, Ph.D., O.C., O.B.C.**, administratrice et ancienne présidente et vice-chancière Université de la Colombie-Britannique
Conseil ou comité : Vérification, Ressources humaines et rémunération des cadres
Autres conseils d'administration de sociétés ouvertes : Shoppers Drug Mart Corporation, TransAlta Corporation
Administratrice depuis : 2006
- 12 **J. Robert S. Prichard, O.C., O.Ont.**, président et chef de la direction, Metrolinx
Conseil ou comité : Gouvernance et mise en candidature (président), Ressources humaines et rémunération des cadres
Autres conseils d'administration de sociétés ouvertes : George Weston Ltée, Onex Corporation
Administrateur depuis : 2000
- 13 **Jeremy H. Reitman**, président et chef de la direction, Reitmans (Canada) Limitée
Conseil ou comité : Vérification, La Société de la caisse de retraite de la Banque de Montréal
Autre conseil d'administration de société ouverte : Reitmans (Canada) Limitée
Administrateur depuis : 1987
- 14 **Guylaine Saucier, F.C.A., C.M.**, administratrice
Conseil ou comité : Vérification, Évaluation des risques
Autres conseils d'administration de sociétés ouvertes : Groupe Areva, Groupe Danone
Administratrice depuis : 1992
- 15 **Nancy C. Southern**, présidente et chef de la direction, ATCO Ltd. et Canadian Utilities Limited
Conseil ou comité : Évaluation des risques, La Société de la caisse de retraite de la Banque de Montréal
Autres conseils d'administration de sociétés ouvertes : Akita Drilling Ltd., ATCO Ltd., Canadian Utilities Limited, CU Inc.
Administratrice depuis : 1996
- 16 **Don M. Wilson III**, administrateur
Conseil ou comité : Ressources humaines et rémunération des cadres, Évaluation des risques, La Société de la caisse de retraite de la Banque de Montréal
Administrateur depuis : 2008

Membres honoraires du Conseil d'administration

- Stephen E. Bachand**, Ponte Vedra Beach, FL, États-Unis
Charles F. Baird, Skillman, NJ, États-Unis
Ralph M. Barford, Toronto, Ont.
Matthew W. Barrett, O.C., LL.D. Oakville, Ont.
Peter J.G. Bentley, O.C., LL.D. Vancouver, C.-B.
Claire P. Bertrand†, Montréal, Qc
Frederick S. Burbidge, O.C. Frelighsburg, Qc
Tony Comper, Toronto, Ont.
Pierre Côté, C.M. Québec, Qc
C. William Daniel, O.C., LL.D. Toronto, Ont.
Graham R. Dawson, Vancouver, C.-B.
Louis A. Desrochers, C.M., c.r. Edmonton, Alb.
A. John Ellis, O.C., LL.D., O.S.L. Vancouver, C.-B.
John F. Fraser, O.C., LL.D. Winnipeg, Man.
Thomas M. Galt, Toronto, Ont.
Richard M. Ivey, C.C., Q.C. Toronto, Ont.
L'honorable Betty Kennedy, O.C., LL.D. Campbellville, Ont.
Eva Lee Kwok, Vancouver, C.-B.
J. Blair MacAulay, Oakville, Ont.
Ronald N. Mannix, O.C. Calgary, Alb.
Robert H. McKercher, Q.C. Saskatoon, Sask.
Eric H. Molson, Montréal, Qc
Jerry E.A. Nickerson, North Sydney, N.-É
Lucien G. Rolland, O.C. Montréal, Qc
Joseph L. Rotman, O.C., LL.D. Toronto, Ont.
Mary Alice Stuart, C.M., O.Ont., LL.D. Toronto, Ont.

* Au 31 octobre 2009.

** Comprend les actions ordinaires ainsi que l'équivalent en actions ordinaires des unités d'actions différées, au 31 octobre 2009.

† Claire P. Bertrand est décédée le 8 décembre 2009.



Notre processus de gestion

Notre processus de gestion prévoit une représentation interfonctionnelle au sein des comités, ce qui permet d'harmoniser la mise en œuvre de nos plans avec nos objectifs stratégiques dans tous les secteurs de l'organisation. La composition de tous les comités est réévaluée chaque année.

Comité directeur

17 membres

Responsabilités : établir et gérer la stratégie et le rendement de l'organisation

- Examiner les stratégies des groupes et de l'organisation
- Approuver les fusions et acquisitions
- Approuver les objectifs et les plans financiers, et évaluer les résultats
- Approuver les objectifs en matière de culture d'entreprise et de diversité
- Superviser les initiatives stratégiques et faire le suivi du rendement
- Gérer les investissements à l'échelle de l'organisation

Le Comité se réunit toutes les deux semaines.

Comité de performance

56 membres

- 17 membres du Comité directeur
- 39 chefs de secteurs d'activité et d'unités fonctionnelles

Responsabilités : stimuler les résultats de l'organisation et veiller au respect des priorités

- Stimuler les résultats de l'organisation
- Effectuer l'évaluation par les pairs en fonction des objectifs déterminés
- Régler les questions concernant les initiatives liées aux priorités stratégiques de BMO et prendre les mesures nécessaires

Le Comité se réunit tous les trimestres.

Conseil du leadership

Environ 300 membres

- Tous les dirigeants de BMO

Responsabilités : comprendre les stratégies des groupes et de l'organisation et veiller à ce que tous les employés s'y rallient

- Stimuler l'engagement des employés et assurer leur adhésion aux principaux plans et stratégies de l'organisation
- Trouver des solutions aux problèmes importants touchant un secteur d'activité ou l'ensemble de l'organisation
- Communiquer les messages clés dans l'ensemble de BMO et donner l'exemple en matière de comportements
- Développer les capacités en matière de résolution de problèmes et d'évaluation par les pairs

Le Conseil se réunit tous les ans.



Comité directeur*

Collectivement, les membres du Comité directeur détiennent dans BMO une participation dépassant 100 millions de dollars**.

1 William A. Downe, président et chef de la direction, BMO Groupe financier, assure le leadership et détermine la vision pour l'ensemble de BMO Groupe financier. Par l'entremise du Conseil d'administration, il est responsable devant les actionnaires de la définition, de la communication et de la mise en œuvre d'objectifs stratégiques et opérationnels visant à maximiser la valeur pour les actionnaires. Le président et chef de la direction est responsable du rendement et des résultats financiers pour l'ensemble de l'organisation, ce qui inclut l'état des résultats, le bilan et les paramètres de mesure de la valeur pour les actionnaires. Il s'est joint à BMO en 1983 et occupe son poste actuel depuis mars 2007.

Groupe d'exploitation

Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada

2 Frank Techar, président et chef de la direction, Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada, assure la direction stratégique en vue de la prestation de nos services bancaires par l'entremise de BMO Banque de Montréal qui sert plus de sept millions de clients dans tout le Canada. Il s'est joint à BMO en 1984 et occupe son poste actuel depuis juillet 2006.

3 Maurice Hudon, premier vice-président à la direction, Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada, est responsable du développement et de la mise en œuvre des stratégies clientèle et de la stratégie de distribution intégrée, de même que de la gestion de tous les produits bancaires aux particuliers et aux entreprises. Il s'est joint à BMO en 1978 et occupe son poste actuel depuis juin 2009.

Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis

4 Ellen Costello, présidente et chef de la direction, Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis et Harris Financial Corp., est responsable de la direction stratégique et du rendement des Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis, et assure la croissance rentable des activités par la croissance interne et les acquisitions. Elle s'est jointe à BMO en 1983 et occupe son poste actuel depuis août 2006.

5 Christopher McComish, vice-président à la direction et chef, Services aux particuliers, est responsable de l'exécution de la stratégie et de l'amélioration de la performance du réseau de services bancaires aux particuliers de Harris. Il est directement responsable de la gestion des produits aux particuliers, des circuits de distribution électroniques, des opérations bancaires, de la distribution, des services bancaires aux microentreprises, des prêts automobiles indirects, des prêts hypothécaires et des prêts à la consommation. Il s'est joint à BMO en 2008 et occupe son poste actuel depuis décembre 2008.

Groupe Gestion privée

6 Gilles Ouellette, président et chef de la direction, groupe Gestion privée, est responsable des activités de gestion de patrimoine de BMO Groupe financier en Amérique du Nord. Il est également président du Conseil délégué de BMO Nesbitt Burns. Il s'est joint à BMO en 1979 et occupe son poste actuel depuis mai 1999.

7 Dean Manjuris, chef du secteur Services de courtage traditionnels et président administrateur, Division des services aux particuliers, BMO Nesbitt Burns, assure la direction stratégique de la Division des services aux particuliers liée à nos activités de gestion de patrimoine. Il s'est joint à BMO en 1983 et occupe son poste actuel depuis novembre 1999.

BMO Marchés des capitaux

8 Tom Milroy, chef de la direction, BMO Marchés des capitaux, est responsable de toutes les unités de BMO Groupe financier qui servent les grandes entreprises, les institutions et les administrations publiques en Amérique du Nord et ailleurs dans le monde. Il s'est joint à BMO en 1993 et occupe son poste actuel depuis mars 2008.

9 Eric Tripp, président, BMO Marchés des capitaux, est responsable de l'ensemble des affaires de BMO Groupe financier traitées avec les grandes entreprises, institutions et administrations publiques, notamment en matière de produits de négociation et d'opérations de trésorerie. Il s'est joint à BMO en 1983 et occupe son poste actuel depuis mars 2008.

Fonctions d'entreprise

Finances

10 Russel Robertson, chef des finances, est responsable des activités de BMO Groupe financier en matière de stratégie financière, de planification et de communication de l'information financière, de trésorerie, de relations avec les investisseurs, ainsi qu'en matière de développement et de gestion de la stratégie globale. Il s'est joint à BMO en 2008 et occupe son poste actuel depuis mars 2008.

Services juridiques, Affaires générales et Conformité

11 Simon Fish, vice-président à la direction et conseiller général, est responsable des affaires juridiques de BMO Groupe financier. À ce titre, il agit comme conseiller auprès du Conseil d'administration et de la direction dans divers domaines, notamment les services bancaires, les fusions et acquisitions, la conformité et la législation relative aux valeurs mobilières. Il s'est joint à BMO en 2008 et occupe son poste actuel depuis mai 2008.

Gestion globale des risques et du portefeuille

12 Tom Flynn, vice-président à la direction et chef de la gestion globale des risques, est responsable de la gestion globale des risques et de la gestion de portefeuille de BMO Groupe financier. Il s'est joint à BMO en 1992 et occupe son poste actuel depuis mars 2008.

Ressources humaines et Communications

13 Rose Patten, première vice-présidente à la direction, chef des ressources humaines et conseillère principale en leadership, est responsable des fonctions et des stratégies de BMO Groupe financier en matière de ressources humaines et de communications. À titre de conseillère principale en leadership, elle prodigue des avis et des conseils aux hauts dirigeants de BMO et dirige l'ensemble des activités visant le développement du leadership et la planification de la relève. Elle s'est jointe à BMO en 1995 et occupe son poste actuel depuis juillet 2006.

Bureau de gestion stratégique et Marketing

14 Cameron Fowler, vice-président à la direction et chef de la gestion stratégique et Marketing, est responsable d'établir nos capacités stratégiques au sein de l'ensemble de nos secteurs d'activité et de consolider les liens entre nos plans stratégiques, les cibles financières, le plan d'affaires et les stratégies marketing. Il s'est joint à BMO en 2009 et occupe son poste actuel depuis janvier 2009.

Technologie et opérations

15 Barry Gilmour†, chef, Technologie et opérations, est responsable de la gestion, du soutien et de la gouvernance en matière de technologies de l'information, de services d'exploitation, d'opérations immobilières et d'approvisionnement pour l'ensemble de BMO Groupe financier. Il s'est joint à BMO en 1978 et occupe son poste actuel depuis novembre 2006.

16 Sandra Hanington†, vice-présidente à la direction, Opérations – Produits et Simplification des processus, est responsable des opérations liées aux produits pour les Services bancaires Particuliers et entreprises (Canada et États-Unis), le groupe Gestion privée et BMO Marchés des capitaux. Elle est également responsable de l'amélioration des processus d'affaires, des initiatives de bout en bout et du risque opérationnel. Elle s'est jointe à BMO en 1999 et occupe son poste actuel depuis juin 2009.

17 Karen Metrakos†, vice-présidente à la direction, Développement technologique et Infrastructure d'entreprise, est responsable du développement technologique ainsi que de l'architecture de l'infrastructure de BMO Groupe financier. Elle s'est jointe à BMO en 1979 et occupe son poste actuel depuis juin 2009.

* Au 31 octobre 2009.

** Comprend les actions ordinaires ainsi que l'équivalent en actions ordinaires des unités d'actions différées, des unités d'actions assujetties à des restrictions et des unités d'actions liées au rendement, au 31 octobre 2009.

† Membre en alternance du Comité directeur.

†† Barry Gilmour partira à la retraite le 15 janvier 2010.

Comité de performance*

Le Comité de performance est formé des chefs de tous les secteurs d'activité et unités fonctionnelles. Ce comité se réunit chaque trimestre pour discuter de la performance par rapport aux cibles établies et des mesures à prendre pour améliorer la performance.

William A. Downe
Président et
chef de la direction
BMO Groupe financier

BMO Groupe financier

L. Jacques Ménard, O.C.
Président du conseil
BMO Nesbitt Burns
Président
BMO Groupe financier
Québec

Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada

Frank J. Techar
Président et chef de la direction
Services bancaires Particuliers
et entreprises – Canada

Susan M. Brown
Première vice-présidente
Direction de l'Ontario

Alex P. Dousmanis-Curtis
Première vice-présidente
Direction Cité de Toronto
et Centre contact clientèle

Robert K. Hayes
Premier vice-président
Direction Prairies

François M.P. Hudon
Premier vice-président
Direction du Québec
et Ventes spécialisées

Maurice A.D. Hudon
Premier vice-président à la direction
Services bancaires Particuliers
et entreprises – Canada

James B. Kelsey
Premier vice-président
Financement des grandes entreprises

Michael J. Kitchen
Premier vice-président
Gestion de produits

Steve C. Murphy
Premier vice-président
Direction de l'Atlantique

Robert J. Serraglio
Premier vice-président
Direction de la Colombie-Britannique

Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis

Ellen M. Costello
Présidente et chef de la direction
Services bancaires Particuliers
et entreprises – États-Unis et
Harris Financial Corp.

Christopher J. McComish
Vice-président à la direction et chef
Services aux particuliers

Peter B. McNitt
Vice-président du conseil
Harris Bankcorp, Inc.

Groupe Gestion privée

Gilles G. Ouellette
Président et
chef de la direction
Groupe Gestion privée

Andrew B. Auerbach
Premier vice-président et chef
BMO Banque privée Harris

Gordon J. Henderson
Président et chef de la direction
BMO Compagnie d'assurance-vie

Harold Hillier
Premier vice-président et
chef, BMO Gestion d'actifs

Terry A. Jenkins
Premier vice-président et
président et chef de la direction
Harris Private Bank, É.-U.

Ed N. Legzdins
Directeur général, Affaires internationales
et premier vice-président
Placements de particuliers

Dean Manjuris
Chef du secteur Services de
courtage traditionnels
Président administrateur
Division des services aux particuliers
BMO Nesbitt Burns

Peter C. McCarthy
Président et chef de la direction
BMO Société d'assurance-vie

Connie A. Stefankiewicz
Vice-présidente et présidente
BMO Ligne d'action Inc.

BMO Marchés des capitaux

Thomas V. Milroy
Chef de la direction
BMO Marchés des capitaux

Eric C. Tripp
Président
BMO Marchés des capitaux

William Butt
Premier directeur général et chef
Investissements et services aux
grandes entreprises

David R. Casper
Premier directeur général et co-chef
Investissements et services
aux grandes entreprises, É.-U.

Patrick Cronin
Premier directeur général et chef
Produits financiers et
instruments d'emprunt

Andre L. Hidi
Premier directeur général et chef
Fusions et acquisitions

Marnie J. Kinsley
Première directrice générale et chef
Gestion de trésorerie mondiale

Michael J. Miller
Premier directeur général et chef
Opérations sur actions et recherche

Peter A. Myers
Premier directeur général, chef
Clientèle Investissements et grandes
entreprises, Canada et chef
Marchés des titres de participation

Dominic A. Petito
Premier directeur général et co-chef
Investissements et services aux
grandes entreprises, É.-U. et chef
BMO Marchés des capitaux
New York

Charles N. Piermarini
Premier directeur général et chef
Instruments d'emprunt

Surjit S. Rajpal
Premier directeur général et chef
Produits de crédit

Luke Seabrook
Premier directeur général et chef
Produits financiers

Paul Stevenson
Premier directeur général et chef
Gestion d'instruments de crédit,
titrisation et gestion du portefeuille d'actifs

Jamie K. Thorsen
Première directrice générale et chef
Produits de change et marchés
financiers de Chine

Finances

Russel C. Robertson
Chef des finances

Pierre O. Greffe
Vice-président à la direction
Finances

Gestion globale des risques et du portefeuille

Thomas E. Flynn
Vice-président à la direction et
chef de la gestion globale des risques

Nico Meijer
Vice-président à la direction
et chef de la gestion des risques
BMO Marchés des capitaux

Wendy L. Millar
Vice-présidente à la direction
et chef de la gestion des risques
Services bancaires Particuliers
et entreprises

Ressources humaines et Communications

Rose M. Patten
Première vice-présidente à la direction
chef des ressources humaines et
conseillère principale en leadership

Richard D. Rudderham
Premier vice-président
L'Académie BMO Groupe financier

April L. Taggart**
Première vice-présidente
Gestion des talents et diversité

Gabriella R.J. Zillmer**
Première vice-présidente
Harmonisation des compétences
et rémunération

Bureau de gestion stratégique et Marketing

Cameron Fowler
Vice-président à la direction
et chef de la gestion stratégique
et Marketing

Susan M. Payne
Première vice-présidente
et chef du marketing
BMO Groupe financier

Valerie C. Sorbie
Première vice-présidente
Mise en œuvre des projets
de l'organisation

Technologie et opérations

Barry K. Gilmour
Chef
Technologie et opérations

Sandra L. Hanington
Vice-présidente à la direction
Opérations – Produits et
Simplification des processus

Karen L. Metrakos
Vice-présidente à la direction
Développement technologique et
Infrastructure d'entreprise

Services juridiques, Affaires générales et Conformité

Simon A. Fish
Vice-président à la direction
et conseiller général

* Au 31 octobre 2009.

** Membre en alternance du Comité de performance.

Rapport de gestion

Le président et chef de la direction et le chef des finances de BMO ont signé une déclaration établissant la responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière présentée dans le présent Rapport annuel. La déclaration, qui figure à la page 108, décrit en outre les rôles du Comité de vérification et du Conseil d'administration en ce qui a trait à cette information financière.

Le Rapport de gestion porte sur les résultats d'exploitation et la situation financière de BMO pour les exercices terminés le 31 octobre 2009 et 2008. Il doit être lu en se reportant aux états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009. Le commentaire a été établi en date du 24 novembre 2009, sauf en ce qui concerne la comparaison avec les groupes de référence, qui a été établie en date du 8 décembre 2009. Sauf indication contraire, les montants sont indiqués en dollars canadiens et proviennent des états financiers établis en conformité avec les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada.

Certaines données de l'exercice précédent ont été reclassées en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude. Les données retraitées comprennent les montants découlant du transfert de certaines activités entre les groupes d'exploitation.

Table des matières

<p>28 La section Résultats financiers et situation financière en bref présente un aperçu de nos résultats à l'égard de onze mesures clés utilisées par la direction pour évaluer notre rendement par rapport à nos groupes de référence.</p> <hr/> <p>30 La section Ce que nous sommes présente BMO Groupe financier, et explique les liens entre nos objectifs et notre vision globale. Elle contient également des données importantes sur notre rendement qui permettent de répondre à la question : « Pourquoi investir dans BMO? »</p> <hr/> <p>31 La section Stratégie globale décrit la stratégie mise en œuvre à l'échelle de l'organisation en expliquant le contexte sous-jacent et les progrès accomplis en vue de la réalisation de nos priorités stratégiques.</p> <hr/> <p>32 La Mise en garde concernant les déclarations prospectives informe les lecteurs des limites, des risques et des incertitudes associés à l'information prospective.</p> <hr/> <p>32 La section Facteurs pouvant influencer sur les résultats futurs énumère certains facteurs qui visent l'ensemble du secteur ou sont propres à l'organisation et dont les investisseurs doivent tenir compte dans l'évaluation des perspectives de revenu net de BMO.</p> <hr/> <p>34 La section Évolution de la situation économique présente des commentaires sur l'incidence de l'évolution de la situation économique sur nos activités en 2009 et les perspectives des économies canadienne et américaine pour 2010.</p> <hr/> <p>La section Mesures de la valeur passe en revue les quatre mesures clés qui évaluent ou influencent directement le rendement des capitaux propres.</p> <p>35 Rendement total des capitaux propres</p> <p>36 Croissance du résultat par action</p> <p>37 Rendement des capitaux propres</p> <p>37 Croissance du profit économique net</p> <hr/> <p>38 L'Analyse des résultats financiers de 2009 présente une analyse détaillée des résultats consolidés de BMO dans chacune des principales catégories de postes figurant à l'état des résultats, de même qu'un sommaire des éléments notables influant sur les résultats et des explications sur l'incidence des acquisitions d'entreprises, et des variations des taux de change.</p> <hr/> <p>L'Analyse des résultats des groupes d'exploitation présente les stratégies mises en œuvre par nos groupes d'exploitation et les moyens choisis pour se démarquer. Elle décrit également les principaux risques d'entreprise auxquels ils sont exposés, de même que les forces, les compétences et les principaux facteurs de création de valeur qui les caractérisent. On y trouve en outre un sommaire de leurs réalisations en 2009 et de leurs priorités pour 2010, ainsi qu'une analyse de leurs résultats financiers de l'exercice.</p>	<p>46</p> <p>47</p> <p>48</p> <p>51</p> <p>54</p> <p>57</p> <p>60</p> <p>60</p> <p>62</p> <p>65</p> <p>70</p> <p>71</p> <p>73</p> <p>73</p> <p>74</p> <p>74</p> <p>75</p> <p>91</p> <p>91</p> <p>96</p>	<p>Sommaire</p> <p>Services bancaires Particuliers et entreprises</p> <p>Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada</p> <p>Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis</p> <p>Groupe Gestion privée</p> <p>BMO Marchés des capitaux</p> <p>Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations</p> <hr/> <p>L'Analyse de la situation financière traite des éléments de l'actif et du passif, selon les principales catégories figurant au bilan. On y trouve une évaluation de la suffisance du capital et la description de l'approche que nous avons adoptée en matière d'utilisation du capital pour soutenir nos stratégies commerciales et maximiser le rendement des capitaux propres. Elle traite également des arrangements hors bilan et des instruments financiers.</p> <hr/> <p>Bilan sommaire</p> <p>Gestion globale du capital</p> <p>Instruments financiers désignés</p> <p>Arrangements hors bilan</p> <hr/> <p>La section Questions comptables, contrôles de communication de l'information et contrôle interne traite des principales estimations comptables, ainsi que des modifications des conventions comptables pour 2009 et les périodes futures. Elle présente également notre évaluation des contrôles et procédures de communication de l'information, et des contrôles internes à l'égard de l'information financière.</p> <hr/> <p>Principales estimations comptables</p> <p>Modifications de conventions comptables en 2009</p> <p>Modifications futures de conventions comptables</p> <p>Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière</p> <p>Approbation préalable des services et honoraires des vérificateurs nommés par les actionnaires</p> <hr/> <p>La section Gestion globale des risques décrit notre façon d'aborder la gestion des principaux risques financiers et autres risques connexes auxquels nous sommes exposés.</p> <hr/> <p>La section Mesures non conformes aux PCGR explique les mesures connexes non conformes aux PCGR et donne des détails sur le rapprochement aux mesures conformes aux PCGR.</p> <hr/> <p>Analyse des résultats du quatrième trimestre, Tendances trimestrielles relatives au revenu net et Analyse des résultats financiers de 2008 : Ces analyses commentent les résultats visant des périodes pertinentes autres que l'exercice 2009.</p> <hr/> <p>La section Données complémentaires présente de nombreux tableaux financiers utiles et des données historiques supplémentaires.</p>
---	---	--

Documents déposés auprès des organismes de réglementation

Nos documents d'information continue, y compris nos documents intermédiaires, Rapport de gestion annuel, États financiers consolidés vérifiés, Notice annuelle et Avis de convocation à l'Assemblée annuelle des actionnaires et circulaire de sollicitation de procurations, sont accessibles sur notre site Web, au www.bmo.com, sur le site des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, au www.sedar.com, et dans la section EDGAR du site Web de la SEC, au www.sec.gov. Le président et chef de la direction et le chef des finances de BMO certifient tous deux la pertinence et la fidélité de l'information contenue dans les états financiers consolidés annuels et intermédiaires, dans le Rapport de gestion et dans la Notice annuelle de BMO, et l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information, ainsi que des contrôles internes à l'égard de l'information financière utilisés par BMO.

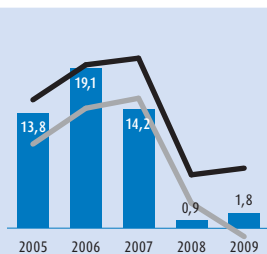
Résultats financiers et situation financière en bref

Nos résultats (note 1)

Rendement total des capitaux propres annualisé sur cinq ans (RTCP)

P. 35

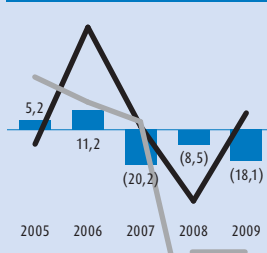
- Les actionnaires de BMO ont obtenu un rendement annuel moyen des capitaux propres de 1,8 % pour les cinq derniers exercices.
- Le RTCP sur un an est élevé pour 2009, s'établissant à 25,1 % et surpassant les indices des marchés plus vastes du Canada et des États-Unis.



Croissance du résultat par action (RPA)

P. 36

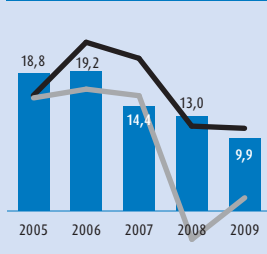
- Le RPA a diminué de 18,1 % et s'établit à 3,08 \$ en 2009.
- Les dotations à la provision pour pertes sur créances ont augmenté, les impôts sur les bénéfices ont été plus élevés et davantage d'actions ont été en circulation.
- Les Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada (PE Canada) et BMO Marchés des capitaux ont accru fortement leur revenu net.



Rendement des capitaux propres (RCP)

P. 37

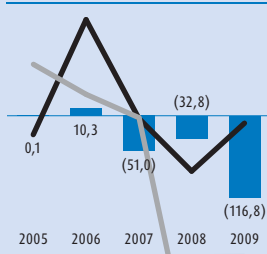
- S'établissant à 9,9 %, soit un résultat satisfaisant compte tenu du contexte économique, le RCP a diminué essentiellement en raison de notre situation de capital solide et de la baisse de notre revenu net.
- La Banque a choisi d'augmenter les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de près de 1,5 milliard de dollars afin de rehausser la confiance des investisseurs et des déposants et de se doter d'une plus grande souplesse financière.



Croissance du profit économique net (PEN)

P. 37

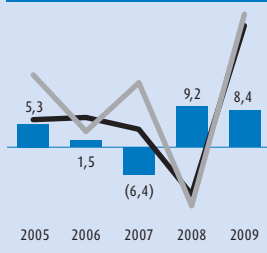
- Le PEN, qui est une mesure de la valeur économique ajoutée, a chuté en raison du recul du RCP.



Croissance du revenu

P. 40

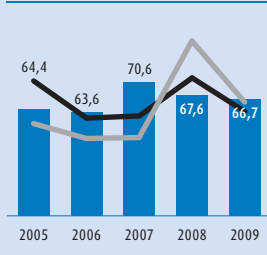
- Le revenu a augmenté de 859 millions de dollars ou de 8,4 % en 2009 et a atteint le chiffre solide de 11,1 milliards de dollars.
- Le revenu de PE Canada s'est grandement renforcé et celui de BMO Marchés des capitaux s'est accru de plus de 1 milliard de dollars, une hausse de 42 %.
- Le revenu des Services d'entreprise a fléchi, en raison surtout de la conjoncture des marchés.



Ratio de productivité (ratio des frais au revenu)

P. 44

- Le ratio de productivité s'établit à 66,7 %, s'étant amélioré de 90 points de base par rapport à 2008. De même, le ratio de productivité avant amortissement s'est renforcé de 80 points de base et se chiffre à 66,3 %.
- Ces améliorations découlent de la progression marquée du revenu et d'une gestion efficace des frais.



Note 1. Les résultats qui sont présentés avant amortissement ainsi que le PEN sont des mesures non conformes aux PCGR. Se reporter à la page 91 pour une explication sur l'utilisation des mesures non conformes aux PCGR.

Comparaison avec nos groupes de référence

RTCP annualisé sur cinq ans

- Le RTCP annuel moyen sur cinq ans du groupe de référence du Canada est de 7,2 %. Le RTCP sur un an est de 22,0 %, les marchés boursiers ayant été vigoureux dans la seconde moitié de l'exercice.
- Le RTCP annuel moyen sur cinq ans du groupe de référence de l'Amérique du Nord et le RTCP moyen sur un an, soit respectivement -1,0 % et -18,7 %, sont largement inférieurs aux RTCP moyens canadiens, les banques des États-Unis ayant été plus durement touchées par les pertes sur créances et la conjoncture difficile des marchés financiers.

Croissance du RPA (%)

- Le RPA moyen du groupe de référence du Canada a augmenté de 9,6 % après avoir chuté de 41 % en 2008. La moyenne est faussée par le retour à la rentabilité d'une banque à la suite d'une importante perte en 2008. Le RPA de toutes les autres banques canadiennes du groupe de référence a enregistré une hausse inférieure à la moyenne.
- La croissance du RPA du groupe de référence de l'Amérique du Nord s'établit à -80 %, cinq de nos pairs américains ayant enregistré des pertes.

Les données du groupe de référence de l'Amérique du Nord pour 2008 et 2009 ne sont pas à l'échelle.

RCP (%)

- Le RCP moyen du groupe de référence du Canada, qui s'établit à 11,3 %, est conforme au rendement moyen enregistré en 2008. Le RCP de la plupart des banques du groupe de référence a reculé, mais le retour à la rentabilité de la banque susmentionnée a haussé la moyenne.
- Le RCP du groupe de référence de l'Amérique du Nord est faible, s'établissant à 1,8 %, toutes les banques ayant comptabilisé des RCP inférieurs à celui de BMO et cinq banques ayant inscrit des rendements négatifs.

Croissance du PEN (%)

- La croissance moyenne du PEN du groupe de référence du Canada s'établit à -11,1 %, cinq des banques faisant partie de notre groupe de référence ayant affiché un PEN réduit. Toutes les banques canadiennes ont renforcé le niveau de leur capital au cours de l'exercice.
- La croissance du PEN du groupe de référence de l'Amérique du Nord se chiffre à -391 %. Douze des 14 banques du groupe ont enregistré une baisse de leur PEN et certaines d'entre elles ont comptabilisé des diminutions très marquées.

Les données du groupe de référence de l'Amérique du Nord pour 2008 et 2009 ne sont pas à l'échelle.

Croissance du revenu (%)

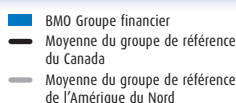
- La croissance moyenne du revenu du groupe de référence du Canada a été vigoureuse, atteignant 27,8 %.
- Tant les services bancaires de détail que les services bancaires de gros ont contribué à la croissance enregistrée en 2009, tandis qu'en 2008, le groupe affichait une baisse moyenne de 10,8 % de son revenu en raison des faibles revenus tirés des services bancaires de gros.
- La croissance du revenu du groupe de référence de l'Amérique du Nord s'établit à 30,4 %, ce qui représente un bond spectaculaire comparativement à son rendement en 2008.

Ratio de productivité (%)

- Le ratio de productivité moyen du groupe de référence du Canada se chiffre à 63,7 %, par rapport à 71,4 % en 2008, soit une amélioration découlant de la croissance solide du revenu.
- Le ratio de productivité moyen du groupe de référence de l'Amérique du Nord s'établit à 65,9 %, un niveau inférieur à celui de la moyenne de notre groupe de référence du Canada.

Certaines données des exercices antérieurs de BMO et des groupes de référence ont été retraitées en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude.

Les résultats des banques canadiennes sont en date du 31 octobre ou pour les exercices terminés à cette date, et les résultats des banques américaines sont en date du 30 septembre ou pour les exercices terminés à cette date.

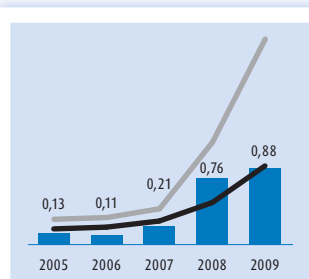


Nos résultats

Pertes sur créances

P. 43, 80

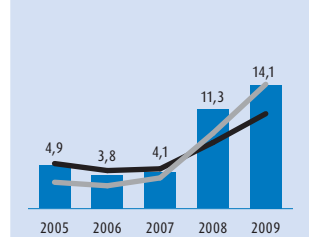
- La dotation à la provision pour pertes sur créances (PPC) se chiffre à 1 603 millions de dollars, étant constituée de dotations à la provision spécifique de 1 543 millions et d'une augmentation de la provision générale de 60 millions.
- La dotation à la PPC, exprimée en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations, est de 88 points de base, ce qui est encore élevé, tout comme le sont les prêts douteux.



Prêts douteux

P. 43, 80

- Le solde brut des prêts et acceptations douteux (SBPAD) s'élève à 3 297 millions de dollars, en regard de 2 387 millions en 2008, et représente 14,1 % du total des capitaux propres et de la PPC, comparativement à 11,3 % pour l'exercice précédent.
- Le solde des nouveaux prêts et acceptations douteux, qui influe fortement sur les dotations à la PPC, se chiffre à 2 690 millions de dollars, une hausse de 7 % par rapport à 2 506 millions en 2008, ce qui est principalement attribuable aux expositions aux secteurs immobilier et manufacturier et à celui des services financiers.



Ratio de l'encaisse et des valeurs mobilières à l'actif total

P. 86

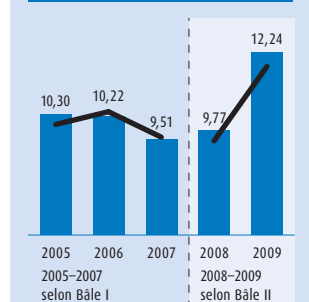
- Le ratio de l'encaisse et des valeurs mobilières à l'actif total est passé de 29,1 % en 2008 à 31,9 % en 2009, ce qui témoigne de la vigueur de notre situation en matière de liquidités.
- Nos liquidités demeurent élevées et continuent d'être soutenues par notre vaste base de dépôts de clients et notre solide situation de capital.



Suffisance du capital

P. 62

- Le ratio du capital de première catégorie est robuste, s'établissant à 12,24 % contre 9,77 % en 2008.
- Le ratio du capital total s'établit à 14,87 %, alors qu'il était de 12,17 % en 2008.
- Le ratio de l'actif corporel net attribuable aux actionnaires ordinaires à l'actif pondéré en fonction des risques est fort élevé, se situant à 9,21 %, une hausse par rapport à 7,47 % en 2008.



Cotes de crédit

P. 87

- Les cotes de crédit de BMO, attribuées par les quatre grandes agences de notation nommées ci-dessous, sont demeurées inchangées en 2009 et sont considérées comme des cotes de haute et de bonne qualité.
- Au quatrième trimestre, Moody's a mis sous examen, en vue d'une possible révision à la baisse, la cote de BMO.

- Les cotes de crédit médianes du groupe de référence du Canada sont demeurées inchangées en 2009, aucun changement n'ayant été apporté aux cotes individuelles des banques canadiennes. Chacune des cotes médianes du groupe de référence du Canada est considérée comme étant de haute et de bonne qualité.
- Les cotes de crédit médianes du groupe de référence de l'Amérique du Nord évaluées par deux agences de notation ont été légèrement inférieures aux cotes médianes du groupe de référence du Canada, la conjoncture économique ayant été beaucoup plus morose aux États-Unis.

Comparaison avec nos groupes de référence

Dotation à la provision pour pertes sur créances en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations

- Les dotations moyennes à la PPC du groupe de référence du Canada représentent 90 points de base par rapport au solde net moyen des prêts et acceptations, alors qu'elles représentaient 48 points de base en 2008.
- Les dotations moyennes à la PPC du groupe de référence de l'Amérique du Nord s'établissent à 235 points de base, les banques des États-Unis ayant continué d'être gravement touchées par la détérioration du marché de l'immobilier et de l'économie en général.

Solde brut des prêts et acceptations douteux en pourcentage du total des capitaux propres et des provisions pour pertes sur créances

- Le SBPAD du groupe de référence du Canada a augmenté de 69 % par rapport à l'an dernier et il représente 10,8 % du total des capitaux propres et des PPC, alors qu'il en représentait 7,5 % l'an dernier.
- Le SBPAD des banques américaines a de nouveau affiché une forte hausse, ce qui a eu pour effet de majorer le SBPAD exprimé en pourcentage des capitaux propres et des provisions pour pertes sur créances du groupe de référence de l'Amérique du Nord à 14,2 %, soit un niveau supérieur à la moyenne du groupe de référence du Canada.

Ratio de l'encaisse et des valeurs mobilières à l'actif total (%)

- Le ratio de l'encaisse et des valeurs mobilières à l'actif total du groupe de référence du Canada s'établit à 31,0 %, alors qu'il était de 27,8 % en 2008. Cette augmentation a haussé le ratio moyen à un niveau correspondant aux moyennes historiques.
- Le ratio moyen du groupe de référence de l'Amérique du Nord s'établit à 27,2 % en 2009, soit un niveau en deçà de la moyenne de notre groupe de référence du Canada.

Suffisance du capital

- Le ratio moyen du capital de première catégorie du groupe de référence du Canada s'établit à 11,78 % pour 2009 par rapport à 9,52 % en 2008, les banques ayant choisi de renforcer leurs niveaux de capital.
- Les bases du calcul des ratios de suffisance du capital utilisées au Canada et aux États-Unis ne sont pas comparables.

	BMO Groupe financier				
	2005	2006	2007	2008	2009
DBRS	AAL	AA	AA	AA	AA
Fitch	AA-	AA-	AA-	AA-	AA-
Moody's	Aa3	Aa3	Aa1	Aa1	Aa1
S&P	AA-	AA-	A+	A+	A+

	Moyenne du groupe de référence du Canada				
	2005	2006	2007	2008	2009
DBRS	AAL	AA	AA	AA	AA
Fitch	AA-	AA-	AA-	AA-	AA-
Moody's	Aa3	Aa3	Aa1	Aa1	Aa1
S&P	AA-	AA-	AA-	AA-	AA-

	Moyenne du groupe de référence de l'Amérique du Nord				
	2005	2006	2007	2008	2009
DBRS	AAL	AAL	AA	AA	AA
Fitch	AA-	AA-	AA-	AA-	AA-
Moody's	Aa3	Aa3	Aa2	Aa2	Aa3
S&P	A+	A+	AA-	AA-	A+

Les moyennes du groupe de référence du Canada sont fondées sur les résultats des six plus grandes banques du Canada : BMO Groupe financier, Banque Canadienne Impériale de Commerce, Banque Nationale du Canada, RBC Groupe Financier, Banque Scotia et Groupe Financier Banque TD. Les moyennes du groupe de référence de l'Amérique du Nord sont fondées sur les résultats de 14 des plus grandes banques de l'Amérique du Nord. Ce groupe comprend les banques du groupe de référence du Canada, à l'exception de la Banque Nationale du Canada, ainsi que BT&T Corporation, Fifth Third Bancorp, Key Corp., Bank of New York Mellon, The PNC Financial Services Group Inc., Regions Financial, SunTrust Banks Inc., U.S. Bancorp et Wells Fargo and Company. Le groupe de référence de l'Amérique du Nord a été redéfini en 2009. Les moyennes des exercices précédents n'ont pas été retraitées.

■ BMO Groupe financier
 — Moyenne du groupe de référence du Canada
 — Moyenne du groupe de référence de l'Amérique du Nord

Ce que nous sommes

Fondé en 1817 sous le nom de Banque de Montréal, BMO Groupe financier est un fournisseur nord-américain de services financiers hautement diversifiés. Fort d'un actif totalisant 388 milliards de dollars et d'un effectif de plus de 36 000 employés, BMO offre une vaste gamme de produits et de solutions dans les domaines des services bancaires de détail, de la gestion de patrimoine et des services d'investissement. Nous offrons des services à une clientèle répartie dans l'ensemble du Canada par l'entremise de BMO Banque de Montréal, notre société de services bancaires de détail, et par l'intermédiaire de BMO Nesbitt Burns, de BMO Ligne d'action, de BMO Assurance et de BMO Banque privée Harris, nos sociétés de gestion du patrimoine. BMO Marchés des capitaux, notre division nord-américaine de services bancaires et d'investissement aux grandes entreprises, offre une gamme complète de produits et services aux clients nord-américains et internationaux. Aux États-Unis, BMO sert plus d'un million d'entreprises et de particuliers par l'entremise de Harris, société de services financiers intégrés établie à Chicago, qui offre des services bancaires ainsi que des services de prêt, d'investissement, de planification financière, d'administration de fiducie, de gestion de portefeuille, de gestion du patrimoine familial et de transfert du patrimoine. BMO Groupe financier est composé de trois groupes d'exploitation : les Services bancaires Particuliers et entreprises, le groupe Gestion privée et BMO Marchés des capitaux.

Nos objectifs financiers

La vision et le principe directeur de BMO, de même que ses objectifs financiers à moyen terme à l'égard de certaines mesures importantes de rendement, sont énoncés dans le tableau ci-contre. Nous sommes persuadés que le meilleur moyen de maximiser le rendement total des capitaux propres et d'atteindre nos objectifs financiers à moyen terme consiste à harmoniser nos activités avec les priorités stratégiques que nous nous appliquons à mettre en œuvre, comme nous l'expliquons à la page suivante.

BMO utilise un processus de planification rigoureux qui tient compte de la conjoncture économique courante, de l'évolution des besoins de nos clients et des occasions qui se présentent dans nos divers secteurs d'activité. Dans le cadre de ce processus, des responsabilités claires et directes ont été établies pour évaluer la performance par rapport aux jalons internes et externes, et mesurer les progrès réalisés par rapport aux priorités stratégiques.

À moyen terme, nous visons à accroître le résultat par action (RPA) de 10 % par année en moyenne au fil du temps, à obtenir un rendement des capitaux propres (RCP) annuel moyen de 17 % à 20 % au fil du temps et à maintenir de solides ratios de capital réglementaire. Ces objectifs constituent nos repères clés pour la réalisation de nos priorités stratégiques. Notre philosophie de gestion est d'enregistrer un taux de croissance des revenus plus élevé que le taux de croissance de l'économie en général, tout en limitant la croissance des frais, de manière à obtenir un levier d'exploitation avant amortissement (défini comme l'écart entre le pourcentage de croissance des revenus et le pourcentage de croissance des frais avant amortissement) annuel moyen d'au moins deux points de pourcentage, au fil du temps. Dans la gestion de notre exploitation, nous recherchons l'équilibre entre la rentabilité actuelle et le besoin d'investir en vue d'assurer notre croissance future.

Notre vision

Être la banque modèle en matière d'expérience client exceptionnelle.

Notre principe directeur

Nous visons à maximiser le rendement total des capitaux propres et à trouver l'équilibre entre nos engagements à l'égard de la performance financière, de nos clients, de nos employés, de l'environnement et des collectivités où nous vivons et travaillons.

Nos objectifs financiers à moyen terme

Au fil du temps, accroître le RPA de 10 % par année en moyenne, obtenir un RCP annuel moyen de 17 % à 20 %, atteindre un levier d'exploitation avant amortissement annuel moyen d'au moins deux points de pourcentage et maintenir un solide capital réglementaire.

Raisons d'investir dans BMO

- Stratégie de croissance claire
- Situation financière solide
- Gestion proactive des risques
- Engagement envers les parties prenantes

Au 31 octobre 2009 ou pour les périodes terminées à cette date (% , sauf indication contraire)

	1 an	5 ans	10 ans
Rendement total des capitaux propres, taux annuel composé	25,1	1,8	10,0
Croissance du résultat par action, taux annuel composé	(18,1)	(6,9)	2,8
Rendement des capitaux propres, taux annuel moyen	9,9	17,0	16,0
Croissance des dividendes annuels déclarés par action, taux composé	–	12,0	11,5
Rendement de l'action au 31 octobre 2009	5,6	s.o.	s.o.
Ratio cours-résultat	16,3	s.o.	s.o.
Cours/valeur comptable (par action)	1,57	s.o.	s.o.
Ratio du capital de première catégorie	12,24	s.o.	s.o.

s.o. – sans objet

La section ci-dessus, intitulée Nos objectifs financiers, de même que les deux sections suivantes, intitulées Stratégie globale et Évolution de la situation économique, contiennent des déclarations prospectives. De par leur nature, les déclarations prospectives exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes. L'encadré intitulé Mise en garde concernant les déclarations prospectives, figurant à la page 32 du présent Rapport annuel, traite de ces risques et incertitudes ainsi que des facteurs importants et des hypothèses qui ont été formulées concernant les déclarations énoncées dans cette section.

Stratégie globale

Notre vision

Être la banque modèle en matière d'expérience client exceptionnelle.

Notre principe directeur

Nous visons à maximiser le rendement total des capitaux propres et à trouver l'équilibre entre nos engagements à l'égard de la performance financière, de nos clients, de nos employés, de l'environnement et des collectivités où nous vivons et travaillons.

Notre stratégie dans son contexte

Les défis qu'ont dû affronter récemment les sociétés de services financiers du monde entier ont démontré combien il était important de disposer de dépôts de particuliers en quantité suffisante. Nous prévoyons que de nouvelles possibilités d'affaires prendront forme à la suite du retrait du marché de certains concurrents internationaux et fournisseurs spécialisés.

Nous sommes convaincus que notre stratégie de création d'une expérience client exceptionnelle, fondée sur l'engagement à offrir plus de clarté aux clients et axée sur la productivité de notre équipe de vente et de notre réseau de distribution, nous procurera des avantages concurrentiels décisifs.

L'évolution des données démographiques et la demande accrue de services conseils offrent d'intéressantes occasions de croissance dans le domaine de la gestion de patrimoine. Notre marque reconnue, l'importance accordée à l'expérience client, nos solides compétences et la vaste gamme de solutions offertes aux clients nous confèrent des atouts uniques pour saisir ces occasions afin de croître et de nous démarquer dans ce marché.

Afin d'offrir des rendements solides et stables dans le contexte actuel des marchés financiers, nous devons nous concentrer davantage sur nos principaux clients et miser sur les secteurs où nous possédons un avantage concurrentiel, à l'intérieur d'un cadre rigoureux de gestion des risques.

Priorités stratégiques et progrès réalisés

Maximiser la croissance du revenu net dans toutes les activités liées aux services bancaires aux particuliers et aux entreprises en Amérique du Nord, en nous concentrant sur la prestation de la meilleure expérience client du secteur et sur la productivité de la force de vente

- Nous avons amélioré nos résultats financiers de façon marquée en augmentant les revenus, les marges et le revenu net de nos activités de base.
- Au Canada, nous avons haussé notre taux de recommandation net pour ce qui est des services aux particuliers et nous avons élargi notre part du marché des dépôts de particuliers et des prêts aux entreprises.
- Aux États-Unis, nous avons élargi notre part du marché des services bancaires aux entreprises et amélioré notre taux de recommandation net dans nos entités de services aux particuliers et aux entreprises.
- Nous avons lancé, entre autres, le Compte d'épargne bonifiée BMO et la Formule futée BMO, qui clarifient les questions d'argent et aident les clients à prendre des décisions éclairées. Nous avons également simplifié et amélioré notre gamme de cartes de crédit.
- Nous avons continué d'investir dans notre réseau de vente et de distribution en construisant de nouvelles succursales et en réaménageant d'autres. Nous avons en outre entrepris la construction d'un nouveau centre contact clientèle intégré et investi dans l'amélioration de nos ressources en ligne.
- Nous avons perfectionné notre système de gestion du rendement pour nous assurer de motiver et de rétribuer les employés en fonction de cibles qui sont clairement axées sur l'amélioration des résultats financiers et la fidélité de la clientèle.

Accélérer la croissance de nos activités de gestion de patrimoine en offrant à nos clients des services conseils exceptionnels axés sur la retraite et la planification financière

- Nous avons fait l'acquisition de BMO Société d'assurance-vie (anciennement Compagnie d'Assurance-Vie AIG du Canada), ce qui fortifie notre position concurrentielle sur le marché de la gestion de patrimoine.
- Nous avons continué d'accroître les capacités de notre logiciel de planification financière et de notre plateforme technologique des conseillers en placement afin de rehausser l'expérience client liée à nos services de planification et d'accroître l'efficacité de l'équipe de vente.
- Nous avons été la première banque au Canada à offrir un régime enregistré d'épargne-invalidité, qui permet aux personnes handicapées d'améliorer leur sécurité financière à long terme.
- Nous avons lancé des fonds indiciaires négociables en bourse exclusifs à la Banque; ces produits de placement peu coûteux offrent aux clients un excellent point de départ pour constituer un portefeuille de placements bien diversifié.
- Nous avons intensifié la formation de l'équipe de vente en matière de services de retraite et de planification financière afin d'ajouter de la valeur aux services offerts aux clients et d'améliorer les résultats de nos activités.

Dégager des rendements solides et stables dans notre secteur des marchés financiers en offrant des solutions parfaitement ciblées à nos principaux clients, partout où nous sommes présents, à partir d'une même plateforme intégrée

- Nous avons continué de miser sur les principaux clients en renforçant nos compétences sectorielles et en améliorant les produits et services.
- Le revenu net a enregistré une solide croissance en 2009, principalement dans le secteur Produits de négociation.
- Nous avons réduit la volatilité du revenu net et nous avons géré efficacement les risques liés aux éléments hors bilan en maintenant une combinaison diversifiée et dynamique de secteurs d'activité solides.
- Toutes les activités de services conseils de même que les activités de montage et de structuration de prêts de BMO Marchés des capitaux ont été regroupées au sein d'un seul groupe responsable des marchés des capitaux d'emprunt.
- Nous avons renforcé et élargi notre supervision des activités de négociation en partenariat avec la Gestion des risques.

Prendre de l'expansion dans des marchés mondiaux ciblés afin de répondre aux besoins en constante évolution de nos clients

- BMO a obtenu l'approbation de la Commission chinoise de réglementation des services bancaires en vue de préparer officiellement la constitution en société de notre filiale chinoise.
- BMO Marchés des capitaux a mis l'accent sur les secteurs où nous détenons une position concurrentielle distinctive sur le marché mondial (extraction minière et métaux précieux) ou nord-américain (énergie, produits alimentaires et produits de consommation).

Maintenir une culture orientée vers la clientèle, le rendement élevé et les employés

- Nous avons renouvelé les programmes d'apprentissage et de développement du leadership dispensés à l'Académie BMO Groupe financier conformément à notre volonté de canaliser les efforts sur les clients, les compétences et le rendement.
- Nous avons continué de développer notre programme de gestion des hauts potentiels, reconnu comme le meilleur du secteur, et concrétisé notre promesse aux employés – c'est-à-dire l'engagement pris envers nos employés actuels et éventuels – en harmonie avec la promesse de la marque aux clients et nos valeurs.
- Nous avons continué d'enrichir nos pratiques, notre structure organisationnelle, nos capacités et notre culture de gestion des risques en poursuivant notre initiative globale de gestion évolutive des risques.
- Nous avons accru la productivité et l'efficacité de la technologie et des opérations en focalisant nos efforts sur la prestation d'un service de qualité supérieure et sur des réductions soutenues du coût unitaire.

Mise en garde concernant les déclarations prospectives

Les communications publiques de la Banque de Montréal comprennent souvent des déclarations prospectives, écrites ou verbales. Le présent Rapport annuel contient de telles déclarations, qui peuvent aussi figurer dans d'autres documents déposés auprès des organismes canadiens de réglementation des valeurs mobilières ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis ou dans d'autres communications. Toutes ces déclarations sont énoncées sous réserve des règles d'exonération de la loi américaine *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* et des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et elles sont conçues comme des déclarations prospectives aux termes de ces lois. Les déclarations prospectives peuvent comprendre notamment des observations concernant nos objectifs et nos priorités pour l'exercice 2010 et au-delà, nos stratégies ou actions futures, nos cibles, nos attentes concernant notre situation financière ou le cours de nos actions et les résultats ou les perspectives de notre exploitation ou des économies canadienne et américaine.

De par leur nature, les déclarations prospectives exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes. Il existe un risque appréciable que les prévisions, pronostics, conclusions ou projections se révèlent inexacts, que nos hypothèses soient erronées et que les résultats réels diffèrent sensiblement de ces prévisions, pronostics, conclusions ou projections. Nous conseillons aux lecteurs du présent Rapport annuel de ne pas se fier indûment à ces déclarations, étant donné que les résultats réels, les conditions, les actions ou les événements futurs pourraient différer sensiblement des cibles, attentes, estimations ou intentions exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs.

Les résultats futurs ayant trait aux déclarations prospectives peuvent être influencés par de nombreux facteurs, notamment la situation économique générale et la conjoncture des marchés dans les pays où nous sommes présents, la faiblesse des marchés financiers ou du crédit, les fluctuations des taux d'intérêt et de change, les changements de politique monétaire, l'intensité de la concurrence dans les secteurs géographiques et les domaines d'activité dans lesquels nous œuvrons, les changements de législation ou les changements dans les attentes ou les exigences des organismes de supervision, les procédures judiciaires ou démarches réglementaires, l'exactitude ou l'exhaustivité de l'information que nous obtenons sur nos clients et nos contreparties, notre capacité de mettre en œuvre nos plans stratégiques, de conclure des acquisitions et d'intégrer les entreprises acquises, les estimations comptables critiques, les risques opérationnels et infrastructurels, la situation politique générale, les activités des marchés financiers internationaux, les répercussions de guerres ou d'activités terroristes sur nos activités, les répercussions de maladies sur les économies locales, nationales ou mondiale, et les répercussions de perturbations des infrastructures publiques telles que les perturbations des services de transport et de communication et des systèmes d'alimentation en énergie ou en eau et les changements technologiques.

Nous tenons à souligner que la liste de facteurs qui précède n'est pas exhaustive. D'autres facteurs pourraient influencer défavorablement sur nos résultats. La section qui suit donne plus d'information sur l'incidence que pourraient avoir certains facteurs clés sur les résultats futurs de la Banque de Montréal. Les investisseurs et les autres personnes qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de la Banque de Montréal doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs, ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels, et de l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives. La Banque de Montréal ne s'engage pas à mettre à jour les déclarations prospectives, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par elle-même ou en son nom, sauf si la loi l'exige. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée dans le but d'aider nos actionnaires à comprendre notre situation financière aux dates indiquées ou pour les périodes terminées à ces dates ainsi que nos priorités et objectifs stratégiques, et peut ne pas convenir à d'autres fins.

Les hypothèses relatives aux ventes d'actifs, aux prix de vente prévus pour les actifs, au coût net de mobilisation des fonds, à la qualité du crédit et au risque de défaillance et de pertes sur défaillance des actifs sous-jacents des entités de gestion de placements structurés sont des facteurs importants dont nous avons tenu compte lors de l'établissement de nos attentes concernant les entités de gestion de placements structurés dont il est question dans le présent document, y compris le montant qui pourrait être retiré en vertu des concours de trésorerie fournis par BMO, l'obligation de procéder à une consolidation et la perspective que la protection de premier niveau fournie par les billets de capital subordonnés dépasse les pertes futures. Selon certaines de nos principales hypothèses, les actifs continueront à être vendus dans le but de réduire la taille des entités de gestion de placements structurés, selon diverses hypothèses de prix d'actifs, et le niveau des défauts et des pertes sera conforme à la qualité du crédit des actifs sous-jacents et à nos attentes actuelles concernant la persistance des difficultés sur les marchés.

Les hypothèses relatives au niveau de défauts et aux pertes en cas de défaut sont des facteurs importants dont nous avons tenu compte lors de l'établissement de nos attentes concernant les résultats futurs des transactions que Apex Trust a conclues. Selon certaines de nos principales hypothèses, le niveau des défauts et les pertes en cas de défaut seraient comparables à ceux de l'expérience historique. En établissant nos attentes concernant le risque de pertes sur créances lié à Apex Trust et le risque de perte par BMO dans l'avenir, nous avons tenu compte de facteurs importants dont la diversification sectorielle, la qualité initiale du crédit de chaque portefeuille, la protection de premier niveau intégrée à la structure et les couvertures que BMO a conclues.

Les hypothèses relatives au comportement des économies canadienne et américaine en 2010 et aux conséquences de ce comportement sur nos activités sont des facteurs importants dont nous avons tenu compte lors de l'établissement de nos priorités et objectifs stratégiques et des perspectives de nos divers secteurs d'activité. Selon certaines de nos principales hypothèses, les économies canadienne et américaine afficheront une croissance modérée en 2010 et les taux d'intérêt demeureront bas. Nous avons également supposé que les marchés de l'habitation se renforceront au Canada et aux États-Unis, que la situation des marchés financiers s'améliorera quelque peu et que le dollar canadien se raffermira légèrement par rapport au dollar américain. Pour élaborer nos prévisions en matière de croissance économique, en général et dans le secteur des services financiers, nous utilisons principalement les données économiques historiques fournies par les administrations publiques du Canada et des États-Unis et leurs agences.

Facteurs pouvant influencer sur les résultats futurs

Comme nous le mentionnons dans la mise en garde ci-dessus concernant les déclarations prospectives, les déclarations prospectives comportent, de par leur nature, des risques et des incertitudes, qui peuvent être généraux ou spécifiques. Par conséquent, il est possible que nos résultats réels diffèrent sensiblement des prévisions énoncées dans ces déclarations. Certains de ces risques et incertitudes sont décrits dans la présente section.

Situation économique générale et conjoncture des marchés dans les pays où nous sommes présents

Nous faisons des affaires au Canada, aux États-Unis et dans d'autres pays. Des facteurs tels que les taux d'intérêt, les taux de change, les dépenses de consommation, les investissements des entreprises, les dépenses de l'État, la situation des marchés financiers, le taux d'inflation et la menace du terrorisme ont une incidence sur le contexte économique et commercial dans lequel nous évoluons. Ainsi, selon l'ampleur de nos activités dans une région donnée, la situation économique et commerciale locale risque de se répercuter sur nos revenus et notre revenu net. Par exemple, un recul économique dans une région pourrait entraîner une augmentation des pertes sur créances, une réduction de la croissance des prêts et un ralentissement d'activité sur les marchés financiers.

Taux de change

L'équivalent en dollars canadiens de nos revenus et de nos frais libellés dans des devises autres que le dollar canadien est soumis aux fluctuations du dollar canadien par rapport à ces devises, fluctuations qui pourraient se répercuter sur nos activités en général et sur nos résultats financiers. Le risque le plus important en cette matière est lié aux fluctuations du dollar canadien par rapport au dollar américain, en raison de l'étendue de nos opérations aux États-Unis. Le raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain a influé sur nos résultats des exercices antérieurs à 2009. En moyenne, en 2009, le dollar américain a été plus robuste qu'en 2008. Le dollar américain s'est fortement apprécié au premier semestre mais il a ensuite enregistré une baisse marquée au deuxième semestre. Une appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain aurait comme effet de diminuer l'équivalent en dollars canadiens de nos revenus, de nos frais et de notre revenu net libellés en dollars américains. La section portant sur le risque de change, à la page 39, et celle sur le risque de marché, aux pages 82 à 86, présentent de plus amples renseignements sur le risque de change auquel nous sommes exposés.

Politique monétaire

Les anticipations des marchés obligataire et monétaire relativement à l'inflation et à la politique monétaire de la banque centrale ont des répercussions sur le niveau des taux d'intérêt. Les changements aux anticipations des marchés et à la politique monétaire sont difficiles à prévoir. Les fluctuations de taux d'intérêt découlant de ces changements peuvent avoir une incidence sur notre revenu net. La section portant sur le risque de marché, aux pages 82 à 86, présente de plus amples renseignements sur le risque de taux d'intérêt auquel nous sommes exposés.

Intensité de la concurrence

La concurrence est vive entre les sociétés de services financiers. En outre, il est de plus en plus fréquent que des sociétés non financières proposent des services qui étaient jusqu'ici offerts exclusivement par les banques. La fidélisation et la conservation de la clientèle dépendent de divers facteurs, dont le niveau du service, le prix des produits et des services, notre réputation et les initiatives de la concurrence. La détérioration de ces facteurs ou le rétrécissement de notre part de marché pourrait avoir un effet négatif sur notre revenu net.

Changements aux lois, règlements et approche en matière de surveillance

Le but des règlements est de protéger les intérêts de nos clients, des investisseurs et du public. Les changements apportés aux lois et règlements, y compris dans la façon dont ils sont interprétés et appliqués, pourraient avoir une incidence négative sur notre revenu net, par exemple en favorisant une plus grande concurrence à l'égard des produits et services que nous offrons ou en augmentant les coûts associés à la conformité. Les changements aux règlements et aux approches en matière de surveillance pourraient aussi avoir une incidence sur les niveaux de capital et de liquidités que nous choisissons de conserver. De plus, la non-conformité aux lois et règlements pourrait entraîner des sanctions et des pénalités financières qui porteraient préjudice à notre réputation et se répercuteraient sur notre revenu net.

Décisions judiciaires ou réglementaires et procédures judiciaires et réglementaires

Nous prenons des mesures raisonnables pour assurer notre conformité aux lois et règlements en vigueur dans les territoires où nous sommes présents. Cependant, il nous est impossible d'assurer que nous serons toujours conformes ou réputés être conformes à la législation. Par conséquent, il est possible que nous fassions l'objet de décisions judiciaires ou réglementaires pouvant entraîner des amendes, des dommages ou d'autres coûts susceptibles d'influer négativement sur notre revenu net et de nuire à notre réputation. Nous pouvons également faire l'objet de litiges dans le cours normal de nos affaires. L'issue défavorable de tels litiges pourrait avoir un effet négatif important sur nos résultats financiers. Les éventuels dommages causés à notre réputation qui en résulteraient pourraient aussi compromettre nos perspectives d'avenir. La note 29 afférente aux états financiers, à la page 156, donne des renseignements sur les questions judiciaires et réglementaires auxquelles nous faisons face.

Exactitude et exhaustivité de l'information sur nos clients et nos contreparties

Quand nous décidons d'octroyer du crédit ou de participer à d'autres transactions avec des clients et des contreparties, nous pouvons le faire sur la foi de renseignements fournis par ou pour ces clients ou contreparties, tels que les états financiers vérifiés ou d'autres renseignements de nature financière. Nous pouvons aussi fonder notre décision sur les déclarations des clients et des contreparties selon lesquelles l'information fournie est exacte et exhaustive. La communication de renseignements trompeurs sur des points importants dans les états financiers ou autres documents de nature financière soumis par les clients et contreparties pourrait avoir un effet négatif sur nos résultats financiers.

Mise en œuvre de nos plans stratégiques

Nos résultats financiers dépendent notamment de notre capacité à mettre en œuvre les plans stratégiques élaborés par notre direction. Si ces plans n'ont pas l'efficacité escomptée ou s'ils sont modifiés, notre revenu net pourrait croître à un rythme plus lent ou baisser.

Acquisitions

Nous effectuons un contrôle préalable rigoureux avant d'effectuer une acquisition. Toutefois, il est possible que nous fassions l'acquisition d'une entreprise dont le rendement subséquent ne sera pas conforme à nos objectifs financiers ou stratégiques. Des changements dans le contexte concurrentiel et économique, de même que d'autres facteurs, peuvent réduire les revenus, tandis que des coûts d'intégration plus élevés que prévu et la non-réalisation des économies anticipées pourraient également avoir un impact défavorable sur notre revenu net après une acquisition. Notre rendement après l'acquisition dépend également de la conservation des clients et des employés clés de l'entreprise acquise. Or, rien ne peut garantir notre succès en cette matière.

Principales estimations comptables

Nous préparons nos états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. L'application des PCGR exige que la direction émette des jugements et fasse des estimations qui peuvent avoir une incidence sur le moment où des actifs, passifs, revenus et frais sont comptabilisés aux états financiers et leur valeur comptabilisée. Dans l'établissement de ces jugements et estimations, nous nous fondons sur l'information la plus juste dont nous disposons. Toutefois, il est possible que les circonstances changent ou que d'autres renseignements deviennent disponibles par la suite. En l'occurrence, nos résultats financiers pourraient être négativement touchés dans la période visée par les nouvelles circonstances ou les nouveaux renseignements et le montant de l'effet négatif pourrait être important. La section traitant des principales estimations comptables, à la page 71, présente de plus amples renseignements à ce sujet.

Risques opérationnels et infrastructurels

Comme toutes les grandes sociétés, BMO s'expose à plusieurs types de risques opérationnels. Nous pourrions, par exemple, être victimes de fraudes de la part d'employés ou de tiers, de transactions non autorisées effectuées par des employés, d'erreurs opérationnelles ou d'erreurs humaines. Nous courons également un risque de défaillance de nos systèmes informatiques et systèmes de télécommunication et ce, en dépit des efforts que nous déployons pour les maintenir en bon état de marche. Compte tenu du volume élevé de transactions que nous traitons chaque jour, certaines erreurs peuvent se répéter ou s'aggraver avant d'être décelées et corrigées. Les lacunes et les défaillances de nos processus internes, employés ou systèmes, y compris l'un ou l'autre de nos systèmes de traitement des données financières, comptables ou d'autres données, pourraient entraîner des pertes financières et porter préjudice à notre réputation. De plus, malgré les plans d'urgence que nous avons mis en place, notre faculté de poursuivre nos activités pourrait être entravée par des perturbations dans l'infrastructure qui soutient nos opérations et les collectivités que nous servons, perturbations notamment causées par des pandémies ou des actes terroristes.

Autres facteurs

D'autres facteurs indépendants de notre volonté qui sont susceptibles d'influer sur nos résultats futurs sont énoncés dans la mise en garde concernant les déclarations prospectives, à la page 32. D'autres facteurs encore, dont le risque de crédit et de contrepartie, le risque de marché, le risque de liquidité et de financement, le risque d'assurance, le risque opérationnel, le risque d'entreprise, le risque de modèle, le risque de stratégie, le risque de réputation et le risque environnemental, sont expliqués en détail à la section Gestion globale des risques, qui commence à la page 75.

Nous tenons à souligner que la précédente liste de facteurs susceptibles de modifier les résultats futurs n'est pas exhaustive. Les investisseurs et les autres personnes qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de BMO doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs, ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels, et aussi d'autres facteurs propres au secteur d'activité ou à l'organisation qui peuvent avoir un effet négatif sur nos résultats futurs. Nous ne nous engageons pas à mettre à jour les déclarations prospectives, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par nous-mêmes ou en notre nom, sauf si la loi l'exige.

Évolution de la situation économique

Évolution de l'économie et du secteur des services financiers au Canada et aux États-Unis en 2009

L'économie canadienne s'est nettement contractée au premier semestre de 2009, les exportations, les investissements des entreprises et le marché de la construction résidentielle s'étant considérablement repliés dans le contexte de récession mondiale. La croissance est repartie au deuxième semestre de l'exercice en raison des taux d'intérêt qui ont reculé à un niveau plancher record, des mesures budgétaires expansionnistes et de la reprise mondiale. La confiance des consommateurs s'est raffermie et les dépenses de ces derniers ont augmenté tandis que les pertes d'emplois ont diminué, ce qui a entraîné une hausse des demandes de prêts de la part des particuliers. L'accès à la propriété étant plus abordable, les prix des maisons et les ventes de maisons ont contrebalancé les baisses de l'an dernier, d'où une croissance solide des prêts hypothécaires. La progression des investissements des entreprises et du crédit aux entreprises demeure néanmoins au ralenti en raison des faibles taux d'utilisation de la capacité et de l'incertitude entourant la reprise économique. La croissance des dépôts s'est fortement accélérée car les investisseurs ont retiré leur argent des actifs plus risqués et les ménages ont accru leur taux d'épargne. L'inflation a atteint son point le plus bas en 56 ans pendant l'été, à cause du recul marqué des prix de l'énergie, du ralentissement de l'économie et de la vigueur du dollar canadien. La faiblesse de l'inflation a permis à la Banque du Canada d'abaisser son taux de financement à un jour à un creux historique de 25 points de base dans le but de stimuler la demande.

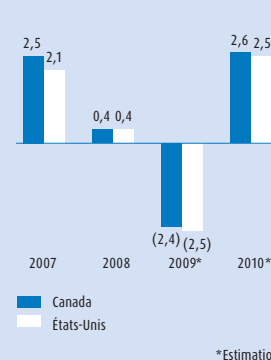
L'économie américaine s'est également fortement contractée au premier semestre de 2009, en raison du recul prononcé des investissements des entreprises, de la construction résidentielle et des exportations ainsi que de la faiblesse persistante des dépenses de consommation. La plus longue récession des 70 dernières années a toutefois vraisemblablement pris fin cet été, la croissance ayant redémarré à la suite de l'adoption de mesures de relance monétaires et budgétaires énergiques et de l'augmentation de la demande mondiale. De plus, la situation sur les marchés du crédit, qui s'était aggravée au début de l'année, s'est grandement améliorée au cours du printemps et de l'été, grâce à plusieurs programmes gouvernementaux de soutien au secteur des services financiers. Même si le crédit demeure limité et que la croissance des prêts aux particuliers et aux entreprises reste anémique, le coût d'emprunt a beaucoup diminué depuis le début de l'année. À la faveur des encouragements fiscaux et d'une abordabilité du logement sans précédent, la débâcle observée sur le marché de l'habitation ces trois dernières années semble avoir pris fin. La Réserve fédérale a une fois de plus abaissé les taux d'intérêt au début de notre exercice et a par la suite maintenu son taux cible près de zéro, tout en augmentant ses apports de liquidités pour soutenir l'économie.

Perspectives de l'économie et du secteur des services financiers pour 2010

L'économie canadienne devrait croître légèrement en 2010, soutenue par les faibles taux d'intérêt, les dépenses de l'État et le climat économique mondial plus sain. Les dépenses des consommateurs et des entreprises augmenteront vraisemblablement, stimulant la demande de crédit. On prévoit que l'activité sur le marché de l'habitation restera soutenue, ce qui devrait stimuler la demande de prêts hypothécaires à l'habitation. Les exportations seront néanmoins sans doute freinées par la vigueur du dollar et la faiblesse de la demande américaine. On s'attend à ce que la Banque du Canada commence à hausser les taux d'intérêt à l'été. Le dollar canadien devrait s'apprécier davantage par rapport à la devise américaine, en raison de la hausse des prix des produits de base.

L'économie américaine devrait également croître légèrement en 2010, à mesure que le marché de l'habitation se redressera et que les conditions de crédit s'assoupliront. La demande de prêts aux entreprises et de prêts hypothécaires à l'habitation devrait s'améliorer pendant l'année, tandis que les dépenses des ménages et les prêts aux particuliers seront limités par le fort endettement des ménages et la persistance d'un taux de chômage élevé. Compte tenu de l'inflation modérée, on ne prévoit pas de hausse des taux d'intérêt de la part de la Réserve fédérale avant le deuxième semestre de 2010. Les marchés financiers devraient continuer de prendre de la vigueur sur fond de redressement de l'économie et d'amélioration de la confiance des entreprises.

Croissance réelle du produit intérieur brut (%)



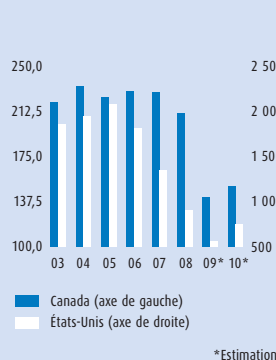
Les économies canadienne et américaine devraient croître légèrement en 2010, après s'être contractées en 2009.

Taux de chômage au Canada et aux États-Unis (%)



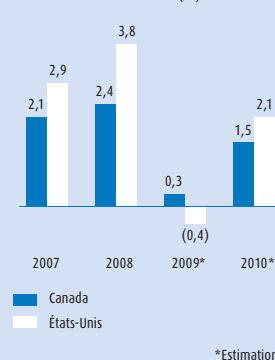
En 2010, le taux de chômage devrait diminuer, mais demeurer relativement élevé au Canada et aux États-Unis.

Mises en chantier (en milliers)



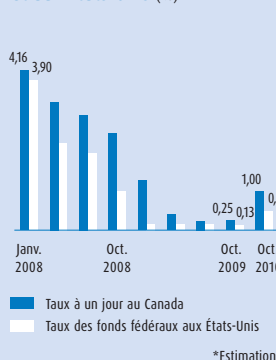
La construction résidentielle devrait augmenter légèrement en 2010, par rapport aux niveaux anémiques de 2009.

Inflation de l'indice des prix à la consommation (%)



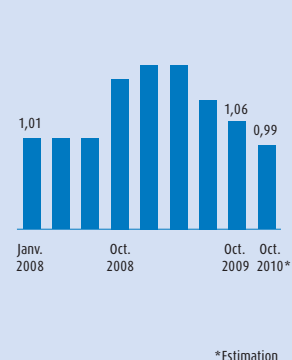
L'inflation devrait rester faible et une hausse, le cas échéant, découlerait de l'augmentation des coûts de l'énergie.

Taux d'intérêt au Canada et aux États-Unis (%)



La Banque du Canada et la Réserve fédérale américaine maintiendront vraisemblablement les taux de financement à un jour à un niveau exceptionnellement faible pendant une bonne partie de 2010.

Taux de change du dollar canadien en dollar américain



Le dollar canadien devrait s'élever au-dessus de la parité avec le dollar américain en 2010.

Note : Les données constituent des moyennes mensuelles ou annuelles, selon le cas.

Mesures de la valeur

Faits saillants

- Rendement total des capitaux propres (RTCP) – Des évaluations peu élevées des titres de participation en 2008 ont entraîné une baisse du rendement annuel moyen qui s’est établi à 1,8 % sur les cinq derniers exercices. En 2009, le RTCP sur un an atteint 25,1 %, ce résultat élevé étant nettement supérieur aux indices comparables.
- Croissance du résultat par action (RPA) – Le RPA a chuté de 18 % par rapport à 2008 dans la conjoncture difficile des marchés, cette baisse étant essentiellement attribuable à la hausse des dotations à la provision pour pertes sur créances, à l’augmentation des impôts sur les bénéfices et à une hausse du nombre d’actions en circulation, du fait que nous avons décidé de soutenir les niveaux des capitaux.
- Le revenu net a diminué de 10 %, mais s’est établi à 1,8 milliard pour cet exercice difficile. Les résultats ont diminué par rapport à 2008, les Services

d’entreprise ayant constaté une baisse de revenus et une hausse des dotations à la provision pour pertes sur créances. Les Services bancaires PE – Canada et BMO Marchés des capitaux ont enregistré un revenu net solide, leurs résultats s’étant améliorés de manière appréciable par rapport à 2008.

- Le RCP s’est établi à 9,9 % en 2009, comparativement à 13,0 % en 2008. Cette diminution s’explique principalement par la hausse du nombre d’actions ordinaires et privilégiées, ainsi que par une baisse du revenu net.
- Nous avons maintenu les dividendes versés à 2,80 \$ par action ordinaire en 2009. Les dividendes versés au cours des dernières périodes de cinq ans et dix ans ont augmenté à un taux annuel moyen composé de 13,3 % et de 11,7 %, respectivement.

Rendement total des capitaux propres

Le rendement total des capitaux propres (RTCP) annualisé sur cinq ans constitue une mesure clé de la valeur pour les actionnaires et la plus importante de nos mesures des résultats financiers et de la situation financière, car elle nous permet d’établir si nous avons respecté notre principe directeur, à savoir de maximiser la valeur pour les actionnaires. Au cours des cinq derniers exercices, les actionnaires ordinaires de BMO ont obtenu un RTCP annuel moyen de 1,8 % sur leur investissement. La faiblesse du rendement moyen s’explique essentiellement par les évaluations peu élevées associées aux marchés boursiers difficiles en 2008. Le rendement annualisé sur cinq ans est inférieur au rendement annuel moyen de 6,9 % obtenu par l’indice composé de rendement global S&P/TSX, mais il est supérieur au rendement négatif de 0,2 % obtenu par le sous-indice des services financiers de l’indice S&P/TSX et au rendement de 0,3 % enregistré par l’indice de rendement total S&P 500. Le rendement sur un an est fort et s’établit à 25,1 %, ce qui est considérablement supérieur à celui des indices comparables.

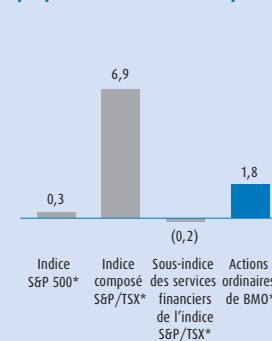
Le tableau ci-dessous présente les dividendes versés sur les actions ordinaires de BMO au cours des cinq derniers exercices et l’évolution du cours de l’action de BMO durant cette période. Un investissement de 1 000 \$ en actions ordinaires de la Banque de Montréal effectué au début de l’exercice 2005 aurait valu 1 093 \$ au 31 octobre 2009, si on tient compte du réinvestissement des dividendes; il en résulte un rendement total de 9,3 %. Nous avons maintenu le dividende versé à 0,70 \$ par action ordinaire à chaque trimestre de 2009, le même qu’en 2008. Les dividendes versés au cours des dernières périodes de cinq ans et dix ans ont augmenté à un taux annuel moyen composé de 13,3 % et de 11,7 %, respectivement.

Le RTCP annualisé de 1,8 % pour les cinq derniers exercices a augmenté par rapport au rendement annualisé de 0,9 % pour la période de cinq ans terminée le 31 octobre 2008. Cette augmentation s’explique par les RTCP sur un an qui ont servi à établir la moyenne.

D’autres observations sur le rendement total des capitaux propres et des comparaisons avec nos groupes de référence se trouvent à la page 28.

Le **rendement total des capitaux propres (RTCP) annualisé sur cinq ans** correspond au rendement total moyen d’un placement en actions ordinaires de BMO effectué au début d’une période de cinq ans. Le rendement tient compte de l’évolution du cours des actions et du réinvestissement des dividendes dans d’autres actions ordinaires de BMO. Le RTCP sur un an tient également compte du réinvestissement des dividendes dans d’autres actions.

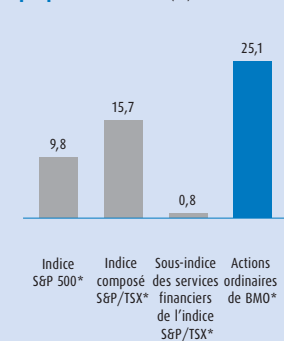
Rendement total des capitaux propres annualisé sur cinq ans (%)



*Rendement total

Des évaluations peu élevées des titres de participation en 2008 ont influé sur le rendement annuel moyen.

Rendement total des capitaux propres sur un an (%)



*Rendement total

Le rendement de l’action de BMO a été supérieur à celui des indices comparables en 2009.

Rendement total des capitaux propres

Pour l’exercice terminé le 31 octobre	2009	2008	2007	2006	2005	TCAC cinq ans ¹⁾
Cours de clôture de l’action ordinaire (en dollars)	50,06	43,02	63,00	69,45	57,81	(2,8)%
Dividende versé (en dollars, par action)	2,80	2,80	2,63	2,13	1,80	13,3
Dividende versé (%) ²⁾	6,5	4,4	3,8	3,7	3,1	
Augmentation (diminution) du cours de l’action (%)	16,4	(31,7)	(9,3)	20,1	0,5	
Rendement total annuel des capitaux propres (%)	25,1	(27,9)	(5,8)	24,1	3,7	

Le rendement total annuel des capitaux propres suppose le réinvestissement du dividende trimestriel; il n’est donc pas égal à la somme du dividende et du rendement de l’action dans le tableau.

1) Taux de croissance annuel composé (TCAC).

2) Exprimé en pourcentage du cours de clôture de l’exercice précédent.

Croissance du résultat par action

La variation annuelle, exprimée en pourcentage, du résultat par action (RPA) est la mesure clé que nous utilisons pour analyser la croissance du revenu net. Par RPA, on entend le résultat dilué par action, sauf indication contraire.

Le RPA s'est établi à 3,08 \$, en baisse de 0,68 \$, ou de 18 %, par rapport à 3,76 \$ en 2008. Certains éléments notables ont influé sur nos résultats en 2009 et en 2008, ce qui a eu pour conséquence de diminuer le RPA de 0,88 \$ en 2009 et de 0,84 \$ en 2008. Nous avons également comptabilisé des dotations à la provision pour pertes sur créances élevées en 2009 et en 2008 et des impôts sur les bénéfices plus lourds en 2009.

Notre taux de croissance annuel composé sur cinq ans du RPA s'établit à -6,9 % et est bien en deçà de notre objectif à moyen terme de 10 % en raison du faible revenu net enregistré en 2009 et d'une hausse du nombre d'actions ordinaires et privilégiées en circulation du fait que nous avons décidé de soutenir les niveaux des capitaux dans une conjoncture économique difficile.

Les éléments notables qui ont eu pour effet de retrancher 474 millions de dollars de notre revenu net en 2009, ce qui représente 0,88 \$ par action, sont :

- des charges pour certaines activités de négociation et des rajustements de valeur en raison de la détérioration des conditions des marchés financiers de l'ordre de 521 millions de dollars (355 millions après impôts et 0,66 \$ par action) qui ont été imputés à BMO Marchés des capitaux;
- des indemnités de licenciement de 118 millions de dollars (80 millions après impôts et 0,15 \$ par action) qui ont été imputées aux Services d'entreprise;
- une hausse de la provision générale pour pertes sur créances de 60 millions de dollars (39 millions après impôts et 0,07 \$ par action) qui a été imputée aux Services d'entreprise.

En 2008, les éléments notables qui ont eu pour effet de retrancher 426 millions de dollars de notre revenu net, ce qui représente 0,84 \$ par action, sont :

- des charges pour certaines activités de négociation et des rajustements de valeur en raison de la détérioration des conditions des marchés financiers de l'ordre de 388 millions de dollars (260 millions après impôts et 0,51 \$ par action), qui ont été imputés à BMO Marchés des capitaux;
- une hausse de la provision générale pour pertes sur créances de 260 millions de dollars (166 millions après impôts et 0,33 \$ par action), qui a été imputée aux Services d'entreprise.

Nous avons choisi de redéfinir les éléments notables en 2009 étant donné qu'il est devenu manifeste qu'il pourrait être plus approprié de considérer certains éléments comme typiques de nos activités commerciales. Ainsi, les montants relatifs aux éléments notables présentés pour 2008 diffèrent des montants présentés il y a un an. Les éléments notables sont expliqués en détail à la page 38.

Le revenu net s'est établi à 1 787 millions de dollars en 2009, une baisse de 191 millions, ou de 10 %, par rapport aux 1 978 millions de l'exercice précédent. Comme nous l'avons expliqué précédemment, le revenu net a diminué en 2009 et en 2008, en raison de certains éléments notables et de la hausse des dotations à la provision pour pertes sur créances. La croissance du revenu a été forte, surpassant celle des frais. Cependant, des dotations à la provision pour pertes sur créances élevées et des impôts sur les bénéfices moins favorables ont eu un effet à la baisse sur le revenu net. Les dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances ont été relevées de 473 millions (318 millions après impôts) et la dotation totale à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 273 millions (184 millions après impôts). En 2009, les éléments notables ont retranché du revenu net 48 millions de plus qu'en 2008, malgré une hausse moins importante de la provision générale pour pertes sur créances. En dépit des charges liées aux marchés financiers et de la conjoncture économique difficile, les revenus se sont accrus de 859 millions de dollars, ou de 8 %, en 2009 et ont atteint 11 064 millions, ce qui représente des résultats solides. Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 487 millions de dollars, ou de 7 %. Le taux d'imposition effectif a été plus faible en 2008 du fait que nous avons comptabilisé 160 millions de dollars à titre de recouvrements d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs et généré une proportion plus élevée de revenus provenant de territoires où les taux d'imposition sont plus bas.

Au chapitre des résultats, les Services bancaires Particuliers et entreprises ont affiché en 2009 un solide revenu net pour le cinquième exercice de suite et BMO Marchés des capitaux a enregistré un revenu net à la hausse de 49 %, après avoir connu une augmentation de 70 % en 2008.

Le revenu net des Services bancaires Particuliers et entreprises s'est accru de 196 millions de dollars, ou de 15 %, par rapport à l'exercice précédent, et s'est établi à 1 501 millions. Les Services bancaires PE sont constitués de deux unités d'exploitation de services aux particuliers et aux entreprises, soit les Services

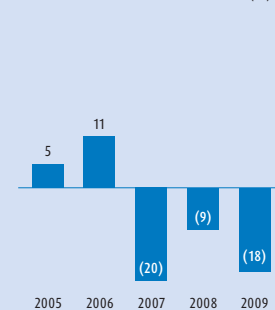
Nous calculons le **résultat par action (RPA)** en divisant le revenu net, déduction faite des dividendes versés sur les actions privilégiées, par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation. Le RPA dilué, qui sert de base aux mesures du rendement, tient compte des conversions éventuelles d'instruments financiers en actions ordinaires qui auraient pour conséquence de réduire le RPA. La note 26 afférente aux états financiers, à la page 153, contient plus de détails sur le RPA.

RPA (en dollars)



Le RPA a diminué en raison des pertes sur prêts, des impôts sur les bénéfices moins favorables et de l'augmentation du nombre d'actions ordinaires en circulation.

Croissance annuelle du RPA (%)



Le RPA a reculé de 18 % dans un contexte économique toujours difficile.

bancaires Particuliers et entreprises – Canada (PE Canada) et les Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis (PE États-Unis). Le revenu net de PE Canada a enregistré une hausse de 183 millions, ou de 15 %, et s'est établi à 1 392 millions. Cette amélioration s'explique par la hausse des revenus découlant de la croissance du volume d'affaires et l'élargissement de la marge nette d'intérêts. Les résultats de PE Canada sont décrits à la section analysant les résultats du groupe, à la page 48. Le revenu net de PE États-Unis a augmenté de 13 millions, ou de 14 %, et s'est chiffré à 109 millions, mais il a diminué de 1 million, ou de 1 %, et s'est établi à 94 millions, en dollars américains. Les résultats de l'exercice précédent reflétaient un gain lié à Visa Inc., dans le cadre de son premier appel public à l'épargne, alors que l'incidence accrue des prêts douteux a eu un effet à la baisse sur les résultats du présent exercice. On a constaté chez ce groupe une forte croissance des dépôts et une réduction des frais. Les résultats de PE États-Unis sont décrits à la section analysant les résultats du groupe, à la page 51.

Le revenu net du groupe Gestion privée (groupe GP) a diminué de 71 millions de dollars, ou de 16 %, et s'est établi à 381 millions. Cette diminution est principalement attribuable à la baisse des revenus découlant des services de courtage et des fonds d'investissement. Les résultats du groupe GP sont présentés dans la section analysant les résultats des groupes d'exploitation, à la page 54. Le revenu net de BMO Marchés des capitaux (BMO MC) s'est accru de 349 millions de dollars, ou de 49 %, et s'est établi à 1 060 millions, les revenus ayant augmenté de 42 % alors que la hausse des frais a été relativement faible à 7 %. Les revenus de négociation ont été élevés du fait que nous avons exploité de nombreuses occasions d'affaires, et les revenus liés aux services bancaires aux grandes entreprises se sont accrus. Les résultats de BMO MC sont décrits à la section analysant les résultats du groupe, à la page 57.

La perte nette des Services d'entreprise a augmenté de 665 millions de dollars et s'est établie à 1 155 millions. Cette augmentation s'explique par la baisse des revenus, la hausse des dotations à la provision pour pertes sur créances, dotations qui ont été imputées à ce groupe en vertu de notre méthode de provisionnement selon les pertes prévues, laquelle est décrite à la section analysant les résultats du groupe, à la page 60, de même que par des indemnités de licenciement et des impôts sur les bénéfices plus élevés.

Le revenu s'est accru de 859 millions de dollars, ou de 8 %, et s'est chiffré à 11 064 millions. Le raffermissement du dollar américain a contribué à hauteur de 363 millions à la croissance du revenu et les acquisitions d'entreprises, à hauteur de 171 millions. Le revenu de PE Canada a augmenté de 385 millions de dollars, ou de 8 %, et celui de BMO Marchés des capitaux de plus de 1 milliard, ou de 42 %. Le revenu des Services d'entreprise a été inférieur à celui enregistré en 2008.

Les dotations à la provision pour pertes sur créances ont totalisé 1 603 millions de dollars, soit des dotations à la provision spécifique de 1 543 millions et une augmentation de 60 millions de la provision générale pour pertes sur créances. En 2008, les dotations à la provision pour pertes sur créances s'établissaient à 1 330 millions de dollars, soit des dotations à la provision spécifique de 1 070 millions et une

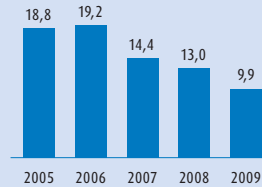
augmentation de 260 millions de la provision générale. La dotation à la provision pour pertes sur créances est expliquée en détail à la page 43.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 487 millions de dollars, ou de 7 %, et se sont établis à 7 381 millions. Les frais autres que d'intérêts sont expliqués en détail à la page 44.

Rendement des capitaux propres

Le rendement des capitaux propres (RCP) constitue une autre de nos mesures clés de la valeur. En 2009, le RCP s'est établi à 9,9 %, comparativement à 13,0 % en 2008. Cette diminution s'explique principalement par la hausse du nombre d'actions ordinaires et privilégiées, ainsi que par une baisse du revenu net. Les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ont augmenté de près de 1,5 milliard de dollars, ou de 9,1 %, depuis la fin de 2008, la Banque ayant décidé de renforcer les capitaux propres et les ratios de capital connexes pour raffermir la confiance des investisseurs et des déposants, et disposer de la latitude requise sur le plan opérationnel durant l'exercice. Les capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires ont augmenté de 2,3 milliards de dollars. Les dividendes versés sur les actions privilégiées ont augmenté de 47 millions de dollars, ou de 64 %, ce qui a fait baisser le RCP. Avant 2009, BMO avait obtenu un RCP de 13 % ou plus pour 19 exercices d'affilée, ce qui en fait la seule banque du groupe de référence de l'Amérique du Nord à avoir offert un tel rendement. Le RCP que nous avons enregistré en 2009, tout comme celui de 2008, se compare favorablement avec celui d'institutions financières semblables dans le monde entier. Notre RCP était peu élevé au cours de la première moitié de 2009, mais il a atteint 12,1 % au troisième trimestre et 14,0 % au quatrième trimestre. Notre objectif à moyen terme est d'atteindre un RCP annuel moyen de 17 % à 20 %, au fil du temps. Le tableau 3, à la page 97, présente des statistiques sur le RCP des dix dernières années. La page 28 contient d'autres observations sur le RCP, ainsi que des comparaisons avec les groupes de référence.

RCP (%)



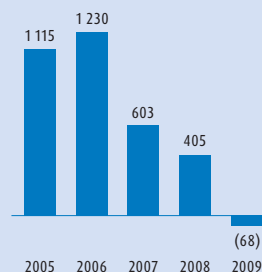
Le RCP, qui s'établit à 9,9 %, a été satisfaisant compte tenu de la conjoncture économique, la baisse découlant principalement de la solidité accrue de notre assise financière et du fléchissement du revenu net.

Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (RCP) équivaut au revenu net moins les dividendes sur les actions privilégiées, exprimé en pourcentage des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires. Les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires comprennent le capital-actions ordinaire, le surplus d'apport, le cumul des autres éléments du résultat étendu (perte) et les bénéfices non répartis.

Croissance du profit économique net

La quatrième et dernière mesure clé de la valeur est la croissance du profit économique net (PEN). Le PEN représente une perte de 68 millions de dollars, en baisse par rapport à un profit de 405 millions de dollars pour l'exercice précédent. Cette diminution découle d'une baisse du revenu net et d'une charge au titre du capital beaucoup plus élevée, suite à notre décision d'augmenter les capitaux propres. Le revenu net attribuable aux actionnaires ordinaires a été légèrement inférieur à la charge au titre du capital, calculée au taux de 10,5 % pour le coût du capital. La page 28 contient d'autres observations sur la croissance du PEN, ainsi que des comparaisons avec les groupes de référence.

PEN (en millions de dollars)



Le revenu net a été légèrement inférieur à la charge au titre du capital en 2009, les capitaux propres ayant augmenté et le revenu net ayant diminué dans la conjoncture difficile des marchés.

Le profit économique net (PEN) équivaut au résultat net avant amortissement attribuable aux actionnaires ordinaires, moins une charge au titre du capital. Le PEN constitue une mesure efficace de la valeur économique ajoutée. Le PEN est une mesure non conforme aux PCGR. Voir la page 91.

Profit économique net (en millions de dollars, sauf indication contraire)

	2009	2008	2007	2006	2005
Pour l'exercice terminé le 31 octobre					
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 667	1 905	2 088	2 633	2 366
Incidence après impôts de l'amortissement des actifs incorporels liés aux acquisitions	35	35	38	36	74
Résultat net avant amortissement attribuable aux actionnaires ordinaires	1 702	1 940	2 126	2 669	2 440
Charge au titre du capital*	(1 770)	(1 535)	(1 523)	(1 439)	(1 325)
Profit économique net	(68)	405	603	1 230	1 115
Croissance du profit économique net (%)	(117)	(33)	(51)	10	–
*Charge au titre du capital					
Capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	16 865	14 612	14 506	13 703	12 577
Coût du capital (%)	10,5	10,5	10,5	10,5	10,5
Charge au titre du capital	(1 770)	(1 535)	(1 523)	(1 439)	(1 325)

Analyse des résultats financiers de 2009

Cette section traite des résultats financiers de notre organisation pour l'exercice 2009, en mettant l'accent sur l'état consolidé des résultats figurant dans nos États financiers consolidés, qui débutent à la page 110. Une analyse des stratégies et des résultats de nos groupes d'exploitation suit l'analyse globale. Nous présentons aussi un résumé de nos résultats financiers de 2008 à la page 95.

Faits saillants

- En 2009, le revenu s'est accru de 859 millions de dollars, ou de 8 %, et a atteint le chiffre solide de 11,1 milliards, ce qui reflète l'avantage que constitue la diversité de nos activités, certains de nos secteurs ayant dû faire face à des conditions difficiles.
- Les revenus de PE Canada ont augmenté surtout grâce à la croissance des volumes pour la plupart des produits et à l'élargissement de la marge nette d'intérêts. Les revenus de BMO Marchés des capitaux se sont appréciés de plus de 1 milliard de dollars ou de 42 % en 2009 en raison de la progression des revenus de négociation et de ceux tirés des services bancaires aux grandes entreprises ainsi que de l'incidence du raffermissement du dollar américain.
- La dotation à la provision pour pertes sur créances s'établit à 1 603 millions de dollars, en hausse par rapport à celle de 1 330 millions en 2008.

Les dotations à la provision spécifique ont été relevées de 473 millions de dollars et s'établissent à 1 543 millions, et une somme de 60 millions a été ajoutée à la provision générale, comparativement à une somme de 260 millions il y a un an. Les conditions des marchés du crédit demeurent difficiles.

- Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 7 % en 2009, et les deux tiers, environ, de cette augmentation sont attribuables au raffermissement du dollar américain et aux acquisitions d'entreprises.
- Le taux d'imposition effectif s'est établi à 10,5 %, comparativement à un taux de recouvrement de 3,6 % en 2009. Le taux d'imposition en 2008 a été réduit par les recouvrements d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs et par l'augmentation de la proportion du revenu dégagé dans des territoires où les taux d'imposition sont plus bas.

Éléments notables

Nous avons choisi de redéfinir les éléments notables en 2009 étant donné qu'il est devenu manifeste qu'il pourrait être plus approprié de considérer certains éléments comme typiques de nos activités commerciales continues. Ainsi, les montants liés aux éléments notables présentés pour 2008 et 2007 diffèrent des montants présentés il y a un an.

Nous avons désigné certaines charges comme éléments notables afin de favoriser la compréhension de leur incidence sur nos résultats financiers. Ces éléments ont réduit le revenu net de 474 millions de dollars en 2009, de 426 millions en 2008 et de 637 millions en 2007, comme le montre le tableau ci-contre. Les charges de 2009, de 2008 et de 2007 comprennent des montants liés à l'investissement de BMO dans Apex Trust, une entité de protection de crédit canadienne. Dans la dernière moitié de l'exercice 2009, nous avons mis en place des couvertures qui ont ramené l'exposition de BMO au risque inhérent à Apex à des niveaux qui ne devraient pas exposer BMO à des pertes importantes.

En 2009, le revenu a été réduit par des charges de 521 millions de dollars associées à Apex. Ces charges ont comprimé le revenu autre que d'intérêts lié aux activités de négociation de 344 millions et les gains sur titres de 177 millions.

En 2008, le revenu avait été amputé par des charges de 388 millions liées aux marchés financiers, soit des charges de 230 millions associées à Apex et de 158 millions en rapport avec l'abandon de positions liées à l'assureur spécialisé ACA Financial Guarantee Corporation. Ces charges avaient réduit le revenu autre que d'intérêts lié aux activités de négociation de 258 millions et les gains sur titres de 130 millions.

En 2007, le revenu avait été affaibli par des charges de 947 millions de dollars, à savoir des charges de 852 millions au titre de pertes sur produits de base et de 95 millions en lien avec la dégradation des marchés financiers, dont 80 millions associés à Apex. Ces charges avaient réduit le revenu autre que d'intérêts lié aux activités de négociation de 935 millions et le revenu net d'intérêts lié aux activités de négociation de 12 millions.

L'incidence des éléments notables est expliquée plus en détail à la page 36.

Éléments notables

(en millions de dollars)	2009	2008	2007
Charges liées à la détérioration de la conjoncture des marchés financiers	521	388	95
Impôts sur les bénéfices connexes	166	128	34
Incidence nette des charges liées à la détérioration de la conjoncture des marchés financiers a)	355	260	61
Pertes sur produits de base	–	–	852
Rémunération liée au rendement	–	–	(120)
Impôts sur les bénéfices connexes	–	–	292
Incidence nette des pertes sur produits de base b)	–	–	440
Augmentation de la provision générale	60	260	50
Impôts sur les bénéfices connexes	21	94	17
Incidence nette de l'augmentation de la provision générale c)	39	166	33
Indemnités de licenciement	118	–	–
Impôts sur les bénéfices connexes	38	–	–
Incidence nette des indemnités de licenciement d)	80	–	–
Charge de restructuration 1)	–	–	159
Impôts sur les bénéfices connexes	–	–	56
Incidence nette de la restructuration e)	–	–	103
Réduction totale du revenu net (a + b + c + d + e)	474	426	637

1) Des recouvrements modestes de 10 millions de dollars et de 8 millions de dollars en lien avec les charges de restructuration ont été exclus respectivement en 2009 et en 2008.

Change

Les actifs et les passifs sont convertis aux taux de change en vigueur à la fin de l'exercice. Au 31 octobre 2009, le dollar américain avait fléchi par rapport au 31 octobre 2008. Toutefois, pour la conversion des produits et des charges, les taux de change moyens de 2009 sont utilisés et, selon ce calcul, le dollar américain s'est renforcé. L'équivalent en dollars canadiens du revenu net, des revenus, des frais, des impôts sur les bénéfices et de la dotation à la provision pour pertes sur créances de BMO libellés en dollars américains pour 2009 a augmenté par rapport à celui de l'exercice précédent en raison du raffermissement du dollar américain. Le tableau ci-contre fait état du taux de change moyen entre les dollars canadien et américain en 2009, 2008 et 2007 et de l'incidence de la hausse des taux de change moyens. Au 31 octobre 2009, le dollar canadien se négociait à 1,0819 \$ le dollar américain.

Au début de chaque trimestre, BMO décide s'il prendra part à des opérations de couverture destinées à compenser partiellement l'incidence avant impôts des fluctuations du taux de change au cours du trimestre sur son revenu net libellé en dollars américains prévu pour ce trimestre. Ces opérations atténuent partiellement l'impact des fluctuations du taux de change pour ce trimestre seulement. Par conséquent, la somme des gains ou des pertes découlant des opérations de couverture pour les quatre trimestres d'un exercice n'est pas directement comparable à l'incidence des fluctuations annuelles du taux de change sur le revenu de l'exercice. Les opérations de couverture se sont soldées par une perte après impôts de 1 million de dollars en 2009 (perte de 11 millions en 2008).

Au cours des périodes futures, les gains ou les pertes résultant de ces opérations de couverture seront déterminés à la fois par les fluctuations du taux de change futures et par la valeur des opérations de couverture sous-jacentes futures, car les transactions sont conclues chaque trimestre en rapport avec le revenu net prévu en dollars américains des trois prochains mois. Les effets des fluctuations du taux de change sur le montant net de nos investissements

Effets des variations du taux de change sur les résultats de BMO

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	2009 c. 2008	2008 c. 2007
Taux de change entre les dollars canadien et américain (moyenne) : 2009	1,165	
2008	1,032	1,032
2007		1,093
Revenu net d'intérêts augmenté (diminué)	246	(48)
Revenu autre que d'intérêts augmenté (diminué)	117	(15)
Revenu augmenté (diminué)	363	(63)
Frais diminués (augmentés)	(216)	93
Dotation à la provision pour pertes sur créances diminuée (augmentée)	(125)	28
Impôts sur les bénéfices diminués (augmentés)	24	(6)
Revenu net augmenté	46	52

dans des établissements à l'étranger sont analysés dans la section Provision pour impôts sur les bénéfices, à la page 45.

Les résultats de BMO libellés en dollars américains subissent l'effet, favorable ou défavorable, des variations du taux de change entre les dollars canadien et américain. Les variations de taux influent sur les résultats futurs établis en dollars canadiens et l'incidence sur les résultats est fonction de la période au cours de laquelle les revenus, les frais et les dotations à la provision pour pertes sur créances se produisent. Si les résultats futurs demeurent dans la fourchette de ceux des trois derniers exercices, chaque diminution de un cent du taux de change entre les dollars canadien et américain, exprimé par le nombre de dollars canadiens que un dollar américain permet d'obtenir, modifierait le revenu net avant impôts sur les bénéfices d'un montant variant entre 9 millions et -5 millions de dollars. Une augmentation de un cent aurait l'effet inverse.

Incidence des acquisitions d'entreprises

BMO Groupe financier a acquis un certain nombre d'entreprises. Ces acquisitions font augmenter les revenus et les frais, ce qui a des répercussions sur la comparaison des résultats d'exploitation d'un exercice à l'autre. Le tableau ci-contre présente, par groupe d'exploitation, les acquisitions réalisées et l'incidence qu'elles ont eue sur les revenus, les frais et le revenu net de BMO pour l'exercice 2009 par rapport à l'exercice 2008 et pour l'exercice 2008 par rapport à l'exercice 2007, afin de faciliter l'analyse des changements aux résultats.

Pour les acquisitions effectuées au cours de l'exercice 2009 et qui visent la comparaison entre les résultats des exercices 2009 et 2008, les effets différentiels correspondent aux revenus et aux frais de ces entreprises qui sont inclus dans les résultats de 2009. Pour les acquisitions conclues au cours de l'exercice 2008, les effets différentiels sur les résultats de 2009 correspondent à l'inclusion des résultats de 12 mois en 2009, alors qu'un nombre inférieur de mois était inclus dans les résultats de 2008.

Pour les acquisitions effectuées au cours de l'exercice 2008 et qui visent la comparaison entre les résultats des exercices 2008 et 2007, les effets différentiels correspondent aux revenus et aux frais de ces entreprises qui sont inclus dans les résultats de 2008. Pour les acquisitions conclues au cours de l'exercice 2007, les effets différentiels sur les résultats de 2008 correspondent à l'inclusion des résultats de 12 mois en 2008, alors qu'un nombre inférieur de mois était inclus dans les résultats de 2007.

Après la fin de l'exercice, nous avons annoncé que nous avons conclu des ententes définitives visant l'acquisition de Paloma Securities L.L.C. et de la franchise nord-américaine de Diners Club, tel qu'il est décrit à la note 12 afférente aux états financiers, à la page 137.

Incidence des acquisitions d'entreprises sur la comparaison annuelle des résultats*

(en millions de dollars) Entreprise acquise ou vendue	Augmentation (diminution)		
	Revenu	Frais	Revenu net
Services bancaires Particuliers et entreprises			
Effet différentiel sur les résultats de l'exercice : 2009	36	36	(1)
2008	51	46	(1)
Merchants and Manufacturers Bancorporation, Inc. acquise en février 2008 pour 135 millions de dollars			
Ozaukee Bank acquise en février 2008 pour 180 millions de dollars			
First National Bank & Trust acquise en janvier 2007 pour 345 millions de dollars			
bcpbank Canada acquise en décembre 2006 pour 41 millions de dollars			
Groupe Gestion privée			
Effet différentiel sur les résultats de l'exercice : 2009	64	41	16
2008	11	12	(1)
Stoker Ostler Wealth Advisors, Inc. acquise en septembre 2009 pour 12 millions de dollars			
Compagnie d'Assurance-Vie AIG du Canada (BMO Société d'assurance-vie) acquise en avril 2009 pour 330 millions de dollars			
Pyrford International plc acquise en décembre 2007 pour 47 millions de dollars			
BMO Marchés des capitaux			
Effet différentiel sur les résultats de l'exercice : 2009	71	50	13
2008	14	16	(1)
Griffin, Kubik, Stephens & Thompson, Inc. acquise en mai 2008 pour 31 millions de dollars			
BMO Groupe financier			
Effet différentiel sur les résultats de l'exercice : 2009	171	127	28
2008	76	74	(3)
Acquisitions d'entreprises pour 342 millions de dollars en 2009 et 393 millions en 2008			

*L'incidence exclut les coûts d'intégration.

Revenu

En 2009, le revenu s'est accru de 859 millions de dollars, ou de 8 %, pour afficher un solide résultat de 11 064 millions. Le revenu a été réduit en raison des charges de 521 millions de dollars en 2009 et de 388 millions en 2008 liées à l'incidence de la conjoncture des marchés financiers. Chacun des groupes d'exploitation, à l'exception du groupe Gestion privée et des Services d'entreprise, a enregistré une forte hausse de son revenu. L'appréciation du dollar américain a contribué à la croissance globale du revenu de l'ordre de 363 millions de dollars, ou de 3,5 points de pourcentage, tandis que l'incidence nette des acquisitions d'entreprises a favorisé la croissance dans une mesure de 171 millions, ou de 1,7 point de pourcentage.

BMO analyse son revenu consolidé à partir des revenus calculés selon les PCGR figurant dans les états financiers plutôt que sur une base d'imposition comparable (bic), comme le font les membres de son groupe de référence du Canada. Comme bon nombre d'autres banques, nous continuons d'analyser le revenu de nos groupes d'exploitation sur une base d'imposition comparable. Les rajustements selon la bic pour l'exercice 2009 ont totalisé 189 millions de dollars, en baisse par rapport à 195 millions en 2008.

Le revenu de PE Canada a augmenté de 385 millions de dollars, ou de 8 %. La croissance du revenu du groupe est attribuable à la croissance des volumes de la plupart des produits ainsi qu'à l'amélioration de la marge nette d'intérêts. Le revenu de PE États-Unis s'est accru de 14 millions de dollars américains, ou de 2 %. En excluant le gain de 38 millions de dollars américains sur la vente d'une partie de notre placement dans Visa dans le cadre de son premier appel public à l'épargne en 2008 et l'augmentation de 29 millions de dollars américains au titre de l'incidence des prêts douteux, le revenu a progressé de 81 millions de dollars américains, ou de 9 %, traduisant une croissance solide des dépôts, la constatation des résultats de nos acquisitions au Wisconsin pendant un exercice entier et la hausse des gains sur la vente de prêts hypothécaires. Le revenu du groupe Gestion privée a diminué de 134 millions, ou de 6 %. Cette diminution s'explique essentiellement par des baisses du revenu tiré des services tarifés de nos activités de courtage et de nos fonds d'investissement et du revenu net d'intérêts en raison de la compression des marges sur les soldes des dépôts dans nos services de courtage. Le revenu de BMO Marchés des capitaux a augmenté de 1 026 millions de dollars, ou de 42 %, même si les charges au titre des éléments notables se sont accrues de 133 millions par rapport à 2008. La croissance du revenu a été largement attribuable à l'augmentation considérable des revenus de négociation, à l'amélioration du revenu tiré des services bancaires aux grandes entreprises et des commissions de prise ferme ainsi qu'à l'appréciation du dollar américain. Les revenus des Services d'entreprise ont diminué considérablement en raison de la conjoncture des marchés.

Revenu net d'intérêts

Pour l'exercice, le revenu net d'intérêts s'établit à 5 570 millions de dollars, une hausse de 498 millions, ou de 10 %, par rapport à 2008. L'effet net des acquisitions d'entreprises a accru le revenu net d'intérêts de 33 millions de dollars, tandis que l'appréciation du dollar américain l'a augmenté de 246 millions. L'actif productif moyen de la Banque a augmenté de 15 milliards de dollars. La marge nette d'intérêts globale de BMO a augmenté de huit points de base en 2009 en raison de l'incidence de la titrisation de prêts hypothécaires à faible marge et du fait que la croissance des dépôts a été supérieure à celle des prêts dans le cas de PE Canada. Il faut aussi noter l'élargissement des marges des prêts aux grandes entreprises et dans les secteurs sensibles aux taux d'intérêt ainsi que l'accroissement du revenu net d'intérêts lié aux activités de négociation de BMO Marchés des capitaux. Ces hausses ont été contrebalancées en grande partie par la réduction du revenu net d'intérêts des Services d'entreprise. Les marges que

Variation du revenu net d'intérêts, de l'actif productif moyen et de la marge nette d'intérêts

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	Revenu net d'intérêts (bic) (en millions de dollars)				Actif productif moyen (en millions de dollars)				Marge nette d'intérêts (en points de base)		
	2009	2008	\$	%	2009	2008	\$	%	2009	2008	Variation
PE Canada	3 738	3 436	302	9	119 313	120 999	(1 686)	(1)	313	284	29
PE États-Unis	892	748	144	19	28 594	24 913	3 681	15	312	300	12
Services bancaires Particuliers et entreprises (PE)	4 630	4 184	446	11	147 907	145 912	1 995	1	313	287	26
Groupe Gestion privée	353	376	(23)	(6)	10 567	7 855	2 712	35	334	478	(144)
BMO Marchés des capitaux	1 798	1 207	591	49	179 372	176 080	3 292	2	100	69	31
Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations	(1 211)	(695)	(516)	(74)	4 002	(3 044)	7 046	+100	n.s.	n.s.	n.s.
Total de BMO 1)	5 570	5 072	498	10	341 848	326 803	15 045	5	163	155	8

n.s. - non significatif

1) La marge nette d'intérêts pour l'ensemble de BMO est établie selon les PCGR. Les marges nettes d'intérêts des groupes d'exploitation sont établies sur une base d'imposition comparable.

Base d'imposition comparable (bic) Les revenus des groupes d'exploitation figurant dans notre Rapport de gestion sont présentés sur une base d'imposition comparable (bic). Le rajustement sur une base d'imposition comparable augmente les revenus et la provision pour impôts sur les bénéfices établis selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus sur certains titres exempts d'impôts à un niveau auquel ces revenus seraient assujettis à l'impôt, au taux d'imposition prévu par la loi, afin de faciliter les comparaisons.

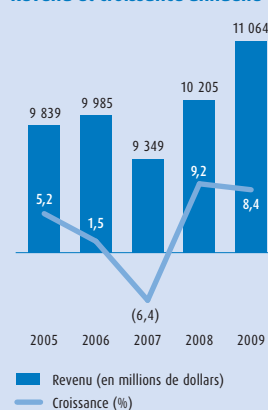
Le **revenu net d'intérêts** correspond au revenu perçu sur l'actif, notamment les prêts et les titres, y compris le revenu d'intérêts et de dividendes et la part de BMO des revenus tirés des placements comptabilisés à la valeur de consolidation, moins les frais d'intérêts liés au passif, notamment les dépôts.

La **marge nette d'intérêts** correspond au ratio du revenu net d'intérêts à l'actif productif, exprimé en pourcentage ou en points de base.

Revenu (en millions de dollars)

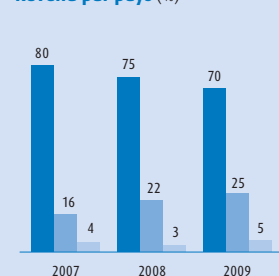
Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2009	2008	2007	2006	2005
Revenu net d'intérêts	5 570	5 072	4 829	4 732	4 776
Croissance annuelle (%)	9,8	5,0	2,0	(0,9)	(0,5)
Revenu autre que d'intérêts	5 494	5 133	4 520	5 253	5 063
Croissance annuelle (%)	7,0	13,6	(14,0)	3,8	11,2
Revenu total	11 064	10 205	9 349	9 985	9 839
Croissance annuelle (%)	8,4	9,2	(6,4)	1,5	5,2

Revenu et croissance annuelle



En 2009, le revenu a connu une croissance vigoureuse et ce, pour une deuxième année consécutive.

Revenu par pays (%)



Toutes proportions gardées, le revenu a crû de façon plus marquée aux États-Unis et dans les autres pays.

dégage chacun des groupes d'exploitation et les variations dans l'ampleur de leur actif propre de même que les variations du revenu d'intérêts des Services d'entreprise constituent les principaux facteurs susceptibles d'influer sur la marge nette d'intérêts globale de BMO.

PE Canada a enregistré une importante augmentation de son revenu net d'intérêts. La croissance des volumes est demeurée élevée dans les principales catégories de produits, à l'exception des prêts hypothécaires. La marge nette d'intérêts s'est accrue de 29 points de base. Près de la moitié de l'augmentation a été attribuable à la titrisation de prêts hypothécaires à faible marge et le reste de celle-ci s'explique par le fait que la croissance des dépôts a dépassé celle des prêts et par les mesures prises pour atténuer l'incidence des coûts de financement à long terme. En ce qui concerne le groupe PE États-Unis, l'incidence de la forte progression des dépôts a été partiellement contrebalancée par la montée des prêts douteux. La contribution à la croissance totale du revenu net d'intérêts a été accrue par l'appréciation du dollar américain.

Le revenu net d'intérêts du groupe Gestion privée a diminué essentiellement en raison de la baisse des soldes des dépôts dans nos services de courtage. La marge nette d'intérêts du groupe a diminué de 144 points de base, environ la moitié de cette diminution étant attribuable à l'acquisition de BMO Société d'assurance-vie, qui a augmenté ses actifs, mais qui a constaté un revenu net d'intérêts inchangé. Le reste de la diminution s'explique principalement par la baisse du revenu tiré des dépôts dans les services de courtage, en raison de la compression des marges étant donné la faiblesse des taux d'intérêt.

Le revenu net d'intérêts de BMO Marchés des capitaux a augmenté de 591 millions de dollars, ou de 49 %. Les revenus tirés des secteurs sensibles aux taux d'intérêt se sont accrus, tout comme le revenu net d'intérêts lié aux activités de négociation et aux services bancaires aux grandes entreprises. L'actif productif moyen du groupe a augmenté de 3 milliards de dollars. Les prêts aux grandes entreprises ont affichés des hausses en partie neutralisées par une baisse des actifs de négociation. La marge nette d'intérêts du groupe s'est accrue en raison de l'élargissement des marges sur les prêts aux grandes entreprises et dans les secteurs sensibles aux taux d'intérêt ainsi que de l'augmentation du revenu net d'intérêts lié aux activités de négociation.

Le revenu net d'intérêts des Services d'entreprise a reculé en raison du portage négatif de certaines positions de taux d'intérêt d'actifs ou de passifs découlant de la variation des taux d'intérêt sur les marchés, des activités de financement entreprises pour améliorer notre position solide en matière de liquidités et des opérations de titrisation de prêts sur cartes de crédit en 2008. Le revenu net d'intérêts des Services d'entreprise s'est amélioré dans chacun des trimestres qui a suivi les trois premiers mois de l'exercice 2009, ce qui a découlé en partie des mesures prises par la direction et de la plus grande stabilité des marchés.

Le tableau 9, à la page 100, et le tableau 10, à la page 101, donnent plus de détails sur le revenu net d'intérêts et la marge nette d'intérêts.

Revenu autre que d'intérêts

Le revenu autre que d'intérêts, qui comprend tous les revenus à l'exception du revenu net d'intérêts, s'est établi à 5 494 millions de dollars en 2009, une augmentation de 361 millions, ou de 7 %, par rapport à 2008. La hausse des charges liées aux éléments notables a entraîné des réductions du revenu de l'ordre de 133 millions de dollars par rapport à 2008 et de la croissance de l'ordre de deux points de pourcentage d'un exercice à l'autre. L'incidence nette des acquisitions d'entreprises a fait augmenter le revenu autre que d'intérêts de 138 millions de dollars en 2009, tandis que l'appréciation du dollar américain l'a accru de 117 millions.

Les commissions et droits sur titres ont diminué de 132 millions de dollars, ou de 12 %. Ces frais sont principalement constitués de commissions de courtage à service complet et de courtage en ligne au sein du groupe Gestion privée qui représentent environ les deux tiers du total, et de commissions de négociation d'actions pour les investisseurs institutionnels au sein de BMO Marchés des capitaux. Le recul est imputable à la baisse du volume d'actions négociées pour les clients, ainsi qu'aux pressions concurrentielles sur la tarification. Les marchés boursiers se sont redressés au cours de la deuxième moitié de l'exercice.

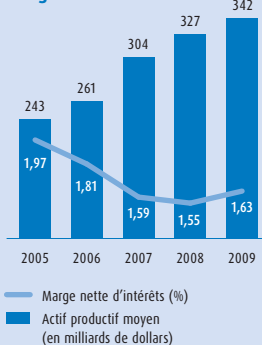
Les frais de service au titre des dépôts et des ordres de paiement ont augmenté de 64 millions de dollars, ou de 8 %, principalement en raison de la croissance des volumes. PE Canada, PE États-Unis et BMO Marchés des capitaux ont chacun compté pour environ un tiers de l'augmentation.

Les revenus liés aux activités de négociation sont analysés dans la section Revenus liés à la négociation paraissant plus loin.

Les commissions sur prêts ont augmenté de 127 millions de dollars, ou de 30 %, en raison de la croissance des volumes.

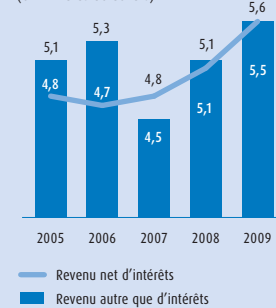
Les frais de services de cartes ont diminué de 170 millions de dollars pour s'établir à 121 millions. La diminution reflète les réductions découlant de

Actif productif moyen et marge nette d'intérêts



L'actif productif a progressé à bon rythme et la marge nette d'intérêts s'est relevée.

Revenu net d'intérêts et revenu autre que d'intérêts (en milliards de dollars)



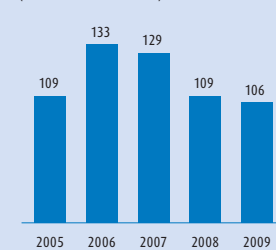
Le revenu net d'intérêts et le revenu autre que d'intérêts ont tous deux connu une croissance soutenue.

Actif sous administration (en milliards de dollars)



L'actif personnel et l'actif des fonds d'investissement se sont appréciés, alors que les actifs institutionnels se sont contractés.

Actif sous gestion (en milliards de dollars)



Les niveaux d'actifs se sont maintenus malgré la faiblesse du dollar américain.

Revenu autre que d'intérêts (en millions de dollars)

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2009	2008	2007	Variation par rapport à 2008	
				\$	%
Commissions et droits sur titres	973	1 105	1 145	(132)	(12)
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	820	756	728	64	8
Revenus de négociation	723	546	(487)	177	32
Commissions sur prêts	556	429	406	127	30
Frais de services de cartes	121	291	107	(170)	(58)
Gestion de placements et garde de titres	344	339	322	5	1
Revenus tirés de fonds d'investissement	467	589	576	(122)	(21)
Revenus de titrisation	929	513	296	416	81
Commissions de prise ferme et de consultation	397	353	528	44	12
Gains (pertes) sur titres de placement, autres que de négociation	(354)	(315)	247	(39)	(12)
Revenus de change, autres que de négociation	53	80	132	(27)	(34)
Revenus d'assurance	295	237	246	58	24
Autres	170	210	274	(40)	(19)
Total	5 494	5 133	4 520	361	7

l'augmentation des opérations de titrisation en 2008, en partie neutralisées par l'accroissement des opérations sur cartes de crédit.

Les frais de gestion de placements et de garde de titres ont augmenté de 5 millions de dollars, ou de 1 %, malgré la faiblesse des marchés boursiers.

Les revenus tirés des fonds d'investissement ont diminué de 122 millions de dollars, ou de 21 %, en raison du ralentissement ayant débuté au quatrième

trimestre de 2008. Les frais ont continué à subir l'incidence défavorable de la dépréciation des actifs gérés étant donné la conjoncture difficile des marchés. Le niveau de l'actif s'est redressé pendant la deuxième moitié de l'exercice.

Les revenus de titrisation ont augmenté de 416 millions de dollars, ou de 81 %, et se sont établis à 929 millions. L'augmentation comprend 298 millions tirés d'opérations de titrisation de prêts sur cartes de crédit et 118 millions provenant d'opérations de titrisation de prêts hypothécaires à l'habitation. Les revenus incluent des gains de 98 millions de dollars réalisés sur la vente de prêts dans le cadre de nouvelles opérations de titrisation, une baisse de 38 millions par rapport à 2008, ainsi que des gains de 602 millions sur la vente de prêts à des entités de titrisation à rechargement, une augmentation de 318 millions par rapport à 2008. La titrisation des actifs a donné lieu à une diminution au chapitre du revenu d'intérêts (689 millions de moins en 2009), des frais de cartes de crédit (489 millions de moins en 2009) et des dotations à la provision pour pertes sur créances (172 millions de moins en 2009). De ce fait, les opérations de titrisation ont réduit le revenu avant impôts d'environ 77 millions de dollars en 2009. Nous titrisons des prêts à des fins de gestion du capital et pour obtenir des sources de financement de substitution. Nous avons titrisé des prêts hypothécaires à l'habitation de 6,8 milliards de dollars en 2009 et de 8,5 milliards en 2008. Nous avons titrisé des prêts sur cartes de crédit de 3,2 milliards en 2008. Les revenus de titrisation sont expliqués en détail à la note 8 afférente aux états financiers, figurant à la page 125.

Les commissions de prise ferme et de consultation ont été de 44 millions de dollars, soit 12 % de plus qu'en 2008. Les commissions de prise ferme de titres de participation et de titres d'emprunt ont augmenté à mesure que les clients qui sont de grandes sociétés ont vu leur bilan se renforcer et leurs liquidités s'accroître. Ces hausses ont été partiellement contrebalancées par la baisse des commissions sur les fusions et acquisitions.

Les pertes sur titres ont augmenté de 39 millions de dollars, ce qui a donné lieu à une perte nette de 354 millions en 2009. Les éléments notables dont il est question à la page 38 incluent des charges de 177 millions de dollars liées à la détérioration des marchés financiers, lesquelles ont été comptabilisées dans les gains (pertes) sur titres. Des charges similaires s'étaient établies à 130 millions de dollars en 2008. En 2009, ces charges étaient liées à Apex, alors qu'en 2008, elles étaient liées à Apex et à l'abandon de positions liées à l'assureur spécialisé ACA Financial Guarantee Corporation.

Les revenus de change, autres que de négociation, ont diminué de 27 millions de dollars, ou de 34 %.

Les revenus d'assurance ont augmenté de 58 millions de dollars, ou de 24 %, ce qui est entièrement attribuable à l'acquisition de BMO Société d'assurance-vie.

Les autres revenus, qui comprennent divers montants, ont reculé de 40 millions de dollars, ou de 19 %.

Le tableau 7 figurant à la page 98 donne plus de précisions sur le revenu et sa croissance.

Revenus liés à la négociation

Les revenus liés à la négociation dépendent, entre autres, du volume des activités exécutées pour le compte de nos clients, qui font affaire avec BMO pour diminuer leurs risques ou pour investir. BMO réalise un profit, ou marge, sur le total net des positions de ses clients en neutralisant de façon rentable, à l'intérieur de limites prescrites, le risque global des positions nettes. BMO prend aussi des positions pour son propre compte afin de réaliser des profits de négociation.

Bien que la récession se soit fait sentir pendant la majeure partie de l'exercice en Amérique du Nord, l'accent que nous mettons sur notre clientèle et notre capacité à tirer parti d'occasions qui se présentent sur le marché en raison des hauts niveaux de volatilité qui le caractérisent nous ont permis de dégager de solides revenus liés à la négociation en 2009. En 2008 et au cours du premier semestre de 2009, les marchés financiers ont été extrêmement instables, en raison d'une baisse marquée de la confiance du secteur et des investisseurs qui a eu pour effet de réduire les liquidités sur les marchés, d'accroître les écarts de taux et de réduire de façon importante les évaluations des titres à revenu fixe et des titres de participation. La section Éléments notables, à la page 38, présente les charges liées aux difficultés des marchés financiers qui ont diminué les revenus de négociation de 344 millions de dollars et le revenu total de 521 millions en 2009. Cette section présente, pour l'exercice 2008, des charges similaires qui ont réduit de 258 millions de dollars les revenus de négociation et de 388 millions le revenu total. Elle renvoie également le lecteur à la section Instruments financiers désignés, qui commence à la page 65 et qui décrit en détail certains instruments désormais considérés comme plus à risque sur les marchés.

Les **revenus liés à la négociation** se composent du revenu net d'intérêts et du revenu autre que d'intérêts qui proviennent d'opérations inscrites au bilan et d'opérations hors bilan effectuées à des fins de négociation. La gestion de ces opérations comprend généralement leur évaluation quotidienne au prix du marché. Les revenus de négociation comprennent notamment les revenus (frais) et les gains (pertes) relatifs aux instruments inscrits au bilan ainsi qu'aux contrats suivants comptabilisés hors bilan : contrats de taux d'intérêt et de change (incluant les opérations au comptant), contrats sur titres de participation et sur produits de base et contrats dérivés de crédit.

Revenu d'intérêts et revenu autre que d'intérêts liés aux opérations de négociation (en millions de dollars)

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2009	2008	2007	Variation par rapport à 2008	
				\$	%
Taux d'intérêt	467	176	15	291	+100
Change	362	379	273	(17)	(4)
Actions	351	110	189	241	+100
Produits de base	79	(18)	(852)	97	+100
Autres	(168)	18	42	(186)	(+100)
Total	1 091	665	(333)	426	64
Présenté sous :					
Revenu net d'intérêts	368	119	154	249	+100
Revenu autre que d'intérêts – Revenus (pertes) de négociation	723	546	(487)	177	32
Total	1 091	665	(333)	426	64

En 2007, nous avons comptabilisé des charges de 947 millions de dollars qui ont réduit les revenus liés à la négociation, y compris des pertes de 852 millions de dollars dans notre portefeuille de négociation sur produits de base. Le 18 novembre 2008, les autorités dans les domaines des valeurs mobilières, des produits de base, des activités bancaires et de l'application des lois ont engagé un certain nombre de poursuites contre certaines parties concernées par les activités liées aux pertes de négociation sur produits de base de 2007. BMO n'est pas partie à ces poursuites.

Les revenus liés à la négociation ont progressé de 426 millions de dollars par rapport à leur niveau de 2008. Tirant profit de la volatilité des marchés, les revenus de négociation sur les taux d'intérêt se sont grandement appréciés en 2009 et ils ont été très volatils au cours de l'exercice. Ils ont été plutôt faibles au premier semestre et, du fait d'occasions très alléchantes qui se sont présentées sur le marché et de rajustements d'évaluation fondée sur la négociation plus faibles que par le passé, très vigoureux au troisième trimestre. Les revenus de négociation d'actions ont eux aussi été solides et sensiblement supérieurs à ceux de l'exercice précédent, alors que les revenus provenant du change sont demeurés élevés, conformes à ceux d'il y a un an. Les revenus de négociation du change ont baissé dans la dernière moitié de l'exercice 2009 en raison du rétrécissement des écarts et de l'augmentation des liquidités. Quant aux revenus de négociation d'actions, ils étaient également plus élevés en début d'exercice. Les autres revenus liés à la négociation ont été touchés par l'incidence de la couverture de l'exposition aux risques de la position structurelle au bilan et des couvertures liées aux opérations de titrisation.

La section Risque de marché, à la page 82, donne plus de renseignements sur les revenus liés à la négociation.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

Les conditions de crédit sont demeurées difficiles en 2009, mais des signes de stabilisation ont été observés au cours de la seconde moitié de l'exercice, plusieurs faits nouveaux économiques ayant accru la confiance dans le fait qu'il était peu probable que la récession actuelle s'aggrave.

En 2009, BMO a comptabilisé une dotation à la provision pour pertes sur créances de 1 603 millions de dollars comprenant des dotations à la provision spécifique de 1 543 millions et une augmentation de 60 millions de la provision générale pour pertes sur créances. En 2008, la dotation à la provision s'établissait à 1 330 millions et elle se composait de dotations à la provision spécifique de 1 070 millions et d'une augmentation de 260 millions de la provision générale. L'augmentation de la provision générale en 2009 est principalement imputable à la détérioration du crédit dans le portefeuille de prêts et à la faiblesse de la conjoncture économique.

Comme on peut le constater en examinant le tableau ci-contre, les dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances de l'exercice sont supérieures à celles des exercices antérieurs. Les dotations à la provision spécifique de 2009 reflètent une augmentation non récurrente de 41 millions de dollars liée à une modification de la constitution des provisions à l'égard du portefeuille de prêts aux particuliers au Canada, alors que les dotations à la provision spécifique de l'exercice précédent reflétaient un montant de 336 millions lié à deux prêts à des entreprises du secteur de l'habitation aux États-Unis. L'augmentation des dotations à la provision pour pertes sur créances de notre portefeuille de prêts aux particuliers reflète les défis économiques qui se posent actuellement. Même si le portefeuille américain subit, toutes proportions gardées, davantage de pression que le portefeuille canadien, son rendement continue de surpasser celui des portefeuilles de notre groupe de référence américain.

Le facteur ayant le plus influé sur les dotations à la provision pour pertes sur créances et les radiations est le niveau du solde des nouveaux prêts douteux – représenté par le transfert de prêts et d'acceptations à l'état douteux dans le tableau ci-contre intitulé Modification du solde brut des prêts et acceptations douteux. Comme dans le cas des dotations à la provision spécifique et de la même façon qu'au dernier exercice, les nouveaux prêts douteux se sont établis bien au-dessus des faibles niveaux de 2007 et de 2006, totalisant 2 690 millions de dollars en 2009, en hausse par rapport à 2 506 millions en 2008. Sur le plan des régions, les États-Unis expliquent la majorité des nouveaux prêts douteux de 2009, alors que sur le plan des secteurs, le secteur immobilier, le secteur manufacturier et le secteur des services financiers expliquent la partie la plus importante des nouveaux prêts douteux de l'exercice.

Le portefeuille de prêts de BMO a continué d'être touché par la conjoncture, laquelle a entraîné une révision à la baisse des cotes attribuées à certains titres. Cette situation a augmenté le risque de défaillance. En conséquence, le solde brut des prêts douteux a augmenté pour s'établir à 3 297 millions de dollars, contre 2 387 millions en 2008. Les facteurs ayant contribué au changement sont présentés dans le tableau ci-contre.

En 2009, les ventes de prêts douteux bruts totalisent 97 millions de dollars, avec des reprises et des recouvrements d'une valeur de 9 millions, comparativement à des ventes de 16 millions, associées à des reprises et recouvrements de 3 millions, en 2008.

En 2009, la provision totale pour pertes sur créances a augmenté de 155 millions de dollars et s'établit à 1 902 millions, et comprend une provision spécifique de 596 millions de dollars et une provision générale de 1 306 millions.

Nous maintenons une provision générale afin de couvrir toute perte de valeur dans le portefeuille de prêts existant qui ne peut pas encore être associée à des prêts particuliers. Cette provision est réévaluée chaque trimestre. Elle a diminué de 15 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain ayant été partiellement contrebalancée par la dotation à la provision générale de 60 millions comptabilisée au cours de l'exercice. La provision générale demeure suffisante et, au 31 octobre 2009, elle représentait 0,91 % de l'actif pondéré en fonction du risque de crédit.

L'ensemble du portefeuille de prêts de BMO demeure principalement constitué de prêts aux particuliers et de prêts aux entreprises, qui sont plus stables et qui représentent 80 % du portefeuille de prêts à la fin de l'exercice, soit une augmentation comparativement à 73,8 % en 2008 s'expliquant essentiellement par une baisse des prêts aux grandes entreprises. Les prêts aux particuliers représentent 53,9 % du portefeuille, une hausse comparativement à 49,0 % en 2008, et environ 87,7 % de ces prêts sont garantis. Les prêts aux entreprises et aux grandes entreprises représentent 46,1 % du portefeuille, une baisse comparativement à 51,0 % en 2008. Nous continuons de surveiller les secteurs d'activité

Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2009	2008	2007	2006	2005	2004	2003
Nouvelles dotations à la provision spécifique	1 765	1 242	460	410	407	510	846
Reprises sur provisions constituées précédemment	(77)	(58)	(66)	(87)	(121)	(312)	(303)
Recouvrement de prêts radiés précédemment	(145)	(114)	(91)	(112)	(67)	(131)	(88)
Dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances	1 543	1 070	303	211	219	67	455
Augmentation (réduction) de la provision générale	60	260	50	(35)	(40)	(170)	–
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	1 603	1 330	353	176	179	(103)	455
Dotation à la provision pour pertes sur créances en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations (%)	0,88	0,76	0,21	0,11	0,13	(0,08)	0,36

Modification du solde brut des prêts et acceptations douteux (SBPAD) (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2009	2008	2007	2006	2005	2004	2003
SBPAD au début de l'exercice	2 387	720	666	804	1 119	1 918	2 337
Transfert de prêts et d'acceptations à l'état douteux	2 690	2 506	588	420	423	607	1 303
Réduction des prêts et acceptations douteux 1)	(288)	131	(143)	(220)	(319)	(936)	(1 156)
Radiations	(1 492)	(970)	(391)	(338)	(419)	(470)	(566)
SBPAD à la fin de l'exercice	3 297	2 387	720	666	804	1 119	1 918
SBPAD en pourcentage du solde brut des prêts et acceptations (excluant les mises en pension) (%)	1,94	1,26	0,44	0,41	0,55	0,83	1,51

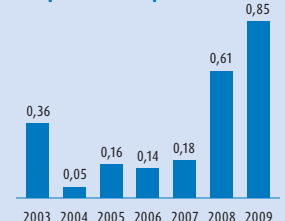
1) Inclut l'incidence du taux de change et la radiation de prêts aux particuliers compris dans le transfert de prêts à l'état douteux au cours de l'exercice.

Solde brut des prêts et acceptations douteux en pourcentage des capitaux propres et des provisions pour pertes sur créances



Nous sommes toujours dans la pire phase du cycle du crédit, mais certains signes laissent croire à une éventuelle reprise en 2010.

Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations



Les dotations aux provisions demeurent élevées, suivant la courbe des prêts douteux.

que nous considérons comme étant les plus risqués dans la conjoncture actuelle, notamment les secteurs de l'immobilier, manufacturier et de l'exploitation forestière. L'exposition de BMO à ces secteurs demeure à des limites acceptables.

La gestion du risque de crédit est analysée plus en détail à la page 80. La note 4 afférente aux états financiers, à la page 119, et les tableaux 11 à 19, aux

pages 102 à 105, donnent des détails sur le portefeuille de prêts de BMO, ses prêts douteux et ses dotations à la provision et provisions pour pertes sur créances.

Mise en garde

La présente section Dotation à la provision pour pertes sur créances contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant de telles déclarations.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 487 millions de dollars, ou de 71 %, et s'établissent à 7 381 millions en 2009. Les facteurs qui ont contribué à l'augmentation sont présentés dans le tableau ci-contre intitulé Ventilation de la croissance des frais autres que d'intérêts. En 2009, les éléments notables incluaient des indemnités de licenciement, qui ont donné lieu à une augmentation de 118 millions (1,7 %) des frais autres que d'intérêt.

Comme nous l'expliquons à la page 39, l'effet net des acquisitions d'entreprises en 2009 et en 2008 a fait augmenter les frais de 127 millions de dollars (1,8 %) en 2009 par rapport à 2008. Comme nous l'expliquons également à la page 39, le raffermissement du dollar américain a fait augmenter les frais de 216 millions (3,1 %) en 2009.

Les coûts supérieurs de la rémunération liée au rendement ont fait augmenter les frais de 41 millions de dollars (0,6 %), la réduction de tels coûts au sein du groupe Gestion privée ayant contrebalancé partiellement les augmentations affichées au sein de tous les autres groupes.

Les variations en dollars et en pourcentage par catégorie de frais sont présentées dans le tableau ci-contre intitulé Frais autres que d'intérêts. Les frais et la croissance des frais sont présentés plus en détail dans le tableau 8, à la page 99.

Les autres formes de rémunération du personnel, qui comprennent les salaires et les avantages sociaux, ont augmenté de 368 millions de dollars, ou de 14 %, par rapport à 2008. Les indemnités de licenciement de 118 millions de dollars expliquent environ le tiers de cette augmentation, la hausse du coût des avantages et le raffermissement du dollar américain en expliquent un autre tiers et les acquisitions d'entreprises au sein de PE États-Unis et du groupe Gestion privée expliquent la tranche résiduelle. Le coût des avantages a augmenté en raison de l'augmentation des coûts des régimes de retraite. En 2009, l'effectif a toutefois été réduit de 900 employés en équivalent de durée normale, ou de 2,4 %, et s'établit à 36 173 employés en équivalent de durée normale au 31 octobre 2009, en raison des mesures de gestion des frais.

Les frais de bureau et de matériel ont augmenté de 40 millions de dollars, ou de 3 %, en raison, principalement, des rénovations de succursales et des frais d'acquisition.

Les autres frais se sont accrus de 20 millions de dollars, ou de 1 %. L'augmentation de 77 millions de dollars des frais liés aux primes d'assurance dépôt a été partiellement contrebalancée par la diminution des frais liés aux déplacements et aux initiatives d'affaires.

Productivité

Le ratio de productivité (ratio des frais au revenu) s'est amélioré de 90 points de base et s'établit à 66,7 % en 2009. Le ratio global de BMO est toujours tributaire des revenus de chaque groupe d'exploitation et des Services d'entreprise. Habituellement, le ratio de productivité est assez différent d'un groupe à l'autre, en raison de la nature des activités et de l'environnement externe de chacun.

Le ratio de productivité des Services bancaires PE s'est amélioré, passant de 60,3 % à 58,4 %. PE Canada est la plus importante unité d'exploitation de BMO. Son ratio de productivité s'est amélioré de 210 points de base par rapport à l'an dernier, à 54,0 %, après une détérioration de 70 points de base en 2008. Le ratio de productivité de PE États-Unis a augmenté de 200 points de base malgré la difficile conjoncture des marchés, les frais exprimés en dollars américains ayant diminué. Au sein du groupe Gestion privée, le ratio de productivité a reculé de 500 points de base en 2009, à 76,4 %, ce qui reflète la diminution des revenus imputable à la faiblesse des marchés boursiers. Le ratio de productivité de BMO Marchés des capitaux a enregistré un gain important de 1 770 points de base en raison de la croissance extrêmement solide des revenus. Abstraction faite des éléments notables qui ont influé sur les résultats tant en 2009 qu'en 2008, le ratio de productivité de BMO a augmenté de 240 points de base et s'établit à 62,7 %.

Le ratio de productivité avant amortissement de BMO s'établit à 66,3 %, soit une amélioration de 80 points de base par rapport à 2008 où il se chiffrait à 67,1 %, et ce, malgré la hausse des montants liés aux éléments notables imputés au revenu et aux frais en 2009.

Nous utilisons comme mesure clé de productivité le **ratio de productivité** (ou **ratio des frais au revenu**), soit les frais autres que d'intérêts sur le revenu total (sur une base d'imposition comparable pour les groupes d'exploitation). Ce ratio est exprimé en pourcentage. Le **ratio de productivité avant amortissement** est calculé de la même façon, après avoir soustrait l'amortissement des actifs incorporels des frais autres que d'intérêts. Voir la page 91.

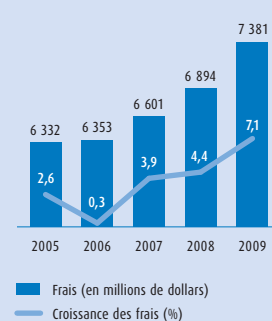
Ventilation de la croissance des frais autres que d'intérêts (%)

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2009	2008	2007
Acquisitions d'entreprises	1,8	1,1	0,7
Indemnités de licenciement	1,7	-	-
Charge de restructuration	-	(2,5)	2,5
Incidence de la conversion de devises	3,1	(1,4)	(0,9)
Rémunération liée au rendement	0,6	0,3	(0,7)
Autres facteurs	(0,1)	6,9	2,3
Croissance totale des frais autres que d'intérêts	7,1	4,4	3,9

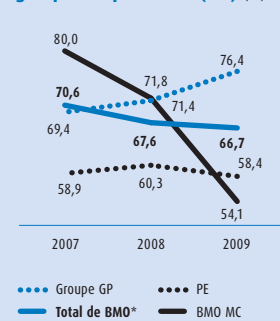
Frais autres que d'intérêts (en millions de dollars)

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2009	2008	2007	Variation par rapport à 2008	
				\$	%
Rémunération liée au rendement	1 338	1 297	1 275	41	3
Autres formes de rémunération du personnel	3 047	2 679	2 550	368	14
Rémunération totale du personnel	4 385	3 976	3 825	409	10
Bureaux et matériel	1 281	1 241	1 161	40	3
Charge de restructuration	(10)	(8)	159	(2)	(25)
Autres	1 522	1 502	1 268	20	1
Amortissement des actifs incorporels	203	183	188	20	11
Total	7 381	6 894	6 601	487	7

Frais et croissance annuelle des frais



Ratio de productivité selon le groupe d'exploitation (bic) (%)



*Non établi sur une base d'imposition comparable

Près de la moitié de la croissance des frais s'explique par le raffermissement du dollar américain.

Le ratio de productivité de BMO s'est amélioré, nos principaux groupes ayant augmenté leurs revenus en fonction de leurs dépenses.

Des exemples d'initiatives visant à augmenter la productivité sont donnés dans l'Analyse des résultats de 2009 des groupes d'exploitation, qui commence à la page 46. À moyen terme, nous visons une hausse de nos revenus supérieure d'au moins deux points de pourcentage en moyenne à celle des frais avant amortissement, créant ainsi un levier d'exploitation annuel avant amortissement moyen d'au moins 2 %. Nous espérons obtenir un levier d'exploitation en stimulant nos revenus grâce à une approche axée davantage sur les clients

et à la gestion continue des frais, nous efforçant d'accroître l'efficacité et l'efficacité dans tous les rôles, groupes et processus d'affaires qui soutiennent notre personnel de première ligne.

Mise en garde

La présente section Frais autres que d'intérêts contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant de telles déclarations.

Provision pour impôts sur les bénéfices

La provision pour impôts sur les bénéfices qui se trouve dans notre état consolidé des résultats est fondée sur les transactions comptabilisées dans le revenu, quel que soit le moment où ces transactions sont assujetties à l'impôt par l'administration fiscale, sauf dans le cas du rapatriement des bénéfices non répartis de nos filiales à l'étranger, comme nous l'indiquons à la note 25 afférente aux états financiers, à la page 152.

La direction évalue les résultats consolidés de BMO ainsi que les provisions pour impôts sur les bénéfices connexes selon les PCGR. Nous évaluons et présentons les résultats des groupes d'exploitation et les impôts sur les bénéfices connexes sur une base d'imposition comparable.

En 2009, la provision pour impôts sur les bénéfices s'est chiffrée à 217 millions de dollars, alors qu'en 2008, un recouvrement d'impôts de 71 millions avait été enregistré. Le taux d'imposition effectif en 2009 correspond à 10,5 %, par rapport à un taux de recouvrement de 3,6 % en 2008. Les résultats incluent un recouvrement d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs de 160 millions en 2008. La hausse du taux d'imposition effectif en 2009 est principalement attribuable à la baisse du recouvrement d'impôts sur les bénéfices des exercices antérieurs et à la proportion moins importante de revenus dans les territoires où les taux d'imposition sont plus faibles.

BMO couvre le risque de change découlant de ses investissements dans des établissements aux États-Unis en finançant ces investissements en dollars américains. Dans le cadre de ce programme, le gain ou la perte provenant des opérations de couverture et le gain ou la perte non réalisé provenant de la conversion des investissements dans des établissements aux États-Unis

viennent diminuer ou augmenter les capitaux propres. Aux fins de l'impôt sur les bénéfices, le gain ou la perte sur les opérations de couverture entraîne une charge ou un crédit d'impôt sur les bénéfices durant la période en cours, qui vient réduire ou augmenter les capitaux propres, tandis que le gain ou la perte non réalisé sur les investissements dans des établissements aux États-Unis n'est pas assujetti à l'impôt sur les bénéfices avant la réalisation de ces investissements. La charge fiscale ou l'avantage fiscal découlant d'un gain ou d'une perte sur des opérations de couverture est tributaire des fluctuations des taux de change d'une période à l'autre. Les opérations de couverture liées aux investissements dans des établissements aux États-Unis ont entraîné une charge d'impôts sur les bénéfices de 382 millions de dollars pour l'exercice, affectée aux capitaux propres, comparativement à un recouvrement d'impôts sur les bénéfices de 881 millions en 2008. L'état consolidé de la variation des capitaux propres, à la page 112, contient des renseignements plus détaillés.

Le tableau 8, à la page 99, présente en détail le montant net des charges fiscales et des impôts, de 581 millions de dollars, assumé par BMO en 2009. L'augmentation par rapport à 309 millions en 2008 tient principalement à l'accroissement des charges d'impôts sur les bénéfices.

Opérations entre apparentés

Dans le cours normal des affaires, nous fournissons des services bancaires à nos administrateurs, à nos dirigeants et aux entités qui leur sont affiliées, ainsi qu'à nos coentreprises et à nos sociétés satellites selon les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients. Nous offrons un ensemble sélectionné de produits de prêts hypothécaires et autres prêts à nos employés aux taux que nous accordons généralement à nos clients privilégiés. Nous offrons également

aux employés une subvention à l'égard des frais annuels de cartes de crédit basée sur ces frais.

Les options sur actions et les unités d'actions différées octroyées aux administrateurs, ainsi que les contrats de prêt à taux réduit consentis aux dirigeants, par suite de mutations effectuées à notre demande, sont analysés à la note 28 afférente aux états financiers, à la page 156.

Analyse des résultats de 2009 des groupes d'exploitation

La présente section comprend une analyse des résultats financiers de chacun des groupes d'exploitation et une description de leurs secteurs d'activité, de leurs stratégies, de leurs forces, de leurs défis, de leurs principaux facteurs de création de valeur, de leurs réalisations ainsi que de leurs perspectives d'avenir.

Services bancaires Particuliers et entreprises (PE) (pages 47 à 53)

Le revenu net s'est chiffré à 1 501 millions de dollars en 2009, une hausse de 196 millions, ou de 15 %, par rapport à 2008.

Groupe Gestion privée (groupe GP) (pages 54 à 56)

Le revenu net a atteint 381 millions de dollars en 2009, une baisse de 71 millions, ou de 16 %, par rapport à 2008.

BMO Marchés des capitaux (BMO MC) (pages 57 à 59)

Le revenu net s'est chiffré à 1 060 millions de dollars en 2009, une augmentation de 349 millions, ou de 49 %, par rapport à 2008.

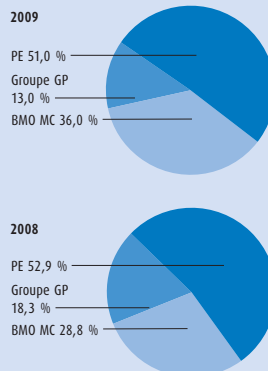
Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations (page 60)

Le groupe a enregistré une perte nette de 1 155 millions de dollars en 2009, comparativement à une perte nette de 490 millions en 2008.

Répartition des résultats

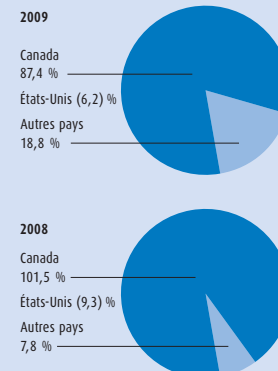
Les normes de répartition des résultats par région et par groupe d'exploitation sont énoncées à la note 27 afférente aux états financiers, à la page 154. Certaines données de l'exercice précédent ont été retraitées, comme nous l'expliquons à la page 27. Voir la page suivante pour obtenir de plus amples renseignements sur la répartition des résultats.

Revenu net par groupe d'exploitation*



La contribution de BMO Marchés des capitaux aux profits s'est accrue en 2009.

Revenu net par pays



Le revenu net provenant des autres pays a augmenté en grande partie en raison de la baisse de la quote-part des frais due à la conjoncture des marchés financiers.

*Les pourcentages ont été établis compte non tenu des résultats des Services d'entreprise, puisqu'ils tiennent en grande partie compte de la méthode de provisionnement selon les pertes prévues qu'utilise BMO.

Apport au revenu, aux frais, au revenu net et à l'actif moyen par groupe d'exploitation et par pays (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	Services bancaires Particuliers et entreprises			Groupe Gestion privée			BMO Marchés des capitaux			Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations			Total consolidé		
	2009	2008	2007	2009	2008	2007	2009	2008	2007	2009	2008	2007	2009	2008	2007
Apport des groupes d'exploitation aux résultats de BMO (%)															
Revenu	57,8	57,5	59,3	18,2	21,0	23,1	31,3	23,9	21,1	(7,3)	(2,4)	(3,5)	100	100	100
Frais	50,6	51,3	49,4	20,8	22,2	22,7	25,4	25,4	23,9	3,2	1,1	4,0	100	100	100
Revenu net	84,0	66,0	59,3	21,3	22,9	24,8	59,3	35,9	19,6	(64,6)	(24,8)	(3,7)	100	100	100
Actif moyen	35,4	38,3	39,4	2,6	2,2	2,1	59,1	58,8	57,4	2,9	0,7	1,1	100	100	100
Revenu total															
Canada	5 263	4 878	4 633	1 597	1 764	1 747	1 414	1 180	1 402	(560)	(211)	(324)	7 714	7 611	7 458
États-Unis	1 133	990	908	241	219	264	1 766	1 213	492	(320)	(130)	(152)	2 820	2 292	1 512
Autres pays	–	–	–	174	163	151	286	47	75	70	92	153	530	302	379
	6 396	5 868	5 541	2 012	2 146	2 162	3 466	2 440	1 969	(810)	(249)	(323)	11 064	10 205	9 349
Total des frais															
Canada	2 843	2 736	2 568	1 260	1 257	1 228	893	883	741	234	135	251	5 230	5 011	4 788
États-Unis	895	802	693	254	237	265	851	740	688	(11)	(69)	10	1 989	1 710	1 656
Autres pays	–	–	–	22	37	8	131	128	146	9	8	3	162	173	157
	3 738	3 538	3 261	1 536	1 531	1 501	1 875	1 751	1 575	232	74	264	7 381	6 894	6 601
Revenu net															
Canada	1 392	1 209	1 148	222	331	336	367	422	527	(420)	46	(68)	1 561	2 008	1 943
États-Unis	109	96	116	(9)	(10)	–	552	292	(71)	(762)	(562)	(109)	(110)	(184)	(64)
Autres pays	–	–	–	168	131	192	141	(3)	(39)	27	26	99	336	154	252
	1 501	1 305	1 264	381	452	528	1 060	711	417	(1 155)	(490)	(78)	1 787	1 978	2 131
Actif moyen															
Canada	124 313	125 343	118 712	8 332	5 827	4 822	128 687	105 454	94 125	5 317	(129)	(1 087)	266 649	236 495	216 572
États-Unis	30 894	26 924	23 477	2 811	2 385	2 299	101 361	97 054	80 580	7 412	2 897	4 794	142 478	129 260	111 150
Autres pays	–	–	–	451	446	421	28 926	31 365	32 379	44	43	53	29 421	31 854	32 853
	155 207	152 267	142 189	11 594	8 658	7 542	258 974	233 873	207 084	12 773	2 811	3 760	438 548	397 609	360 575

Aux termes de la méthode que BMO utilise aux fins de la présentation des résultats sectoriels, les pertes sur créances prévues sont imputées chaque trimestre aux groupes d'exploitation suivant leur quote-part de telles pertes. L'écart entre les charges trimestrielles calculées en fonction des pertes prévues et les dotations à la provision trimestrielles requises, compte tenu des pertes réelles, est porté au débit ou au crédit des Services d'entreprise. Les résultats des groupes d'exploitation sont présentés selon les pertes sur créances prévues.

La dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances réelle des Services bancaires PE s'est établie à 1 105 millions de dollars, soit 488 millions pour PE Canada et 617 millions pour PE États-Unis, contre 519 millions, 344 millions et 175 millions, respectivement, à l'exercice 2008. Dans le cas du groupe Gestion privée, la dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances réelle est de 30 millions en 2009, comparativement à 6 millions en 2008 et, dans celui de BMO Marchés des capitaux, la dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances réelle est de 408 millions en 2009, en regard de 545 millions en 2008.

BMO analyse son revenu consolidé selon les PCGR. Cependant, comme plusieurs autres banques, BMO analyse le revenu de ses groupes d'exploitation, et les ratios connexes établis d'après leur revenu, sur une base d'imposition comparable (bic). Selon cette méthode, on augmente les revenus calculés selon les PCGR et la provision pour impôts sur les bénéfiques déterminée selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus tirés de certains titres exonérés d'impôt à un niveau auquel ces revenus seraient assujettis à l'impôt, au taux d'imposition prévu par la loi. La compensation des rajustements sur une base d'imposition comparable des groupes est reflétée dans les résultats des Services d'entreprise et dans la provision pour impôts sur les bénéfiques.

En 2009, nous avons mis en œuvre le mode de répartition des capitaux propres de l'Accord de Bâle II au niveau des groupes d'exploitation, et cette nouvelle répartition a été appliquée rétroactivement à 2008. Le rendement des capitaux propres des différents groupes pour les exercices antérieurs à 2008 n'est plus comparable au rendement des capitaux propres calculé pour les exercices subséquents.

Services bancaires Particuliers et entreprises (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date	PE					PE Canada					PE États-Unis				
	Exercice 2009	Exercice 2008	Exercice 2007	Variation par rapport à 2008 \$ %		Exercice 2009	Exercice 2008	Exercice 2007	Variation par rapport à 2008 \$ %		Exercice 2009	Exercice 2008	Exercice 2007	Variation par rapport à 2008 \$ %	
Revenu net d'intérêts (bic)	4 630	4 184	4 049	446	11	3 738	3 436	3 319	302	9	892	748	730	144	19
Revenu autre que d'intérêts	1 766	1 684	1 492	82	5	1 525	1 442	1 314	83	6	241	242	178	(1)	(1)
Revenu total (bic)	6 396	5 868	5 541	528	9	5 263	4 878	4 633	385	8	1 133	990	908	143	14
Dotation à la provision pour pertes sur créances	455	384	357	71	18	387	341	322	46	13	68	43	35	25	57
Frais autres que d'intérêts	3 738	3 538	3 261	200	6	2 843	2 736	2 568	107	4	895	802	693	93	12
Revenu avant impôts sur les bénéfiques et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	2 203	1 946	1 923	257	13	2 033	1 801	1 743	232	13	170	145	180	25	17
Impôts sur les bénéfiques (bic)	702	641	659	61	10	641	592	595	49	9	61	49	64	12	22
Revenu net	1 501	1 305	1 264	196	15	1 392	1 209	1 148	183	15	109	96	116	13	14
Amortissement des actifs incorporels liés aux acquisitions (après impôts)	31	30	33	1	5	3	2	8	1	55	28	28	25	-	-
Revenu net avant amortissement	1 532	1 335	1 297	197	15	1 395	1 211	1 156	184	15	137	124	141	13	11
Profit économique net	853	731	602	122	17										
Rendement des capitaux propres (%)	23,9	23,7	19,8		0,2										
Rendement des capitaux propres avant amortissement (%)	24,4	24,3	20,3		0,1										
Lever d'exploitation avant amortissement (%)	3,3	(2,8)	0,3		n.s.	4,1	(1,5)	0,7		n.s.	2,2	(7,0)	(1,7)		n.s.
Ratio de productivité (bic) (%)	58,4	60,3	58,9		(1,9)	54,0	56,1	55,4		(2,1)	79,0	81,0	76,3		(2,0)
Ratio de productivité avant amortissement (bic) (%)	57,8	59,7	58,1		(1,9)	53,9	56,1	55,3		(2,2)	76,0	77,5	72,8		(1,5)
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (%)	3,13	2,87	2,97		0,26	3,13	2,84	2,89		0,29	3,12	3,00	3,37		0,12
Capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	6 095	5 292	6 193	803	15										
Actif productif moyen	147 907	145 912	136 449	1 995	1	119 313	120 999	114 791	(1 686)	(1)	28 594	24 913	21 658	3 681	15
Solde moyen des prêts et acceptations	145 122	144 067	136 907	1 055	1	120 588	122 156	116 033	(1 568)	(1)	24 534	21 911	20 874	2 623	12
Solde moyen des dépôts	120 407	105 729	100 815	14 678	14	96 430	86 464	82 029	9 966	12	23 977	19 265	18 786	4 712	24
Actif sous administration	35 544	37 122	33 258	(1 578)	(4)	24 513	23 502	14 160	1 011	4	11 031	13 620	19 098	(2 589)	(19)
Effectif : équivalent de durée normale	19 733	20 665	20 257	(932)	(5)	16 031	16 517	16 697	(486)	(3)	3 702	4 148	3 560	(446)	(11)

n.s. – non significatif

PE États-Unis – Principales données financières (en millions de dollars américains)

Au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date						
Revenu total		973	959	833	14	2
Frais autres que d'intérêts		769	773	634	(4)	(1)
Revenu net		94	95	107	(1)	(1)
Revenu net avant amortissement		118	121	130	(3)	(2)
Actif productif moyen		24 504	24 103	19 855	401	2
Solde moyen des prêts et acceptations		21 017	21 203	19 136	(186)	(1)
Solde moyen des dépôts		20 596	18 657	17 218	1 939	10

Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada

Nous promettons à nos clients une expérience exceptionnelle et toute la clarté dont ils ont besoin pour les aider à prendre des décisions financières avisées. En collaboration avec nos collègues de toutes les entités de l'organisation, nous offrons à plus de sept millions de clients une gamme complète de produits et services, notamment des solutions en matière de services bancaires courants, de financement, d'investissement, de cartes de crédit et d'assurance crédit, de même qu'une offre intégrée de produits aux entreprises, de produits liés aux marchés financiers et de services conseils. Nous intensifions notre présence et facilitons l'accès aux services bancaires à nos clients, grâce à un réseau intégré d'envergure nationale, qui comprend les succursales de BMO Banque de Montréal, des services bancaires par téléphone ou en ligne et des guichets automatiques, de même qu'à l'expertise des spécialistes – Prêts hypothécaires et des planificateurs financiers.



« Nous obtenons des rendements solides en nous démarquant de la concurrence, en nous concentrant sur une vision et sur une promesse de la marque qui ont le client comme point de départ. »

Frank Techar
Président et chef de la direction
Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada

Forces et facteurs de création de valeur

- Une forte position concurrentielle dans les services bancaires aux entreprises, comme en fait foi notre classement au deuxième rang pour la part de marché des prêts aux PME de 5 millions de dollars et moins.
- Une gamme complète de services bancaires courants combinée à notre programme de fidélisation de la clientèle AIR MILES^{MD2}, reconnu comme étant le meilleur du secteur.
- Des pratiques efficaces en matière de gestion du risque de crédit qui nous permettent d'offrir à nos clients des solutions de financement en tout temps, quelle que soit la conjoncture.
- Une méthode de gestion du rendement rigoureuse incluant la planification, le suivi, l'évaluation et l'assistance professionnelle.

Défis

- L'incertitude concernant le rythme de la reprise économique devrait avoir des répercussions sur la demande relative à certains produits et services.
- Le rythme du changement et des innovations technologiques s'étant accéléré, les clients ont facilement accès à une gamme de plus en plus vaste de produits et de services offerts, tant par d'anciens que de nouveaux concurrents.
- La forte concurrence dans le secteur des comptes de dépôt entraîne un rétrécissement des marges.
- Le resserrement des normes de gouvernance, de sécurité de l'information et de gestion des fraudes par les organismes de réglementation exerce une pression accrue sur nos ressources.

Nos secteurs d'activité

Les **Services bancaires aux particuliers** offrent des solutions financières pour répondre aux besoins des clients en matière de services bancaires courants, de financement, d'investissement et d'assurance crédit. Environ 20 % des ménages au Canada font affaire avec nous. Notre réseau de vente et de distribution multicircuits intégré d'envergure nationale permet d'offrir commodité et choix aux clients pour répondre à leurs besoins bancaires.

Les **Services bancaires aux entreprises** offrent à notre clientèle de petites entreprises, de PME et de moyennes entreprises une vaste gamme de produits et services bancaires. Nous proposons une offre intégrée de produits aux entreprises, de produits liés aux marchés financiers et de services conseils.

Les **Services de cartes et de paiement** offrent des options de paiement souples et sécuritaires à nos clients. Nous sommes l'un des plus importants émetteurs de cartes MasterCard^{MD3} au Canada.

Nos stratégies

Dans le but de réussir sur le marché canadien, nous allons offrir une expérience client de qualité supérieure en tout temps et maximiser la productivité de notre réseau de vente et de distribution.

Nos moyens de différenciation

- Exceller en matière de vente et de gestion du rendement.
- Tirer parti de nos connaissances sur les clients pour proposer de nouvelles offres et faire progresser les résultats de notre programme de marketing.
- Concentrer nos investissements et affecter nos ressources de façon à maximiser les occasions d'affaires et de distribution de valeur supérieure.
- Repenser nos processus de base et tirer parti de nos technologies pour améliorer l'expérience client, accroître la disponibilité des employés de première ligne et réduire les coûts d'exploitation.
- Se doter d'un effectif des plus compétents et former des gestionnaires hiérarchiques qui exercent un leadership fort.

Principaux facteurs et mesures de rendement	2009	2008	2007
Revenu – services bancaires aux particuliers (en millions de dollars)	2 478	2 427	2 340
Croissance des prêts aux particuliers (%) 1	4,2	5,2	4,1
Croissance des dépôts de particuliers (%)	13,6	4,9	1,2
Revenu – services bancaires aux entreprises (en millions de dollars)	1 531	1 377	1 383
Croissance des prêts aux entreprises (%) 1	1,6	9,7	8,1
Croissance des dépôts d'entreprises (%)	7,3	6,4	10,4
Revenu tiré des services de cartes (en millions de dollars)	1 254	1 074	910
Croissance des prêts sur cartes de crédit (%)	7,0	13,8	12,0
Levier d'exploitation (%)	4,0	(1,2)	0,7
Croissance du revenu (%)	7,9	5,3	3,3
Croissance du revenu net (%)	15,1	5,3	5,7
Indice d'engagement des employés (%) 2	75	73	75

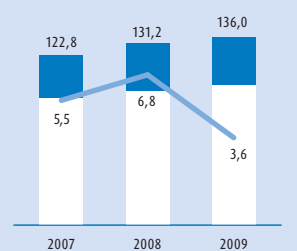
1) Y compris les prêts à la consommation et les prêts hypothécaires courants, les acceptations et les prêts titrisés.

2) Source : Sondage annuel auprès des employés de BMO effectué par Burke Inc., entreprise de recherche indépendante.

Mise en garde

La section Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada contient des déclarations prospectives. Voir l'encadré intitulé Mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Prêts* et croissance des prêts (y compris les acceptations et les prêts titrisés)

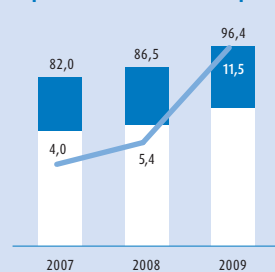


— Croissance totale des prêts (%)
■ Entreprises (en milliards de dollars)
■ Particuliers et cartes (en milliards de dollars)

La croissance des prêts a été favorisée par les prêts aux particuliers.

* Les prêts inscrits au bilan s'établissaient à 121 milliards, 122 milliards et 116 milliards respectivement en 2009, 2008 et 2007.

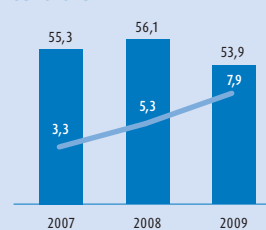
Dépôts et croissance des dépôts



— Croissance totale des dépôts (%)
■ Entreprises (en milliards de dollars)
■ Particuliers (en milliards de dollars)

La croissance des dépôts a été stimulée par les dépôts à terme de particuliers, les dépôts à vue et à préavis, ainsi que les dépôts d'entreprises.

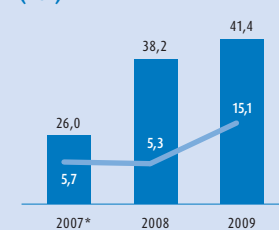
Ratio de productivité avant amortissement et croissance du revenu



— Croissance du revenu (%)
■ Ratio de productivité avant amortissement (%)

Notre ratio de productivité avant amortissement s'est amélioré de 220 points de base en raison d'une forte croissance des revenus et d'un contrôle efficace des coûts.

Croissance du revenu net et rendement des capitaux propres (RCP)



— Croissance du revenu net (%)
■ Rendement des capitaux propres (%)

Grâce à la croissance du revenu, le revenu net et le RCP ont augmenté.

* Le RCP de 2007 n'est pas comparable à celui des exercices subséquents, en raison de l'adoption de Bâle II. Voir la page 47.

Objectifs et réalisations du groupe en 2009

Continuer à améliorer l'expérience client et se démarquer de la concurrence sur le marché canadien.

- Nous avons adopté, à l'échelle de l'organisation, une approche centrée sur le client. Nos employés respectent tous une vision et une promesse de la marque qui reposent toutes deux sur la prestation d'une expérience client exceptionnelle. Nous recrutons des employés qui manifestent des prédispositions en matière de service à la clientèle de qualité exceptionnelle et nous avons investi dans de nouveaux programmes de vente et de formation destinés aux employés de première ligne, dans le but de nous distinguer de la concurrence.

Tirer profit des améliorations apportées à notre méthode de gestion du rendement pour faire progresser les résultats en matière de revenus et de fidélisation de la clientèle.

- Les revenus se sont accrus de 8 % et ont atteint le chiffre record de 5,3 milliards de dollars, et les résultats en matière de fidélisation de la clientèle se sont améliorés. Nous avons continué à évaluer notre rendement de manière rigoureuse pour produire des résultats plus solides et accroître la fidélité de la clientèle. Nous avons revu notre méthode de gestion du rendement dans l'optique de motiver et de rémunérer les employés en fonction d'objectifs qui ont une incidence directe sur l'amélioration des résultats financiers et la fidélisation de la clientèle. Nous avons également modifié la structure de rémunération au rendement pour mieux différencier les rendements, et fait appel à de nouvelles données sur la productivité dans notre processus de planification et d'affectation des ressources.

Proposer de nouvelles offres irrésistibles qui feront progresser nos résultats.

- Nous poursuivons nos efforts en vue de déterminer ce que les clients veulent et ce dont ils ont besoin, et nous lançons de nouvelles offres sur le marché dans des délais plus courts. Forts de nos connaissances sur les clients, nous avons présenté plusieurs offres qui concrétisent notre promesse de la marque, soit de clarifier les questions financières afin que les clients puissent prendre des décisions qui ont du sens, notamment le Compte d'épargne bonifiée BMO, le compte d'épargne libre d'impôt, la Formule futée BMO, la Trousse d'achat première maison BMO et les indispensables BMO Entreprises. Nous avons été la première banque au Canada à offrir un régime enregistré d'épargne-invalidité. Nous avons également simplifié et amélioré notre gamme complète de produits de cartes de crédit pour offrir davantage de récompenses et aider le client à choisir une carte de crédit qui répond à ses besoins.
- Le 24 novembre 2009, nous avons annoncé la conclusion d'une entente d'achat de la franchise nord-américaine de Diners Club. Grâce à cette acquisition, nos clients auront accès à un programme de tout premier plan en matière de cartes de dépenses de voyage et de représentation pour employés.

Améliorer la productivité de notre réseau de vente et de distribution.

- Nous avons continué à investir dans notre réseau de vente et de distribution; nous avons ouvert 12 nouvelles succursales et en avons réorganisé 20 autres.
- Nous sommes à construire dans la région du Grand Toronto un nouveau centre contact clientèle intégré qui devrait être inauguré en novembre 2010.
- Nous avons continué à investir dans l'amélioration de nos capacités en ligne en offrant à nos clients davantage d'information et en simplifiant pour eux la gestion de leurs finances.

Repenser nos processus de base et nos technologies pour offrir une expérience client de qualité exceptionnelle, accroître la capacité du personnel de première ligne et réduire les coûts.

- Nous avons repensé notre processus d'ouverture de compte pour améliorer la constance et la qualité de l'expérience client.
- Nous avons amélioré divers processus en succursale dans le but d'accroître la capacité du personnel, et avons notamment automatisé certaines activités et transféré certaines fonctions aux services de soutien.
- Nous avons rationalisé les rapports des succursales, initiative qui nous a permis de réduire notre consommation de papier de 10 millions de feuilles par année.

Objectifs du groupe en 2010

- Continuer à améliorer l'expérience client et nous démarquer de la concurrence sur le marché canadien.
- Tirer parti des améliorations apportées à notre méthode de gestion du rendement pour faire progresser les résultats en matière de revenus et de fidélisation de la clientèle.
- Proposer de nouvelles offres irrésistibles qui feront progresser nos résultats.
- Améliorer la productivité de notre réseau de vente et de distribution.
- Repenser nos processus de base et nos technologies pour offrir une expérience client de qualité exceptionnelle, accroître la capacité du personnel de première ligne et réduire les coûts.

Contexte et perspectives au Canada

La récession qui a débuté au Canada à la fin de 2008 s'est prolongée pendant le premier semestre de 2009. L'activité économique, tout compte fait, a été plus forte au Canada qu'aux États-Unis, notamment du fait que les banques canadiennes et les marchés de l'habitation se sont révélés plus stables que ceux des États-Unis. On a enregistré un ralentissement de la croissance du solde des prêts hypothécaires à l'habitation en 2009, bien que les conditions du marché immobilier résidentiel se soient améliorées sous l'effet des faibles taux hypothécaires, d'une plus grande abordabilité et des mesures incitatives engagées par l'État. La croissance des dépôts des particuliers a été forte, reflétant une augmentation de l'épargne des ménages prudents et une migration substantielle des actifs détenus dans des fonds d'actions vers les dépôts et les instruments du marché monétaire, surtout au premier semestre de l'année. Du côté des services bancaires aux entreprises, on a aussi enregistré une forte croissance des dépôts, qui pourrait s'expliquer par des décisions de maintenir des liquidités dans un contexte de faibles flux de trésorerie résultant du ralentissement économique. La croissance des prêts aux entreprises a subi un repli important en 2009, reflétant une forte diminution des investissements des entreprises, après une croissance vigoureuse enregistrée au cours des trois dernières années.

On s'attend à ce que la récente reprise économique se consolide modérément en 2010. Malgré l'amélioration de la conjoncture économique, le rendement des produits financiers reflétera probablement les effets de la récession. En ce qui a trait aux services bancaires aux particuliers, la croissance des dépôts devrait être tempérée par une croissance relativement faible des revenus des particuliers et le redéploiement des dépôts entre des fonds d'actions et des fonds d'investissement à long terme. Les ventes d'habitations devraient se maintenir à un niveau vigoureux, mais augmenter à un rythme plus modéré. Par conséquent, il est à prévoir que la croissance du solde des prêts hypothécaires à l'habitation subira un ralentissement de nouveau en 2010. Dans le secteur des services bancaires aux entreprises, la demande de prêts hypothécaires autres qu'à l'habitation et de prêts aux entreprises risque de demeurer faible au cours du premier semestre, et les conditions devraient s'améliorer au deuxième semestre. La croissance des dépôts d'entreprises devrait également ralentir en 2010 du fait que les flux de trésorerie vont sans doute demeurer en deçà de la normale.

Résultats financiers des Services bancaires PE – Canada

Le revenu net des Services bancaires PE – Canada a atteint 1 392 millions de dollars, une hausse de 183 millions, ou de 15 %, par rapport à l'exercice précédent.

Le revenu a progressé de 385 millions de dollars, ou de 8 %, et s'est établi à 5 263 millions, à la suite de la croissance des volumes pour la plupart des produits ainsi que de l'amélioration de la marge nette d'intérêts. La marge nette d'intérêts a été de 3,13 %, une hausse de 29 points de base par rapport à l'exercice précédent. La hausse a été largement attribuable à la titrisation de prêts hypothécaires à faible marge, à l'incidence du fait que la croissance des dépôts a dépassé celle des prêts et aux taux préférentiels favorables comparativement aux taux des acceptations bancaires.

Dans le secteur des services bancaires aux particuliers, le revenu a augmenté de 51 millions de dollars, ou de 2 %. Cette augmentation s'explique par la croissance des volumes des prêts aux particuliers et des dépôts de particuliers, par l'amélioration de la marge nette d'intérêts ainsi que par la hausse des frais de service, lesquelles ont été en partie neutralisées par la diminution des revenus tirés de la titrisation et des produits de fonds d'investissement.

Dans le secteur des services bancaires aux entreprises, le revenu s'est accru de 154 millions de dollars, ou de 11 %. L'augmentation découle de la croissance du volume des dépôts, de l'amélioration de la marge nette d'intérêts et de la hausse des frais de service.

Le revenu des services de cartes et de paiement a augmenté de 180 millions de dollars, ou de 17 %. L'augmentation a été attribuable à la croissance des soldes, à l'élargissement des marges ainsi qu'à la hausse du revenu des services de paiement.

Les frais autres que d'intérêts se sont chiffrés à 2 843 millions de dollars, une hausse de 107 millions, ou de 3,9 %, par rapport à 2008. Cette hausse a découlé des augmentations des avantages sociaux, de la rémunération liée au rendement et des coûts d'occupation et des services de paiement, augmentations qui ont été partiellement compensées par la baisse des dépenses liées à divers projets et par les économies résultant de l'effectif moins important. Notre ratio de productivité avant amortissement s'est établi à 53,9 %, ce qui représente une amélioration de 220 points de base, la croissance des revenus ayant dépassé celle des frais.

En 2009, les activités de placement à terme ont été transférées aux Services bancaires PE – Canada puisqu'elles s'harmonisent mieux avec la stratégie de produits de détail de ce groupe d'exploitation. Parallèlement, toutes les activités d'assurance de BMO sont désormais exercées au sein du groupe Gestion privée. Tous les chiffres des périodes précédentes ont été reclassés pour refléter ce transfert.

Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis

« Nous sommes la banque qui aide. » Nous servons plus de 1,2 million de clients dans des marchés choisis du Midwest américain, avec la collaboration des autres secteurs de Harris et de BMO, pour clarifier les questions d'argent et ainsi aider les clients à prendre des décisions et à gérer leurs finances. Grâce à notre réseau de distribution intégré comprenant 280 succursales, un centre d'appels primé, une plateforme de services bancaires en ligne et plus de 650 guichets automatiques, nous offrons à nos clients un service de qualité exceptionnelle. Nous jouons également un rôle actif auprès de leurs collectivités.



« Nous concentrons nos efforts sur la prestation d'une expérience client exceptionnelle en tout temps, ce qui permet à Harris de se démarquer dans les marchés où elle exerce ses activités et d'enregistrer une croissance rentable. »

Ellen Costello
Présidente et chef de la direction
Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis
et Harris Financial Corp.

Forces et facteurs de création de valeur

- Une tradition riche de plus de 125 ans dans le Midwest américain, une marque bien établie – Harris – et un engagement à l'égard de l'excellence du service, comme en fait foi notre taux élevé en matière de fidélité de la clientèle.
- Un vaste réseau de distribution de plus en plus intégré, qui se classe parmi les trois premiers en ce qui a trait à la part de dépôts dans la plupart des marchés où nous exerçons nos activités.
- D'étroites relations de travail avec nos partenaires clés du groupe Gestion privée et de BMO Marchés des capitaux, nous donnant la possibilité de mettre à profit les capacités et l'envergure de BMO Groupe financier.

Défis

- La conjoncture économique demeure difficile, bien qu'elle montre des signes d'amélioration. On s'attend à ce que la demande de prêts amorce une légère remontée en 2010.
- La surveillance réglementaire est de plus en plus rigoureuse et on prévoit des exigences additionnelles en matière de réglementation et de conformité.
- Après plus d'une décennie de primes peu élevées voire nulles, la FDIC a rétabli ses primes de base et les a relevées.
- Le marché de la région de Chicago demeure vivement concurrentiel dans un contexte où les banques se livrent une concurrence féroce sur le plan de la tarification des prêts et des dépôts pour préserver et accroître leur part de marché.

Nos secteurs d'activité

Les **Services bancaires PE – États-Unis** offrent une gamme complète de produits et services aux particuliers et aux entreprises, notamment des services de dépôt et d'investissement, des prêts hypothécaires, des prêts à la consommation, des prêts aux entreprises, des services de gestion de trésorerie et d'autres services bancaires.

Nos stratégies

- Transformer les capacités de notre réseau de vente et de distribution et l'aménagement des sommes qui y sont consacrées pour réagir à l'évolution des comportements et des attentes des clients.
- Faire équipe avec le groupe Gestion privée pour tirer parti des occasions d'affaires non exploitées que présente notre clientèle en matière de gestion de patrimoine.
- Adopter une démarche proactive de type consultatif dans l'optique d'élargir les relations établies avec les clients, tout en améliorant la productivité et le rendement dans le secteur des services aux entreprises.
- Stimuler la croissance à l'échelle de notre réseau de distribution de services bancaires en concentrant nos efforts sur l'accroissement de la clientèle et des dépôts de base. Continuer de rechercher des occasions de fusions et acquisitions, d'ajout de succursales, d'offres de nouveaux produits et d'accroissement des capacités de nos canaux de distribution.
- Encourager la productivité sur le plan individuel et de l'équipe en misant sur la clarification des rôles, l'évaluation du rendement, la rémunération axée sur les résultats, une méthode de gestion du rendement rigoureuse et le renouvellement proactif de notre bassin d'employés prometteurs.

Nos moyens de différenciation

- Une culture axée sur le client qui vise avant tout à comprendre les principaux besoins financiers de nos clients en vue de les satisfaire.
- Une approche centrée sur l'équipe qui mobilise les capacités de l'organisation au profit de nos clients.
- Une gestion des ventes et un leadership efficaces qui encouragent le personnel affecté à la vente et au service à exceller.
- Une méthode de gestion du rendement rigoureuse et transparente qui soutient nos objectifs, qui motive les employés et récompense le rendement supérieur.
- Une marque solide qui est synonyme de force, de stabilité et d'aide.

Principaux facteurs et mesures de rendement	2009	2008	2007
Croissance du solde moyen des prêts en dollars américains (%) ¹⁾	(0,9)	10,8	11,4
Croissance du solde moyen des dépôts en dollars américains (%)	10,4	8,4	8,4
Levier d'exploitation avant amortissement (en dollars américains) (%)	1,6	(7,0)	(1,6)
Nombre de succursales	280	281	232
Indice d'engagement des employés ²⁾	74	74	72
Taux de recommandation net ³⁾	44	42	41

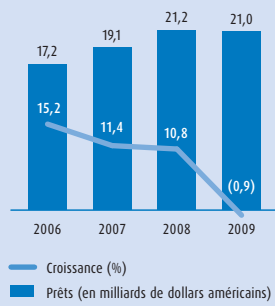
1) Fondée sur les prêts courants.

2) Source : Sondage annuel auprès des employés de BMO effectué par Burke Inc., entreprise de recherche indépendante.

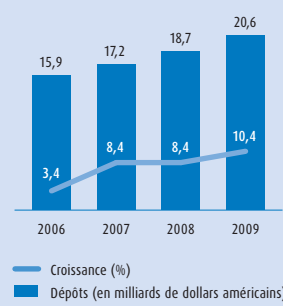
3) Mesure de fidélisation de la clientèle.

Mise en garde

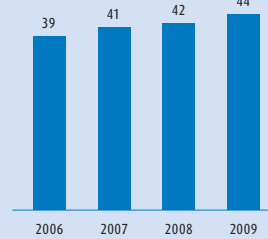
La section Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis contient des déclarations prospectives. Voir l'encadré intitulé Mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Prêts et croissance des prêts

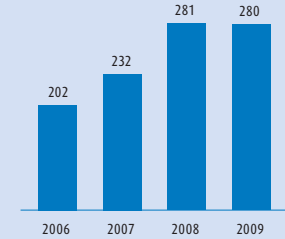
Solides résultats au chapitre de l'octroi de prêts hypothécaires et automobiles, les soldes des portefeuilles reflétant toutefois les ventes de prêts hypothécaires et les remboursements.

Dépôts et croissance des dépôts

La croissance des dépôts démontre que nous avons continué de concentrer nos efforts sur les nouveaux dépôts.

Taux de recommandation net

Nous continuons d'enregistrer des progrès en matière de fidélisation de la clientèle.

Nombre de succursales

L'acquisition de Merchants and Manufacturers Bancorporation et de la Ozaukee Bank nous a permis d'élargir de façon considérable notre réseau de succursales en 2008.

Objectifs et réalisations du groupe en 2009

Améliorer nos résultats financiers, en mettant l'accent sur la croissance des revenus et la gestion efficace des coûts.

- En dollars américains, abstraction faite de l'incidence des prêts douteux, des gains et charges liés à Visa, de l'intégration des acquisitions et des indemnités de licenciement :
 - les revenus se sont accrus de 9 % (2 % selon les états financiers);
 - le revenu net s'est accru de 15 % (-0,6 % selon les états financiers);
 - le ratio de productivité avant amortissement s'est amélioré de 190 points de base et s'établit à 70,2 % (150 points de base selon les états financiers).
- Nous avons constaté une augmentation des dépôts de 1,9 milliard de dollars américains, ou de 10 %, et une augmentation des dépôts de base des particuliers de 0,2 milliard de dollars américains, comparativement à une baisse de 0,5 milliard de dollars américains en 2008.
- Nous avons continué de mettre l'accent sur le contrôle des frais, notamment en privilégiant une gestion active de l'effectif qui a conduit à une réduction de notre effectif de plus de 11 %.

Continuer à tirer parti de notre position de chef de file dans la région de Chicago et à accroître notre présence et notre visibilité dans tous les autres marchés où nous choisissons d'exercer des activités.

- Tirant parti du succès de la campagne « Nous sommes une banque qui aide » dans nos marchés, Harris a accru sa part de voix, une mesure de l'effort publicitaire, qui est passée de 3 % en 2008 à 10 % en 2009.
- Harris a maintenu son classement au deuxième rang pour la part de marché des dépôts de particuliers du Grand Chicago, et affiche des résultats en hausse de 7 %, alors que les plus grandes banques accusent un recul de leur part de marché. La croissance enregistrée par Harris est attribuable à nos efforts ciblés et intégrés en matière de vente et d'expansion de la clientèle, soutenus par notre engagement actif auprès de la collectivité.

Offrir une expérience client hors du commun qui incite le client à recommander notre organisation, notre taux de recommandation net servant d'outil de mesure.

- Notre taux de fidélité de la clientèle des services bancaires de détail aux États-Unis demeure élevé tandis que ceux enregistrés par nos concurrents ont diminué. Notre taux de recommandation net par la clientèle des services bancaires de détail aux États-Unis s'établit à 44 en 2009, ce qui représente une augmentation de 2 points par rapport à 2008.

Objectifs du groupe en 2010

- Maintenir un taux élevé en matière de fidélité de la clientèle.
- Améliorer nos résultats financiers en mettant l'accent sur la croissance des revenus et la gestion efficace des coûts.
- Optimiser notre réseau de distribution intégré et élargir notre base clientèle de ménages par la croissance interne.
- Tirer parti de notre position de chef de file dans la région de Chicago et accroître notre présence et notre visibilité dans tous les autres marchés où nous choisissons d'exercer des activités.

Contexte et perspectives aux États-Unis

Le marché des services financiers de la région de Chicago, qui compte plus de 240 institutions de dépôt, demeure l'un des plus fragmentés aux États-Unis. Depuis 1997, Harris et les deux autres plus grandes banques de la région de Chicago détiennent ensemble entre 25 % et 37 % du marché des services de dépôt aux particuliers et aux entreprises. La région de Chicago demeure un marché fortement convoité du fait qu'il présente un potentiel de croissance élevé, en raison de cette fragmentation. Les institutions concurrentes s'efforcent de conquérir une part de marché au moyen d'acquisitions, d'une tarification alléchante, ou encore en continuant d'investir dans leur marque. Le paysage concurrentiel a changé en raison de la consolidation accrue du marché découlant des acquisitions menées par les organismes de réglementation (l'acquisition de la Washington Mutual par la J.P. Morgan Chase, l'acquisition de la National City par la PNC Bank et l'acquisition des dépôts et des succursales de la Corus Bank par la MB Financial), ainsi que des acquisitions menées par des banques (acquisition de la LaSalle Bank par la Bank of America).

Nous nous attendons à ce que l'économie locale de Chicago connaisse une timide reprise en 2010, suivant l'économie américaine dans son ensemble. Le faible prix des maisons continuera probablement à tempérer la demande de prêts sur valeur domiciliaire, mais les taux d'intérêt peu élevés devraient accroître la demande de prêts hypothécaires à l'habitation. Le niveau des dépenses de consommation est demeuré faible en 2009, mais devrait augmenter modérément en 2010.

En 2010, nous comptons poursuivre notre stratégie de croissance interne et miser sur notre plateforme actuelle en tirant profit des perturbations du marché. Nous allons nous employer à améliorer nos résultats financiers en concentrant nos efforts sur la croissance des revenus et la gestion efficace des coûts. Nous misons sur l'établissement de relations durables avec les clients pour consolider notre réputation de banque forte, stable et orientée client.

Résultats financiers des Services bancaires PE – États-Unis

Le revenu net des Services bancaires PE – États-Unis s'est établi à 109 millions de dollars en 2009, une augmentation de 13 millions, ou de 14 %, par rapport à 2008. En dollars américains, le revenu net a reculé de 1 million, ou de 1 %, pour s'établir à 94 millions. Les prêts douteux ont eu pour effet de réduire le revenu net de 46 millions de dollars américains en 2009, comparativement à 22 millions de dollars américains en 2008. Les revenus ont augmenté de 14 millions de dollars américains, ou de 2 %. Les frais autres que d'intérêts ont diminué de 4 millions de dollars américains, ou de 1 %.

Le revenu net avant amortissement s'établit à 162 millions de dollars américains, après rajustements pour tenir compte de l'incidence des prêts douteux, des coûts d'intégration, de la provision constituée au titre du litige impliquant Visa et de la vente partielle, en 2008, de notre investissement dans Visa, soit une hausse de 13 millions de dollars américains, ou de 9 %, comparativement à l'exercice précédent.

Après les mêmes rajustements, le revenu a augmenté de 81 millions de dollars américains, ou de 9 %, ce qui reflète la forte croissance du volume des dépôts, les résultats sur un exercice complet de nos acquisitions au Wisconsin (33 millions de dollars américains) et la hausse des gains sur la vente de prêts hypothécaires.

De façon similaire, les frais ont augmenté de 38 millions de dollars américains, ou de 5 %, ce qui reflète les résultats sur un exercice complet des acquisitions au Wisconsin (26 millions de dollars américains).

Le ratio de productivité avant amortissement de PE – États-Unis a augmenté de 150 points de base et se situe à 76,0 %. Abstraction faite de l'incidence de la provision constituée au titre du litige impliquant Visa et de la vente partielle de notre placement, des prêts douteux, des indemnités de licenciement et des coûts d'intégration des acquisitions, le ratio de productivité avant amortissement s'est établi à 70,2 %.

Groupe Gestion privée

Le groupe Gestion privée (groupe GP) offre une vaste gamme de produits et de solutions de gestion de patrimoine à une grande diversité de segments de clientèle, du marché grand public aux clients à valeur nette très élevée en passant par certains segments choisis de clients institutionnels. Sous les marques BMO au Canada et Harris aux États-Unis, l'éventail de services du groupe GP au Canada comprend des services de courtage traditionnels et en ligne ainsi que des services d'assurance. Le groupe offre par ailleurs, tant au Canada qu'aux États-Unis, des services de gestion bancaire privée et des produits de placement.



« Pour aider nos clients à atteindre leurs objectifs, nous clarifions les questions d'argent, nous élaborons des solutions novatrices et nous leur offrons des conseils d'expert en matière de planification financière et de retraite. »

Gilles Ouellette

Président et chef de la direction
Groupe Gestion privée

Forces et facteurs de création de valeur

- Approche axée sur la planification et les services conseils intégrant des solutions en matière de placement, d'assurance, de services spécialisés en gestion de patrimoine et de services bancaires de base.
- Prestige, reconnaissance et fiabilité de la marque.
- Importante présence sur le marché canadien et présence stratégique dans la région de Chicago et dans certains marchés choisis des États-Unis où les services de gestion de patrimoine connaissent une forte croissance.
- Accès à la vaste clientèle et au réseau de distribution étendu de BMO à l'échelle du Canada et des États-Unis.
- Culture d'innovation fondée sur la volonté de se démarquer de la concurrence.

Défis

- Volatilité des marchés boursiers dans un contexte marqué par des taux d'intérêt historiquement bas et l'incertitude persistante quant au rythme de reprise de l'économie
- Érosion de la confiance des consommateurs à l'égard des possibilités offertes par les marchés
- Exigences réglementaires accrues nécessitant une surveillance et un engagement proactifs
- Rivalité pour les talents les plus prometteurs

Nos secteurs d'activité

Les **services de placement traditionnels** offerts par BMO Nesbitt Burns^{MD*} au Canada comprennent une vaste gamme de services conseils en matière de placement et de gestion de patrimoine. Nous tirons profit de nos capacités en planification financière, de nos nombreux partenariats internes et externes et de la qualité de nos produits pour créer l'expérience client exceptionnelle et offrir des solutions intégrées et orientées client.

Les **services de courtage en ligne** sont dispensés au Canada par BMO Ligne d'action^{MD}. La qualité supérieure de l'expérience client repose sur notre capacité à comprendre et à prévoir les besoins de nos clients. Nous offrons aux titulaires de comptes autogérés les outils dont ils ont besoin pour effectuer comme ils l'entendent la planification, les recherches et la gestion que nécessitent leurs décisions de placement. Grâce à notre gamme étendue de services novateurs, nous attirerons de nouveaux clients en plus d'accroître le volume de transactions de nos clients.

La **gestion bancaire privée en Amérique du Nord** est offerte par l'intermédiaire de BMO Banque privée Harris au Canada et de Harris Private Bank^{MD†} aux États-Unis. Nous avons gagné la confiance de nos clients en leur offrant une proposition de valeur axée sur la planification et les services conseils. Cette proposition spécialement conçue pour les clients à valeur nette élevée et très élevée comprend aussi bien des solutions individuelles que des stratégies élaborées résultant d'un travail d'équipe.

Nos stratégies

Nous entendons être le fournisseur de solutions de gestion de patrimoine modèle en matière d'expérience client exceptionnelle, et aider nos clients à se constituer un actif, à le préserver et à le faire croître. Notre stratégie de base consiste à offrir, en matière de gestion de patrimoine, une expérience client distinctive, particulièrement dans les domaines de la planification financière et de la planification de la retraite. À cette fin, nous allons :

- clarifier les questions financières complexes et offrir des solutions de gestion de patrimoine de premier choix;
- créer une culture axée sur l'innovation;
- continuer d'investir sélectivement pour créer davantage de valeur;
- améliorer la productivité et simplifier les processus et les produits.

Nos moyens de différenciation

- Offrir une expérience client exceptionnelle et simplifier les questions financières complexes.
- Attirer, développer et retenir les talents les plus prometteurs.
- Collaborer efficacement au sein du groupe GP et avec les autres entités de BMO Groupe financier.

Principaux facteurs et mesures de rendement

	2009	2008	2007
Augmentation (diminution) de l'actif sous gestion (%)	5,0	(16,2)	9,0
Augmentation (diminution) de l'actif sous gestion et de l'actif sous administration (%)	7,5	(13,7)	8,0
Augmentation de l'effectif (EDN) (%)	1,7	3,9	4,1
Indice d'engagement des employés (%) 1)	74	75	76

Les mesures de rendement excluent l'incidence des entreprises vendues ou transférées et l'incidence des variations du taux de change entre les dollars canadien et américain.

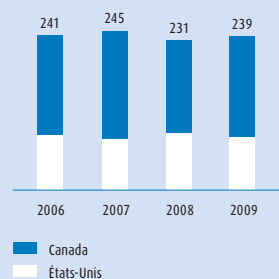
1) Source : Sondage annuel auprès des employés de BMO effectué par Burke Inc., entreprise de recherche indépendante.

Les **produits de placement** regroupent les produits relatifs aux BMO Fonds d'investissement, aux Fonds BMO Guardian, aux fonds indiciaires négociables en bourse (FINB) BMO et au groupe BMO Gestion d'actifs^{MD}. Dans le cadre de nos activités liées aux fonds de placement et aux FINB, nous aidons nos clients à bien préparer leur avenir en leur donnant accès, par divers circuits de distribution, à des services conseils en gestion de patrimoine et à des solutions de placement novatrices axées principalement sur le marché de la retraite. BMO Gestion d'actifs est notre centre d'excellence en gestion de placements pour le Canada, les États-Unis et l'Europe.

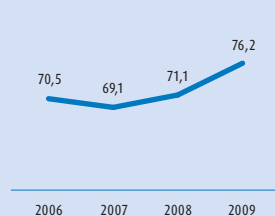
Les **services d'assurance** sont offerts par BMO Assurance au Canada. Nous visons à devenir chef de file dans le marché de l'assurance grâce à des solutions simples et attrayantes intégrées à nos offres globales de services de gestion de patrimoine qui renforcent notre position bien établie dans le domaine de la planification de la retraite. Nos produits et services comprennent l'assurance crédit, l'assurance vie, les rentes et d'autres produits de gestion de patrimoine.

Mise en garde

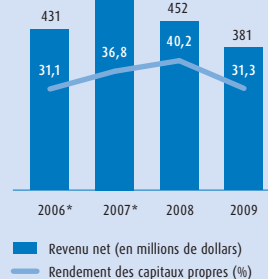
La section Groupe Gestion privée contient des déclarations prospectives. Voir l'encadré intitulé Mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Actif sous gestion et sous administration (en milliards de dollars)

La valeur des actifs des clients a été plus faible pendant la majeure partie de 2009 mais elle a remonté au quatrième trimestre.

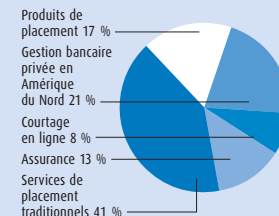
Ratio de productivité avant amortissement (%)

L'augmentation de notre ratio de productivité avant amortissement est principalement attribuable à la réduction des revenus.

Revenu net et rendement des capitaux propres

Le recul du revenu net s'explique par les difficultés sur les marchés boursiers et les faibles taux d'intérêt.

* Le RCP pour les exercices antérieurs à 2008 n'est pas comparable à celui pour les derniers exercices, en raison de l'adoption de Bâle II. Voir la page 47.

Revenus par secteur d'activité en 2009 (%)

L'inclusion des activités d'assurance de BMO nous permet d'harmoniser les éléments de notre stratégie de gestion de patrimoine et de combiner toutes nos capacités et compétences en matière d'assurance.

Objectifs et réalisations du groupe en 2009

Innovier au sein des circuits de ventes et améliorer nos produits et nos solutions afin de répondre aux besoins des clients.

- Nous avons fait l'acquisition de BMO Société d'assurance-vie (anciennement Compagnie d'Assurance-Vie AIG du Canada), ce qui s'est traduit par l'ajout de 300 employés et de 400 000 clients. Nous avons également consolidé nos activités d'assurance au sein du groupe GP afin de renforcer l'harmonisation de nos priorités stratégiques et de répondre à tous les besoins du client au moyen de solutions d'une même marque.
- Nous avons lancé une famille de fonds indiciels négociables en bourse; ces produits de placement peu coûteux offrent aux clients un excellent point de départ pour constituer un portefeuille de placements bien diversifié.
- Nous avons été la première banque au Canada à offrir un régime enregistré d'épargne-invalidité, qui permet aux personnes handicapées d'améliorer leur sécurité financière à long terme.
- Nous avons continué de renforcer les capacités de BMO Ligne d'action en améliorant les outils disponibles en ligne et l'information offerte aux clients. L'amélioration continue est l'un des facteurs qui nous vaut de figurer au premier rang des services de courtage en ligne appartenant à une banque selon *The Globe and Mail* dans le classement 2009 des services de courtage en ligne.
- Nous continuons d'être reconnus pour la qualité des produits et services de BMO Fonds d'investissement. Pour la troisième année de suite, Dalbar Inc. nous a classés au premier rang pour la qualité globale de notre service à la clientèle dans les deux langues officielles dans le secteur des fonds d'investissement canadiens. Quatre fonds de BMO ont remporté un Prix canadien d'investissement et le BMO Fonds de dividendes a été désigné par Lipper Inc. comme le fonds s'étant le plus distingué sur une période de dix ans dans la catégorie Dividendes et revenus d'actions canadiennes.
- Nous avons renforcé notre engagement en Asie. Toutes les activités de BMO en Asie relèvent maintenant d'une nouvelle équipe de direction installée dans des bureaux plus vastes à Beijing. De plus, BMO a obtenu des autorités de réglementation chinoises l'approbation en vue de préparer officiellement la constitution en société d'une filiale, ce qui lui permettra d'accepter des dépôts dans la monnaie locale, de vendre des produits de placement et d'offrir d'autres services bancaires courants.

Satisfaire les besoins des clients en maintenant notre niveau élevé de collaboration interne et d'indications de clients.

- Les volumes d'indications de clients à l'échelle de BMO et de Harris se sont accrus, signe de la confiance que les clients nous témoignent en ces temps difficiles.
- Nous avons lancé la ligne Indications clients des employés afin de combler les besoins identifiés des clients en leur offrant le produit, le service ou le circuit de distribution BMO qui peut y répondre.

Renforcer nos équipes de vente et améliorer leur productivité pour stimuler la croissance des revenus.

- Nous avons continué d'étendre les capacités de notre logiciel de planification financière et de notre plateforme technologique des conseillers en placement afin de rehausser l'expérience client liée à nos services de planification et d'accroître l'efficacité de l'équipe de vente.
- Nous avons accru la formation de l'équipe de vente en matière de services de retraite et intégré la planification de la retraite à nos principales mesures de rendement afin de demeurer concurrentiels dans cet important marché, d'ajouter de la valeur aux services offerts aux clients et de faire progresser nos résultats.

Objectifs du groupe en 2010

- Continuer à nous démarquer en offrant une expérience client exceptionnelle, plus particulièrement dans les domaines de la planification financière et de la planification de la retraite.
- Innovier dans la conception et la distribution de nos produits et services.
- Maintenir notre niveau élevé de collaboration interne et continuer à tirer profit de notre vaste gamme d'activités de gestion de patrimoine afin de mieux répondre aux besoins des clients.

Contexte et perspectives

Les économies canadienne et américaine se sont fortement contractées et les marchés boursiers ont reculé pendant la première moitié de l'exercice 2009. La situation économique s'est légèrement redressée au cours de la deuxième moitié de l'exercice sous l'effet du faible niveau record des taux d'intérêt, de la politique budgétaire expansionniste et de l'apparition des premiers indices d'une reprise mondiale. La majeure partie de l'exercice n'a donc pas été favorable aux investissements. Il en est résulté une baisse des actifs des clients et une hausse de leurs réserves de liquidités, dans l'expectative d'une stabilisation des marchés. Le faible niveau des taux d'intérêt a comprimé le revenu net d'intérêts pendant la plus grande partie de l'exercice.

L'économie canadienne devrait croître légèrement en 2010, grâce aux faibles taux d'intérêt, aux dépenses de l'État et à l'assainissement du climat économique mondial. On s'attend à ce que la Banque du Canada commence à hausser les taux d'intérêt l'été prochain. Le dollar canadien devrait continuer

de se raffermir par rapport au dollar américain, sous l'effet de la hausse des prix des produits de base. L'économie américaine devrait également connaître une légère croissance en 2010, avec la reprise du marché de l'habitation et l'assouplissement des conditions de crédit. Dans le contexte actuel de faible inflation, il est peu probable que la Réserve fédérale hausse les taux d'intérêt avant la deuxième moitié de 2010. Dans les deux pays, on prévoit que les marchés financiers vont continuer de se raffermir à mesure que la reprise prend forme et que la confiance du monde des affaires se rétablit, favorisant un relèvement du niveau des actifs. Les faibles taux d'intérêt vont continuer d'exercer des pressions sur le revenu net d'intérêts.

Malgré la récente volatilité des marchés, le secteur nord-américain de la gestion de patrimoine demeure intéressant. On s'attend à ce que ce secteur connaisse un taux de croissance élevé à long terme, le segment des clients à valeur nette élevée et celui des retraités y devenant de plus en plus importants.

Résultats financiers du groupe Gestion privée

Le revenu net du groupe Gestion privée a diminué de 71 millions de dollars en 2009, ou de 16 %, par rapport à l'exercice précédent, ce qui reflète la conjoncture difficile des marchés boursiers et la faiblesse des taux d'intérêt. Les résultats de l'exercice considéré ont été affectés par une charge de 17 millions (11 millions après impôts) liée à la décision d'acheter certains titres de nos clients américains et ils reflètent également un recouvrement de 23 millions de dollars des impôts sur les bénéfices des exercices antérieurs relativement à nos activités d'assurance. Les résultats de 2008 avaient été touchés par une charge de 31 millions (19 millions après impôts) liée à la décision d'acheter certains titres de nos clients américains.

En 2009, toutes les activités d'assurance de BMO ont été regroupées au sein du groupe Gestion privée de façon à être alignées sur notre stratégie de gestion du patrimoine et à permettre la consolidation de nos capacités et de nos compétences en assurance. Les produits de placement à terme sont maintenant offerts par les Services bancaires PE – Canada. Tous les chiffres correspondants ont été retraités pour refléter les transferts des activités d'assurance et des produits de placement à terme.

Le revenu net s'est élevé à 170 millions de dollars pour les activités d'assurance et à 211 millions pour le groupe Gestion privée en excluant les activités d'assurance, par rapport à 123 millions et 329 millions en 2008, respectivement. L'acquisition de BMO Société d'assurance-vie, menée à terme au deuxième trimestre, a fait grimper les revenus de 64 millions, les charges, de 41 millions et le revenu net, de 16 millions de dollars en 2009.

À 2 012 millions de dollars, le revenu a diminué de 134 millions de dollars, ou de 6 %. La diminution a principalement découlé de la baisse des revenus de nos activités de courtage ainsi que des revenus tirés des services tarifés de nos activités de fonds d'investissement contrebalancée en partie par l'accroissement des revenus d'assurance. La conjoncture difficile des marchés boursiers pendant la plus grande partie de l'exercice a eu pour effet de réduire l'actif sous gestion et sous administration du groupe. Le revenu net d'intérêts a diminué essentiellement à cause de la compression des marges sur les soldes des dépôts dans les services de courtage. L'appréciation du dollar américain a contribué à une hausse de 27 millions de dollars du revenu, ou de 1,3 %.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 5 millions de dollars, ou de 0,3 %. L'appréciation du dollar américain a entraîné une hausse des charges de 27 millions, ou de 1,7 %, et l'acquisition de BMO Société d'assurance-vie a accru les charges de 41 millions. Ces augmentations ont été neutralisées en partie par les baisses des frais liés au revenu, conformément à la baisse du revenu autre que d'intérêts, et par la réussite de la gestion active des frais.

Nos activités aux États-Unis ont enregistré une perte nette de 7 millions de dollars américains en 2009, comparativement à une perte nette de 6 millions de dollars américains en 2008. Après rajustement pour tenir compte des charges liées à l'achat de titres auprès de nos clients américains pour les deux exercices, le revenu net a chuté de 7 millions de dollars américains, en raison de la conjoncture difficile des marchés boursiers.

Groupe Gestion privée (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Selon les états financiers Au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date	2009	2008	2007	Variation par rapport à 2008	
				\$	%
Revenu net d'intérêts (bic)	353	376	345	(23)	(6)
Revenu autre que d'intérêts	1 659	1 770	1 817	(111)	(6)
Revenu total (bic)	2 012	2 146	2 162	(134)	(6)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	5	4	3	1	37
Frais autres que d'intérêts	1 536	1 531	1 501	5	–
Revenu avant impôts sur les bénéfices	471	611	658	(140)	(23)
Impôts sur les bénéfices (bic)	90	159	130	(69)	(44)
Revenu net	381	452	528	(71)	(16)
Amortissement des actifs incorporels liés aux acquisitions (après impôts)	4	4	4	–	–
Revenu net avant amortissement	385	456	532	(71)	(15)
Profit économique net	255	333	376	(78)	(23)
Rendement des capitaux propres (%)	31,3	40,2	36,8	(8,9)	
Rendement des capitaux propres avant amortissement (bic) (%)	31,6	40,6	37,1	(9,0)	
Lever d'exploitation avant amortissement (%)	(6,6)	(2,9)	2,1		n.s.
Ratio de productivité (bic) (%)	76,4	71,4	69,4	5,0	
Ratio de productivité avant amortissement (bic) (%)	76,2	71,1	69,1	5,1	
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (%)	3,34	4,78	5,15	(1,44)	
Actif productif moyen	10 567	7 855	6 708	2 712	35
Solde moyen des prêts et acceptations	7 454	6 726	5 637	728	11
Solde moyen des dépôts	14 605	11 382	9 240	3 223	28
Actif sous administration	139 446	131 289	139 060	8 157	6
Actif sous gestion	99 128	99 428	106 174	(300)	–
Effectif : équivalent de durée normale	4 632	4 553	4 384	79	2

n.s. – non significatif

Activités aux États-Unis – Principales données financières

(en millions de dollars américains) Au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date	2009	2008	2007	Variation par rapport à 2008	
				\$	%
Revenu total	208	217	243	(9)	(4)
Frais autres que d'intérêts	218	230	243	(12)	(5)
Revenu net	(7)	(6)	–	(1)	(11)
Actif productif moyen	2 251	2 142	1 945	109	5
Solde moyen des prêts et acceptations	2 106	2 120	1 903	(14)	(1)
Solde moyen des dépôts	1 196	1 155	1 128	41	4

BMO Marchés des capitaux

BMO Marchés des capitaux offre un large éventail de produits et services pour aider sa clientèle constituée de grandes entreprises, d'institutions et d'administrations publiques à réaliser ses ambitions. Par l'intermédiaire de ses 27 bureaux répartis sur cinq continents, dont 14 en Amérique du Nord, BMO Marchés des capitaux met son expertise au service de ses clients dans les domaines suivants : prise ferme de titres de participation et d'emprunt, crédit aux grandes entreprises et financement de projets, services conseils en matière de fusions et acquisitions, opérations de banque d'affaires, titrisation, gestion de trésorerie et gestion du risque de marché, change, instruments dérivés, recherche sur les actions et les titres d'emprunt, et ventes et négociations institutionnelles.



« Notre performance et les progrès réalisés au chapitre du déploiement de notre stratégie pour l'exercice 2009 prouvent que nous pouvons relever les défis du marché, nous concentrer sur l'exécution et, surtout, produire des résultats. »

Tom Milroy
Chef de la direction
BMO Marchés des capitaux

Forces et facteurs de création de valeur

- Une combinaison diversifiée et dynamique de secteurs d'activité soutenant notre société bien établie.
- Une expertise nord-américaine donnant lieu à une connaissance intégrée des marchés transfrontaliers.
- Une expertise et un leadership reconnus à l'égard de secteurs et de produits ciblés.
- Des services hors pair de recherche sur les actions ainsi que de vente et de négociation d'actions.
- Une forte présence dans les domaines de l'investissement et des services bancaires aux grandes entreprises au Canada et aux États-Unis.

Défis

- La volatilité persistante et le dynamisme des marchés.
- La très vive concurrence sur les marchés américains et internationaux, à mesure que les institutions financières émergent de la récession et des difficultés sur les marchés mondiaux du crédit, au cours de la première moitié de 2009.

Nos secteurs d'activité

L'équipe **Investissements et services aux grandes entreprises** offre entre autres des conseils stratégiques sur les fusions et acquisitions, les réorganisations et les restructurations de capital, de même que des services d'évaluation et d'attestation d'équité. Nous mettons à la disposition de nos clients des services de mobilisation de fonds par la prise ferme de titres de participation et d'emprunt, ainsi qu'un vaste éventail de produits de prêt et de dette, de solutions de gestion de bilan et de services de gestion de trésorerie. Pour faciliter leurs activités commerciales à l'échelle internationale, nous proposons à nos clients des services de financement du commerce international et d'atténuation des risques. Enfin, nous offrons une large gamme de services bancaires et de services d'exploitation aux institutions financières nationales et internationales.

L'équipe **Produits de négociation** propose des services de vente, de négociation et de recherche. Nous fournissons aux institutions, aux entreprises et aux particuliers des solutions intégrées portant sur les titres de participation et d'emprunt, le change, les taux d'intérêt, le crédit, la titrisation et les produits de base. En outre, nous assurons une gestion efficace du risque de liquidité et de financement pour BMO Groupe financier et ses clients et nous nous chargeons du développement de produits, de l'exécution d'opérations au nom de la Banque et de l'émission de titres.

Nos stratégies

- Concentrer davantage nos efforts sur les principaux clients en tirant parti de nos forces à l'échelle nationale, nord-américaine et internationale.
- Mieux servir nos clients en créant un secteur des marchés financiers plus intégré.
- Maintenir une combinaison diversifiée et dynamique de secteurs d'activité capables de satisfaire aux besoins changeants de nos principaux clients.
- Continuer d'optimiser nos activités afin de générer des rendements pondérés en fonction des risques appropriés.
- Continuer de consolider nos capacités en matière de gestion des risques grâce à des partenariats internes solides et à une transparence accrue.

Nos moyens de différenciation

- Comblent les besoins d'un vaste éventail d'émetteurs et d'investisseurs canadiens et américains, grâce à une offre intégrée sur les marchés financiers.
- Offrir un modèle bancaire universel nord-américain efficace, stable et fiable.
- Tirer parti de certaines capacités dans des secteurs et produits ciblés afin d'occuper une position concurrentielle dominante sur des marchés en Amérique du Nord et dans le monde.
- Faire preuve de souplesse et de capacité d'adaptation et réagir rapidement à l'évolution des marchés et des besoins des clients.

Principaux facteurs et mesures de rendement	2009	2008	2007
Revenu de produits de négociation (en millions de dollars)	1 982	1 017	272
Revenu d'Investissements et services aux grandes entreprises et autre revenu (en millions de dollars)	1 484	1 423	1 697
Participation à la prise ferme de titres de participation (transactions) 1)	226	140	276
Participation à la prise ferme de titres d'emprunt (transactions) 1)	115	121	110
Solde moyen des prêts et acceptations (en milliards de dollars) 2)	44,0	39,4	31,3
Classement pour les services de recherche sur les actions canadiennes 3)	n° 1	n° 1	n° 1

1) Grandes sociétés émettrices canadiennes en Amérique du Nord.

2) Fondé sur les prêts courants.

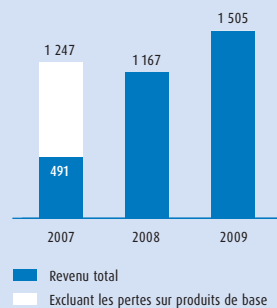
3) Rapport Brendan Wood International.

Mise en garde

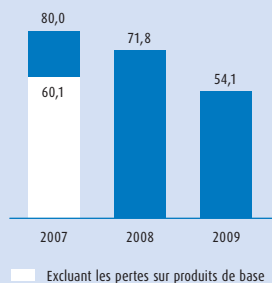
La section BMO Marchés des capitaux contient des déclarations prospectives. Voir l'encadré intitulé Mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Revenu aux États-Unis

(en millions de dollars américains)



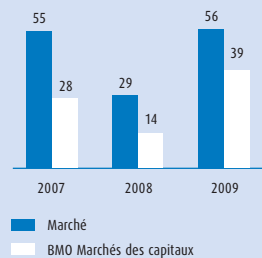
Le rendement de nos secteurs d'activité aux États-Unis s'est amélioré puisque nous avons tiré parti des occasions sur le marché.

Ratio de productivité (%)

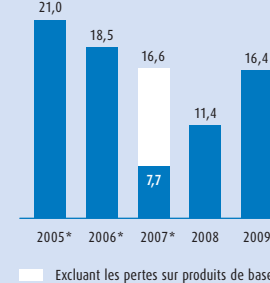
Notre ratio de productivité s'est amélioré de manière considérable, en raison de la croissance du revenu et d'un contrôle des coûts ciblé.

Prise ferme de titres de participation en Amérique du Nord – Émetteurs canadiens

(en milliards de dollars)



Notre présence s'est considérablement accrue sur les marchés boursiers, qui se sont raffermis.

Rendement des capitaux propres (RCP) (%)

Le RCP s'est amélioré grâce au rendement solide des activités et aux débouchés sur le marché.

*Le RCP des exercices antérieurs à 2008 n'est pas comparable à celui des exercices ultérieurs, en raison de l'adoption de Bâle II. Voir la page 47.

Objectifs et réalisations du groupe en 2009

Mettre davantage l'accent sur les principaux clients à rentabilité élevée.

- Nous avons concentré nos efforts sur les secteurs où nous détenons une position concurrentielle distinctive sur le marché mondial (mines et métaux) ou nord-américain (énergie, produits alimentaires et de consommation).
- Nous avons étendu les services d'investissement dans les secteurs des mines et des métaux aux secteurs du charbon et des minéraux industriels.
- Nous avons accru et amélioré nos services d'analyse dans les secteurs des mines, de l'énergie et des technologies.

Optimiser notre capital.

- Nous avons continué d'investir dans nos activités de base et avons réduit ou éliminé certaines activités secondaires, tout en veillant à bien répartir les capitaux en fonction de nos profils risque-rendement cibles.

Améliorer notre profil risque-rendement.

- Nous avons réduit de manière considérable les éléments hors bilan.
- Nous avons continué d'accroître nos capacités de gestion des risques et de renforcer les partenariats solides créés dans le cadre de notre initiative de gestion évolutive des risques.

Accroître notre rendement des capitaux propres tout en consolidant notre croissance future.

- Nous avons élargi notre équipe des ventes institutionnelles en Europe pour renforcer notre capacité de distribution des actions canadiennes et américaines dans cette partie du monde.
- Nous avons accru nos services liés aux finances publiques pour saisir des occasions sur le marché américain des obligations municipales. BMO, qui se classe maintenant au deuxième rang aux États-Unis pour la prise ferme d'obligations municipales imposables, est passé au 12^e rang sur le marché global des obligations municipales.
- Notre rendement des capitaux propres s'est établi à 16,4 %, soit une nette amélioration par rapport à 11,4 % en 2008.

Autres réalisations

- Nous avons accru nos compétences et amélioré nos capacités, surtout aux États-Unis, tout en maintenant approximativement le même nombre d'employés.
- Pour la 29^e année d'affilée, nos services de recherche sur les actions se sont classés en tête de liste au Canada selon le rapport Brendan Wood International visant les investisseurs institutionnels.
- Nos services de recherche sur les actions se sont classés premiers lors de la remise des prix Canadian Analyst Awards 2009 décernés par StarMine, société de Thomson Reuters. Ayant reçu 17 prix individuels, BMO Marchés des capitaux a remporté le prix de la meilleure maison de courtage.
- Selon les résultats du sondage de 2009 mené par Greenwich Associates auprès des investisseurs, notre équipe canadienne des titres à revenu fixe s'est classée au premier rang pour la part de marché totale, la pénétration globale du marché et la qualité de la recherche.
- Nous avons remporté le prix de la meilleure banque pour les opérations de change en dollars canadiens de la publication *FX Week* et avons été nommés meilleure banque de change au Canada pour 2009 par la publication européenne *CEO Magazine*.
- Nous avons participé à 237 transactions de prise ferme de titres d'emprunt de sociétés et d'administrations publiques, qui ont permis de mobiliser 140 milliards de dollars. Nous avons participé à 226 transactions de prise ferme de titres de participation qui ont permis de mobiliser 49 milliards de dollars.
- Nous avons dispensé des services conseils dans le cadre de 38 fusions et acquisitions menées à bien en Amérique du Nord, et évaluées à 15 milliards de dollars.

Objectifs du groupe en 2010

- Mettre encore davantage l'accent sur nos principaux clients à rentabilité élevée.
- Mieux servir nos clients en créant un secteur des marchés financiers plus intégré.
- Maintenir une combinaison diversifiée et dynamique de secteurs d'activité pour répondre aux besoins changeants de nos principaux clients.
- Continuer d'optimiser nos activités afin de générer des rendements pondérés en fonction des risques appropriés.
- Continuer d'acquérir de solides capacités de gestion des risques par l'établissement de partenariats internes efficaces et une transparence accrue en matière de risque.

Contexte et perspectives de BMO Marchés des capitaux

BMO Marchés des capitaux a obtenu d'excellents résultats pour l'exercice 2009. L'économie nord-américaine a été en récession pendant une grande partie de l'exercice, mais l'attention que nous avons portée à nos clients nous a été profitable et nous avons tiré avantage des occasions découlant des niveaux élevés de volatilité et d'incertitude sur les marchés. Nos secteurs sensibles aux taux d'intérêt et nos activités de négociation sur les opérations de change ont bénéficié de cette conjoncture plus favorable. Malgré la réduction du portefeuille de prêts, les revenus tirés des services bancaires aux grandes entreprises ont fortement augmenté par rapport à l'exercice précédent, en raison de l'élargissement des marges. Nos services bancaires d'investissement ont subi des influences contrastées. Les revenus liés aux prises fermes de titres de participation ont beaucoup progressé, car les entreprises clientes ont cherché à renforcer leur assise financière. En revanche, les activités au chapitre des fusions et acquisitions ont diminué pendant l'exercice en raison de la faible activité sur le marché. Notre rendement global en 2009 a reflété la solidité et la résilience de nos activités de base.

Nous prévoyons que les économies canadienne et américaine croîtront légèrement en 2010. Si l'adoption de mesures monétaires et budgétaires énergiques semble avoir mis un terme à la récession, nous nous attendons à ce que la reprise soit modérée, compte tenu du processus de désendettement des consommateurs et de la faiblesse persistante du marché de l'immobilier commercial aux États-Unis. La situation devrait néanmoins continuer de s'améliorer sur les marchés financiers, ce qui favorisera nos services tarifés. Par ailleurs, les marchés boursiers ont repris environ la moitié de ce qu'ils avaient perdu pendant la récession, et étant donné les prévisions de croissance soutenue, de faible inflation et de taux d'intérêt bas, ils devraient poursuivre sur leur lancée, surtout grâce aux réserves de liquidités abondantes. En 2010, nous mettrons l'accent sur l'obtention d'un rendement des capitaux propres élevé et d'un revenu net stable et de qualité supérieure. Au cours de l'exercice 2010, la croissance dépendra des résultats des marchés financiers et des marchés des produits de base, ainsi que de l'activité économique générale et de la confiance des entreprises.

Résultats financiers de BMO Marchés des capitaux

Le revenu net de BMO Marchés des capitaux a augmenté de 349 millions de dollars, à 1 060 millions, puisque la hausse de 42 % des revenus a dépassé celle relativement faible de 7 % des charges. Les résultats de 2009 ont été affectés par des charges de 521 millions (355 millions après impôts) liées à la conjoncture des marchés financiers. Les résultats de 2008 avaient été entamés par des charges de 388 millions (260 millions après impôts). Le revenu s'est accru de 1 026 millions pour passer à 3 466 millions. L'appréciation du dollar américain a contribué à une hausse de 243 millions de dollars du revenu. La croissance du revenu a été attribuable au solide rendement des activités de négociation, car nous avons profité des occasions offertes sur les marchés, ainsi qu'à l'amélioration des revenus liés aux services bancaires aux grandes entreprises, puisque nous avons continué à mettre l'accent sur les relations avec les clients.

Le revenu autre que d'intérêts s'est accru de 435 millions de dollars, ou de 35 %, par rapport à l'exercice précédent, puisque les revenus de négociation se sont considérablement améliorés et que les commissions sur prêts et de prise ferme ont augmenté. Les commissions de prise ferme de titres de participation ont reflété la demande accrue de capitaux par les grandes entreprises clientes.

Le revenu net d'intérêts a augmenté de 591 millions de dollars, ou de 49 %. Le revenu net d'intérêts lié aux activités de négociation s'est accru considérablement, tout comme le revenu net d'intérêts des services bancaires aux grandes entreprises, en raison de l'élargissement des marges. Le revenu tiré des services bancaires aux grandes entreprises a augmenté malgré une réduction des actifs consécutive aux remboursements pendant l'exercice. Le revenu de nos secteurs sensibles aux taux d'intérêt a également progressé depuis l'exercice précédent, en raison des marges favorables sur les marchés. La marge nette d'intérêts a été beaucoup plus élevée grâce à la hausse du revenu net d'intérêts lié aux activités de négociation et à l'élargissement des marges des prêts aux grandes entreprises.

La dotation à la provision pour pertes sur créances se chiffre à 170 millions de dollars, comparativement à 117 millions en 2008, puisque les pertes prévues se sont accrues en raison de la détérioration des marchés du crédit.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 124 millions de dollars, à 1 875 millions, largement en raison de la hausse des frais de rémunération du personnel et des coûts répartis. Les frais de rémunération du personnel ont inclus une rémunération variable liée au rendement supérieure, conformément à l'amélioration du rendement des activités. Les indemnités de licenciement de 29 millions (19 millions après impôts) ont été comparables à celles de l'exercice précédent. L'appréciation du dollar américain a entraîné une augmentation de 83 millions de dollars des charges.

Le ratio de productivité du groupe s'est considérablement amélioré, passant de 71,8 % à 54,1 %, en raison surtout de l'augmentation du revenu en 2009.

Le montant net des impôts sur les bénéfices a augmenté comparativement à celui de 2008 étant donné que les résultats de l'exercice précédent comprenaient un montant de 115 millions de dollars au titre de recouvrements d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs.

Le revenu net tiré des activités aux États-Unis a progressé de 190 millions de dollars américains et s'est établi à 464 millions de dollars américains à la suite de l'augmentation considérable des revenus de négociation et de l'amélioration des revenus liés aux services bancaires aux grandes entreprises.

BMO Marchés des capitaux (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Selon les états financiers Au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date	2009	2008	2007	Variation par rapport à 2008	
				\$	%
Revenu net d'intérêts (bic)	1 798	1 207	974	591	49
Revenu autre que d'intérêts	1 668	1 233	995	435	35
Revenu total (bic)	3 466	2 440	1 969	1 026	42
Dotation à la provision pour pertes sur créances	170	117	77	53	45
Frais autres que d'intérêts	1 875	1 751	1 575	124	7
Revenu avant impôts sur les bénéfices (Recouvrement d') impôts sur les bénéfices (bic)	1 421	572	317	849	+100
	361	(139)	(100)	500	+100
Revenu net	1 060	711	417	349	49
Amortissement des actifs incorporels liés aux acquisitions (après impôts)	1	1	-	-	-
Revenu net avant amortissement	1 061	712	417	349	49
Profit économique net	359	55	(141)	304	+100
Rendement des capitaux propres (%)	16,4	11,4	7,7		5,0
Rendement des capitaux propres avant amortissement (%)	16,4	11,5	7,7		4,9
Levier d'exploitation avant amortissement (%)	34,9	12,7	(26,9)		n.s.
Ratio de productivité (bic) (%)	54,1	71,8	80,0		(17,7)
Ratio de productivité avant amortissement (bic) (%)	54,1	71,7	80,0		(17,6)
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (%)	1,00	0,69	0,60		0,31
Capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	6 136	5 830	4 972	306	5
Actif productif moyen	179 372	176 080	162 309	3 292	2
Solde moyen des prêts et acceptations	43 985	39 442	31 275	4 543	12
Solde moyen des dépôts	91 207	105 984	94 019	(14 777)	(14)
Actif sous administration	63 762	90 188	57 590	(26 426)	(29)
Actif sous gestion	6 969	9 294	23 233	(2 325)	(25)
Effectif : équivalent de durée normale	2 362	2 467	2 365	(105)	(4)

n.s. – non significatif

Activités aux États-Unis – Principales données financières

(en millions de dollars américains) Au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date	2009	2008	2007	Variation par rapport à 2008	
				\$	%
Revenu total	1 505	1 167	491	338	29
Frais autres que d'intérêts	733	721	635	12	2
Revenu net	464	274	(44)	190	69
Actif productif moyen	64 935	69 411	53 238	(4 476)	(6)
Solde moyen des prêts et acceptations	15 160	17 386	14 908	(2 226)	(13)
Solde moyen des dépôts	34 853	36 335	24 920	(1 482)	(4)

Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations

Les Services d'entreprise comprennent les unités fonctionnelles qui offrent à l'ensemble de l'organisation une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans divers domaines tels que la planification stratégique, la gestion des risques, les finances, les aspects juridiques et la conformité, les communications et les ressources humaines. Nos résultats d'exploitation reflètent l'incidence de certaines activités de titrisation et de gestion de l'actif et du passif, l'élimination des rajustements sur une base d'imposition comparable ainsi que les conséquences de l'emploi de la méthode de provisionnement selon les pertes prévues.

L'unité Technologie et opérations (T&O) assure à BMO Groupe financier la prestation des services de gestion, de soutien et de gouvernance en matière de technologie de l'information, d'exploitation, d'opérations immobilières et d'impatriation. T&O axe ses efforts sur les priorités liées à l'amélioration de la qualité du service et de l'efficacité établies à l'échelle de l'organisation afin d'offrir une expérience client exceptionnelle.

Résultats financiers

Aux fins de la communication de l'information financière, les résultats d'exploitation de T&O sont inclus dans ceux des Services d'entreprise. Toutefois, les coûts des services fournis par T&O sont transférés aux trois groupes clients et seuls des montants peu importants sont retenus dans les résultats de T&O. Par conséquent, les résultats de la présente section reflètent en grande partie les résultats des autres unités fonctionnelles susmentionnées.

La perte nette de l'exercice des Services d'entreprise s'est chiffrée à 1 155 millions de dollars, comparativement à une perte nette de 490 millions en 2008. L'accroissement s'explique en grande partie par la baisse des revenus, la hausse des dotations à la provision pour pertes sur créances et l'augmentation des charges. La baisse des revenus a principalement découlé du portage négatif de certaines positions de taux d'intérêt servant à la gestion de l'actif et du passif en raison de l'évolution des taux d'intérêt du marché, de l'incidence des activités de financement entreprises dans le but d'accroître notre solide position en matière de liquidités, des pertes d'évaluation à la valeur de marché sur certaines activités de couverture comparativement à des gains pour l'exercice précédent et de l'incidence des opérations de titrisation de prêts sur cartes de crédit réalisées en 2008. Les dotations à la provision pour pertes sur créances se sont accrues de 148 millions de dollars à la suite de l'augmentation des dotations imputées aux Services d'entreprise en vertu de notre méthode de provisionnement selon les pertes prévues. Les dotations à la provision pour pertes sur créances incluent une augmentation de 60 millions de dollars de la provision générale pour pertes sur créances, par rapport à une augmentation de 260 millions en 2008. Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 158 millions de dollars, largement en raison des indemnités de licenciement de 118 millions (80 millions après impôts) et de l'accroissement des primes d'assurance dépôt lié à l'amélioration des niveaux de protection et à la hausse des taux de prime.

Comme nous l'expliquons à la page 47, BMO analyse le revenu sur une base d'imposition comparable (bic) au niveau de ses groupes d'exploitation,

Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date	2009	2008	2007	Variation par rapport à 2008	
				\$	%
Revenu net d'intérêts (bic)	(1 211)	(695)	(539)	(516)	(74)
Revenu autre que d'intérêts	401	446	216	(45)	(10)
Revenu total (bic)	(810)	(249)	(323)	(561)	(+100)
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	973	825	(84)	148	18
Frais autres que d'intérêts	232	74	264	158	+100
Revenu (perte) avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales (Recouvrement d') impôts sur les bénéfices (bic)	(2 015)	(1 148)	(503)	(867)	(76)
Part des actionnaires sans contrôle	76	74	75	2	3
Revenu net (perte nette)	(1 155)	(490)	(78)	(665)	(+100)
Effectif : équivalent de durée normale	9 446	9 388	8 821	58	1

Activités aux États-Unis – Principales données financières

(en millions de dollars américains)

Au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date	2009	2008	2007	Variation par rapport à 2008	
				\$	%
Revenu total	(265)	(139)	(142)	(126)	(91)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	766	783	17	(17)	(2)
Frais autres que d'intérêts (Recouvrement d') impôts sur les bénéfices	(12)	(68)	9	56	82
Revenu net (perte nette)	(387)	(326)	(81)	(61)	(19)
	(650)	(546)	(105)	(104)	(19)

avec un rajustement compensatoire dans les résultats des Services d'entreprise. Les résultats reflètent des réductions, sur une base d'imposition comparable, du revenu net d'intérêts et des impôts sur les bénéfices connexes de 189 millions, de 195 millions et de 180 millions de dollars, respectivement, en 2009, 2008 et 2007.

BMO impute les dotations à la provision pour pertes aux groupes clients chaque année et a recours pour ce faire à la méthode de provisionnement selon les pertes prévues qui est fondée sur la part des pertes prévues qu'assume chaque groupe. Les écarts entre les dotations à la provision pour pertes imputées aux groupes clients, qui sont calculées selon la méthode de provisionnement selon les pertes prévues, et les dotations à la provision calculées conformément aux PCGR sont généralement imputés (ou crédités) aux Services d'entreprise.

Analyse de la situation financière

Bilan sommaire (en millions de dollars)

Au 31 octobre	2009	2008	2007	2006	2005
Actif					
Encaisse et dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	13 295	21 105	22 890	19 608	20 721
Valeurs mobilières	110 813	100 138	98 277	67 411	57 034
Titres pris en pension ou empruntés	36 006	28 033	37 093	31 429	28 280
Solde net des prêts et acceptations	167 829	186 962	164 095	159 565	146 057
Autres actifs	60 515	79 812	44 169	41 965	41 770
	388 458	416 050	366 524	319 978	293 862
Passif et capitaux propres					
Dépôts	236 156	257 670	232 050	203 848	193 793
Autres passifs	126 719	134 761	114 330	96 743	82 158
Dette subordonnée	4 236	4 315	3 446	2 726	2 469
Titres d'une fiducie de capital	1 150	1 150	1 150	1 150	1 150
Actions privilégiées	–	250	250	450	450
Capitaux propres	20 197	17 904	15 298	15 061	13 842
	388 458	416 050	366 524	319 978	293 862

L'actif total a diminué de 27,6 milliards de dollars, ou de 6,6 %, par rapport à l'exercice précédent, et s'établit à 388,5 milliards au 31 octobre 2009, principalement en raison de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain sur les actifs libellés en dollars américains, ce qui explique une tranche d'environ 16,1 milliards de la diminution.

Les revenus et les frais sont convertis au taux de change moyen, mesure en vertu de laquelle le dollar américain s'est raffermi. Les actifs et les passifs sont convertis aux taux en vigueur à la fin de l'exercice, et au 31 octobre 2009, le dollar américain s'était affaibli par rapport au taux en vigueur au 31 octobre 2008. La diminution déclarée de 27,6 milliards de dollars des actifs reflète essentiellement des réductions des autres actifs, notamment les contrats sur instruments dérivés, de 19,3 milliards, des réductions du solde net moyen des prêts et acceptations de 19,1 milliards et des réductions de l'encaisse et des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques de 7,8 milliards. Ces réductions ont été contrebalancées en partie par l'augmentation des titres de 10,7 milliards de dollars et des titres pris en pension ou empruntés de 8,0 milliards.

Le total du passif et des capitaux propres a reculé de 27,6 milliards de dollars, ou de 6,6 %. Ce recul reflète principalement les dépôts, qui ont diminué de 21,5 milliards de dollars, les autres passifs, qui ont diminué de 8,0 milliards, et les capitaux propres, qui ont augmenté de 2,3 milliards.

Encaisse et dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques

L'encaisse et les dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques ont diminué de 7,8 milliards de dollars et s'établissent à 13,3 milliards en 2009. Cette diminution est en grande partie attribuable aux transferts des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques dans des titres disponibles à la vente très liquides dans le but de tirer parti des occasions de placement.

Valeurs mobilières (en millions de dollars)

Au 31 octobre	2009	2008	2007	2006	2005
Titres de placement	–	–	–	14 166	12 936
Titres de négociation	59 071	66 032	70 773	51 820	44 087
Titres disponibles à la vente	50 303	32 115	26 010	–	–
Titres divers	1 439	1 991	1 494	1 414	–
Titres de substituts de prêts	–	–	–	11	11
	110 813	100 138	98 277	67 411	57 034

Les valeurs mobilières se sont accrues de 10,7 milliards de dollars et s'établissent à 110,8 milliards en 2009. La valeur des titres disponibles à la vente a augmenté de 18,2 milliards de dollars pour s'établir à 50,3 milliards, principalement en raison de l'accroissement du nombre de titres de créance émis ou garantis par des administrations publiques dans le but de tirer parti des occasions de placement. La valeur des titres de négociation a baissé de 7,0 milliards de dollars et s'établit à 59,1 milliards, malgré l'obtention de titres d'un montant de 3,4 milliards dans le cadre de l'acquisition de BMO Société d'assurance-vie au deuxième trimestre de 2009, en raison de la diminution des occasions qui se sont présentées sur le marché et de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain. De plus amples renseignements sur la composition des titres se trouvent à la note 3 afférente aux états financiers, à la page 115.

Titres pris en pension ou empruntés

Les titres pris en pension ou empruntés ont progressé de 8,0 milliards de dollars pour s'établir à 36,0 milliards, en raison des préférences des clients et de la hausse des volumes de négociation.

Prêts et acceptations (en millions de dollars)

Au 31 octobre	2009	2008	2007	2006	2005
Prêts hypothécaires à l'habitation	45 524	49 343	52 429	63 321	60 871
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	45 824	43 737	33 189	30 418	27 929
Cartes de crédit	2 574	2 120	4 493	3 631	4 648
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	68 169	84 151	62 650	56 030	47 803
Acceptations	7 640	9 358	12 389	7 223	5 934
Solde brut des prêts et acceptations	169 731	188 709	165 150	160 623	147 185
Provision pour pertes sur créances	(1 902)	(1 747)	(1 055)	(1 058)	(1 128)
Solde net des prêts et acceptations	167 829	186 962	164 095	159 565	146 057

Le solde net des prêts et acceptations a diminué de 19,1 milliards de dollars et s'établit à 167,8 milliards, dont une tranche d'environ 8,0 milliards est attribuable à l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain. Le solde des prêts consentis aux entreprises et aux administrations publiques, y compris les acceptations, a diminué de 17,7 milliards de dollars en raison de l'incidence des fluctuations du taux de change, des remboursements, de la faiblesse de l'économie, ainsi que du remplacement des emprunts bancaires des entreprises par une dette à long terme. Les prêts à tempérament et les autres prêts aux particuliers se sont accrues de 2,1 milliards de dollars, ce qui reflète un redressement du crédit aux particuliers, notamment sur le marché canadien. Les prêts hypothécaires à l'habitation ont reculé de 3,8 milliards, reflétant la conversion de prêts hypothécaires canadiens émis par BMO en titres adossés à des créances hypothécaires garantis par le gouvernement, lesquels sont pris en compte dans les valeurs mobilières. Les prêts sur cartes de crédit ont enregistré une hausse modeste de 0,5 milliard de dollars, attribuable tant aux nouveaux comptes qu'à la hausse des soldes des prêts aux particuliers.

Le tableau 11 à la page 102 présente un sommaire comparatif du solde net des prêts par territoire et par produit. Le tableau 13 à la page 103 présente un sommaire comparatif du solde net des prêts au Canada par province et par secteur d'activité. La qualité des prêts est analysée à la page 43 et de plus amples renseignements sur les prêts sont donnés dans les notes 4, 5 et 8 afférentes aux états financiers, commençant à la page 119.

Autres actifs

Les autres actifs ont diminué de 19,3 milliards de dollars et s'établissent à 60,5 milliards. La diminution des actifs et des passifs dérivés, qui s'établit à 17,7 milliards et à 15,3 milliards, respectivement, est principalement attribuable à la baisse de la volatilité des marchés des changes et des valeurs des actions sous-jacentes ainsi qu'aux mesures que nous avons prises afin de réduire notre exposition aux contrats de crédit. La baisse de la volatilité des taux de change et des taux d'intérêt diminue la valeur des actifs et des passifs dérivés, habituellement de façon comparable.

Dépôts (en millions de dollars)

Au 31 octobre	2009	2008	2007	2006	2005
Banques	22 973	30 346	34 100	26 632	25 473
Entreprises et administrations publiques	113 738	136 111	121 748	100 848	92 437
Particuliers	99 445	91 213	76 202	76 368	75 883
	236 156	257 670	232 050	203 848	193 793

Les dépôts ont diminué de 21,5 milliards de dollars et s'établissent à 236,2 milliards. L'affaiblissement du dollar américain a fait fléchir les dépôts de 10,2 milliards. Les dépôts des entreprises et des administrations publiques, qui représentent 48 % du total des dépôts, ont reculé de 22,4 milliards de dollars, et les dépôts des particuliers, qui représentent 42 % du total des dépôts, ont augmenté de 8,2 milliards. Les dépôts des banques, qui représentent 10 % du total des dépôts, ont baissé de 7,3 milliards. De plus amples renseignements sur la ventilation des dépôts se trouvent à la note 15 afférente aux états financiers, à la page 139, et dans la section Risque de liquidité et de financement, à la page 86.

Autres passifs

Les autres passifs ont diminué de 8,0 milliards de dollars et s'établissent à 126,7 milliards. Les passifs liés aux instruments dérivés, tel qu'il est indiqué ci-dessus, ont reculé de 15,3 milliards de dollars parallèlement à la baisse des actifs dérivés mentionnée plus haut. Les titres vendus à découvert ont diminué de 6,7 milliards de dollars et les titres mis en pension ou prêtés ont augmenté de 13,8 milliards, en raison des volumes de négociation en hausse et des variations des dépôts des clients, tel qu'il est expliqué ci-dessus. De plus amples renseignements sur la ventilation des autres passifs se trouvent à la note 16 afférente aux états financiers, à la page 140.

Capitaux propres

Les capitaux propres ont augmenté de 2,3 milliards de dollars, à 20,2 milliards. L'augmentation est liée en grande partie à l'émission de 33,3 millions d'actions ordinaires, pour un produit brut d'environ 1,0 milliard de dollars, par l'entremise d'un syndicat de preneurs fermes, ainsi qu'à l'émission d'environ 9,2 millions d'actions d'une valeur de 0,3 milliard de dollars aux termes du Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions de la Banque, lequel est décrit à la page 64 de la section Gestion globale du capital. Au cours de l'exercice, des actions privilégiées ont été émises, pour un montant de 0,8 milliard de dollars, comme il en est question à la note 21 afférente aux états financiers, à la page 144. Les pertes de change sur notre investissement net dans des établissements à l'étranger, lesquelles sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat étendu, ont réduit la croissance des capitaux propres. Notre état consolidé de la variation des capitaux propres, à la page 112, présente un sommaire des éléments qui accroissent ou réduisent les capitaux propres, tandis que la note 21 afférente aux états financiers, à la page 144, donne des détails sur les composantes et les variations du capital-actions. Nos pratiques et stratégies de gestion globale du capital sont présentées en détail à la page 62.

Gestion globale du capital

Objectif

BMO est déterminé à mettre en œuvre une méthode rigoureuse de gestion du capital qui assure l'équilibre entre les intérêts et les exigences des actionnaires, des organismes de réglementation, des déposants et des agences de notation. Notre objectif est de maintenir une assise financière solide, grâce à une structure rentable qui :

- respecte nos ratios cibles pour le capital réglementaire et correspond à notre évaluation interne du capital économique requis;
- est conforme à nos cotes de crédit cibles;
- soutient les stratégies de nos groupes d'exploitation;
- accroît la confiance des déposants et la valeur à long terme pour les actionnaires.

Cadre de gestion du capital

Les principes et éléments clés de notre cadre de gestion du capital sont exposés dans notre politique de gestion du capital et notre plan de capital annuel, qui intègrent les résultats du processus d'évaluation interne de la suffisance du capital.

Il s'agit d'un processus intégré utilisé pour évaluer la suffisance du capital et établir des cibles et des stratégies en matière de capital qui tiennent compte de l'orientation stratégique et du degré de tolérance au risque de l'organisation. Le processus d'évaluation interne de la suffisance du capital et le plan de capital sont élaborés en lien avec le plan d'affaires annuel de BMO, ce qui assure l'harmonisation de nos stratégies commerciales et de risque, des exigences en matière de capital réglementaire et de capital économique et de la disponibilité des capitaux. La suffisance du capital est évaluée au moyen d'une comparaison de l'offre de capital (capital disponible pour absorber les pertes) et de la demande de capital (capital nécessaire pour faire face aux risques sous-jacents à nos activités commerciales, selon une évaluation en fonction du capital économique). La simulation de crise et l'analyse de scénarios sont également employées à l'échelle de l'organisation pour évaluer l'incidence de diverses situations de crise sur le profil de risque et les exigences en matière de capital. Cette démarche donne l'assurance que notre capital est suffisant, compte tenu des risques que nous prenons, et soutient l'établissement des limites, des buts et des mesures des résultats qui sont utilisés pour effectuer la gestion du bilan, des risques et des exigences en matière de capital, à l'échelle de l'entité consolidée et des secteurs d'activité. La suffisance du capital réel et prévu est évaluée par rapport au plan de capital tout au long de l'exercice et ce plan est mis à jour en fonction des modifications de nos activités commerciales, de notre profil de risque et des conditions d'exploitation.

BMO se base à la fois sur le capital réglementaire et sur le capital économique pour évaluer le rendement de l'organisation et pour prendre des décisions stratégiques, tactiques et relatives aux transactions. Notre processus d'affectation de capital aux unités d'exploitation et la mesure de leur rendement relativement au capital nécessaire compte tenu des risques inhérents à leurs activités nous

permettent de maximiser le rendement des capitaux propres rajusté en fonction des risques. Cela nous aide également à conserver un capital suffisant pour protéger les parties prenantes contre les risques inhérents à nos diverses activités, tout en conservant la souplesse nécessaire pour affecter des ressources aux activités à rendement élevé qui soutiennent la croissance stratégique de nos groupes d'exploitation. L'excédent de capital par rapport à ce qui est nécessaire pour soutenir nos secteurs d'activité est détenu par les Services d'entreprise.

Gouvernance

Le Conseil d'administration et son Comité d'évaluation des risques assurent la surveillance et l'approbation finales de la gestion du capital, y compris la politique en la matière, le plan de capital et les résultats du processus d'évaluation interne de la suffisance du capital. Ils examinent régulièrement la situation du capital, l'évaluation de la suffisance du capital et les principales activités de gestion du capital. Le Comité de gestion des risques et le Comité de gestion du capital assurent la surveillance aux plus hauts niveaux de la direction, examinent et commentent les politiques, les problèmes et les plans d'action importants relatifs à la gestion du capital et découlant de l'exécution de la stratégie globale. Les Finances et la Gestion des risques voient à la conception et à la mise en œuvre des politiques et du cadre se rattachant à la gestion du capital et des risques et au processus d'évaluation interne de la suffisance du capital. Nos processus opérationnels de la gestion du capital sont passés en revue annuellement par la Direction de la vérification interne.

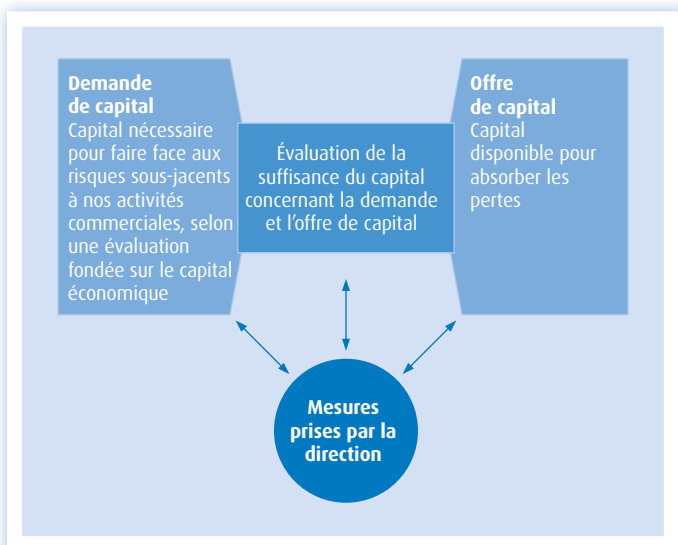
Analyse du capital réglementaire

Les exigences en matière de capital réglementaire pour l'entité consolidée sont déterminées en fonction de Bâle II. BMO fait appel à l'approche fondée sur les notations internes (NI) avancée pour calculer l'actif pondéré en fonction du risque de crédit dans notre portefeuille et à l'approche standard pour le calcul de l'actif pondéré en fonction du risque opérationnel. Une exemption nous a été accordée par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF), qui réglemente nos activités, jusqu'à la fin de l'exercice 2010 afin de mettre en œuvre l'approche standard pour établir l'actif pondéré en fonction du risque de crédit de notre filiale Harris Bankcorp, Inc. L'actif pondéré en fonction du risque de marché est calculé principalement au moyen de l'approche fondée sur les notations internes, mais l'approche standard est utilisée pour certaines expositions.

L'approche fondée sur les NI avancée est la méthode de calcul des exigences en matière de capital liées au risque de crédit la plus poussée proposée par Bâle II. Elle recourt à des techniques de pointe pour mesurer l'actif pondéré en fonction des risques au niveau de l'emprunteur d'après les principes de saine gestion du risque, y compris la prise en compte d'estimations de la probabilité de défaut, des pertes probables en cas de défaut, du risque au moment du défaut, du terme à courir et du type d'exposition aux catégories d'actifs définies dans l'Accord de Bâle. Ces paramètres de risque sont établis à l'aide des données historiques du portefeuille ainsi que d'études comparatives, et sont mis à jour régulièrement. Des méthodes de validation de ces paramètres sont actuellement en place et sont améliorées périodiquement afin de quantifier et de distinguer adéquatement les risques pour s'assurer qu'ils reflètent l'évolution de la conjoncture économique et des conditions de crédit.

En vertu de l'approche standard, les exigences en matière de capital liées au risque opérationnel sont établies selon la taille et le type de nos secteurs d'activité. Le revenu brut, tel qu'il est défini par Bâle II, donne une indication de la taille des activités et du risque opérationnel. Il est segmenté en huit secteurs d'activité réglementaires, par type d'activité, puis le montant de chaque segment est multiplié par un facteur correspondant prescrit par le dispositif de Bâle II afin de déterminer les exigences en matière de capital liées au risque opérationnel. De plus amples renseignements sur Bâle II sont présentés dans la section portant sur les risques.

Le total de l'actif pondéré en fonction des risques s'établissait à 167,2 milliards de dollars au 31 octobre 2009, une baisse par rapport à 191,6 milliards en 2008. La diminution s'explique par l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain, qui a réduit la valeur convertie de l'actif pondéré en fonction des risques libellés en dollars américains, par le recul de l'actif pondéré en fonction du risque de marché et par le fléchissement de l'actif pondéré en fonction du risque de crédit découlant principalement de la baisse des volumes de prêts aux entreprises et aux grandes entreprises et d'une moins grande exposition au risque lié aux activités de négociation. Ces réductions ont été partiellement contrebalancées par la migration du crédit qui a touché l'actif pondéré en fonction des risques de crédit lié aux prêts et à la titrisation. Une répartition de l'actif pondéré en fonction des risques, ventilée par catégorie de risque, est présentée dans



De plus amples renseignements sur les risques sous-jacents à nos activités commerciales sont présentés à la section Gestion globale des risques, à la page 75.

le tableau ci-dessous. L'actif pondéré en fonction du risque de crédit représente la principale composante du total de l'actif pondéré en fonction des risques de BMO. En 2010, l'actif pondéré en fonction du risque de crédit sera influencé par la croissance de l'actif, les niveaux de migration du crédit et la valeur du dollar américain. Nous prévoyons que l'actif pondéré en fonction des risques augmentera dans les années à venir sous l'effet des changements à la réglementation qui ont été annoncés pour 2010 et au-delà.

Actif pondéré en fonction des risques (en millions de dollars)

	2009	2008
Risque de crédit	143 098	163 616
Risque de marché	6 578	11 293
Risque opérationnel	17 525	16 699
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	167 201	191 608

Le capital de première catégorie représente les formes de capital les plus permanentes et comprend principalement les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, les actions privilégiées et les instruments hybrides novateurs, moins une déduction pour les écarts d'acquisition et les actifs incorporels excédentaires ainsi que d'autres déductions exigées en vertu de Bâle II. Le capital de première catégorie se chiffrait à 20,5 milliards de dollars au 31 octobre 2009, en hausse par rapport à 18,7 milliards en 2008. L'augmentation est principalement attribuable aux émissions nettes de capital pendant l'exercice. L'incidence de ces émissions a été contrebalancée en partie par l'augmentation de certaines déductions prescrites par Bâle II et par le fait que, le 1^{er} novembre 2008, nous avons adopté une nouvelle exigence imposée par cet accord et en vertu de laquelle les investissements dans des entités non consolidées et les investissements importants, excluant les filiales d'assurance détenues avant le 1^{er} janvier 2007, doivent faire l'objet d'une déduction de 50 % du capital de première catégorie et d'une déduction de 50 % du capital de deuxième catégorie. L'investissement supplémentaire effectué dans l'une de nos filiales d'assurance dans le but de soutenir l'acquisition de la société d'assurance qui a été réalisée au deuxième trimestre de l'exercice, est également déduit à raison de 50 % du capital de première catégorie et de 50 % du capital de deuxième catégorie. Antérieurement, ces placements étaient déduits du capital de deuxième catégorie.

Le capital total inclut le capital de première catégorie et de deuxième catégorie, moins certaines déductions. Le capital de deuxième catégorie comprend principalement les débentures subordonnées et la partie admissible de la provision générale pour pertes sur créances. Les déductions du capital de deuxième catégorie se composent principalement de nos investissements dans des filiales non consolidées et des investissements importants et d'autres déductions prescrites par Bâle II. Au 31 octobre 2009, le capital total s'établissait à 24,9 milliards de dollars, en hausse par rapport à 23,3 milliards en 2008. L'augmentation est principalement attribuable aux émissions nettes de capital dont il est question à la section Activités de gestion du capital.

Nous visons à maintenir une solide situation de capital. Le ratio du capital de première catégorie et le ratio de l'actif corporel net attribuable aux actionnaires ordinaires, qui sont nos principales mesures de la suffisance du capital, ont été solides en 2009. Le ratio du capital de première catégorie s'établissait à 12,24 % au 31 octobre 2009, une hausse par rapport à 9,77 % en 2008.

Le ratio du capital de première catégorie, le ratio de l'actif corporel net attribuable aux actionnaires ordinaires, le ratio du capital total et le ratio de l'actif au capital sont nos principales mesures du capital.

Le **ratio du capital de première catégorie** est obtenu en divisant le capital de première catégorie par l'actif pondéré en fonction des risques.

Le **ratio de l'actif corporel net attribuable aux actionnaires ordinaires** est obtenu en soustrayant les écarts d'acquisition et les actifs incorporels des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et en divisant la différence par l'actif pondéré en fonction des risques.

Le **ratio du capital total** est obtenu en divisant le capital total par l'actif pondéré en fonction des risques.

Le **ratio de l'actif au capital** est établi en divisant l'actif total, y compris les éléments hors bilan spécifiés nets des autres déductions spécifiées, par le capital total.

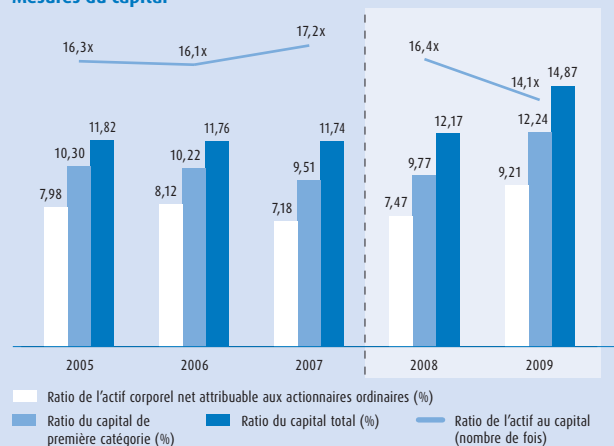
Capital réglementaire selon Bâle II (en millions de dollars)

	2009	2008
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	17 132	15 974
Actions privilégiées à dividende non cumulatif	2 571	1 996
Instruments novateurs inclus dans le capital de première catégorie	2 907	2 486
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	26	39
Écarts d'acquisition et actifs incorporels excédentaires	(1 569)	(1 635)
Cumul des pertes non réalisées nettes après impôts sur titres de participation disponibles à la vente	(2)	(15)
Capital net de première catégorie	21 065	18 845
Déductions liées à la titrisation	(168)	(115)
Perte prévue excédant la provision (approche NI avancée)	(61)	–
Investissements importants et investissements dans des filiales d'assurance	(374)	–
Autres déductions	–	(1)
Capital de première catégorie rajusté	20 462	18 729
Dette subordonnée	4 236	4 175
Billets de fiducie secondaires	800	800
Partie admissible de la provision générale pour pertes sur créances	296	494
Total du capital de deuxième catégorie	5 332	5 469
Déductions liées à la titrisation	(7)	(6)
Perte prévue excédant la provision (approche NI avancée)	(60)	–
Investissements dans des filiales non consolidées et investissements importants	(868)	(871)
Capital de deuxième catégorie rajusté	4 397	4 592
Capital total	24 859	23 321

En 2009, nous avons maintenu le ratio du capital de première catégorie à un niveau élevé, compte tenu de la conjoncture économique, afin de préserver notre santé financière et de conserver la souplesse nécessaire pour poursuivre la mise en œuvre de notre stratégie de croissance. Le ratio de l'actif corporel net attribuable aux actionnaires ordinaires reflète le montant des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, moins certaines déductions servant à soutenir notre actif pondéré en fonction des risques, et traduit la qualité de notre assise financière. Le ratio de l'actif corporel net attribuable aux actionnaires ordinaires s'établissait à 9,21 % au 31 octobre 2009, une hausse par rapport à 7,47 % en 2008. Comme il n'y a pas de définition normalisée de ce ratio dans le secteur des services financiers, les ratios présentés par les autres institutions de notre secteur peuvent ne pas être comparables. L'amélioration des deux ratios par rapport à l'exercice précédent est liée à une réduction de l'actif pondéré en fonction des risques et à un accroissement du capital.

Le ratio du capital total s'établissait à 14,87 % au 31 octobre 2009, une hausse par rapport à 12,17 % en 2008. L'augmentation traduit une réduction de l'actif pondéré en fonction des risques et un accroissement du capital de première catégorie.

Mesures du capital



Note : De 2005 à 2007, en vertu de Bâle I; 2008 et 2009, en vertu de Bâle II.

Les chiffres de 2008 et 2009 ne sont pas comparables à ceux des exercices antérieurs.

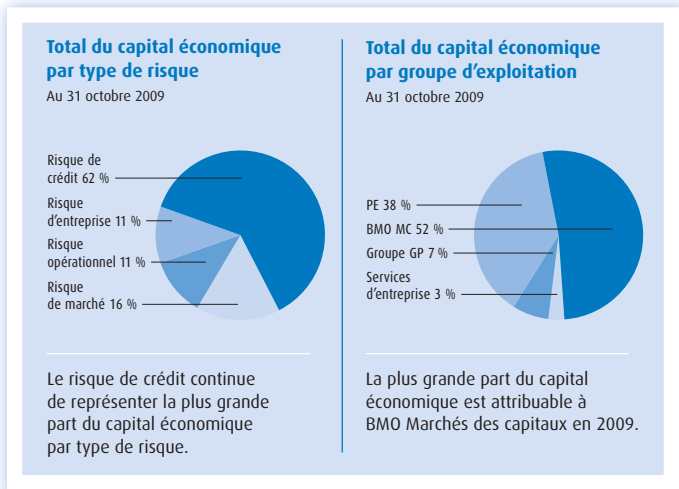
Le ratio du capital de première catégorie et le ratio du capital total demeurent tous deux bien supérieurs aux ratios de capital minimaux prescrits par le BSIF, soit 7 % et 10 %, respectivement, pour une institution financière bien capitalisée. Le ratio de l'actif au capital de BMO s'établissait à 14,1 au 31 octobre 2009, une baisse par rapport à 2008. Ce ratio demeure nettement inférieur au maximum autorisé par le BSIF.

Comme il est indiqué dans la section Provision pour impôts sur les bénéfices, nous couvrons le risque de change découlant du montant net de notre investissement dans des établissements aux États-Unis en finançant le montant net de l'investissement en dollars américains. Cette stratégie réduit l'effet des variations des taux de change sur nos ratios de capital puisque l'incidence, sur le capital de première catégorie, des écarts de conversion découlant des variations de la valeur du dollar canadien est partiellement neutralisée par la variation de l'équivalent en dollars canadiens de l'actif pondéré en fonction des risques libellés en dollars américains.

BMO Groupe financier exerce ses activités au moyen de diverses structures de sociétés comprenant des filiales et des coentreprises. Toutes nos filiales doivent respecter les exigences réglementaires et légales des territoires où elles exercent leurs activités. Un dispositif est en place pour que les filiales et leurs sociétés mères aient accès au capital et au financement nécessaires pour soutenir leurs activités dans des conditions normales comme en temps de crise.

Analyse du capital économique

Le capital économique correspond à notre évaluation interne des risques sous-jacents aux activités commerciales de BMO. Il représente l'estimation par la direction de l'ampleur potentielle des pertes économiques qui pourraient découler de circonstances défavorables et permet de rajuster le rendement en fonction des risques. Le capital économique est calculé pour divers types de risques : risque de crédit, risque de marché (lié aux activités de négociation et autres), risque opérationnel et risque d'entreprise, les mesures étant fondées sur un horizon de un an. Pour de plus amples renseignements sur ces risques, se reporter à la section Gestion globale des risques, à la page 75. Le capital économique est un élément clé de notre gestion du capital en fonction des risques et du processus d'évaluation interne de la suffisance du capital.



Activités de gestion du capital

Afin de maintenir une solide assise financière dans le contexte d'incertitude des marchés, BMO a effectué plusieurs émissions d'actions et un rachat d'actions en 2009. Nous avons émis environ 1 milliard de dollars d'actions ordinaires, 150 millions de dollars d'actions privilégiées de catégorie B, série 18, portant intérêt à 6,50 %, 275 millions de dollars d'actions privilégiées de catégorie B, série 21, portant intérêt à 6,50 %, et 400 millions de dollars d'actions privilégiées de catégorie B, série 23, portant intérêt à 5,40 %. Nous avons également mobilisé 450 millions de dollars d'instruments novateurs inclus dans le capital de première catégorie, par l'intermédiaire de la Fiducie de capital BMO II, fiducie à capital fixe qui est une filiale en propriété exclusive de BMO. Nous avons racheté 250 millions de dollars d'actions privilégiées de catégorie B, série 6. De plus amples renseignements sont présentés aux notes 19 et 21 (pages 142 et 144 des états financiers).

Le 19 novembre 2009, nous avons annoncé une nouvelle offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités, commençant le 2 décembre 2009 et se terminant le 1^{er} décembre 2010, en vertu de laquelle nous pouvons racheter aux fins d'annulation jusqu'à 15 millions d'actions ordinaires de BMO (représentant

environ 2,7 % de nos actions ordinaires). Aucune action ordinaire n'a été rachetée dans le cadre de notre précédente offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités, qui est arrivée à échéance le 7 septembre 2009.

Dividendes

La fourchette du ratio de distribution cible de BMO à moyen terme est comprise entre 45 % et 55 % du résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires. Cette fourchette reflète notre confiance en notre capacité soutenue d'accroître le revenu net et en la solidité de notre assise financière. De façon générale, nous augmentons les dividendes en fonction des tendances à long terme en matière de croissance du résultat par action, tout en conservant une part suffisante de revenu net pour soutenir la croissance prévue du volume d'affaires, financer les investissements stratégiques et fournir un soutien continu aux déposants.

Les dividendes déclarés par action ordinaire en 2009 ont totalisé 2,80 \$. Bien que les dividendes annuels déclarés en 2009 représentent 91,8 % du résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires, notre ratio de distribution trimestrielle a diminué à chacun des trimestres de l'exercice, et s'est établi à 63,4 % au quatrième trimestre. À la fin de l'exercice, le rendement annuel de l'action ordinaire de BMO s'établissait à 5,6 % selon le cours de clôture. Le 24 novembre 2009, le Conseil d'administration de BMO a déclaré un dividende trimestriel par action ordinaire de 0,70 \$, inchangé par rapport au trimestre précédent et à l'exercice 2008.

Nous croyons que le taux de dividende actuel est approprié, compte tenu de la capacité bénéficiaire de BMO. Nous continuons de mettre l'accent sur la croissance de notre revenu net, laquelle selon nos prévisions et conjuguée à la diminution des dotations à la provision pour pertes sur prêts, fera progresser le ratio de distribution par rapport à notre fourchette cible.

En janvier 2009, nous avons annoncé des modifications au Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions pour les actionnaires (le Régime). Aux termes du Régime, les actionnaires peuvent choisir de réinvestir les dividendes sur les actions ordinaires en actions ordinaires supplémentaires de BMO. Un escompte peut être offert sur le réinvestissement des dividendes. Au cours de l'exercice 2009, nous avons émis de nouvelles actions compte tenu d'un escompte de 2 % par rapport au cours moyen (défini dans le Régime). Auparavant, les actions ordinaires émises aux termes du Régime étaient des actions autodétenues ne donnant pas droit à un escompte par rapport au cours moyen. L'escompte ne s'applique pas aux actions achetées aux termes de la clause de paiements en espèces facultatifs du Régime.

Désignation des dividendes admissibles

Pour les fins de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada) et de toute autre loi provinciale ou territoriale similaire, BMO désigne tous les dividendes versés ou réputés être versés sur ses actions ordinaires et privilégiées après le 31 décembre 2005 comme « dividendes admissibles », à moins d'indication contraire.

Actions en circulation et titres convertibles en actions ordinaires

Au 24 novembre 2009	Nombre d'actions ou montant en dollars	Dividendes déclarés par action		
		2009	2008	2007
Actions ordinaires	552 030 000	2,80 \$	2,80 \$	2,71 \$
Actions privilégiées de catégorie B				
Série 5	200 000 000 \$	1,33 \$	1,33 \$	1,33 \$
Série 13	350 000 000 \$	1,13 \$	1,13 \$	0,96 \$
Série 14	250 000 000 \$	1,31 \$	1,48 \$	— \$
Série 15	250 000 000 \$	1,45 \$	0,94 \$	— \$
Série 16	300 000 000 \$	1,30 \$	0,55 \$	— \$
Série 18	150 000 000 \$	1,55 \$	— \$	— \$
Série 21	275 000 000 \$	1,11 \$	— \$	— \$
Série 23	400 000 000 \$	0,59 \$	— \$	— \$
Convertibles en actions ordinaires :				
Actions privilégiées de catégorie B 1)				
Série 4 2)	— \$	— \$	— \$	0,91 \$
Série 6 3)	— \$	— \$	1,19 \$	1,19 \$
Série 10	300 000 000 \$ US	1,49 \$ US	1,49 \$ US	1,49 \$ US
Options sur actions				
— droits acquis	11 264 000			
— droits non acquis	7 003 000			

1) Les actions privilégiées convertibles pourront être échangées au prorata contre des actions ordinaires à des dates précises sur une base de 95 % du prix de négociation moyen de l'action ordinaire sur une période de 20 jours se terminant quatre jours avant la date de l'échange.

2) Rachetées en août 2007.

3) Rachetées le 25 novembre 2008.

La note 21 afférente aux états financiers, à la page 144, traite en détail du capital-actions.

Mise en garde

La section Gestion globale du capital contient des déclarations prospectives. Voir l'encadré intitulé Mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Instruments financiers désignés

À la demande des ministres des Finances et des gouverneurs des banques centrales des pays membres du G7, le Forum sur la stabilité financière (qui est depuis devenu le Conseil de stabilité financière) a publié en avril 2008 un rapport concernant l'amélioration de la résilience des institutions et des marchés financiers. Les recommandations du rapport préconisent notamment d'améliorer la communication de l'information sur les instruments financiers que les marchés en sont venus à considérer comme plus risqués. Nous avons étendu notre présentation des instruments financiers en 2008 pour tenir compte de ces nouveaux développements et nous continuerons de le faire en 2009.

Mise en garde

Compte tenu de la conjoncture incertaine des marchés financiers, l'évaluation de nos instruments financiers pourrait subséquemment être l'objet de gains et de pertes en raison des variations de la valeur de marché. La présente section Instruments financiers désignés contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives à la page 32.

Prêts aux particuliers

Au Canada, notre portefeuille de prêts aux particuliers totalisait 74,8 milliards de dollars au 31 octobre 2009 et était constitué de trois grandes catégories d'actifs, soit : des prêts hypothécaires à l'habitation (49 %), des prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers (47 %) et des prêts sur cartes de crédit (4 %).

Aux États-Unis, notre portefeuille de prêts aux particuliers totalisait 15,3 milliards de dollars américains et était lui aussi composé essentiellement de trois catégories d'actifs, à savoir : des prêts hypothécaires de premier rang à l'habitation (37 %), des prêts sur valeur domiciliaire (34 %) et des prêts automobiles indirects (27 %).

Les sections qui suivent présentent une analyse des prêts hypothécaires à haut risque, des prêts hypothécaires à l'habitation Alt-A et des prêts sur valeur domiciliaire, portefeuilles qui suscitent de plus en plus l'intérêt des investisseurs à l'heure actuelle.

Prêts hypothécaires à haut risque

Aux États-Unis, les prêts hypothécaires à haut risque sont généralement des prêts consentis à des clients dont la cote de solvabilité fournie par un bureau de crédit est égale ou inférieure à 620. Nous n'octroyons pas de prêts hypothécaires à haut risque aux États-Unis dans le cadre d'un programme conçu à cette fin; nous y offrons toutefois des prêts à des personnes ayant une cote de solvabilité inférieure à 620, conformément à nos exigences de crédit découlant du *Community Reinvestment Act*. Ponctuellement, nous accordons également des prêts à des clients dont la cote de solvabilité est inférieure à 620 lorsqu'ils remplissent d'autres critères d'admissibilité solides. Ainsi, nous avons un encours de 0,29 milliard de dollars américains de prêts hypothécaires de premier rang qui présentaient des caractéristiques de prêts à haut risque à la date d'autorisation. Une petite fraction de tels prêts sont des prêts non garantis présentant une quotité de financement supérieure à 80 % au moment de l'octroi. À la fin de l'exercice, 18,5 millions de dollars américains, ou 6,29 % des prêts de 0,29 milliard de dollars américains, représentent des prêts en souffrance depuis 90 jours ou plus (5,4 millions de dollars américains ou 2,14 % en 2008). En comparaison, le taux est de 2,77 % pour l'ensemble du portefeuille américain de prêts hypothécaires de premier rang de BMO.

Nous avons aussi une exposition nette de 101 millions de dollars américains (159 millions de dollars américains en 2008) à une société qui achète des prêts hypothécaires en difficulté (y compris des prêts à haut risque) à prix réduit.

Les prêts sur valeur domiciliaire sont des crédits garantis par l'avoir propre foncier du propriétaire et la garantie occupe un rang subordonné après la première hypothèque qui grève la propriété. Aux États-Unis, notre portefeuille de prêts sur valeur domiciliaire s'établit à 5,1 milliards de dollars américains, ce qui représentait 3,1 % du portefeuille total de prêts de BMO au 31 octobre 2009. De ce portefeuille total, des prêts dont le solde s'établit à 0,3 milliard de dollars américains ont été consentis à des clients qui présentaient une cote de solvabilité inférieure à 620, ce qui les classerait dans la catégorie des prêts à haut risque.

De cette somme, seulement 7 millions de dollars américains, ou 2,1 %, représentent des prêts en souffrance depuis 90 jours ou plus (3 millions de dollars américains ou 0,8 % en 2008).

Au Canada, BMO n'a pas de programme de prêts hypothécaires à haut risque et n'achète pas de prêts de ce type à des tiers prêteurs. Les décisions d'accord de prêts hypothécaires de BMO se fondent sur une évaluation complète du client et de la structure du prêt. La cote de solvabilité n'est qu'un élément du processus d'octroi de crédit et, par conséquent, nous ne classons pas les prêts sur la seule base de la cote de solvabilité. On retrouve un montant minime de prêts hypothécaires à haut risque dans certains conduits de titrisation canadiens soutenus par BMO qui détiennent des actifs de tiers, comme il est expliqué plus loin à la rubrique consacrée à ce type de conduits.

Au Canada, nous avons un portefeuille de marges de crédit sur valeur domiciliaire de 16,8 milliards de dollars (29,5 milliards autorisés). Le portefeuille est de première qualité, la proportion des prêts en souffrance depuis 90 jours ou plus n'étant que de 0,11 % (0,08 % en 2008). L'une de ces marges de crédit est offerte exclusivement sur des hypothèques de premier rang. Ce produit compte pour environ 61 % du portefeuille total. Nous avons également un portefeuille de prêts sur valeur domiciliaire remboursables à tempérament d'une valeur de 0,2 milliard de dollars, dont 2 millions de dollars sont des prêts en souffrance depuis 90 jours ou plus.

Prêts hypothécaires de premier rang Alt-A

Aux États-Unis, les prêts Alt-A sont généralement considérés comme des prêts pour lesquels les critères d'admissibilité de l'emprunteur font l'objet d'une vérification limitée. Le portefeuille américain comprenait deux programmes de prêts correspondant à cette définition : les programmes Easy Doc et No Doc. Nous avons mis fin à ces programmes au troisième trimestre de 2008. Les prêts du programme No Doc, qui représentent la plus grande part de cette catégorie, nécessitaient une cote de solvabilité de la part du bureau de crédit d'au moins 660 et une quotité de financement maximale de 80 % (90 % si le prêt était assuré par une assurance hypothécaire privée). Compte tenu de ces exigences, la qualité de crédit de notre portefeuille de prêts Alt-A est bonne et le rendement des prêts est relativement satisfaisant. Aux États-Unis, nos prêts Alt-A directs totalisaient 1,2 milliard de dollars américains à la fin de l'exercice (1,6 milliard de dollars américains en 2008). De ce montant, 65 millions de dollars américains, soit 5,23 %, représentent des prêts en souffrance depuis 90 jours ou plus (10 millions de dollars américains ou 0,62 % en 2008). En comparaison, le taux est de 2,77 % (0,94 % en 2008) pour l'ensemble du portefeuille américain de prêts hypothécaires de premier rang de BMO.

BMO a également offert des prêts dans le cadre de deux programmes à vérification restreinte au sein du portefeuille des prêts sur valeur domiciliaire aux États-Unis, qui seraient classés dans la catégorie Alt-A s'ils figuraient dans le portefeuille des prêts hypothécaires de premier rang. Au 31 octobre 2009, le montant autorisé en vertu de ces programmes s'élève à 1,0 milliard de dollars américains et l'encours, à 0,6 milliard de dollars américains. Les prêts accordés en vertu de ces programmes sont soumis aux mêmes exigences strictes en matière de cote de solvabilité et de quotité de financement que le portefeuille des prêts hypothécaires de premier rang; le portefeuille a donc affiché un bon rendement. Au 31 octobre 2009, 6 millions de dollars américains, soit 0,95 % du portefeuille, représentent des prêts en souffrance depuis 90 jours ou plus (4 millions de dollars américains ou 0,68 % en 2008). À titre de comparaison, ce taux s'établit à 1,10 % (0,57 % en 2008) pour le portefeuille total de prêts sur valeur domiciliaire de BMO aux États-Unis.

Les prêts hypothécaires à haut risque et les prêts Alt-A sont généralement considérés comme plus risqués que les prêts conventionnels. Nous considérons également que les prêts consentis à des clients ayant une cote de solvabilité se situant entre 620 et 660 et une quotité de financement supérieure à 80 % (sans assurance hypothécaire privée) constituent des éléments plus risqués pour notre portefeuille. À la fin de l'exercice, cette composante représentait une partie négligeable de notre portefeuille américain total.

Au Canada, nous n'avons pas de programme de prêts hypothécaires considérés comme des prêts Alt-A. Par le passé, nous pouvions choisir de ne pas vérifier le revenu ou l'emploi de certains clients de la Banque lorsqu'ils respectaient par ailleurs des critères de solvabilité suffisants, ce que nous ne faisons plus. Nous avons aussi un programme de prêts hypothécaires pour les nouveaux arrivants au Canada et les non-résidents qui permet une vérification limitée du revenu, mais comporte d'autres critères stricts d'admissibilité. Au 31 octobre 2009, il y avait environ 2,4 milliards de dollars (2,2 milliards en 2008) de prêts en cours en vertu de ce programme. De ce montant, seulement 12 millions de dollars, soit 0,50 % (11 millions ou 0,51 % en 2008) représentent des prêts en souffrance depuis 90 jours ou plus, ce qui reflète la bonne qualité de ces prêts.

Financement à levier financier

Les prêts à levier financier sont définis par BMO comme les prêts aux sociétés de capital-investissement et les prêts mezzanine pour lesquels notre évaluation indique un niveau de risque de crédit plus élevé. BMO fait l'objet d'une exposition limitée aux prêts à levier financier, ces prêts correspondant à moins de 1 % de son actif total avec un encours de 3,6 milliards de dollars au 31 octobre 2009 (5,9 milliards autorisés), montant essentiellement inchangé par rapport à l'exercice précédent. De ce montant, 201 millions de dollars ou 5,6 % représentent des prêts classés comme douteux (234 millions ou 6,5 % en 2008).

Assureurs spécialisés et sociétés d'instruments dérivés de crédit

Au 31 octobre 2009, les expositions directes de BMO aux sociétés spécialisées dans la fourniture d'une protection contre la défaillance s'élevaient à 256 millions de dollars au titre de la valeur de marché d'instruments dérivés de contrepartie et à 19 millions au titre de la valeur de marché de titres de créance négociables (573 millions et 19 millions en 2008). Un rajustement cumulé de 20 millions (60 millions en 2008) lié au risque de contrepartie a été comptabilisé en rapport avec ces expositions.

Une tranche d'environ 28 % des 256 millions de dollars de l'exposition brute est liée à des contreparties ayant obtenu une cote AAA de la part de Standard & Poor's (S&P) et une autre tranche de 32 % est liée à des contreparties ayant reçu une cote A. Le reste de l'exposition est essentiellement lié à des contreparties ayant perdu leur cote. En 2008, 88 % de l'exposition de 573 millions était liée à des contreparties ayant obtenu une cote AA ou une cote plus élevée de la part de S&P. Les cotes de crédit attribuées par Moody's Investors Services (Moody's) sont moins élevées. La valeur notionnelle des contrats directs mettant en jeu des assureurs spécialisés et des sociétés d'instruments dérivés de crédit est d'environ 3,8 milliards de dollars (environ 4,5 milliards en 2008). La plupart des contrats avec ces sociétés concernent des titres garantis par des créances et des swaps sur défaillance de notre portefeuille de négociation et fournissent une protection contre les pertes découlant des défaillances. L'exposition de ces instruments aux prêts hypothécaires à haut risque est minime. Les expositions à certaines contreparties prenant part à des produits dérivés de crédit sont analysées plus longuement dans la section Expositions à d'autres instruments financiers désignés.

Au 31 octobre 2009, BMO détenait aussi 901 millions de dollars de titres assurés par des assureurs spécialisés, dont des obligations municipales de 630 millions (1 176 millions et 795 millions en 2008). Une proportion d'environ 91 % (environ 79 % en 2008) du portefeuille d'obligations municipales est de catégorie investissement, incluant l'avantage des garanties d'assurance. Environ 77 % (environ 68 % en 2008) des obligations municipales détenues ont des cotes qui ne tiennent pas compte des garanties d'assurance et toutes sont de catégorie investissement.

Entités de titrisation soutenues par BMO

BMO soutient plusieurs entités qui financent des actifs émanant de BMO (entités de titrisation de la Banque) ou de ses clients (entités canadiennes de titrisation des clients et entité américaine de titrisation des clients). Pour la prestation de services liés à la titrisation dans les entités de titrisation des clients et à l'exploitation continue de ces entités, nous percevons des frais, notamment des frais pour les facilités de trésorerie, des frais de distribution et des frais de dispositions financières. Ces frais s'élevaient à approximativement 93 millions de dollars en 2009, comparativement à 99 millions en 2008.

Entités de titrisation de la Banque

Périodiquement, nous vendons des prêts à des entités ou à des fiducies hors bilan, soit à des fins de gestion du capital ou pour obtenir des sources de financement de substitution. Les gains réalisés sur la vente des prêts aux entités de titrisation ainsi que les frais perçus pour assurer la gestion des prêts vendus sont portés au revenu.

BMO détient des droits conservés dans ses trois entités de titrisation, parce que nous sommes parfois tenus d'acheter des droits subordonnés ou de maintenir des dépôts en espèces dans les entités, et que nous avons comptabilisé des prix d'achat différé. Ces prix constituent la partie des gains sur les ventes à des entités de titrisation qui n'ont pas été reçus en espèces. Les droits conservés comptabilisés à l'actif de notre bilan consolidé se montaient respectivement à 1 015 millions et 912 millions de dollars au 31 octobre 2009 et 2008. Dans l'éventualité où les actifs détenus par les entités de titrisation feraient l'objet de défaillances, les droits conservés pourraient ne pas être recouvrables et subirait une réduction de valeur. De plus, les remboursements anticipés et les fluctuations de taux d'intérêt ont des répercussions sur les flux de trésorerie prévus des entités, ce qui peut également se traduire par une dévaluation des droits conservés. Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009, la réduction de valeur de droits conservés dans les entités de titrisation s'est élevée à 12 millions de dollars, comparativement à 5 millions en 2008.

Les actifs de deux des entités consistent en prêts hypothécaires à l'habitation canadiens et ceux de la troisième, en prêts sur cartes de crédit consentis au Canada et transférés de BMO. Notre investissement dans du papier commercial adossé à des actifs (PCAA) des entités détenant des prêts hypothécaires à l'habitation a été réduit à 55 millions de dollars (509 millions en 2008), étant donné que les conditions de marché se sont grandement améliorées en 2009 et qu'aucune perte n'a été enregistrée en rapport avec cet investissement. Le PCAA émis par les entités détenant des prêts hypothécaires est coté R-1 (élevé) par DBRS Limited (DBRS) et Prime-1 par Moody's. Nous avons fourni à ces deux entités 5,1 milliards de dollars de facilités de trésorerie, et aucune somme n'a été tirée sur ces facilités au 31 octobre 2009. Nous n'avons pas fourni de facilités de trésorerie à l'entité qui détient des prêts sur cartes de crédit, car elle n'émet que des titres adossés à des créances à plus long terme et n'émet pas de PCAA. Nous détenons des billets subordonnés émis par l'entité de titrisation de prêts sur cartes de crédit d'une valeur nominale de 269 millions de dollars, soit un montant inchangé par rapport à il y a un an. Les titres adossés à des créances émis par l'entité détenant des prêts sur cartes de crédit sont cotés AAA par DBRS et Aaa par Moody's. De plus amples renseignements sur l'incidence des activités de titrisation sur le bilan consolidé se trouvent à la note 8 afférente aux états financiers, à la page 125.

Entités canadiennes de titrisation des clients

Les entités de titrisation des clients que nous soutenons au Canada aident ces derniers à titriser leurs actifs et à obtenir ainsi des sources de financement de substitution. Ces entités permettent aux clients d'accéder à du financement sur les marchés du papier commercial en achetant les actifs des clients, puis en émettant du papier commercial à des investisseurs pour financer ces achats. Dans presque tous les cas, le vendeur des actifs continue à gérer les actifs cédés, et il est le premier à assumer les pertes réalisées sur ces actifs, le cas échéant.

En général, les investisseurs qui souscrivent du papier commercial peuvent seulement exercer des recours contre les actifs de l'entité émettrice. Notre risque de perte est lié à nos investissements dans le papier commercial émis par ces entités, aux contrats sur instruments dérivés que nous avons conclus avec elles et au soutien de trésorerie que nous leur fournissons sous forme de concours de trésorerie. Nous avons recours à notre processus d'octroi de crédit avant de prendre la décision de conclure ou non ces ententes, comme nous le faisons à l'égard des prêts.

BMO conclut parfois des contrats sur instruments dérivés avec ces entités pour leur permettre de gérer les risques découlant des fluctuations des taux d'intérêt et des cours du change. La juste valeur de ces contrats est comptabilisée dans notre bilan consolidé et représente un actif dérivé de 44 millions de dollars au 31 octobre 2009 (un passif dérivé de 55 millions en 2008).

Certaines de ces entités sont financées directement par BMO et d'autres le sont sur le marché. BMO consolide les comptes des entités de titrisation des clients lorsque c'est lui qui fournit le financement, puisque la majorité des gains ou des pertes de ces entités est censée lui échoir. Le total de 719 millions de dollars des actifs des entités financées par la Banque à la fin de l'exercice comprend 42 millions de prêts hypothécaires présentant des caractéristiques de prêts à haut risque ou de prêts Alt-A. Aucune perte n'a été comptabilisée en rapport avec l'exposition de BMO à ces entités.

L'investissement de BMO dans le PCAA émis par les entités financées sur le marché totalise 0,3 milliard de dollars au 31 octobre 2009 (2,1 milliards en 2008), montant dont la majeure partie reflète la décision de BMO d'investir une partie de ses liquidités structurelles excédentaires dans du PCAA. Aucune perte n'a été comptabilisée en rapport avec cet investissement.

BMO fournit aux entités financées sur le marché des facilités de soutien de trésorerie totalisant 5,8 milliards de dollars au 31 octobre 2009 (11,0 milliards en 2008). Ce montant représente une partie des autres instruments de crédit décrits à la note 5 afférente aux états financiers, à la page 121. Aucune somme n'a été utilisée dans le cadre de ces facilités. Les actifs de chacune de ces entités de titrisation des clients financées sur le marché consistent essentiellement en des lots diversifiés de créances automobiles canadiennes et de prêts hypothécaires à l'habitation canadiens. Ces deux catégories d'actifs représentent 68 % du total des actifs de ces entités. Ces actifs comprennent 382 millions de dollars de prêts hypothécaires à l'habitation canadiens présentant des caractéristiques de prêts à haut risque ou Alt-A.

Dans l'éventualité où nous déciderions ou serions tenus de mettre fin à notre relation avec une entité de titrisation des clients, nous serions obligés de détenir tout instrument dérivé connexe jusqu'à son échéance. Nous ne percevrions plus de frais pour la prestation des services de gestion liés aux opérations de titrisation dont il a été question précédemment.

Entité de titrisation américaine des clients

Nous soutenons une entité multicédants américaine émettrice de PCAA. Cette entité de titrisation américaine des clients assiste nos clients dans la titrisation de leurs actifs afin de leur fournir des sources de financement de substitution. L'entité procure du financement à des lots diversifiés de portefeuilles au moyen de 81 opérations de titrisation (91 en 2008), la valeur moyenne des facilités étant de 70 millions de dollars américains. Au 31 octobre 2009, la taille des lots variait de 0,7 million à 270 millions de dollars américains. Le montant des facilités engagées comprend un large éventail de catégories d'actifs. Les prêts hypothécaires à l'habitation classés à haut risque ou Alt-A constituent 0,4 % du portefeuille.

Environ 58 % des engagements de l'entité ont été cotés par Moody's ou S&P, et la quasi-totalité d'entre eux ont reçu la cote A ou une cote supérieure. Environ 807 millions de dollars d'engagements sont assurés par des assureurs spécialisés, principalement MBIA Inc. et Ambac Financial Group. Les cotes de MBIA et de Ambac ont été abaissées au troisième trimestre de 2009, mais elles n'ont aucune incidence sur le rendement des actifs sous-jacents. Aucune des garanties d'assurance ne porte sur des hypothèques ou des titres adossés à des créances hypothécaires, ni sur des titres garantis par des créances à financement structuré. L'entité se protège contre les risques au moyen de diverses catégories d'actifs, dont des prêts du marché intermédiaire et des prêts à des entreprises ainsi que des prêts immobiliers à des entreprises et des prêts automobiles.

Au 31 octobre 2009, le papier commercial en cours de l'entité totalise 4,4 milliards de dollars américains, en baisse par rapport aux 6,5 milliards de dollars américains au 31 octobre 2008. Le PCAA de l'entité est coté A1 par S&P et P1 par Moody's. BMO n'a pas investi dans le PCAA de l'entité. Le papier commercial en cours a été acheté avec régularité par des tiers investisseurs malgré les perturbations du marché, et les niveaux de prix sont en phase avec ceux des entités émettrices de PCAA de première qualité aux États-Unis. BMO s'est engagé à fournir à notre entité des facilités de soutien de trésorerie de 5,7 milliards de dollars américains au 31 octobre 2009 (8,2 milliards de dollars américains en 2008).

BMO agit aussi comme contrepartie à des contrats sur instruments dérivés avec l'entité, qui servent à gérer le risque de taux d'intérêt. La juste valeur des contrats sur instruments dérivés en cours avec l'entité, comptabilisée dans notre bilan consolidé à titre de passif dérivé, est de 1 million de dollars au 31 octobre 2009 (1 million en 2008). BMO n'est pas tenu de consolider l'entité, puisqu'un billet pour pertes prévues a été émis par l'entité. Il appartient au détenteur du billet de consolider l'entité puisque c'est lui qui assume la plus grande part de l'exposition aux pertes prévues.

Dans l'éventualité où nous déciderions ou serions tenus de mettre fin à notre relation avec l'entité, nous serions obligés de régler les contrats sur instruments dérivés à leur juste valeur, et nous ne percevrions plus de frais pour la gestion de l'entité.

Entité de protection de crédit

Nous parrainons également Apex Trust (Apex), entité ad hoc canadienne, qui détient douze tranches de titres de crédit aux entreprises diversifiés, bénéficiant chacune des avantages d'une protection de premier niveau. Les douze tranches d'Apex ont une exposition à quelque 450 titres de crédit de sociétés, diversifiés sur le plan des régions et des secteurs. Environ 70 % de ces titres sont de catégorie investissement (25 % ayant une cote supérieure à BBB et 46 % étant cotés BBB) et 29 % ont une cote moindre qu'une cote de catégorie investissement. La cote de nombreux titres de crédit aux entreprises a été abaissée au premier semestre de 2009, mais peu de changements ont été apportés aux cotes de ces titres durant le deuxième semestre. Un certain nombre de cotes de sociétés sous-jacentes sont sous surveillance ou sous examen en vue d'une révision à la baisse. En 2009, nous avons comptabilisé des charges de 521 millions de dollars à l'égard de Apex, comparativement à des charges de 230 millions en 2008.

Au troisième et au quatrième trimestres, nous avons conclu des couvertures qui réduisent considérablement le risque de Apex à des niveaux qui n'exposaient pas BMO à un risque de perte important. Aucune perte n'a été réalisée jusqu'à maintenant pour l'entité, et la probabilité que les pertes dépassent le niveau des couvertures dont nous disposons est considérée comme extrêmement faible compte tenu du niveau de protection de premier niveau des tranches et de la vigueur des titres de crédit des sociétés sous-jacentes.

Apex a émis 2,2 milliards de dollars de billets à terme d'une durée de quatre et sept ans. Compte tenu des avantages des couvertures, BMO n'a aucune exposition, par l'intermédiaire des billets de Apex, aux pertes sur créances réalisées par tranches. Avant la conclusion de la couverture au quatrième trimestre, l'exposition de BMO aux billets se chiffrait à 815 millions de dollars. Une autre partie a une exposition de 600 millions aux billets par l'intermédiaire d'un swap sur rendement total conclu avec BMO. Les pertes sur créances réalisées sur les billets de Apex ne sont enregistrées que si les pertes sur défaillance des titres sous-jacents dépassent la protection de premier niveau d'une tranche. Comme il est présenté en détail ci-après, une part importante des positions de Apex bénéficie d'une protection importante de premier niveau. Certaines des protections de premier niveau ont été abaissées au premier semestre de 2009; cependant, au cours du second semestre de l'exercice, les changements dans le palier de protection de premier niveau ont été négligeables.

Une facilité de financement de premier rang de 1,13 milliard de dollars a été mise à la disposition de Apex, BMO fournissant 1,03 milliard de cette facilité. Au cours du troisième trimestre, nous avons réalisé une opération qui couvre la première tranche de 515 millions de dollars des pertes liées à notre exposition aux termes de la facilité de financement de premier rang.

Au 31 octobre 2009, 112 millions de dollars (553 millions en 2008) de l'engagement de BMO dans le cadre de la facilité de premier rang avaient été avancés en vue du financement des appels de sûretés à la suite de variations de la valeur de marché des swaps sur défaillance sous-jacents.

BMO a conclu des contrats de swap sur défaillance sur les positions notionnelles nettes avec les contreparties aux swaps ainsi que des swaps de compensation avec l'entité et est exposé à des pertes supérieures à la valeur des billets et de la facilité de financement de premier rang de 3,33 milliards de dollars.

Deux des douze tranches comportent une protection de premier niveau plus faible que les autres. Si des pertes avaient été réalisées par les investisseurs de Apex sur la totalité du montant notionnel de 1 217 millions de dollars des deux tranches les plus faibles, le risque auquel BMO est exposé serait de néant étant donné les couvertures maintenant en place. Les dix autres tranches, dont le montant notionnel net s'établit à 20,6 milliards de dollars, ont été cotées de A (faible) à AAA et comportent d'importantes protections de premier niveau, allant de 13,0 % à 29,4 %, soit une moyenne pondérée de 23,5 %.

Dans le cadre de la restructuration de Apex, BMO a acheté des billets d'autres porteurs de billets à moyen terme en mai 2008. BMO ne considère pas que cet achat implique ou laisse entendre que BMO a l'intention de fournir un soutien aux autres porteurs de billets à moyen terme ou un soutien subordonné supplémentaire à Apex. Cet achat constitue plutôt un événement unique et isolé dans le cadre de la restructuration de Apex. Nous n'avons pas l'intention d'acheter d'autres billets à moyen terme de Apex, et nous n'avons pas non plus l'intention de rembourser aux autres détenteurs de billets à moyen terme les pertes qu'ils pourraient subir.

Entités de gestion de placements structurés

Les entités de gestion d'instruments de crédit offrent aux investisseurs des possibilités d'investissement dans des portefeuilles de créances sur mesure et diversifiés dans plusieurs catégories d'actifs et de cotes de catégorie investissement.

Nous détenons des billets de capital subordonnés de Links Finance Corporation (Links) et de Parkland Finance Corporation (Parkland), deux entités de gestion de placements structurés basées à Londres et gérées par BMO, billets dont la valeur comptable est nulle. Notre risque de perte est lié à nos investissements dans ces entités, aux contrats sur instruments dérivés que nous avons conclus avec elles et au financement de premier rang que nous fournissons au moyen d'une facilité de trésorerie qui vise à financer le remboursement des billets de premier rang des entités de gestion de placements structurés.

La juste valeur de nos contrats sur instruments dérivés conclus avec ces entités de gestion de placements structurés est comptabilisée dans notre bilan consolidé et représentait un actif dérivé de 12 millions de dollars (57 millions en 2008). Pour la gestion de ces portefeuilles, nous avons touché des frais de 3 millions et de 5 millions de dollars, respectivement, en 2009 et en 2008.

Dans l'éventualité où nous déciderions ou serions tenus de mettre fin à notre relation avec ces entités, nous serions obligés de régler les contrats sur instruments dérivés à leur juste valeur.

Nous fournissons un soutien de premier rang pour le financement de Links et de Parkland au moyen de facilités de trésorerie de BMO. Les facilités soutiennent le remboursement de billets de premier rang pour aider ces entités à accéder à d'autres fonds de premier rang, leur procurent des fonds supplémentaires et leur permettent de maintenir la stratégie consistant à vendre des actifs de manière ordonnée et en tenant compte de leur valeur.

Au 31 octobre 2009, les montants prélevés sur les facilités totalisent 5,8 milliards de dollars américains et 597 millions d'euros (3,7 milliards de dollars américains et 477 millions d'euros en 2008), une baisse comparativement au sommet respectif de 6,4 milliards de dollars américains et de 622 millions d'euros atteint en août 2009. Les facilités de trésorerie totalisent 6,0 milliards de dollars américains pour Links et 627 millions d'euros pour Parkland au 31 octobre 2009. Les avances consenties dans le cadre des facilités de trésorerie sont d'un rang supérieur à celui des billets de capital subordonnés des entités de gestion de placements structurés. Conformément à la stratégie consistant à vendre des actifs de manière ordonnée, le rythme de vente des actifs a été modéré en 2009 en raison des conditions du marché. Nous prévoyons actuellement que les entités de gestion de placements structurés continueront de suivre la stratégie consistant à vendre des actifs de manière ordonnée en fonction des conditions du marché et que les ventes d'actifs seront modestes à court terme. La somme totale utilisée dans le cadre des facilités de trésorerie est principalement influencée par le rythme et le prix des ventes des actifs et par les échéances des actifs. Selon ces facteurs, les montants financés devraient diminuer comparativement aux niveaux actuels. Si les actifs des entités de gestion de placements structurés arrivent à échéance au fil du temps, il est à prévoir qu'une partie importante de ces actifs seront remboursés entre 2010 et 2012.

Les détenteurs de billets de capital des entités de gestion de placements structurés vont continuer à assumer le risque économique lié aux pertes réelles jusqu'à concurrence de la valeur totale de leur investissement. Au 31 octobre 2009, la valeur comptable des billets de capital subordonnés de Links et de Parkland est respectivement de 866 millions de dollars américains et de 150 millions d'euros. La valeur comptable des actifs détenus par Links et Parkland totalise respectivement 7,1 milliards de dollars américains et 752 millions d'euros, une baisse comparativement à la valeur nominale de 8,8 milliards de dollars américains et de 830 millions d'euros au 31 octobre 2008. La valeur de marché des actifs détenus par Links et Parkland, y compris les couvertures et les équivalents de trésorerie, totalise respectivement 5,5 milliards de dollars américains et 631 millions d'euros, comparativement à 6,8 milliards de dollars américains et à 698 millions d'euros au 31 octobre 2008. En 2009, des actifs totalisant 277 millions de dollars américains pour Links et 11 millions d'euros pour Parkland sont arrivés à échéance ou ont été remboursés. De plus, des actifs de 960 millions de dollars américains pour Links et de 31 millions d'euros pour Parkland ont été vendus. La valeur de marché des actifs de Links est actuellement inférieure au montant des créances prioritaires en cours, mais BMO croit que la protection de premier niveau fournie par les billets de capital subordonnés est supérieure aux pertes prévues. La valeur de marché des actifs de Parkland s'est accrue au cours du quatrième trimestre de 2009 et est maintenant supérieure au montant des créances prioritaires en cours.

La qualité des actifs de Links demeure élevée. Selon la valeur de marché, environ 51 % des titres de créance ont reçu une cote de Aa3 ou supérieure de Moody's (84 % en 2008), et 91 % ont reçu la cote de catégorie investissement (98 % en 2008). Environ 47 % des titres ont reçu la cote AA- ou supérieure de S&P (73 % en 2008), et 92 % ont reçu la cote de catégorie investissement (98 % en 2008). Certaines des cotes de crédit des titres de créance sont sous surveillance en vue d'une révision à la baisse. Les cotes des billets de premier rang des entités de gestion de placements structurés sont conformes aux cotes de crédit Aa1 (Moody's) et A+ (S&P) attribuées aux créances prioritaires de BMO. Le 27 octobre 2009, Moody's a placé les cotes de crédit des créances prioritaires à long terme de Links et de Parkland sous examen en vue d'une possible révision à la baisse à la suite de son examen des cotes de crédit des créances à long terme de BMO. Les entités de gestion de placements structurés détiennent des titres de créance diversifiés, et la combinaison de ceux-ci est essentiellement inchangée depuis le 31 octobre 2008.

Exposition à d'autres instruments financiers désignés, incluant les titres garantis par des créances

Le tableau suivant présente des renseignements supplémentaires sur des instruments financiers désignés qui sont détenus dans nos portefeuilles de titres détenus à des fins de transaction ou disponibles à la vente. La plupart de nos titres garantis par des créances et de nos titres garantis par des prêts sont entièrement couverts par d'autres grandes institutions financières. L'exposition nette à des titres garantis par des créances est peu élevée, à 16 millions de dollars, et l'exposition nette à des titres garantis par des prêts est également faible, à 125 millions de dollars, et comprend la valeur comptable des placements non couverts et rehaussés, à hauteur de 101 millions, ainsi qu'une perte nette sur instruments couverts de 24 millions.

BMO n'a investi que dans des tranches prioritaires et ultra-prioritaires de titres garantis par des créances et de titres garantis par des prêts. Le tableau indique la plus faible cote externe établie par S&P, Moody's ou Fitch Ratings pour chaque tranche. La différence entre le montant des placements couverts et leur valeur comptable reflète des pertes d'évaluation à la valeur de marché, qui sont généralement recouvrables par l'intermédiaire de swaps sur le rendement total ou sur défaillance. Les titres sous-jacents comprennent une gamme étendue d'actifs de sociétés. Environ 20 % des montants des placements couverts le sont par des swaps conclus avec une seule contrepartie qui est une institution financière cotée A. La valeur de la participation de BMO dans ces couvertures

est soutenue par la garantie fournie, à l'exception de montants relativement faibles, autorisée aux termes des accords avec les contreparties. Une autre tranche de 60 % des montants des placements couverts a trait à deux contreparties cotées AAA, à l'égard desquelles nous avons comptabilisé des gains de couverture de 109 millions de dollars. La tranche résiduelle de 20 % a trait à une contrepartie cotée CC à l'égard de laquelle nous avons comptabilisé des gains de couverture de 14 millions de dollars.

Les montants indiqués dans le tableau ci-dessous ne tiennent pas compte des protections par swap sur défaillance achetées à deux contreparties, qui sont des sociétés d'instruments dérivés de crédit, dont la valeur de marché s'établit à 140 millions de dollars américains (avant déduction des rajustements d'évaluation de crédit d'un montant de 17 millions de dollars américains) ainsi que la protection des titres garantis par des créances par swap sur défaillance d'un montant notionnel de 1,5 milliard de dollars américains fournies à d'autres institutions financières en notre qualité d'intermédiaire.

La cote de crédit des instruments dérivés de crédit de l'une des contreparties est Ba1, et les billets subordonnés de l'autre contrepartie est BBB-/Caa1. La sûreté sous-jacente à ces deux expositions est constituée de trois groupes de titres de crédit de sociétés et d'États très diversifiés. Chacun des trois groupes compte de 95 à 138 titres de crédit, dont une proportion de 64 % à 81 % est de catégorie investissement, et dont la protection de premier niveau va de 7,4 % à 19,2 %, soit une moyenne pondérée de 11,9 % selon la valeur notionnelle.

Exposition à d'autres instruments financiers désignés (en millions de dollars canadiens) 1)

Au 31 octobre 2009	Cote des tranches	Valeur comptable des placements non couverts et rehaussés	Montant des placements couverts	Valeur comptable du montant des placements couverts	Perte de valeur cumulée des placements couverts	Gain cumulé sur couvertures	Pertes nettes sur placements couverts	
Titres garantis par des créances 2)	AAA	16					Titres divers	
	CCC ou inférieure		258	57	(201)	201	Couverts par des IF de cote A	
		16	258	57	(201)	201	–	
Titres garantis par des prêts	AAA	58					Principalement des prêts à des entreprises de taille moyenne au Royaume-Uni et en Europe	
	AAA		943	855	(88)	67	Couverts par des assureurs spécialisés de cote CC ou supérieure	
	A- à AA+	43					Prêts à des entreprises de taille moyenne au Royaume-Uni	
	A- à AA+		419	360	(59)	56	Couverts par des assureurs spécialisés de cote AAA	
		101	1 362	1 215	(147)	123	(24)	
Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles 4) 5)								
Sans prêt hypothécaire à haut risque								
	AAA	33					Principalement des prêts hypothécaires au Royaume-Uni et en Australie	
Prêts hypothécaires à haut risque aux États-Unis – rehaussés								
	A- à AA+	2					Rehaussés par des assureurs spécialisés de cote AAA 3)	
	CCC ou inférieure	15					Rehaussés par des assureurs spécialisés de cote CC ou qui ne sont plus cotés	
Prêts hypothécaires à haut risque aux États-Unis								
	A- à AA+		60	51	(9)	9	– Couverts par des IF de cote AA	
	CCC ou inférieure		68	50	(18)	18	– Couverts par des IF de cote AA	
			50	128	101	(27)	27	–
Titres adossés à des créances hypothécaires commerciales 5)								
	AAA	25					Prêts hypothécaires commerciaux en Europe, au Royaume-Uni et aux États-Unis	
	A- à AA+	138					Principalement des prêts à des entreprises et des prêts résidentiels à utilisation multiple au Canada	
		163						
Titres adossés à des créances								
	AAA	219					Principalement des créances sur cartes de crédit et des prêts automobiles au Canada	
	A- à AA+	128					Principalement des créances sur cartes de crédit et des prêts automobiles au Canada	
	BBB- à BBB+	70					Billets garantis par des créances sur cartes de crédit au Canada	
		417						

IF = Institutions financières

1) Avec prise d'effet le 1^{er} août 2008, la plupart des placements non couverts et rehaussés ont été transférés à notre portefeuille de titres disponibles à la vente.

2) Les titres garantis par des créances incluent une exposition indirecte d'environ 49 millions de dollars à des prêts hypothécaires résidentiels à haut risque aux États-Unis. Comme nous l'avons indiqué plus haut, cette exposition est couverte au moyen de swaps sur rendement total auprès d'une grande institution financière qui n'est pas un assureur spécialisé.

3) Certaines cotes sont sous examen.

4) Les titres adossés à des créances hypothécaires rehaussés sont dotés d'une garantie d'assurance et leur cote tient compte du rehaussement. Les titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles inclus dans le montant des placements couverts de 128 millions de dollars ont une exposition d'environ 63 millions de dollars à des prêts hypothécaires à haut risque aux États-Unis sous-jacents.

5) Ces montants excluent le portefeuille de BMO Société d'assurance-vie composé de titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles de 34 millions de dollars et de titres adossés à des créances hypothécaires commerciales de 237 millions.

Arrangements hors bilan

Dans le cours normal de ses activités, BMO prend un certain nombre d'arrangements hors bilan. Nos arrangements avec certaines entités à détenteurs de droits variables sont présentés aux pages 66 à 68, de même qu'aux pages 71 et 72, du présent Rapport de gestion. Les explications qui suivent portent sur nos autres arrangements hors bilan.

Instruments de crédit

Pour répondre aux besoins financiers de nos clients, nous utilisons une variété d'instruments de crédit hors bilan. Ces instruments comprennent les cautionnements bancaires et les lettres de crédit de soutien, qui représentent notre engagement à effectuer des paiements à un tiers pour le compte d'un client si ce dernier n'est pas en mesure d'effectuer les paiements requis ou d'exécuter d'autres engagements contractuels. Nous accordons également du crédit documentaire et des lettres de crédit commerciales, qui représentent notre consentement à honorer les traites présentées par un tiers après l'exécution de certaines activités. Les crédits fermes sont les arrangements hors bilan qui représentent notre promesse de mettre à la disposition d'un client, à certaines conditions, un crédit, sous forme de prêts ou d'autres instruments de crédit d'un montant et d'un terme déterminés.

Un nombre important d'instruments de crédit sont en cours à tout moment. Notre clientèle est très diversifiée et nous ne prévoyons aucun événement ni aucune situation qui aurait pour effet la défaillance d'un nombre important de nos clients à l'égard de leurs obligations contractuelles. Nous avons recours à notre processus d'octroi de crédit avant de prendre la décision de conclure ou non ces arrangements, tout comme nous le faisons dans le cas de prêts. Nous surveillons les instruments hors bilan afin de nous assurer qu'il n'y a aucune concentration indue dans une région ou une industrie donnée.

Le montant maximal à payer par BMO en vertu de ces instruments de crédit s'élevait à environ 73 milliards de dollars au 31 octobre 2009 (99 milliards en 2008). Toutefois, ce montant ne représente pas notre risque de crédit probable ni nos besoins de liquidités relatifs à ces instruments car il ne tient pas compte des habitudes des clients, lesquelles suggèrent que seulement une partie d'entre eux a recours à ces instruments, ni des montants qui pourraient être recouverts en vertu de dispositions prévoyant un recours ou la constitution d'une garantie. En outre, la grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. D'autres renseignements sur ces instruments sont présentés à la note 5 afférente aux états financiers, à la page 121.

En ce qui concerne tous les autres engagements de crédit susmentionnés, une résiliation anticipée par BMO en l'absence d'un événement qui cause une défaillance pourrait entraîner une rupture de contrat.

Entités à détenteurs de droits variables (EDDV)

Nos droits dans des EDDV sont expliqués principalement dans les sections Entités de titrisation soutenues par BMO et Entités de gestion de placement structurés aux pages 66 à 68, de même qu'à la section Comptabilisation des entités à détenteurs de droits variables aux pages 71 et 72. Les fiducies de capital et de financement sont présentées ci-dessous.

Fiducies de capital et de financement

En 2007, la Fiducie de billets secondaires BMO a émis des billets secondaires BMO (les billets) d'une valeur de 800 millions de dollars, dont le produit a servi à acheter de BMO un billet de dépôt de premier rang. Nous détenons toutes les parts avec droit de vote en circulation de la Fiducie de billets secondaires et les détiendrons en permanence tant que les billets seront en circulation. Nous n'avons pas l'obligation de consolider la Fiducie de billets secondaires. BMO ne la dissoudra pas tant que les billets seront en circulation, sauf si cette fiducie a des fonds suffisants pour payer le montant du remboursement de ces billets et si le BSIF donne son approbation. Nous fournissons également une facilité de crédit de 30 millions à cette fiducie, dont 5 millions avaient été utilisés au 31 octobre 2009 (5 millions en 2008). Nous garantissons le paiement du capital, des intérêts, du montant du remboursement, le cas échéant, et de tout autre montant lié aux billets sur une base subordonnée.

En 2009, la Fiducie de capital BMO II (fiducie II) a été créée en vue de l'émission de 450 millions de dollars de billets de BMO de première catégorie – série A. La fiducie II a utilisé le produit de ce placement pour acheter de BMO un billet de dépôt de premier rang. Nous ne sommes pas tenus de consolider cette fiducie.

Garanties

Les garanties comprennent les contrats en vertu desquels nous pourrions devoir effectuer des paiements à une contrepartie, à la suite de changements dans la valeur d'un actif, d'un passif ou d'un titre de participation détenu par la contrepartie. Les contrats en vertu desquels nous pourrions devoir effectuer des paiements si un tiers ne s'acquitte pas de ses obligations conformément aux conditions d'un contrat et les contrats en vertu desquels nous fournissons des garanties indirectes à l'égard des obligations d'une autre partie sont également considérés comme des garanties. Dans le cours normal de nos activités, nous utilisons divers types de garanties, notamment des lettres de crédit de soutien, des concours de trésorerie et autres facilités de trésorerie, des instruments dérivés (entre autres des swaps sur défaillance et des options position vendeur), ainsi que des conventions d'indemnisation.

Le montant maximal à payer était de 82 milliards de dollars au 31 octobre 2009 (120 milliards en 2008). Cependant, ce montant n'est pas représentatif de notre risque probable puisqu'il ne tient pas compte des habitudes des clients, lesquelles donnent à penser que seulement une partie des garanties exigera un paiement, ni des sommes qui pourraient être recouvrées en vertu de dispositions prévoyant un recours ou la constitution d'une garantie.

La note 7 afférente aux états financiers, à la page 124, donne plus de détails concernant ces contrats.

Principales estimations comptables

Les notes afférentes aux états financiers consolidés du 31 octobre 2009 de BMO présentent un résumé de nos principales estimations comptables. Les estimations dont il est question ci-dessous sont particulièrement importantes parce qu'elles exigent que la direction pose des jugements importants. La direction a établi des politiques et des procédures de contrôle détaillées qui visent à assurer que les décisions fondées sur ces jugements sont bien contrôlées, vérifiées de façon indépendante et appliquées uniformément d'une période à l'autre. Nous sommes d'avis que nos estimations de la valeur des actifs et des passifs de BMO sont appropriées.

Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances rajuste la valeur des prêts pour faire état de leur valeur de réalisation estimative. Lorsque nous évaluons la valeur de réalisation estimative, nous devons nous fonder sur des estimations subjectives portant sur des questions dont l'issue finale est incertaine, notamment les facteurs économiques, les faits nouveaux qui peuvent influencer sur les affaires des entreprises dans un secteur déterminé et la situation particulière de certains emprunteurs. L'évolution de la situation peut faire en sorte que les évaluations futures du risque de crédit diffèrent dans une mesure importante des évaluations actuelles, ce qui pourrait nécessiter une augmentation ou une diminution de la provision pour pertes sur créances.

Une de nos principales mesures de rendement est la dotation à la provision pour pertes sur créances exprimée en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations. Au cours des dix derniers exercices, pour notre groupe de référence canadien, ce ratio annuel moyen a varié de 1,24 %, son plus haut niveau atteint en 2002, à (0,17 %), son plus bas niveau atteint en 2004. Ce ratio varie en fonction de l'évolution de la situation économique et des conditions du crédit. Si nous appliquons ces ratios au solde net moyen des prêts et acceptations en 2009, notre dotation à la provision pour pertes sur créances irait de 2 205 millions de dollars à 302 millions. Pour l'exercice 2009, notre dotation à la provision pour pertes sur créances s'est élevée à 1 603 millions.

On trouvera d'autres renseignements sur le procédé et la méthode utilisés pour établir la provision pour pertes sur créances à la section portant sur le risque de crédit, à la page 80, ainsi qu'à la note 4 afférente aux états financiers, à la page 119.

Instruments financiers évalués à leur juste valeur

BMO comptabilise les titres et instruments dérivés à leur juste valeur. La juste valeur représente notre estimation de la somme que nous pourrions recevoir, ou devoir payer dans le cas d'un passif dérivé, dans le cadre d'une transaction entre parties consentantes. Nous utilisons une hiérarchie de la juste valeur pour classer par catégories les données que nous utilisons dans nos techniques d'évaluation pour mesurer la juste valeur. La mesure dans laquelle nous avons utilisé les cours du marché (niveau 1), des modèles internes fondés sur des données du marché observables (niveau 2) et des modèles internes ne comportant pas de données du marché observables (niveau 3) pour évaluer les titres, les actifs dérivés et les passifs dérivés au 31 octobre 2009 ainsi qu'une analyse de sensibilité de nos actifs de niveau 3 sont présentées à la note 30 afférente aux états financiers, à la page 157.

Les modèles d'évaluation reposent sur des hypothèses et des données du marché générales et ne reflètent donc pas les risques spécifiques et les autres facteurs susceptibles d'influer sur la juste valeur d'un instrument en particulier. Aussi effectuons-nous certains rajustements lorsque nous utilisons des modèles internes pour établir les justes valeurs. Ces rajustements à la juste valeur tiennent compte de l'incidence estimative du risque de crédit, du risque de liquidité, de considérations relatives à l'évaluation, des frais d'administration et des frais de clôture. Par exemple, le rajustement lié au risque de crédit des instruments financiers dérivés introduit le risque de crédit dans notre évaluation des justes valeurs en prenant en compte des facteurs comme la cote de crédit de la contrepartie, la durée de l'instrument et les écarts de taux.

Le Contrôle de l'évaluation des produits, un groupe indépendant des secteurs d'activité liés à la négociation, vérifie les justes valeurs auxquelles les instruments financiers sont comptabilisés. Dans le cas des instruments évalués au moyen de modèles, le groupe de contrôle repère les situations où les rajustements d'évaluation doivent être faits pour obtenir la juste valeur.

Les méthodes utilisées pour calculer ces rajustements sont révisées régulièrement pour s'assurer qu'elles demeurent appropriées. Il est rare que

nous fassions des changements importants aux méthodes d'évaluation et nous le faisons seulement lorsque nous considérons qu'un changement permettra de mieux estimer la juste valeur.

Rajustements d'évaluation (en millions de dollars)

Au 31 octobre	2009	2008
Risque de crédit	135	153
Risque de liquidité	39	39
Frais d'administration	8	7
Autres	41	30
	223	229

La diminution du rajustement lié au risque de crédit est attribuable au rétrécissement des écarts de taux relatifs entre BMO et ses contreparties.

Comptabilisation des opérations de titrisation

Lorsque des prêts sont titrisés, nous comptabilisons un gain ou une perte sur la vente. Pour déterminer le gain ou la perte, la direction doit estimer la valeur actualisée nette des flux de trésorerie prévus en se fondant sur des estimations du montant des intérêts et des frais qui seront perçus sur les actifs titrisés, du revenu à verser aux investisseurs, de la partie des actifs titrisés qui sera remboursée avant leur échéance, des pertes sur créances, de la juste valeur des frais de service et du taux d'actualisation de ces flux de trésorerie futurs estimatifs. Les flux de trésorerie réels peuvent différer considérablement des estimations de la direction. Si les estimations des flux de trésorerie futurs avaient été différentes, le gain tiré des opérations de titrisation comptabilisé dans le revenu aurait également été.

On trouvera d'autres renseignements sur la comptabilisation des opérations de titrisation, y compris une analyse de sensibilité relative aux hypothèses clés, à la note 8 afférente aux états financiers, à la page 125.

Comptabilisation des entités à détenteurs de droits variables

Dans le cours normal de ses activités, BMO conclut des accords avec des entités à détenteurs de droits variables (EDDV). Les EDDV comprennent les entités dont les capitaux propres sont considérés comme insuffisants pour permettre à l'entité de financer ses activités ou dont les détenteurs des capitaux propres ne détiennent pas une participation financière leur conférant le contrôle de l'entité. Nous devons consolider les EDDV si, en raison de nos investissements dans ces entités ou de nos liens avec elles, nous courons le risque de devoir assumer la majorité de leurs pertes prévues ou avons la possibilité de bénéficier de la majorité de leurs rendements résiduels prévus.

Nous déterminons si une entité est une EDDV et si BMO détient des droits variables dans cette EDDV en nous fondant essentiellement sur des analyses quantitatives, lesquelles englobent divers processus d'estimation complexes comportant des facteurs qualitatifs et quantitatifs qui servent à calculer et à analyser les pertes prévues d'une EDDV et ses rendements résiduels prévus. Ces processus consistent notamment à estimer les flux de trésorerie et le rendement futurs de l'EDDV, à analyser la variabilité de ces flux de trésorerie et à répartir les pertes prévues et les rendements résiduels prévus entre les diverses parties détenant des droits variables. Ces analyses nous permettent de déterminer quelle partie est exposée à la majorité des pertes prévues ou pourrait bénéficier de la majorité des rendements résiduels prévus de l'EDDV et, par conséquent, qui devrait consolider l'entité.

Nous devons réexaminer si la consolidation est obligatoire lorsque notre obligation d'assumer les pertes prévues ou notre droit de recevoir les rendements résiduels prévus augmente. Si un changement de circonstances fait en sorte que BMO subit la majorité des pertes prévues ou bénéficie de la majorité des rendements résiduels prévus, BMO est tenu de consolider l'EDDV en date de ce changement.

Dans le cas de l'entité de protection de crédit Apex, les événements donnant lieu à un réexamen incluent l'achat de billets supplémentaires par BMO, l'octroi de concours de trésorerie supplémentaires, une augmentation du montant du prêt accordé par BMO au-delà de la limite prévue aux termes des facilités de prêt actuelles ou la garantie du remboursement des billets détenus par des tiers. Chacun de ces événements pourrait faire en sorte que BMO subisse des pertes prévues additionnelles ou bénéficie de rendements résiduels prévus additionnels. On ne prévoit pas de tels événements dans un proche avenir.

Dans le cas des entités de gestion de placements structurés Links et Parkland, les événements donnant lieu à un réexamen incluent l'achat ou la vente par BMO de billets de capital, l'octroi de facilités de prêt supplémentaires, la renégociation de la facilité de prêt consentie par BMO, l'échange d'actifs contre des billets de capital et l'offre d'une garantie par BMO afin de dédommager les porteurs de billets des pertes réalisées. L'événement donnant lieu à un réexamen qui est le plus susceptible de survenir est une renégociation de certaines modalités de nos facilités de prêt. Selon notre évaluation actuelle de notre exposition aux pertes prévues, nous ne pensons pas qu'il nous faudrait procéder à une consolidation si certaines modalités de nos facilités de prêt étaient renégociées.

Dans le cas de nos conduits multicédants canadiens, les événements donnant lieu à un réexamen incluent l'achat ou la vente par BMO de papier commercial adossé à des actifs (PCAA) émis par les entités et l'octroi de concours de trésorerie supplémentaires ou d'un rehaussement de crédit. Comme BMO achète et vend régulièrement du PCAA émis par ses conduits multicédants canadiens, nous surveillons continuellement notre exposition aux pertes prévues afin de nous assurer qu'ils ne s'approchent pas des seuils de consolidation.

Dans le cas de notre conduit multicédants américain, les événements donnant lieu à un réexamen incluent l'achat par BMO de PCAA émis par l'entité, l'octroi de concours de trésorerie supplémentaires ou d'un rehaussement de crédit et un changement de la valeur du billet pour pertes prévues. Le remboursement du billet pour pertes prévues serait également considéré comme un événement donnant lieu à un réexamen et il faudrait alors trouver un tiers pour assumer l'exposition à la majorité des pertes prévues, sans quoi BMO serait tenu de consolider l'entité. Afin d'éviter une consolidation, nous surveillons l'exposition de BMO aux pertes prévues, car des événements donnant lieu à un réexamen peuvent entraîner une augmentation de la valeur du billet pour pertes prévues.

On trouvera d'autres renseignements sur les engagements de BMO avec des EDDV aux pages 66 à 68, de même qu'à la note 9 afférente aux états financiers, à la page 127.

Régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs

Nos actuaire calculent les charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs de BMO en se fondant sur des hypothèses élaborées par la direction. Si les chiffres réels diffèrent des hypothèses utilisées, notre charge liée aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs pourrait augmenter ou diminuer au cours des prochains exercices. Le taux de rendement prévu sur les actifs des régimes est une estimation de la direction qui influe considérablement sur le calcul de la charge de retraite. Notre taux de rendement prévu des actifs des régimes est déterminé en utilisant la répartition visée pour les actifs des régimes et le taux de rendement estimé pour chaque catégorie d'actifs. Les taux de rendement estimés sont fondés sur le rendement prévu des titres à revenu fixe, ce qui comprend le rendement des obligations. Une prime de risque est ensuite appliquée afin d'estimer les rendements prévus des titres de participation. Les rendements prévus des autres catégories d'actifs sont établis de manière à tenir compte des risques de ces catégories, relativement aux titres à revenu fixe et aux titres de participation. L'incidence des fluctuations des taux de rendement prévus sur les actifs des régimes n'est pas importante dans le cas de la charge liée aux autres avantages sociaux futurs, puisque la valeur des actifs de ces régimes est peu élevée.

Les charges et obligations liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs sont aussi sensibles aux fluctuations des taux d'actualisation. Dans le cas de nos régimes canadiens et américains, nous établissons les taux d'actualisation à la fin de chaque exercice en fonction d'obligations de sociétés de haute qualité dont les échéances correspondent aux flux de trésorerie propres aux régimes.

On trouvera d'autres renseignements sur la comptabilisation des régimes de retraite et des autres avantages sociaux futurs, y compris une analyse de sensibilité relative aux hypothèses clés, à la note 24 afférente aux états financiers, à la page 148.

Moins-value durable

Nous avons des placements dans des titres émis ou garantis par des administrations publiques du Canada ou des États-Unis, des titres de créance et des titres de participation de sociétés, des titres adossés à des créances hypothécaires et des titres garantis par des créances hypothécaires qui sont classés dans la catégorie des titres disponibles à la vente. Nous soumettons les titres disponibles à la vente et les titres divers à des tests à la fin de chaque trimestre afin de repérer et d'évaluer les placements qui montrent des signes d'une

possible dépréciation. Un placement est considéré comme s'étant déprécié si ses pertes non réalisées représentent une moins-value qui est considérée comme durable. Pour faire cette évaluation, nous tenons compte de facteurs tels que le type de placement, la durée de la période pendant laquelle la juste valeur a été inférieure au coût et l'importance de cet écart, la situation financière de l'émetteur et les perspectives à court terme le concernant, ainsi que notre intention et notre capacité de conserver le placement assez longtemps pour que sa valeur remonte. Selon les résultats de l'évaluation faite par la direction, la décision de comptabiliser ou non une perte de valeur et, le cas échéant, son montant et la période à laquelle elle sera imputée peuvent changer. Nous n'effectuons pas de réduction de valeur des titres de créance pour dépréciation lorsque celle-ci est attribuable aux fluctuations des taux d'intérêt du marché, puisque nous prévoyons réaliser la pleine valeur du placement en le conservant jusqu'à ce qu'il retrouve sa pleine valeur ou jusqu'à son échéance.

À la fin de l'exercice 2009, le total des pertes non réalisées sur des titres dont le coût dépassait la juste valeur et qui n'avaient pas fait l'objet d'une réduction de valeur pour dépréciation, s'élevait à 199 millions de dollars. Une partie de ce montant, soit 74 millions, se rapportait à des titres dont le coût dépassait la juste valeur depuis 12 mois ou plus. Ces pertes non réalisées résultaient de hausses de taux d'intérêt du marché et non de la détérioration de la solvabilité de l'émetteur.

On trouvera d'autres renseignements sur la comptabilisation de nos titres disponibles à la vente et titres divers, ainsi que sur la détermination de la juste valeur, à la note 3 afférente aux états financiers, à la page 115.

Impôts sur les bénéfices

Le calcul de la provision pour impôts sur les bénéfices est fondé sur le traitement fiscal prévu des transactions inscrites à notre état consolidé des résultats ou à notre état consolidé de la variation des capitaux propres. Pour déterminer la provision pour impôts sur les bénéfices, nous interprétons les lois fiscales de différents territoires et nous établissons des hypothèses concernant le moment prévu de la résorption des actifs et passifs d'impôts futurs. Si notre interprétation diffère de celle des autorités fiscales ou si le moment de la résorption ne correspond pas à nos prévisions, notre provision pour impôts sur les bénéfices pourrait augmenter ou diminuer au cours des prochaines périodes. Le montant des augmentations ou diminutions éventuelles ne peut être raisonnablement estimé.

On trouvera d'autres renseignements sur la comptabilisation des impôts sur les bénéfices à la note 25 afférente aux états financiers, à la page 152.

Écarts d'acquisition et actifs incorporels

Les écarts d'acquisition sont soumis à des tests de dépréciation au moins une fois par année. Ces tests comprennent une comparaison entre la valeur comptable et la juste valeur de chaque groupe de secteurs d'activité afin de s'assurer que la juste valeur du groupe demeure supérieure à sa valeur comptable. Si la valeur comptable du groupe dépasse sa juste valeur, un test de dépréciation plus détaillé devra être effectué. Pour déterminer la juste valeur, nous utilisons des modèles d'évaluation élaborés à l'interne, tels des modèles relatifs à la valeur actualisée des flux de trésorerie, et conformes à ceux qui sont utilisés lors d'une acquisition. Ces modèles dépendent d'hypothèses relatives à la croissance du revenu, aux taux d'actualisation et aux synergies découlant des acquisitions, ainsi que de la disponibilité des données sur des acquisitions comparables. Tout changement à ces hypothèses influe, de manière différente, sur la détermination de la juste valeur de chaque unité d'affaires. Dans cette tâche, la direction doit faire preuve de jugement et poser des hypothèses. Des hypothèses et des choix différents pourraient influencer sur l'évaluation de la juste valeur ainsi que sur les réductions de valeur éventuelles découlant d'une dépréciation. Au 31 octobre 2009, la juste valeur estimative de chacun de nos groupes de secteurs d'activité était supérieure à sa valeur comptable.

Les actifs incorporels sont amortis par imputations au revenu sur une période ne dépassant jamais 15 ans, au moyen de la méthode de l'amortissement linéaire ou dégressif, selon la nature de l'actif. Aucun actif incorporel n'a une durée de vie indéfinie. Nous soumettons les actifs incorporels à des tests de dépréciation lorsque des circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Au cours des exercices terminés le 31 octobre 2009, 2008 et 2007, aucun actif incorporel n'a été l'objet d'une telle dépréciation.

On trouvera d'autres renseignements sur la composition des écarts d'acquisition et des actifs incorporels de BMO à la note 13 afférente aux états financiers, à la page 137.

Passif éventuel

BMO et ses filiales sont parties à diverses poursuites judiciaires dans le cours normal de leurs activités.

Des provisions pour pertes éventuelles liées à des litiges sont comptabilisées lorsqu'il devient probable que BMO subira une perte et que le montant de cette perte peut être raisonnablement estimé. La direction de BMO ainsi que des experts internes et externes participent à l'évaluation des probabilités

et à l'estimation des sommes en cause. Les coûts réels de la résolution de ces poursuites peuvent être considérablement plus élevés ou moins élevés que les provisions. On trouvera d'autres renseignements sur les passifs éventuels à la note 29 afférente aux états financiers, à la page 156.

Mise en garde

La présente section Principales estimations comptables contient des déclarations prospectives. Voir l'encadré intitulé Mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Modifications de conventions comptables en 2009

Écarts d'acquisition et actifs incorporels

Le 1^{er} novembre 2008, nous avons adopté les nouvelles règles comptables de l'ICCA concernant les écarts d'acquisition et les actifs incorporels. Nous avons retraité les chiffres des exercices précédents afin de refléter cette modification. Aux termes de la nouvelle norme, nous avons dû retirer certains logiciels du poste bureaux et matériel pour les reclasser dans les actifs incorporels. L'adoption de cette norme a eu une incidence négligeable sur nos résultats d'exploitation et notre situation financière, mais n'a eu aucune répercussion sur notre revenu net. On trouvera d'autres renseignements sur cette modification de convention comptable à la note 13 afférente aux états financiers, à la page 137.

Classement et évaluation des instruments financiers

Nous avons adopté les nouvelles règles comptables de l'ICCA concernant le classement et l'évaluation des actifs financiers en date du 1^{er} novembre 2008. Aux termes de la nouvelle norme, la catégorie des prêts et créances a été redéfinie de sorte à inclure tous les actifs financiers non dérivés à paiements fixes ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Cette norme permet également de reclasser dans cette catégorie les titres disponibles à la vente pour lesquels il n'existe pas de marché actif. Le calcul de la perte de valeur des titres de créance reclassés sera conforme à celui de notre portefeuille de prêts, c'est-à-dire qu'il se fondera sur notre évaluation de la recouvrabilité du capital et des intérêts. L'adoption de cette norme n'a aucune incidence sur nos résultats d'exploitation et notre situation financière.

Modifications futures de conventions comptables

Passage aux Normes internationales d'information financière

Les sociétés ouvertes canadiennes seront tenues d'établir leurs états financiers selon les Normes internationales d'information financière (IFRS), publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB), pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. Le 1^{er} novembre 2011, nous adopterons les IFRS comme base pour la préparation de nos états financiers consolidés. Pour le trimestre se terminant le 31 janvier 2012, nos résultats financiers seront présentés conformément aux IFRS. Nous fournirons également des données comparatives selon les IFRS, notamment un bilan d'ouverture au 1^{er} novembre 2010.

Pour satisfaire aux exigences relatives au passage aux IFRS, nous avons, en 2008, établi un projet à l'échelle de l'organisation et avons formé un comité de direction. Nous suivons un plan de transition en trois étapes : 1) évaluation diagnostique des IFRS; 2) mise en œuvre et formation; et 3) réalisation de tous les changements d'intégration. Ce projet se déroule comme prévu. Ainsi, nous avons terminé l'étape de l'évaluation diagnostique et celle de la mise en œuvre et de la formation va bon train.

Les principaux aspects de l'étape de la mise en œuvre et de la formation englobent la définition et l'instauration des changements requis à nos processus actuels de présentation de l'information financière ou de collecte de données en raison des différences dans les IFRS qui ont été cernées au cours de l'évaluation diagnostique, l'élaboration et la conduite des programmes internes de formation et de sensibilisation, la sélection des choix de conventions comptables qu'autorisent les IFRS et l'évaluation des conséquences qu'elles pourraient avoir sur les principales mesures du capital que surveille l'organisme qui réglemente nos activités, soit le BSIF. Pour des détails sur ces mesures du capital, voir la page 62.

Nous analysons également les exemptions, aux termes des IFRS, concernant le retraitement intégral. En règle générale, à l'adoption des IFRS, tout changement à nos conventions comptables existantes devra être appliqué rétroactivement et reflété dans notre bilan d'ouverture de l'exercice précédent. Cependant, il existe, aux termes des IFRS, certaines exemptions quant à leur retraitement intégral.

Les aspects des IFRS qui risquent d'avoir le plus de conséquences pour la Banque comprennent ceux touchant les valeurs mobilières, la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts, la comptabilité de couverture, la titrisation d'actifs, les entités à détenteurs de droits variables ainsi que les prestations de retraite et autres avantages sociaux. En raison des questions de présentation de l'information financière que la crise financière à l'échelle mondiale a fait surgir, l'IASB prévoit réviser ou remplacer des IFRS existantes qui portent sur nombre de ces questions. Puisque certains changements prévus pourraient entrer en vigueur avant la date de transition de la Banque, il se peut qu'à cette date, les IFRS soient différentes de ce qu'elles sont actuellement. Cependant, il est probable que la majorité des changements entrent en vigueur

après la date de transition de la Banque. Ainsi, l'adoption des IFRS aura, pour celle-ci, des répercussions qui se prolongeront au-delà de son année de transition.

Remplacement de l'IAS 39 – Instruments financiers

Aux termes du plan du projet de l'IASB, celui-ci entend remplacer sa norme actuelle sur les instruments financiers en plusieurs phases. La première a récemment été parachevée avec la publication de l'IFRS 9, *Instruments financiers*, laquelle traite du classement et de l'évaluation des instruments financiers, dont les valeurs mobilières. L'adoption de cette nouvelle norme ne sera pas obligatoire avant l'exercice 2014, ce qui est postérieur à l'application initiale des IFRS dans le cas de la Banque.

La deuxième phase du projet de remplacement de la norme sur les instruments financiers consiste à modifier les exigences de constatation et d'évaluation de la dépréciation d'instruments financiers constatés au coût après amortissement, ce qui englobe les prêts. Selon l'exposé-sondage qu'a publié l'IASB, des changements majeurs devraient être apportés à la norme en vigueur. Toutefois, l'IASB a fait savoir qu'il est peu probable que l'adoption de la nouvelle norme soit exigée avant, à tout le moins, l'exercice 2014.

La troisième phase concerne la comptabilité de couverture. L'IASB prévoit diffuser son exposé-sondage sur ce sujet à une date indéterminée, dans la première moitié de l'année civile 2010. On ignore à quel moment l'adoption de cette norme sera exigée.

Décomptabilisation – remplacement des dispositions actuelles de l'IAS 39

L'IASB se penche sur les exigences de décomptabilisation qui concernent le moment auquel un actif financier ou un passif financier doit être retiré du bilan d'une entité, ce qui pourrait influencer sur l'obligation de conserver hors bilan ou non des actifs qui ont été titrisés. L'IASB a indiqué qu'il prévoit publier ses nouvelles dispositions dans la seconde moitié de l'année civile 2010, mais la date à laquelle elles devront être adoptées demeure inconnue.

Remplacement de l'IAS 27 – États financiers consolidés et individuels

L'IASB est en voie d'examiner l'IFRS qui porte sur les entités hors bilan et ces travaux pourraient influencer sur les dispositions de constatation des entités à détenteurs de droits variables que renferme la norme actuelle. L'IASB a indiqué qu'il prévoit publier ses nouvelles dispositions dans la seconde moitié de l'année civile 2010. La date d'adoption de celles-ci est encore inconnue.

Modifications à l'IAS 19 – Avantages postérieurs à l'emploi (incluant les prestations de retraite)

Il est prévu que l'IASB révisera l'IFRS qui traite des prestations de retraite et autres avantages sociaux futurs et qu'il publiera ses modifications à une date indéterminée, dans la première moitié de l'année civile 2011. L'étendue des modifications et la date à laquelle l'adoption aura lieu demeurent incertaines.

Comme l'ampleur des changements pouvant être apportés aux normes en vigueur ne peut être déterminée et que la date d'adoption de toute norme, qu'elle soit nouvelle ou révisée, est incertaine, nous ne pouvons actuellement établir l'incidence qu'aura l'adoption des IFRS sur nos résultats financiers futurs ou sur nos principales mesures du capital.

Mise en garde

La présente section Modifications futures de conventions comptables contient des déclarations prospectives. Voir l'encadré intitulé Mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Rapport annuel de la direction sur les contrôles et procédures de communication de l'information et le contrôle interne à l'égard de l'information financière

Contrôles et procédures de communication de l'information

Les contrôles et procédures de communication de l'information sont conçus pour fournir une assurance raisonnable que toute l'information pertinente est recueillie et présentée en temps opportun à la haute direction, notamment au président et chef de la direction (le chef de la direction) et au chef des finances, pour que les décisions appropriées puissent être prises concernant la communication de cette information au public.

Une évaluation de l'efficacité de la conception et du fonctionnement de nos contrôles et procédures de communication de l'information a été effectuée au 31 octobre 2009 par la direction de BMO Groupe financier, sous la supervision du chef de la direction et du chef des finances. En se fondant sur cette évaluation, le chef de la direction et le chef des finances ont conclu qu'au 31 octobre 2009, nos contrôles et procédures de communication de l'information, tels qu'ils sont définis dans le Règlement 52-109 au Canada (Attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs) et dans la règle 13a-15(e) de la *Securities Exchange Act of 1934* aux États-Unis (la *Securities Exchange Act*), permettent d'assurer que l'information devant être communiquée dans les documents que nous déposons ou présentons en vertu de la législation canadienne sur les valeurs mobilières et de la *Securities Exchange Act* est consignée, traitée, condensée et présentée dans les délais prévus à cet égard.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière est conçu pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière présentée est fiable et que les états financiers ont été établis en conformité avec les principes comptables généralement reconnus du Canada et les exigences de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, selon le cas. La direction est tenue d'établir et de maintenir un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière de BMO Groupe financier.

Le contrôle interne de BMO à l'égard de l'information financière comprend des normes et méthodes qui concernent la tenue de dossiers suffisamment détaillés pour donner une image précise et fidèle des opérations et des cessions d'actifs de BMO, qui fournissent une assurance raisonnable que les opérations

sont comptabilisées comme il se doit pour permettre l'établissement des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada et aux exigences de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, le cas échéant, que les encaissements et décaissements de BMO ne sont faits qu'avec l'autorisation de sa direction et de ses administrateurs et que toute acquisition, utilisation ou cession non autorisée de ses actifs qui pourrait avoir une incidence importante sur ses états financiers est soit évitée, soit détectée à temps.

En raison de ses limites intrinsèques, le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne fournit qu'une assurance raisonnable et peut ne pas permettre de prévenir ou de détecter les inexactitudes. De plus, les projections d'une appréciation d'efficacité aux périodes futures comportent le risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements dans les conditions ou que le degré de conformité aux normes et méthodes se détériore.

La direction de BMO Groupe financier, sous la supervision du chef de la direction et du chef des finances, a évalué l'efficacité de notre contrôle interne à l'égard de l'information financière, selon le cadre et les critères établis dans le document intitulé *Internal Control – Integrated Framework* publié par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission. En se fondant sur cette évaluation, la direction a conclu qu'au 31 octobre 2009, le contrôle interne à l'égard de l'information financière était efficace.

Les vérificateurs de BMO Groupe financier, KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L. (les vérificateurs nommés par les actionnaires), un cabinet d'experts-comptables inscrit et indépendant, ont délivré un rapport de vérification concernant notre contrôle interne à l'égard de l'information financière. Ce rapport de vérification est présenté à la page 109.

Changements apportés au contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours de l'exercice 2009, il n'y a eu aucun changement à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu un effet important, ou qui est raisonnablement susceptible d'avoir un effet important, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Approbation préalable des services et honoraires des vérificateurs nommés par les actionnaires

Politique et procédures d'approbation préalable

Conformément aux pratiques de gouvernance de BMO Groupe financier, le Conseil d'administration veille à l'application stricte de la politique de BMO visant à restreindre les services fournis par les vérificateurs nommés par les actionnaires qui ne sont pas liés à leur rôle de vérificateur. Tous les services fournis par les vérificateurs nommés par les actionnaires sont préalablement approuvés par le Comité de vérification au moment où ils sont requis ou au moyen d'une approbation préalable annuelle de sommes allouées pour des types précis de services. Tous ces services sont conformes à notre politique sur l'indépendance des vérificateurs, de même qu'aux normes professionnelles et à la réglementation des valeurs mobilières régissant l'indépendance des vérificateurs.

Honoraires versés aux vérificateurs nommés par les actionnaires

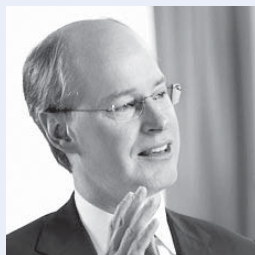
Le tableau ci-dessous fait état du total des honoraires versés aux vérificateurs nommés par les actionnaires au cours des exercices terminés le 31 octobre 2009 et 2008.

Honoraires (en millions de dollars) 1)	2009	2008
Honoraires de vérification	12,0	11,6
Honoraires pour services liés à la vérification 2)	0,2	0,1
Honoraires pour services fiscaux	–	–
Tous les autres honoraires 3)	0,2	0,1
Total	12,4	11,8

- 1) La ventilation des honoraires est fondée sur les lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables et sur les définitions de la Securities and Exchange Commission des États-Unis.
- 2) En 2009 et 2008, les honoraires pour services liés à la vérification ont été versés relativement à des conseils en comptabilité, à certaines procédures concernant notre circulaire de sollicitation de procurations et à certaines autres procédures.
- 3) Tous les autres honoraires de 2009 et 2008 ont été versés essentiellement pour des examens portant sur la conformité aux exigences réglementaires concernant l'information financière et pour des rapports sur les contrôles internes à l'égard des services fournis par divers secteurs d'activité de BMO Groupe financier. Les honoraires de 2009 incluent tles services de traduction alors que ceux de 2008 comprennent les honoraires versés pour des services de recouvrement généraux qui ont fait l'objet d'une exception en vertu de la politique de la Banque sur l'indépendance des vérificateurs.

Gestion globale des risques

Société de services financiers offrant des services bancaires, des solutions de placement, de l'assurance et des services de gestion de patrimoine, BMO met la gestion des risques au cœur de son organisation. Pour assurer une prise de risques prudente et mesurée, nous suivons un cadre opérationnel de gestion intégrée des risques dans nos activités commerciales quotidiennes et notre processus de planification stratégique. Le groupe Gestion globale des risques détermine notre degré de tolérance au risque, élabore des politiques et des limites en matière de risque et assure, à l'échelle de l'organisation, l'examen et la surveillance des questions concernant les risques.



« Nous avons continué de nous concentrer sur une gestion efficace des risques dans un contexte économique fort difficile et, concurrentiellement, sur l'amélioration continue des compétences de notre groupe. »

Tom Flynn
Vice-président à la direction et
chef de la gestion globale des risques
BMO Groupe financier

Forces et facteurs de création de valeur

- Une gestion rigoureuse du risque de crédit qui nous permet d'offrir à nos clients des solutions de financement en tout temps, d'un bout à l'autre du cycle économique.
- Des cadres exhaustifs de gestion des risques ciblant tous les risques de l'organisation. Nous avons une grande discipline en matière de risque de crédit et de risque de marché et suivons un processus systématique d'examen et de réduction des risques opérationnels.
- Réalisation d'un projet de gestion du changement, soit l'initiative de gestion évolutive des risques, qui s'est échelonné sur deux ans et qui visait à renforcer notre structure de gestion des risques grâce à la mise en œuvre de pratiques exemplaires, à la réorganisation de la structure de gestion des risques et à l'ajout de nouveaux cadres supérieurs dans divers secteurs.
- Un modèle d'intervention efficace auprès de nos secteurs d'activité.
- Une équipe formée de spécialistes des risques chevronnés et respectés.

Défis

- Un contexte économique mondial difficile qui a entraîné la détérioration de la qualité des actifs et une volatilité considérable sur les marchés financiers.
- L'accélération du rythme du changement que provoque la nécessité d'assurer une surveillance efficace des risques pour une gamme de plus en plus vaste de produits et services.
- La pression accrue qu'exercent sur nos ressources les changements à la réglementation ainsi que l'amélioration des processus de gestion des risques et de nouvelles exigences en ce domaine.

Nos unités fonctionnelles

Le groupe **Gestion globale des risques** offre surveillance et soutien dans l'établissement des politiques, de l'infrastructure et des processus de gestion des risques à l'échelle de l'organisation.

Les unités de **Gestion des risques de groupe d'exploitation** offrent une surveillance intégrée des risques à nos groupes d'exploitation dans le cadre de la gestion des risques pour appuyer l'exécution de nos stratégies commerciales visant à optimiser le rendement des capitaux.

Nos priorités

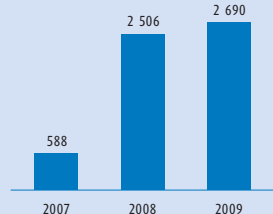
- Gérer les risques dans un environnement en évolution.
- Maximiser la valeur de nos prêts douteux.
- Développer nos capacités en continuant d'enraciner une culture de sensibilisation aux risques à l'échelle de l'organisation, en renforçant nos processus de gestion des risques et en faisant la promotion de notre gestion du capital en fonction des risques.
- Collaborer avec les secteurs d'activité afin de générer des occasions présentant un profil risque-rendement intéressant, sans excéder notre degré de tolérance au risque.
- Renforcer nos relations avec les organismes de réglementation.

Nos moyens de différenciation

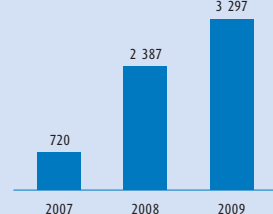
- Promouvoir une approche de la gestion des risques axée sur trois points de contrôle : les groupes d'exploitation, responsables des risques liés à leurs activités, le groupe Gestion globale des risques et d'autres unités des Services d'entreprise et, enfin, la Vérification interne.
- Collaborer avec les secteurs d'activité pour optimiser la relation risque-rendement, pour assurer la transparence en matière de risque et pour ancrer une culture forte de sensibilisation aux risques, tout en maintenant un jugement indépendant à l'égard des risques.
- Chercher des solutions intéressantes axées sur la clientèle tout en menant nos activités conformément à notre cadre de surveillance et à notre degré de tolérance au risque.
- Promouvoir l'excellence en gestion des risques à titre de caractéristique déterminante de BMO, tant à l'interne qu'à l'externe.
- Faire preuve de leadership dans la gestion globale des risques et des nouvelles préoccupations du secteur en matière de risque.

Indicateurs de rendement clés	2009		2008		2007	
	BMO	Moyenne du groupe de référence	BMO	Moyenne du groupe de référence	BMO	Moyenne du groupe de référence
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations	0,85	0,74	0,61	0,43	0,18	0,27
Dotation totale à la provision pour pertes sur créances en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations	0,88	0,90	0,76	0,48	0,21	0,27
Provision générale en pourcentage de l'actif pondéré en fonction du risque de crédit	0,91	1,01	0,81	0,71	n.s.	n.s.

n.s. – non significatif. Les mesures antérieures à 2008 ne sont pas comparables à celles des exercices ultérieurs étant donné que l'actif pondéré en fonction du risque de crédit a été déterminé selon Bâle II après 2007.

Solde brut des nouveaux prêts douteux

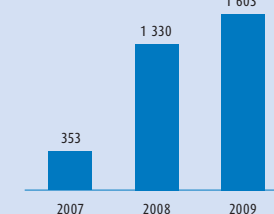
Les nouveaux prêts se sont accrûs au cours des trois derniers exercices, mais cette progression semble s'essouffler dans certains secteurs.

Solde brut des prêts douteux

Compte tenu de la conjoncture économique difficile, les prêts douteux ont continué de s'alourdir par rapport aux exercices passés.

Dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances

L'augmentation des dotations à la provision spécifique s'explique par l'accroissement du solde brut des prêts douteux.

Dotation totale à la provision pour pertes sur créances

La dotation totale à la provision pour pertes sur créances reflète notre position dans le cycle de crédit et dans le cycle économique.

Objectifs et réalisations du groupe en 2009

Les deux principaux objectifs de la Gestion globale des risques et du portefeuille pour 2009 étaient les suivants :

1. Gérer les risques efficacement dans une conjoncture difficile.
2. Renforcer davantage nos pratiques de gestion des risques en poursuivant la mise en œuvre de notre programme exhaustif de gestion évolutive des risques, lancé à la fin de 2007.

Gérer les risques efficacement dans une conjoncture difficile

- Nous avons géré les risques dans une conjoncture difficile en réduisant l'exposition à la volatilité liée au risque de marché et en limitant nos activités dans certains secteurs de sorte à gérer plus efficacement le risque de crédit, en révisant nos critères de prise ferme, en resserrant, au besoin, les normes d'octroi de crédit, en accélérant les examens des secteurs préoccupants, en renforçant nos capacités de gestion du risque de marché grâce à l'ajout de rapports, d'évaluations et de simulations de crise, en augmentant les ressources affectées à la gestion de nos portefeuilles de prêts douteux, en élargissant l'analyse de scénarios au risque opérationnel et en améliorant le processus d'approbation des nouveaux produits.

Renforcer davantage nos pratiques de gestion des risques

- Nous avons poursuivi la mise en œuvre de notre programme de gestion évolutive des risques au cours de l'exercice. Les activités de ce programme s'articulaient autour de cinq thèmes : responsabilité et responsabilisation, transparence en matière de risque, optimisation de la relation risque-rendement, partenariat avec les secteurs d'activité et mise en œuvre rapide des changements et consolidation des bases de la gestion des risques à l'échelle de l'organisation.

Enraciner notre culture de responsabilité et de responsabilisation en matière de risque

- Nous avons assuré la promotion et la poursuite de la mise en œuvre du modèle opérationnel axé sur trois points de contrôle à l'échelle de l'organisation; nos groupes d'exploitation, la Gestion globale des risques et d'autres unités des Services d'entreprise ainsi que la Vérification interne constituant respectivement nos premier, deuxième et troisième points de contrôle.
- Nous avons réorganisé certaines composantes de la structure du groupe et recruté du personnel hautement qualifié.
- Nous avons mis davantage l'accent sur les risques dans les plans stratégiques, la gestion du rendement, les modèles de compétence en leadership et les structures du programme de rémunération incitative.

Accroître la transparence en matière de risque

- Grâce à de l'information et à des rapports plus clairs, nous avons amélioré le processus de transmission de l'information sur les risques à la haute direction, aux unités d'affaires et au Conseil de sorte à assurer une meilleure compréhension et une surveillance plus efficace.
- Nous avons mis en œuvre un tableau de bord du degré de tolérance au risque pour améliorer la transparence quant au profil, à la répartition et à la concentration des risques.
- Nous avons réalisé une analyse approfondie de tous nos pupitres de négociation afin d'accroître la transparence en matière de risque.
- Nous avons créé de nouvelles tribunes sur le leadership pour discuter de la relation risque-rendement et des nouveaux risques.

Optimiser la relation risque-rendement

- Nous avons utilisé davantage des modèles de tarification en fonction du risque dans nos secteurs des prêts aux particuliers et aux entreprises.
- Nous avons rehaussé les échanges sur les risques et l'évaluation de ceux-ci dans nos processus de planification stratégique annuels et à long terme.
- Nous avons peaufiné plusieurs de nos modèles sur le capital économique.
- Nous avons clarifié les définitions du degré de tolérance au risque de l'organisation afin de guider l'exécution de la stratégie des unités d'affaires.
- Nous avons amélioré le recours à la gestion des limites dans les secteurs du risque de marché et de l'octroi de crédit.


Former des partenariats avec les secteurs d'activité et mettre en œuvre rapidement les changements

- Nous avons mis en œuvre de nouveaux modèles d'intervention auprès de nos partenaires, ou révisé les modèles existants, dans le but d'améliorer la transparence et les échanges en matière de risque.
- Nous avons travaillé avec nos partenaires afin de repérer et d'exploiter des occasions de croissance.

Cimenter les bases de la gestion des risques à échelle de l'organisation

- Nous avons amélioré la formation sur les risques à l'échelle de l'organisation, notamment au moyen d'un programme de formation complet destiné à tous les cadres de BMO, et nous avons mis au point un programme s'adressant spécifiquement aux membres des Produits de négociation de Marchés des capitaux, des Finances et des Services juridiques.
- Nous avons défini des niveaux de compétence en gestion des risques afin de garantir que nos employés sont affectés à des postes qui conviennent à leurs capacités, en conformité avec nos exigences en matière de gestion des risques.
- Nous avons mis à contribution notre infrastructure en vertu de Bâle II pour renforcer davantage nos processus de gestion du risque et notre cadre de gestion du capital en fonction des risques.
- Nous avons élaboré une stratégie informatique pour consolider les bases de la gestion des risques et avons l'intention de poursuivre la mise en œuvre de cette stratégie en fonction des activités de BMO et de sa capacité de gestion des risques.

Cadre et risques

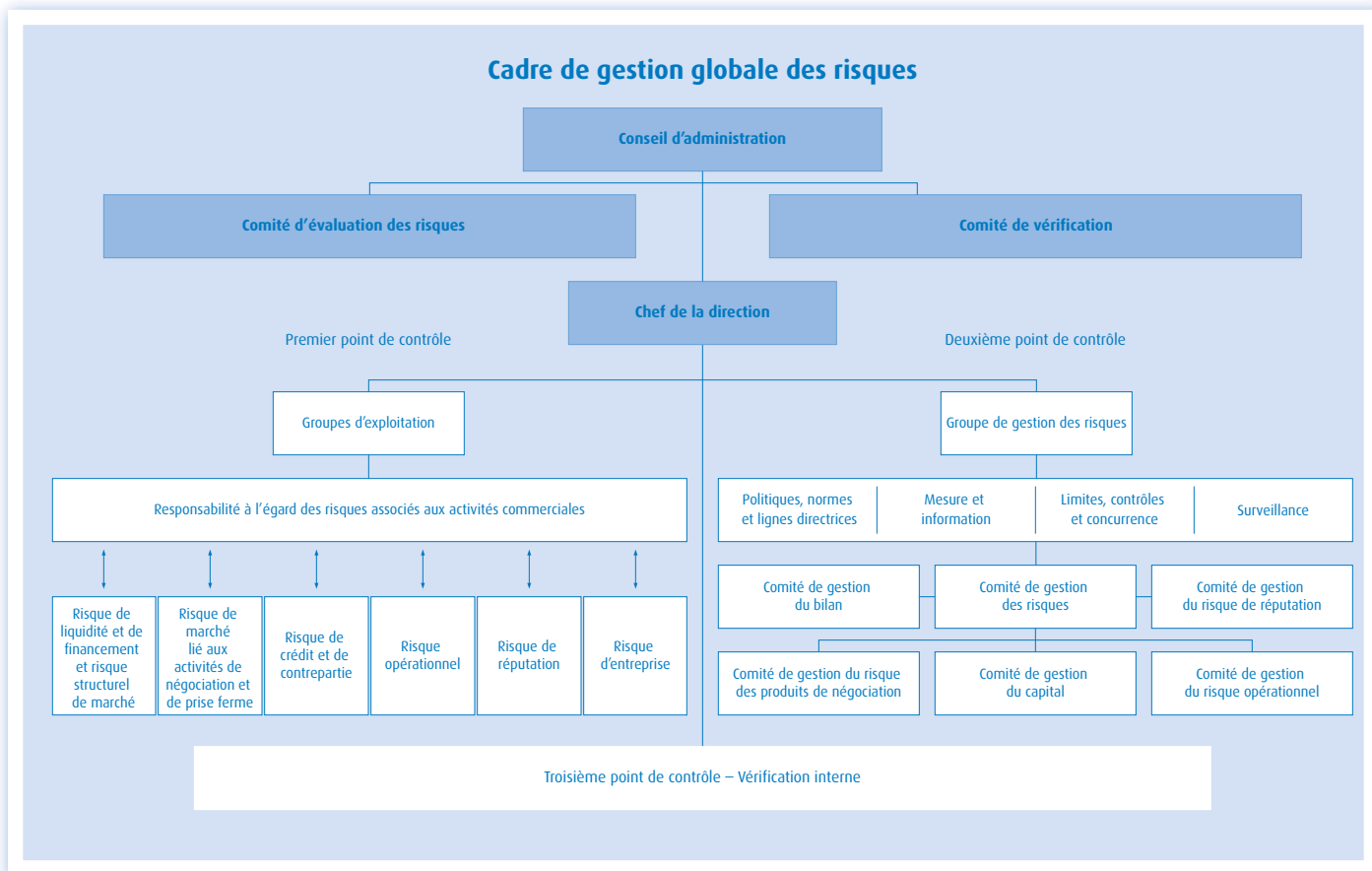
Les textes et les tableaux en bleu dans la section Gestion globale des risques du Rapport de gestion font partie intégrante des états financiers consolidés annuels de 2009. Ils présentent les informations exigées en vertu des PCGR telles qu'elles sont énoncées dans le chapitre 3862, Instruments financiers – informations à fournir, du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA)*, qui permet des renvois entre les notes afférentes aux états financiers et le rapport de gestion.  P. 114, 121

Société de services financiers diversifiée et active dans de nombreux secteurs, BMO met la gestion des risques au cœur de ses activités. Une approche rigoureuse de la gestion des risques est essentielle pour forger un avantage concurrentiel et assurer la stabilité de notre organisation. Cette approche vise un double objectif : la surveillance appropriée et indépendante du risque dans l'ensemble de l'organisation et l'établissement de partenariats avec nos secteurs d'activité afin de générer un avantage durable.

La crise économique de la dernière année continue de faire sentir ses effets partout dans l'économie. Même si elle n'est pas à l'abri des défis que présente cette conjoncture difficile, BMO a continué de faire preuve d'une grande rigueur à l'égard des risques et a trouvé un juste équilibre entre s'assurer que

ses clients soient bien servis et continuer de préserver les intérêts de ses actionnaires. BMO a géré efficacement le risque tout au long de cette période et se trouve en bonne position pour l'avenir.

Toutes les institutions financières ont tiré des leçons des mauvaises conditions avec lesquelles notre secteur a dû composer récemment. BMO a amorcé, il y a plus de deux ans, un processus visant à intégrer les leçons et les recommandations d'amélioration. Depuis, d'importants progrès ont été réalisés pour incorporer notre apprentissage sur les pratiques exemplaires à nos activités de gestion des risques et à nos activités commerciales. Même s'il reste toujours du travail à accomplir, les mesures que nous avons prises ainsi que nos solides assises nous confèrent une position favorable pour l'avenir.



Modèle opérationnel

Notre cadre de gestion des risques englobe notre modèle opérationnel et notre structure de gouvernance des risques et est soutenu par notre culture de gestion des risques. Le modèle opérationnel et la structure de gouvernance des risques permettent à nos dirigeants et à nos spécialistes des risques de mener efficacement leurs activités et de contribuer à la surveillance et à la gestion adéquates des risques.

Le concept des trois points de contrôle de la gestion des risques est essentiel à notre modèle opérationnel.

Le premier point de contrôle de la gestion des risques est constitué de nos groupes d'exploitation, lesquels sont responsables des risques inhérents à leurs activités. Leur mandat consiste à repérer les occasions d'affaires appropriées et à adopter les stratégies et pratiques qui optimiseront le rendement du capital ou permettront d'atteindre d'autres objectifs. Chaque groupe d'exploitation doit s'assurer qu'il agit dans le cadre des pouvoirs qui lui ont été délégués relativement à la prise de risques, conformément à nos politiques générales et à nos limites en matière de risque. Des limites sont établies pour les groupes d'exploitation et chacun d'eux dispose de processus et de mesures de contrôle efficaces qui lui permettent de mener ses activités sans dépasser ces limites.

Le groupe Gestion des risques et d'autres unités des Services d'entreprise forment le deuxième point de contrôle de la gestion des risques. Ces services travaillent en collaboration avec les groupes d'exploitation pour que ces derniers atteignent leurs objectifs en plus d'assurer une supervision indépendante. Il incombe au groupe Gestion globale des risques de recommander et d'établir des politiques générales de gestion des risques ainsi que de mettre en place l'infrastructure, les processus et les pratiques ciblant tous les risques importants à l'échelle de l'organisation. Le groupe Gestion globale des risques travaille en partenariat avec les secteurs d'activité pour aider à l'évaluation, à la quantification, à la surveillance et à la communication de tous les risques importants à la haute direction et, le cas échéant, au Conseil d'administration.

Notre troisième point de contrôle est la Vérification interne. Ce service surveille l'efficacité et l'efficience des contrôles utilisés par les différentes fonctions de nos secteurs d'activité, la fiabilité de l'information financière et la conformité aux lois et règlements en vigueur. La Vérification interne fournit en temps utile aux parties prenantes, par l'intermédiaire du Conseil, une assurance indépendante que BMO Groupe financier repère adéquatement et efficacement le risque, met en œuvre les contrôles appropriés et applique rigoureusement les plans d'atténuation des risques.

Gouvernance des risques

À la base de notre cadre de gestion globale des risques se trouve une structure de gouvernance qui comprend une structure solide sous forme de comités et un ensemble complet de politiques générales approuvées par le Conseil d'administration ou ses comités, ainsi que des normes générales et des lignes directrices d'exploitation connexes.

Ce cadre de gestion globale des risques est régi par voie d'une hiérarchie de comités et de responsables, comme l'illustre le diagramme de la page précédente.

La gouvernance de chaque risque permet d'optimiser la relation risque-rendement tant au niveau des portefeuilles que des transactions, en conformité avec notre degré de tolérance au risque. Tous les éléments de notre cadre de gestion des risques sont revus régulièrement par le Comité d'évaluation des risques du Conseil d'administration ou ses sous-comités afin de nous assurer qu'ils procurent des directives efficaces pour la gouvernance de nos activités à risque. Dans chacun de nos groupes d'exploitation, la direction veille à ce que des activités de gouvernance, des mesures de contrôle ainsi que des processus et méthodes de gestion soient en place et fonctionnent efficacement et conformément à notre cadre de gestion globale des risques. Chaque comité de gouvernance établit et surveille par ailleurs les limites de gestion globale des risques conformément aux limites approuvées par le Conseil, les premières étant subordonnées aux secondes.

Limites et pouvoirs

Nos limites de risque, définies par les principes de BMO en matière de risque ainsi que par son degré de tolérance au risque, sont passées en revue et approuvées chaque année par le Comité de gestion des risques et le Comité d'évaluation des risques du Conseil d'administration et concernent :

- le risque de crédit et de contrepartie – limites relatives au risque lié au pays, au secteur, aux segments de produit ou de portefeuille, à un groupe ou à un titulaire unique;
- le risque de marché – limites relatives au risque lié à la valeur de marché, à la volatilité du revenu net et aux simulations de crise;
- le risque de liquidité et de financement – limites relatives aux niveaux minimaux d'actifs liquides et aux niveaux maximaux de nantissement d'actifs, et lignes directrices approuvées par la haute direction relatives à la diversification du passif et aux engagements de financement et de liquidité.

Le Conseil d'administration, par l'intermédiaire du Comité d'évaluation des risques et en fonction des recommandations du Comité de gestion des risques, délègue l'établissement des limites relatives au risque de crédit et au risque de marché au président et chef de la direction, qui, à son tour, délègue des pouvoirs plus précis au chef de la gestion globale des risques et aux chefs de la gestion des risques des groupes d'exploitation. Ces pouvoirs délégués permettent à ces dirigeants d'établir les degrés de tolérance au risque, d'approuver les limites d'exposition aux régions et aux secteurs d'activité en fonction de paramètres définis et de fixer des limites en matière de prise ferme et de stocks pour les activités de négociation et de celles de banque d'investissement. Ces pouvoirs

délégués sont passés en revue et approuvés tous les ans par le Conseil d'administration et le Comité d'évaluation des risques. Il incombe au Comité de gestion des risques d'établir les critères en vertu desquels ces pouvoirs peuvent continuer à être délégués à l'échelle de l'organisation ainsi que les exigences minimales en matière de contrôle de la documentation, de la communication et de la surveillance des pouvoirs délégués.

Culture de gestion des risques

Pour BMO, la culture de gestion des risques se caractérise par les normes que respectent tous nos employés et nos groupes, et par les comportements qu'ils adoptent, pour repérer, comprendre et analyser les risques ainsi que pour faire des choix en tenant compte des occasions et des risques. Notre culture de gestion des risques définit notre façon de mener nos activités, de gérer les risques et d'établir des partenariats avec nos collègues afin de veiller à l'harmonisation constante de nos stratégies et de nos activités commerciales dans les limites de notre tolérance au risque.

Les éléments fondamentaux de notre culture de gestion des risques sont les suivants : un modèle d'intervention entre la Gestion globale des risques et les groupes d'exploitation qui favorise et crée un climat de transparence et qui met l'accent sur le rendement rajusté en fonction des risques, des communications et le partage d'information horizontaux et verticaux et à la fois ouverts et rapides, une transmission aux échelons supérieurs des risques et des désaccords potentiels et nouveaux, une remise en question continue et constructive des décisions et des mesures, une communication appropriée du degré de tolérance au risque, la capacité d'analyser les mesures qui n'ont pas donné les résultats escomptés afin de ne pas les répéter, des objectifs commerciaux qui tiennent compte de la tolérance au risque et de mesures appropriées fondées sur les risques et, enfin, des évaluations du rendement ainsi que des incitations au rendement qui intègrent de telles mesures.

Afin d'accroître nos capacités en ce domaine et de favoriser l'enracinement continu de notre culture de gestion des risques, BMO a considérablement élargi son programme d'études offert par L'Académie BMO. Combinés à des définitions de tâches très claires, ces cours apportent la formation et la pratique en saine gestion du risque qui sont nécessaires à l'attribution de limites discrétionnaires pertinentes aux spécialistes qualifiés. Au cours de la dernière année, nous avons renforcé notre stratégie de formation en matière de risque, qui s'appuie sur nos pratiques réputées de gestion du risque de crédit, grâce à la création d'une série de programmes s'adressant à notre Conseil d'administration, à nos spécialistes en négociation de Marchés des capitaux, à nos dirigeants, à nos directeurs et à d'autres employés affectés à la gestion des risques. Ces programmes sont conçus pour favoriser une meilleure compréhension des cadres de gestion des risques et du capital de BMO à l'échelle de l'organisation. Ils fournissent à nos employés et à nos directeurs les outils et l'information nécessaires pour s'acquitter de leurs responsabilités en matière de risque et de rendement, quel que soit le poste qu'ils occupent dans l'organisation. Cette stratégie de formation a été élaborée en partenariat avec L'Académie BMO et nos spécialistes du risque ainsi qu'avec des spécialistes du risque externes et des professionnels de la formation.

Principes en matière de risque

Les risques auxquels nous sommes exposés sont les suivants : risque de crédit et de contrepartie, risque de marché, risque de liquidité et de financement, risque opérationnel, risque d'entreprise, risque d'assurance, risque de modèle, risque de stratégie, risque de réputation et risque environnemental. Les activités à risque et celles de gestion des risques à l'échelle de l'organisation sont régies par les principes suivants :

- La gestion des risques est partagée à tous les échelons, en appliquant le concept des trois points de contrôle.
- Le degré de tolérance au risque est approuvé par le Comité d'évaluation des risques et est harmonisé avec l'orientation stratégique de BMO.
- La Gestion globale des risques et du portefeuille surveille notre cadre de gestion des risques pour s'assurer que notre profil de risque reste conforme au degré de tolérance au risque établi et qu'il est soutenu par un niveau adéquat de fonds propres.
- Tous les risques importants auxquels l'organisation est exposée seront repérés, mesurés, gérés, surveillés et signalés.
- La prise de décisions sera fondée sur une profonde compréhension du risque accompagnée de paramètres et d'analyses solides.

Le **Conseil d'administration** est responsable de la gérance de BMO et supervise la gestion de l'entreprise et les affaires de BMO. Il lui incombe, directement ou par l'intermédiaire de ses comités, de veiller à la planification stratégique, à la définition du degré de tolérance au risque, au repérage et à la gestion des risques, à la gestion du capital, à la promotion d'une culture d'intégrité, aux contrôles internes, à la planification de la relève et à l'évaluation de la haute direction, aux communications, à la transmission de l'information au public et à la gouvernance.

Le **Comité d'évaluation des risques du Conseil d'administration** seconde le Conseil dans l'exercice de ses responsabilités de surveillance relativement aux activités visant à déterminer et à gérer les risques de BMO, au respect des politiques et des méthodes générales de gestion des risques et à la conformité aux exigences réglementaires liées aux risques.

Le **Comité de vérification du Conseil d'administration** surveille de façon indépendante l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information ainsi que des contrôles internes, notamment les contrôles internes à l'égard de l'information financière, et rend compte de ses activités au Conseil.

Le **président et chef de la direction** rend compte directement au Conseil d'administration de toutes les activités à risque de BMO. Il est appuyé par le Comité de gestion des risques et ses sous-comités, de même que par la Gestion globale des risques et du portefeuille.

Le **Comité de gestion des risques**, principal comité de la direction de BMO chargé de gérer les risques, examine les risques importants qui se présentent dans la réalisation de la stratégie de l'organisation et discute des plans d'action à mettre en œuvre. Le Comité de gestion des risques s'assure que la surveillance et la gouvernance des risques s'exercent aux plus hauts niveaux de la direction. Il est présidé par le chef de la gestion globale des risques.

Les **sous-comités du Comité de gestion des risques** assument une responsabilité de surveillance à l'égard de l'effet sur le risque et le bilan des stratégies de gestion, de la gouvernance, de la mesure du risque et de la planification d'urgence. Le Comité de gestion des risques et ses sous-comités veillent à ce que les risques assumés par l'organisation soient déterminés, mesurés, surveillés et signalés conformément aux politiques et aux limites déléguées.

La **Gestion globale des risques et du portefeuille** regroupe l'ensemble des fonctions de surveillance du risque de crédit et de contrepartie, du risque opérationnel et du risque de marché. Elle veille à l'uniformité des pratiques et des normes de gestion des risques à l'échelle de l'organisation. La Gestion globale des risques et du portefeuille est garante d'une approche rigoureuse à l'égard de la prise de risques grâce à la gestion du portefeuille et du risque transactionnel, à l'élaboration de politiques, à la production de rapports sur le risque, à la simulation de crise, à la modélisation, à la validation et à la sensibilisation au risque. Cette approche vise l'atteinte des objectifs globaux et fait en sorte que les risques assumés correspondent à la tolérance au risque de BMO.

Les **chefs de la gestion des risques des groupes d'exploitation** fournissent conseils et surveillance pour appuyer les activités des unités d'affaires à l'échelle de l'organisation et relativement à tous les types de risques, favorisent une culture de sensibilisation au risque axée sur le rendement élevé au niveau des groupes d'exploitation et orientent l'organisation des risques des groupes d'exploitation.

Les **groupes d'exploitation** sont responsables de la gestion des risques dans leurs domaines respectifs. Ils prennent des décisions éclairées et leur objectif est de s'assurer que des politiques, des processus et des contrôles internes sont en place et que les risques importants sont signalés de façon appropriée à la Gestion globale des risques et du portefeuille.

- Les activités commerciales seront conçues, approuvées et menées dans le respect des limites de risque établies et généreront un rendement approprié compte tenu de leur profil de risque.
- Le capital économique sera utilisé pour mesurer et regrouper tous les risques, quels que soient leur type et l'activité à laquelle ils sont liés, afin de faciliter la prise en compte du risque dans la mesure du rendement de l'organisation.
- Des programmes de rémunération incitative seront créés et mis en place pour favoriser une motivation reflétant un équilibre entre la génération de profits à court, à moyen et à long terme et une croissance durable et non volatile du revenu, dans le respect de notre degré de tolérance au risque.

Degré de tolérance au risque

Notre degré de tolérance au risque désigne la part et le type de risque que nous sommes disposés à accepter étant donné nos principes directeurs et notre capacité en matière de fonds propres. La haute direction recommande notre énoncé de tolérance au risque au Comité d'évaluation des risques du Conseil aux fins d'approbation. Notre énoncé de tolérance au risque se définit en termes tant quantitatifs que qualitatifs et inclut notamment les éléments suivants :

- Maintenir une situation de capital qui satisfait ou dépasse les exigences réglementaires, nos exigences quant au capital pondéré en fonction des risques et les attentes du marché (agences de notation, investisseurs et déposants) et tient compte des exigences en matière de capital en temps de crise.
- Ne pas prendre des risques que nous ne pouvons pas comprendre, gérer ni surveiller en toute transparence.
- Soumettre les initiatives liées à de nouveaux produits à un processus d'examen et d'approbation rigoureux pour nous assurer que les risques soient compris et gérables.
- Fournir des ressources adéquates au groupe Gestion des risques, aux Finances et aux autres fonctions des Services d'entreprise.
- Cibler une cote de crédit égale ou supérieure à AA- pour BMO.
- Ne pas adopter des positions démesurées qui nous exposeraient à des risques liés à des événements défavorables, même peu probables, qui pourraient mettre en péril nos notations, notre situation de capital ou notre réputation.

- Maintenir un portefeuille de prêts diversifié et de qualité supérieure à la moyenne, par rapport à nos pairs.
- Maintenir une valeur à risque (VAR) qui n'est pas disproportionnée par rapport à celle de nos pairs.
- Maintenir des positions de liquidité qui nous permettent de respecter tous les engagements de financement lorsqu'ils arrivent à échéance et de maintenir notre profil de risque de liquidité dans la moyenne de notre groupe de référence.
- Suivre des pratiques et des politiques commerciales qui assurent la protection de notre réputation en tout temps.

Évaluation et approbation des risques

Les processus d'évaluation et d'approbation des risques sont établis par le Comité de gestion des risques en fonction de la nature, de l'importance et de la complexité des risques concernés. En général, le processus d'évaluation et d'approbation des risques constitue une évaluation et une approbation en bonne et due forme de diverses catégories par une personne, un groupe ou un sous-comité du Comité de gestion des risques indépendant du demandeur. Les pouvoirs et approbations délégués par catégorie sont les suivants :

Transactions de portefeuille : Les transactions sont approuvées dans le cadre de processus d'évaluation des risques pour tous les types de transactions, y compris les pouvoirs nécessitant deux signatures eu égard au risque de crédit, aux limites de transaction et aux limites de position concernant le risque de marché.

Transactions structurées : Le Comité de gestion du risque de réputation et le Comité de gestion du risque des produits de négociation examinent les nouvelles transactions et les nouveaux produits structurés posant des risques de réputation, des risques juridiques, des risques de comptabilité, des risques réglementaires ou des risques fiscaux importants.

Initiatives de placement : La documentation des évaluations des risques est officialisée par voie de nos demandes d'optimisation des investissements, lesquelles sont évaluées et approuvées par les unités des Services d'entreprise.

Nouveaux produits et services : Les politiques et procédures d'approbation des produits et services, qu'ils soient nouveaux ou modifiés, que nous offrons à nos clients sont revues et approuvées par les unités des Services d'entreprise, ainsi que par le Comité de gestion du risque opérationnel et le Comité de gestion du risque des produits de négociation, s'il y a lieu.

Communication de l'information relative aux risques

La transparence en matière de risque à l'échelle de l'organisation et la communication de l'information s'y rapportant sont des éléments essentiels de notre cadre et de notre culture d'exploitation et permettent aux dirigeants de tous les échelons, aux spécialistes des risques ainsi qu'aux comités et au Conseil d'administration de s'acquitter efficacement de leurs responsabilités quant à la gestion des activités, à la gestion des risques et à la surveillance.

Les rapports internes comprennent les sections de la Gestion globale des risques, qui résument les risques clés, et leurs mesures, auxquels l'organisation est actuellement exposée. Les sections mettent en évidence les principaux risques et les risques possibles et nouveaux, le but étant que la haute direction et le Conseil d'administration reçoivent en temps opportun de l'information pratique et prospective sur les risques importants de notre organisation. Ces rapports comprennent des documents servant à faciliter le dialogue sur la façon de comparer ces risques à notre degré de tolérance et aux limites pertinentes établies en vertu de notre cadre. Ils comprennent également des documents sur les nouveaux risques et les mesures prises par la direction pour les atténuer.

De l'information sur le risque est également transmise trimestriellement ou annuellement aux parties prenantes, notamment les organismes de réglementation, les agences de notation indépendantes et nos actionnaires, ainsi qu'à d'autres membres de la communauté financière.

Évaluation du capital pondéré en fonction des risques

BMO utilise deux mesures du capital pondéré en fonction des risques, soit le capital économique et le capital réglementaire selon l'Accord de Bâle II. Il s'agit de deux mesures globales du risque que nous assumons en vue de l'atteinte de nos objectifs financiers.

Notre modèle opérationnel assure une gestion directe de chaque type de risque, mais aussi une gestion intégrée de l'ensemble des risques. La mesure interne intégrée des risques sous-jacents à nos activités commerciales est le capital économique. Il représente l'estimation par la direction de l'ampleur potentielle des pertes économiques susceptibles de découler de circonstances défavorables et permet de rajuster le rendement en fonction des risques. Le capital économique est calculé pour divers types de risques : risque de crédit, risque de marché (lié aux activités de négociation et autres), risque opérationnel et risque d'entreprise, les mesures étant fondées sur un horizon de un an.

Un cadre de sélection de scénarios, d'analyse et de simulations de crise à l'échelle de l'organisation aide à déterminer l'ampleur relative des risques qui sont pris et leur répartition entre les activités de l'organisation dans diverses conditions. Les simulations de crise et l'analyse de scénarios permettent de mesurer les incidences sur nos activités et notre capital de situations opérationnelles, économiques, de crédit et de marché extrêmes mais plausibles. Les scénarios, établis en collaboration avec nos économistes, les groupes de gestion des risques, les finances et les secteurs d'activité sont fondés sur des événements historiques ou hypothétiques, ou une combinaison des deux, ou sur d'importants événements économiques. Les variables économiques tirées de ces scénarios sont ensuite appliquées à tous les portefeuilles à risque importants et pertinents au sein de l'organisation. Conformément à ce qui est stipulé dans le Nouvel accord de Bâle, BMO effectue également des simulations de crise sur le capital réglementaire couvrant le risque de crédit, à l'échelle de tous les portefeuilles importants, au moyen de la méthode de calcul de l'approche fondée sur les notations internes (NI) avancée.

En outre, nous procédons constamment à des simulations de crise et à l'analyse de scénarios qui ont pour but de mettre en évidence les risques de crédit de BMO par rapport à un secteur particulier, à un ensemble de secteurs ou à des produits spécifiques fortement corrélés. Ces simulations visent à évaluer l'incidence de divers scénarios sur les probabilités de défaut et les taux de perte dans le portefeuille considéré. Les résultats renseignent la haute direction sur la sensibilité de nos risques à l'une ou l'autre des caractéristiques des risques sous-jacents dans certains secteurs.

Risque de crédit et de contrepartie

Le **risque de crédit et de contrepartie** désigne la possibilité de subir une perte si un emprunteur, un endosseur, un garant ou une contrepartie ne respecte pas son obligation de rembourser un prêt ou de s'acquitter de toute autre obligation financière préétablie. Il s'agit du plus important risque mesurable auquel est exposé BMO.

Il existe un risque de crédit et de contrepartie dans toutes les activités d'octroi de crédit auxquelles BMO prend part ainsi que dans la vente de produits de trésorerie et d'autres produits de marchés financiers, dans la détention de titres de placement et dans les activités de titrisation. La gestion, à la fois rigoureuse et efficace, du risque de crédit de BMO repose d'abord sur l'apport de nos spécialistes expérimentés et compétents, qui agissent à titre de prêteurs et de gestionnaires du risque de crédit au sein d'une double structure de contrôle pour autoriser des transactions. Ces personnes sont soumises à un processus rigoureux de qualification des prêteurs et œuvrent dans un environnement bien encadré par une structure claire de délégation des pouvoirs décisionnels, prévoyant des limites discrétionnaires individuelles spécifiques. Les décisions de crédit sont prises par la direction, au niveau correspondant à l'envergure de la transaction et à son degré de risque, conformément à l'ensemble des politiques générales, des normes et des méthodes régissant la conduite des activités de gestion du risque de crédit.

Le risque de crédit est évalué et mesuré à l'aide de paramètres fondés sur le risque :

La **perte prévue (PP)** est une mesure représentant la perte escomptée dans le cours normal des activités au cours d'une période donnée. La PP est calculée en fonction de la probabilité de défaut, de l'exposition en cas de défaut et de la perte en cas de défaut.

L'**exposition en cas de défaut (ECD)** représente l'encours d'une exposition de crédit auquel sont ajoutées les provisions spécifiques ou les radiations partielles. Pour les sommes hors bilan et les sommes non utilisées, l'ECD inclut une estimation de tout montant supplémentaire qui peut être utilisé au moment du défaut.

La **perte en cas de défaut (PCD)** représente la somme qui pourrait ne pas être recouvrée en cas de défaut, sous la forme d'une proportion de l'exposition en cas de défaut. La PCD prend en compte la somme et la qualité de toute garantie détenue.

La **probabilité de défaut (PD)** représente la probabilité qu'une obligation de crédit (un prêt) ne soit pas remboursée et soit défaillante. Une PD est attribuée à chaque compte, selon le type de facilité, le type de produit et les caractéristiques du client. Les antécédents en matière de crédit de la contrepartie ou du portefeuille et la nature de l'exposition sont pris en compte dans le calcul de la PD.

La **perte non prévue (PNP)** est une mesure de l'écart entre les pertes réelles et la perte prévue dans le cours normal des activités au cours d'une période donnée.

Systèmes d'évaluation du risque

Les systèmes d'évaluation du risque de BMO sont conçus pour évaluer et mesurer le risque inhérent à toute exposition. Les systèmes d'évaluation du risque sont différents pour les prêts aux particuliers et aux petites entreprises et pour ceux aux entreprises et aux grandes entreprises.

Particuliers et petites entreprises

Le portefeuille de prêts aux particuliers et aux petites entreprises est constitué d'un groupe diversifié de clients et comprend des prêts hypothécaires à l'habitation, des prêts personnels, des prêts sur cartes de crédit et des prêts aux petites entreprises. Ces prêts sont gérés comme des lots de risques homogènes. Pour ces lots, des modèles de risque de crédit et des systèmes de soutien décisionnels sont élaborés à l'aide de techniques statistiques et de systèmes experts reconnus, aux fins d'octroi et de suivi. La combinaison de modèles de décision, d'indicateurs relatifs au comportement, d'arbres décisionnels et de connaissances d'experts permet d'arriver aux décisions de crédit optimales dans un environnement centralisé et automatisé. Les caractéristiques de l'emprunteur et du prêt, ainsi que les résultats passés du portefeuille, servent à prévoir le risque que représentent les nouveaux comptes. Les résultats passés sont également utilisés, parallèlement aux caractéristiques de l'emprunteur et du prêt, pour définir le profil global de risque de crédit du portefeuille, prévoir les résultats futurs des comptes existants de façon à permettre la gestion continue du risque de crédit et déterminer tant le capital économique que le capital réglementaire selon Bâle II. Des paramètres de risque, une PD, une PCD et une ECD sont attribués à chaque exposition en fonction du rendement du lot et ces caractéristiques sont mises à jour tous les mois afin que la surveillance du risque soit à jour. Ce qui suit indique le profil de risque, selon la PD, du portefeuille de la clientèle de détail selon l'approche NI avancée au 31 octobre 2009.

Profil de risque	Fourchette de PD	% d'ECD – Prêts aux particuliers
Exceptionnellement faible	≤ 0,05 %	39,9
Très faible	> 0,05 % à 0,20 %	18,6
Faible	> 0,20 % à 0,75 %	24,1
Moyen	> 0,75 % à 7,00 %	15,9
Élevé	> 7,00 % à 99,99 %	1,2
En défaut	100 %	0,3

Prêts aux entreprises et aux grandes entreprises

Pour les portefeuilles de prêts aux entreprises et aux grandes entreprises, nous utilisons un cadre global d'évaluation du risque qui s'applique à toutes nos contreparties, qu'il s'agisse d'États souverains, de banques, d'entreprises ou de grandes entreprises. Ce cadre respecte les principes de Bâle II, aux termes duquel sont déterminées les exigences minimales quant au capital réglementaire relativement au risque de crédit. L'un des éléments clés de ce cadre d'évaluation est l'attribution, aux emprunteurs, de cotes de risque appropriées pour aider à quantifier le risque de crédit potentiel.

Dans le cadre d'évaluation du risque de BMO, l'évaluation du risque d'une contrepartie est établie à l'aide de méthodes et de critères fondés sur les caractéristiques du risque que présente chaque contrepartie. L'évaluation qui en découle est ensuite analysée en fonction d'une probabilité de défaut sur une période de un an. À mesure que les contreparties changent d'échelon, la probabilité de défaut qui leur est attribuée évolue. Nous réexaminons régulièrement nos prêts et acceptations pour déterminer si certains prêts devraient être classés comme douteux et, le cas échéant, faire l'objet d'une provision ou d'une radiation. Les pertes futures sont estimées en fonction de la proportion prévue de l'engagement qui sera à risque en cas de défaut d'une contrepartie, au moyen de l'analyse de facteurs propres à la transaction, comme la nature et les conditions du prêt, la garantie détenue et la priorité de rang de notre créance. Pour les transactions de grandes entreprises, nous utilisons également des modèles de pertes non prévues pour évaluer la portée et la corrélation des risques avant d'autoriser tout nouvel engagement.

Ce qui suit indique le profil de risque, selon l'approche NI avancée, du portefeuille de la clientèle de gros au 31 octobre 2009.

Échelle d'évaluation du risque lié à l'emprunteur

Cote de BMO	Description du risque	Équivalent implicite de Moody's Investor Services	Équivalent implicite de Standard & Poor's	% d'ECD – Total
Catégorie investissement				
I-1	Solvabilité reconnue/ Emprunt garanti par un État	Aaa souverain	AAA souverain	34,6
I-2	Solvabilité reconnue	Aaa/Aa1	AAA/AA+	1,8
I-3	Risque minime	Aa2/Aa3	AA/AA-	5,2
I-4	Risque modeste	A1/A2/A3	A+/A/A-	6,0
I-5	Risque modeste	Baa1	BBB+	2,2
I-6	Risque moyen	Baa2	BBB	14,0
I-7	Risque moyen	Baa3	BBB-	7,8
Catégorie investissement – Total				71,6
Catégorie spéculative				
S-1	Risque acceptable	Ba1	BB+	9,6
S-2	Risque acceptable	Ba2	BB	6,5
S-3	Risque marginal	Ba3	BB-	4,6
S-4	Risque marginal	B1	B+	3,7
Catégorie spéculative – Total				24,4
Liste de surveillance				
P-1	Incertitude	B2	B	0,9
P-2	Liste de surveillance	B3	B-	0,9
P-3	Liste de surveillance	Caa/C	CCC/C	0,7
Liste de surveillance – Total				2,5
D-1	En défaut	C	D	1,5
D-2	En défaut et douteux	C	D	–
En défaut et douteux – Total				1,5

Politiques et normes

Le cadre de gestion du risque de crédit de BMO s'appuie sur des principes directeurs définis dans une série de politiques et de normes générales, qui se répercutent sur des directives et des procédures plus précises. Les éléments de ce cadre sont passés en revue régulièrement pour assurer qu'ils soient à jour et conformes au degré de tolérance au risque de BMO. Ces principes d'octroi de crédit régissent la structure, les limites, les sûretés exigées, la gestion continue, la surveillance et la communication concernant les risques de crédit auxquels nous sommes exposés.

Gouvernance du risque de crédit

Le Comité d'évaluation des risques du Conseil d'administration supervise, en définitive, la gestion de tous les risques auxquels l'organisation fait face, y compris le risque de crédit. Les méthodes d'exploitation exigent une surveillance continue des risques de crédit auxquels nous sommes exposés, ainsi que la reddition de comptes périodique au Conseil d'administration et aux comités de la haute direction en ce qui concerne les portefeuilles et les secteurs. Les comptes productifs sont réévalués régulièrement et la plupart des comptes d'entreprises et de grandes entreprises font l'objet d'un examen au moins une fois l'an. Le processus de réévaluation du crédit permet de s'assurer qu'une structure appropriée, incluant la surveillance des engagements, est en place pour chaque compte. La fréquence des examens s'accroît selon la probabilité et l'importance des pertes sur créances potentielles, et les situations à plus haut risque qui se dégradent sont portées à l'attention de groupes de gestion de comptes spécialisés, pour un examen plus attentif, le cas échéant. La Vérification interne examine et teste le processus de gestion, les mesures de contrôle et

un échantillon représentatif des transactions de crédit pour vérifier le respect des conditions en matière de crédit ainsi que la conformité aux politiques, normes et méthodes en vigueur. En outre, BMO procède régulièrement à des examens sectoriels de portefeuilles, notamment des simulations de crise et des analyses de scénarios fondées sur les risques actuels, nouveaux ou éventuels.

Gestion du portefeuille

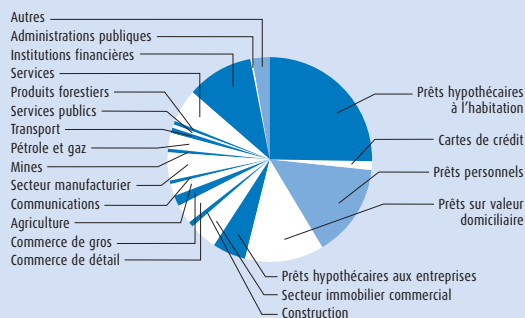
Les politiques de gouvernance du risque de crédit de BMO permettent de maintenir un degré acceptable de diversification en tout temps. Les portefeuilles doivent respecter des limites à plusieurs égards, notamment en ce qui concerne les concentrations par secteur, pays, produit ou titre unique, ainsi qu'en ce qui concerne certaines transactions. À la fin de l'exercice, notre portefeuille de prêts était bien diversifié et comprenait des millions de comptes, dont les titulaires sont en majorité des particuliers et des petites et moyennes entreprises.

BMO utilise plusieurs mesures pour réduire et gérer le risque de crédit. Celles-ci comprennent notamment de solides critères d'engagement, des gestionnaires de risques qualifiés, une surveillance et un processus d'examen des plus stricts, la redistribution des expositions ainsi que l'achat ou la vente d'assurance au moyen de garanties ou de swaps sur défaut.

L'encours total des expositions de crédit à l'échelle de l'organisation s'établissait à 356 milliards de dollars au 31 octobre 2009, soit 233 milliards au Canada, 95 milliards aux États-Unis et 28 milliards dans d'autres territoires. La qualité du portefeuille de crédit est traitée à la page 43. La note 4 afférente aux états financiers, à la page 119, et les tableaux 11 à 19, aux pages 102 à 105, donnent des détails sur le portefeuille de prêts de BMO, ses prêts douteux et ses dotations à la provision et provisions pour pertes sur créances.

Solde brut des prêts et acceptations Diversification par secteur d'activité

Au 31 octobre 2009



Gestion des garanties

En ce qui concerne l'atténuation du risque de crédit, les garanties visent à réduire au minimum les pertes qui, autrement, pourraient être subies et à protéger les fonds utilisés dans les activités liées au risque de crédit. En fonction du type d'emprunteur, des actifs disponibles et de la structure ainsi que des modalités relatives aux normes de crédit, les garanties peuvent prendre différentes formes. Des titres liquides de catégorie investissement servent souvent de garantie pour soutenir les facilités de trésorerie de contreparties. Dans le cas des entreprises et grandes entreprises emprunteuses, les garanties peuvent être constituées d'actifs d'entreprise, comme des comptes clients, des stocks, du matériel et des biens immobiliers, ou d'actifs personnels donnés en gage. Conformément aux procédures pertinentes en vigueur, les garanties sont soumises à des évaluations régulières comprenant l'utilisation de formules établies pour certains types d'actifs compte tenu de la conjoncture économique et des conditions actuelles du marché. [P. 77](#)

Provision pour pertes sur créances

Pour tous les portefeuilles de prêts, BMO a recours à une approche rigoureuse en matière de provisionnement et d'évaluation des pertes sur prêts, la détection rapide des prêts-problèmes constituant un objectif clé de gestion du risque. BMO maintient des provisions spécifiques et une provision générale pour pertes sur créances dont la somme est suffisante pour ramener la valeur comptable des prêts à leur valeur de réalisation estimative. Les provisions spécifiques réduisent la valeur comptable globale des prêts qui montrent des signes de dégradation de la qualité du crédit. Nous maintenons une provision générale afin de couvrir toute perte de valeur dans le portefeuille existant qui ne peut pas encore être associée à des prêts particuliers. Notre méthode pour établir et maintenir cette provision générale est fondée sur la ligne directrice publiée par le BSIF, l'organisme de réglementation des banques. La provision générale est évaluée chaque trimestre et un certain nombre de facteurs sont pris en compte pour déterminer si elle est suffisante, notamment un modèle de provision générale qui applique aux soldes actuels des taux historiques de pertes prévues et non prévues, établis en fonction des probabilités de défaut et de perte compte tenu de facteurs de défaut. Pour les prêts aux entreprises, ces taux de pertes historiques sont liés à la cote de risque sous-jacente des emprunteurs qui est attribuée au moment du montage du prêt, réévaluée régulièrement et ajustée pour refléter les changements au risque de crédit sous-jacent. Les taux de pertes sont raffinés par secteur d'activité et par produit de crédit. Pour les prêts aux particuliers, les taux de perte sont établis en fonction des antécédents historiques des pertes des différents portefeuilles. Les résultats du modèle sont ensuite examinés en tenant compte du niveau de la provision existante, ainsi que du jugement de la direction concernant la qualité du portefeuille, la répartition selon les secteurs, la conjoncture économique et les conditions du marché du crédit.

Risque de marché

Le **risque de marché** représente le risque d'incidence négative, sur le bilan ou l'état des résultats, de fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite d'une variation de certains paramètres du marché, notamment les taux d'intérêt, les taux de change, le cours des actions et le prix des produits de base, et leur volatilité implicite, ainsi que les écarts de taux, la migration du crédit et les défaillances.

- un processus de plan de capital économique qui intègre des mesures du risque de marché (risques liés à la valeur de marché, simulation de crise);
- un processus pour l'évaluation efficace des positions de négociation et la mesure des risques de marché;
- l'élaboration de politiques et de normes générales appropriées;
- un processus élaboré de détermination des limites et de surveillance;
- des méthodes de contrôle des processus et des modèles utilisés;
- un ensemble de scénarios et de simulations de crise permettant d'analyser les pires situations.

Les principales mesures de haut niveau du risque de marché qu'emploie BMO en lien avec le risque structurel de marché sont le risque lié à la valeur de marché et la volatilité du revenu net. La principale mesure du risque de marché qui est utilisée pour les activités de négociation et de prise ferme est le risque lié à la valeur de marché. La volatilité du revenu net est quand même calculée pour de telles activités, mais il ne s'agit pas d'une mesure clé du risque de marché. Les risques liés à la valeur de marché et à la volatilité du revenu net auxquels BMO était exposé au 31 octobre 2009 et 2008 sont résumés dans le tableau ci-après. [P. 77](#)

BMO est exposé au risque de marché en raison de ses activités de négociation et de prise ferme, ainsi que de ses activités bancaires structurelles.

Dans notre cadre de gestion globale des risques, nous employons des processus exhaustifs de gouvernance et de gestion relativement aux activités posant un risque de marché. Ces processus comprennent notamment :

- une surveillance par des comités de gouvernance constitués de hauts dirigeants, notamment le Comité de gestion du risque lié aux produits de négociation, le Comité de gestion du bilan, le Comité de gestion des risques et le Comité d'évaluation des risques;

Risques liés à la valeur de marché et à la volatilité du revenu net pour les activités de négociation et de prise ferme et pour les éléments du portefeuille structurel (en millions de dollars)*

Au 31 octobre (équivalent en dollars canadiens après impôts)	Risque lié à la valeur de marché	Volatilité du revenu net sur 12 mois	Risque lié à la valeur de marché	Volatilité du revenu net sur 12 mois
	2009	2009	2008	2008
Activités de négociation et de prise ferme	(18,2)	(14,3)	(33,4)	(28,7)
Éléments du portefeuille structurel	(353,1)	(69,0)	(267,9)	(30,2)

*Selon un niveau de confiance de 99 %.

Le risque lié à la valeur de marché pour les activités de négociation et de prise ferme et à la volatilité du revenu net a diminué dans la dernière année, principalement en raison du reclassement de certains portefeuilles dans la catégorie de ceux disponibles à la vente ainsi que de la réduction des écarts de taux. Le risque structurel lié à la valeur de marché a crû par rapport à l'exercice précédent en raison surtout de la plus grande volatilité des taux d'intérêt modélisés et de la croissance des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. La volatilité structurelle du revenu net s'est elle aussi accrue depuis l'exercice précédent à cause essentiellement du recul des taux d'intérêt puisque toute réduction de ces taux affaiblit le rendement des actifs plus fortement que dans le cas des taux versés sur les dépôts.

Le groupe Gestion du risque de marché surveille les portefeuilles de négociation et de prise ferme ainsi que les portefeuilles structurels dans le but de s'assurer :

- que le risque de marché des portefeuilles de négociation et de prise ferme ainsi que des portefeuilles structurels est mesuré et modélisé conformément aux politiques et aux normes générales;
- que les profils de risque de nos portefeuilles de négociation et de prise ferme ainsi que de nos portefeuilles structurels restent conformes à notre degré de tolérance au risque, font l'objet d'un suivi et sont communiqués aux négociateurs, aux hauts dirigeants, à la direction et aux comités du Conseil d'administration;
- que les risques particuliers, ou tout autre facteur qui expose BMO à des risques inhabituels, imprévus, inappropriés ou encore partiellement définis ou quantifiés, qui sont liés au marché ou aux titres de créance négociables, sont détectés de façon proactive et que des rapports à cet égard sont transmis aux hauts dirigeants, à la direction et aux comités du Conseil d'administration;

Le **risque lié à la valeur de marché** est une mesure de l'incidence négative des fluctuations des paramètres du marché sur la valeur de marché d'un portefeuille d'actifs, de passifs et d'arrangements hors bilan, établie selon un niveau de confiance de 99 % sur une période de détention déterminée. La période de détention tient compte de la conjoncture actuelle du marché et de la composition des portefeuilles afin de déterminer combien de temps il faut pour neutraliser le risque de marché sans causer d'incidence négative sur les cours du marché. Dans le cas des activités de négociation et de prise ferme, le risque lié à la valeur de marché comprend la valeur à risque et le risque lié à l'émetteur.

La **volatilité du revenu net** est une mesure de l'incidence négative des fluctuations éventuelles des paramètres du marché sur le revenu net après impôts projeté sur douze mois d'un portefeuille d'actifs, de passifs et d'arrangements hors bilan, établie selon un niveau de confiance de 99 % sur une période de détention déterminée.


La **valeur à risque (VAR)** s'applique à diverses catégories de risques auxquels BMO s'expose dans ses activités de négociation et de prise ferme : taux d'intérêt, taux de change, cours des actions et prix des produits de base, incluant la volatilité implicite de ces éléments. Cette mesure calcule la perte maximale éventuelle des portefeuilles selon un niveau de confiance de 99 % sur une période de détention déterminée.

Le **risque lié à l'émetteur** se présente dans les portefeuilles de négociation et de prise ferme de BMO. Il mesure l'incidence négative que les risques d'écart de taux, de migration du crédit et de défaillance ont sur la valeur de marché d'instruments à revenu fixe et autres titres similaires. Le risque lié à l'émetteur est mesuré selon un niveau de confiance de 99 % sur une période de détention déterminée.

- que toutes les personnes autorisées à exécuter des opérations de négociation et de prise ferme structurelles au nom de BMO sont adéquatement informées de la gouvernance, de la structure de pouvoir décisionnel, des processus et des méthodes de BMO en matière de prise de risque, en leur donnant un accès aux politiques et aux normes générales pertinentes ainsi que des lignes directrices pour les appliquer.

Risque de marché lié aux activités de négociation et de prise ferme

Pour bien saisir les aspects multidimensionnels du risque de marché, nous utilisons plusieurs mesures, dont la valeur à risque (VAR), les simulations de crise, les sensibilités des options, les concentrations des positions, les valeurs de marché et les valeurs notionnelles, ainsi que les pertes de revenus.

La VAR et les simulations de crise sont des estimations du risque pour les portefeuilles, mais elles comportent certaines limites. Parmi les limites de la VAR, mentionnons l'hypothèse selon laquelle toutes les positions peuvent être liquidées pendant la période de détention assignée de un jour (période de détention de dix jours pour les calculs réglementaires), qui n'est pas nécessairement vraie dans un marché peu liquide, et celle voulant que les données historiques peuvent être utilisées comme indicateurs de l'évolution du marché. Nous effectuons également chaque jour des analyses de scénarios et des simulations de crise probabilistes pour déterminer les répercussions de changements inhabituels ou imprévus des conditions du marché sur nos portefeuilles. De même, nous simulons des crises historiques ou événementielles chaque semaine. Des scénarios sont modifiés, ajoutés ou supprimés pour mieux refléter les changements des conditions sous-jacentes des marchés. Les résultats sont communiqués régulièrement aux différents secteurs d'activité, au Comité de gestion du risque lié aux produits de négociation, au Comité de gestion des risques et au Comité d'évaluation des risques. Dans le cas des simulations de crise, le nombre de scénarios pouvant être envisagés et l'impossibilité de prédire et de modéliser efficacement tous les scénarios pessimistes constituent des limites. Toutefois, durant l'exercice, des mesures ont été prises dans le but de renforcer l'infrastructure appuyant la détection du risque de base dans le modèle ainsi que le choix et la mesure des scénarios de simulation de crise. Ni la VAR ni les simulations de crise ne sont perçues comme des indications prédictives du montant maximal de pertes pouvant survenir au cours d'un jour donné, car les deux mesures sont calculées selon des niveaux de confiance prescrits et pourraient être dépassées dans un contexte de grande volatilité du marché. Chaque jour, les risques sont regroupés par secteur d'activité et par type, et sont évalués par rapport aux limites déléguées. Les résultats sont ensuite communiqués aux parties prenantes respectives. La haute direction est informée de tous les risques qui dépassent la limite déléguée afin d'assurer un règlement rapide du problème. Le secteur d'activité concerné doit ramener le risque en deçà des limites ou communiquer avec le groupe Gestion du risque de marché pour déterminer la mesure appropriée à déployer.  P. 77

Au sein du groupe Gestion du risque de marché, le groupe Contrôle de l'évaluation des produits vérifie si l'évaluation de tous les portefeuilles de négociation et de prise ferme au sein de BMO est exacte sur tous les points importants :

- en élaborant et en maintenant des politiques en matière de rajustements et de réserves d'évaluation et des méthodes concernant le risque lié à l'émetteur, dans le respect des exigences réglementaires et des PCGR;
- en définissant des sources officielles de prix pour l'évaluation des portefeuilles à la valeur de marché;
- en effectuant un examen indépendant des portefeuilles de négociation dans le cadre duquel les prix des négociateurs sont utilisés pour l'évaluation des portefeuilles à la valeur de marché.

Le processus de vérification indépendante des prix de BMO sert à valider les évaluations découlant des données des négociateurs. Au cours du dernier exercice, le processus a été rehaussé grâce à des ressources additionnelles et à la modélisation ainsi qu'à une couverture élargie de façon à inclure les positions dans des titres disponibles à la vente. Les évaluations des négociateurs sont examinées afin de déterminer si elles correspondent à une évaluation indépendante de la valeur de marché du portefeuille. Si la différence entre les évaluations dépasse le seuil de tolérance prescrit, on procède à un rajustement d'évaluation conformément à la convention comptable et aux exigences réglementaires. Avant la fermeture définitive de fin de mois du grand livre général, les différents secteurs d'activité, le groupe Gestion du risque de marché, le service des finances des Marchés des capitaux et le service Conventions comptables se réunissent afin de vérifier toutes les réserves d'évaluation et tous les rajustements.

On prend en compte au minimum les grandes catégories suivantes de réserves d'évaluation pour déterminer les niveaux appropriés des rajustements et des réserves d'évaluation : écarts de taux, frais de clôture, frais d'administration, liquidité et risque de modèle. Par ailleurs, nous utilisons une hiérarchie

de la juste valeur pour classer par catégories les données que nous utilisons dans notre évaluation des titres, des passifs inscrits à la juste valeur, des actifs dérivés et des passifs dérivés. Dans le processus d'évaluation de la juste valeur, le niveau 1 met en jeu l'utilisation des cours du marché, le niveau 2, des modèles internes fondés sur des données du marché observables et le niveau 3, des modèles internes ne comportant pas de données du marché observables. Les évaluations de la juste valeur selon les niveaux 1, 2 et 3 sont présentées en détail à la note 30 afférente aux états financiers, à la page 159.

Nos modèles servent à déterminer le capital économique exposé au risque de marché pour chacun des secteurs d'activité et à établir le capital réglementaire requis. Aux fins du calcul du capital, nous utilisons des périodes de détention plus longues et des niveaux de confiance plus élevés que ceux qui servent à la gestion quotidienne du risque. Les modèles servant à déterminer le risque lié à la volatilité du revenu net sont identiques ou semblables à ceux qui servent à déterminer le risque lié à la VAR. Avant d'être utilisés, les modèles sont examinés, en fonction de la norme générale Risque de modèle, par le groupe Risque de modèle et validation. Cette norme générale définit les exigences minimales pour la détermination, l'évaluation, la surveillance et la gestion des modèles et du risque de modèle à l'échelle de l'organisation.

BMO évalue selon des modèles internes le risque de marché lié aux portefeuilles de négociation et de prise ferme qui respectent nos critères d'établissement du capital réglementaire pour les instruments de négociation, de même que le risque de marché lié aux portefeuilles d'instruments du marché monétaire qui sont assujettis aux règles de la comptabilité d'exercice selon les PCGR et qui sont soumis aux règles d'établissement du capital réglementaire des instruments d'intermédiation bancaire.

Pour les portefeuilles de négociation et de prise ferme visés par l'approche des modèles internes, la VAR est calculée à l'aide du modèle de valeur à risque des instruments de négociation de BMO. Ce modèle de valeur à risque des instruments de négociation est un modèle de simulation de scénarios Monte-Carlo dont les résultats servent aux fins de la gestion du risque de marché et de la présentation de notre exposition au risque. Le modèle établit les résultats de la VAR sur un jour avec un niveau de confiance de 99 % et rend compte des corrélations entre les différentes catégories de facteurs de risque de marché. Pour les portefeuilles d'instruments du marché monétaire assujettis à la comptabilité d'exercice, la VAR est calculée selon une approche fondée sur la valeur à risque analytique.

Nous nous servons de diverses méthodes pour vérifier l'intégrité de nos modèles de risque, notamment en procédant à un contrôle ex post des pertes hypothétiques. Ce processus part de l'hypothèse que la situation des portefeuilles à la clôture des marchés, la veille, n'a pas changé. On isole ensuite l'incidence des variations quotidiennes des prix par rapport aux cours de clôture. On valide

les modèles en évaluant à quelle fréquence les pertes hypothétiques calculées excèdent la mesure du risque lié à la valeur de marché sur une période déterminée. Les résultats de ce test confirment la fiabilité de nos modèles.

Le risque de marché lié aux activités de négociation et de prise ferme est présenté dans le tableau suivant. Les corrélations et les données sur la volatilité utilisées dans nos modèles sont mises à jour chaque trimestre. La dernière mise à jour a été effectuée en octobre 2009; les mesures du risque lié à la valeur de marché reflètent donc la volatilité actuelle.

Sommaire du risque total lié à la valeur de marché – Négociation et prise ferme (en millions de dollars)*

Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009 (équivalent en dollars canadiens avant impôts)				
	À la fin de l'exercice	Moyenne	Haut	Bas
Risque lié aux produits de base	(0,7)	(0,7)	(1,7)	(0,4)
Risque lié aux actions	(10,2)	(9,6)	(16,3)	(5,5)
Risque lié au change	(0,8)	(3,4)	(8,2)	(0,4)
Risque lié aux taux d'intérêt (évaluation à la valeur de marché)	(18,4)	(16,3)	(29,1)	(9,2)
Diversification	11,4	10,1	n.s.	n.s.
Risque global	(18,7)	(19,9)	(31,2)	(13,4)
Risque lié aux taux d'intérêt (comptabilité d'exercice)	(7,3)	(10,5)	(15,8)	(5,7)
Risque lié à l'émetteur	(1,9)	(3,5)	(9,5)	(1,3)
Risque total lié à la valeur de marché	(27,9)	(33,9)	(52,1)	(24,2)

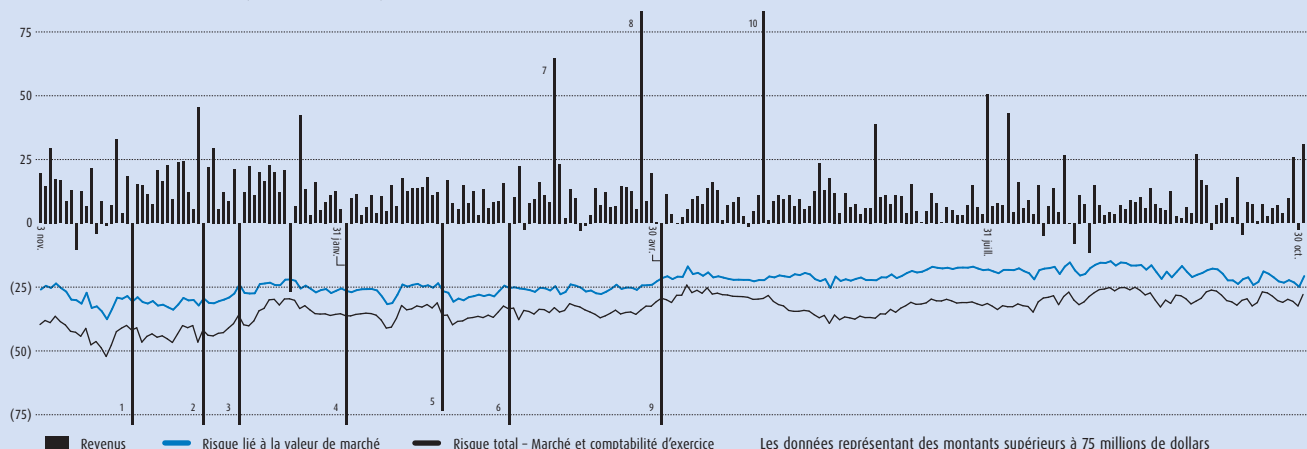
* Mesure sur un jour selon un niveau de confiance de 99 %. n.s. – non significatif

Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2008 (équivalent en dollars canadiens avant impôts)				
	À la fin de l'exercice	Moyenne	Haut	Bas
Risque lié aux produits de base	(0,9)	(3,1)	(6,8)	(0,9)
Risque lié aux actions	(7,3)	(10,9)	(18,5)	(5,6)
Risque lié au change	(1,4)	(1,4)	(4,3)	(0,3)
Risque lié aux taux d'intérêt (évaluation à la valeur de marché)	(30,6)	(18,9)	(35,0)	(8,7)
Diversification	6,4	9,2	n.s.	n.s.
Risque global	(33,8)	(25,1)	(39,3)	(14,5)
Risque lié aux taux d'intérêt (comptabilité d'exercice)	(11,6)	(5,7)	(12,5)	(1,3)
Risque lié à l'émetteur	(6,1)	(5,2)	(8,4)	(2,6)
Risque total lié à la valeur de marché	(51,5)	(36,0)	(57,9)	(24,0)

* Mesure sur un jour selon un niveau de confiance de 99 %. n.s. – non significatif

Négociation et prise ferme – Revenus nets par rapport au risque lié à la valeur de marché

Du 3 novembre 2008 au 30 octobre 2009 (en millions de dollars)

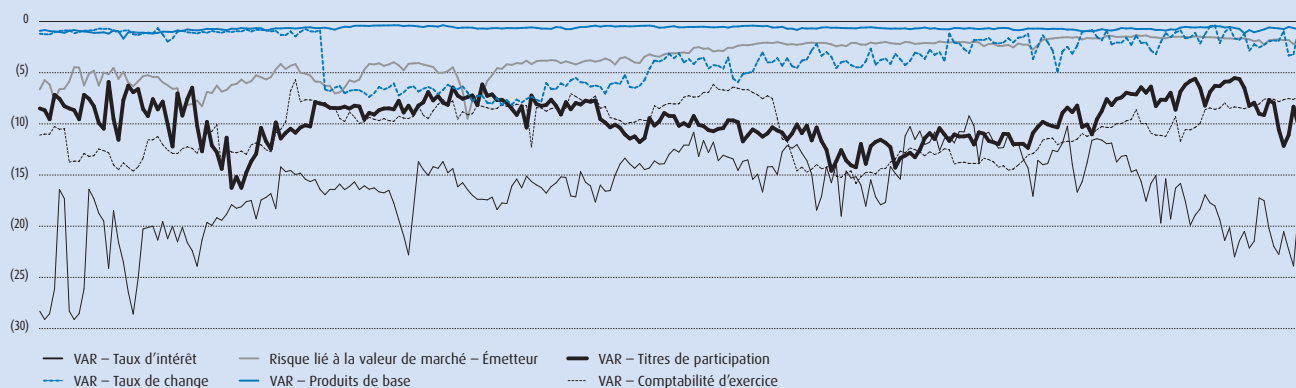


Les données représentant des montants supérieurs à 75 millions de dollars et inférieurs à -75 millions de dollars ne respectent pas l'échelle.

- 28 novembre : Reflète principalement les rajustements d'évaluation de crédit. Revenus nets journaliers de (81,6) millions de dollars.
- 18 décembre : Reflète principalement les rajustements d'évaluation de crédit. Revenus nets journaliers de (106,3) millions de dollars.
- 31 décembre : Reflète principalement les rajustements d'évaluation de crédit. Revenus nets journaliers de (82,9) millions de dollars.
- 30 janvier : Reflète principalement les rajustements d'évaluation de crédit, y compris les réductions de valeur liées à APEX. Revenus nets journaliers de (207,8) millions de dollars.
- 27 février : Reflète principalement les rajustements d'évaluation de crédit. Revenus nets journaliers de (73,4) millions de dollars.
- 18 mars : Reflète principalement les rajustements d'évaluation de crédit. Revenus nets journaliers de (103,9) millions de dollars.
- 31 mars : Reflète principalement les rajustements d'évaluation de crédit. Revenus nets journaliers de 64,7 millions de dollars.
- 24 avril : Reflète principalement les rajustements d'évaluation de crédit. Revenus nets journaliers de 214,4 millions de dollars.
- 30 avril : Reflète principalement les rajustements d'évaluation de crédit, y compris les réductions de valeur liées à APEX. Revenus nets journaliers de (179,7) millions de dollars.
- 29 mai : Reflète principalement l'incidence positive du rétrécissement des écarts de taux sur certaines positions de négociation, et les rajustements en fin de mois, y compris les rajustements d'évaluation de crédit. Revenus nets journaliers de 99,6 millions de dollars.

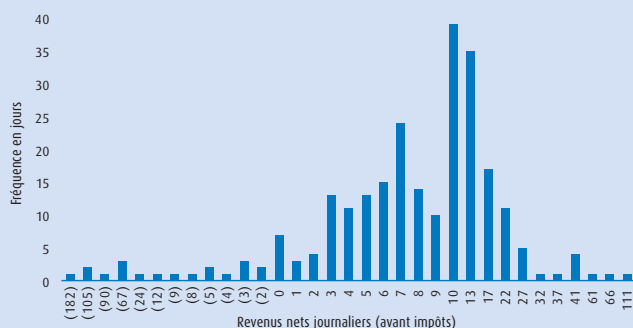
Facteurs de risque

Du 3 novembre 2008 au 30 octobre 2009 (en millions de dollars)



Répartition des revenus nets journaliers selon la fréquence

Du 3 novembre 2008 au 30 octobre 2009 (en millions de dollars)



La répartition des revenus nets journaliers des portefeuilles reflète l'incidence des rajustements d'évaluation périodiques, comme il est mentionné dans les notes relatives au graphique précédent, Négociation et prise ferme – Revenus nets par rapport au risque lié à la valeur de marché.

Les revenus de négociation incluent les montants associés à l'ensemble des activités de négociation et de prise ferme, qu'ils soient comptabilisés par référence au marché ou selon la méthode de la comptabilité d'exercice, de même que certains frais et commissions directement liés à ces activités.

Risque structurel de marché

Le risque structurel de marché englobe le risque de taux d'intérêt qui découle de nos activités bancaires (prêts et dépôts) et le risque de change qui résulte de nos opérations en devises. C'est la Direction de la trésorerie de BMO qui gère le risque structurel de marché en vue d'assurer un revenu stable et de qualité supérieure et d'obtenir des marges aussi élevées que possible et susceptibles d'être maintenues.

Le risque structurel de taux d'intérêt découle principalement de la non-concordance des taux d'intérêt et des options incorporées. La non-concordance des taux d'intérêt est le résultat des différences entre les dates d'échéance et de renégociation prévues des actifs, des passifs et des produits dérivés. Le risque lié aux options incorporées découle des caractéristiques des produits qui permettent aux clients de modifier les dates d'échéance ou de renégociation prévues. Les options incorporées comprennent les privilèges de remboursement anticipé de prêts et de rachat de dépôts à terme et les taux engagés à l'égard des prêts hypothécaires non versés. Nous gérons la non-concordance des taux d'intérêt nette, qui représente les actifs résiduels financés par les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, en fonction d'une durée cible, qui est

actuellement de deux à trois ans, tandis que les options incorporées sont gérées de façon à maintenir les risques à des niveaux peu élevés. La non-concordance des taux d'intérêt nette est principalement gérée à l'aide de swaps de taux d'intérêt et de valeurs mobilières. Le risque lié aux options incorporées est géré au moyen de l'achat d'options ou d'un processus de couverture dynamique.


Le risque structurel de change découle principalement du risque de conversion associé au montant net de notre investissement dans des établissements aux États-Unis et du risque de transaction associé à notre revenu net libellé en dollars américains. Nous gérons le risque de conversion en finançant le montant net de notre investissement aux États-Unis en dollars américains. Le risque de transaction est géré en évaluant, au début de chaque trimestre, si nous devons ou non conclure des contrats de change à terme de couverture qui devraient compenser partiellement l'incidence avant impôts des fluctuations du taux de change entre les dollars canadien et américain sur le revenu net en dollars américains prévu pour le trimestre.

Les équivalents en dollars canadiens des résultats de BMO libellés en dollars américains subissent l'effet, favorable ou défavorable, des variations du taux de change entre les dollars canadien et américain. L'ampleur de l'effet sur les équivalents en dollars canadiens dépend de l'importance des résultats libellés en dollars américains et de la fluctuation des taux de change. Si les résultats futurs demeurent dans la fourchette de ceux des trois derniers exercices, chaque diminution de un cent du taux de change entre les dollars canadien et américain, exprimé par le nombre de dollars canadiens que un dollar américain permet d'obtenir, modifierait le revenu net avant impôts sur les bénéfices d'un montant variant entre 9 millions et -5 millions de dollars. Une augmentation de un cent aurait l'effet inverse.

Les mesures du risque structurel lié à la valeur de marché et à la volatilité du revenu net tiennent compte de périodes de détention variant de un à trois mois ainsi que de l'incidence de la corrélation entre les paramètres du marché. [P. 77](#)

Comme il est expliqué à la page 83, le risque structurel lié à la valeur de marché a augmenté depuis l'exercice précédent principalement en raison de l'augmentation de la volatilité des taux d'intérêt modélisés et de la croissance des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. La volatilité structurelle du revenu net s'est elle aussi accrue depuis l'exercice précédent en raison surtout du recul des taux d'intérêt puisque toute réduction de ces taux affaiblit le rendement des prêts plus fortement que dans le cas des taux versés sur les dépôts.

Outre le risque lié à la valeur de marché et à la volatilité du revenu net, nous employons des simulations, des analyses de sensibilité, des simulations de crise et des analyses d'écart pour mesurer et gérer le risque de taux d'intérêt. Les analyses d'écart sont présentées à la note 20 afférente aux états financiers, à la page 142.


La sensibilité au risque structurel de taux d'intérêt dans le cas d'une hausse ou d'une baisse immédiate et parallèle de 100 ou de 200 points de base de la courbe de rendement est présentée dans le tableau ci-dessous. Bon nombre d'institutions financières effectuent et présentent ce type d'analyse, ce qui facilite la comparaison avec notre groupe de référence. Les variations de la sensibilité depuis l'exercice précédent reflètent des taux d'intérêt très bas.  P. 77

Sensibilité au risque structurel de taux d'intérêt (en millions de dollars)*

	Au 31 octobre 2009		Au 31 octobre 2008	
	Sensibilité de la valeur économique	Sensibilité du revenu net sur 12 mois	Sensibilité de la valeur économique	Sensibilité du revenu net sur 12 mois
Hausse de 100 points de base	(229,6)	11,0	(220,8)	(4,4)
Baisse de 100 points de base	165,2	(75,6)	169,2	(21,0)
Hausse de 200 points de base	(506,4)	(10,6)	(488,6)	(16,2)
Baisse de 200 points de base	255,3	(62,9)	328,4	(177,6)

* Les risques sont représentés par des montants entre parenthèses, et les gains, par des montants positifs.

 P. 77

Les modèles utilisés pour mesurer le risque structurel de marché prévoient l'évolution des taux d'intérêt et de change et la réaction probable des clients à ces changements. Dans le cas des prêts et des dépôts des clients assortis de dates d'échéance et de renégociation (p. ex., les prêts hypothécaires et les dépôts à terme), nos modèles évaluent la manière dont les clients utilisent les options incorporées pour modifier ces échéances. Dans le cas des prêts et des dépôts des clients non assortis de dates d'échéance et de renégociation (p. ex., les prêts sur cartes de crédit et les comptes de chèques), nos modèles adoptent un profil d'échéance qui tient compte des tendances historiques et prévues des soldes. Ces modèles ont été élaborés à partir d'analyses statistiques et sont validés au moyen de processus réguliers d'examen et de contrôle ex post, et d'un dialogue continu avec les secteurs d'activité. Nous avons aussi recours à des modèles de prévision du comportement des clients pour appuyer les processus de tarification des produits et de mesure du rendement.  P. 77

Risque de liquidité et de financement

Le **risque de liquidité et de financement** désigne la possibilité de subir une perte si BMO n'est pas en mesure de respecter ses engagements financiers en temps opportun et à des prix raisonnables lorsqu'ils arrivent à échéance. Les engagements financiers comprennent les obligations envers les déposants et les fournisseurs, ainsi que les engagements au titre d'emprunts, d'investissements et de nantissements.

La gestion du risque de liquidité et de financement est essentielle pour assurer le maintien de la confiance des déposants et la stabilité du revenu net.

Nous pratiquons une gestion active du risque de liquidité et de financement à l'échelle de l'organisation en veillant à détenir en tout temps des actifs liquides supérieurs à un niveau minimal déterminé. Les actifs liquides comprennent les crédits non grevés de grande qualité qui sont négociables, qui peuvent être donnés en garantie d'emprunts ou qui peuvent être convertis en trésorerie à l'intérieur d'un délai qui répond à nos besoins de liquidités et de financement. Les actifs liquides sont détenus dans les portefeuilles liés à nos activités de négociation ou regroupés en lots d'actifs liquides supplémentaires conservés pour les cas d'urgence. Les besoins en matière de liquidité et de financement se composent de sorties de fonds prévues et potentielles découlant d'obligations de remboursement de dépôts qui sont retirés ou ne sont pas renouvelés, et de la nécessité de financer la croissance de l'actif, les investissements stratégiques, les avances sur les arrangements hors bilan et les autres instruments de crédit ainsi que les achats de garanties pour nantissement. Les besoins en matière de liquidité et de financement sont évalués dans différents marchés, contextes économiques et politiques, et situations propres à l'organisation, prévus et extrêmes, afin de déterminer le montant minimal d'actifs liquides à détenir en tout temps.

La politique de BMO consiste à s'assurer de toujours disposer d'actifs liquides et d'une capacité de financement lui permettant d'honorer ses engagements financiers, même en période de crise.

Notre cadre de gestion du risque de liquidité et de financement repose notamment sur les éléments suivants :

- une surveillance par des comités de gouvernance constitués de hauts dirigeants, notamment le Comité de gestion du bilan, le Comité de gestion des risques et le Comité d'évaluation des risques;
- un groupe indépendant de surveillance au sein de la Direction de la trésorerie;
- une structure de limites approuvée par le Comité d'évaluation des risques visant à maintenir une situation solide en matière de liquidité;
- des processus et des modèles efficaces pour assurer la surveillance et la gestion du risque;
- des mesures de contrôle rigoureuses à l'égard des processus et des modèles, ainsi que de leur utilisation;

- un cadre d'analyse de simulations de conditions d'exploitation extrêmes;
- des plans d'urgence pour faciliter la gestion en cas de crise.

L'exercice 2009 a commencé dans un contexte où la capacité mondiale de financement par voie des dépôts de gros avait diminué pour toutes les banques en raison des perturbations des marchés financiers qui avaient débuté en 2007 et qui ont culminé en septembre 2008 avec l'effondrement de Lehman Brothers. Les efforts concertés des administrations publiques et des banques centrales entrepris en 2007 à l'échelle mondiale pour injecter des liquidités et stabiliser les marchés financiers ont suscité un regain de confiance et l'accroissement de la capacité de financement par les dépôts de gros de tous les participants du marché. Du financement à court terme sur le marché monétaire est demeuré disponible pour BMO durant cette période, et nous avons enregistré une hausse du niveau des dépôts, les investisseurs ayant transféré des actifs à BMO dans un mouvement de « ruée vers la sécurité ». Le cadre de gestion du risque de liquidité et de financement de BMO a été efficace, nous permettant de maintenir une position solide durant ces perturbations des marchés financiers, et il continue de l'être.

Les données fournies dans la présente section tiennent compte de la situation financière consolidée de BMO. Les filiales de BMO comprennent des entités réglementées et étrangères et, par conséquent, les mouvements de fonds entre les sociétés du groupe doivent tenir compte des besoins des filiales en matière de liquidité, de financement et de capital, ainsi que de considérations d'ordre fiscal. Ces aspects n'ont pas de répercussions importantes sur les liquidités et le financement de BMO.

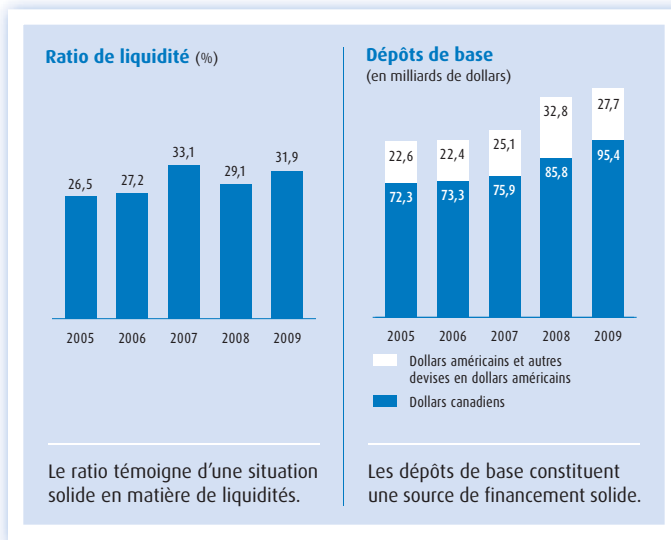
Le ratio de liquidité, le niveau des dépôts de base et le ratio des dépôts de clients et du capital sur le total des prêts sont trois des mesures que nous utilisons pour évaluer le risque de liquidité et de financement. Le ratio de liquidité représente la valeur totale de l'encaisse et des valeurs mobilières, exprimée en pourcentage de l'actif total. Au 31 octobre 2009, le ratio de liquidité de BMO s'établissait à 31,9 %, une hausse comparativement à 29,1 % en 2008, et a été en moyenne de 28,9 % de 2005 à 2007. Le ratio témoigne d'une situation solide en matière de liquidité.

L'encaisse et les valeurs mobilières totalisaient 124,1 milliards de dollars à la fin de l'exercice, comparativement à 121,2 milliards en 2008.

Aux liquidités provenant de l'encaisse et des valeurs mobilières s'ajoutent les titres pris en pension ou empruntés, lesquels peuvent facilement être convertis en trésorerie ou en équivalents de trésorerie pour respecter des engagements financiers. Les titres pris en pension ou empruntés totalisaient 36,0 milliards de dollars à la fin de l'exercice, contre 28,0 milliards en 2008.

Dans le cours normal des affaires, une partie de l'encaisse, des valeurs mobilières et des titres pris en pension ou empruntés sert de garantie pour soutenir les activités de négociation et la participation aux systèmes de compensation et de paiement, tant au Canada qu'à l'étranger. Au 31 octobre 2009, l'encaisse et les valeurs mobilières mises en garantie atteignaient 39,3 milliards de dollars et les titres pris en pension ou empruntés mis en garantie atteignaient 25,9 milliards, comparativement aux 37,7 milliards et aux

22,9 milliards, respectivement, de l'exercice 2008. Leurs variations ont résulté des activités de négociation. Le tableau 5 de la page 97 et les notes 2 et 3 afférentes aux états financiers, qui commencent à la page 115, présentent des renseignements supplémentaires sur l'encaisse et les valeurs mobilières.



Les dépôts de base sont constitués des soldes des comptes courants et d'épargne des particuliers, ainsi que des dépôts à terme relativement peu élevés (100 000 \$ ou moins). À la fin de l'exercice, les dépôts de base en dollars canadiens totalisaient 95,4 milliards de dollars, en hausse par rapport à 85,8 milliards en 2008, et les dépôts de base en dollars américains et autres devises totalisaient 27,7 milliards de dollars américains, en baisse par rapport à 32,8 milliards de dollars américains en 2008. La diminution des dépôts de base en dollars américains et en d'autres devises reflète une certaine recherche de la sûreté de la part des investisseurs en 2008 et, au fil de la reprise des marchés, le réinvestissement de ces fonds dans des placements générant de meilleurs rendements en 2009. Les dépôts de base en dollars américains et en d'autres devises ont augmenté par rapport à ce qu'ils étaient dans les exercices antérieurs à 2008. Les dépôts à terme plus élevés des clients se chiffraient à 23,0 milliards de dollars à la fin de l'exercice, comparativement aux 20,2 milliards de 2008. Le total des dépôts s'est contracté de 21,5 milliards de dollars en 2009 et s'établissait à 236,2 milliards à la fin de l'exercice. La baisse du total des dépôts reflète essentiellement l'incidence de la dépréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien ainsi que la diminution des dépôts de base en dollars américains et en d'autres devises dont il est fait mention ci-dessus, de même que le remboursement de dépôts de gros étant donné les soldes moindres des prêts.

Notre imposante masse de dépôts de clients, combinée à notre important capital, réduit nos besoins de financement à partir des dépôts de gros. Les dépôts de clients et le capital représentaient 106,8 % des prêts à la fin de l'exercice, une hausse comparativement à 94,2 % pour l'exercice précédent.

Selon nos principes de financement, les dépôts de gros utilisés pour financer les prêts sont à plus long terme (généralement d'un terme de deux à dix ans) afin de mieux correspondre aux échéances des prêts. Les dépôts de gros utilisés pour financer les actifs liquides liés aux activités de négociation et de prise ferme ainsi que les titres liquides et disponibles à la vente sont généralement à plus court terme (d'un terme inférieur à deux ans). La diversification de nos sources de financement à partir des dépôts de gros constitue un aspect important de notre stratégie globale de gestion du risque de liquidité. Conformément aux lignes directrices internes, notre financement au moyen des dépôts de gros est diversifié par client, type, marché, échéance, devise et région. BMO mobilise les capitaux servant à son financement à long terme par divers moyens, notamment des programmes de billets canadiens, européens et américains, un programme européen d'obligations couvertes par des créances hypothécaires, des opérations de titrisation de créances hypothécaires canadiennes et américaines, des titrisations de créances de cartes de crédit canadiennes et des billets de dépôt de premier rang (non garantis) canadiens et américains. Le tableau 20 à la page 106 présente des renseignements sur les échéances des dépôts.

Notre capacité de financement et les sûretés exigées reposent sur nos cotes de crédit. Les cotes attribuées à nos créances prioritaires sont demeurées inchangées en 2009. Ces quatre cotes de crédit sont réservées à des émissions de premier ordre et de grande qualité, soit AA pour DBRS, AA- pour Fitch Ratings, Aa1 pour Moody's Investor Service et A+ pour Standard & Poor's. En octobre 2009, Moody's a placé les cotes à long terme de BMO et de toutes ses filiales sous examen en vue d'une révision à la baisse. La mesure prise par Moody's n'a pas eu de répercussions sur la capacité de financement de BMO ni sur les sûretés qu'elle doit remettre. DBRS, Fitch et S&P ont attribué la mention « avec perspectives stables » aux cotes de BMO. Un financement ou des garanties supplémentaires pourraient être exigés, aux termes de certaines ententes, si ces cotes baissent. Il serait peu probable qu'un léger abaissement des cotes ait une incidence importante sur notre capacité de financement ou sur les sûretés exigées, mais une série de révisions à la baisse pourrait entraîner des conséquences négatives.

Sources des dépôts de gros à long terme (en millions de dollars)

Au 31 octobre	2009	2008	2007	2006	2005
Dépôts de gros à long terme non garantis	21 756	35 274	21 628	16 840	10 459
Dépôts de gros à long terme garantis	4 162	4 396	—	—	—
Émissions de titres représentatifs de créances sur prêts hypothécaires et prêts sur cartes de crédit	28 047	25 077	12 992	9 792	5 918

Échéances des dépôts de gros non garantis à long terme (en millions de dollars)

Au 31 octobre 2009	Moins de 1 an	De 1 an à 2 ans	De 2 ans à 3 ans	De 3 ans à 4 ans	De 4 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
	10 430	3 761	2 979	1 105	525	2 956	21 756

Risque opérationnel

Le **risque opérationnel** correspond à la possibilité de subir une perte découlant de processus internes ou de systèmes inadéquats ou de leur défaillance, d'interactions humaines ou d'un événement externe, mais exclut le risque d'entreprise.

Le risque opérationnel est inhérent à toute activité économique et ne pourra jamais être entièrement éliminé, mais il est possible de préserver et d'accroître la valeur pour les actionnaires en gérant le risque opérationnel, en l'atténuant et, dans certains cas, en s'en protégeant au moyen d'assurances.

Pour atteindre ce but, BMO a créé le groupe Gestion globale du risque opérationnel qui a élaboré le Cadre de gestion du risque opérationnel, qui

comprend la détermination, la mesure, la gestion, la surveillance, le contrôle et l'atténuation des risques, ainsi que l'attribution du capital économique. Ce groupe met en œuvre le cadre, le codifie en politique générale, supervise la méthode d'évaluation du risque et définit les exigences en matière de communication de l'information. Divers processus et contrôles sous-jacents ont été élaborés dans ce cadre, notamment l'autoévaluation des risques et des contrôles, des plans d'urgence visant à assurer la continuité de nos activités, la gestion des événements, la gestion du changement et la gestion de l'impartition, ainsi que la gestion des acquisitions et de leur intégration. Les améliorations des processus en cours d'élaboration incluent la quantification du risque opérationnel, le soutien informatique et les mesures du rendement. L'analyse de scénarios est également en voie d'être intégrée à plusieurs processus actuels du Cadre de gestion du risque opérationnel.

La structure de gouvernance du risque opérationnel de BMO comprend le Comité de gestion du risque opérationnel, qui constitue un sous-comité du Comité de gestion des risques. Ce comité assume un rôle de surveillance à l'égard de la stratégie, de la gestion et de la gouvernance du risque opérationnel. Il conseille et oriente les secteurs d'activité en ce qui concerne l'évaluation, la mesure et l'atténuation du risque opérationnel, ainsi que la surveillance et les initiatives de changement connexes.

Le risque opérationnel étant inhérent à toute activité économique et différent des autres risques que nous cherchons activement à gérer, il est difficile de le mesurer. BMO vise à gérer le risque opérationnel, comme tous les autres risques, de façon transparente à l'échelle de l'organisation. Par conséquent, le Cadre de gestion du risque opérationnel prévoit la communication périodique des activités et des processus pertinents de gestion du risque opérationnel aux dirigeants des secteurs d'activité et de l'organisation, au Comité de gestion du risque opérationnel, au Comité de gestion des risques et au Conseil d'administration. Les programmes liés au risque opérationnel, combinés aux autres moyens de contrôle des risques, servent à mieux gérer les risques qui convergent au sein de l'organisation.

Il incombe à chaque secteur d'activité d'utiliser les processus et les programmes de contrôle prévus au Cadre de gestion pour gérer son risque opérationnel conformément à la politique et aux normes générales établies. Pour nous assurer de gérer adéquatement tous les risques opérationnels auxquels est exposé un secteur d'activité, nous faisons également appel aux unités des Services d'entreprise, notamment les Finances, la Continuité des opérations, les Services juridiques, la Conformité, la Confidentialité, les Ressources humaines et l'unité Technologie et opérations, qui donnent des conseils et exercent une surveillance à l'égard de risques particuliers dans l'organisation.

L'assurance est une autre façon de réduire l'exposition à certains risques opérationnels. Ainsi, BMO souscrit des assurances d'un montant qui offre la protection nécessaire contre les pertes importantes imprévues de même que lorsqu'il est tenu de le faire en vertu de la loi, de la réglementation ou d'une entente contractuelle.

Conformément aux méthodologies de mesure définies dans Bâle II, BMO a mis en œuvre l'approche standard pour le calcul des exigences concernant le capital réglementaire lié au risque opérationnel à l'échelle de l'organisation. Les méthodes et les mesures du capital de l'approche standard ont été mises en œuvre au niveau consolidé de l'organisation et au niveau de chaque entité juridique visée.

Risque d'assurance

Le **risque d'assurance** correspond au risque qu'une perte soit causée par une situation qui, dans les faits, se révèle différente de ce qui avait été envisagé lors de la conception et de la tarification d'un produit d'assurance. Le risque d'assurance existe dans toutes nos activités d'assurance, y compris les rentes et l'assurance vie, l'assurance maladie, l'assurance accidents et l'assurance crédit, ainsi que dans nos activités de réassurance.

Le risque d'assurance peut être réparti selon les catégories suivantes :

- Risque de réclamation – Risque que l'ampleur ou la fréquence réelle des réclamations divergent des niveaux pris en compte dans le processus d'évaluation et de tarification. Le risque de réclamation inclut le risque de mortalité, de morbidité et de catastrophe naturelle.
- Risque lié au comportement des titulaires de police – Risque que le comportement des titulaires de police eu égard au paiement des primes, aux retraits ou aux prêts, à la déchéance ou au rachat des polices et aux autres interruptions volontaires ne soit pas celui envisagé lors des calculs de la tarification.
- Risque lié aux frais – Risque que les frais réels associés à l'acquisition et à l'administration des polices et au traitement des réclamations excèdent les frais prévisionnels pris en compte lors des calculs de la tarification.

Le pouvoir d'approbation du risque d'assurance est délégué à la haute direction par le Conseil d'administration de BMO.

La gérance des compagnies d'assurance de nos filiales du secteur de l'assurance relève de leurs conseils d'administration. Ces compagnies incluent BMO Société d'assurance-vie (anciennement la Compagnie d'Assurance-Vie AIG du Canada), laquelle a été acquise en 2009. Il incombe à ces conseils de superviser et de surveiller les filiales du secteur de l'assurance afin d'assurer qu'elles sont gérées et exploitées en conformité avec les stratégies et les politiques d'assurance établies.

Il appartient à la Gestion globale des risques et du portefeuille de BMO de fournir à ces filiales une orientation et une surveillance en matière de gestion des risques. Les actuaire désignés de nos filiales canadiennes du secteur de l'assurance sont nommés par les conseils d'administration et ont l'obligation légale d'émettre une opinion sur le caractère suffisant des provisions pour les passifs

attribuables aux titulaires de police, sur la solvabilité des compagnies d'assurance et sur l'équité du traitement des détenteurs de contrats avec participation. Conformément à la ligne directrice E-15 du BSIF, le travail de l'actuaire désigné est assujéti à un examen externe et indépendant mené par un actuaire qualifié tous les trois ans.

En accord avec le modèle de gestion des risques de BMO axé sur trois points de contrôle, nos filiales du secteur de l'assurance sont responsables des risques liés à leurs activités. La Gestion globale des risques, en collaboration avec d'autres unités des Services d'entreprise, représente le deuxième point de contrôle, et la Vérification interne, le troisième.

En vertu de la politique générale sur l'assurance, le Conseil d'administration de BMO délègue les pouvoirs et les limites de gestion du risque d'assurance. La Gestion globale des risques et du portefeuille fournit un cadre indépendant de gestion des risques qui assure la conformité aux politiques applicables, ainsi qu'aux politiques des filiales, toute exception devant obtenir son approbation.

Un processus rigoureux d'approbation des nouveaux produits est l'élément essentiel du repérage, de l'évaluation et de l'atténuation des risques associés aux nouveaux produits d'assurance, aux modifications de produits existants et à leur tarification appropriée. Combiné à des lignes directrices et à des pratiques efficaces en matière de gestion de la tarification et des réclamations, ce processus nous procure les outils nécessaires pour gérer efficacement les risques. La réassurance, qui passe par des transactions où le risque d'assurance est transféré à des compagnies de réassurance indépendantes, est aussi utilisée pour gérer notre exposition au risque d'assurance.

Les provisions techniques constituent une évaluation des sommes requises pour satisfaire aux obligations en matière d'assurance. Elles sont établies conformément aux normes de pratique de l'Institut canadien des actuaires et de l'Institut Canadien des Comptables Agréés. Les provisions techniques sont calculées à l'aide de la méthode canadienne axée sur le bilan, qui inclut des provisions pour écarts défavorables afin de veiller à ce que les provisions soient suffisantes. Les provisions sont validées à l'aide d'examen et de vérifications internes et externes étendus.

Nos filiales du secteur de l'assurance fournissent des évaluations et des rapports indépendants sur l'exposition au risque d'assurance à leurs conseils d'administration ainsi qu'au niveau de l'organisation. Elles sont également incluses dans l'information sur le risque au niveau du groupe Gestion privée. Cette information comprend une évaluation de tous les risques auxquels les filiales du secteur de l'assurance sont exposées, des tendances en matière de réclamations et du caractère suffisant des provisions techniques.

Risque d'entreprise

Le **risque d'entreprise** découle d'activités précises d'une entreprise et des effets que ces activités pourraient avoir sur son revenu net.

Le risque d'entreprise englobe les causes possibles de la volatilité du revenu net qui sont distinctes des facteurs de risque de crédit, de risque de marché ou de risque opérationnel. Il désigne des facteurs liés au risque que les volumes diminuent ou que les marges rétrécissent sans qu'il soit possible de compenser le recul du revenu par une réduction des coûts.

BMO assume de nombreux risques analogues à ceux assumés par les sociétés non financières, à commencer par le risque que sa rentabilité, et donc sa valeur, se détériore en raison de l'évolution du climat des affaires, de l'échec de sa stratégie ou de défaillances au chapitre de sa mise en œuvre. Ces risques découlent notamment de changements dans les attentes des clients, de l'évolution défavorable des affaires ou d'un manque relatif d'adaptation aux changements sectoriels.

À BMO, il incombe à chaque groupe d'exploitation de contrôler son propre risque en évaluant, en gérant et en atténuant les risques qui pourraient avoir un effet négatif sur le revenu net et qui découlent, entre autres facteurs, des variations du volume d'activité et de la structure de coûts.

Risque de modèle

Le **risque de modèle** découle de la divergence possible entre les estimations d'un modèle et la réalité. Le risque de modèle peut aussi être attribuable au choix d'un modèle inapproprié ou à l'utilisation inappropriée d'un modèle.

Les modèles utilisés par BMO vont de modèles très simples à des modèles qui permettent d'évaluer des transactions complexes ou qui font appel à des techniques avancées de gestion du portefeuille et du capital. Ces modèles sont employés pour orienter les décisions stratégiques et pour guider, au quotidien, les décisions d'octroi de crédit, de négociation, de prise ferme, de financement, d'investissement et d'exploitation. Des modèles ont également été conçus pour mesurer les risques particuliers auxquels BMO est exposé et le risque global évalué de façon intégrée au moyen du capital économique. L'élaboration, la mise en œuvre et l'application de ces modèles font l'objet d'un contrôle efficace.

BMO se sert de divers modèles qu'on peut regrouper dans les six catégories suivantes :

- modèles d'évaluation servant à l'évaluation des actifs, des passifs ou des provisions;
- modèles d'exposition au risque mesurant le risque de crédit, de marché, de liquidité ainsi que le risque opérationnel, et servant à évaluer les pertes prévues, ainsi que leurs applications;
- modèles de capital et de simulation de crise mesurant le capital et l'affectation du capital et servant à la gestion du capital économique et du capital réglementaire;
- modèles fiduciaires concernant la répartition des actifs, l'optimisation et la gestion des portefeuilles;
- modèles des principales stratégies d'entreprise permettant de prévoir les résultats possibles de nouvelles stratégies et servant au processus décisionnel de l'organisation;
- modèles liés aux exigences réglementaires et à d'autres exigences des parties prenantes.

Avant leur utilisation, les modèles font l'objet d'un examen en fonction de la norme générale Risque de modèle par le groupe Risque de modèle et validation. Cette norme générale définit les exigences minimales pour la détermination, l'évaluation, la surveillance et la gestion des modèles et du risque de modèle à l'échelle de l'organisation. Tous les modèles sont notés en fonction de leur niveau de risque, qui détermine la fréquence des réévaluations ultérieures.

Risque de stratégie

Le **risque de stratégie** désigne la possibilité de subir une perte attribuable à l'évolution du contexte commercial ou à l'incapacité de s'adapter adéquatement à ces changements, par défaut d'agir, l'utilisation de stratégies inefficaces ou l'application déficiente des stratégies.

Il existe deux sources de risques de stratégie : les risques externes inhérents au contexte dans lequel BMO exerce ses activités et le risque de pertes éventuelles si BMO n'est pas en mesure de gérer efficacement ces risques externes. Si le contrôle des risques de stratégie externes – incluant les risques économiques, politiques, réglementaires, technologiques, sociaux et concurrentiels – nous échappe, nous pouvons néanmoins en atténuer la probabilité et les conséquences au moyen d'un processus de gestion stratégique efficace.

Le Bureau de gestion stratégique de BMO supervise les processus de gouvernance et de gestion visant à repérer, à surveiller et à réduire les risques de stratégie à l'échelle de l'organisation. Un processus rigoureux de gestion

stratégique inclut une approche cohérente de l'élaboration des stratégies et s'appuie sur de l'information financière juste et complète qui tient compte des engagements financiers. Le Bureau de gestion stratégique collabore avec les secteurs d'activité et les principales parties prenantes de l'organisation au cours du processus d'élaboration des stratégies pour assurer leur cohérence et leur conformité aux normes de gestion stratégique.

Ce processus comprend un examen de l'évolution du contexte dans lequel chaque secteur exerce ses activités, notamment les grandes tendances du secteur et les mesures prises par nos concurrents. Le Comité directeur et le Conseil d'administration procèdent chaque année à une évaluation des stratégies, lors de séances interactives conçues pour tester les hypothèses et s'assurer que les stratégies tiennent compte des contextes actuel et futur.

Les engagements en matière de rendement établis dans le cadre du processus de gestion stratégique font l'objet d'un contrôle régulier et d'une information trimestrielle, basés sur des indicateurs précurseurs et retardés du rendement, afin que les stratégies puissent être évaluées et adaptées, s'il y a lieu. On pratique un suivi étroit des mises à jour stratégiques et financières périodiques afin de repérer tout problème important.

Risque de réputation

Le **risque de réputation** est le risque que des effets négatifs découlent de la détérioration de la réputation de BMO auprès de ses parties prenantes, notamment une perte de revenus, une baisse de clientèle et un recul du cours de l'action de BMO.

La réputation de BMO est l'un de ses actifs les plus précieux et elle doit être protégée. Pour consolider et préserver la réputation de BMO, il est essentiel de favoriser une culture d'entreprise définissant l'intégrité et l'éthique comme des valeurs fondamentales.

Toutes les décisions d'affaires comportent un risque d'atteinte à notre réputation. À notre avis, une gestion active, constante et efficace du risque de réputation s'exerce de façon optimale en tenant compte des évaluations explicites du risque dans l'élaboration des stratégies, dans la mise en œuvre des plans stratégiques et opérationnels et dans la prise de décisions relatives aux transactions ou aux initiatives. Nous gérons également le risque de réputation en mettant en œuvre nos pratiques de gouvernance, notre code de conduite et notre cadre de gestion des risques.

Il incombe à chacun des employés de se comporter conformément aux *Principes fondamentaux*, le code de conduite de BMO, et ainsi consolider et préserver la réputation de BMO.

Le Comité de gestion du risque de réputation se penche sur les risques de réputation potentiels importants de l'organisation, examinant spécifiquement les transactions complexes de crédit ou de financement structuré, au besoin.

Risque environnemental

Le **risque environnemental** correspond au risque de perte ou d'atteinte à la réputation de BMO découlant de préoccupations environnementales liées à BMO ou à ses clients. Le risque environnemental est souvent associé au risque de crédit et au risque opérationnel.

Nous entendons réduire à son minimum l'incidence de nos activités sur l'environnement et faire preuve de leadership en intégrant les considérations environnementales à notre façon de mener nos activités commerciales.

Les activités de gestion du risque environnemental sont supervisées par les groupes de la durabilité sociétale et environnementale, avec le soutien des secteurs d'activité et d'autres unités des Services d'entreprise.

Le risque environnemental touche de nombreux aspects, notamment les changements climatiques, la biodiversité, la vigueur des écosystèmes, l'utilisation de ressources non renouvelables, la pollution, les déchets et l'eau. Nous collaborons avec des parties prenantes externes pour comprendre l'effet exercé par nos activités sur ces aspects et nous utilisons ces connaissances pour en évaluer les conséquences pour notre organisation.

De plus, des directives destinées à chaque secteur d'activité décrivent comment le risque environnemental inhérent à nos activités de prêt est géré. Les risques environnementaux associés aux transactions de prêt sont gérés en vertu du cadre de gestion du risque de crédit et de contrepartie de BMO par nos spécialistes expérimentés. Des directives précises liées aux changements climatiques sont appliquées aux transactions avec des clients qui mènent leurs

activités dans des secteurs à fortes émissions, et nous nous conformons aux normes établies dans les Principes d'Équateur, un cadre d'évaluation du risque social et environnemental inhérent au financement de projets qui est basé sur les normes de rendement de la Société financière internationale de la Banque mondiale.

Nous nous sommes engagés à devenir carboneutres en 2010, sur le plan de la consommation d'énergie et du transport, en ramenant nos émissions absolues à un niveau inférieur à celui de l'année de référence 2007, en achetant de l'énergie provenant de sources renouvelables et en utilisant des crédits d'émission de carbone. Nous évaluons nos progrès à l'aide d'un outil qui mesure les émissions de gaz à effet de serre à l'échelle de l'organisation et qui est conforme aux lignes directrices internationales reconnues. Tous les ans, les données des émissions absolues sont revues pour évaluer les progrès réalisés par rapport à nos objectifs de réduction et mettre en œuvre des mesures correctives au besoin.

Notre politique générale en matière de durabilité qu'a approuvée notre Conseil traite du risque environnemental. La surveillance des activités environnementales par la direction est assurée par le Conseil de la durabilité de BMO, qui est formé de cadres représentant divers secteurs de l'organisation.

Les comités de la haute direction reçoivent, s'il y a lieu, des rapports sur l'évolution des activités prescrites dans le cadre de notre stratégie environnementale. Nos politiques et pratiques environnementales sont décrites en détail dans notre Rapport sociétal et Déclaration annuelle, document publié tous les ans et accessible sur notre site Web. Nous rendons également compte de notre expérience concernant les Principes d'Équateur sur notre site Web.

Mesures non conformes aux PCGR

Pour évaluer ses résultats, BMO utilise à la fois des mesures conformes aux PCGR et certaines mesures non conformes aux PCGR. Les organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières exigent que les entreprises préviennent les lecteurs que les résultats et les autres mesures rajustés en fonction de critères autres que les PCGR n'ont pas une signification standard selon les PCGR et sont difficilement comparables avec des mesures similaires utilisées par d'autres entreprises. Le tableau ci-contre rapproche les mesures non conformes aux PCGR, que la direction surveille régulièrement, et leurs équivalents selon les PCGR.

Nous indiquons parfois certaines mesures excluant les effets de ces éléments, mais lorsque nous le faisons, nous indiquons généralement aussi la mesure conforme aux PCGR la plus semblable et donnons des détails sur l'élément de rapprochement. Les montants et les mesures établis sur une telle base sont considérés comme utiles puisqu'ils sont susceptibles de mieux refléter les résultats d'exploitation courants ou de contribuer à la compréhension du rendement par les lecteurs. Pour aider ceux-ci, nous fournissons également un tableau qui résume les éléments notables ayant eu une incidence sur les résultats des périodes concernées.

Les mesures du revenu net avant amortissement, du ratio de productivité avant amortissement et du levier d'exploitation avant amortissement peuvent faciliter la comparaison de deux périodes où il s'est produit une acquisition, surtout parce que l'amortissement des actifs incorporels liés aux acquisitions peut ne pas avoir été considéré comme une charge pertinente au moment de la décision d'achat. Les mesures du résultat par action (RPA) avant amortissement sont aussi fournies parce que les analystes s'y intéressent souvent et que le RPA avant amortissement est utilisé par Thomson First Call pour surveiller les prévisions de résultats faites par des tiers et dont les médias font souvent état. Les mesures avant amortissement ajoutent l'amortissement après impôts des actifs incorporels liés aux acquisitions aux résultats selon les PCGR pour en tirer les mesures du revenu net avant amortissement (et du RPA avant amortissement correspondant) et retranchent l'amortissement des actifs incorporels liés aux acquisitions des frais autres que d'intérêts pour en tirer les mesures de la productivité et du levier d'exploitation avant amortissement.

Le profit économique net est le revenu net avant amortissement attribuable aux actionnaires ordinaires, moins une charge au titre du capital, et constitue une mesure efficace de la valeur économique ajoutée.

Mesures conformes aux PCGR et mesures connexes non conformes aux PCGR utilisées dans le Rapport de gestion

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	2009	2008	2007
Total des frais autres que d'intérêts a) Amortissement des actifs incorporels liés aux acquisitions 1)	7 381	6 894	6 601
Frais autres que d'intérêts avant amortissement b) 2)	7 337	6 852	6 555
Revenu net Amortissement des actifs incorporels liés aux acquisitions, après impôts sur les bénéfices	1 787	1 978	2 131
Revenu net avant amortissement 2)	1 822	2 013	2 169
Dividendes sur actions privilégiées	(120)	(73)	(43)
Charge au titre du capital 2)	(1 770)	(1 535)	(1 523)
Profit économique net 2)	(68)	405	603
Revenu c)	11 064	10 205	9 349
Croissance du revenu (%) d)	8,4	9,2	(6,4)
Ratio de productivité (%) ((a/c) x 100)	66,7	67,6	70,6
Ratio de productivité avant amortissement (%) ((b/c) x 100) 2)	66,3	67,1	70,1
Croissance des frais autres que d'intérêts (%) e)	7,1	4,4	3,9
Croissance des frais autres que d'intérêts avant amortissement (%) (f) 2)	7,1	4,5	3,9
Lever d'exploitation (%) (d - e)	1,3	4,8	(10,3)
Lever d'exploitation avant amortissement (%) (d - f) 2)	1,3	4,7	(10,3)
RPA (à partir du revenu net) (en dollars)	3,08	3,76	4,11
RPA avant amortissement (à partir du revenu net avant amortissement) (en dollars) 2)	3,14	3,83	4,18

1) L'amortissement des actifs incorporels liés aux acquisitions n'est pas rajouté lors du calcul du revenu net avant amortissement.

2) Montants ou mesures non conformes aux PCGR.

3) Le tableau ci-dessus rapproche les mesures non conformes aux PCGR utilisées par BMO avec leurs plus proches équivalents selon les PCGR.

Analyse des résultats du quatrième trimestre

Les résultats du quatrième trimestre de 2009 ont été excellents, ce qui reflète une saine croissance du revenu et une gestion efficace des frais. L'attention que BMO accorde à ses clients continue de porter fruit. Tant le revenu que le revenu net de PE Canada ont fortement augmenté. Aux États-Unis, notre unité de services bancaires de détail a accru son revenu net depuis le trimestre correspondant de l'exercice précédent, où ses résultats avaient été affaiblis par des coûts d'intégration et autres charges. Les résultats du groupe Gestion privée se sont nettement améliorés depuis un an puisque, au cours de l'exercice 2008, ils avaient été touchés par des charges liées à la décision d'acheter certaines positions auprès de clients américains. Quant à BMO Marchés des capitaux, son revenu net est comparable à celui du quatrième trimestre de 2008, mais durant ces trois mois, il avait bénéficié d'importants recouvrements d'impôts sur les bénéfices de périodes antérieures. Le revenu a littéralement bondi et les frais ont été bien gérés.

Le revenu net de BMO s'établit à 647 millions de dollars, une hausse de 87 millions, ou de 16 %, par rapport au quatrième trimestre de 2008. Le sommaire de l'état des résultats avec des données du quatrième trimestre et des trimestres précédents est présenté à la page 94. Des éléments notables totalisant 125 millions après impôts avaient influé sur les résultats du quatrième trimestre de l'exercice 2008. Ces éléments comprenaient des charges de 45 millions avant impôts liées à la détérioration des marchés financiers et une augmentation de 150 millions de la provision générale pour pertes sur créances.

Le revenu net des Services bancaires Particuliers et entreprises a augmenté de 83 millions de dollars, ou de 25 %, par rapport au quatrième trimestre de l'exercice précédent et s'établit à 419 millions. Le revenu net de PE Canada se chiffre à 394 millions, ce qui signale une amélioration de 70 millions ou de 22 %. Les revenus générés par les services aux particuliers, les services aux entreprises et les services de cartes ont tous progressé,

ce qui s'explique principalement par l'élargissement des volumes de la plupart des produits et de la marge nette d'intérêts. L'essor des dépôts des particuliers et des entreprises a été particulièrement important. Une bonne croissance des revenus et une gestion efficace des dépenses d'exploitation, laquelle n'a pas empêché des investissements en vue de l'avenir, se sont traduites par un excellent levier d'exploitation avant amortissement, soit 9 %. Le revenu a monté de 100 millions ou de 8 %, et les frais autres que d'intérêts ont baissé de 5 millions ou de 1 %.

Le revenu net de PE États-Unis a augmenté de 12 millions de dollars américains depuis un an, pour atteindre 23 millions de dollars américains. Les résultats ont bénéficié de réductions des coûts d'intégration de nos filiales au Wisconsin et de la provision constituée au titre du litige impliquant Visa. La hausse des prêts douteux et les coûts de gestion de ce portefeuille ont réduit de 12 millions de dollars américains le revenu net du trimestre (de 9 millions de dollars américains il y a un an). Après rajustement pour tenir compte de l'incidence des prêts douteux, des coûts d'intégration et de la provision constituée au titre du litige impliquant Visa, le revenu net avant amortissement se chiffre à 39 millions de dollars américains, ce qui inclut une charge au titre des indemnités de licenciement de 2,4 millions de dollars américains après impôts. Ce résultat se rapproche de celui des cinq derniers trimestres, où le revenu net avant amortissement ainsi calculé dépassait 40 millions de dollars américains.

Le revenu net du groupe Gestion privée, d'un montant de 110 millions de dollars, s'est renforcé de 26 millions ou de 32 % depuis un an. Les résultats du même trimestre de l'exercice précédent tenaient compte de charges de 31 millions (19 millions après impôts) liées à la décision d'acheter certaines positions auprès de clients américains, les conditions de marché étant alors fort difficiles. L'acquisition de BMO Société d'assurance-vie a accru le revenu net de 9 millions. Les revenus des services de courtage ont fléchi, mais une gestion

rigoureuse des frais a favorisé l'amélioration des résultats. Stimulés par de meilleures conditions de marché, les actifs sous gestion et sous administration ont monté de 8 milliards de dollars ou de 3 % par rapport à il y a un an malgré une baisse de 9 milliards liée au recul du dollar américain.

Le revenu net de BMO Marchés des capitaux s'élevé à 289 millions de dollars, soit environ le même montant qu'il y a un an. Cependant, les résultats de ce trimestre avaient bénéficié d'un recouvrement d'impôts sur les bénéfices de périodes antérieures de 52 millions et d'une proportion plus élevée du revenu exonéré d'impôt. Aucune charge liée à la conjoncture des marchés financiers n'a été constatée au quatrième trimestre de l'exercice 2009 alors qu'un an plus tôt, des gains et pertes en grande partie compensatoires avaient été enregistrés en lien avec l'état de ces marchés. Le revenu du trimestre a monté de 172 millions depuis un an, pour s'établir à 894 millions. Les revenus générés par les services bancaires aux grandes entreprises ont fortement augmenté, et ce, en raison surtout de la hausse des commissions sur prêts et du revenu net d'intérêts. Les commissions de prise ferme de titres de participation et de titres d'emprunt ont également progressé depuis un an. Quant aux revenus de négociation, ils ont fléchi en regard des trois mêmes mois de l'exercice 2008, mais les gains sur titres de placement ont monté.

La perte nette des Services d'entreprise se chiffre à 171 millions de dollars, ayant augmenté de 21 millions depuis le quatrième trimestre de l'exercice 2008. Les dotations à la provision pour pertes sur créances ont baissé de 106 millions en raison du fait qu'il y a un an, les résultats tenaient compte d'une hausse de 150 millions de la provision générale pour pertes sur créances. Le revenu s'est affaibli de 135 millions à cause surtout du recul, en regard de ceux d'il y a un an, des gains d'évaluation à la valeur de marché sur les opérations de couverture, des répercussions des titrisations de cartes de crédit réalisées dans les derniers mois de 2008 et de la baisse des gains de titrisation non récurrents en 2009.

Le revenu de BMO a augmenté de 176 millions de dollars, ou de 6 %, par rapport à la même période l'an dernier et se situe à 2 989 millions. Tous les groupes d'exploitation ont vu leur revenu augmenter fortement alors que celui des Services d'entreprise a baissé. Le repli du dollar américain a comprimé le revenu de 20 millions ou de 1 %.

Le revenu net d'intérêts du trimestre à l'étude a augmenté de 33 millions de dollars ou de 2 % par rapport à la même période l'an dernier. Soutenue par PE Canada en raison principalement des taux préférentiels avantageux par rapport à ceux des acceptations bancaires et des mesures prises pour atténuer les conséquences de la montée des coûts de financement à long terme, la marge nette d'intérêts globale de BMO s'est élargie de 2 points de base. L'actif productif moyen s'est accru de 3 milliards de dollars ou de 1 %, ce qui est principalement attribuable au groupe Gestion privée par suite de l'inclusion de BMO Société d'assurance-vie en 2009 et à l'essor des prêts de Gestion bancaire privée.

Le revenu autre que d'intérêts a augmenté de 143 millions de dollars ou de 10 % par rapport à la même période l'an dernier. L'amélioration a découlé en partie du fait que des charges de 45 millions liées à la conjoncture défavorable des marchés financiers avaient été constatées un an plus tôt. Celles-ci étaient constituées de charges de 228 millions imputées au poste gains (pertes) sur titres, autres que de négociation, d'une réduction de 30 millions des autres revenus et d'une hausse de 213 millions du revenu autre que d'intérêts lié aux activités de négociation. Les commissions sur prêts et de prise ferme de BMO Marchés des capitaux ont augmenté, le revenu du groupe Gestion privée a progressé grâce à l'acquisition de BMO Société d'assurance-vie au deuxième trimestre de 2009 et les revenus de titrisation se sont renforcés.

Les frais autres que d'intérêts ont diminué de 39 millions de dollars ou de 2 % par rapport à la même période l'an dernier, pour s'établir à 1 779 millions. Si ce n'est du groupe Gestion privée et des Services d'entreprise, lesquels ont enregistré de légères hausses, tous les groupes ont vu leurs frais autres que d'intérêts baisser. Le repli du dollar américain a réduit ces frais de 12 millions ou de 1 %, ce qui a été contrebalancé en partie par une hausse de 15 millions imputable aux entreprises acquises. Les frais qui ont baissé sont les salaires, par suite de la diminution du nombre d'employés, les frais informatiques ainsi que les honoraires et les impôts sur le capital. La rémunération liée au rendement a légèrement augmenté et les coûts des avantages se sont accrues. Le levier d'exploitation avant amortissement s'établit à 8,3 % pour le trimestre à l'étude.

Les dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances sont de 386 millions de dollars pour le trimestre. La provision générale n'a pas été augmentée durant cette période. Les dotations s'étaient chiffrées à 465 millions au quatrième trimestre de 2008 et tenaient compte d'une augmentation de la provision générale de 150 millions. Les dotations à la provision spécifique de ce trimestre représentent un résultat annualisé de 89 points de base du solde net moyen des prêts et acceptations, comparativement à 68 points de base il y a un an.

La provision pour impôts sur les bénéfices est de 158 millions de dollars, une hausse de 207 millions depuis le quatrième trimestre de 2008. Le taux d'imposition effectif pour le trimestre à l'étude est de 19,2 %, comparativement à un taux de recouvrement de 9,2 % au quatrième trimestre de 2008. Le taux d'imposition effectif plus élevé du trimestre est essentiellement attribuable à la réduction de la proportion du revenu dégagé dans les territoires où les taux d'imposition sont plus bas et à la diminution des recouvrements d'impôts sur les bénéfices des périodes antérieures.

Tendances trimestrielles relatives au revenu net

Les résultats et les mesures de rendement de BMO des huit derniers trimestres sont décrits à la page 94.

Nous avons maintenu le cap sur nos objectifs et nos priorités et nous avons réalisé d'importants progrès dans l'enracinement d'une culture qui place le client au centre de tout ce que nous faisons. Nous y sommes parvenus malgré les conditions très difficiles des marchés financiers et des marchés du crédit et en dépit du ralentissement économique qui est survenu dans les derniers mois de 2008 et qui s'est poursuivi au cours de l'exercice à l'étude. En 2009, nombre de nos secteurs d'activité ont enregistré de très bons résultats, et nous croyons que nous serons en mesure de profiter pleinement de la reprise qui s'amorce.

Des facteurs saisonniers ont une légère incidence sur le revenu net, de même que sur le revenu et les frais trimestriels de BMO. Comme notre deuxième trimestre compte 89 jours (90 jours en 2008) et les autres, 92, les résultats du deuxième trimestre sont moins élevés que ceux des autres trimestres parce qu'il comprend trois jours civils (deux en 2008) de moins et, donc, moins de jours ouvrables. Les mois de juillet (troisième trimestre) et d'août (quatrième trimestre) se caractérisent habituellement par des activités moins intenses sur les marchés financiers, ce qui se répercute sur les résultats du groupe Gestion privée et de BMO Marchés des capitaux. La période des fêtes en décembre contribue aussi au ralentissement de certaines activités. Toutefois, les achats par carte de crédit affichent une vigueur certaine durant cette période du premier trimestre, tout comme à la rentrée des classes, au quatrième trimestre.

Des éléments notables ont eu une incidence sur le revenu de BMO Marchés des capitaux en 2008 et en 2009. Ces charges, liées à la détérioration des marchés financiers, ont totalisé 388 millions de dollars (260 millions après impôts) en 2008 et ont été constatées aux premier et quatrième trimestres. En 2009, ces charges se sont chiffrées à 521 millions (355 millions après impôts) et ont été enregistrées dans la première moitié de l'exercice.

Le revenu net et le revenu des Services bancaires Particuliers et entreprises ont affiché une tendance à la hausse en 2008 et 2009 et ont été fort élevés.

PE Canada a réussi à promouvoir une culture encore plus axée sur le client, ce qui reflète les valeurs qui animent l'ensemble de l'organisation. Cette unité d'exploitation a élargi la part qu'elle détient de certains marchés jugés prioritaires et a continué d'accroître son revenu net tout en investissant dans sa croissance à venir. Son revenu a augmenté régulièrement grâce à l'essor des volumes de la plupart des produits et à l'élargissement de la marge nette d'intérêts.

Exprimé en dollars américains, le revenu net de PE États-Unis a été relativement stable en 2008, mais a fléchi au quatrième trimestre de cet exercice, les résultats ayant été touchés par l'augmentation des frais requis pour parachever l'intégration des entreprises acquises au Wisconsin. En 2009, les prêts non productifs ont affaibli les résultats. Dans les six derniers trimestres et après rajustement pour tenir compte de l'incidence des prêts douteux, des coûts d'intégration, de la provision constituée au titre du litige impliquant Visa et du gain réalisé à la vente d'une partie de notre placement dans Visa, le revenu net avant amortissement a été d'environ 40 millions de dollars américains. Le revenu a progressé en 2009, ce qui témoigne de la hausse des dépôts et de l'inclusion, pour un exercice entier, des résultats des entreprises acquises au Wisconsin.

Les résultats du groupe Gestion privée se sont détériorés dans la première moitié de 2009 car les marchés boursiers étaient léthargiques et les taux d'intérêt, faibles. Les niveaux d'actifs fléchissaient et, dans l'attente d'une reprise des marchés, les clients conservaient des soldes élevés de liquidités. Le rendement s'est amélioré dans les six derniers mois, les marchés boursiers ayant repris de la vigueur. Les résultats du quatrième trimestre de 2008 et du premier trimestre de 2009 ont été réduits par des charges liées à notre décision d'acheter certaines positions auprès de nos clients américains. Les résultats du troisième trimestre de 2009 comprennent un recouvrement d'impôts sur les bénéfices de périodes antérieures.

Le revenu net de BMO Marchés des capitaux en 2008 reflétait l'excellente performance de nos secteurs sensibles aux taux d'intérêt, des revenus de négociation importants et, au second semestre de cet exercice, un montant moins élevé d'impôts sur les bénéfices. Les résultats se sont grandement améliorés en 2009 grâce au bon rendement des services de négociation, car nous avons pu exploiter des occasions que recelait le marché, et grâce à la hausse des revenus des services bancaires aux grandes entreprises puisqu'une attention constante aux relations d'affaires a porté fruit. BMO Marchés des capitaux a réorienté certains de ses secteurs au cours des deux derniers exercices afin d'améliorer son profil risque-rendement et de se concentrer sur les relations d'affaires qui lui sont les plus avantageuses.

Le revenu net trimestriel des Services d'entreprise varie en grande partie en raison de notre méthode de provisionnement selon les pertes prévues, des dotations à la provision générale pour pertes sur créances et de l'incidence du revenu, des frais et des impôts sur les bénéfices qui ne sont pas attribués aux groupes d'exploitation. Tel qu'il est décrit dans la section traitant de ce groupe, l'incidence que les variations des taux du marché ont eue sur les activités de gestion du bilan a nuí aux résultats de 2009, mais ces répercussions ont diminué au fil de l'exercice. Les résultats du deuxième trimestre de 2009 ont été réduits par une charge de 118 millions de dollars (80 millions après impôts) au titre des indemnités de départ.

Les dollars américain et canadien se sont négociés à peu près au pair pendant les trois premiers trimestres de 2008. Le dollar américain s'est alors fortement apprécié dans le dernier trimestre de 2008, conservant sa vigueur jusqu'à son recul soudain au troisième trimestre de 2009. Un dollar américain fort fait augmenter les valeurs converties des résultats de BMO libellés en dollars américains. L'incidence des fluctuations du taux de change est parfois atténuée par nos décisions de la couvrir pour un trimestre donné, ce qui est expliqué à la page 39.

Les dotations à la provision pour pertes sur créances de BMO, mesurées en pourcentage du solde des prêts et acceptations, ont grandement augmenté au troisième trimestre de 2008 et sont demeurées élevées en 2009 à cause des conditions difficiles des marchés du crédit et du ralentissement de l'économie.

Le taux d'imposition effectif varie car il dépend du moment de la résolution de certaines questions fiscales, des recouvrements d'impôts sur les bénéfices de périodes antérieures ainsi que de la proportion relative du revenu attribuable à chaque territoire dans lequel nous exerçons des activités.

Mise en garde

Les sections précédentes renferment des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Sommaire de l'état des résultats et mesures financières trimestrielles

(en millions de dollars)	31 oct. 2009	31 juill. 2009	30 avr. 2009	31 janv. 2009	31 oct. 2008	31 juill. 2008	30 avr. 2008	31 janv. 2008	2009	2008	2007
Revenu net d'intérêts	1 442	1 466	1 335	1 327	1 409	1 282	1 171	1 210	5 570	5 072	4 829
Revenu autre que d'intérêts	1 547	1 512	1 320	1 115	1 404	1 464	1 449	816	5 494	5 133	4 520
Revenu total	2 989	2 978	2 655	2 442	2 813	2 746	2 620	2 026	11 064	10 205	9 349
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances	386	357	372	428	315	434	151	170	1 543	1 070	303
Dotation à la provision générale pour pertes sur créances	–	60	–	–	150	50	–	60	60	260	50
Frais autres que d'intérêts	1 779	1 883	1 888	1 841	1 826	1 782	1 680	1 614	7 391	6 902	6 442
Charge de restructuration (reprise)	–	(10)	–	–	(8)	–	–	–	(10)	(8)	159
Revenu avant provision pour impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	824	688	395	173	530	480	789	182	2 080	1 981	2 395
Provision pour (recouvrement d') impôts sur les bénéfices	158	112	18	(71)	(49)	(59)	128	(91)	217	(71)	189
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	19	19	19	19	19	18	19	18	76	74	75
Revenu net	647	557	358	225	560	521	642	255	1 787	1 978	2 131
Amortissement des actifs incorporels liés aux acquisitions, déduction faite des impôts sur les bénéfices	8	9	10	8	10	9	8	8	35	35	38
Revenu net avant amortissement	655	566	368	233	570	530	650	263	1 822	2 013	2 169
Ventilation du revenu net entre les groupes d'exploitation :											
Services bancaires Particuliers et entreprises	419	381	359	342	336	343	335	291	1 501	1 305	1 264
Groupe Gestion privée	110	120	78	73	84	125	121	122	381	452	528
BMO Marchés des capitaux	289	343	249	179	290	263	187	(29)	1 060	711	417
Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations	(171)	(287)	(328)	(369)	(150)	(210)	(1)	(129)	(1 155)	(490)	(78)
Revenu net – BMO Groupe financier	647	557	358	225	560	521	642	255	1 787	1 978	2 131
Données par action ordinaire (en dollars)											
Dividendes déclarés	0,70	0,70	0,70	0,70	0,70	0,70	0,70	0,70	2,80	2,80	2,71
Résultat											
De base	1,12	0,97	0,61	0,39	1,06	1,00	1,25	0,48	3,09	3,79	4,18
Dilué	1,11	0,97	0,61	0,39	1,06	0,98	1,25	0,47	3,08	3,76	4,11
Résultat avant amortissement											
De base	1,13	0,98	0,63	0,41	1,08	1,01	1,27	0,50	3,15	3,86	4,25
Dilué	1,13	0,98	0,63	0,40	1,08	1,00	1,26	0,49	3,14	3,83	4,18
Valeur comptable	31,95	31,26	32,22	32,18	32,02	30,15	29,71	28,64	31,95	32,02	28,29
Cours											
Haut	54,75	54,05	41,03	44,88	51,74	52,31	58,78	63,44	54,75	63,44	72,75
Bas	49,01	38,86	24,05	29,60	35,65	37,60	38,00	51,35	24,05	35,65	60,21
Clôture	50,06	54,02	39,50	33,25	43,02	47,94	50,10	56,75	50,06	43,02	63,00
Mesures financières (%)											
Rendement total moyen des capitaux propres annualisé sur cinq ans	1,8	4,0	(1,2)	(6,9)	0,9	5,1	8,2	10,1	1,8	0,9	14,2
Rendement de l'action	5,6	5,2	7,1	8,4	6,5	5,8	5,6	4,9	5,6	6,5	4,3
Croissance du résultat dilué par action	4,7	(1,0)	(51,2)	(17,0)	21,8	(23,4)	(3,1)	(29,9)	(18,1)	(8,5)	(20,2)
Croissance du résultat dilué par action avant amortissement	4,6	(2,0)	(50,0)	(18,4)	21,3	(23,1)	(3,8)	(27,9)	(18,0)	(8,4)	(20,1)
Rendement des capitaux propres	14,0	12,1	8,1	4,9	14,0	13,5	17,9	6,7	9,9	13,0	14,4
Croissance du profit économique net	10,4	(35,1)	(132,9)	(71,8)	103,4	(56,5)	(7,9)	(242,7)	(116,7)	(32,8)	(51,0)
Croissance du revenu net	15,6	6,9	(44,3)	(11,7)	23,9	(21,1)	(4,3)	(26,8)	(9,7)	(7,2)	(20,0)
Croissance du revenu	6,3	8,4	1,3	20,5	27,9	7,5	3,6	(2,0)	8,4	9,2	(6,4)
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif	1,73	1,74	1,55	1,51	1,71	1,58	1,47	1,45	1,63	1,55	1,59
Ratio de productivité	59,5	62,9	71,1	75,4	64,6	64,9	64,1	79,7	66,7	67,6	70,6
Dotation à la provision pour pertes sur créances en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations	0,89	0,94	0,79	0,90	1,01	1,10	0,35	0,55	0,88	0,76	0,21
Taux d'imposition effectif	19,2	16,4	4,4	(41,0)	(9,2)	(12,2)	16,3	(50,3)	10,5	(3,6)	7,9
Taux de change moyen entre les dollars canadien et américain (en dollars)	1,083	1,110	1,242	1,227	1,111	1,012	1,007	0,998	1,165	1,032	1,093
Solde brut des prêts et acceptations douteux en pourcentage du total des capitaux propres et de la provision pour pertes sur créances	14,06	12,75	12,95	11,91	11,34	9,09	9,54	7,46	14,06	11,34	4,07
Encaisse et valeurs mobilières en pourcentage de l'actif total	31,9	30,0	28,2	28,2	29,1	29,6	29,6	30,7	31,9	29,1	33,1
Ratio du capital de première catégorie 1)	12,24	11,71	10,70	10,21	9,77	9,90	9,42	9,48	12,24	9,77	9,51

1) Un nouveau cadre réglementaire, Bâle II, a été adopté en 2008. Les méthodologies de Bâle II et de Bâle I ne sont pas comparables.

De l'avis de la direction de BMO, l'information provenant de données financières non vérifiées, notamment de rapports intermédiaires, a fait l'objet de tous les ajustements nécessaires à la présentation fidèle de cette information. De tels ajustements sont de nature normale et récurrente. Les ratios financiers des périodes intermédiaires sont annualisés, s'il y a lieu, et les ratios, de même que les résultats d'exploitation intermédiaires, ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats réels de l'exercice complet.

Analyse des résultats financiers de 2008

Les commentaires du Rapport de gestion présentés dans les pages précédentes portaient sur nos résultats de 2009. La présente section offre un sommaire des résultats de l'exercice 2008 par rapport à ceux de l'exercice 2007.

Le revenu net avait diminué de 153 millions de dollars, ou de 7,2 %, et s'était établi à 1 978 millions pour l'exercice 2008, et le résultat par action avait régressé de 0,35 \$, ou de 8,5 %, et s'était chiffré à 3,76 \$. Les résultats de l'exercice avaient subi l'effet d'éléments notables totalisant 426 millions après impôts (0,84 \$ par action). Des éléments notables se chiffrant à 637 millions après impôts (1,25 \$ par action) avaient influé sur les résultats de 2007. Les montants sont présentés en détail à la section Éléments notables. Le rendement des capitaux propres s'était établi à 13,0 %, comparativement à 14,4 % en 2007. Cette diminution s'expliquait par une baisse de 153 millions du revenu net.

Le revenu avait augmenté de 856 millions de dollars ou de 9,2 % en 2008, atteignant le chiffre solide de 10 205 millions. En 2008, le revenu avait été réduit par des charges de 388 millions au titre des éléments notables liés aux difficultés des marchés financiers. En 2007, le revenu avait été amputé de 947 millions d'éléments notables, en raison de charges liées à la détérioration des marchés financiers et de pertes de négociation sur produits de base. Les charges plus faibles imputées en 2008 avaient contribué dans une mesure de 559 millions de dollars à la hausse du revenu. L'affaiblissement du dollar américain avait ralenti la croissance globale du revenu, retranchant 63 millions, ou 0,7 point de pourcentage, tandis que l'incidence nette des acquisitions d'entreprises avait favorisé la croissance dans une mesure de 76 millions, ou de 0,8 point de pourcentage. Le reste de l'augmentation était essentiellement attribuable à la croissance du volume d'affaires, chacun de nos groupes d'exploitation ayant enregistré une solide hausse de son revenu.

Les conditions de crédit ont été difficiles en 2008, en raison de l'essoufflement marqué du marché de l'habitation aux États-Unis et de l'affaiblissement du contexte économique nord-américain. BMO avait comptabilisé une dotation à la provision pour pertes sur créances de 1 330 millions de dollars, comprenant des dotations à la provision spécifique de 1 070 millions et une augmentation de 260 millions de la provision générale pour pertes sur créances. En 2007, la dotation à la provision s'établissait à 353 millions et elle se composait de dotations à la provision spécifique de 303 millions et d'une augmentation de 50 millions de la provision générale.

Les frais autres que d'intérêts avaient augmenté de 293 millions de dollars, ou de 4,4 %, et s'étaient établis à 6 894 millions. L'effet net des acquisitions d'entreprises en 2008 et en 2007 avait fait augmenter les frais de 74 millions (1,1 %) en 2008 par rapport à 2007. L'affaiblissement du dollar américain avait fait baisser les frais de 93 millions de dollars (-1,4 %) en 2008, et la variation des charges de restructuration avait fait baisser les charges de 167 millions (-2,5 %). D'autres facteurs, notamment d'autres coûts liés aux activités, avaient fait augmenter le total des frais de 6,9 % en 2008. Il s'agissait notamment de la hausse des salaires et des coûts des avantages sociaux découlant de l'expansion de notre équipe de vente, de même que des initiatives et des coûts associés à la croissance de notre volume d'affaires.

En 2008, un recouvrement d'impôts de 71 millions de dollars avait été enregistré, contre une charge de 189 millions en 2007. Ce bas niveau des impôts sur les bénéfices en 2008 était principalement attribuable aux recouvrements d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs et à la proportion plus élevée de revenu provenant de territoires où le taux d'imposition est moins élevé.

Le revenu net de PE Canada s'était accru de 61 millions de dollars, ou de 5,3 %, et s'était établi à 1 209 millions par rapport à 2007. Le revenu avait progressé de 245 millions, ou de 5,3 %, et s'était établi à 4 878 millions. Les résultats reflétaient dans une large mesure l'accroissement des volumes grâce à une croissance robuste des revenus des secteurs des services bancaires aux particuliers et des services de cartes et de paiement. Bien qu'une croissance du volume ait été enregistrée au titre des produits destinés aux entreprises, les revenus des services aux entreprises avaient légèrement reculé en raison d'un gain obtenu en 2007 sur un titre de placement et d'une hausse des coûts de mobilisation des fonds. Les frais autres que d'intérêts avaient augmenté de 168 millions de dollars, ou de 6,5 %, et s'étaient chiffrés à 2 736 millions de dollars. Cette hausse était attribuable aux dépenses liées à divers projets tels que l'expansion et la rénovation de notre réseau de succursales, et l'amélioration de la technologie des puces pour les cartes de débit et de crédit, de même qu'à l'augmentation des coûts d'exploitation.

En 2008, le revenu net des Services bancaires PE – États-Unis s'était établi à 96 millions de dollars, une diminution de 20 millions. En dollars américains, le revenu net avait reculé de 12 millions, ou de 11 %. Le revenu avait augmenté de 82 millions et avait atteint 990 millions, mais il avait augmenté de 126 millions, ou de 15 %, en dollars américains. Cette augmentation découlait essentiellement des acquisitions (51 millions de dollars américains) et du gain réalisé sur la vente d'une partie de notre investissement dans Visa, dans le cadre de son premier

appel public à l'épargne (PAPE) (38 millions de dollars américains) qui a connu un franc succès. Le reste de l'augmentation reflétait la croissance des volumes et l'élargissement des marges sur les dépôts, de même que l'augmentation des revenus tirés des frais. Ces facteurs avaient été partiellement neutralisés par l'incidence de la hausse des prêts douteux. Les frais autres que d'intérêts avaient augmenté de 109 millions de dollars, ou de 16 %, et s'étaient établis à 802 millions, mais ils avaient augmenté de 139 millions, ou de 22 %, en dollars américains. Si on fait abstraction d'une provision pour litige de 24 millions de dollars américains liée au PAPE de Visa, ainsi que des coûts d'exploitation et d'intégration liés aux acquisitions d'entreprises à hauteur de 55 millions de dollars américains, les frais s'étaient accrûs de 60 millions de dollars américains, ou de 9,5 %. Cette augmentation reflétait nos efforts continus et ciblés en matière d'investissement et d'expansion, l'augmentation des coûts liés à la gestion des prêts douteux et les coûts associés à l'accroissement des volumes d'affaires.

Le revenu net du groupe Gestion privée avait atteint 452 millions de dollars, ce qui représentait une baisse de 76 millions par rapport à 2007. Les résultats de 2008 avaient subi l'incidence de charges de 31 millions (19 millions après impôts) liées aux mesures prises pour soutenir les clients américains dans le contexte des difficultés sur les marchés financiers. En 2007, les résultats avaient tiré parti d'un recouvrement de 57 millions d'impôts sur les bénéfices d'exercices antérieurs et d'un gain sur assurances de 26 millions de dollars (23 millions après impôts). Les revenus avaient reculé de 16 millions et avaient atteint 2 146 millions en raison essentiellement de l'incidence des charges enregistrées au cours de l'exercice 2008 et du gain sur assurances constaté à l'exercice précédent. Après rajustement pour tenir compte des charges et du gain sur assurances, une hausse des revenus avait été enregistrée dans le secteur du courtage grâce aux soldes des dépôts plus élevés et les revenus des services fiduciaires et des services d'investissement dans notre secteur de la gestion bancaire privée en Amérique du Nord avaient également progressé. Ces augmentations avaient été partiellement neutralisées par le recul des revenus tirés des commissions dans le secteur du courtage. En 2008, BMO Fonds d'investissement avait commencé à prendre à sa charge les frais d'exploitation de ses fonds en échange de frais de gestion fixes, ce qui s'était traduit par une hausse tant du revenu que des frais autres que d'intérêts. L'affaiblissement du dollar américain avait réduit la croissance du revenu de 19 millions de dollars, ou de 1 point de pourcentage. Les frais autres que d'intérêts avaient augmenté de 30 millions, ou de 2,0 %, et s'étaient établis à 1 531 millions. La hausse était principalement attribuable à l'incidence de l'imposition de frais de gestion fixes sur les fonds d'investissement, facteur toutefois partiellement neutralisé par la baisse des frais liés au revenu, qui correspondait à la baisse du revenu. L'affaiblissement du dollar américain avait réduit la croissance des frais de 12 millions, ou de 1 point de pourcentage.

Le revenu net de BMO Marchés des capitaux avait grimpé de 294 millions de dollars et s'était chiffré à 711 millions. Les résultats de 2008 avaient été entamés par des charges de 388 millions (260 millions après impôts) liées à la détérioration des marchés financiers. En 2007, les résultats tenaient compte de charges de 947 millions (501 millions après impôts et rajustement de la rémunération) attribuables à la conjoncture des marchés financiers et aux pertes sur produits de base. Le revenu avait progressé de 471 millions de dollars, ou de 24 %, et s'était établi à 2 440 millions. Les revenus de négociation avaient augmenté considérablement, stimulés par des gains de négociation sur produits de base, la direction ayant réussi à réduire la taille et le profil de risque du portefeuille de produits de base. Toutefois, les gains de négociation avaient été partiellement neutralisés par la baisse des revenus des services bancaires d'investissement, particulièrement les commissions tirées des fusions et acquisitions et des prises fermes de titres de participation. Le revenu net d'intérêts avait augmenté, les revenus de nos secteurs sensibles aux taux d'intérêt ayant nettement progressé, de même que le revenu net d'intérêts lié aux activités de négociation, mais ils avaient été partiellement contrebalancés par le repli du revenu net d'intérêts des services aux grandes entreprises et l'augmentation des coûts de mobilisation des fonds. Les frais autres que d'intérêts avaient augmenté de 176 millions de dollars, ou de 11 %, à 1 751 millions, largement en raison de la hausse des frais liés au personnel et des coûts répartis.

La perte nette de l'exercice des Services d'entreprise s'était chiffrée à 490 millions de dollars, comparativement à une perte nette de 78 millions en 2007. L'accroissement de la perte s'expliquait en grande partie par la hausse des dotations à la provision pour pertes sur créances, y compris une augmentation de 260 millions (166 millions après impôts) de la provision générale, comparativement à une hausse de 50 millions (33 millions après impôts) pour l'exercice précédent. Les frais autres que d'intérêts avaient baissé de 190 millions de dollars, largement en raison de la charge de restructuration de 159 millions (103 millions après impôts) en 2007.

Données complémentaires

Tableau 1 : Valeur pour les actionnaires

Au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date	2009	2008	2007	2006	2005	2004	2003	2002	2001	2000
Cours des actions ordinaires (\$)										
Haut	54,75	63,44	72,75	70,24	62,44	59,65	50,26	40,65	44,40	35,80
Bas	24,05	35,65	60,21	56,86	53,05	49,28	37,79	31,00	32,75	21,00
Clôture	50,06	43,02	63,00	69,45	57,81	57,55	49,33	38,10	33,86	35,25
Dividende par action ordinaire										
Dividende déclaré (\$)	2,80	2,80	2,71	2,26	1,85	1,59	1,34	1,20	1,12	1,00
Dividende versé (\$)	2,80	2,80	2,63	2,13	1,80	1,50	1,29	1,18	1,09	0,99
Ratio de distribution (%)	91,8	74,0	64,8	43,0	39,1	35,2	38,2	44,0	40,8	30,2
Rendement de l'action (%)	5,6	6,5	4,3	3,3	3,2	2,8	2,7	3,1	3,3	2,8
Rendement total pour l'actionnaire (%)										
Rendement moyen annualisé sur cinq ans	1,8	0,9	14,2	19,1	13,8	18,9	12,9	7,9	14,3	22,9
Rendement sur un an	25,1	(27,9)	(5,8)	24,1	3,7	20,0	33,4	16,2	(1,2)	29,0
Autres renseignements sur les actions ordinaires										
Nombre en circulation (en milliers)										
À la fin de l'exercice	551 716	504 575	498 563	500 726	500 219	500 897	499 632	492 505	489 085	522 584
Nombre moyen de base	540 294	502 062	499 950	501 257	500 060	501 656	496 208	490 816	511 286	531 318
Nombre moyen dilué	542 313	506 697	508 614	511 173	510 845	515 045	507 009	499 464	523 561	540 815
Nombre de comptes d'actionnaires	37 061	37 250	37 165	38 360	40 104	41 438	42 880	44 072	45 190	46 663
Valeur comptable de l'action (\$)	31,95	32,02	28,29	28,89	26,48	24,20	22,09	21,07	19,69	19,63
Valeur de marché globale des actions (\$) (en milliards)	27,6	21,7	31,4	34,8	28,9	28,8	24,6	18,8	16,6	18,4
Ratio cours-résultat										
(d'après le RPA dilué)	16,3	11,4	15,3	13,5	12,5	13,1	14,3	14,2	12,7	10,8
Ratio cours-résultat avant amortissement										
(d'après le RPA dilué avant amortissement)	15,9	11,2	15,1	13,3	12,1	12,6	13,7	13,5	11,8	10,4
Ratio cours-valeur comptable	1,57	1,34	2,23	2,40	2,18	2,38	2,23	1,81	1,72	1,80

Tableau 2 : Sommaire de l'état des résultats et statistiques de croissance (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2009	2008	2007	2006	2005	TCAC sur 5 ans ¹⁾	TCAC sur 10 ans ¹⁾
État des résultats							
Revenu net d'intérêts ²⁾	5 570	5 072	4 829	4 732	4 776	3,0	2,9
Revenu autre que d'intérêts	5 494	5 133	4 520	5 253	5 063	3,8	4,6
Revenu total	11 064	10 205	9 349	9 985	9 839	3,4	3,7
Dotation à la provision pour pertes sur créances	1 603	1 330	353	176	179	n.s.	17,5
Frais autres que d'intérêts	7 381	6 894	6 601	6 353	6 332	3,7	3,4
Revenu avant provision pour impôts sur les bénéfices et							
part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	2 080	1 981	2 395	3 456	3 328	(8,7)	–
Provision pour (recouvrement d') impôts sur les bénéfices ²⁾	217	(71)	189	717	874	(25,8)	(11,5)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	76	74	75	76	58	34,0	13,6
Revenu net	1 787	1 978	2 131	2 663	2 396	(4,9)	3,3
Taux de croissance annuel (%)							
	(9,7)	(7,2)	(20,0)	11,2	4,4	s.o.	s.o.
Résultat par action (RPA) (\$)							
De base	3,09	3,79	4,18	5,25	4,73	(7,3)	2,6
Dilué	3,08	3,76	4,11	5,15	4,63	(6,9)	2,8
Taux de croissance annuel (%)	(18,1)	(8,5)	(20,2)	11,2	5,2	s.o.	s.o.
RPA dilué avant amortissement (\$) ³⁾							
Taux de croissance annuel (%)	(18,0)	(8,4)	(20,1)	9,4	5,1	s.o.	s.o.

1) Taux de croissance annuel composé (TCAC), exprimé en pourcentage.

2) Depuis l'exercice 2008, le revenu net d'intérêts, le revenu total et les impôts sur les bénéfices ne sont plus présentés sur une base d'imposition comparable à l'échelle de l'organisation. Les données des exercices antérieurs ont été retraitées.

3) Se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR, à la page 91.

n.s. – non significatif

s.o. – sans objet

Tout au long des présentes Données complémentaires, certains montants des exercices antérieurs à l'exercice 2004 n'ont pas été retraités en fonction des modifications apportées aux conventions comptables au cours de l'exercice 2006 puisque les modifications n'étaient pas significatives.

Tableau 3 : Rendement des capitaux propres et de l'actif (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2009	2008	2007	2006	2005	2004	2003	2002	2001	2000
Revenu net	1 787	1 978	2 131	2 663	2 396	2 295	1 781	1 373	1 402	1 766
Dividendes sur actions privilégiées	120	73	43	30	30	31	38	35	11	10
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 667	1 905	2 088	2 633	2 366	2 264	1 743	1 338	1 391	1 756
Capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	16 865	14 612	14 506	13 703	12 577	11 696	10 646	9 973	10 100	9 745
Rendement des capitaux propres (%)	9,9	13,0	14,4	19,2	18,8	19,4	16,4	13,4	13,8	18,0
Rendement des capitaux propres avant amortissement (%)	10,1	13,3	14,7	19,5	19,4	20,0	17,1	14,2	14,8	18,8
Rendement de l'actif moyen (%)	0,41	0,50	0,59	0,86	0,81	0,87	0,67	0,55	0,58	0,75
Rendement de l'actif moyen attribuable aux actionnaires ordinaires (%)	0,38	0,48	0,58	0,85	0,80	0,86	0,66	0,54	0,57	0,75

Tableau 4 : Sommaire du bilan (en millions de dollars)

Au 31 octobre	2009	2008	2007	2006	2005
Actif					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9 955	9 134	3 650	2 458	2 412
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	3 340	11 971	19 240	17 150	18 309
Valeurs mobilières	110 813	100 138	98 277	67 411	57 034
Titres pris en pension ou empruntés	36 006	28 033	37 093	31 429	28 280
Solde net des prêts et acceptations	167 829	186 962	164 095	159 565	146 057
Autres actifs	60 515	79 812	44 169	41 965	41 770
Total de l'actif	388 458	416 050	366 524	319 978	293 862
Passif et capitaux propres					
Dépôts	236 156	257 670	232 050	203 848	193 793
Autres passifs	126 719	134 761	114 330	96 743	82 158
Dettes subordonnées	4 236	4 315	3 446	2 726	2 469
Titres d'une fiducie de capital	1 150	1 150	1 150	1 150	1 150
Actions privilégiées	—	250	250	450	450
Capital-actions					
Actions privilégiées	2 571	1 746	1 196	596	596
Actions ordinaires	6 198	4 708	4 411	4 231	4 022
Surplus d'apport	79	69	58	49	35
Bénéfices non répartis	11 748	11 632	11 166	10 974	9 801
Cumul des autres éléments de la perte étendue	(399)	(251)	(1 533)	(789)	(612)
Total du passif et des capitaux propres	388 458	416 050	366 524	319 978	293 862
Soldes quotidiens moyens					
Solde net des prêts et acceptations	182 097	175 079	165 783	153 282	139 414
Actif	438 548	397 609	360 575	309 131	296 502

Tableau 5 : Liquidités (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Au 31 octobre	2009	2008	2007	2006	2005
Liquidités en dollars canadiens					
Dépôts à d'autres banques	787	1 842	1 531	3 346	1 855
Autres éléments d'encaisse	2 411	89	1 981	551	586
Valeurs mobilières	74 249	58 639	57 206	30 647	28 723
Total des liquidités en dollars canadiens	77 447	60 570	60 718	34 544	31 164
Liquidités en dollars américains et autres devises					
Dépôts à d'autres banques	9 305	16 477	19 209	14 465	17 232
Autres éléments d'encaisse	792	2 697	169	1 246	1 048
Valeurs mobilières	36 564	41 499	41 071	36 764	28 311
Total des liquidités en dollars américains et autres devises	46 661	60 673	60 449	52 475	46 591
Total des liquidités 1)	124 108	121 243	121 167	87 019	77 755
Encaisse et valeurs mobilières en pourcentage du total de l'actif (%)	31,9	29,1	33,1	27,2	26,5
Actifs cédés en garantie inclus dans le total des liquidités 2)	39 638	38 142	30 369	26 299	27 760

1) Inclut les liquidités cédées en garantie de titres vendus à découvert, de titres mis en pension ou prêtés et d'autres passifs garantis.

2) Inclut les provisions ou les soldes minimaux que certaines de nos filiales sont tenues de maintenir à la banque centrale du pays où elles font affaire.

Tableau 6 : Autres renseignements statistiques

Au 31 octobre ou pour l'exercice terminé à cette date	2009	2008	2007	2006	2005	2004	2003	2002	2001	2000
Autres renseignements										
Employés 1)	36 173	37 073	35 827	34 942	33 785	33 593	33 993	34 568	34 693	33 884
Succursales bancaires	1 195	1 280	1 224	1 182	1 180	1 174	1 142	1 134	1 129	1 135
Guichets automatiques (Canada)	2 030	2 026	1 978	1 936	1 952	1 993	2 023	2 000	1 982	1 987
Taux										
Taux préférentiel moyen au Canada (%)	2,70	5,21	6,08	5,57	4,30	4,05	4,69	4,15	6,55	7,05
Taux préférentiel moyen aux États-Unis (%)	3,34	5,69	8,19	7,76	5,85	4,17	4,17	4,79	7,68	9,18
Cours du \$ CA par rapport au \$ US (\$)										
Haut	1,30	1,29	1,19	1,20	1,27	1,40	1,59	1,61	1,49	1,44
Bas	1,03	0,92	0,95	1,10	1,16	1,22	1,30	1,51	1,59	1,53
Moyen	1,16	1,03	1,09	1,13	1,21	1,31	1,44	1,57	1,54	1,48
À la fin de l'exercice	1,08	1,20	0,94	1,12	1,18	1,22	1,32	1,56	1,59	1,52

1) Équivalent de durée normale, soit les employés à temps plein et à temps partiel, et rajustements pour tenir compte du temps supplémentaire.

Tableau 7 : Revenu et croissance du revenu (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2009	2008	2007	2006	2005	TCAC sur 5 ans	TCAC sur 10 ans
Revenu net d'intérêts	5 570	5 072	4 829	4 732	4 776	3,0	2,9
Taux de croissance annuel (%)	9,8	5,0	2,0	(0,9)	(0,5)	s.o.	s.o.
Marge nette d'intérêts 1)							
Actif productif moyen	341 848	326 803	304 471	261 461	243 196	8,7	5,5
Marge nette d'intérêts (%)	1,63	1,55	1,59	1,81	1,97	s.o.	s.o.
Marge nette d'intérêts sur les éléments en \$ CA (%)	1,78	2,00	2,12	2,38	2,45	s.o.	s.o.
Marge nette d'intérêts sur les éléments en \$ US et autres devises (%)	1,43	0,92	0,80	0,84	1,16	s.o.	s.o.
Revenu autre que d'intérêts							
Commissions et droits sur titres	973	1 105	1 145	1 051	1 092	(1,6)	3,9
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	820	756	728	729	734	1,9	2,9
Revenus (pertes) de négociation	723	546	(487)	718	496	29,3	9,4
Commissions sur prêts	556	429	406	337	313	11,9	5,4
Frais de services de cartes	121	291	107	396	334	(14,2)	(5,1)
Gestion de placements et garde de titres	344	339	322	298	305	2,3	(2,0)
Revenus tirés de fonds d'investissement	467	589	576	499	437	4,3	8,5
Revenus de titrisation	929	513	296	100	113	39,3	12,1
Commissions de prise ferme et de consultation	397	353	528	407	357	2,9	8,5
Gains (pertes) sur titres, autres que de négociation	(354)	(315)	247	145	165	n.s.	(15,4)
Revenus de change, autres que de négociation	53	80	132	102	97	(21,6)	(8,9)
Revenus d'assurance	295	237	246	221	184	16,3	15,0
Autres revenus	170	210	274	250	436	(9,2)	(0,6)
Total du revenu autre que d'intérêts	5 494	5 133	4 520	5 253	5 063	3,8	4,6
Taux de croissance annuel (%)	7,0	13,6	(14,0)	3,8	11,2	n.s.	n.s.
Revenu autre que d'intérêts en pourcentage du revenu total	49,7	50,3	48,3	52,6	51,5	n.s.	n.s.
Revenu total							
Taux de croissance annuel (%)	8,4	9,2	(6,4)	1,5	5,2	n.s.	n.s.

1) Le calcul de la marge nette d'intérêts est fondé sur l'actif productif moyen.

n.s. – non significatif

s.o. – sans objet

Tableau 8 : Frais autres que d'intérêts et ratio des frais au revenu (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2009	2008	2007	2006	2005	TCAC sur 5 ans	TCAC sur 10 ans
Frais autres que d'intérêts							
Rémunération du personnel							
Salaires	2 395	2 149	1 964	1 903	1 903	4,7	1,7
Rémunération liée au rendement	1 338	1 297	1 275	1 322	1 277	2,9	10,1
Avantages sociaux	652	530	586	599	571	2,3	8,5
Total de la rémunération du personnel	4 385	3 976	3 825	3 824	3 751	3,8	4,5
Bureaux et matériel							
Location d'immeubles	306	279	257	246	198	11,0	7,7
Bureaux, mobilier et agencements	272	255	242	230	253	0,7	(0,1)
Impôt foncier	30	29	28	26	45	(10,9)	(5,5)
Matériel informatique et autre	673	678	634	709	768		1)
Total des frais de bureau et de matériel	1 281	1 241	1 161	1 211	1 264		1)
Autres frais							
Communications	221	202	149	131	122	9,8	(1,9)
Taxe d'affaires et impôt sur le capital	44	42	47	94	107	(14,5)	(10,0)
Honoraires	362	384	301	287	243	6,7	0,6
Déplacements et expansion des affaires	309	328	287	253	247	5,3	3,1
Autres	586	546	484	509	504	6,3	10,5
Total des autres frais	1 522	1 502	1 268	1 274	1 223	5,4	2,6
Amortissement des actifs incorporels	203	183	188	44	94		1)
Charge de restructuration (reprise)	(10)	(8)	159	–	–	n.s.	n.s.
Total des frais autres que d'intérêts	7 381	6 894	6 601	6 353	6 332	3,7	3,4
Taux de croissance annuel (%)	7,1	4,4	3,9	0,3	2,6	s.o.	s.o.
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (%)	66,7	67,6	70,6	63,6	64,4	s.o.	s.o.
Charges fiscales et impôts 2)							
Charges fiscales autres que les impôts sur les bénéfices							
Retenues salariales	171	164	165	162	152	0,9	3,0
Impôt foncier	30	29	28	26	45	(10,9)	(5,5)
Impôt provincial sur le capital	35	32	37	86	100	(17,0)	(11,5)
Taxe d'affaires	9	10	10	8	7	2,6	2,1
Taxe sur les produits et services et taxe de vente	116	142	122	128	127	(4,9)	(0,2)
Divers	3	3	3	2	2	3,4	n.s.
Total des charges fiscales autres que les impôts sur les bénéfices	364	380	365	412	433	(4,8)	(1,5)
Provision pour (recouvrement d') impôts sur les bénéfices	217	(71)	189	717	874	(25,8)	(11,5)
Total des charges fiscales et des impôts nets	581	309	554	1 129	1 307	(16,5)	(6,7)
Total des charges fiscales et des impôts nets en pourcentage du revenu net avant charges fiscales et impôts	23,8	13,1	20,1	29,2	34,7	s.o.	s.o.
Taux d'imposition effectif	10,5	(3,6)	7,9	20,7	26,3	s.o.	s.o.

1) En 2009, nous avons adopté de nouvelles exigences portant sur la comptabilisation des actifs incorporels. Par conséquent, nous avons reclassé du matériel informatique, auparavant classé dans les locaux et le matériel, dans les actifs incorporels. La charge au titre du matériel informatique et autre et l'amortissement des actifs incorporels des exercices 2007 et 2008 ont été retraités. Par conséquent, les taux de croissance établis sur cinq et dix ans de ces catégories de frais ne sont pas significatifs. Pris conjointement, la charge au titre du matériel informatique et autre et l'amortissement des actifs incorporels se sont accrues au taux annuel composé de 0,4 % sur cinq ans et de 2,7 % sur dix ans. Ensemble, le total des coûts inhérents aux locaux et au matériel et l'amortissement des actifs incorporels ont progressé au taux annuel composé de 1,8 % sur cinq ans et de 2,6 % sur dix ans.

2) Les charges fiscales sont incluses dans diverses catégories de frais autres que d'intérêts.

s.o. – sans objet

n.s. – non significatif

Tableau 9 : Actif, passif et taux d'intérêt moyens (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2009			2008			2007		
	Solde moyen	Taux d'intérêt moyen (%)	Revenu/ frais d'intérêts	Solde moyen	Taux d'intérêt moyen (%)	Revenu/ frais d'intérêts	Solde moyen	Taux d'intérêt moyen (%)	Revenu/ frais d'intérêts
Actif									
En dollars canadiens									
Dépôts à d'autres banques	823	1,25	10	2 059	4,02	83	3 469	4,22	146
Valeurs mobilières	66 347	2,49	1 651	55 114	3,58	1 971	42 252	3,44	1 454
Titres pris en pension ou empruntés	15 773	0,78	123	20 548	2,94	604	22 566	3,62	818
Prêts									
Prêts hypothécaires à l'habitation	41 586	3,65	1 519	45 926	4,99	2 294	54 735	5,14	2 813
Prêts hypothécaires autres qu'à l'habitation	3 304	5,28	174	3 200	5,78	185	2 832	5,99	170
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	32 729	4,12	1 349	27 891	5,74	1 601	21 972	6,80	1 495
Prêts sur cartes de crédit	2 067	12,69	262	4 162	12,00	499	3 831	11,61	445
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	30 358	5,98	1 815	30 702	5,69	1 747	28 953	6,01	1 740
Total des prêts	110 044	4,65	5 119	111 881	5,65	6 326	112 323	5,93	6 663
Actifs divers ne portant pas intérêt	64 989			35 752			45 648		
Total en dollars canadiens	257 976	2,68	6 903	225 354	3,99	8 984	226 258	4,02	9 081
En dollars américains et autres devises									
Dépôts à d'autres banques	16 487	1,07	176	20 985	4,04	847	20 661	4,75	982
Valeurs mobilières	41 627	1,86	776	35 959	3,39	1 220	41 206	4,09	1 686
Titres pris en pension ou empruntés	24 759	0,49	121	25 019	3,06	767	15 804	6,04	955
Prêts									
Prêts hypothécaires à l'habitation	7 430	5,25	390	6 816	5,39	367	6 635	5,17	343
Prêts hypothécaires autres qu'à l'habitation	3 772	5,88	222	3 622	6,18	224	3 107	6,47	201
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	11 657	4,70	548	10 035	5,79	581	9 921	6,43	638
Prêts sur cartes de crédit	63	11,48	7	36	10,23	4	25	5,94	1
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	39 291	3,64	1 430	31 844	5,47	1 741	24 266	7,98	1 937
Total des prêts	62 213	4,18	2 597	52 353	5,57	2 917	43 954	7,10	3 120
Actifs divers ne portant pas intérêt	35 486			37 939			12 692		
Total en dollars américains et autres devises	180 572	2,03	3 670	172 255	3,34	5 751	134 317	5,02	6 743
Total – toutes devises									
Total de l'actif et du revenu d'intérêts	438 548	2,41	10 573	397 609	3,71	14 735	360 575	4,39	15 824
Passif									
En dollars canadiens									
Dépôts									
Banques	3 525	0,16	6	2 641	1,94	51	2 650	3,43	91
Entreprises et administrations publiques	61 513	2,08	1 278	64 881	3,43	2 227	60 653	3,27	1 984
Particuliers	76 676	1,77	1 355	65 586	2,27	1 491	59 375	2,52	1 495
Total des dépôts	141 714	1,86	2 639	133 108	2,83	3 769	122 678	2,91	3 570
Dette subordonnée et passifs divers portant intérêt	39 587	1,98	785	38 276	3,62	1 387	41 285	4,01	1 655
Passifs divers ne portant pas intérêt	57 963			38 220			47 233		
Total en dollars canadiens	239 264	1,43	3 424	209 604	2,46	5 156	211 196	2,47	5 225
En dollars américains et autres devises									
Dépôts									
Banques	23 589	1,59	374	31 975	3,88	1 242	29 676	4,97	1 475
Entreprises et administrations publiques	65 298	1,06	691	64 783	2,91	1 882	54 223	4,23	2 295
Particuliers	21 964	1,53	337	18 373	2,44	448	17 799	3,18	565
Total des dépôts	110 851	1,26	1 402	115 131	3,10	3 572	101 698	4,26	4 335
Dette subordonnée et passifs divers portant intérêt	35 918	0,49	177	31 076	3,01	935	23 939	5,99	1 435
Passifs divers ne portant pas intérêt	33 453			25 738			8 351		
Total en dollars américains et autres devises	180 222	0,88	1 579	171 945	2,62	4 507	133 988	4,31	5 770
Total – toutes devises									
Total du passif et des frais d'intérêts	419 486	1,19	5 003	381 549	2,53	9 663	345 184	3,19	10 995
Capitaux propres	19 062			16 060			15 391		
Total du passif, des frais d'intérêts et des capitaux propres	438 548	1,14	5 003	397 609	2,43	9 663	360 575	3,05	10 995
Marge nette d'intérêts									
– fondée sur l'actif productif		1,63			1,55			1,59	
– fondée sur l'actif total		1,27			1,28			1,34	
Revenu net d'intérêts fondé sur l'actif total			5 570			5 072			4 829

Tableau 10 : Répercussions sur le revenu net d'intérêts des modifications survenues dans les soldes et les taux (en millions de dollars)

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2009/2008			2008/2007		
	Augmentation (diminution) en raison de la modification du			Augmentation (diminution) en raison de la modification du		
	Solde moyen	Taux moyen	Total	Solde moyen	Taux moyen	Total
Actif						
En dollars canadiens						
Dépôts à d'autres banques	(48)	(23)	(71)	(59)	(4)	(63)
Valeurs mobilières	403	(722)	(319)	443	75	518
Titres pris en pension ou empruntés	(139)	(341)	(480)	(73)	(140)	(213)
Prêts						
Prêts hypothécaires à l'habitation	(215)	(558)	(773)	(452)	(67)	(519)
Prêts hypothécaires autres qu'à l'habitation	6	(17)	(11)	22	(7)	15
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	278	(530)	(252)	403	(297)	106
Prêts sur cartes de crédit	(252)	14	(238)	38	16	54
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	(21)	87	66	104	(98)	6
Total des prêts	(204)	(1 004)	(1 208)	115	(453)	(338)
Actifs divers ne portant pas intérêt	–	–	–	–	–	–
Variation du revenu d'intérêts en dollars canadiens	12	(2 090)	(2 078)	426	(522)	(96)
En dollars américains et autres devises						
Dépôts à d'autres banques	(183)	(490)	(673)	14	(149)	(135)
Valeurs mobilières	192	(636)	(444)	(215)	(251)	(466)
Titres pris en pension ou empruntés	(7)	(638)	(645)	557	(746)	(189)
Prêts						
Prêts hypothécaires à l'habitation	33	(10)	23	9	15	24
Prêts hypothécaires autres qu'à l'habitation	9	(11)	(2)	34	(11)	23
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	93	(127)	(34)	7	(64)	(57)
Prêts sur cartes de crédit	3	1	4	1	2	3
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	408	(719)	(311)	605	(801)	(196)
Total des prêts	546	(866)	(320)	656	(859)	(203)
Actifs divers ne portant pas intérêt	–	–	–	–	–	–
Variation du revenu d'intérêts en dollars américains et autres devises	548	(2 630)	(2 082)	1 012	(2 005)	(993)
Total – toutes devises						
Variation du total du revenu d'intérêts a)	560	(4 720)	(4 160)	1 438	(2 527)	(1 089)
Passif						
En dollars canadiens						
Dépôts						
Banques	17	(63)	(46)	(1)	(39)	(40)
Entreprises et administrations publiques	(116)	(833)	(949)	139	104	243
Particuliers	252	(385)	(133)	157	(161)	(4)
Total des dépôts	153	(1 281)	(1 128)	295	(96)	199
Dettes subordonnées et passifs divers portant intérêt	47	(650)	(603)	(120)	(148)	(268)
Passifs divers ne portant pas intérêt	–	–	–	–	–	–
Variation des frais d'intérêts en dollars canadiens	200	(1 931)	(1 731)	175	(244)	(69)
En dollars américains et autres devises						
Dépôts						
Banques	(325)	(542)	(867)	114	(347)	(233)
Entreprises et administrations publiques	15	(1 206)	(1 191)	447	(860)	(413)
Particuliers	88	(199)	(111)	18	(135)	(117)
Total des dépôts	(222)	(1 947)	(2 169)	579	(1 342)	(763)
Passifs divers portant intérêt	146	(904)	(758)	428	(928)	(500)
Passifs divers ne portant pas intérêt	–	–	–	–	–	–
Variation des frais d'intérêts en dollars américains et autres devises	(76)	(2 851)	(2 927)	1 007	(2 270)	(1 263)
Total – toutes devises						
Variation du total des frais d'intérêts b)	124	(4 782)	(4 658)	1 182	(2 514)	(1 332)
Variation du total du revenu net d'intérêts (a – b)	436	62	498	256	(13)	243

Tableau 11 : Solde net des prêts et acceptations – Information sectorielle (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Au 31 octobre	Canada					États-Unis					Autres pays				
	2009	2008	2007	2006	2005	2009	2008	2007	2006	2005	2009	2008	2007	2006	2005
Particuliers															
Prêts hypothécaires à l'habitation 1)	36 916	38 490	43 442	53 922	51 481	6 160	8 086	5 948	6 425	6 274	–	–	–	–	–
Prêts sur cartes de crédit	2 574	2 117	4 493	3 631	4 648	–	3	–	–	–	–	–	–	–	–
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	35 296	31 633	24 393	20 482	18 683	10 477	12 102	8 795	9 935	9 245	–	–	–	–	–
Total des prêts aux particuliers	74 786	72 240	72 328	78 035	74 812	16 637	20 191	14 743	16 360	15 519	–	–	–	–	–
Engagements d'entreprises	46 062	52 148	51 548	42 453	37 097	21 560	31 827	21 531	21 024	17 600	10 090	11 877	4 843	2 598	1 988
Solde des prêts et acceptations, déduction faite des provisions spécifiques															
Provision générale	120 848	124 388	123 876	120 488	111 909	38 197	52 018	36 274	37 384	33 119	10 090	11 877	4 843	2 598	1 988
	(589)	(579)	(587)	(555)	(590)	(717)	(742)	(311)	(350)	(369)	–	–	–	–	–
Solde net des prêts et acceptations	120 259	123 809	123 289	119 933	111 319	37 480	51 276	35 963	37 034	32 750	10 090	11 877	4 843	2 598	1 988

Tableau 12 : Solde net des prêts et acceptations douteux – Information sectorielle (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Au 31 octobre	Canada					États-Unis					Autres pays				
	2009	2008	2007	2006	2005	2009	2008	2007	2006	2005	2009	2008	2007	2006	2005
Particuliers															
Prêts hypothécaires à l'habitation	236	211	112	110	87	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	97	89	54	42	33	194	91	–	5	5	–	–	–	–	–
Total des prêts aux particuliers	333	300	166	152	120	194	91	–	5	5	–	–	–	–	–
Engagements d'entreprises	376	374	183	143	166	1 673	1 147	211	202	326	125	49	3	11	18
Total des prêts et acceptations douteux, déduction faite des provisions spécifiques															
Provision générale	709	674	349	295	286	1 867	1 238	211	207	331	125	49	3	11	18
	(589)	(579)	(587)	(555)	(590)	(717)	(742)	(311)	(350)	(369)	–	–	–	–	–
Solde net des prêts et acceptations douteux (SNPD)	120	95	(238)	(260)	(304)	1 150	496	(100)	(143)	(38)	125	49	3	11	18
Ratios liés à la situation															
Solde brut des prêts et acceptations douteux en pourcentage du total des capitaux propres et de la provision pour pertes sur créances	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
SNPD en pourcentage du solde net des prêts et acceptations 2)	0,10	0,08	(0,19)	(0,22)	(0,27)	3,07	0,97	(0,28)	(0,39)	(0,12)	1,24	0,41	0,06	0,42	0,91
SNPD en pourcentage du solde net des prêts et acceptations 2)															
Particuliers	0,45	0,42	0,23	0,19	0,16	1,17	0,45	–	0,03	0,03	–	–	–	–	–
Entreprises	0,82	0,72	0,36	0,34	0,45	7,76	3,60	0,98	0,96	1,85	1,24	0,41	0,06	0,42	0,91

1) Exclut les prêts hypothécaires à l'habitation classés dans la catégorie des prêts aux entreprises (2,3 milliards de dollars en 2009, 2,7 milliards en 2008, 3,0 milliards en 2007, 2,9 milliards en 2006 et 3,1 milliards en 2005).

2) Les soldes globaux sont présentés après déduction des provisions spécifiques et de la provision générale et les prêts aux particuliers et les engagements d'entreprises sont présentés après déduction des provisions spécifiques seulement.

3) En 2009, nous avons modifié la façon dont nous recueillons les données sur le solde net des prêts et acceptations par province ainsi que la façon dont nous présentons la répartition par province qui en découle puisque nous tirons maintenant les données de nos systèmes conformes à Bâle II. Les chiffres correspondants de 2008 ont été retraités pour refléter cette modification. Les répartitions par province antérieures à 2008 n'ont pas été retraitées, par conséquent, elles ne sont pas comparables.

4) En 2009, la répartition par secteurs des prêts douteux liés aux activités aux États-Unis a été révisée pour permettre le reclassement de la perte de valeur des prêts hypothécaires aux entreprises dans la catégorie des prêts hypothécaires aux entreprises. Auparavant, les prêts hypothécaires aux entreprises liés aux activités aux États-Unis étaient classés selon le secteur applicable. Les chiffres des périodes antérieures à 2009 n'ont pas été retraités.

5) Comprend le montant des prêts et acceptations classés de nouveau dans la catégorie des prêts productifs, les ventes, les remboursements, l'incidence du taux de change et les compensations des radiations des prêts à la consommation qui ne sont pas constatés dans les nouveaux prêts douteux.

n.d. – non disponible, les capitaux propres n'étant pas répartis en fonction des risques-pays

Certains chiffres des périodes correspondantes du tableau 11 ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de l'exercice considéré.

Tableau 13 : Solde net des prêts et acceptations – Information sectorielle (en millions de dollars)

Total					
	2009	2008	2007	2006	2005
	43 076	46 576	49 390	60 347	57 755
	2 574	2 120	4 493	3 631	4 648
	45 773	43 735	33 188	30 417	27 928
	91 423	92 431	87 071	94 395	90 331
	77 712	95 852	77 922	66 075	56 685
	169 135	188 283	164 993	160 470	147 016
	(1 306)	(1 321)	(898)	(905)	(959)
	167 829	186 962	164 095	159 565	146 057
Total					
	2009	2008	2007	2006	2005
	236	211	112	110	87
	291	180	54	47	38
	527	391	166	157	125
	2 174	1 570	397	356	510

Au 31 octobre	2009	2008	2007	2006	2005
Solde net des prêts et acceptations par province 3)					
Atlantique	7 227	7 127	5 314	5 256	5 101
Québec	19 396	21 346	13 110	14 254	14 586
Ontario	50 079	49 996	71 160	68 879	63 181
Prairies	22 877	24 378	19 002	16 696	14 703
Colombie-Britannique et territoires	21 269	21 541	15 290	15 403	14 338
Solde net des prêts et acceptations au Canada	120 848	124 388	123 876	120 488	111 909
Solde net des engagements d'entreprises par secteur d'activité					
Prêts hypothécaires aux entreprises 4)	9 284	10 121	8 994	8 505	8 246
Secteur immobilier commercial	7 076	8 300	6 532	5 830	4 242
Construction (non immobilière)	1 795	1 857	1 425	1 102	936
Commerce de détail	4 864	5 269	4 398	3 842	3 494
Commerce de gros	2 854	3 849	3 200	3 025	2 804
Agriculture	3 505	3 769	3 471	3 211	2 842
Communications	1 041	1 404	1 218	1 547	1 179
Secteur manufacturier	7 006	9 290	7 238	7 733	6 977
Mines	1 049	3 256	1 522	510	375
Industries pétrolière et gazière	4 280	6 199	5 474	5 230	2 829
Transport	1 386	1 788	1 467	1 322	932
Services publics	1 197	1 591	977	985	916
Produits forestiers	696	875	767	692	644
Services	8 879	9 613	8 307	6 904	7 043
Institutions financières	17 867	23 710	16 393	9 595	6 348
Administrations publiques	601	865	n.d.	n.d.	n.d.
Autres	4 332	4 096	6 539	6 042	6 878
	77 712	95 852	77 922	66 075	56 685

Tableau 14 : Solde net des prêts et acceptations douteux – Information sectorielle (en millions de dollars)

Au 31 octobre	2009	2008	2007	2006	2005
	2 701	1 961	563	513	635
	(1 306)	(1 321)	(898)	(905)	(959)
	1 395	640	(335)	(392)	(324)
	14,06	11,34	4,07	3,81	4,92
	0,83	0,34	(0,20)	(0,25)	(0,22)
	0,58	0,42	0,19	0,17	0,14
	2,80	1,64	0,51	0,54	0,90

Au 31 octobre	2009	2008	2007	2006	2005
Solde net des prêts douteux relatifs aux engagements d'entreprises					
Prêts hypothécaires aux entreprises 4)	510	38	43	31	36
Secteur immobilier commercial	542	460	96	8	22
Construction (non immobilière)	9	15	5	7	7
Commerce de détail	40	41	9	21	39
Commerce de gros	48	51	24	18	24
Agriculture	100	73	18	22	15
Communications	–	–	–	88	116
Secteur manufacturier	252	275	80	98	117
Mines	–	–	–	–	–
Industries pétrolière et gazière	44	47	–	1	1
Transport	42	27	15	8	18
Services publics	–	1	–	–	24
Produits forestiers	63	16	5	4	5
Services	142	93	58	36	54
Institutions financières	363	244	23	4	11
Administrations publiques	–	3	n.d.	n.d.	n.d.
Autres	19	186	21	10	21
	2 174	1 570	397	356	510

Tableau 15 : Modifications du solde des prêts douteux et de la provision pour pertes sur créances (en millions de dollars)

Au 31 octobre	2009	2008	2007	2006	2005
Solde brut des prêts et acceptations douteux au début de l'exercice	2 387	720	666	804	1 119
Augmentation des prêts et acceptations douteux	2 690	2 506	588	420	423
Réduction des prêts et acceptations douteux 5)	(288)	131	(143)	(220)	(319)
Radiations	(1 492)	(970)	(391)	(338)	(419)
Solde brut des prêts et acceptations douteux à la fin de l'exercice	3 297	2 387	720	666	804
Provision pour pertes sur créances au début de l'exercice	1 747	1 055	1 058	1 128	1 308
Augmentation des provisions spécifiques	1 662	1 239	395	322	290
Variation de la provision générale	(15)	423	(7)	(54)	(51)
Radiations	(1 492)	(970)	(391)	(338)	(419)
Provision pour pertes sur créances à la fin de l'exercice	1 902	1 747	1 055	1 058	1 128

Tableau 16 : Modifications de la provision pour pertes sur créances – Information sectorielle (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Au 31 octobre	Canada					États-Unis					Autres pays				
	2009	2008	2007	2006	2005	2009	2008	2007	2006	2005	2009	2008	2007	2006	2005
Provision pour pertes sur créances au début de l'exercice	708	692	651	687	762	998	362	403	435	514	41	1	4	6	32
Dotation à la provision pour pertes sur créances	517	340	257	181	192	1 065	942	99	(3)	14	21	48	(3)	(2)	(27)
Virements de provisions	–	–	5	–	–	–	–	7	–	–	–	–	–	–	–
Recouvrements	58	61	53	47	37	87	53	38	65	30	–	–	–	–	–
Radiations	(451)	(387)	(274)	(263)	(303)	(1 041)	(576)	(117)	(75)	(116)	–	(7)	–	–	–
Divers, y compris les variations du taux de change	(2)	2	–	(1)	(1)	(98)	217	(68)	(19)	(7)	(1)	(1)	–	–	1
Provision pour pertes sur créances à la fin de l'exercice	830	708	692	651	687	1 011	998	362	403	435	61	41	1	4	6
Répartition des radiations par marché															
Particuliers	(383)	(303)	(246)	(229)	(219)	(302)	(125)	(43)	(38)	(27)	–	–	–	–	–
Entreprises	(68)	(84)	(28)	(34)	(84)	(739)	(451)	(74)	(37)	(89)	–	(7)	–	–	–
Répartition des recouvrements par marché															
Particuliers	57	56	50	39	33	47	35	22	21	16	–	–	–	–	–
Entreprises	1	5	3	8	4	40	18	16	44	14	–	–	–	–	–
Radiations nettes en pourcentage du solde moyen des prêts et acceptations	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

Tableau 17 : Ventilation de la provision pour pertes sur créances – Information sectorielle (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Au 31 octobre	Canada					États-Unis					Autres pays				
	2009	2008	2007	2006	2005	2009	2008	2007	2006	2005	2009	2008	2007	2006	2005
Particuliers															
Prêts hypothécaires à l'habitation	33	13	14	5	5	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	51	2	1	1	1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total des prêts aux particuliers	84	15	15	6	6	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Entreprises	157	114	90	90	91	294	256	51	53	66	61	41	1	4	6
Instruments hors bilan	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total des provisions spécifiques	241	129	105	96	97	294	256	51	53	66	61	41	1	4	6
Provision générale	589	579	587	555	590	717	742	311	350	369	–	–	–	–	–
Provision pour pertes sur créances	830	708	692	651	687	1 011	998	362	403	435	61	41	1	4	6
Ratios de couverture															
Provision pour pertes sur créances en pourcentage du solde brut des prêts et acceptations douteux															
Total	87,4	88,2	152,4	166,5	179,4	46,8	66,8	138,2	155,0	109,6	32,8	45,6	25,0	26,7	25,0
Particuliers	20,1	4,8	8,3	3,8	4,8	–	–	–	–	–	–	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Entreprises	29,5	23,4	33,0	38,6	35,4	14,9	18,2	19,5	20,8	35,4	32,8	45,5	25,0	26,7	25,0

1) En 2009, la répartition par secteurs des prêts douteux liés aux activités aux États-Unis a été révisée pour permettre le reclassement de la perte de valeur des prêts hypothécaires aux entreprises dans la catégorie des prêts hypothécaires aux entreprises. Auparavant, les prêts hypothécaires aux entreprises liés aux activités aux États-Unis étaient classés selon le secteur applicable. Les chiffres des périodes antérieures à 2009 n'ont pas été retraités.

n.d. – non disponible

s.o. – sans objet

Tableau 18 : Dotation à la provision pour pertes sur créances – Information sectorielle (en millions de dollars)

Total				
2009	2008	2007	2006	2005
1 747	1 055	1 058	1 128	1 308
1 603	1 330	353	176	179
145	114	91	112	67
(1 492)	(970)	(391)	(338)	(419)
(101)	218	(68)	(20)	(7)
1 902	1 747	1 055	1 058	1 128
(685)	(428)	(289)	(267)	(246)
(807)	(542)	(102)	(71)	(173)
104	91	72	60	49
41	23	19	52	18
0,7	0,4	0,1	0,1	0,2

Total				
2009	2008	2007	2006	2005
33	13	14	5	5
51	2	1	1	1
84	15	15	6	6
512	411	142	147	163
596	426	157	153	169
1 306	1 321	898	905	959
1 902	1 747	1 055	1 058	1 128
57,7	73,2	146,5	158,8	140,2
13,7	3,7	8,3	3,7	4,6
19,1	20,7	26,3	29,2	24,2

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2009	2008	2007	2006	2005
Particuliers					
Prêts hypothécaires à l'habitation	26	5	11	7	3
Prêts sur cartes de crédit	174	154	137	132	141
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	450	178	81	67	53
Total des prêts aux particuliers	650	337	229	206	197
Engagements d'entreprises					
Prêts hypothécaires aux entreprises 1)	114	1	–	–	4
Secteur immobilier commercial	277	254	14	(2)	2
Construction (non immobilière)	31	2	1	(2)	9
Commerce de détail	7	10	7	(5)	15
Commerce de gros	44	3	7	4	13
Agriculture	10	2	5	2	4
Communications	3	–	–	(6)	(34)
Secteur manufacturier	237	132	(9)	20	23
Mines	–	–	–	–	–
Industries pétrolière et gazière	7	27	–	–	–
Transport	32	12	4	7	13
Services publics	–	–	–	(19)	(26)
Produits forestiers	17	5	–	(1)	–
Services	50	33	2	2	5
Institutions financières	62	251	40	(1)	(1)
Administrations publiques	1	2	n.d.	n.d.	n.d.
Autres	1	(1)	3	6	(5)
Total des engagements d'entreprises	893	733	74	5	22
Total des dotations aux provisions spécifiques	1 543	1 070	303	211	219
Dotation à la provision générale pour pertes sur créances	60	260	50	(35)	(40)
Dotation totale à la provision pour pertes sur créances	1 603	1 330	353	176	179

Tableau 19 : Provisions spécifiques pour pertes sur créances – Information sectorielle (en millions de dollars)

Au 31 octobre	2009	2008	2007	2006	2005
Provisions spécifiques à l'égard des engagements d'entreprises par secteur d'activité					
Prêts hypothécaires aux entreprises 1)	29	–	–	–	–
Secteur immobilier commercial	76	108	25	7	6
Construction (non immobilière)	7	4	4	3	4
Commerce de détail	8	6	7	9	18
Commerce de gros	28	14	17	21	20
Agriculture	19	9	13	9	13
Communications	–	–	–	1	2
Secteur manufacturier	129	108	35	57	53
Mines	–	–	–	–	–
Industries pétrolière et gazière	6	25	–	–	1
Transport	21	8	5	11	3
Services publics	–	–	–	–	–
Produits forestiers	22	6	2	2	2
Services	43	23	17	19	26
Institutions financières	113	70	10	1	7
Administrations publiques	2	2	n.d.	n.d.	n.d.
Autres	9	28	7	7	8
Total des provisions spécifiques pour pertes sur créances à l'égard des engagements d'entreprises	512	411	142	147	163

Tableau 20 : Obligations contractuelles (en millions de dollars)

Au 31 octobre 2009	Moins de 1 an	De 1 à 3 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance fixe	Total
Instruments financiers inscrits au bilan						
Dépôts	90 842	31 375	7 111	5 097	99 259	233 684
Dette subordonnée 1)	216	678	929	4 640	—	6 463
Titres d'une fiducie de capital	428	853	—	—	—	1 281
Autres passifs financiers 1)	53 414	24	42	2 742	3 527	59 749
1) Comprend les versements d'intérêts.						
Au 31 octobre 2009	Moins de 1 an	De 1 à 3 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance fixe	Total
Instruments financiers hors bilan						
Crédits fermes 2)	28 438	22 441	6 969	2 216	—	60 064
Contrats de location-exploitation	238	390	273	641	—	1 542
Contrats de garantie financière 2)	51 857	—	—	—	—	51 857
Obligations d'achat	286	576	317	119	—	1 298

2) La grande majorité de nos crédits fermes et de nos contrats de garantie financière viennent à échéance sans avoir fait l'objet de prélèvements. Par conséquent, les montants contractuels peuvent ne pas être représentatifs du financement qui sera probablement requis au titre de ces engagements. Plus de détails sur ces obligations sont présentés aux notes 6 et 7 afférentes aux états financiers, à la page 124.

Tableau 21 : Suffisance du capital (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Au 31 octobre	Bâle II		Bâle I 1)		
	2009	2008	2007	2006	2005
Capital de première catégorie					
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	17 132	15 974	14 233	14 465	13 246
Actions privilégiées à dividende non cumulatif 2) 3)	2 571	1 996	1 446	1 046	1 046
Instruments de capital novateurs inclus dans le capital de première catégorie 2)	2 907	2 486	2 422	2 192	2 192
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	26	39	33	36	37
Écarts d'acquisition et actifs incorporels excédentaires 4)	(1 569)	(1 635)	(1 140)	(1 098)	(1 091)
Cumul des pertes nettes non réalisées, après impôts, sur les titres de participation disponibles à la vente	(2)	(15)	—	—	—
Capital net de première catégorie	21 065	18 845	16 994	16 641	15 430
Déductions relatives à la titrisation	(168)	(115)	s.o.	s.o.	s.o.
Perte prévue excédant la provision (approche NI avancée) 5)	(61)	—	s.o.	s.o.	s.o.
Investissements importants et investissements dans des filiales du secteur de l'assurance 7)	(374)	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Autres déductions	—	(1)	s.o.	s.o.	s.o.
Capital rajusté de première catégorie	20 462	18 729	16 994	16 641	15 430
Capital de deuxième catégorie					
Actions privilégiées d'une filiale 3)	—	—	—	273	287
Dette subordonnée	4 236	4 175	3 335	2 306	2 130
Billets de la Fiducie de billets secondaires	800	800	800	—	—
Cumul des gains nets non réalisés, après impôts, sur les titres de participation disponibles à la vente	—	—	26	—	—
Tranche admissible de la provision générale pour pertes sur créances 5) 6)	296	494	898	905	958
Total du capital de deuxième catégorie	5 332	5 469	5 059	3 484	3 375
Protection de premier niveau	s.o.	s.o.	(85)	(44)	(123)
Déductions relatives à la titrisation	(7)	(6)	s.o.	s.o.	s.o.
Perte prévue excédant la provision (approche NI avancée) 5)	(60)	—	s.o.	s.o.	s.o.
Investissements dans des filiales non consolidées et investissements importants 7)	(868)	(871)	(994)	(937)	(963)
Autres déductions	—	—	s.o.	s.o.	s.o.
Capital rajusté de deuxième catégorie	4 397	4 592	3 980	2 503	2 289
Capital total	24 859	23 321	20 974	19 144	17 719
Actif pondéré en fonction des risques	167 201	191 608	178 687	162 794	149 855
Ratios du capital (%)					
Ratio du capital de première catégorie	12,24	9,77	9,51	10,22	10,30
Ratio du capital total	14,87	12,17	11,74	11,76	11,82
Ratio de l'actif au capital	14,1	16,4	17,2	16,1	16,3

1) Depuis l'exercice 2008, le capital est calculé en vertu des lignes directrices de Bâle II, alors que pour tous les exercices antérieurs le capital était calculé selon la méthodologie de Bâle I.

2) Les actions privilégiées à dividende non cumulatif et les instruments de capital novateurs inclus dans le capital de première catégorie comprennent des montants qui ont été reclassés dans le passif, au bilan consolidé, mais qui sont admissibles dans le calcul du capital à des fins réglementaires.

3) En 2007, le BSIF a approuvé le reclassement des actions privilégiées d'une filiale, du capital de deuxième catégorie au capital novateur de première catégorie.

4) Outre les écarts d'acquisition, les actifs incorporels excédant de 5 % le montant brut du capital de première catégorie sont déduits du capital de première catégorie.

5) Lorsque les pertes prévues, calculées selon l'approche fondée sur les notations internes (NI) avancée, sont supérieures à la somme des dotations à la provision, la différence est déduite dans une proportion de 50 % du capital de première catégorie et de 50 % du capital de deuxième

catégorie. Lorsque les pertes prévues sont inférieures à la somme des dotations à la provision, la différence est ajoutée au capital de deuxième catégorie. La provision générale liée au risque de crédit qui est mesuré au moyen de l'approche standard est incluse dans le capital de deuxième catégorie, jusqu'à concurrence de 1,25 % de l'actif pondéré en fonction des risques.

6) En vertu de Bâle I, le BSIF permet l'inclusion du moindre des deux montants suivants : le solde de notre provision générale pour pertes sur créances ou 0,875 % de l'actif pondéré en fonction des risques.

7) Depuis le 1^{er} novembre 2008, 50 % des investissements importants sont déduits du capital de première catégorie et 50 % du capital de deuxième catégorie. Antérieurement, ces investissements étaient déduits du capital de deuxième catégorie. Les investissements dans des filiales du secteur de l'assurance détenus avant le 1^{er} janvier 2007 sont déduits du capital de deuxième catégorie. À compter de 2012, 50 % de ces investissements seront déduits du capital de première catégorie et 50 % du capital de deuxième catégorie. De plus, 50 % des investissements supplémentaires dans des filiales du secteur de l'assurance sont immédiatement déduits du capital de première catégorie et 50 % du capital de deuxième catégorie.

s.o. – sans objet

Tableau 22 : Actif pondéré en fonction des risques (APR) (en millions de dollars)

Au 31 octobre	Exposition en cas de défaut	APR			Expositions en cas de défaut	APR		Total en 2008
		Approche standard	Approche avancée	Total en 2009		Approche standard	Approche avancée	
Risque de crédit								
Services de gros								
Prêts aux grandes entreprises, y compris le financement spécial	108 368	10 776	41 398	52 174	130 758	15 957	47 306	63 263
Prêts aux petites et moyennes entreprises	44 229	8 194	18 201	26 395	46 521	9 837	21 015	30 852
États souverains	53 978	–	593	593	35 351	–	382	382
Banques	32 597	283	4 254	4 537	63 406	442	6 465	6 907
Services de détail								
Prêts hypothécaires à l'habitation, sauf les marges de crédit sur valeur domiciliaire	44 176	3 158	1 293	4 451	47 821	3 908	1 058	4 966
Marges de crédit sur valeur domiciliaire	27 342	3 348	1 115	4 463	25 922	3 338	966	4 304
Crédit renouvelable admissible	25 167	–	3 210	3 210	24 225	–	2 263	2 263
Autres prêts aux particuliers, sauf les prêts aux petites et moyennes entreprises	19 489	4 232	5 663	9 895	18 861	5 007	4 210	9 217
Prêts aux petites et moyennes entreprises	908	–	492	492	2 586	–	920	920
Capitaux propres	1 380	–	1 168	1 168	1 518	–	1 282	1 282
Portefeuille de négociation	52 023	25	7 945	7 970	66 304	–	11 759	11 759
Titrisation	47 541	–	11 207	11 207	50 015	–	6 717	6 717
Autres actifs présentant un risque de crédit – actifs gérés sans risque de contrepartie	62 996	–	10 751	10 751	84 177	–	14 524	14 524
Facteur scalaire des actifs présentant un risque de crédit, selon l'approche NI avancée 1)	–	–	5 792	5 792	–	–	6 260	6 260
Total du risque de crédit	520 194	30 016	113 082	143 098	597 465	38 489	125 127	163 616
Risque de marché		1 471	5 107	6 578		3 497	7 796	11 293
Risque opérationnel		17 525	–	17 525		16 699	–	16 699
Bâle II – Total de l'actif pondéré en fonction des risques		49 012	118 189	167 201		58 685	132 923	191 608

1) Le facteur scalaire est appliqué aux montants de l'actif pondéré en fonction des risques en matière de risque de crédit dans le cadre de l'approche NI avancée.

Tableau 23 : Dépôts moyens (en millions de dollars, sauf indication contraire)

	2009		2008		2007	
	Solde moyen	Taux moyen (%)	Solde moyen	Taux moyen (%)	Solde moyen	Taux moyen (%)
Dépôts domiciliés au Canada						
Dépôts à vue productifs d'intérêts	13 640	0,34	11 544	1,83	9 400	2,94
Dépôts à vue non productifs d'intérêts	16 383	–	14 175	–	13 076	–
Dépôts à préavis	42 480	0,48	38 112	1,83	36 255	2,32
Dépôts à terme fixe	89 155	2,92	90 822	3,53	80 220	3,66
Total des dépôts domiciliés au Canada	161 658	1,76	154 653	2,66	138 951	2,92
Dépôts domiciliés aux États-Unis et dans d'autres pays						
Banques situées aux États-Unis et dans d'autres pays	9 327	0,72	15 652	3,51	17 401	4,82
Administrations publiques et institutions aux États-Unis et dans d'autres pays	9 607	1,08	11 354	3,71	10 107	5,37
Autres dépôts à vue	7 847	0,02	4 000	0,68	2 523	0,24
Autres dépôts à préavis ou à terme fixe	64 126	1,59	62 580	3,57	55 394	4,44
Total des dépôts domiciliés aux États-Unis et dans d'autres pays	90 907	1,31	93 586	3,45	85 425	4,51
Total des dépôts moyens	252 565	1,60	248 239	2,96	224 376	3,52

Au 31 octobre 2009, 2008 et 2007, les dépôts de déposants étrangers dans nos bureaux canadiens s'élevaient à 14 392 millions de dollars, à 14 781 millions et à 11 544 millions, respectivement, le total des dépôts à préavis comprenait 23 477 millions, 22 203 millions et 21 477 millions de dollars, respectivement, de comptes de chèques qui auraient été classés comme dépôts à vue selon les normes de présentation des États-Unis et le total des dépôts à terme fixe comprenait

16 994 millions, 28 074 millions et 29 318 millions, respectivement, de fonds fédéraux achetés, de papier commercial émis et d'autres éléments du passif-dépôts. Ces montants auraient été classés comme emprunts à court terme selon les normes de présentation des États-Unis.

Certains chiffres des exercices précédents ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude.

Tableau 24 : Gains (pertes) non réalisés sur titres, autres que de négociation (en millions de dollars)

Au 31 octobre	Coût après amortissement	Juste valeur	Gains (pertes) non réalisés 1)				
			2009	2008	2007	2006	2005
Obligations d'administrations publiques canadiennes							
Obligations d'administrations publiques américaines	7 129	7 199	70	32	8	(29)	(23)
Titres adossés à des créances hypothécaires – Canada	9 331	9 578	247	87	20	–	–
– États-Unis	789	817	28	3	(6)	(10)	(7)
Obligations d'entreprises							
Actions d'entreprises	4 705	4 828	123	(255)	(3)	3	6
Obligations d'autres administrations publiques	2 011	2 005	(6)	(19)	26	90	20
	8 182	8 229	47	1	–	1	1
Total des titres, autres que de négociation	51 087	51 742	655	(121)	45	55	(3)

1) Les gains (pertes) non réalisés peuvent être compensés par des pertes (gains) connexes sur passifs ou sur contrats de couverture.

Déclaration de la responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière

L'établissement et la présentation des états financiers consolidés annuels, du Rapport de gestion ainsi que des autres renseignements figurant dans le Rapport annuel relèvent de la direction de la Banque de Montréal (la Banque), qui en assume la responsabilité.

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada et aux exigences applicables de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis. Les états financiers sont également conformes aux dispositions de la *Loi sur les banques* et des règlements connexes, y compris les interprétations des PCGR que fait le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF), organisme qui régit nos activités.

Le Rapport de gestion a été préparé conformément aux exigences des organismes de réglementation des valeurs mobilières, notamment le Règlement 51-102 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (ACVM), la rubrique 303 du règlement S-K des lois américaines *Securities Act of 1933* et *Securities Exchange Act of 1934* et les exigences publiées qui en découlent.

Les états financiers consolidés et l'information présentée dans le Rapport de gestion comprennent nécessairement des montants qui ont été établis en fonction de jugements éclairés et d'estimations de l'effet prévu d'événements actuels et d'opérations courantes, en accordant toute l'attention nécessaire à leur importance relative. En outre, lors de la préparation des données financières, nous devons interpréter les exigences décrites ci-dessus, établir la pertinence de l'information à y inclure et faire des estimations et poser des hypothèses ayant un effet sur l'information présentée. Le Rapport de gestion comprend également des renseignements concernant l'effet des transactions et des événements actuels, les sources actuelles de liquidités et de financement, les tendances de l'exploitation, les risques et les incertitudes. Les résultats futurs peuvent être sensiblement différents de nos estimations actuelles, le déroulement des événements et les situations à venir pouvant être différents de ce qui avait été prévu.

Les données financières figurant ailleurs dans le Rapport annuel concordent avec celles des états financiers consolidés.

Responsables de la fiabilité de l'information financière et de la rapidité de sa publication, nous nous appuyons sur un système élaboré de contrôles et de vérification internes qui est constitué de contrôles organisationnels et opérationnels, de contrôles et procédures de communication de l'information financière et du contrôle interne à l'égard de l'information financière. Notre système de contrôles internes comprend la rédaction et la diffusion de normes et de méthodes internes régissant la conduite de la Banque et la gestion des risques, la planification budgétaire globale, la répartition efficace des tâches, la délégation de pouvoirs et la responsabilité personnelle, la transmission de l'information pertinente aux échelons supérieurs pour la prise des décisions

relatives à la communication de l'information au public, la sélection minutieuse du personnel et sa formation ainsi que la mise à jour régulière et l'application des conventions comptables. Cette structure permet d'assurer que les contrôles internes appropriés sont en place à l'égard des opérations, de l'actif et des registres. De plus, nous procédons régulièrement à une vérification des contrôles internes. Ces contrôles et vérifications visent à nous fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité des registres comptables utilisés en vue de la préparation des états financiers et d'autres données financières et à assurer que l'actif est préservé de toute utilisation ou aliénation non autorisée, que le passif est constaté et que nous satisfaisons à toutes les exigences réglementaires.

Au 31 octobre 2009, nous avons déterminé, à titre de chef de la direction et de chef des finances de la Banque, que le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Banque est efficace. Nous avons fourni une attestation concernant les documents d'information annuels de la Banque de Montréal qui sont déposés auprès des ACVM et de la SEC comme l'exigent le Règlement 52-109 au Canada (Attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs) et la *Securities Exchange Act of 1934* aux États-Unis.

Pour pouvoir donner une opinion sur nos états financiers consolidés et sur les contrôles internes à l'égard de l'information financière de la Banque, les vérificateurs nommés par les actionnaires examinent notre système de contrôles internes et exécutent des travaux dans la mesure qu'ils jugent appropriée.

Le Conseil d'administration, se fondant sur les recommandations de son Comité de vérification, procède à l'examen et à l'approbation de l'information financière contenue dans le Rapport annuel, et notamment dans le Rapport de gestion. Le Conseil d'administration et ses comités compétents exercent également un rôle de surveillance quant à la façon dont la direction s'acquitte de ses responsabilités à l'égard de l'établissement et de la présentation de l'information financière, du maintien de contrôles internes appropriés, de la conformité aux exigences des lois et règlements, de la gestion et du contrôle des principaux secteurs de risque et de l'évaluation d'opérations importantes et entre apparentés.

Le Comité de vérification, qui est formé uniquement d'administrateurs indépendants, a également pour responsabilités de choisir des vérificateurs nommés par les actionnaires et d'examiner les compétences, l'indépendance et la performance de ces vérificateurs et de la vérification interne. Les vérificateurs nommés par les actionnaires et le vérificateur en chef de la Banque ont accès sans réserve au Conseil d'administration, à son Comité de vérification et aux autres comités pertinents pour discuter de points touchant la vérification et la communication de l'information financière ainsi que de questions connexes.

Le président et chef de la direction,

Le chef des finances,



William A. Downe



Russel C. Robertson

Canada

Le 24 novembre 2009

Rapports des vérificateurs aux actionnaires

Aux actionnaires de la Banque de Montréal

Nous avons vérifié les bilans consolidés de la Banque de Montréal (la Banque) au 31 octobre 2009 et 2008 ainsi que les états consolidés des résultats, du résultat étendu, de la variation des capitaux propres et des flux de trésorerie de chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 31 octobre 2009. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Banque. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada et aux normes du Public Company Accounting Oversight Board (États-Unis). Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers.

Aux actionnaires et au Conseil d'administration de la Banque de Montréal

Nous avons vérifié le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Banque de Montréal (la Banque) au 31 octobre 2009, selon les critères établis dans le document intitulé *Internal Control – Integrated Framework* publié par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO). La direction de la Banque est tenue de maintenir un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière et elle assume la responsabilité de l'appréciation, présentée à la page 74 du Rapport de gestion, qu'elle fait de l'efficacité de ce contrôle interne. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Banque, en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes du Public Company Accounting Oversight Board (États-Unis). Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'information financière a fait l'objet d'un contrôle interne efficace à tous les égards importants. Notre vérification a compris l'obtention et la compréhension des données relatives au contrôle interne à l'égard de l'information financière, l'appréciation du risque de la présence d'une faiblesse importante dans le contrôle interne, ainsi que le contrôle par sondages et l'évaluation de la conception et de l'efficacité opérationnelle du contrôle interne fondés sur notre appréciation du risque. Notre vérification a également compris l'exécution de toutes les autres procédures que nous jugions nécessaires dans les circonstances. Nous croyons que notre vérification fournit un fondement raisonnable à notre opinion.

Le contrôle interne exercé par une entreprise à l'égard de son information financière est un processus conçu pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers, aux fins de la publication de l'information financière, ont été établis conformément aux principes comptables généralement reconnus. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière d'une entreprise comprend des normes et méthodes qui 1) concernent la tenue de dossiers suffisamment détaillés pour donner une

image précise et fidèle des opérations et des cessions d'actifs de l'entreprise, 2) fournissent une assurance raisonnable que les opérations sont comptabilisées comme il se doit pour permettre l'établissement des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus et que les encaissements et décaissements de l'entreprise ne sont faits qu'avec l'autorisation de la direction et des administrateurs de l'entreprise, 3) fournissent une assurance raisonnable que toute acquisition, utilisation ou cession non autorisée des actifs de l'entreprise qui pourrait avoir une incidence importante sur les états financiers est interdite ou détectée à temps.

En raison de ses limites intrinsèques, il est possible que le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne permette pas de prévenir ou de détecter les inexactitudes. De plus, les projections d'une appréciation d'efficacité sur les périodes futures comportent le risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements dans les conditions, ou que le degré de conformité aux normes et méthodes se détériore.

KPMG s.r.l. / SENCRL.

Comptables agréés, experts-comptables autorisés

Toronto, Canada

Le 24 novembre 2009

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Banque au 31 octobre 2009 et 2008 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 31 octobre 2009, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

En raison de ses limites intrinsèques, il est possible que le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne permette pas de prévenir ou de détecter les inexactitudes. De plus, les projections d'une appréciation d'efficacité sur les périodes futures comportent le risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements dans les conditions, ou que le degré de conformité aux normes et méthodes se détériore.

À notre avis, la Banque maintient, à tous les égards importants, un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière au 31 octobre 2009, selon les critères établis dans le document intitulé *Internal Control – Integrated Framework* publié par le COSO.

Nos vérifications des états financiers consolidés de la Banque pour chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 31 octobre 2009 ont également été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada et aux normes du Public Company Accounting Oversight Board (États-Unis). Dans notre rapport daté du 24 novembre 2009, nous avons exprimé une opinion sans réserve sur ces états financiers consolidés.

KPMG s.r.l. / SENCRL.

Comptables agréés, experts-comptables autorisés

Toronto, Canada

Le 24 novembre 2009

Bilan consolidé

Au 31 octobre (en millions de dollars canadiens)	2009	2008
Actif		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 2)	9 955 \$	9 134 \$
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques (note 2)	3 340	11 971
Valeurs mobilières (note 3)		
Titres de négociation	59 071	66 032
Titres disponibles à la vente	50 303	32 115
Titres divers	1 439	1 991
	110 813	100 138
Titres pris en pension ou empruntés (note 4)	36 006	28 033
Prêts (notes 4 et 8)		
Prêts hypothécaires à l'habitation	45 524	49 343
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	45 824	43 737
Prêts sur cartes de crédit	2 574	2 120
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	68 169	84 151
	162 091	179 351
Engagements de clients aux termes d'acceptations	7 640	9 358
Provision pour pertes sur créances	(1 902)	(1 747)
	167 829	186 962
Autres actifs		
Instruments dérivés (note 10)	47 898	65 586
Bureaux et matériel (note 11)	1 634	1 721
Écarts d'acquisition (note 13)	1 569	1 635
Actifs incorporels (note 13)	660	710
Actifs divers (note 14)	8 754	10 160
	60 515	79 812
Total de l'actif	388 458 \$	416 050 \$
Passif et capitaux propres		
Dépôts (note 15)		
Banques	22 973 \$	30 346 \$
Entreprises et administrations publiques	113 738	136 111
Particuliers	99 445	91 213
	236 156	257 670
Autres passifs		
Instruments dérivés (note 10)	44 765	60 048
Acceptations (note 16)	7 640	9 358
Titres vendus à découvert (note 16)	12 064	18 792
Titres mis en pension ou prêtés (note 16)	46 312	32 492
Passifs divers (note 16)	15 938	14 071
	126 719	134 761
Dettes subordonnées (note 18)	4 236	4 315
Titres d'une fiducie de capital (note 19)	1 150	1 150
Actions privilégiées (note 21)	–	250
Capitaux propres		
Capital-actions (note 21)	8 769	6 454
Surplus d'apport	79	69
Bénéfices non répartis	11 748	11 632
Cumul des autres éléments de la perte étendue	(399)	(251)
	20 197	17 904
Total du passif et des capitaux propres	388 458 \$	416 050 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude.

Le président et chef de la direction,



William A. Downe

Le président du Comité de vérification,



Philip S. Orsino

État consolidé des résultats

Pour l'exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	2009	2008	2007
Revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions			
Prêts	7 960 \$	10 614 \$	11 556 \$
Valeurs mobilières (note 3)	2 427	3 191	3 140
Dépôts à d'autres banques	186	930	1 128
	10 573	14 735	15 824
Frais d'intérêts			
Dépôts	4 041	7 341	7 905
Dettes subordonnées	135	222	180
Titres d'une fiducie de capital et actions privilégiées (notes 19 et 21)	80	91	99
Autres passifs	747	2 009	2 811
	5 003	9 663	10 995
Revenu net d'intérêts	5 570	5 072	4 829
Dotations à la provision pour pertes sur créances (note 4)	1 603	1 330	353
Revenu net d'intérêts, déduction faite de la dotation à la provision pour pertes sur créances	3 967	3 742	4 476
Revenu autre que d'intérêts			
Commissions et droits sur titres	973	1 105	1 145
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	820	756	728
Revenus (pertes) de négociation	723	546	(487)
Commissions sur prêts	556	429	406
Frais de services de cartes	121	291	107
Gestion de placements et garde de titres	344	339	322
Revenus tirés de fonds d'investissement	467	589	576
Revenus de titrisation (note 8)	929	513	296
Commissions de prise ferme et de consultation	397	353	528
Gains (pertes) sur titres, autres que de négociation (note 3)	(354)	(315)	247
Revenus de change, autres que de négociation	53	80	132
Revenus d'assurance	295	237	246
Autres	170	210	274
	5 494	5 133	4 520
Revenu net d'intérêts et revenu autre que d'intérêts	9 461	8 875	8 996
Frais autres que d'intérêts			
Rémunération du personnel (notes 23 et 24)	4 385	3 976	3 825
Bureaux et matériel (note 11)	1 281	1 241	1 161
Amortissement des actifs incorporels (note 13)	203	183	188
Déplacements et expansion des affaires	309	328	287
Communications	221	202	149
Taxes d'affaires et impôts sur le capital	44	42	47
Honoraires	362	384	301
Autres	586	546	484
	7 391	6 902	6 442
Charge de restructuration (reprise) (note 17)	(10)	(8)	159
Revenu avant provision pour (recouvrement d') impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	2 080	1 981	2 395
Provision pour (recouvrement d') impôts sur les bénéfices (note 25)	217	(71)	189
	1 863	2 052	2 206
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales (notes 16 et 19)	76	74	75
Revenu net	1 787 \$	1 978 \$	2 131 \$
Dividendes sur actions privilégiées (note 21)	120 \$	73 \$	43 \$
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 667 \$	1 905 \$	2 088 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	540 294	502 062	499 950
Nombre moyen d'actions ordinaires compte tenu des titres dilutifs (en milliers)	542 313	506 697	508 614
Résultat par action (en dollars canadiens) (note 26)			
De base	3,09 \$	3,79 \$	4,18 \$
Dilué	3,08	3,76	4,11
Dividendes déclarés par action ordinaire	2,80	2,80	2,71

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.

Certains chiffres des exercices précédents ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude.

État consolidé du résultat étendu

Pour l'exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars canadiens)	2009	2008	2007
Revenu net	1 787 \$	1 978 \$	2 131 \$
Autres éléments du résultat étendu			
Variation nette des gains (pertes) non réalisés sur les titres disponibles à la vente	554	(109)	32
Variation nette des gains (pertes) non réalisés sur les couvertures de flux de trésorerie	(244)	424	(115)
Gain net (perte nette) provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger	(458)	967	(613)
Total du résultat étendu	1 639 \$	3 260 \$	1 435 \$

État consolidé de la variation des capitaux propres

Pour l'exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2009	2008	2007
Actions privilégiées (note 21)			
Solde au début de l'exercice	1 746 \$	1 196 \$	596 \$
Actions émises au cours de l'exercice	825	550	600
Solde à la fin de l'exercice	2 571	1 746	1 196
	Nombre d'actions		
	2009	2008	2007
Actions ordinaires (note 21)			
Solde au début de l'exercice	506 044 982	498 562 702	500 726 079
Actions émises au cours de l'exercice	33 340 000	–	–
Actions émises en vertu du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires (note 21)	9 402 542	2 413 244	1 626 374
Actions émises en vertu du régime d'options sur actions (note 23)	2 917 490	1 778 586	3 774 644
Actions émises en échange d'actions d'une filiale (note 21)	10 890	7 260	57 205
Actions émises à l'acquisition d'une entreprise (note 12)	–	3 283 190	–
Actions rachetées aux fins d'annulation (note 21)	–	–	(7 621 600)
Solde à la fin de l'exercice	551 715 904	506 044 982	498 562 702
Actions autodétenues (note 21)	–	(1 469 949)	–
Surplus d'apport			
Solde au début de l'exercice	69	58	49
Frais liés aux options sur actions/options exercées (note 23)	8	11	9
Prime sur les actions autodétenues	2	–	–
Solde à la fin de l'exercice	79	69	58
Bénéfices non répartis			
Solde au début de l'exercice	11 632	11 166	10 974
Incidence cumulative de l'adoption des nouvelles règles comptables relatives aux instruments financiers (déduction faite d'un recouvrement d'impôts sur les bénéfices de 39 \$)	–	–	(71)
Revenu net	1 787	1 978	2 131
Dividendes – Actions privilégiées (note 21)	(120)	(73)	(43)
– Actions ordinaires (note 21)	(1 530)	(1 410)	(1 353)
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 21)	–	–	(458)
Frais d'émission d'actions	(32)	(10)	(14)
Actions autodétenues	11	(19)	–
Solde à la fin de l'exercice	11 748	11 632	11 166
Cumul des autres éléments du résultat étendu (de la perte étendue) attribuable aux titres disponibles à la vente			
Solde au début de l'exercice	(74)	35	–
Incidence de la réévaluation des titres disponibles à la vente à la valeur de marché le 1 ^{er} novembre 2006 (déduction faite d'une provision pour impôts sur les bénéfices de (1) \$)	–	–	3
Gains (pertes) non réalisés sur les titres disponibles à la vente survenus au cours de l'exercice (déduction faite (d'une provision pour impôts) d'un recouvrement d'impôts sur les bénéfices de (253) \$, 137 \$ et (6) \$)	491	(280)	15
Reclassement de pertes dans le revenu net au cours de l'exercice (déduction faite (d'une provision pour) impôts sur les bénéfices de (26) \$, (84) \$ et (12) \$)	63	171	17
Solde à la fin de l'exercice	480	(74)	35
Cumul des autres éléments du résultat étendu (de la perte étendue) attribuable aux couvertures de flux de trésorerie			
Solde au début de l'exercice	258	(166)	–
Incidence de l'adoption des nouvelles règles comptables relatives aux couvertures de flux de trésorerie le 1 ^{er} novembre 2006 (déduction faite d'un recouvrement d'impôts sur les bénéfices de 28 \$)	–	–	(51)
Gains (pertes) sur les couvertures de flux de trésorerie survenus au cours de l'exercice (déduction faite (d'une provision pour impôts) d'un recouvrement d'impôts sur les bénéfices de 64 \$, (173) \$ et 64 \$)	(153)	363	(128)
Reclassement de (gains) pertes sur les couvertures de flux de trésorerie dans le revenu net (déduction faite (d'une provision pour impôts) d'un recouvrement d'impôts sur les bénéfices de 44 \$, (31) \$ et (6) \$)	(91)	61	13
Solde à la fin de l'exercice	14	258	(166)
Cumul des autres éléments de la perte étendue attribuable à la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger			
Solde au début de l'exercice	(435)	(1 402)	(789)
Gain (perte) non réalisé provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger	(1 331)	2 726	(1 697)
Incidence de la couverture du gain (de la perte) non réalisé provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger (déduction faite (d'une provision pour impôts) d'un recouvrement d'impôts sur les bénéfices de (382) \$, 881 \$ et (575) \$)	873	(1 759)	1 084
Solde à la fin de l'exercice	(893)	(435)	(1 402)
Cumul total des autres éléments de la perte étendue	(399)	(251)	(1 533)
Total des capitaux propres	20 197 \$	17 904 \$	15 298 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.

État consolidé des flux de trésorerie

Pour l'exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars canadiens)	2009	2008	2007
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation			
Revenu net	1 787 \$	1 978 \$	2 131 \$
Rajustements en vue de déterminer les flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation			
Réduction de valeur pour dépréciation de titres, autres que de négociation	301	324	18
(Gain net) perte nette sur les titres, autres que de négociation	53	(9)	(265)
(Augmentation) diminution nette des titres de négociation	7 207	8 275	(23 028)
Dotations à la provision pour pertes sur créances	1 603	1 330	353
(Gain) à la vente de prêts titrisés (note 8)	(700)	(420)	(202)
Variation des instruments dérivés – (Augmentation) diminution des actifs dérivés	14 010	(29 370)	(4 991)
– Augmentation (diminution) des passifs dérivés	(9 510)	20 645	5 807
Amortissement des bureaux et du matériel (note 11)	269	252	248
Amortissement des actifs incorporels	203	183	188
(Augmentation) diminution nette des impôts futurs	186	(157)	(176)
(Augmentation) diminution nette des impôts exigibles	296	(314)	(800)
Variation des intérêts courus – (Augmentation) diminution des intérêts à recevoir	387	303	(123)
– Augmentation (diminution) des intérêts à payer	(492)	(351)	537
Variation nette des autres éléments et charges à payer	(2 796)	1 590	(1 248)
(Gain) à la vente de terrains et d'immeubles (note 11)	(10)	(13)	(6)
Montant net des flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	12 794	4 246	(21 557)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Augmentation (diminution) nette des dépôts	(11 149)	(1 412)	45 222
Augmentation (diminution) nette des titres vendus à découvert	(6 446)	(7 251)	10 328
Augmentation (diminution) nette des titres mis en pension ou prêtés	17 467	(3 731)	2 325
Augmentation (diminution) nette du passif des filiales	(113)	2 045	335
Remboursement de la dette subordonnée (note 18)	(140)	(150)	(483)
Produit de l'émission de la dette subordonnée (note 18)	–	900	1 200
Rachat d'actions privilégiées classées dans le passif (note 21)	(250)	–	(200)
Produit de l'émission d'actions privilégiées (note 21)	825	550	600
Produit de l'émission d'actions ordinaires	1 087	60	132
Frais d'émission d'actions	(32)	(10)	(14)
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 21)	–	–	(524)
Dividendes versés en espèces	(1 312)	(1 361)	(1 283)
Montant net des flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de financement	(63)	(10 360)	57 638
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
(Augmentation) diminution nette des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	8 656	10 077	(5 709)
Achat de titres, autres que de négociation	(41 041)	(21 303)	(41 032)
Échéances de titres, autres que de négociation	10 800	16 984	24 635
Produit de la vente de titres, autres que de négociation	18 917	8 268	11 824
(Augmentation) nette des prêts	(3 107)	(28 507)	(18 599)
Produit de la titrisation de prêts (note 8)	6 796	11 448	3 330
(Augmentation) diminution nette des titres pris en pension ou empruntés	(10 985)	14 665	(8 280)
Produit de la vente de terrains et d'immeubles (note 11)	17	19	45
Bureaux et matériel – achats nets	(204)	(285)	(250)
Logiciels achetés et développés – achats nets	(176)	(164)	(155)
Acquisitions (note 12)	(328)	(155)	(301)
Montant net des flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'investissement	(10 655)	11 047	(34 492)
Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(1 255)	551	(397)
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	821	5 484	1 192
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	9 134	3 650	2 458
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	9 955 \$	9 134 \$	3 650 \$
Composition			
Trésorerie et dépôts non productifs d'intérêts à la Banque du Canada et à d'autres banques	8 656 \$	6 936 \$	2 264 \$
Chèques et autres effets en transit, montant net	1 299	2 198	1 386
	9 955 \$	9 134 \$	3 650 \$
Autres renseignements sur les flux de trésorerie			
Intérêts versés au cours de l'exercice	5 507 \$	9 900 \$	10 543 \$
Impôts sur les bénéfices payés (recouvrés) au cours de l'exercice	(232)\$	456 \$	940 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.
Certains chiffres des exercices précédents ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Note 1 : Normes de présentation

Nous dressons nos états financiers consolidés en conformité avec les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, y compris les interprétations qu'en donne l'organisme qui régit nos activités, le Surintendant des institutions financières Canada (BSIF). Certaines informations relatives aux risques sont présentées dans le Rapport de gestion, aux pages 75 à 86 du présent Rapport annuel, tel qu'il est permis en vertu des PCGR. Ces informations sont présentées en caractères de couleur bleue (texte et tableaux), pour en faciliter le repérage, et elles font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Nous rapprochons nos résultats obtenus selon les PCGR du Canada de ceux qui seraient présentés selon les PCGR des États-Unis. Les écarts importants dans les montants consolidés du total de l'actif, du total du passif et du revenu net qui résulteraient de l'application des PCGR des États-Unis sont décrits à la note 31. En outre, nos états financiers consolidés sont conformes à certaines exigences en matière de présentation dictées par les PCGR des États-Unis.

Méthodes de consolidation

Nous exerçons nos activités au moyen de diverses structures de sociétés comprenant des filiales et des coentreprises. Les filiales sont les sociétés sur lesquelles nous exerçons un contrôle par la détention de la majorité des actions avec droit de vote. Les coentreprises sont celles sur lesquelles nous exerçons un contrôle conjoint en vertu d'une entente avec d'autres actionnaires. La totalité de l'actif, du passif, des revenus et des frais de nos filiales et notre quote-part de l'actif, du passif, des revenus et des frais de nos coentreprises sont incluses dans nos états financiers consolidés. Toutes les opérations et tous les soldes intersociétés importants sont éliminés.

Nous détenons des investissements dans des sociétés où nous exerçons une influence notable sur les décisions d'exploitation, d'investissement et de financement (il s'agit de sociétés dont nous possédons entre 20 % et 50 % des actions avec droit de vote). Ces investissements sont comptabilisés au coût et sont rajustés en fonction de notre quote-part du revenu net ou de la perte nette des sociétés en question, ainsi que des dividendes. Ils sont comptabilisés dans les titres divers inscrits à notre bilan consolidé, et notre quote-part du revenu net ou de la perte nette des sociétés en question est comptabilisée dans le revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions, au poste valeurs mobilières, de notre état consolidé des résultats.

Nous détenons des intérêts dans des entités à détenteurs de droits variables que nous consolidons lorsque nous sommes réputés principal bénéficiaire. Ces entités font l'objet d'une description détaillée à la note 9.

Conversion de devises

Nous exerçons nos activités dans une variété de devises et nos états financiers consolidés sont exprimés en dollars canadiens. Les actifs et les passifs libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date du bilan. Les revenus et les frais libellés en devises sont convertis au taux de change moyen de l'exercice.

Les gains et les pertes non réalisés résultant de la conversion en dollars canadiens des investissements nets dans des établissements à l'étranger, déduction faite des opérations de couverture connexes et des impôts sur les bénéfices applicables, sont inclus dans les capitaux propres et comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat étendu (de la perte étendue) attribuable à la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger. Lorsque nous vendons ou liquidons un investissement dans un établissement à l'étranger, les gains et les pertes de conversion découlant de cette transaction sont constatés dans les gains ou pertes sur cession, dans le revenu autre que d'intérêts au poste gains (pertes) sur titres, autres que de négociation, alors qu'ils étaient auparavant inclus dans les capitaux propres et comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat étendu (de la perte étendue) attribuable à la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger. Tous les autres gains et pertes de conversion de devises sont inclus dans les revenus de change, autres que de négociation, inscrits à notre état consolidé des résultats, lorsqu'ils se produisent.

À l'occasion, nous concluons des contrats de couverture de change afin de réduire notre risque lié aux variations de la valeur des devises. Les gains et pertes réalisés et non réalisés d'évaluation à la valeur de marché des contrats de couverture de change sont inclus dans les revenus de change, autres que de négociation, inscrits à notre état consolidé des résultats.

Conventions comptables particulières

Pour faciliter la compréhension de nos états financiers consolidés, nous avons fait état de nos principales conventions comptables tout au long des notes qui suivent ainsi que des renseignements financiers connexes, le tout étant présenté par rubrique :

Note	Sujet	Page	Note	Sujet	Page
1	Normes de présentation	114	18	Dette subordonnée	141
2	Encaisse	115	19	Titres d'une fiducie de capital	142
3	Valeurs mobilières	115	20	Risque de taux d'intérêt	142
4	Prêts, engagements de clients aux termes d'acceptations et provision pour pertes sur créances	119	21	Capital-actions	144
5	Autres instruments de crédit	121	22	Gestion du capital	146
6	Gestion des risques	121	23	Rémunération du personnel – Rémunération à base d'actions	146
7	Garanties	124	24	Rémunération du personnel – Régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs	148
8	Titrisation d'actifs	125	25	Impôts sur les bénéfices	152
9	Entités à détenteurs de droits variables	127	26	Résultat par action	153
10	Instruments dérivés	129	27	Segmentation opérationnelle et géographique	154
11	Bureaux et matériel	136	28	Opérations entre apparentés	156
12	Acquisitions	136	29	Passif éventuel	156
13	Écarts d'acquisition et actifs incorporels	137	30	Juste valeur des instruments financiers	157
14	Actifs divers	138	31	Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis	160
15	Dépôts	139			
16	Passifs divers	140			
17	Charge de restructuration	141			

Modifications des conventions comptables

Les modifications apportées aux conventions comptables par suite des changements publiés par les organismes canadiens de normalisation au cours de l'exercice à l'étude sont présentées aux notes 3 et 4 (instruments financiers) ainsi qu'à la note 13 (écarts d'acquisition et actifs incorporels). Les nouvelles informations à fournir par suite des changements des organismes canadiens de normalisation au cours de l'exercice à l'étude sont présentées aux notes 30 (instruments financiers) et 6 (gestion des risques).

Les modifications apportées aux conventions comptables par suite des changements publiés par les organismes canadiens de normalisation en 2008 sont présentées à la note 3 (valeurs mobilières). Les nouvelles informations à fournir par suite des changements des organismes canadiens de normalisation en 2008 sont présentées aux notes 3, 4, 15 et 29 (instruments financiers), à la note 6 (gestion des risques) ainsi qu'à la note 22 (gestion du capital).

Modifications futures des conventions comptables

Transition aux normes internationales d'information financière

Les sociétés ouvertes canadiennes seront tenues de dresser leurs états financiers des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011 conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), publiées par l'International Accounting Standards Board. Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2011, nous adopterons les IFRS comme base de préparation pour nos états financiers consolidés. Les résultats financiers du trimestre se terminant le 31 janvier 2012 que nous présenterons se fonderont sur les IFRS. Nous fournirons également des données comparatives fondées sur les IFRS, notamment un bilan d'ouverture au 1^{er} novembre 2010.

Avant la date de transition, nous commencerons à présenter de l'information requise aux termes des IFRS, s'il y a lieu. La note 12, Acquisitions, et la note 23, Rémunération du personnel – Rémunération à base d'actions, contiennent de l'information supplémentaire requise aux termes des IFRS.

Notre projet visant à préparer la transition aux IFRS, amorcé en 2008, est bien avancé et progresse selon les attentes. Toutefois, puisque nous prévoyons que des modifications seront apportées aux IFRS, il nous est actuellement impossible de déterminer l'incidence qu'aura l'adoption des IFRS sur nos résultats financiers futurs.

Événements postérieurs à la date du bilan

Nous avons évalué les événements postérieurs à la date du bilan jusqu'au lundi 14 décembre 2009, date de publication de nos états financiers consolidés.

Utilisation d'estimations

Pour dresser nos états financiers consolidés, nous devons faire des estimations et poser des hypothèses, concernant principalement la juste valeur, lesquelles ont un effet sur les montants déclarés des actifs, des passifs et du revenu net, ainsi que sur divers renseignements connexes. Les actifs et passifs les plus importants faisant l'objet d'estimations comprennent

les moins-values durables (note 3), l'évaluation des titres à la juste valeur (note 3), la provision pour pertes sur créances (note 4), la comptabilisation des opérations de titrisation (note 8), la consolidation des entités à détenteurs de droits variables (note 9), l'évaluation des instruments dérivés à la juste valeur (note 10), les écarts d'acquisition (note 13), les passifs liés à l'assurance (note 16), les régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs (note 24), les impôts sur les bénéfices (note 25) et le passif éventuel (note 29). Si les résultats réels diffèrent de ces estimations, l'incidence sera constatée dans les périodes subséquentes.

Note 2 : Encaisse

(en millions de dollars canadiens)	2009	2008
Espèces et dépôts non productifs d'intérêts à la Banque du Canada et à d'autres banques	8 656 \$	6 936 \$
Chèques et autres effets en transit, montant net	1 299	2 198
Total de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	9 955 \$	9 134 \$

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les soldes des espèces et dépôts non productifs d'intérêts à la Banque du Canada et à d'autres banques ainsi que les soldes des chèques et autres effets en transit.

Chèques et autres effets en transit, montant net

Les chèques et les autres effets en transit, qui représentent le montant net des chèques en cours de compensation et les autres effets en transit entre nous et d'autres banques, sont inscrits au coût.

Restrictions visant l'encaisse

Certains de nos établissements à l'étranger sont tenus de maintenir des réserves ou des soldes minimaux à la banque centrale du pays où ils font affaire, ces montants s'élevant à 326 millions de dollars au 31 octobre 2009 (480 millions en 2008).

Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques

Les dépôts à d'autres banques, qui comprennent les acceptations qui ont été émises par d'autres banques et que nous avons achetées, sont inscrits au coût après amortissement. Le revenu d'intérêts provenant de ceux-ci est constaté selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Note 3 : Valeurs mobilières

Modifications d'une convention comptable

Le 20 août 2009, l'Institut Canadien des Comptables Agréés (l'ICCA) a publié de nouvelles règles comptables concernant le classement et l'évaluation des actifs financiers. Aux termes de la nouvelle norme, la catégorie des prêts et créances a été redéfinie de sorte à inclure tous les actifs financiers non dérivés à paiements fixes ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Cette norme permet également de reclasser dans cette catégorie les titres disponibles à la vente pour lesquels il n'existe pas de marché actif. Le calcul de la perte de valeur des titres de créance reclassés sera conforme à celui de notre portefeuille de prêts, c'est-à-dire qu'il se fondera sur notre évaluation de la recouvrabilité du capital et des intérêts.

Cette modification n'a aucune incidence sur nos résultats d'exploitation ou notre situation financière puisque nous n'étions pas tenus de reclasser les titres disponibles à la vente dans la catégorie des prêts et créances et avons choisi de ne pas le faire.

En octobre 2008, l'ICCA a apporté des modifications aux chapitres suivants de son *Manuel* : 3855, « Instruments financiers – comptabilisation et évaluation »; 3861, « Instruments financiers – informations à fournir et présentation »; 3862, « Instruments financiers – informations à fournir ». Ces modifications autorisent, en de rares circonstances, certains reclassements des actifs financiers non dérivés en permettant de les transférer de la catégorie des titres de négociation à la catégorie des titres disponibles à la vente ou à la catégorie des titres détenus jusqu'à leur échéance. Ces modifications permettent également le reclassement de certains prêts disponibles à la vente dans les prêts et créances.

Nous avons choisi de transférer de la catégorie des titres de négociation à la catégorie des titres disponibles à la vente les titres pour lesquels nous avons changé notre intention de nous en défaire ou de les négocier à court terme, selon la conjoncture prévalant alors, et avons plutôt décidé de les conserver dans un avenir prévisible. Conformément aux modifications, nous avons constaté ces transferts à la juste valeur des titres le 1^{er} août 2008.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des titres transférés.

Pour l'exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars canadiens)	2009	2008
Juste valeur des titres au début de l'exercice (1 ^{er} août 2008 pour 2008)	1 955 \$	2 078 \$
(Ventes) achats nets	(613)	(52)
Variation de la juste valeur comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu	232	(183)
Moins-value durable comptabilisée dans le revenu	(99)	(29)
Incidence du taux de change	(97)	141
Juste valeur des titres à la fin de l'exercice	1 378 \$	1 955 \$

À la date du reclassement, les taux d'intérêt effectifs sur les actifs de négociation reclassés étaient dans une fourchette de 2 % à 17 %, les flux de trésorerie recouvrables prévus s'élevant à 2,2 milliards de dollars. Les fourchettes des taux d'intérêt effectifs ont été déterminées d'après les taux moyens pondérés des portefeuilles transférés.

Les variations de la juste valeur comptabilisées dans les autres éléments du résultat étendu auraient donné lieu à un gain de 232 millions de dollars constaté en résultat pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009 (perte de 183 millions en 2008) si les titres n'avaient pas été transférés de la catégorie des titres de négociation à celle des titres disponibles à la vente. Le revenu d'intérêts et de dividendes, d'un montant de 57 millions, lié aux titres ainsi transférés a été inscrit dans le revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions, au poste valeurs mobilières de notre état consolidé des résultats pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009 (23 millions en 2008).

Valeurs mobilières

Les valeurs mobilières sont divisées en trois catégories, chacune répondant à un objectif distinct et étant soumise à un traitement comptable différent. Les trois catégories de valeurs mobilières que nous détenons sont les suivantes :

Les titres de négociation sont achetés aux fins de revente à court terme. Ces titres sont inscrits à leur valeur de marché et les rajustements à la valeur de marché, les coûts de transaction ainsi que tout gain et perte à leur vente sont portés aux revenus (pertes) de négociation dans notre état consolidé des résultats.

Option de la juste valeur

Les titres désignés comme titres de négociation en vertu de l'option de la juste valeur sont des instruments financiers qui pourraient être comptabilisés à leur juste valeur et dont les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans le revenu, pourvu que certains critères soient respectés. Les instruments financiers doivent être désignés au moment de leur acquisition et cette désignation est irrévocable. Autrement, ces titres seraient comptabilisés comme des titres disponibles à la vente, les gains et pertes non réalisés étant comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu.

Les titres détenus par nos filiales du secteur de l'assurance qui soutiennent nos passifs d'assurance sont désignés comme titres de négociation en vertu de l'option de la juste valeur. Comme le calcul actuariel des passifs d'assurance est fondé sur la juste valeur des investissements qui les soutiennent, le choix de l'option de la juste valeur pour ces investissements permet de mieux harmoniser le résultat comptable avec la façon dont le portefeuille est géré. La juste valeur de ces titres était de 3 167 millions de dollars au 31 octobre 2009 (28 millions en 2008). L'incidence de leur comptabilisation comme titres de négociation a été une augmentation du revenu autre que d'intérêts, au poste revenus d'assurance, de 415 millions pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009 (augmentation de moins de 1 million en 2008).

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2008, nous avons désigné les obligations achetées pour soutenir notre programme d'obligations municipales encaissables par anticipation comme titres de négociation en vertu de l'option de la juste valeur. Dans le cadre de la gestion de ce programme, nous concluons des contrats sur instruments dérivés pour nous protéger contre les variations de la juste valeur de ces obligations, causées par les fluctuations des taux d'intérêt. Le choix de l'option de la juste valeur pour ces obligations permet de mieux harmoniser le résultat comptable avec la façon dont le programme est géré. L'incidence de leur comptabilisation comme titres de négociation a été une diminution du revenu autre que d'intérêts, au poste revenus (pertes) de négociation, de moins de 1 million de dollars pour l'exercice terminé le 31 octobre 2008. Les obligations ont été vendues en septembre 2008.

Les titres disponibles à la vente comprennent des titres de créance et des titres de participation qui peuvent être vendus à la suite ou en prévision de variations des taux d'intérêt et du risque de remboursement anticipé qui en résulte, de variations du risque de change, de variations dans les sources ou les modalités de financement, ou pour combler des besoins de liquidités.

Les titres disponibles à la vente sont évalués à leur juste valeur, les gains et pertes non réalisés étant comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat étendu (de la perte étendue) attribuable aux titres disponibles à la vente, dans notre état consolidé de la variation des capitaux propres jusqu'à ce que ces titres soient vendus. Si une perte non réalisée est considérée comme durable, elle est comptabilisée dans le revenu. Les gains et pertes sur cession sont inscrits à notre état consolidé des résultats au poste gains (pertes) sur titres, autres que de négociation. Le revenu d'intérêts et les dividendes reçus sur les titres disponibles à la vente sont comptabilisés dans notre état consolidé des résultats, dans le revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions, au poste valeurs mobilières. Nous n'avons classé aucun de nos titres comme étant détenu jusqu'à son échéance. Les titres disponibles à la vente dont la vente est soumise à des restrictions sont comptabilisés au coût après amortissement.

Les investissements faits par nos filiales du secteur de l'assurance sont classés en tant que titres disponibles à la vente ou titres divers, sauf s'il s'agit d'investissements qui soutiennent nos passifs au titre des prestations aux termes de nos contrats d'assurance, lesquels sont désignés comme étant des titres de négociation conformément à l'option de la juste valeur, tel qu'il est décrit ci-dessus. Les primes, le revenu d'intérêts et celui tiré d'autres commissions sur les titres disponibles à la vente sont pris en compte dans le revenu autre que d'intérêts au poste revenus d'assurance de notre état consolidé des résultats au moment où ils sont gagnés.

Les investissements des banques d'affaires sont des titres détenus par nos filiales qui ont des activités de banques d'affaires. Ces filiales comptabilisent leurs investissements à leur juste valeur, les changements de la juste valeur étant comptabilisés, à mesure qu'ils se produisent, dans les gains (pertes) sur titres, autres que de négociation, dans notre état consolidé des résultats. Les investissements des banques d'affaires sont classés dans les titres divers inscrits à notre bilan consolidé.

Les coûts de transaction afférents aux titres autres que de négociation sont passés en charges.

Tests de dépréciation

Nous soumettons à des tests, à la fin de chaque trimestre, les titres disponibles à la vente et les investissements dans des sociétés sur lesquelles nous exerçons une influence notable, sans en avoir le contrôle, afin de repérer et d'évaluer les placements qui montrent des signes d'une possible dépréciation. Un placement est considéré comme s'étant déprécié si ses pertes non réalisées représentent une moins-value qui est considérée comme durable.

Pour déterminer si une moins-value est temporaire, nous tenons compte de plusieurs facteurs, notamment l'importance de la perte non réalisée, le laps de temps pendant lequel le titre s'est trouvé en situation de perte non réalisée, la situation financière de l'émetteur et les perspectives à court terme le concernant, ainsi que notre intention ou notre obligation de vendre le placement avant toute remontée prévue de sa valeur de marché. Si la moins-value est considérée comme durable, une réduction de valeur est comptabilisée dans les gains (pertes) sur titres, autres que de négociation, dans notre état consolidé des résultats.

Au 31 octobre 2009, les pertes non réalisées et liées à nos 250 titres disponibles à la vente (197 en 2008) s'élevaient à 199 millions de dollars (pertes non réalisées de 352 millions en 2008). De ces titres disponibles à la vente, 93 étaient en situation de perte non réalisée depuis plus de un an (12 en 2008), ce qui représentait une situation de perte non réalisée de 74 millions de dollars (situation de perte non réalisée de 7 millions en 2008). Ces pertes non réalisées résultaient de fluctuations des taux d'intérêt et non d'une dégradation de la solvabilité des émetteurs. Nous nous attendons à recouvrer entièrement les paiements de capital et d'intérêts de certains titres de créance en raison du soutien accordé par les administrations publiques ou du surdimensionnement de l'actif qui a été obtenu. Les cours des actions et la valeur de nombreux titres de participation que nous détenons ont également augmenté en regard de ce qu'ils étaient auparavant. Compte tenu de ces facteurs et du fait que nous n'entendons pas vendre ces titres avant la remontée prévue de leur valeur, nous avons établi que les pertes non réalisées les concernant étaient temporaires.

Dans aucun cas, la valeur comptable des titres d'un émetteur autre qu'une administration publique que nous détenons n'excédait, au 31 octobre 2009 ou 2008, 10 % de nos capitaux propres.

Les titres divers comprennent des investissements dans des sociétés sur lesquelles nous exerçons une influence notable, sans en avoir le contrôle, investissements se chiffrant à 589 millions de dollars et à 995 millions au 31 octobre 2009 et 2008, respectivement.

Évaluation de la juste valeur

Pour les titres négociés, nous considérons la valeur à la cote comme étant la juste valeur. La valeur à la cote est fondée sur les cours acheteurs, lorsqu'ils sont disponibles. Dans le cas des titres dont le cours n'est pas disponible, nous utilisons des méthodes d'estimation pour déterminer la juste valeur. Ces méthodes d'estimation comprennent l'actualisation des flux de trésorerie, l'application de modèles internes qui utilisent les données observables sur le marché, ou des comparaisons avec d'autres titres qui sont essentiellement semblables. Dans certaines circonstances particulières, nous utilisons des modèles internes comportant des données qui ne sont pas fondées sur des données du marché observables. La note 30 contient davantage de renseignements sur l'évaluation de la juste valeur.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Terme à court					2009	2008
	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 ans à 5 ans	De 5 ans à 10 ans	Plus de 10 ans	Total	Total
Titres de négociation							
Titres émis ou garantis par :							
l'administration fédérale canadienne	6 077 \$	3 168 \$	3 938 \$	1 888 \$	1 546 \$	16 617 \$	15 227 \$
les provinces et municipalités canadiennes	524	206	360	715	1 090	2 895	4 381
l'administration fédérale américaine	1 218	1 242	96	130	335	3 021	9 537
les municipalités, agences et États américains	2	14	6	132	602	756	125
les autres administrations publiques	22	1 036	654	–	–	1 712	184
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires							
Obligations d'entreprises	1 836	1 654	2 671	1 623	3 275	11 059	17 510
Actions d'entreprises	–	–	–	–	21 985	21 985	19 065
Total des titres de négociation	9 680	7 327	7 780	4 639	29 645	59 071	66 032
Titres disponibles à la vente							
Titres émis ou garantis par :							
l'administration fédérale canadienne							
Coût après amortissement	3 396	5 136	7 780	951	–	17 263	3 188
Juste valeur	3 398	5 249	7 778	934	–	17 359	3 220
Rendement (%)	0,65	2,66	2,73	3,62	–	2,35	3,75
les provinces et municipalités canadiennes							
Coût après amortissement	45	793	623	130	47	1 638	291
Juste valeur	45	819	642	136	46	1 688	290
Rendement (%)	0,83	2,71	1,40	1,47	4,64	2,12	3,62
l'administration fédérale américaine							
Coût après amortissement	1 129	–	–	–	7	1 136	2 256
Juste valeur	1 104	–	–	–	7	1 111	2 269
Rendement (%)	0,17	–	–	–	4,90	0,20	0,75
les municipalités, agences et États américains							
Coût après amortissement	2 562	2 339	115	526	451	5 993	8 075
Juste valeur	2 575	2 364	119	550	480	6 088	8 094
Rendement (%)	1,98	1,78	3,73	5,59	4,97	2,48	4,06
les autres administrations publiques							
Coût après amortissement	4 518	2 483	1 179	2	–	8 182	109
Juste valeur	4 520	2 517	1 190	2	–	8 229	110
Rendement (%)	0,43	0,66	0,60	4,80	–	0,53	4,41
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires – Canada 1)							
Coût après amortissement	818	–	8 468	24	21	9 331	10 956
Juste valeur	846	–	8 687	24	21	9 578	11 043
Rendement (%)	2,04	–	4,93	5,03	5,98	4,68	4,15
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires – États-Unis							
Coût après amortissement	9	24	28	232	496	789	872
Juste valeur	9	24	29	242	513	817	874
Rendement (%)	4,31	3,93	3,72	4,61	4,56	4,52	4,82
Obligations d'entreprises							
Coût après amortissement	969	2 625	473	50	297	4 414	5 575
Juste valeur	1 006	2 702	490	50	289	4 537	5 320
Rendement (%)	2,53	1,79	1,79	5,79	5,01	2,21	3,42
Actions d'entreprises 2)							
Coût après amortissement	91	144	105	64	498	902	914
Juste valeur	92	140	109	67	488	896	895
Rendement (%)	5,90	4,41	3,34	2,00	1,14	2,46	2,99
Total du coût ou du coût après amortissement	13 537	13 544	18 771	1 979	1 817	49 648	32 236
Total de la juste valeur	13 595	13 815	19 044	2 005	1 844	50 303	32 115
Rendement (%)	1,05	1,99	3,54	4,14	3,82	2,47	3,70
Titres divers							
Valeur comptable	73	74	70	500	722	1 439	1 991
Juste valeur	73	74	70	500	722	1 439	1 991
Total du coût ou du coût après amortissement des valeurs mobilières	23 290 \$	20 945 \$	26 621 \$	7 118 \$	32 184 \$	110 158 \$	100 259 \$
Total de la juste valeur des valeurs mobilières	23 348 \$	21 216 \$	26 894 \$	7 144 \$	32 211 \$	110 813 \$	100 138 \$
Total par devise (équivalent en dollars canadiens)							
Dollar canadien	12 943 \$	12 409 \$	24 348 \$	5 237 \$	19 312 \$	74 249 \$	58 639 \$
Dollar américain	5 546	7 638	2 425	1 670	12 736	30 015	39 015
Autres devises	4 859	1 169	121	237	163	6 549	2 484
Total des valeurs mobilières	23 348 \$	21 216 \$	26 894 \$	7 144 \$	32 211 \$	110 813 \$	100 138 \$

1) Ces montants sont étayés par des prêts hypothécaires garantis.

2) Le terme à court des actions privilégiées est établi d'après les dates de révision des taux des dividendes. Le terme à court des autres titres de participation est présumé être de plus de dix ans, à moins d'indication contraire.

Les taux de rendement indiqués dans le tableau ci-dessus sont calculés en fonction du coût ou du coût après amortissement des titres et des taux d'intérêt contractuels ou de dividende stipulé de chaque titre, que nous rajustons pour tenir compte de l'amortissement des primes et des escomptes.

Il n'est pas tenu compte des effets fiscaux. Le classement ci-dessus des titres selon le terme à court est établi d'après l'échéance contractuelle des titres. Le terme à court des titres adossés à des créances hypothécaires et des titres garantis par des créances hypothécaires est établi d'après la moyenne des échéances prévues. Les échéances réelles peuvent différer car les émetteurs peuvent avoir le droit de rembourser leurs obligations avant l'échéance. Les titres qui ne comportent pas d'échéance sont classés dans la catégorie des titres dont l'échéance est supérieure à dix ans.

Gains et pertes non réalisés

(en millions de dollars canadiens)

	Titres disponibles à la vente et titres divers			2009	Titres disponibles à la vente et titres divers			2008
	Coût après amortissement	Gains bruts non réalisés	Pertes brutes non réalisées		Juste valeur	Coût après amortissement	Gains bruts non réalisés	
Titres émis ou garantis par :								
l'administration fédérale canadienne	17 302 \$	167 \$	71 \$	17 398 \$	3 233 \$	31 \$	– \$	3 264 \$
les provinces et municipalités canadiennes	1 638	50	–	1 688	291	–	1	290
l'administration fédérale américaine	1 136	1	26	1 111	2 256	13	–	2 269
les municipalités, agences et États américains	5 993	98	3	6 088	8 075	37	18	8 094
les autres administrations publiques	8 182	53	6	8 229	109	1	–	110
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires – Canada 1)	9 331	247	–	9 578	10 956	87	–	11 043
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires – États-Unis	789	28	–	817	872	7	4	875
Obligations d'entreprises 2)	4 705	184	61	4 828	5 896	41	296	5 641
Actions d'entreprises 2)	2 011	26	32	2 005	2 539	14	33	2 520
Total	51 087 \$	854 \$	199 \$	51 742 \$	34 227 \$	231 \$	352 \$	34 106 \$

1) Ces montants sont étayés par des prêts hypothécaires garantis.

2) En 2009, les gains (pertes) non réalisés ont compris des gains de 60 millions de dollars inclus dans les obligations d'entreprises (pertes de 169 millions en 2008) et des pertes de 13 millions de dollars (pertes de 14 millions en 2008) dans les actions d'entreprises liées aux titres transférés des titres de négociation en date du 1^{er} août 2008.**Pertes non réalisées**

(en millions de dollars canadiens)

	Titres disponibles à la vente en situation de perte non réalisée durant				2009	Titres disponibles à la vente en situation de pertes non réalisées durant				2008
	Moins de 12 mois		12 mois ou plus			Total		Total		
	Pertes brutes non réalisées	Pertes brutes non réalisées	Pertes brutes non réalisées	Juste valeur		Pertes brutes non réalisées	Pertes brutes non réalisées	Pertes brutes non réalisées	Juste valeur	
Titres émis ou garantis par :										
l'administration fédérale canadienne	65 \$	6 \$	71 \$	3 418 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
les provinces et municipalités canadiennes	–	–	–	30	1	–	1	–	–	–
l'administration fédérale américaine	12	14	26	17	–	–	–	–	718	–
les municipalités, agences et États américains	1	2	3	1 371	18	–	18	–	4 963	–
les autres administrations publiques	5	1	6	1 896	–	–	–	–	28	–
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires – Canada 1)	–	–	–	10	–	–	–	–	–	–
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires – États-Unis 1)	–	–	–	–	3	1	4	–	391	–
Obligations d'entreprises	27	34	61	1 769	290	6	296	–	2 299	–
Actions d'entreprises	15	17	32	83	33	–	33	–	109	–
Total	125 \$	74 \$	199 \$	8 594 \$	345 \$	7 \$	352 \$	– \$	8 508 \$	– \$

1) Ces montants sont étayés par des prêts hypothécaires garantis.

Le revenu provenant des valeurs mobilières a été constaté comme suit dans nos états financiers consolidés :

(en millions de dollars canadiens)

	2009	2008	2007
Constatation dans l'état consolidé des résultats :			
Revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions 1)			
Titres de négociation 2)	1 424 \$	1 459 \$	1 631 \$
Titres disponibles à la vente	933	1 667	1 426
Titres divers	70	65	83
	2 427 \$	3 191 \$	3 140 \$
Revenu autre que d'intérêts			
Titres disponibles à la vente			
Gains bruts réalisés	148 \$	99 \$	149 \$
Pertes brutes réalisées	(69)	(106)	(16)
Gains (pertes) nets réalisés et non réalisés sur les titres divers	(132)	16	132
Réductions de valeur pour dépréciation	(301)	(324)	(18)
Gains (pertes) sur titres, autres que de négociation	(354)\$	(315)\$	247 \$
Gains (pertes) nets réalisés et non réalisés sur les titres de négociation 2)	609 \$	(718)\$	(38)\$
Revenu total provenant des valeurs mobilières	2 682 \$	2 158 \$	3 349 \$

1) Le revenu suivant, qui est lié à nos activités d'assurance, a été pris en compte dans le revenu autre que d'intérêts, au poste revenus d'assurance de notre état consolidé des résultats : Un revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions de 109 millions de dollars en 2009, de 15 millions en 2008 et de 13 millions en 2007. Des gains (pertes) sur titres, autres que de négociation de 9 millions de dollars en 2009, de néant en 2008 et de 1 million en 2007.

Des gains (pertes) nets réalisés et non réalisés sur les titres de négociation de 418 millions de dollars en 2009 et de néant en 2008 et en 2007.
2) Une tranche de 18 millions de dollars des pertes nettes non réalisées a trait à des titres de négociation qui étaient toujours détenus au 31 octobre 2009 (néant en 2008). Certains chiffres des exercices précédents ont été réclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude.

Note 4 : Prêts, engagements de clients aux termes d'acceptations et provision pour pertes sur créances

Modification d'une convention comptable

En août 2009, l'ICCA a publié des modifications au chapitre 3855 de son *Manuel*, « Instruments financiers – comptabilisation et évaluation », concernant le classement et l'évaluation des actifs financiers. Voir la note 3 pour des détails au sujet de l'incidence de l'adoption de ces modifications.

Depuis le 1^{er} novembre 2006, nous amortissons les frais reportés de montage de prêts en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Nous comptabilisons cet amortissement comme une réduction du revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions, au poste prêts, sur la durée de vie des prêts établis. En vertu de la méthode du taux d'intérêt effectif, le montant imputé au revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions varie tout au long de la durée du prêt en fonction du capital qui reste à rembourser.

Prêts

Les prêts sont comptabilisés au coût après amortissement, selon la méthode du taux d'intérêt effectif, tel qu'il est décrit ci-dessus. Selon cette méthode, le revenu d'intérêts est réparti sur la durée prévue du prêt en appliquant le taux d'intérêt effectif à la valeur comptable du prêt. Le taux d'intérêt effectif est défini comme le taux qui actualise exactement les rentrées de trésorerie futures estimatives sur la durée de vie prévue du prêt. Le traitement du revenu d'intérêts pour les prêts douteux est décrit ci-après.

Titres pris en pension ou empruntés

Les titres pris en pension ou empruntés représentent les montants que nous recevons du fait de notre engagement à revendre aux vendeurs d'origine les titres que nous avons achetés, à une date et à un prix prédéterminés. Nous comptabilisons ces instruments comme s'ils étaient des prêts.

Commissions sur prêts

Le traitement comptable des commissions sur prêts varie selon la transaction. Les commissions relatives au montage, à la restructuration et à la renégociation de prêts sont portées au revenu d'intérêts tout au long de la durée du prêt. Les commissions d'engagement sont portées au revenu d'intérêts tout au long de la durée du prêt, sauf si nous avons lieu de croire que notre engagement ne sera pas utilisé. Dans ce dernier cas, la commission d'engagement est portée aux commissions sur prêts pendant la période d'engagement. Les commissions de syndication de prêts sont portées aux commissions sur prêts lorsque la syndication est terminée, à moins que le rendement d'un prêt dont nous avons conservé la gestion soit inférieur au rendement obtenu par d'autres prêteurs comparables participant au financement. Dans ce dernier cas, une portion appropriée de la commission de syndication est comptabilisée comme revenu d'intérêts sur la durée du prêt.

Engagements de clients aux termes d'acceptations

Les acceptations représentent une forme d'instrument d'emprunt à court terme négociable émis par nos clients, que nous garantissons en contrepartie de commissions d'acceptation. Nous disposons de créances compensatoires, totalisant le montant des acceptations, contre nos clients en cas d'appels au remboursement visant ces engagements. Le montant dû aux termes d'une acceptation est comptabilisé dans les passifs divers et notre créance correspondante est comptabilisée comme un prêt dans notre bilan consolidé.

Les commissions gagnées sont comptabilisées dans les commissions sur prêts dans l'état consolidé des résultats.

Prêts douteux

Nous classons les prêts hypothécaires à l'habitation comme douteux lorsque les versements prévus par contrat sont échus depuis 90 jours, ou un an si le prêt est garanti par l'administration fédérale canadienne. Les prêts sur cartes de crédit sont classés comme douteux et immédiatement radiés lorsque les versements de capital ou d'intérêts sont échus depuis 180 jours. Les prêts à tempérament aux particuliers, les autres prêts aux particuliers et certains prêts aux petites entreprises sont classés comme douteux lorsque les versements de capital ou d'intérêts sont échus depuis 90 jours, et ils sont normalement radiés lorsque les versements sont échus depuis un an.

Les prêts aux entreprises sont classés comme douteux lorsque nous ne sommes plus raisonnablement assurés de pouvoir recouvrer le capital ou les intérêts dans les délais prévus, ou lorsque les versements sont échus depuis 90 jours, ou encore, dans le cas des prêts entièrement garantis, lorsque les versements sont échus depuis 180 jours.

Nous ne comptabilisons pas de revenu d'intérêts sur les prêts classés dans la catégorie des prêts douteux, et tout revenu d'intérêts comptabilisé et impayé est contrepassé et déduit du revenu d'intérêts.

Les versements sur les prêts aux entreprises qui ont été classés dans la catégorie des prêts douteux sont affectés d'abord au remboursement des frais de recouvrement, du capital et de toutes les radiations ou provisions antérieures, et tout montant restant est alors comptabilisé comme revenu d'intérêts. Les versements sur les prêts qui sont des prêts à tempérament aux particuliers et qui sont classés dans la catégorie des prêts douteux sont affectés d'abord à l'intérêt impayé, puis au solde du capital.

Un prêt est de nouveau classé dans la catégorie des prêts productifs lorsque nous sommes raisonnablement assurés de pouvoir recouvrer en temps opportun la totalité du capital et de l'intérêt conformément aux modalités du prêt, et que le prêt en question ne correspond plus à aucun des critères des prêts douteux.

À l'occasion, nous restructurons des prêts en raison de la mauvaise situation financière de l'emprunteur. Si le prêt cesse d'être considéré comme douteux, l'intérêt sur ce prêt restructuré est comptabilisé selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances inscrite à notre bilan consolidé est maintenue à un montant que nous considérons adéquat pour éponger les pertes sur créances liées à nos prêts, aux engagements de clients aux termes d'acceptations et à nos autres instruments de crédit (tel que nous l'expliquons à la note 5). La portion liée aux autres instruments de crédit est comptabilisée dans les passifs divers à notre bilan consolidé.

La provision est constituée des deux composantes suivantes :

Provisions spécifiques

Ces provisions sont comptabilisées pour des prêts spécifiques afin de ramener leur valeur comptable au montant que nous prévoyons recouvrer sur ces prêts. Nous réexaminons régulièrement nos prêts et acceptations pour déterminer si certains prêts devraient être classés comme douteux et, le cas échéant, faire l'objet d'une provision ou d'une radiation (autres que les prêts sur cartes de crédit qui sont classés comme douteux et radiés dans certaines conditions, tel que nous l'expliquons sous la rubrique Prêts douteux). Notre révision des prêts-problèmes est exécutée au moins une fois par trimestre par nos gestionnaires de comptes, chacun d'eux évaluant les possibilités de recouvrement ultime et les montants estimatifs de recouvrement d'un prêt en tenant compte de tous les événements et conditions qu'il juge pertinents à la situation du prêt. Cette évaluation est ensuite examinée et approuvée par un agent de crédit indépendant.

Pour déterminer le montant de recouvrement estimatif d'un prêt douteux, nous utilisons la valeur des flux de trésorerie futurs estimatifs actualisée au taux effectif inhérent au prêt. Lorsque les montants et le moment des flux de trésorerie futurs ne peuvent être estimés de manière raisonnablement fiable, le montant de recouvrement estimatif est déterminé soit au moyen de la juste valeur des sûretés sous-jacentes au prêt, déduction faite des coûts de réalisation prévus et des montants dont la loi exige le versement à l'emprunteur, soit au moyen du prix du marché observable pour le prêt. La sûreté peut varier selon la catégorie de prêts et peut comprendre des espèces, des titres, des biens immobiliers, des comptes clients, des garanties, des stocks ou d'autres immobilisations. Dans le cas des prêts aux particuliers qui ne sont pas évalués de manière individuelle, les dotations aux provisions spécifiques sont calculées en fonction de lots de prêts et à la lumière des résultats passés en matière de perte.

Provision générale

Nous maintenons une provision générale pour couvrir toute perte de valeur qui, dans le portefeuille de prêts actuel, ne peut encore être liée à des prêts en particulier. Notre démarche à l'égard de l'établissement et du maintien de la provision générale est fondée sur la ligne directrice qui a été publiée par le BSIF.

La provision générale est réexaminée trimestriellement. Pour déterminer le niveau approprié de cette provision, un certain nombre de facteurs sont considérés, notamment un modèle de provision générale qui applique les taux historiques de perte prévue et de perte non prévue aux soldes existants en tenant compte de la sensibilité aux cotes de risque, aux secteurs d'activité et aux produits de crédit. Les résultats du modèle sont ensuite examinés en tenant compte du niveau de la provision existante, ainsi que du jugement de la direction concernant la qualité du portefeuille, la répartition selon les secteurs, la conjoncture économique et les conditions du marché du crédit.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

Les changements à la valeur de notre portefeuille de prêts résultant de pertes reliées au crédit ou du recouvrement de sommes ayant déjà fait l'objet de provisions ou de radiations sont inclus dans la dotation à la provision pour pertes sur créances inscrite à notre état consolidé des résultats.

Le tableau ci-dessous fait état des prêts, y compris les engagements de clients aux termes d'acceptations, et de la provision pour pertes sur créances par catégorie de prêts.

(en millions de dollars canadiens)	Prêts hypothécaires à l'habitation			Prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers			Prêts aux entreprises et aux administrations publiques			Engagements de clients aux termes d'acceptations			Total		
	2009	2008	2007	2009	2008	2007	2009	2008	2007	2009	2008	2007	2009	2008	2007
Au 31 octobre															
Solde des prêts à la fin de l'exercice, montant brut	45 524 \$	49 343 \$	52 429 \$	48 398 \$	45 857 \$	37 682 \$	68 169 \$	84 151 \$	62 650 \$	7 640 \$	9 358 \$	12 389 \$	169 731 \$	188 709 \$	165 150 \$
Provision spécifique au début de l'exercice	13 \$	14 \$	5 \$	2 \$	1 \$	1 \$	411 \$	142 \$	147 \$	– \$	– \$	– \$	426 \$	157 \$	153 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	26	5	11	624	332	218	888	733	74	5	–	–	1 543	1 070	303
Recouvrements	–	–	–	104	91	72	41	23	19	–	–	–	145	114	91
Radiations	(6)	(6)	(2)	(679)	(422)	(287)	(807)	(542)	(102)	–	–	–	(1 492)	(970)	(391)
Écarts de change et autres	–	–	–	–	–	(3)	(26)	55	4	–	–	–	(26)	55	1
Provision spécifique à la fin de l'exercice	33	13	14	51	2	1	507	411	142	5	–	–	596	426	157
Provision générale au début de l'exercice	8	11	23	242	327	340	1 030	517	506	41	43	36	1 321	898	905
Dotation à la provision pour pertes sur créances	10	(3)	(12)	24	(85)	(13)	13	350	68	13	(2)	7	60	260	50
Écarts de change et autres	–	–	–	–	–	–	(75)	163	(57)	–	–	–	(75)	163	(57)
Provision générale à la fin de l'exercice	18	8	11	266	242	327	968	1 030	517	54	41	43	1 306	1 321	898
Provision totale	51 \$	21 \$	25 \$	317 \$	244 \$	328 \$	1 475 \$	1 441 \$	659 \$	59 \$	41 \$	43 \$	1 902 \$	1 747 \$	1 055 \$
Solde des prêts à la fin de l'exercice, montant net	45 473 \$	49 322 \$	52 404 \$	48 081 \$	45 613 \$	37 354 \$	66 694 \$	82 710 \$	61 991 \$	7 581 \$	9 317 \$	12 346 \$	167 829 \$	186 962 \$	164 095 \$

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2009, des prêts restructurés d'un montant de 9 millions de dollars étaient classés comme productifs (3 millions en 2008 et 2007). Aucun prêt restructuré n'a été radié au cours des exercices terminés le 31 octobre 2009, 2008 et 2007.

Au 31 octobre 2009, les prêts comprenaient des prêts libellés en dollars américains d'un montant de 71 702 millions de dollars (78 782 millions en 2008 et 2007) et des prêts libellés en d'autres devises d'un montant de 1 945 millions (2 608 millions et 1 909 millions en 2008 et 2007).

Le tableau ci-dessous fait état de la répartition géographique des prêts, y compris les engagements de clients aux termes d'acceptations, et de la provision pour pertes sur créances.

(en millions de dollars canadiens)	Solde brut		Provision spécifique		Provision générale		Solde net	
	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008
Répartition géographique 1) :								
Canada	121 089 \$	124 517 \$	241 \$	129 \$	589 \$	579 \$	120 259 \$	123 809 \$
États-Unis	38 491	52 274	294	256	717	742	37 480	51 276
Autres pays	10 151	11 918	61	41	–	–	10 090	11 877
Total	169 731 \$	188 709 \$	596 \$	426 \$	1 306 \$	1 321 \$	167 829 \$	186 962 \$

1) La répartition géographique est établie en fonction du pays où le risque ultime est assumé. Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude.

Le tableau ci-dessous fait état des prêts et acceptations douteux, y compris les provisions correspondantes.

(en millions de dollars canadiens)	Solde brut des prêts et acceptations douteux		Provision spécifique		Solde, déduction faite de la provision spécifique	
	2009	2008	2009	2008	2009	2008
Prêts hypothécaires à l'habitation	269 \$	224 \$	33 \$	13 \$	236 \$	211 \$
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	342	182	51	2	291	180
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	2 686	1 981	512	411	2 174	1 570
Total	3 297 \$	2 387 \$	596 \$	426 \$	2 701 \$	1 961 \$
Répartition géographique 1) :						
Canada	950 \$	803 \$	241 \$	129 \$	709 \$	674 \$
États-Unis	2 161	1 494	294	256	1 867	1 238
Autres pays	186	90	61	41	125	49
Total	3 297 \$	2 387 \$	596 \$	426 \$	2 701 \$	1 961 \$

1) La répartition géographique est établie en fonction du pays où le risque ultime est assumé.

Le solde des prêts entièrement garantis en souffrance depuis une période allant de 90 à 180 jours, mais qui n'avaient pas encore été classés comme douteux, s'établissait à 187 millions de dollars et à 68 millions au 31 octobre 2009 et 2008, respectivement.

la valeur actualisée des flux de trésorerie, ou selon les prix du marché pour des actifs similaires.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2009, des prêts douteux ont donné lieu à des saisies dans le cadre desquelles nous avons reçu 70 millions de dollars de biens immobiliers que nous avons classés comme détenus à des fins de vente (45 millions en 2008). Les biens classés comme détenus à des fins de vente sont cédés de manière ordonnée.

Prêts douteux

Notre solde brut moyen des prêts et acceptations douteux s'est élevé à 2 850 millions de dollars pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009 (1 568 millions en 2008). Notre solde moyen des prêts douteux, déduction faite de la provision spécifique, s'est situé à 2 325 millions pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009 (1 245 millions en 2008).

Si nous n'avions classé aucun prêt comme douteux au cours des exercices terminés le 31 octobre 2009, 2008 et 2007, nous aurions constaté un revenu

d'intérêts supplémentaire de 119 millions de dollars, de 102 millions et de 43 millions, respectivement.

Nous n'avons constaté aucun revenu d'intérêts en espèces sur les prêts douteux au cours des exercices terminés le 31 octobre 2009, 2008 et 2007.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2009, nous avons comptabilisé une perte nette de 24 millions de dollars (gain net de 2 millions en 2008) à la vente de prêts douteux.

Note 5 : Autres instruments de crédit

Nous utilisons d'autres instruments de crédit hors bilan pour répondre aux besoins financiers de nos clients. Les types d'instruments que nous utilisons sont décrits ci-dessous.

- Les lettres de crédit de soutien et les cautionnements bancaires représentent notre engagement d'effectuer des paiements à un tiers pour le compte d'une autre partie, si cette dernière n'est pas en mesure d'effectuer les paiements requis ou d'exécuter d'autres engagements contractuels. Les lettres de crédit de soutien et les cautionnements bancaires comprennent notre cautionnement pour la dette d'une filiale envers un tiers.
- Les prêts de titres représentent, dans le cas où nous prêtons à des tiers nos propres titres ou des titres appartenant à un client, notre risque de crédit lié à la possibilité que l'emprunteur ne s'acquitte pas de son obligation de restituer les titres.
- Les crédits documentaires et les lettres de crédit commerciales représentent notre consentement à honorer les traites présentées par un tiers après l'exécution de certaines activités.
- Les crédits fermes représentent notre promesse de mettre à la disposition d'un client, à certaines conditions, des crédits sous forme de prêts ou d'autres instruments de crédit d'un montant et d'un terme déterminés.

Le montant contractuel de nos autres instruments de crédit représente le risque de crédit non actualisé maximal lié à la possibilité que la contrepartie ne s'acquitte pas de ses obligations conformément aux conditions du contrat, avant tout montant qui pourrait être recouvré en vertu de dispositions prévoyant un recours ou la constitution d'une sûreté. Les sûretés exigées relativement à ces instruments sont conformes aux sûretés que nous exigeons pour les prêts.

La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis dans le cadre de ces engagements.

Nous nous efforçons de limiter le risque de crédit en faisant affaire seulement avec des contreparties que nous considérons comme solvables et nous gérons notre risque de crédit lié aux autres instruments de crédit selon le même processus de gestion du risque de crédit que nous appliquons aux prêts et aux autres formes de crédit.

Le tableau ci-dessous présente des renseignements sommaires sur divers engagements.

(en millions de dollars canadiens)	2009	2008
	Montant contractuel	Montant contractuel
Instruments de crédit		
Lettres de crédit de soutien et cautionnements bancaires	11 384 \$	15 270 \$
Prêts de titres	445	1 038
Crédits documentaires et lettres de crédit commerciales	1 422	1 841
Crédits fermes		
– Échéance initiale de un an ou moins	28 438	41 113
– Échéance initiale supérieure à un an	31 626	39 995
Total	73 315 \$	99 257 \$

Note 6 : Gestion des risques

Nous avons recours à une méthode globale pour constater, mesurer, surveiller et gérer les risques auxquels nous devons faire face à l'échelle de l'organisation. Les principaux risques liés aux instruments financiers sont le risque de crédit et de contrepartie, le risque de marché et le risque de liquidité et de financement.

Risque de crédit et de contrepartie

Nous sommes exposés au risque de crédit découlant de la possibilité que des contreparties ne s'acquittent pas de leurs obligations financières envers nous. Le risque de crédit est lié principalement aux prêts, aux instruments dérivés négociés sur les marchés hors cote et aux autres instruments de crédit. Il s'agit du plus important risque mesurable auquel nous devons faire face. Nos pratiques de gestion et principales mesures des risques sont présentées en caractères de couleur bleue dans le texte et les tableaux du Rapport de gestion, aux pages 80 à 82 du présent Rapport annuel. D'autres renseignements sur le risque de crédit lié aux prêts et aux instruments dérivés sont présentés respectivement aux notes 4 et 10.

Concentration du risque de crédit et de contrepartie

Il y a concentration du risque de crédit si de nombreux clients exercent des activités similaires, sont situés dans la même région ou ont des caractéristiques économiques semblables, de sorte que les changements dans les conditions économiques, politiques ou autres sont susceptibles d'influer de manière similaire sur leur capacité de s'acquitter de leurs obligations contractuelles. Les situations de concentration du risque de crédit montrent la sensibilité de notre rendement aux conditions influant sur une contrepartie, un secteur d'activité ou une région en particulier. À la fin de l'exercice, notre portefeuille de prêts était bien diversifié et comprenait des millions de clients, qui sont en majorité des particuliers et des petites et moyennes entreprises.

Dans l'optique des secteurs d'activité, notre risque le plus important à la fin de l'exercice était lié au secteur des particuliers et représentait 117 milliards de dollars.

Dispositif Bâle II

Le 1^{er} novembre 2007, nous avons adopté un nouveau dispositif réglementaire de gestion du capital, l'Accord de Bâle II, lequel favorise l'adoption de pratiques de gestion des risques plus rigoureuses et en vertu desquelles l'exposition en cas de défaut est utilisée pour évaluer le risque de crédit et de contrepartie. Les expositions en cas de défaut sont classées selon les catégories suivantes.

- Les prêts utilisés comprennent les prêts, les acceptations et les dépôts auprès d'institutions financières réglementées ainsi que certaines valeurs mobilières. L'exposition en cas de défaut relative aux prêts utilisés correspond au montant utilisé, majoré des provisions spécifiques et des radiations.
- Les engagements non utilisés comprennent toutes les autorisations non utilisées, y compris celles qui sont révocables sans condition. L'exposition en cas de défaut relative aux engagements non utilisés est fondée sur la meilleure estimation que la direction peut en faire.
- Les instruments dérivés négociés sur le marché hors cote comprennent les instruments d'intermédiation bancaire seulement, lesquels comportent un risque de crédit en plus d'un risque de marché. L'exposition en cas de défaut relative aux instruments dérivés négociés sur le marché hors cote est égale à la valeur de remplacement nette brute, majorée du montant de tout risque de crédit potentiel.
- Les autres éléments hors bilan comprennent des éléments comme les cautionnements bancaires, les lettres de crédit de soutien et les crédits documentaires. L'exposition en cas de défaut relative aux autres éléments hors bilan est fondée sur la meilleure estimation que la direction peut en faire.

- Les transactions de type mise en pension comprennent les mises en pension, les prises en pension et les prêts de titres, lesquels comportent des expositions relatives à la fois à l'actif et au passif. L'exposition en cas de défaut relative aux transactions de type mise en pension correspond au montant utilisé, majoré des radiations.

- Le montant ajusté de l'exposition en cas de défaut correspond au montant de l'exposition en cas de défaut qui a été redistribuée selon une tranche de probabilité de défaut plus favorable ou reclassée dans une différente catégorie d'actifs, selon le classement de Bâle, en raison de l'existence d'une garantie.

Au 31 octobre 2009, l'exposition totale en cas de défaut, liée à des activités autres que de négociation, par secteur d'activité, selon le classement de Bâle II s'établissait comme suit :

Risque de crédit par secteur d'activité

(en millions de dollars canadiens)	Montants utilisés		Engagements (non utilisés)		Instruments dérivés négociés sur le marché hors cote		Autres éléments hors bilan		Transactions de type mise en pension		Total	
	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008
Institutions financières	28 404 \$	41 808 \$	9 662 \$	16 024 \$	119 \$	133 \$	3 063 \$	5 348 \$	48 312 \$	64 282 \$	89 560 \$	127 595 \$
Administrations publiques	30 024	11 142	1 136	1 458	—	—	730	301	6 734	5 159	38 624	18 060
Secteur manufacturier	8 017	10 186	6 455	6 787	—	—	1 417	2 045	—	—	15 889	19 018
Secteur immobilier	13 309	14 613	956	1 561	—	—	783	1 508	—	—	15 048	17 682
Commerce de détail	5 250	5 302	2 371	2 432	—	—	505	588	—	—	8 126	8 322
Services	12 808	17 282	4 116	3 565	—	—	2 224	2 424	206	453	19 354	23 724
Commerce de gros	4 063	4 462	2 102	2 005	—	—	741	343	—	—	6 906	6 810
Industries pétrolière et gazière	4 426	6 207	4 533	4 600	—	—	753	692	—	—	9 712	11 499
Particuliers	91 379	91 602	25 796	26 936	—	—	1	2	—	—	117 176	118 540
Autres 1)	24 726	31 640	8 539	8 570	—	67	2 594	3 924	—	—	35 859	44 201
Total de l'exposition en cas de défaut	222 406 \$	234 244 \$	65 666 \$	73 938 \$	119 \$	200 \$	12 811 \$	17 175 \$	55 252 \$	69 894 \$	356 254 \$	395 451 \$

1) Comprend les secteurs comportant une exposition totale inférieure à 2 %.

D'autres renseignements sur notre risque de crédit, par région et par contrepartie, sont présentés à la note 4.

Qualité du crédit

Nous attribuons des cotes de risque en nous fondant sur les probabilités que des contreparties ne s'acquittent pas de leurs obligations financières envers nous. Le processus que nous suivons pour attribuer des cotes de risque est présenté en caractères de couleur bleue dans le texte du Rapport de gestion, à la page 81 du présent Rapport annuel.

Les tableaux suivants, établis selon les catégories de Bâle II, présentent le risque de crédit de nos services de détail et de gros par cote de risque, d'après le montant ajusté de l'exposition en cas de défaut, au 31 octobre 2009. Le secteur des services de gros comprend tous les prêts qui ne sont pas classés dans les services de détail.

Risque de crédit des services de gros, par cote de risque

(en millions de dollars canadiens)	Utilisés	Non utilisés 1)	Risque total 2009	Risque total 2008
Catégorie investissement	91 955 \$	27 245 \$	119 200 \$	130 890 \$
Catégorie spéculative	32 363	9 649	42 012	43 692
Liste de surveillance	2 323	343	2 666	2 230
Défaut	2 376	165	2 541	1 575
Total	129 017 \$	37 402 \$	166 419 \$	178 387 \$

1) Les montants non utilisés comprennent des expositions sans engagement d'un montant de 13 454 millions de dollars.

Risque de crédit (montants utilisés) des services de détail, par portefeuille et cote de risque

(en millions de dollars canadiens)	Prêts hypothécaires à l'habitation et marges de crédit sur valeur domiciliaire		Prêts renouvelables admissibles 1)		Autres prêts aux particuliers et aux petites et moyennes entreprises	
	2009	2008	2009	2008	2009	2008
Profil de risque (probabilité de défaut) :						
Bas (> 0 % à 0,75 %)	27 930 \$	23 681 \$	5 292 \$	5 321 \$	7 822 \$	9 601 \$
Moyen (> 0,75 % à 7,00 %)	4 177	1 782	1 729	1 170	4 514	2 410
Élevé (> 7,00 % à 99,99 %)	300	664	303	190	186	135
Défaut (100 %)	150	92	35	27	69	41
Total	32 557 \$	26 219 \$	7 359 \$	6 708 \$	12 591 \$	12 187 \$

1) Les prêts renouvelables admissibles comprennent les expositions relatives aux prêts aux particuliers renouvelables, non garantis et non engagés jusqu'à concurrence de 125 000 \$ pour un seul particulier.

Prêts en souffrance non classés douteux

Les prêts en souffrance mais non classés comme douteux sont des prêts dont les titulaires n'ont pas fait les paiements dans les délais stipulés dans le contrat,

mais pour lesquels nous nous attendons à percevoir la totalité du capital et des intérêts. Le tableau suivant fait état des prêts en souffrance non classés comme douteux au 31 octobre 2009.

Prêts en souffrance non classés douteux

(en millions de dollars canadiens)	De 1 jour à 29 jours		De 30 à 89 jours		90 jours ou plus		Total	
	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008
Prêts hypothécaires à l'habitation	509 \$	396 \$	356 \$	319 \$	96 \$	48 \$	961 \$	763 \$
Prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	1 692	1 454	377	284	104	65	2 173	1 803
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	493	1 869	327	1 162	27	50	847	3 081
Engagements de clients aux termes d'acceptations	—	—	—	151	—	—	—	151
Total	2 694 \$	3 719 \$	1 060 \$	1 916 \$	227 \$	163 \$	3 981 \$	5 798 \$

Échéances des prêts et sensibilité aux taux d'intérêt

Le tableau ci-dessous présente le solde brut des prêts et acceptations en fonction de leur échéance contractuelle et du pays où le risque ultime est assumé.

(en millions de dollars canadiens)	Échéance contractuelle			2009	2008
	1 an ou moins	Plus de 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Total
Canada					
Particuliers	23 008 \$	45 734 \$	6 128 \$	74 870 \$	70 143 \$
Entreprises (sauf le secteur immobilier)	24 343	10 808	1 820	36 971	31 145
Secteur immobilier commercial	4 749	3 190	1 309	9 248	23 229
États-Unis	8 328	16 481	13 682	38 491	52 274
Autres pays	1 343	8 784	24	10 151	11 918
Total	61 771 \$	84 997 \$	22 963 \$	169 731 \$	188 709 \$

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude.

Le tableau ci-dessous présente le solde net des prêts et acceptations par catégories fondées sur la sensibilité aux taux d'intérêt.

(en millions de dollars canadiens)	2009	2008
Taux fixe	55 954 \$	66 257 \$
Taux variable	102 096	109 412
Non sensible aux taux d'intérêt 1)	9 779	11 293
Total	167 829 \$	186 962 \$

1) Les prêts et acceptations non sensibles aux taux d'intérêt comprennent les engagements de clients aux termes d'acceptations.

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude.

Risque de marché

Le risque de marché représente le risque d'incidence négative, sur le bilan ou l'état des résultats, de fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite d'une variation de certains paramètres du marché, notamment les taux d'intérêt, les taux de change, le cours des actions et le prix des produits de base, et leur volatilité implicite, ainsi que les écarts de taux de crédit, la migration du crédit et les défauts. Nous sommes exposés au risque de marché en raison de nos activités de négociation et de prise ferme, ainsi que de nos activités bancaires structurelles.

Nos pratiques de gestion et principales mesures à l'égard du risque de marché sont présentées en caractères de couleur bleue dans le texte et les tableaux de la section Gestion des risques du Rapport de gestion, aux pages 82 à 86 du présent Rapport annuel.

Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement désigne la possibilité de subir une perte si nous ne sommes pas en mesure de respecter nos engagements financiers en temps opportun et à des prix raisonnables lorsqu'ils arrivent à échéance. Notre politique consiste à nous assurer de toujours disposer d'actifs liquides et d'une capacité de financement suffisants pour faire face à nos engagements financiers, y compris les obligations envers les déposants et les fournisseurs, ainsi que les engagements au titre d'emprunts, d'investissements et de nantissements, même en période difficile. La gestion du risque de liquidité et de financement est essentielle pour assurer le maintien de la confiance des déposants et la stabilité du revenu net.

Notre cadre de gestion du risque de liquidité et de financement comprend notamment les éléments suivants :

- une surveillance par des comités de gouvernance constitués de hauts dirigeants, notamment le Comité de gestion du bilan, le Comité de gestion des risques et le Comité d'évaluation des risques;
- un groupe de surveillance indépendant au sein de la Direction de la trésorerie;
- une structure de limites approuvée par le Comité d'évaluation des risques visant à soutenir le maintien d'une position solide en matière de liquidités;
- des processus et des modèles efficaces pour assurer la surveillance et la gestion du risque;
- des mesures de contrôle rigoureuses à l'égard des processus et des modèles, ainsi que de leur utilisation;
- un cadre d'analyse de simulations de conditions d'exploitation extrêmes;
- des plans d'urgence pour faciliter la gestion en cas de crise.

Nous pratiquons une gestion active du risque de liquidité et de financement à l'échelle mondiale en détenant en tout temps des actifs liquides supérieurs à un niveau minimal établi. Les actifs liquides comprennent les actifs non grevés d'une grande qualité de crédit qui sont négociables, qui peuvent être donnés en garantie d'emprunts et qui peuvent être convertis en espèces à l'intérieur d'un délai qui répond à nos besoins en matière de liquidités et de financement. Les actifs liquides sont détenus dans les portefeuilles liés à nos activités de négociation ou regroupés en lots d'actifs liquides supplémentaires qui sont maintenus pour faire face aux situations d'urgence. Les besoins en matière de liquidités et de financement se composent de sorties de fonds prévues et potentielles qui découlent d'obligations de remboursement de dépôts qui sont retirés ou qui ne sont pas renouvelés, et de la nécessité de financer la croissance de l'actif, les investissements stratégiques, les avances sur les arrangements hors bilan et autres instruments de crédit, ainsi que les achats de garanties pour nantissement. Les besoins en matière de liquidités et de financement sont évalués dans différents marchés, contextes économiques et politiques, et situations propres à l'organisation, prévus et extrêmes, afin de déterminer le montant minimal d'actifs liquides à détenir en tout temps.

Le ratio de liquidité, le niveau des dépôts de base et le ratio des dépôts de clients et du capital sur le total des prêts sont trois des mesures que nous utilisons pour évaluer le risque de liquidité et de financement.

Le ratio de liquidité représente la valeur totale de l'encaisse et des valeurs mobilières, exprimée en pourcentage de l'actif total. Au 31 octobre 2009, notre ratio de liquidité s'établissait à 31,9 % (29,1 % en 2008).

Les dépôts de base sont constitués des soldes des comptes courants et d'épargne des particuliers, ainsi que des dépôts à terme relativement peu élevés (100 000 \$ ou moins). Les dépôts de base en dollars canadiens totalisaient 95,4 milliards de dollars à la fin de l'exercice (85,8 milliards en 2008) et les dépôts de base en dollars américains et autres devises totalisaient 27,7 milliards de dollars américains à la fin de l'exercice (32,8 milliards de dollars américains en 2008).

Notre imposante masse de dépôts de clients, combinée à notre important capital de base, réduit nos exigences en matière de financement à partir des dépôts de gros. Les dépôts de clients et le capital finançaient 106,8 % des prêts (à l'exclusion des titres pris en pension ou empruntés) à la fin de l'exercice (94,2 % en 2008).

Notre philosophie en matière de financement à partir des dépôts de gros est de financer les prêts avec les dépôts de gros à plus long terme (généralement d'un terme de deux à dix ans) pour une meilleure correspondance avec les termes à court des prêts. Les dépôts de gros qui soutiennent les actifs liquides liés aux activités de négociation et de prise ferme et les titres disponibles à la vente sont généralement à plus court terme par nature (terme de moins de deux ans). La diversification de nos sources de financement à partir des dépôts de gros est un important élément de notre stratégie globale de gestion des liquidités. Conformément à nos lignes directrices internes, les sources de financement à partir de nos dépôts de gros sont diversifiées par client, type, marché, échéance, devise et région.

Échéances contractuelles des passifs financiers et des autres instruments financiers non inscrits au bilan

Les passifs financiers sont constitués de passifs liés aux activités de négociation et de passifs liés à des activités autres que de négociation. Comme les passifs compris dans les portefeuilles de négociation sont généralement détenus pour de courtes périodes, ils ne sont pas inclus dans le tableau ci-après.

Le tableau ci-dessous présente les échéances contractuelles des passifs financiers inscrits au bilan liés à des activités autres que de négociation au 31 octobre 2009.

(en millions de dollars canadiens)	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance fixe	Total
Instruments financiers inscrits au bilan						
Dépôts 1)	90 842 \$	31 375 \$	7 111 \$	5 097 \$	99 259 \$	233 684 \$
Dettes subordonnées	216	678	929	4 640	—	6 463
Titres d'une fiducie de capital	428	853	—	—	—	1 281
Autres passifs financiers	53 414	24	42	2 742	3 527	59 749

1) Exclut les versements d'intérêts ainsi que les billets structurés désignés aux termes de l'option de la juste valeur.

Les soldes indiqués dans le tableau ci-dessus pour les instruments financiers inscrits au bilan ne correspondent pas à ceux indiqués dans nos états financiers consolidés car le tableau ci-dessus intègre tous les flux de trésorerie, sur une base non actualisée, y compris le capital et les intérêts.

Le tableau ci-dessous présente les échéances contractuelles des instruments non inscrits au bilan au 31 octobre 2009.

(en millions de dollars canadiens)	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance fixe	Total
Instruments financiers non inscrits au bilan						
Crédits fermes 1)	28 438 \$	22 441 \$	6 969 \$	2 216 \$	— \$	60 064 \$
Contrats de location-exploitation	238	390	273	641	—	1 542
Contrats de garantie financière 1)	51 857	—	—	—	—	51 857
Obligations d'achat 2)	286	576	317	119	—	1 298

1) La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis dans le cadre de ces engagements.

2) Nous avons six contrats d'externalisation importants. En 2008, nous avons conclu un contrat de 15 ans, comportant des options de renouvellement de cinq ans, avec un fournisseur externe, contrat qui nous confère le droit d'émettre des Air Miles au Canada pour nos clients. En 2007, nous avons conclu un contrat de cinq ans, comportant une option de prolongation de deux ans, avec un fournisseur externe pour des services de gestion des installations de nos succursales canadiennes et un contrat de sept ans conclu avec un fournisseur de services externe relativement

au traitement du service de collecte de valeurs par boîte postale de gros. En 2006, nous avons conclu un contrat de six ans avec un fournisseur externe pour des services de maintenance et de développement des systèmes d'applications. En 2003, nous avons conclu un contrat de dix ans avec un fournisseur externe pour des services de traitement transactionnel en matière de gestion des ressources humaines. En 2000, nous avons conclu un contrat de 15 ans, comportant deux options de renouvellement de cinq ans, avec un fournisseur externe pour la gestion de notre système de traitement de chèques et de règlement des factures, y compris l'impression des relevés et des rapports connexes. Tous les contrats d'externalisation peuvent être résiliés avec préavis.

Note 7 : Garanties

Dans le cours normal de nos activités, nous utilisons divers types de garanties. Les garanties comprennent les contrats en vertu desquels nous pourrions devoir effectuer des paiements à une contrepartie, à la suite de changements dans la valeur d'un actif, d'un passif ou d'un titre de participation détenu par la contrepartie dus aux variations d'un taux d'intérêt ou de change sous-jacent ou d'une autre variable. En outre, les contrats en vertu desquels nous pourrions devoir effectuer des paiements si un tiers ne s'acquitte pas de ses obligations conformément aux conditions d'un contrat et les contrats en vertu desquels nous fournissons des garanties indirectes à l'égard des obligations d'une autre partie sont considérés comme des garanties.

Les principaux types de garanties sont présentés ci-dessous :

Lettres de crédit de soutien et cautionnements bancaires

Les lettres de crédit de soutien et les cautionnements bancaires représentent notre engagement à effectuer des paiements à des tiers pour le compte d'une autre partie, si cette dernière n'est pas en mesure d'effectuer les paiements requis ou à exécuter d'autres engagements contractuels. Le montant maximal à payer en vertu des lettres de crédit de soutien et des cautionnements bancaires était de 11 384 millions de dollars au 31 octobre 2009 (15 270 millions en 2008). Aucune lettre de crédit ni aucun cautionnement n'était coté en 2009 et en 2008. Les sûretés exigées relativement aux lettres de crédit de soutien et aux cautionnements bancaires sont conformes aux sûretés que nous exigeons pour les prêts. La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis dans le cadre de ces engagements.

Au 31 octobre 2009 et 2008, aucun montant n'était inclus dans notre bilan consolidé relativement à ces lettres de crédit de soutien et cautionnements bancaires.

Concours et autres facilités de trésorerie

Les concours de trésorerie sont fournis à des programmes de papier commercial adossé à des actifs (PCAA), qui sont administrés par nous ou par des tiers, et constituent une source de financement de substitution pour les programmes en question lorsque ceux-ci ne peuvent accéder aux marchés du PCAA ou lorsque les actifs financiers détenus par ces programmes n'atteignent pas les objectifs de rendement prédéterminés. Les modalités des concours de trésorerie ne nous obligent pas à avancer des sommes aux programmes en question en cas de faillite de l'emprunteur. La durée des concours de trésorerie ne dépasse habituellement pas une année, mais elle peut être de plusieurs années.

Le montant maximal à payer en vertu de ces concours et autres facilités de trésorerie totalisait 19 108 millions de dollars au 31 octobre 2009 (32 806 millions en 2008), dont 17 541 millions avaient trait à des facilités de catégorie investissement, 649 millions étaient de catégorie spéculative et 918 millions n'étaient pas cotés (31 703 millions, 626 millions et 477 millions, respectivement, en 2008). Au 31 octobre 2009, une somme de 185 millions était en cours sur les facilités utilisées conformément aux modalités des concours de trésorerie (656 millions en 2008). De cette somme, 158 millions (146 millions de dollars américains) (538 millions ou 447 millions de dollars américains en 2008) avaient trait à notre entité de titrisation américaine des clients dont il est question à la note 9.

Rehaussements de crédit

Lorsque les conditions le justifient, nous fournissons des rehaussements partiels de crédit pour des transactions effectuées dans le cadre de programmes de PCAA qui sont administrés par nous ou par des tiers. Les rehaussements de crédit sont compris dans les concours de trésorerie. Ces rehaussements comprennent les montants qui ont trait à notre entité de titrisation américaine des clients dont il est question à la note 9.

Facilités de financement de premier rang

Nous fournissons également un soutien sous forme de financement de premier rang à nos entités de gestion de placements structurés et à notre entité de protection de crédit. La majorité de ces facilités soutiennent le remboursement de billets de premier rang des entités de gestion de placements structurés. Au 31 octobre 2009, 7 342 millions de dollars avaient été prélevés (5 761 millions en 2008) conformément aux modalités des facilités de financement relatives aux entités de gestion de placements structurés et à l'entité de protection de crédit dont traite la note 9.

En plus de notre investissement dans les billets visés par l'Accord de Montréal, nous avons fourni une facilité de prêt de premier rang de 300 millions de dollars. Aucun montant n'y avait été prélevé au 31 octobre 2009.

Instruments dérivés

Certains de nos instruments dérivés correspondent à la définition comptable d'une garantie lorsque nous sommes d'avis qu'ils sont reliés à un actif, à un passif ou à un titre de participation détenu par la partie visée par la garantie dès l'entrée en vigueur du contrat. Afin de réduire les risques liés à ces instruments dérivés, nous concluons des contrats qui couvrent les risques en question.

Le swap sur défaillance position vendeur exige que nous indemnisions une contrepartie par suite d'un incident de crédit relié à un engagement de référence, comme une obligation ou un prêt. Le montant maximal à payer en vertu de swaps sur défaillance position vendeur est égal à leur montant nominal de référence, qui était de 51 072 millions de dollars au 31 octobre 2009 (71 977 millions en 2008), dont 45 843 millions avaient trait à des swaps de catégorie investissement, 5 034 millions avaient trait à des swaps de catégorie spéculative et 195 millions n'étaient pas cotés (66 829 millions, 4 121 millions et 1 027 millions, respectivement, en 2008). La durée de ces contrats varie de un jour à neuf ans. La juste valeur du passif lié à ces instruments dérivés incluse dans les montants relatifs aux instruments dérivés inscrits à notre bilan consolidé était de 2 159 millions au 31 octobre 2009 (5 828 millions en 2008).

Les options position vendeur comprennent les ententes contractuelles par lesquelles l'acheteur obtient le droit, mais non l'obligation, d'exiger que nous achetions un montant déterminé de devises, de produits de base ou d'instruments de créances ou de capitaux propres à un prix établi, à une date prédéterminée ou à n'importe quel moment dans un délai donné. Le montant maximal à payer en vertu de ces options position vendeur ne peut être l'objet d'une estimation raisonnable en raison de la nature de ces contrats. La durée de ces contrats varie de moins de un mois à huit ans. La juste valeur du passif lié à ces instruments dérivés incluse dans les montants relatifs aux instruments dérivés inscrits à notre bilan consolidé était de 667 millions de dollars au 31 octobre 2009 (1 853 millions en 2008), et aucun de ces instruments n'était coté (1 853 millions n'étaient pas cotés en 2008).

Les options position vendeur comprennent également les engagements contractuels en vertu desquels nous convenons de verser à l'acheteur, selon un montant nominal de référence donné, la différence entre le prix ou le taux du marché et le prix d'exercice ou le taux de l'instrument sous-jacent. Le montant maximal à payer en vertu de ces contrats n'est pas déterminable en raison de leur nature. La durée de ces contrats varie de six mois à 25 ans. La juste valeur du passif lié à ces instruments dérivés incluse dans les montants relatifs aux instruments dérivés inscrits à notre bilan consolidé était de 118 millions de dollars au 31 octobre 2009 (113 millions en 2008), et aucun de ces instruments n'était coté (113 millions n'étaient pas cotés en 2008).

Conventions d'indemnisation

Dans le cours normal de nos activités, nous concluons diverses conventions prévoyant des indemnisations générales. Ces indemnisations sont habituellement en rapport avec la vente d'actifs, des placements de titres, des contrats de services, des contrats d'adhésion, des accords de compensation, des contrats sur instruments dérivés et des contrats de location. Ces conventions nous obligent, dans certains cas, à indemniser la contrepartie de divers frais résultant de manquements à l'égard de déclarations ou d'obligations liées à ces conventions, ou résultant de réclamations de tiers présentées contre la contrepartie à la suite de la transaction. La durée des conventions d'indemnisation varie selon le cas; la nature des conventions nous empêche de faire une estimation raisonnable du montant maximal que nous pourrions devoir payer aux contreparties.

Au 31 octobre 2009 et 2008, aucun montant important n'était inclus dans notre bilan consolidé relativement à ces indemnisations.

Note 8 : Titrisation d'actifs

Nous titrisons périodiquement des prêts à des fins de gestion de capital ou pour obtenir des sources de financement de substitution. La titrisation consiste à vendre des prêts à des entités hors bilan ou à des fiducies (entités de titrisation) qui achètent ces prêts et émettent ensuite des certificats productifs d'intérêts ou à escompte.

Les contrats passés avec les entités de titrisation prévoient le paiement au fil du temps, en notre faveur, des intérêts et des frais perçus des clients, relativement aux prêts qui ont été vendus, en excédent du rendement versé aux investisseurs de l'entité de titrisation, moins les pertes sur créances et les autres coûts (le prix d'achat différé).

Nous comptabilisons les cessions aux entités de titrisation comme des ventes lorsque nous abandonnons le contrôle effectif sur les prêts et qu'une contrepartie, autre que des billets émis par l'entité de titrisation, a été reçue. Lorsque les prêts sont considérés comme vendus aux fins de la comptabilité, nous les retirons de notre bilan consolidé. Nous constatons les gains de titrisation au moment de la vente. Nous déterminons le montant de ces gains en nous fondant sur la meilleure estimation possible de la valeur actualisée nette des flux de trésorerie futurs prévus, principalement le prix d'achat différé, déduction faite de notre estimation de la juste valeur des obligations de gestion que nous

avons conservées. Le prix d'achat différé est inscrit à notre bilan consolidé dans les titres disponibles à la vente. Un passif de gestion est constaté seulement dans les cas de titrisation pour lesquels nous ne recevons pas de rémunération adéquate pour la gestion des prêts cédés. Ce passif est d'abord évalué à sa juste valeur et est constaté dans les passifs divers à notre bilan consolidé. Le passif de gestion est amorti dans les revenus de titrisation sur la durée des prêts cédés.

Pour certaines de nos opérations de titrisation, nous devons acquérir des droits subordonnés ou maintenir des sommes en espèces déposées dans l'entité de titrisation qui sont considérés comme des droits conservés dans les actifs titrisés. Cela permet à l'entité de titrisation de disposer de fonds au cas où la somme des intérêts et des frais perçus sur les prêts ne serait pas suffisante pour payer les intérêts dus aux investisseurs. Nous inscrivons ces droits conservés à leur juste valeur à notre bilan consolidé, dans les titres disponibles à la vente. Ces droits, conjointement avec le prix d'achat différé, représentent notre risque en ce qui concerne ces opérations de titrisation. Les investisseurs n'ont aucun autre recours contre nous dans l'éventualité où les flux de trésorerie provenant des prêts cédés seraient insuffisants pour acquitter les intérêts relatifs aux certificats que détiennent les investisseurs.

Le tableau suivant résume nos activités de titrisation relatives à nos actifs et leur incidence sur notre état consolidé des résultats pour les exercices terminés le 31 octobre 2009, 2008 et 2007 :

(en millions de dollars canadiens)	Prêts hypothécaires à l'habitation			Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers			Prêts sur carte de crédit			Total		
	2009	2008	2007	2009	2008	2007	2009	2008	2007	2009	2008	2007
Produit net en espèces 1)	6 761 \$	8 330 \$	3 312 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	3 024 \$	– \$	6 761 \$	11 354 \$	3 312 \$
Investissement dans des entités de titrisation 2)	–	–	–	–	–	–	–	190	–	–	190	–
Prix d'achat différé	189	331	125	–	–	–	–	73	–	189	404	125
Passif de gestion	(29)	(55)	(26)	–	–	–	–	(14)	–	(29)	(69)	(26)
	6 921	8 606	3 411	–	–	–	–	3 273	–	6 921	11 879	3 411
Prêts vendus	6 823	8 524	3 400	–	–	–	–	3 219	–	6 823	11 743	3 400
Gain à la vente de prêts provenant de nouvelles opérations de titrisation	98	82	11	–	–	–	–	54	–	98	136	11
Gain à la vente de prêts vendus à des entités de titrisation à rechargement	146	72	28	–	–	–	456	212	163	602	284	191
Autres revenus de titrisation	(16)	(28)	(23)	–	–	5	98	41	46	82	13	28
Amortissement du passif de gestion	57	41	36	–	–	–	90	39	30	147	80	66
Total	285 \$	167 \$	52 \$	– \$	– \$	5 \$	644 \$	346 \$	239 \$	929 \$	513 \$	296 \$

1) Le produit net en espèces représente le produit en espèces, déduction faite des frais d'émission.

2) Comprend les titres de cartes de crédit conservés au bilan.

Les moyennes pondérées des hypothèses clés utilisées au cours de l'exercice pour évaluer le prix d'achat différé de toutes les opérations de titrisation effectuées au cours de l'exercice sont les suivantes :

	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts sur cartes de crédit	
	2009	2008	2009	2008
Durée moyenne pondérée (années)	3,45	3,02	0,99	0,84
Taux de remboursement anticipé	20,59 %	12,99 %	36,41 %	40,16 %
Taux d'intérêt	4,41 %	5,42 %	21,65 %	21,38 %
Pertes prévues sur créances 1)	—	—	4,43 %	2,51 %
Taux d'actualisation	3,87 %	5,15 %	9,69 %	10,25 %

1) Comme les prêts hypothécaires à l'habitation sont entièrement garantis, il n'y a pas de pertes prévues sur créances.

Flux de trésorerie reçus d'entités de titrisation pour les exercices terminés le 31 octobre 2009, 2008 et 2007 :

(en millions de dollars canadiens)	Prêts hypothécaires à l'habitation			Prêts sur cartes de crédit			Total 1)		
	2009	2008	2007	2009	2008	2007	2009	2008	2007
Produit de nouvelles opérations de titrisation	6 796 \$	8 423 \$	3 330 \$	— \$	3 025 \$	— \$	6 796 \$	11 448 \$	3 330 \$
Produit de recouvrements réinvestis dans des entités de titrisation existantes	2 562	1 853	2 187	20 420	9 685	8 198	22 982	11 538	10 385
Frais de gestion perçus	51	29	21	—	—	3	51	29	24
Encaissement du prix d'achat différé	279	132	104	649	347	240	928	479	344

1) Aucun flux de trésorerie n'a été reçu des prêts à tempérament et des autres prêts aux particuliers au cours de la période de trois ans terminée le 31 octobre 2009.

Incidence des opérations de titrisation sur notre bilan consolidé au 31 octobre 2009 et 2008 :

(en millions de dollars canadiens)	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts sur cartes de crédit		Total 1)	
	2009	2008	2009	2008	2009	2008
Droits conservés						
Investissement dans des entités de titrisation	— \$	— \$	277 \$	261 \$	277 \$	261 \$
Prix d'achat différé	616	524	111	115	727	639
Dépôts en espèces dans des entités de titrisation	11	12	—	—	11	12
Passif de gestion	91	100	20	19	111	119

1) Nous n'avons titrisé aucun prêt à tempérament ni aucun autre prêt aux particuliers au cours de la période de trois ans terminée le 31 octobre 2009.

Données sur le crédit

Le montant en capital des prêts, le montant des prêts douteux et les pertes nettes sur créances pour tous les prêts, y compris les prêts titrisés étaient les suivants :

(en millions de dollars canadiens)	2009			2008		
	Total des prêts	Prêts douteux	Radiations nettes 1)	Total des prêts	Prêts douteux	Radiations nettes 1)
Prêts hypothécaires à l'habitation	74 647 \$	309 \$	6 \$	77 641 \$	235 \$	6 \$
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	45 824	32	401	43 737	19	120
Prêts sur cartes de crédit	7 293	310	346	6 839	163	264
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	68 169	2 686	766	84 151	1 981	519
Total des prêts	195 933	3 337	1 519	212 368	2 398	909
Moins les titres adossés à des créances hypothécaires conservés et classés dans les titres disponibles à la vente	9 284	—	—	9 477	—	—
Moins les prêts titrisés :						
Prêts hypothécaires à l'habitation	19 839	40	—	18 821	11	—
Prêts sur cartes de crédit	4 719	—	172	4 719	—	53
Total des prêts inscrits au bilan consolidé	162 091 \$	3 297 \$	1 347 \$	179 351 \$	2 387 \$	856 \$

1) Les radiations nettes représentent les radiations effectuées au cours de l'exercice, déduction faite des recouvrements relatifs à des prêts qui avaient été radiés antérieurement.

Au 31 octobre 2009, notre risque de crédit lié aux actifs titrisés se limitait à notre prix d'achat différé d'un montant de 727 millions de dollars (639 millions en 2008), à certains dépôts en espèces de 11 millions (12 millions en 2008) et aux investissements dans des entités de titrisation se chiffrant à 277 millions (261 millions en 2008).

Les pertes sur les lots statiques de créances fournissent une mesure du risque de crédit lié à nos actifs titrisés. On les calcule en additionnant les pertes sur créances réelles et prévues et en divisant le résultat par l'encours initial de

chaque lot d'actifs. Les pertes sur les lots statiques de créances pour les exercices terminés le 31 octobre 2009 et 2008 s'établissent comme suit :

	2009	2008
Prêts hypothécaires à l'habitation	s.o.	s.o.
Prêts sur cartes de crédit	3,65 %	1,01 %

s.o. – sans objet – Les prêts hypothécaires à l'habitation sont entièrement garantis.

Analyse de sensibilité

Le tableau ci-contre présente les hypothèses économiques clés utilisées pour mesurer le prix d'achat différé et le passif de gestion ainsi que la sensibilité de ces droits conservés, au 31 octobre 2009, à des variations défavorables immédiates de 10 % et 20 % pour chacune des hypothèses. L'analyse de sensibilité doit être utilisée avec prudence, car ses résultats sont hypothétiques et l'incidence des variations de chacune des hypothèses clés pourrait ne pas être linéaire. La sensibilité de chaque variable clé aux variations a été calculée indépendamment de l'incidence des variations des autres variables clés. Dans les faits, des variations peuvent survenir dans plusieurs hypothèses clés simultanément. Les variations d'un facteur peuvent entraîner des variations d'un autre facteur, ce qui peut amplifier ou réduire certaines sensibilités.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Prêts hypothécaires à l'habitation	Prêts sur cartes de crédit
Juste valeur du prix d'achat différé	616 \$	111 \$
Durée moyenne pondérée (années)	2,63	0,35
Taux de remboursement anticipé moyen pondéré (%)	18,21	99,58
Période de remboursement (années)		
Effet d'une : Variation défavorable de 10 % (\$)	13,2	10,1
Variation défavorable de 20 % (\$)	26,0	18,6
Taux d'intérêt (%)	1,33	11,68
Effet d'une : Variation défavorable de 10 % (\$)	89,5	11,0
Variation défavorable de 20 % (\$)	177,8	22,1
Pertes prévues sur créances (%)	0-0,01	3,65
Effet d'une : Variation défavorable de 10 % (\$)	0,1	4,7
Variation défavorable de 20 % (\$)	0,2	9,4
Taux d'actualisation moyen pondéré (%)	1,94	8,96
Effet d'une : Variation défavorable de 10 % (\$)	1,8	0,4
Variation défavorable de 20 % (\$)	3,7	0,7

Note 9 : Entités à détenteurs de droits variables

Les entités à détenteurs de droits variables (EDDV) comprennent les entités dont les capitaux propres sont considérés comme insuffisants pour permettre à l'entité de financer ses activités ou dont les détenteurs des capitaux propres ne détiennent pas une participation financière leur conférant le contrôle de l'entité. Nous devons consolider les EDDV si, en raison de nos investissements dans ces entités ou de nos liens avec elles, nous courons le risque de devoir assumer la majorité de leurs pertes prévues ou avons la possibilité de bénéficier de la

majorité de leurs rendements résiduels prévus. Pour en arriver à cette conclusion, nous procédons à une analyse quantitative qui met en jeu une estimation de notre risque inhérent à la variabilité des flux de trésorerie futurs et du rendement futur des EDDV.

L'actif total dans ces EDDV et notre risque maximal de perte sont résumés dans le tableau suivant, sauf en ce qui concerne les fiducies relatives à la rémunération, lesquelles sont décrites plus longuement ci-dessous.

	31 octobre 2009										31 octobre 2008	
	Risque maximal de perte				Actif total		Risque maximal de perte				Actif total	
	Facilités non utilisées 1)	Facilités utilisées et prêts accordés 2)	Titres détenus	Actifs dérivés	Total	Total	Facilités non utilisées 1)	Facilités utilisées et prêts accordés 2)	Titres détenus	Actifs dérivés	Total	Total
EDDV non consolidées dans lesquelles nous détenons d'importants droits variables												
Entités de titrisation canadiennes des clients 3)	5 819 \$	— \$	328 \$	44 \$	6 191 \$	5 674 \$	11 040 \$	— \$	2 139 \$	55 \$	13 234 \$	11 106 \$
Entité de titrisation américaine des clients	6 214	158	—	2	6 374	4 943	10 015	538	—	1	10 554	7 993
Entités de titrisation de la Banque 3)	5 100	—	625	94	5 819	9 719	5 100	—	986	121	6 207	9 719
Entité de protection de crédit 4) 5)	918	112	833	1 236	3 099	2 322	477	553	1 083	2 744	4 857	2 794
Entités de gestion de placements structurés 6)	247	7 230	—	12	7 489	6 968	5 063	5 208	—	57	10 328	9 291
Entités à financement structuré	s.o.	s.o.	1 762	—	1 762	2 451	s.o.	s.o.	40	—	40	132
Fiducies de capital et de financement	43	12	2	—	57	1 270	25	5	—	s.o.	30	804
Total	18 341 \$	7 512 \$	3 550 \$	1 388 \$	30 791 \$	33 347 \$	31 720 \$	6 304 \$	4 248 \$	2 978 \$	45 250 \$	41 839 \$
EDDV consolidées												
Entités de titrisation canadiennes des clients 3) 7)	733 \$	— \$	719 \$	—	1 452 \$	719 \$	274 \$	— \$	265 \$	s.o.	539 \$	265 \$
Entités à financement structuré	s.o.	s.o.	54	—	54	54	s.o.	s.o.	450	—	450	450
Fiducies de capital et de financement	9 013	1 987	880	45	11 925	5 190	5 151	5 849	880	112	11 992	9 187
Total	9 746 \$	1 987 \$	1 653 \$	45 \$	13 431 \$	5 963 \$	5 425 \$	5 849 \$	1 595 \$	112 \$	12 981 \$	9 902 \$

- Ces facilités comprennent les facilités de financement de premier rang qui ont été fournies à notre entité de protection de crédit et à nos entités de gestion de placements structurés ainsi que les concours de trésorerie accordés à nos entités de titrisation canadiennes des clients et à notre entité de titrisation américaine des clients. Aucun concours de trésorerie ne visait un soutien de crédit à nos entités de titrisation canadiennes des clients au 31 octobre 2009 et 2008. La note 7 traite des concours de trésorerie accordés à notre entité de titrisation américaine, qui comprennent un soutien au crédit.
- Les montants en cours sur les concours de trésorerie et les facilités de financement de premier rang sont classés dans les prêts aux entreprises et aux administrations publiques.
- Les titres détenus dans nos entités de titrisation de la Banque sont constitués de 55 millions de dollars de papier commercial (509 millions en 2008) classé dans les titres de négociation, ainsi que d'un prix d'achat différé de 293 millions (216 millions en 2008) et de titres adossés à des actifs de 277 millions (261 millions en 2008) qui sont classés dans les titres disponibles à la vente. Les titres détenus dans nos entités de titrisation canadiennes des clients sont constitués de papier commercial et sont classés dans les titres de négociation. Les actifs détenus par toutes ces entités sont situés au Canada.

- Les instruments dérivés détenus par le biais de cette entité sont classés comme instruments de négociation. Les variations de leur juste valeur sont contrebalancées par les instruments dérivés détenus par le biais de contreparties indépendantes, instruments qui, eux aussi, sont classés comme instruments de négociation.
- Les titres détenus sont classés dans les titres de négociation et ont une valeur nominale de 1 415 millions de dollars. Un tiers a une exposition à Apex par voie d'un swap sur rendement total qu'il a conclu avec nous et qui porte sur 600 millions de dollars de ces titres au 31 octobre 2009 et 2008. Au 31 octobre 2009, nous avons couvert notre exposition à la tranche résiduelle de 815 millions de dollars de billets au moyen d'un swap sur défaillance.
- Les titres détenus sont constitués de billets de capital qui sont classés dans les titres disponibles à la vente. Notre risque a été ramené à néant au cours des exercices terminés le 31 octobre 2009 et 2008.
- L'actif total détenu au 31 octobre 2009 était constitué d'un prêt de 560 millions de dollars (néant en 2008) et d'actifs divers totalisant 159 millions (265 millions en 2008).

s.o. – sans objet

Entités de titrisation des clients

Nous soutenons des entités de titrisation des clients (aussi appelées conduits multicédants soutenus par des banques) qui aident nos clients à titriser leurs actifs et à obtenir ainsi des sources de financement de substitution. Ces entités donnent à nos clients l'accès à du financement sur les marchés du papier commercial en achetant les actifs que ces clients leur vendent et en émettant alors du papier commercial à l'intention des investisseurs afin de financer les achats. Dans presque tous les cas, le vendeur continue à gérer les actifs cédés. S'il y a des pertes sur les actifs, le vendeur est le premier à assumer ces pertes. Nous ne vendons pas d'actifs aux entités de titrisation des clients et nous ne gérons pas les actifs qu'elles détiennent. Nous percevons des frais pour les services que nous fournissons relativement aux opérations de titrisation, y compris des frais de liquidité, de distribution et d'accord financier, pour le soutien que nous apportons au fonctionnement continu des entités de titrisation.

Entités de titrisation canadiennes des clients

Le risque auquel nous exposent nos entités de titrisation canadiennes des clients est résumé dans le tableau ci-dessus. Nous acquérons du papier commercial adossé à des actifs (PCAA ou papier commercial) en notre qualité de teneur de marché et nous détenons ces titres de manière temporaire, soit jusqu'à ce que des investisseurs en fassent l'acquisition. En général, les investisseurs qui souscrivent du papier commercial peuvent seulement exercer des recours contre les actifs de l'EDDV émettrice et n'ont aucun recours contre nous. Dans la mesure où nous avons acheté du papier commercial, notre risque lié aux facilités de trésorerie est réduit d'un montant équivalent. Nous avons recours à notre processus d'octroi de crédit afin de décider de conclure ou non des concours de trésorerie de style international, tout comme nous le faisons dans le cas de prêts. À ce jour, ces entités n'ont jamais fait de prélèvements sur ces concours.

Pour établir si nous sommes tenus ou non de consolider ces entités, nous nous appuyons sur une analyse quantitative des pertes prévues que nous pourrions devoir absorber. Dans le cadre de cette analyse, nous prenons en compte les droits variables importants que nous détenons, soit essentiellement nos positions en PCAA, et les commissions que nous touchons pour nos services. Nous n'avons pas à consolider quatre de nos sept entités de titrisation canadiennes des clients. Nous consolidons les EDDV qui sont entièrement financées par le PCAA que nous détenons. Notre risque de perte se limite aux actifs consolidés figurant dans le tableau ci-dessus.

Entité de titrisation américaine des clients

Le risque auquel nous expose notre entité de titrisation américaine des clients est résumé dans le tableau ci-dessus. Dans le cadre des services de soutien des activités continues de cette entité, nous pouvons lui avancer des fonds aux termes de concours de trésorerie. Nous avons recours à notre processus d'octroi de crédit afin de décider de lui avancer ou non des fonds, tout comme nous le faisons dans le cas de prêts.

Pour établir si nous sommes tenus ou non de consolider cette entité, nous nous appuyons sur une analyse quantitative des pertes prévues que nous pourrions devoir absorber. Dans le cadre de cette analyse, nous prenons en compte les droits variables importants que nous détenons, soit essentiellement les concours de trésorerie, et les commissions que nous touchons pour nos services. Nous n'avons pas à consolider notre entité de titrisation américaine des clients.

Entités de titrisation de la Banque

Nous utilisons des entités de titrisation de la Banque pour titriser nos prêts hypothécaires canadiens et nos prêts sur cartes de crédit canadiens afin d'obtenir des sources de financement de substitution. La structure de ces entités restreint les types d'activités qu'elles peuvent entreprendre et les types d'actifs qu'elles peuvent détenir, et leur pouvoir décisionnel est limité. Ces entités émettent du papier commercial ou des titres à terme adossés à des actifs pour financer leurs activités.

Étant donné leur structure, nous ne sommes pas tenus de consolider les entités de titrisation de la Banque. La note 8 contient plus de renseignements sur nos investissements, nos droits et nos obligations concernant ces entités. Nos droits variables dans celles-ci sont résumés dans le tableau ci-dessus. Les contrats sur instruments dérivés conclus avec ces entités leur permettent de gérer leur risque lié aux fluctuations des taux d'intérêt.

Nous offrons des concours de trésorerie de style international à certaines entités de titrisation de la Banque, facilités qui comportent des critères objectifs quant à la détermination du moment où les liquidités peuvent être utilisées. Nous avons recours à notre processus d'octroi de crédit afin de décider de conclure ou non ces ententes, tout comme nous le faisons dans le cas de prêts.

Entité de protection de crédit

Nous soutenons une entité de protection de crédit, Apex Trust (Apex), qui fournit aux détenteurs d'investissements dans des portefeuilles de créances d'entreprises une protection de crédit au moyen de swaps sur défaillance. En mai 2008, lors de la restructuration de Apex, nous avons également conclu des swaps sur défaillance avec les contreparties aux swaps et des swaps de compensation avec Apex. Puisque les swaps sont classés comme des instruments de négociation et sont assortis de modalités semblables, les variations de la juste valeur des swaps conclus avec Apex sont compensées par les variations de la juste valeur des swaps conclus avec les contreparties aux swaps. La juste valeur des swaps conclus avec Apex est prise en compte dans le tableau précédent tout comme le sont les billets émis par Apex que nous détenons et la facilité de financement de premier rang décrite ci-dessus. Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2009, nous avons eu recours à des swaps sur défaillance pour couvrir notre exposition aux billets que nous détenons ainsi que la première tranche de 515 millions de dollars de l'exposition aux termes de la facilité de financement de premier rang.

Pour établir si nous sommes tenus ou non de consolider cette entité, nous nous appuyons sur une analyse quantitative des pertes prévues que nous pourrions devoir absorber. Dans le cadre de cette analyse, nous prenons en compte notre risque net découlant de nos droits variables dans Apex, soit essentiellement les titres émis par Apex, la facilité de financement de premier rang que nous lui avons consentie et les couvertures connexes. Nous ne sommes pas tenus de consolider Apex.

Entités de gestion de placements structurés

Les entités de gestion de placements structurés offrent des possibilités d'investissement dans des portefeuilles de créances sur mesure et diversifiés dans plusieurs catégories d'actifs et de cotes. Nous détenons des droits dans deux entités de gestion de placements structurés, soit Links Finance Corporation (Links) et Parkland Finance Corporation (Parkland), et nous agissons en tant que gestionnaire d'actifs. Notre risque de perte est résumé dans le tableau précédent. Nous fournissons un soutien de premier rang en vue du financement de Links et de Parkland par voie de nos facilités de trésorerie. Ces facilités assurent le remboursement des billets de premier rang de façon à permettre aux entités de gestion de placements structurés de conserver une stratégie de vente d'actifs de manière ordonnée. Hormis nos engagements actuels, lesquels sont pris en compte dans le tableau précédent, nous ne sommes pas tenus de consentir d'autres facilités à ces entités. Nous avons recours à notre processus d'octroi de crédit afin de décider de leur en octroyer ou non, tout comme nous le faisons dans le cas de prêts.

Pour établir si nous sommes tenus ou non de consolider ces entités, nous nous appuyons sur une analyse quantitative des pertes prévues que nous pourrions devoir absorber. Dans le cadre de cette analyse, nous prenons en compte les droits variables importants que nous détenons dans ces entités par voie de nos facilités de trésorerie et des billets de capital que nous détenons. Nous n'avons pas à consolider ces EDDV.

Entités à financement structuré

Nous facilitons le développement de produits de placement par des tiers, y compris de fonds d'investissement, de fiducies d'investissement à participation unitaire et d'autres fonds d'investissement qui sont destinés aux investisseurs individuels. Nous concluons des contrats sur instruments dérivés avec ces fonds afin de fournir aux investisseurs le degré de risque qu'ils désirent, et nous couvrons notre risque lié à ces instruments dérivés en investissant dans d'autres fonds. Nous consolidons ces EDDV lorsque nos droits pourraient nous amener à assumer la majorité de leurs pertes prévues ou à recevoir la majorité de leurs rendements résiduels prévus, sauf si le risque associé aux pertes prévues et la possibilité de toucher les rendements résiduels ont été transférés à l'investisseur individuel par voie d'un contrat sur instruments dérivés. Nous procédons à une analyse de ces questions en nous fondant sur les parts qu'ont émises ces EDDV et que nous détenons. Notre risque de subir des pertes en raison des EDDV non consolidées se limite au montant de notre investissement.

Fiducies de capital et de financement

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2009, la Fiducie de capital BMO II (la fiducie II) a été créée en vue de l'émission de 450 millions de dollars de billets de BMO de première catégorie – série A. La fiducie II a utilisé le produit de ce placement pour acheter, auprès de la Banque, un billet de dépôt de premier rang. Selon l'évaluation des droits variables que nous avons effectuée, nous ne sommes pas tenus de consolider cette fiducie. Pour de plus amples renseignements à son sujet, voir la note 19.

La fiducie BMO Covered Bond Trust (CB Trust) a été créée en 2007 pour garantir les paiements dus aux détenteurs des obligations couvertes BMO que nous avons émises en 2008, pour un montant de 1 milliard d'euros. Nous avons vendu des actifs à CB Trust en échange d'un billet à ordre. Les actifs de CB Trust ont été cédés en nantissement pour garantir le paiement des obligations que nous avons émises. CB Trust est une EDDV que nous sommes tenus de consolider puisque, selon l'évaluation des droits variables que nous avons effectuée, nos droits pourraient nous amener à assumer la majorité de ses pertes prévues ou à recevoir la majorité de ses rendements résiduels prévus.

La Fiducie de billets secondaires BMO a été créée en 2007 en vue de l'émission de billets secondaires de la fiducie, série A, d'une valeur totale de 800 millions de dollars. La fiducie a utilisé le produit du placement pour acheter, auprès de nous, un billet de dépôt de premier rang. Selon une évaluation de nos droits variables, nous ne sommes pas tenus de consolider cette fiducie. Pour de plus amples renseignements à son sujet, voir la note 18.

La Fiducie de capital BMO a été créée en vue de l'émission des titres Fiducie de capital BMO (appelés BOaTS). D'après l'évaluation des droits variables que nous avons effectuée, cette fiducie est une EDDV que nous sommes tenus de consolider. Les titres émis par la Fiducie de capital BMO, pour un montant de 2,2 milliards de dollars, sont comptabilisés soit dans la part des actionnaires sans contrôle dans des filiales, soit dans les titres d'une fiducie de capital, et sont portés à notre bilan consolidé. Pour de plus amples renseignements sur cette fiducie, voir la note 19.

Fiducies relatives à la rémunération

Nous avons constitué des fiducies afin d'administrer le régime d'actionariat de nos employés. En vertu de ce régime, lorsqu'un employé choisit d'affecter une partie de son salaire brut à l'achat de nos actions ordinaires, nous y ajoutons une somme égale à 50 % de ses cotisations. Les sommes que nous versons ainsi sont placées dans des fiducies qui achètent nos actions sur le marché libre en vue d'effectuer le versement aux employés lorsque ceux-ci y ont droit en vertu du régime. Les actifs détenus par nos fiducies relatives à la rémunération totalisaient 869 millions de dollars au 31 octobre 2009 (618 millions en 2008). Selon une évaluation de nos droits variables, nous ne sommes pas tenus de consolider ces fiducies et elles ne nous exposent à aucun risque de perte.

Autres EDDV

Nous avons des liens avec d'autres entités qui sont susceptibles d'être des EDDV. Ces liens peuvent consister, par exemple, à agir comme contrepartie d'instruments dérivés, fournisseur de liquidités, investisseur, gestionnaire de fonds ou fiduciaire. Ces activités ne nous exposent pas au risque d'avoir à assumer la majorité des pertes prévues de ces EDDV ni ne nous donnent la possibilité de recevoir la majorité de leurs rendements résiduels prévus. Par conséquent, nous ne sommes pas tenus de consolider ces EDDV. Les transactions avec celles-ci sont effectuées aux taux du marché et chaque décision de crédit ou d'investissement repose sur l'analyse de l'EDDV concernée et tient compte de la qualité des actifs sous-jacents. Nous comptabilisons et présentons ces transactions de la même façon que les autres transactions. Par exemple, les contrats sur instruments dérivés sont comptabilisés conformément à notre convention comptable concernant les instruments dérivés, telle qu'elle est énoncée à la note 10. Les facilités de trésorerie sont décrites à la note 7.

Note 10 : Instruments dérivés

Les instruments dérivés sont des contrats financiers dont la valeur est dérivée de changements sous-jacents des taux d'intérêt, taux de change ou autres prix ou indices du marché des capitaux ou des produits de base.

Les instruments dérivés sont des contrats qui se négocient sur les marchés boursiers réglementés ou sur le marché hors cote. Nous utilisons ces instruments à des fins de négociation ainsi que pour gérer nos risques, principalement les risques liés aux fluctuations des taux de change et d'intérêt, dans le cadre de notre programme de gestion des actifs et des passifs.

Types d'instruments dérivés

Swaps

Le swap est un contrat entre deux parties visant l'échange d'une série de flux de trésorerie. Les divers contrats de swaps que nous concluons sont les suivants :

Swap de taux d'intérêt – les contreparties s'échangent habituellement des versements d'intérêts à taux fixe et variable, fondés sur une valeur nominale de référence dans une même devise.

Swap de devises – les contreparties s'échangent des versements d'intérêts à taux fixe et des montants en capital dans des devises différentes.

Swap de taux d'intérêt et de devises – les contreparties s'échangent des versements d'intérêts à taux fixe et variable et des montants en capital dans des devises différentes.

Swap de produits de base – les contreparties s'échangent généralement des versements à taux fixe et variable, fondés sur la valeur nominale de référence d'un seul produit de base.

Swap d'actions – les contreparties s'échangent le rendement de une action ou d'un groupe d'actions contre le rendement fondé sur un taux d'intérêt fixe ou variable ou le rendement de une autre action ou d'un autre groupe d'actions.

Swap sur défaillance – une contrepartie verse des frais à l'autre contrepartie pour que cette dernière accepte de faire un paiement si un incident de crédit survient, comme une faillite ou un défaut de paiement.

Swap sur rendement total – une contrepartie accepte de payer à l'autre contrepartie ou de recevoir d'elle des sommes en espèces dont le montant est fonction des variations de la valeur d'un actif ou d'un groupe d'actifs de référence, y compris les rendements comme l'intérêt gagné sur ces actifs, en échange de sommes dont le montant est fonction des taux de financement en vigueur sur le marché.

Les principaux risques liés à ces instruments proviennent de l'exposition aux fluctuations des taux d'intérêt, des taux de change, de la qualité du crédit, de la valeur des titres ou des prix des produits de base, selon le cas, ainsi que de l'incapacité éventuelle des contreparties à respecter les modalités des contrats.

Contrats à terme de gré à gré et contrats à terme standardisés

Le contrat à terme de gré à gré et le contrat à terme standardisé sont des ententes contractuelles portant sur la vente ou l'achat d'un montant déterminé d'une devise, d'un produit de base, d'un instrument financier sensible aux taux d'intérêt ou d'un titre à un prix et à une date prédéterminés.

Le contrat à terme de gré à gré est un contrat sur mesure négocié sur le marché hors cote. Le contrat à terme standardisé se négocie selon des montants préétablis sur des marchés réglementés et fait l'objet d'une marge de sécurité calculée quotidiennement.

Les principaux risques liés à ces instruments proviennent de l'incapacité éventuelle des contreparties des marchés hors cote à respecter les modalités des contrats, ainsi que des mouvements des prix des produits de base, de la valeur des titres, des taux d'intérêt et des taux de change, selon le cas.

Options

L'option est un contrat donnant à l'acheteur le droit mais non l'obligation d'acheter ou de vendre un montant déterminé d'une devise, d'un produit de base, d'un instrument financier sensible aux taux d'intérêt ou d'un titre à une date prédéterminée ou à n'importe quel moment dans une période préétablie.

Dans le cas d'une option que nous vendons, l'acheteur nous verse une prime pour que nous acceptions un risque de marché.

Dans le cas d'une option que nous achetons, nous versons une prime pour le droit d'exercer l'option. Comme nous ne sommes pas tenus d'exercer l'option, le risque principal auquel nous sommes exposés est un risque potentiel de crédit dans l'éventualité où le vendeur, aux termes d'un contrat négocié sur le marché hors cote, ne s'acquitterait pas de ses obligations contractuelles.

Les contrats assortis de taux plafonds, de fourchettes de taux et de taux planchers sont des types particuliers d'options position vendeur et position acheteur. Il s'agit de contrats en vertu desquels le vendeur s'engage à verser à l'acheteur, selon un montant nominal de référence donné, la différence entre le taux du marché et le taux stipulé au contrat. Le vendeur reçoit une prime pour la vente de cet instrument.

Utilisations des instruments dérivés

Instruments dérivés de négociation

Les instruments dérivés de négociation sont des instruments conclus avec des clients afin d'aider ces derniers à gérer leur risque, ou des instruments contractés afin de nous permettre de générer des revenus de négociation à partir de positions prises pour notre propre compte, ou certains instruments qui ne répondent pas aux conditions de la comptabilité de couverture (couvertures économiques).

Nous procédons au montage et à la commercialisation de produits dérivés pour permettre aux clients de transférer, de modifier ou de réduire les risques existants ou prévus.

Les activités effectuées pour notre propre compte comprennent la tenue de marché, le positionnement et les opérations d'arbitrage. La tenue de marché consiste à offrir des cours acheteurs et vendeurs à d'autres participants du marché dans le but de générer des revenus en fonction des écarts et des volumes. Le positionnement consiste à gérer des positions exposées au risque du marché, dans l'intention de profiter des mouvements favorables des cours, des taux ou des indices. Les opérations d'arbitrage consistent à détecter des différences de prix entre marchés et produits, et à en tirer profit.

Nous pouvons aussi effectuer, pour notre propre compte, des opérations portant sur divers instruments du marché financier et instruments dérivés qui, prises dans leur ensemble, sont conçues pour nous permettre de tirer parti des changements prévus dans les conditions du marché.

Les instruments dérivés de négociation sont comptabilisés à leur juste valeur. Les gains et les pertes, réalisés ou non, sont portés aux revenus (pertes) de négociation dans notre état consolidé des résultats. Les gains non réalisés sur instruments dérivés de négociation sont inscrits à notre bilan consolidé au poste instruments dérivés de l'actif, et les pertes non réalisées le sont au poste instruments dérivés du passif.

Instruments dérivés de couverture

Conformément à notre stratégie de gestion des risques, nous concluons divers contrats sur instruments dérivés pour couvrir nos risques liés aux taux d'intérêt et aux devises.

Risques couverts

Risque de taux d'intérêt

Nous gérons le risque de taux d'intérêt au moyen de swaps de taux d'intérêt et d'options, qui sont liés, tout en l'ajustant, à la sensibilité aux taux d'intérêt d'un actif ou d'un passif spécifique, d'une transaction spécifique prévue, d'un engagement ferme spécifique, ou d'un groupe spécifique de transactions ayant les mêmes caractéristiques de risque.

Risque de change

Nous gérons le risque de change au moyen de swaps de devises et de contrats à terme. Ces instruments dérivés sont comptabilisés à la valeur de marché et les gains et pertes, réalisés ou non, sont portés au revenu autre que d'intérêts, conformément au traitement comptable des gains et pertes sur l'élément faisant l'objet de la couverture économique. Les variations de la juste valeur des contrats à terme qui répondent aux conditions de la comptabilité de couverture sont inscrites dans les autres éléments du résultat étendu et l'écart au comptant/à terme (l'écart entre le taux de change à l'entrée en vigueur du contrat et le taux à la fin du contrat) est inscrit dans les frais d'intérêts sur la durée de la couverture.

Nous utilisons aussi parfois des contrats de change à terme pour couvrir d'un point de vue économique notre revenu net en dollars américains, afin de réduire au minimum les fluctuations de notre revenu net en dollars canadiens causées par la conversion de notre revenu net réalisé en dollars américains. Ces contrats sont comptabilisés à leur juste valeur et les gains et pertes sont portés au revenu autre que d'intérêts, au poste revenus de change, autres que de négociation.

Couvertures aux fins de la comptabilité de couverture

Pour qu'un instrument dérivé puisse être considéré comme un instrument de couverture aux fins de la comptabilité de couverture, la relation de couverture doit être désignée comme telle et dûment documentée lors de sa mise en place. Les documents doivent faire état de l'objectif et de la stratégie de gestion du risque propre à la couverture, en précisant l'actif, le passif ou les flux de trésorerie qui font l'objet de la couverture, ainsi que la manière dont son efficacité est évaluée. Les variations de la juste valeur de l'instrument dérivé doivent être très efficaces pour compenser soit les variations de la juste valeur des éléments inscrits au bilan découlant du risque couvert, soit celles du montant des flux de trésorerie futurs.

L'efficacité de ces instruments de couverture est évaluée à la mise en place de la relation de couverture et régulièrement par la suite, de manière rétrospective et prospective, en utilisant principalement des mesures statistiques quantitatives de corrélation. Toute inefficacité de la relation de couverture est constatée dans le revenu autre que d'intérêts, au poste autres, dans l'état consolidé des résultats, lorsqu'elle se produit.

Couvertures de flux de trésorerie

Les couvertures de flux de trésorerie modifient le risque lié à la variabilité des flux de trésorerie pour les instruments productifs d'intérêts à taux variable, les actifs libellés en devises ou l'émission prévue de passifs à taux fixe. Nos couvertures de flux de trésorerie, qui ont une durée maximale de neuf ans, sont des couvertures de prêts et de dépôts à taux variable et d'actifs libellés en devises.

Nous comptabilisons les intérêts à recevoir ou à payer sur les instruments dérivés comme un rajustement du revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions inscrit à notre état consolidé des résultats, sur la durée de la couverture.

Dans la mesure où les variations de la juste valeur de l'instrument dérivé compensent les variations de la juste valeur de l'instrument couvert, elles sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat étendu. Toute partie des variations de la juste valeur de l'instrument dérivé qui ne compense pas les variations de la juste valeur de l'instrument couvert (l'inefficacité de la couverture) est portée directement au revenu autre que d'intérêts, au poste autres, dans notre état consolidé des résultats.

Dans le cas des couvertures de flux de trésorerie qui cessent d'exister avant la fin de la durée initiale, les gains ou pertes non réalisés comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu sont amortis par imputation au revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions dans notre état consolidé des résultats sur la période durant laquelle l'élément couvert a une incidence sur les résultats. Si l'élément couvert est vendu ou réglé, la totalité des gains ou pertes non réalisés est constatée dans le revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions, dans notre état consolidé des résultats. Le montant des autres éléments du gain étendu que nous prévoyons reclasser dans notre état consolidé des résultats au cours des 12 prochains mois s'élève à 235 millions de dollars (163 millions après impôts). Ce montant aura pour effet de rajuster les intérêts sur les actifs et les passifs qui faisaient auparavant l'objet de couvertures.

Couvertures de la juste valeur

Les couvertures de la juste valeur modifient le risque lié aux variations de la juste valeur des instruments à taux fixe causées par les variations de taux d'intérêt. Ces couvertures transforment des actifs et passifs à taux fixe en actifs et passifs à taux variable. Nos couvertures de la juste valeur comprennent des couvertures de titres, de dépôts et de dette subordonnée à taux fixe.

Nous comptabilisons les intérêts à recevoir ou à payer sur les instruments dérivés comme un rajustement du revenu net d'intérêts que nous inscrivons dans notre état consolidé des résultats sur la durée de la couverture.

Dans le cas des couvertures de la juste valeur, non seulement l'instrument dérivé de couverture est comptabilisé à sa juste valeur, mais les actifs et passifs à taux fixe qui font partie de la relation de couverture sont rajustés en fonction des variations de la valeur du risque qui est couvert (quasi juste valeur). Dans la mesure où les variations de la juste valeur de l'instrument dérivé ne neutralisent pas les variations du rajustement de la quasi juste valeur de l'élément couvert (l'inefficacité de la couverture), le montant net est porté directement au revenu autre que d'intérêts, au poste autres, dans l'état consolidé des résultats.

Dans le cas des couvertures de la juste valeur qui cessent d'exister, nous ne rajustons plus l'élément couvert à la quasi juste valeur. Le rajustement à la quasi juste valeur de l'élément couvert est alors comptabilisé comme un rajustement du revenu ou des frais d'intérêts relatifs à cet élément, sur le reste de sa durée. Si l'élément couvert est vendu ou réglé, tout rajustement à la quasi juste valeur est inclus dans la détermination du gain ou de la perte découlant de la vente ou du règlement. Nous n'avons couvert aucun engagement au cours des exercices terminés le 31 octobre 2009 et 2008.

Couvertures du montant net de placements

Les couvertures du montant net de placements atténuent notre exposition aux fluctuations du taux de change ayant trait à notre investissement net dans des établissements à l'étranger. Nos passifs-dépôts libellés en devises sont désignés comme des instruments de couverture de ce risque. La conversion des devises, tant des investissements nets que des instruments de couverture, est comptabilisée dans le cumul des autres éléments du résultat étendu (de la perte étendue) provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger. Dans la mesure où la couverture n'est pas efficace, les montants sont inscrits à notre état consolidé des résultats dans les revenus de change, autres que de négociation. Le montant de l'inefficacité de la couverture associé aux couvertures du montant net de placements pour 2009 a été un gain de 10 millions de dollars (une perte de 11 millions en 2008 et un gain de moins de 1 million en 2007).

Relations de couverture de la juste valeur

Le tableau suivant présente l'incidence des couvertures de la juste valeur sur nos résultats financiers :

(en millions de dollars canadiens)

Gains (pertes) avant impôts constatés en résultat

Type de contrat	Montant du gain (de la perte) sur les instruments dérivés de couverture ¹⁾	Rajustement à la quasi juste valeur ²⁾	Inefficacité de la couverture comptabilisée au poste autres, sous revenu autre que d'intérêts
Contrats de taux d'intérêt – 2009	(100)\$	90 \$	(10)\$
2008	747	(736)	11
2007	(43)	44	1

- 1) Les gains (pertes) non réalisés sur les instruments dérivés de couverture sont comptabilisés au poste autres actifs – instruments dérivés ou autres passifs – instruments dérivés dans le bilan consolidé.
2) Les gains (pertes) non réalisés sur les éléments couverts sont comptabilisés aux postes titres – disponibles à la vente, dette subordonnée et dépôts.

Relations de couverture des flux de trésorerie

Le tableau suivant présente l'incidence des couvertures de flux de trésorerie sur nos résultats financiers :

(en millions de dollars canadiens, avant impôts)

Type de contrat	Variation de la juste valeur comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu	Variation de la juste valeur comptabilisée au poste revenu autre que d'intérêts – autres	Reclassement des gains (pertes) provenant de couvertures ayant cessé d'être désignées comme telles des autres éléments du résultat étendu dans le revenu net d'intérêts	Amortissement de l'écart au comptant/à terme sur les contrats de change dans les frais d'intérêts ¹⁾
2009				
Taux d'intérêt	100 \$	(10)\$	135 \$	– \$
Change	(317)	–	–	(43)
Total	(217)\$	(10)\$	135 \$	(43)\$
2008				
Taux d'intérêt	536 \$	16 \$	(92)\$	–
Change	–	–	–	–
Total	536 \$	16 \$	(92)\$	–
2007				
Taux d'intérêt	(192)\$	1 \$	(19)\$	–
Change	–	–	–	–
Total	(192)\$	1 \$	(19)\$	–

- 1) Notre évaluation de l'efficacité ne tient pas compte de l'écart au comptant/à terme.

Instruments dérivés incorporés

À l'occasion, nous achetons ou émettons des instruments financiers qui contiennent des instruments dérivés incorporés. L'instrument incorporé est séparé du contrat hôte et comptabilisé à la juste valeur si ses caractéristiques économiques ne sont pas étroitement liées à celles du contrat hôte, si ses modalités sont les mêmes que celles d'un instrument dérivé autonome et si le contrat composé n'est pas détenu à des fins de négociation ou désigné comme étant comptabilisé à la juste valeur. Si nous ne pouvons pas identifier et évaluer de manière fiable l'instrument dérivé incorporé, le contrat est comptabilisé dans sa totalité à la juste valeur, les variations de celle-ci étant comptabilisées dans le revenu net. Les instruments dérivés incorporés dans certains de nos billets liés à des titres de participation sont comptabilisés séparément de l'instrument hôte.

Dispositions conditionnelles

Certains instruments dérivés négociés sur les marchés hors cote renferment des dispositions qui établissent un lien entre l'étendue de la garantie que nous sommes tenus de fournir ou les exigences en matière de paiement et nos cotes de crédit (déterminées par les grandes agences de notation). Si nos cotes de crédit devaient fléchir, certaines contreparties aux instruments dérivés pourraient exiger la constitution immédiate et continue d'une garantie quotidienne sur les instruments dérivés en position de passif ou un paiement immédiat. Le montant total de la juste valeur de tous les instruments dérivés qui devaient faire

l'objet d'une garantie et qui étaient en position de passif au 31 octobre 2009 était de 7 milliards de dollars, montant à l'égard duquel nous avons fourni des garanties de 7 milliards de dollars. Si notre cote de crédit avait été ramenée à A– au 31 octobre 2009 (par Standard & Poor's), il nous aurait fallu donner une garantie ou satisfaire à des exigences de paiement d'un montant additionnel de 470 millions de dollars.

Juste valeur

La juste valeur représente des estimations ponctuelles qui sont susceptibles de changer dans d'autres périodes, en raison des conditions du marché ou d'autres facteurs. La juste valeur des instruments dérivés négociés en bourse est établie selon la valeur à la cote sur les marchés d'instruments dérivés. La juste valeur des instruments dérivés négociés sur le marché hors cote est établie à l'aide de prix multisources ou de méthodes d'évaluation à coupon zéro, rajustés pour tenir compte des risques en matière de crédit, de modèles et de liquidités ainsi que des coûts administratifs. Les courbes à coupon zéro sont tracées au moyen de techniques d'évaluation généralement reconnues, d'après les instruments sous-jacents tels que des espèces, des obligations et des contrats à terme standardisés observables sur le marché. La volatilité implicite des options, qui est utilisée dans le modèle d'évaluation, est obtenue directement par voie de données du marché ou calculée d'après les cours du marché.

Le tableau ci-dessous présente la juste valeur de nos instruments dérivés :

(en millions de dollars canadiens)	2009			2008		
	Actifs bruts	Passifs bruts	Montant net	Actifs bruts	Passifs bruts	Montant net
Négociation						
Contrats de taux d'intérêt						
Swaps	27 233 \$	(26 195)\$	1 038 \$	27 033 \$	(26 245)\$	788 \$
Contrats à terme de gré à gré	231	(241)	(10)	165	(166)	(1)
Contrats à terme standardisés	3	(22)	(19)	19	(12)	7
Options achetées	1 749	(3)	1 746	1 804	–	1 804
Options vendues	–	(1 828)	(1 828)	–	(1 643)	(1 643)
Contrats de change						
Swaps de devises	1 542	(2 158)	(616)	1 212	(1 346)	(134)
Swaps de taux d'intérêt et de devises	3 662	(3 658)	4	7 867	(7 259)	608
Contrats de change à terme	2 713	(3 168)	(455)	8 383	(7 913)	470
Options achetées	232	–	232	566	–	566
Options vendues	–	(185)	(185)	–	(774)	(774)
Contrats sur produits de base						
Swaps	1 500	(1 332)	168	2 336	(3 102)	(766)
Options achetées	1 990	–	1 990	3 953	–	3 953
Options vendues	–	(1 835)	(1 835)	–	(3 497)	(3 497)
Contrats sur titres de participation						
Swaps sur défaillance	1 982	(1 355)	627	4 498	(2 017)	2 481
Options achetées	2 937	–	2 937	6 435	–	6 435
Options vendues 1)	–	(2 159)	(2 159)	–	(5 828)	(5 828)
Juste valeur totale – instruments dérivés de négociation	45 774 \$	(44 139)\$	1 635 \$	64 271 \$	(59 802)\$	4 469 \$
Juste valeur moyenne 2)	64 377 \$	(62 685)\$	1 692 \$	43 917 \$	(40 456)\$	3 461 \$
Couverture						
Contrats de taux d'intérêt						
Couvertures de flux de trésorerie – swaps	182 \$	(440)\$	(258)\$	752 \$	(187)\$	565 \$
Couvertures de la juste valeur – swaps	707	(186)	521	563	(59)	504
Total des swaps	889 \$	(626)\$	263 \$	1 315 \$	(246)\$	1 069 \$
Contrats de change						
Couvertures de flux de trésorerie – contrats de change à terme	1 235 \$	– \$	1 235 \$	– \$	– \$	– \$
Total des contrats de change	1 235 \$	– \$	1 235 \$	– \$	– \$	– \$
Juste valeur totale – instruments dérivés de couverture 3)	2 124 \$	(626)\$	1 498 \$	1 315 \$	(246)\$	1 069 \$
Juste valeur moyenne 2)	2 128 \$	(559)\$	1 569 \$	540 \$	(257)\$	283 \$
Juste valeur totale – instruments dérivés de négociation et de couverture	47 898 \$	(44 765)\$	3 133 \$	65 586 \$	(60 048)\$	5 538 \$
Moins : incidence des contrats cadres de compensation des soldes	(29 423)\$	29 423 \$	– \$	(41 748)\$	41 748 \$	– \$
Total	18 475 \$	(15 342)\$	3 133 \$	23 838 \$	(18 300)\$	5 538 \$

1) Les options vendues relativement aux swaps sur défaillance comprennent 2 013 millions de dollars d'instruments de catégorie investissement, 145 millions de dollars d'instruments de catégorie spéculative et 1 million de dollars d'instruments sans cote de crédit (5 326 millions, 480 millions et 22 millions en 2008). Les cotes de crédit AAA, AA, A et BBB constituent des cotes de catégorie investissement et les cotes BB ou inférieures désignent des instruments de catégorie spéculative. Ces cotes reflètent en grande partie celles attribuées par des agences de notation externes et représentent le risque lié au paiement ou au rendement du titre sous-jacent ou de l'actif de référence.

2) La juste valeur moyenne est calculée selon la méthode des moyennes mobiles sur cinq trimestres.

3) La juste valeur des instruments dérivés de couverture compense totalement ou partiellement les changements de la juste valeur des instruments financiers connexes inscrits au bilan ou des flux de trésorerie futurs.

Les actifs sont présentés après déduction des passifs envers les clients lorsque nous avons un droit exécutoire de compensation des montants et que nous avons l'intention de régler les contrats selon le solde net.

Les contrats de change comprenaient une somme de néant au 31 octobre 2009 (néant en 2008) liée à des contrats sur l'or.

Certains chiffres des exercices précédents ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude.

Le tableau ci-dessous présente les instruments dérivés inscrits à notre bilan consolidé :

(en millions de dollars canadiens)	Actifs		Passifs	
	2009	2008	2009	2008
Juste valeur des instruments dérivés de négociation	45 774 \$	64 271 \$	44 139 \$	59 802 \$
Juste valeur des instruments dérivés de couverture	2 124	1 315	626	246
Total	47 898 \$	65 586 \$	44 765 \$	60 048 \$

Montants nominaux de référence

Les montants nominaux de référence de nos instruments dérivés représentent le montant auquel un taux ou un prix s'applique pour calculer la somme en espèces qui doit être échangée en vertu du contrat. Les montants nominaux de référence ne constituent pas des actifs ni des passifs et ne sont donc pas inscrits à notre bilan consolidé.

	2009				2008			
	Négociation	Couverture		Total	Négociation	Couverture		Total
		Flux de trésorerie	Juste valeur			Flux de trésorerie	Juste valeur	
Contrats de taux d'intérêt								
Marchés hors cote								
Swaps	1 307 531 \$	29 161 \$	32 135 \$	1 368 827 \$	1 438 097 \$	33 633 \$	16 918 \$	1 488 648 \$
Contrats à terme de gré à gré	385 463	–	–	385 463	217 072	–	–	217 072
Options achetées	54 407	–	–	54 407	83 497	–	–	83 497
Options vendues	74 923	–	–	74 923	103 492	–	–	103 492
	1 822 324	29 161	32 135	1 883 620	1 842 158	33 633	16 918	1 892 709
Marchés réglementés								
Contrats à terme standardisés	75 761	–	–	75 761	76 215	–	–	76 215
Options achetées	47 580	–	–	47 580	70 356	–	–	70 356
Options vendues	38 887	–	–	38 887	58 288	–	–	58 288
	162 228	–	–	162 228	204 859	–	–	204 859
Total des contrats de taux d'intérêt	1 984 552	29 161	32 135	2 045 848	2 047 017	33 633	16 918	2 097 568
Contrats de change								
Marchés hors cote								
Swaps de devises	29 988	–	–	29 988	13 681	–	–	13 681
Swaps de taux d'intérêt et de devises	155 297	–	–	155 297	136 219	–	–	136 219
Contrats de change à terme	213 459	16 370	–	229 829	212 927	–	–	212 927
Options achetées	6 459	–	–	6 459	8 477	–	–	8 477
Options vendues	10 840	–	–	10 840	10 715	–	–	10 715
	416 043	16 370	–	432 413	382 019	–	–	382 019
Marchés réglementés								
Contrats à terme standardisés	377	–	–	377	835	–	–	835
Options achetées	8 185	–	–	8 185	6 806	–	–	6 806
Options vendues	794	–	–	794	3 073	–	–	3 073
	9 356	–	–	9 356	10 714	–	–	10 714
Total des contrats de change	425 399	16 370	–	441 769	392 733	–	–	392 733
Contrats sur produits de base								
Marchés hors cote								
Swaps	23 019	–	–	23 019	45 988	–	–	45 988
Options achetées	13 749	–	–	13 749	35 749	–	–	35 749
Options vendues	11 486	–	–	11 486	33 871	–	–	33 871
	48 254	–	–	48 254	115 608	–	–	115 608
Marchés réglementés								
Contrats à terme standardisés	24 078	–	–	24 078	39 840	–	–	39 840
Options achetées	55 716	–	–	55 716	108 337	–	–	108 337
Options vendues	58 686	–	–	58 686	109 359	–	–	109 359
	138 480	–	–	138 480	257 536	–	–	257 536
Total des contrats sur produits de base	186 734	–	–	186 734	373 144	–	–	373 144
Contrats sur titres de participation								
Marchés hors cote								
Marchés réglementés	18 359	–	–	18 359	17 759	–	–	17 759
	10 511	–	–	10 511	19 129	–	–	19 129
Total des contrats sur titres de participation	28 870	–	–	28 870	36 888	–	–	36 888
Swaps sur défaillance								
Options achetées sur les marchés hors cote	56 237	–	–	56 237	78 230	–	–	78 230
Options vendues sur les marchés hors cote 1)	51 072	–	–	51 072	71 977	–	–	71 977
Total des swaps sur défaillance	107 309	–	–	107 309	150 207	–	–	150 207
Total	2 732 864 \$	45 531 \$	32 135 \$	2 810 530 \$	2 999 989 \$	33 633 \$	16 918 \$	3 050 540 \$

1) Les options vendues relativement aux swaps sur défaillance comprennent 45 843 millions de dollars d'instruments de catégorie investissement, 5 034 millions de dollars d'instruments de catégorie spéculative et 195 millions de dollars d'instruments sans cote de crédit (66 829 millions, 4 121 millions et 1 027 millions en 2008). Les cotes de crédit AAA, AA, A et BBB constituent des cotes de catégorie investissement et les cotes BB ou inférieures désignent des instruments de catégorie spéculative. Ces cotes reflètent en grande partie celles attribuées par des agences de notation externes et représentent le risque lié au paiement ou au rendement du titre sous-jacent ou de l'actif de référence.

Les montants nominaux de référence comprenaient 184 millions de dollars au 31 octobre 2009 (59 millions en 2008) relativement au programme de certificats de dépôt liés aux contrats à terme standardisés gérés. Les risques associés à ces instruments et représentés par les actifs de ce programme sont négociés pour le compte des clients, tous les gains et pertes leur étant imputés.

Les contrats de change comprenaient une somme de néant au 31 octobre 2009 (néant en 2008) liée à des contrats sur l'or.

Certains chiffres des exercices précédents ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude.

Risque de marché lié aux instruments dérivés

Les instruments dérivés posent un risque de marché. Le risque de marché découle de la possibilité d'une incidence négative, sur le bilan ou l'état des résultats, de fluctuations défavorables de la valeur d'instruments dérivés par suite de variations de certains paramètres du marché, notamment les taux d'intérêt, les taux de change, le cours des actions et le prix des produits de base, et leur volatilité implicite, ainsi que les écarts de taux de crédit, la migration du crédit et les défaillances. Nous nous efforçons de limiter le risque de marché en appliquant des processus globaux de gouvernance et de gestion pour toutes les activités comportant un risque de marché.

Risque de crédit lié aux instruments dérivés

Les instruments dérivés négociés sur les marchés hors cote représentent un risque de crédit en raison de la possibilité que les contreparties ne s'acquittent pas de leurs obligations. Le risque de crédit lié à un instrument dérivé représente habituellement une petite fraction du montant nominal de référence de l'instrument en question. De façon générale, les contrats sur instruments dérivés peuvent nous exposer à des pertes si l'évolution des taux du marché influe défavorablement sur la position d'une contrepartie et que cette contrepartie manque à ses obligations de paiement. Le risque de crédit est représenté par la juste valeur positive de l'instrument dérivé. Nous nous efforçons de limiter le risque de crédit en faisant affaire avec des contreparties que nous considérons comme solvables, et nous gérons notre risque de crédit lié aux instruments dérivés selon le même processus de gestion du risque de crédit que nous appliquons aux prêts et aux autres formes de crédit.

Nous cherchons également d'autres moyens de réduire notre risque de crédit lié aux instruments dérivés, notamment en concluant des contrats cadres de compensation des soldes. Ces contrats cadres permettent d'éliminer le risque de crédit lié aux contrats favorables, dans la mesure où les contrats défavorables conclus avec la même contrepartie ne peuvent être réglés avant les contrats favorables.

Les instruments dérivés négociés sur les marchés boursiers réglementés ne comportent aucun risque de crédit, car ils sont réglés sur une base nette avec chaque bourse.

Les expressions suivantes relatives au risque de crédit sont utilisées dans le tableau ci-dessous :

Valeur de remplacement : Ce qu'il en coûte pour remplacer, au cours du marché, tous les contrats qui ont une juste valeur positive. Ce chiffre représente en fait les gains non réalisés sur nos instruments dérivés. La valeur de remplacement indiquée dans le tableau ci-dessous représente le montant net de l'actif et du passif envers une contrepartie en particulier, lorsque nous avons un droit exécutoire de compenser le montant qui nous est dû par le montant que nous devons et que nous avons l'intention soit de procéder au règlement sur une base nette, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Équivalent-risque de crédit : Le total de la valeur de remplacement, majoré d'un montant représentant le risque de crédit potentiel, conformément aux règles de suffisance du capital édictées par le BSIF.

Actif pondéré en fonction des risques : L'équivalent-risque de crédit pondéré en fonction de la solvabilité de la contrepartie, tel qu'il est stipulé par le BSIF.

	2009						2008
	Valeur de remplacement	Équivalent-risque de crédit	Actif pondéré en fonction des risques	Valeur de remplacement	Équivalent-risque de crédit	Actif pondéré en fonction des risques	
(en millions de dollars canadiens)							
Contrats de taux d'intérêt							
Swaps	28 122 \$	33 730 \$	– \$	28 348 \$	35 714 \$	– \$	
Contrats à terme de gré à gré	231	239	–	165	180	–	
Options achetées	1 710	1 945	–	1 714	2 057	–	
Total des contrats de taux d'intérêt	30 063	35 914	3 631	30 227	37 951	5 231	
Contrats de change							
Swaps de devises	1 542	2 994	–	1 212	2 017	–	
Swaps de taux d'intérêt et de devises	3 662	11 441	–	7 867	14 551	–	
Contrats de change à terme	3 948	6 695	–	8 383	9 928	–	
Options achetées	171	284	–	398	576	–	
Total des contrats de change	9 323	21 414	2 340	17 860	27 072	3 362	
Contrats sur produits de base							
Swaps	1 500	4 915	–	2 336	8 242	–	
Options achetées	829	2 855	–	1 670	7 037	–	
Total des contrats sur produits de base	2 329	7 770	1 232	4 006	15 279	1 957	
Contrats sur titres de participation							
	1 365	1 945	235	888	1 814	392	
Swaps sur défaillance							
	2 937	3 188	3 401	6 435	7 564	3 955	
Total des instruments dérivés	46 017	70 231	10 839	59 416	89 680	14 897	
Moins : incidence des contrats cadres de compensation des soldes	(29 423)	(42 581)	–	(41 748)	(54 223)	–	
Total	16 594 \$	27 650 \$	10 839 \$	17 668 \$	35 457 \$	14 897 \$	

Le total des instruments dérivés et l'incidence des contrats cadres de compensation des soldes relatifs à la valeur de remplacement ne comprennent pas les instruments dérivés négociés sur les marchés boursiers réglementés dont la juste valeur était de 1 881 millions de dollars au 31 octobre 2009 (6 170 millions en 2008).

Certains chiffres des exercices précédents ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude.

Les transactions sont effectuées avec des contreparties de diverses régions et de différents secteurs d'activité. Le tableau suivant fait état de la valeur de remplacement des contrats des clients par pays (avant l'incidence des contrats cadres de compensation des soldes), établie en fonction du pays où le risque ultime est assumé :

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2009		2008	
Canada	19 640 \$	43 %	21 022 \$	36 %
États-Unis	11 783	26	17 351	29
Royaume-Uni	6 699	14	8 411	14
Autres pays 1)	7 895	17	12 632	21
Total	46 017 \$	100 %	59 416 \$	100 %

1) Aucun autre pays n'a représenté 10 % ou plus de la valeur de remplacement en 2009 et en 2008.

Les transactions sont effectuées avec des contreparties de divers secteurs d'activité. Le tableau suivant fait état de la valeur de remplacement des contrats par secteur d'activité (avant l'incidence des contrats cadres de compensation des soldes).

(en millions de dollars canadiens)	Contrats de taux d'intérêt		Contrats de change		Contrats sur produits de base		Contrats sur titres de participation		Swaps sur défaillance		Total	
	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008
Institutions financières	26 443 \$	26 315 \$	6 025 \$	12 118 \$	829 \$	1 634 \$	927 \$	390 \$	802 \$	3 198 \$	35 026 \$	43 655 \$
Administrations publiques	1 510	1 198	1 909	1 824	24	25	—	—	—	—	3 443	3 047
Ressources naturelles	13	20	57	170	389	1 050	—	—	—	—	459	1 240
Énergie	76	64	18	80	213	958	—	—	—	—	307	1 102
Autres	2 021	2 630	1 314	3 668	874	339	438	498	2 135	3 237	6 782	10 372
Total	30 063 \$	30 227 \$	9 323 \$	17 860 \$	2 329 \$	4 006 \$	1 365 \$	888 \$	2 937 \$	6 435 \$	46 017 \$	59 416 \$

Certains chiffres des exercices précédents ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude.

Terme à courir

Les échéances de nos contrats sur instruments dérivés varient. Le tableau suivant présente les termes à courir relativement aux montants nominaux de référence de nos contrats sur instruments dérivés :

(en millions de dollars canadiens)	Terme à courir					2009	2008
	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 ans à 5 ans	De 5 ans à 10 ans	Plus de 10 ans	Total des montants nominaux de référence	Total des montants nominaux de référence
Contrats de taux d'intérêt							
Swaps		407 198 \$	392 445 \$	301 197 \$	211 805 \$	56 182 \$	1 368 827 \$
Contrats à terme de gré à gré, contrats à terme standardisés et options		570 562	75 217	13 364	15 830	2 048	677 021
Total des contrats de taux d'intérêt		977 760	467 662	314 561	227 635	58 230	2 045 848
Contrats de change							
Swaps de devises		5 282	11 921	2 856	7 464	2 465	29 988
Swaps de taux d'intérêt et de devises		32 063	43 225	28 098	43 054	8 857	155 297
Contrats de change à terme, contrats à terme standardisés et options		232 098	18 617	3 033	2 728	8	256 484
Total des contrats de change		269 443	73 763	33 987	53 246	11 330	441 769
Contrats sur produits de base							
Swaps		12 393	8 946	923	552	205	23 019
Contrats à terme standardisés et options		99 277	63 767	646	25	—	163 715
Total des contrats sur produits de base		111 670	72 713	1 569	577	205	186 734
Contrats sur titres de participation		24 725	2 231	908	140	866	28 870
Swaps sur défaillance		13 050	33 391	36 308	24 030	530	107 309
Total des montants nominaux de référence		1 396 648 \$	649 760 \$	387 333 \$	305 628 \$	71 161 \$	2 810 530 \$

Certains chiffres des exercices précédents ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude.

Le tableau qui suit indique le revenu provenant des instruments dérivés de négociation et constaté dans le revenu autre que d'intérêts, au poste revenus (pertes) de négociation :

(en millions de dollars canadiens)	2009	2008	2007
Contrats de taux d'intérêt	47 \$	(76)\$	(559)\$
Contrats de change	329	314	202
Contrats sur produits de base	70	19	(847)
Contrats sur titres de participation	351	197	352
Swaps sur défaillance	(74)	92	365
Total	723 \$	546 \$	(487)\$

Note 11 : Bureaux et matériel

Nous comptabilisons l'ensemble des bureaux et du matériel au coût moins l'amortissement cumulé, sauf les terrains, qui sont comptabilisés au coût. Les immeubles, le matériel informatique et les systèmes d'exploitation, l'autre matériel ainsi que les améliorations locatives sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de vie utile estimative de l'actif. Voici les durées de vie utile estimatives maximales que nous utilisons pour amortir nos actifs :

			2009	2008
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable	Valeur comptable
Immeubles			175 \$	191 \$
Matériel informatique et systèmes d'exploitation	1 294	710	584	621
Autre matériel	1 389	1 056	333	352
Améliorations locatives	718	554	164	198
	866	488	378	359
Total	4 442 \$	2 808 \$	1 634 \$	1 721 \$

1) Certains chiffres de l'exercice précédent ont été retraités au moment de l'adoption de nouvelles règles comptables. Pour d'autres détails à ce sujet, voir la note 13.

Pour les exercices terminés le 31 octobre 2009, 2008 et 2007, la charge d'amortissement s'est chiffrée respectivement à 269 millions de dollars, à 252 millions et à 248 millions.

Les gains et pertes sur cession sont inclus dans le revenu autre que d'intérêts, au poste autres, dans notre état consolidé des résultats.

Le 31 juillet 2008, nous avons vendu une propriété comprenant deux immeubles à bureaux, située au 1210-1248, 10th Avenue, à Calgary. Le gain provenant de cette vente s'est élevé à 13 millions de dollars avant impôts, et il a été comptabilisé dans notre état consolidé des résultats.

Les bureaux et le matériel sont soumis à des tests de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Nous les ramenons à leur juste valeur lorsque les flux de trésorerie non actualisés s'y rapportant sont inférieurs à la valeur comptable. Il n'y a eu aucune réduction de valeur pour dépréciation importante des bureaux et du matériel au cours des exercices terminés le 31 octobre 2009, 2008 et 2007.

Engagements sur bail

Nous avons conclu un certain nombre de contrats non résiliables de location de bureaux et de matériel. Au 31 octobre 2009, nos engagements contractuels de location représentaient une somme totale de 1 542 millions de dollars. Les engagements pour chacun des cinq prochains exercices, et par la suite, se répartissent comme suit : 238 millions pour 2010, 211 millions pour 2011, 179 millions pour 2012, 155 millions pour 2013, 118 millions pour 2014 et 641 millions par la suite. Au 31 octobre 2009, ces engagements tenaient compte des montants relatifs aux 668 succursales situées dans des locaux loués.

Le loyer net des bureaux et du matériel constaté dans notre état consolidé des résultats s'établissait, pour les exercices terminés le 31 octobre 2009, 2008 et 2007, à 340 millions de dollars, à 326 millions et à 300 millions, respectivement.

Note 12 : Acquisitions

Nous comptabilisons les acquisitions d'entreprises selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, le prix payé pour une entreprise doit être attribué aux actifs acquis, y compris les actifs incorporels identifiables, et aux passifs pris en charge selon leur juste valeur à la date d'acquisition. Tout excédent est alors comptabilisé comme un écart d'acquisition. Les résultats d'exploitation des entreprises acquises sont intégrés à nos états financiers consolidés à compter de la date d'acquisition.

SRC Integra (Integra)

Le 11 juin 2009, nous avons annoncé que nous avons conclu une entente définitive visant l'achat des activités de tenue de dossiers de SRC Integra, filiale en propriété exclusive de Integra Capital Management Corporation, pour une contrepartie en espèces de 17 millions de dollars, sous réserve d'un rajustement postérieur à la conclusion de la transaction. L'acquisition d'Integra a été menée à terme le 23 novembre 2009. Integra fera partie de notre unité d'exploitation groupe Gestion privée.

Stoker Ostler Wealth Advisors, Inc. (SOWA)

Le 9 septembre 2009, nous avons conclu l'acquisition de la totalité des actions avec droit de vote en circulation de Stoker Ostler Wealth Advisors, Inc. pour une contrepartie en espèces de 12 millions de dollars, majorée d'une contrepartie conditionnelle maximale de 9 millions fondée sur les revenus qui seront générés à l'avenir. L'acquisition de SOWA nous permet d'accroître notre présence sur le marché des services conseils en matière de gestion de patrimoine aux États-Unis. Dans le cadre de cette acquisition, nous avons obtenu un actif incorporel consistant en des relations-clients, lequel est amorti de façon dégressive sur une période de cinq ans. L'écart d'acquisition relatif à cette acquisition est déductible à des fins fiscales. SOWA fait partie de notre unité d'exploitation groupe Gestion privée.

Compagnie d'Assurance-Vie AIG du Canada (BMO Société d'assurance-vie)

Le 1^{er} avril 2009, nous avons mené à terme l'acquisition de la totalité des actions avec droit de vote en circulation de Compagnie d'Assurance-Vie AIG du Canada pour une contrepartie en espèces de 330 millions de dollars, sous réserve d'un

rajustement postérieur à la conclusion de la transaction et établi en fonction de l'actif net. Cette acquisition nous permet d'offrir à nos clients une gamme élargie de solutions de placement, de planification financière et d'assurance. Dans le cadre de cette transaction, nous avons acquis un actif incorporel constitué de relations d'affaires avec des clients, qui est amorti de façon linéaire sur cinq ans, une entente de non-concurrence, qui est amortie de façon linéaire sur deux ans, un actif incorporel se composant de logiciels, qui est amorti de façon linéaire sur cinq ans ainsi que des actifs incorporels constitués d'autres logiciels existants, qui sont amortis de façon linéaire sur cinq ans. L'écart d'acquisition relatif à cette transaction n'est pas déductible à des fins fiscales. BMO Société d'assurance-vie fait partie de notre unité d'exploitation groupe Gestion privée.

Griffin, Kubik, Stephens & Thompson, Inc. (GKST)

Le 1^{er} mai 2008, nous avons mené à terme l'acquisition de la totalité des actions avec droit de vote en circulation de Griffin, Kubik, Stephens & Thompson, Inc., une société de Chicago, pour une contrepartie en espèces de 31 millions de dollars. L'acquisition de GKST nous permet d'accroître considérablement notre présence dans le marché des obligations municipales aux États-Unis. L'écart d'acquisition relatif à cette transaction est déductible à des fins fiscales. GKST fait partie de notre unité d'exploitation BMO Marchés des capitaux.

Merchants and Manufacturers Bancorporation, Inc. (Merchants and Manufacturers)

Le 29 février 2008, nous avons mené à terme l'acquisition de la totalité des actions avec droit de vote en circulation de Merchants and Manufacturers Bancorporation, Inc., une société du Wisconsin, pour une contrepartie en espèces totalisant 135 millions de dollars. L'acquisition de Merchants and Manufacturers nous donne la possibilité d'étendre notre réseau de services bancaires au Wisconsin. Dans le cadre de cette transaction, nous avons acquis un actif incorporel constitué de dépôts de base, lequel fait l'objet d'un amortissement dégressif sur une période ne dépassant pas dix ans. L'écart d'acquisition relatif à cette transaction n'est pas déductible à des fins fiscales. Merchants and Manufacturers fait partie de notre unité d'exploitation Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis.

Ozaukee Bank (Ozaukee)

Le 29 février 2008, nous avons mené à terme l'acquisition de la totalité des actions avec droit de vote en circulation de Ozaukee Bank, une banque locale du Wisconsin, en contrepartie de 3 283 190 actions de la Banque de Montréal d'une valeur de marché de 54,97 \$ l'action, pour une contrepartie totale de 180 millions de dollars. L'acquisition de Ozaukee nous a donné la possibilité d'étendre notre réseau de services bancaires au Wisconsin. Dans le cadre de cette transaction, nous avons acquis un actif incorporel constitué de dépôts de base, lequel fait l'objet d'un amortissement dégressif sur une période ne dépassant pas dix ans. L'écart d'acquisition relatif à cette transaction n'est pas déductible à des fins fiscales. Ozaukee fait partie de notre unité d'exploitation Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis.

Pyrford International plc (Pyrford)

Le 14 décembre 2007, nous avons mené à terme l'acquisition de la totalité des actions avec droit de vote en circulation de Pyrford International plc, un gestionnaire d'actifs de Londres, au Royaume-Uni, pour une contrepartie en espèces de 41 millions de dollars et une contrepartie conditionnelle de 6 millions payée en 2009 fondée sur les actifs toujours sous notre gestion un an après la date de conclusion. L'acquisition de Pyrford nous donne la possibilité d'étendre nos capacités en matière de gestion d'investissements à l'extérieur de l'Amérique du Nord. Dans le cadre de cette transaction, nous avons acquis un actif incorporel constitué de relations d'affaires avec des clients, qui est amorti selon la méthode linéaire sur une période ne dépassant pas 15 ans. L'écart d'acquisition relatif à cette transaction n'est pas déductible à des fins fiscales. Pyrford fait partie de notre unité d'exploitation groupe Gestion privée.

Le tableau ci-dessous résume les justes valeurs estimatives des actifs acquis et des passifs pris en charge à la date d'acquisition :

	2009					2008
	SOWA	BMO Société d'assurance-vie	GKST	Merchants and Manufacturers	Ozaukee	Pyrford
Encaisse	– \$	352 \$	– \$	47 \$	54 \$	1 \$
Valeurs mobilières	–	2 638	63	133	115	–
Prêts	–	54	–	1 013	517	–
Bureaux et matériel	–	18	1	34	14	1
Écarts d'acquisition 1)	13	1	8	100	120	26
Actifs incorporels	8	15	–	39	24	17
Actifs divers	–	142	24	16	11	4
Total de l'actif	21	3 220	96	1 382	855	49
Dépôts	–	–	–	1 029	584	–
Passifs divers	9	2 890	65	218	91	2
Total du passif	9	2 890	65	1 247	675	2
Prix d'achat	12 \$	330 \$	31 \$	135 \$	180 \$	47 \$

La répartition du prix d'achat de SOWA et de BMO Société d'assurance-vie est susceptible d'être établie de façon plus précise au terme de l'évaluation des actifs acquis et des passifs pris en charge.

1) La juste valeur de l'écart d'acquisition pris en charge à la date d'acquisition de Pyrford comprend une contrepartie conditionnelle de 6 millions de dollars payée en 2009.

Note 13 : Écarts d'acquisition et actifs incorporels

Modification d'une convention comptable

Le 1^{er} novembre 2008, nous avons adopté les nouvelles règles comptables de l'ICCA concernant les écarts d'acquisition et les actifs incorporels. Nous avons retraité les chiffres de l'exercice précédent afin de refléter cette modification. Aux termes de la nouvelle norme, nous avons dû retirer certains logiciels du poste bureaux et matériel pour les reclasser dans les actifs incorporels.

Le tableau suivant présente l'incidence de cette modification sur les chiffres de l'exercice à l'étude et de l'exercice précédent.

(en millions de dollars canadiens)	2009	2008
Bilan consolidé		
(Diminution) des bureaux et du matériel	(513)\$	(506)\$
Augmentation des actifs incorporels	513 \$	506 \$
État consolidé des résultats		
(Diminution) des frais liés aux bureaux et au matériel	(159)\$	(141)\$
Augmentation de l'amortissement des actifs incorporels	159 \$	141 \$

Acquisitions à venir

Paloma Securities L.L.C. (Paloma)

Le 16 novembre 2009, nous avons annoncé la conclusion d'une entente définitive visant l'achat de Paloma Securities L.L.C. pour une contrepartie en espèces d'environ 6 millions de dollars, sous réserve d'un rajustement postérieur à la conclusion de la transaction. L'acquisition de Paloma nous permettra d'élargir nos activités de prêt de titres. L'acquisition de Paloma devrait être menée à terme au cours du trimestre se terminant le 31 janvier 2010, sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation. Paloma fera partie de notre groupe d'exploitation BMO Marchés des capitaux.

Diners Club

Le 24 novembre 2009, nous avons annoncé la conclusion d'une entente définitive visant l'achat à Citigroup du montant net des sommes à recouvrer auprès des titulaires de cartes de la franchise nord-américaine de Diners Club pour une contrepartie en espèces totale d'environ 1 milliard de dollars américains. L'acquisition du montant net des sommes à recouvrer auprès des titulaires de cartes Diners Club nous donnera le droit d'émettre des cartes Diners Club à des entreprises et à des professionnels aux États-Unis et au Canada, et elle devrait être menée à terme avant le 31 mars 2010, sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation. Diners Club fera partie de notre unité d'exploitation Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada.

Écarts d'acquisition

Lorsque nous acquérons une filiale, une coentreprise ou des titres, dans les cas où nous exerçons une influence notable et que nous comptabilisons l'acquisition à la valeur de consolidation, nous attribuons le prix d'achat payé aux actifs acquis, y compris les actifs incorporels identifiables, et aux passifs pris en charge. Tout excédent du montant payé par rapport à la juste valeur des actifs nets acquis est considéré comme un écart d'acquisition.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis, mais ils sont soumis à un test de dépréciation au moins une fois par année. Ce test consiste à rattacher les écarts d'acquisition à nos unités d'exploitation (groupes de secteurs d'activité ayant des caractéristiques semblables) et à comparer ensuite la valeur comptable de ces unités, y compris les écarts d'acquisition, à leur juste valeur. Nous déterminons la juste valeur essentiellement au moyen des flux de trésorerie actualisés. L'excédent de la valeur comptable des écarts d'acquisition sur leur juste valeur, le cas échéant, est comptabilisé comme une charge de dépréciation dans la période au cours de laquelle la dépréciation est déterminée.

Au cours des exercices terminés le 31 octobre 2009, 2008 et 2007, aucun écart d'acquisition n'a fait l'objet d'une dépréciation pour perte de valeur.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de nos écarts d'acquisition, par unité d'exploitation, pour les exercices terminés le 31 octobre 2009 et 2008.

(en millions de dollars canadiens)	Services bancaires Particuliers et entreprises			Groupe Gestion privée		BMO Marchés des capitaux	Services d'entreprise	Total			
	PE Canada	PE États-Unis	Total	Services de placement	Produits de placement	Gestion bancaire privée	Assurance		Total	Technologie et opérations	
Écarts d'acquisition au 31 octobre 2007	106 \$	628 \$	734 \$	68 \$	187 \$	58 \$	– \$	313 \$	91 \$	2 \$	1 140 \$
Acquisitions faites au cours de l'exercice	–	220	220	–	20	–	–	20	8	–	248
Autres 1)	(1)	222	221	–	(1)	17	–	16	10	–	247
Écarts d'acquisition au 31 octobre 2008	105	1 070	1 175	68	206	75	–	349	109	2	1 635
Acquisitions faites au cours de l'exercice	–	–	–	–	6	13	1	20	–	–	20
Autres 1)	14	(86)	(72)	–	(1)	(10)	–	(11)	(3)	–	(86)
Écarts d'acquisition au 31 octobre 2009	119 \$ 2)	984 \$ 3)	1 103 \$	68 \$ 4)	211 \$ 5)	78 \$ 6)	1 \$	358 \$	106 \$ 7)	2 \$	1 569 \$

1) Les autres variations des écarts d'acquisition comprennent l'incidence de la conversion en dollars canadiens des écarts d'acquisition libellés en devises et les rajustements relatifs à la méthode de l'acquisition en ce qui concerne les acquisitions des exercices précédents.

2) Concerne essentiellement Corporation Solutions Moneris et bcpbank Canada.

3) Concerne essentiellement New Lenox State Bank, First National Bank of Joliet, Household Bank (succursales), Mercantile Bancorp, Inc., Villa Park Trust Savings Bank, First National Bank & Trust, Ozaukee Bank et Merchants and Manufacturers Bancorporation, Inc.

4) Concerne Corporation BMO Nesbitt Burns Limitée.

5) Concerne Groupe de fonds Guardian Ltée et Pyrford International plc.

6) Concerne essentiellement Harris myCFO, Inc. et SOWA.

7) Concerne Gerard Klauer Mattison & Co., Inc., Corporation BMO Nesbitt Burns Limitée et Griffin, Kubik, Stephens & Thompson, Inc.

Actifs incorporels

Les actifs incorporels liés à nos acquisitions sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition. Les logiciels sont comptabilisés au coût. Le tableau ci-dessous présente les actifs incorporels par catégorie.

(en millions de dollars canadiens)	2009			2008
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable	Valeur comptable 1)
Relations d'affaires avec des clients	137 \$	74 \$	63 \$	28 \$
Dépôts de base	237	175	62	143
Réseaux de distribution				
– Succursales	163	142	21	32
Logiciels acquis – amortis	546	435	111	131
Logiciels développés – amortis	745	413	332	320
Logiciels développés – non amortis	70	–	70	55
Autres	24	23	1	1
Total	1 922 \$	1 262 \$	660 \$	710 \$

1) Le solde de l'exercice précédent a été retraité afin de refléter la modification de la convention comptable dont il a été fait mention ci-dessus.

Les actifs incorporels sont amortis par imputation au revenu sur la période, ne dépassant jamais 15 ans, au cours de laquelle nous estimons que ces actifs nous seront bénéfiques, au moyen de la méthode de l'amortissement linéaire ou dégressif. Nous n'avons pas d'actifs incorporels dont la durée de vie est tenue pour indéfinie. La période d'amortissement moyenne pondérée est de 9,2 ans pour les relations d'affaires avec des clients, de 10,8 ans pour les dépôts de base, de 15,0 ans pour les réseaux de distribution – Succursales, de 5,0 ans pour les logiciels acquis ou développés – amortis et de 6,3 ans pour les autres actifs incorporels.

Le montant global des actifs incorporels acquis au cours des exercices terminés le 31 octobre 2009, 2008 et 2007 s'est élevé respectivement à 199 millions de dollars, à 244 millions et à 197 millions.

Nous soumettons les actifs incorporels à des tests de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Nous les ramenons à leur juste valeur lorsque nous prévoyons que les flux de trésorerie non actualisés s'y rapportant ne permettront pas de recouvrer la valeur comptable. Au cours des exercices terminés le 31 octobre 2009, 2008 et 2007, aucun actif incorporel n'a fait l'objet d'une dépréciation.

La charge d'amortissement estimative totale relative aux actifs incorporels pour les cinq prochains exercices s'élève à 188 millions de dollars pour 2010, à 183 millions pour 2011, à 110 millions pour 2012, à 89 millions pour 2013 et à 52 millions pour 2014.

Note 14 : Actifs divers

(en millions de dollars canadiens)	2009	2008
Comptes clients, charges payées d'avance et autres éléments	3 991 \$	4 429 \$
Intérêts courus à recevoir	817	1 192
Créances de clients, de négociants et de courtiers	636	810
Impôts à recouvrer	1 795	2 581
Actifs liés à l'assurance	185	27
Actif au titre des prestations constituées découlant des régimes de retraite (note 24)	1 330	1 121
Total	8 754 \$	10 160 \$

Certains chiffres des exercices précédents ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude.

Note 15 : Dépôts

(en millions de dollars canadiens)	Dépôts à vue				Dépôts à préavis		Dépôts à terme fixe		Total	
	productifs d'intérêts		non productifs d'intérêts		2009	2008	2009	2008	2009	2008
	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008
Catégories de déposants :										
Banques	668 \$	823 \$	495 \$	365 \$	2 194 \$	2 619 \$	19 616 \$	26 539 \$	22 973 \$	30 346 \$
Entreprises et administrations publiques	7 376	8 101	12 338	20 777	22 048	20 376	71 976	86 857	113 738	136 111
Particuliers	7 082	4 705	7 884	6 802	39 174	34 880	45 305	44 826	99 445	91 213
Total	15 126 \$	13 629 \$	20 717 \$	27 944 \$	63 416 \$	57 875 \$	136 897 \$	158 222 \$	236 156 \$	257 670 \$
Domiciliation :										
Canada	14 619 \$	12 864 \$	18 161 \$	15 427 \$	44 017 \$	38 564 \$	81 949 \$	91 439 \$	158 746 \$	158 294 \$
États-Unis	276	303	2 552	10 696	18 949	18 879	37 645	50 316	59 422	80 194
Autres pays	231	462	4	1 821	450	432	17 303	16 467	17 988	19 182
Total	15 126 \$	13 629 \$	20 717 \$	27 944 \$	63 416 \$	57 875 \$	136 897 \$	158 222 \$	236 156 \$	257 670 \$

Au 31 octobre 2009 et 2008, les dépôts comprenaient respectivement 89 777 millions de dollars et 112 614 millions de dépôts libellés en dollars américains, et 7 271 millions et 7 763 millions de dépôts en d'autres devises.

Dépôts

Les dépôts à vue sont constitués principalement des comptes de chèques de nos clients; certains de ces comptes sont productifs d'intérêts. Nos clients n'ont pas l'obligation de nous donner un préavis avant de retirer de l'argent de leurs comptes de chèques.

Les dépôts à préavis sont constitués principalement des comptes d'épargne de nos clients; ces comptes sont productifs d'intérêts.

Les dépôts à terme fixe sont constitués des dépôts suivants :

- Les divers instruments de placement qui sont achetés par nos clients afin de gagner des intérêts sur une période fixe, notamment les dépôts à terme et les certificats de placement garanti. Les termes de ces dépôts peuvent varier de un jour à dix ans.
- Les fonds fédéraux achetés, qui représentent des emprunts à un jour de fonds de réserve excédentaires d'autres banques auprès d'une banque fédérale de réserve américaine. Au 31 octobre 2009, le solde des fonds fédéraux achetés se chiffrait à 1 012 millions de dollars (2 382 millions en 2008).
- Le papier commercial, dont le total atteignait 1 303 millions de dollars au 31 octobre 2009 (269 millions en 2008).

Au 31 octobre 2009, nos dépôts à terme fixe comprenaient 110 832 millions de dollars de dépôts, qui étaient tous supérieurs à cent mille dollars, dont 56 766 millions de dollars étaient domiciliés au Canada, 36 763 millions, aux États-Unis et 17 303 millions, dans d'autres pays (132 296 millions de dollars, 66 394 millions,

49 435 millions et 16 467 millions, respectivement, au 31 octobre 2008).

Des dépôts de 56 766 millions de dollars domiciliés au Canada, 22 770 millions arrivent à échéance dans moins de trois mois, 2 609 millions, dans trois à six mois, 7 091 millions, dans six à douze mois et 24 296 millions, dans plus de douze mois (24 046 millions de dollars, 2 704 millions, 13 766 millions et 25 878 millions, respectivement, au 31 octobre 2008). Nous détenons des actifs liquides de 124 108 millions de dollars pour soutenir ces dépôts et d'autres montants au titre du passif-dépôts (121 243 millions au 31 octobre 2008). Une partie de ces actifs liquides ont été cédés en garantie.

Le tableau qui suit présente les échéances de notre passif-dépôts.

Obligations contractuelles

(en millions de dollars canadiens)

	2009	2008
Moins de un an	90 896 \$	114 158 \$
De 1 an à 2 ans	18 127	17 178
De 2 à 3 ans	13 855	9 157
De 3 à 4 ans	5 356	5 190
De 4 à 5 ans	2 755	4 218
Plus de 5 ans 1)	105 167	107 769
Total 2)	236 156 \$	257 670 \$

1) La catégorie Plus de 5 ans contient des dépôts n'ayant pas de date d'échéance fixe.

2) Comprend les billets structurels désignés aux termes de l'option de la juste valeur.

Le tableau suivant indique les soldes moyens des dépôts ainsi que les taux d'intérêt moyens payés en 2009 et en 2008.

(en millions de dollars canadiens)	Soldes moyens		Taux d'intérêt moyens payés (%)	
	2009	2008	2009	2008
Dépôts domiciliés au Canada				
Dépôts à vue productifs d'intérêts	13 640 \$	11 544 \$	0,34	1,83
Dépôts à vue non productifs d'intérêts	16 383	14 175	–	–
Dépôts à préavis	42 480	38 112	0,48	1,83
Dépôts à terme fixe	89 155	90 822	2,92	3,53
Total des dépôts domiciliés au Canada	161 658 \$	154 653 \$	1,76	2,66
Dépôts domiciliés aux États-Unis et dans d'autres pays				
Banques situées aux États-Unis et dans d'autres pays	9 327 \$	15 652 \$	0,72	3,51
Administrations publiques et institutions aux États-Unis et dans d'autres pays	9 607	11 354	1,08	3,71
Autres dépôts à vue	7 847	4 000	0,02	0,68
Autres dépôts à préavis ou à terme fixe	64 126	62 580	1,59	3,57
Total des dépôts domiciliés aux États-Unis et dans d'autres pays	90 907	93 586	1,31	3,45
Total des dépôts moyens	252 565 \$	248 239 \$	1,60	2,96

Au 31 octobre 2009 et 2008, les dépôts de déposants étrangers dans nos bureaux canadiens s'élevaient respectivement à 14 392 millions de dollars et à 14 781 millions, et le total des dépôts à terme fixe comprenait respectivement 16 994 millions et 28 074 millions de fonds fédéraux achetés, de papier commercial émis et d'autres éléments du passif-dépôts.

Une partie de nos billets structurés inclus dans le passif-dépôts sont désignés comme instruments de négociation en vertu de l'option de la juste valeur et comptabilisés à la juste valeur, ce qui permet de mieux harmoniser le résultat comptable avec la façon dont le portefeuille est géré. La variation de la juste valeur de ces billets structurés a consisté en une augmentation du revenu autre que d'intérêts, au poste revenus (pertes) de négociation, de 53 millions de dollars pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009 (86 millions en 2008), incluant une charge de 158 millions attribuable à des variations de notre écart de taux. Nous avons constaté des pertes de compensation sur les instruments dérivés et les autres contrats sur instruments financiers qui sont détenus à des fins de couverture des variations de la juste valeur de ces billets structurés.

Les variations de la juste valeur découlant des fluctuations de notre écart de taux et constatées depuis que ces billets ont été désignés comme étant détenus à des fins de négociation jusqu'au 31 octobre 2009 ont représenté une perte non réalisée de 42 millions de dollars. En 2009, nous avons couvert l'exposition aux fluctuations de nos écarts de taux et avons inscrit des gains de 155 millions de dollars sur ces instruments de couverture depuis leur mise en place.

Au 31 octobre 2009, la juste valeur et le montant exigible à l'échéance contractuelle de ces billets s'établissaient à 3 073 millions de dollars et à 3 377 millions, respectivement (2 576 millions et 3 075 millions, respectivement, en 2008).

Note 16 : Passifs divers

(en millions de dollars canadiens)	2009	2008
Acceptations	7 640 \$	9 358 \$
Titres vendus à découvert	12 064	18 792
Titres mis en pension ou prêtés	46 312	32 492
	66 016 \$	60 642 \$

Acceptations

Les acceptations représentent une forme de titre de créance négociable à court terme émis par nos clients, que nous garantissons en contrepartie d'une commission. Nous disposons d'une créance compensatoire, égale au montant des acceptations, contre nos clients. Le montant dû aux termes des acceptations est comptabilisé comme un passif et notre créance correspondante est comptabilisée comme un prêt dans notre bilan consolidé.

Titres vendus à découvert

Les titres vendus à découvert représentent notre obligation de livrer des titres que nous ne possédons pas au moment de la vente. Ces obligations sont comptabilisées à leur valeur de marché. Les rajustements à la valeur de marché à la date du bilan et les gains et pertes au règlement de ces obligations sont comptabilisés dans les revenus (pertes) de négociation figurant à notre état consolidé des résultats.

Titres mis en pension ou prêtés

Les titres mis en pension ou prêtés représentent des opérations de financement à court terme dans le cadre desquelles nous vendons des titres que nous possédons déjà et prenons simultanément l'engagement de racheter les mêmes titres à un prix et à une date prédéterminés. L'obligation de racheter ces titres est comptabilisée selon le montant exigible. Les frais d'intérêts relatifs à ces engagements sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

(en millions de dollars canadiens)	2009	2008
Passifs divers		
Comptes créditeurs, charges à payer et autres éléments	5 791 \$	6 606 \$
Intérêts courus à payer	1 152	1 656
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1 355	1 400
Passifs de filiales, autres que des dépôts	2 588	2 990
Passifs liés à l'assurance	3 545	58
Passif au titre des prestations constituées découlant des régimes de retraite (note 24)	36	47
Passif au titre des prestations constituées découlant des autres avantages sociaux futurs (note 24)	735	713
Impôts à payer	736	601
Total	15 938 \$	14 071 \$

Au 31 octobre 2009, la part des actionnaires sans contrôle dans des filiales comprenait des titres d'une fiducie de capital, y compris les intérêts courus d'une valeur totale de 1 060 millions de dollars (1 060 millions en 2008) (voir la note 19) et des actions privilégiées portant intérêt au taux de 7,375 %, d'une valeur totale de 250 millions de dollars américains (250 millions de dollars américains en 2008), et émises par la filiale américaine Harris Preferred Capital Corporation, qui font partie de notre capital réglementaire de première catégorie.

Passifs liés à l'assurance

La Banque exerce des activités d'assurance liées à l'assurance vie et à l'assurance maladie.

Les passifs au titre des sinistres et des indemnités représentent les demandes de règlement existantes et les estimations des indemnités futures aux termes des polices. Les passifs au titre des contrats d'assurance vie sont déterminés au moyen de la méthode canadienne axée sur le bilan, laquelle intègre des hypothèses constituant les meilleures estimations relatives à la mortalité, à la morbidité, aux déchéances de polices, aux rachats, aux rendements de placement, aux participations aux excédents, aux frais d'administration et aux marges pour écarts défavorables. Ces hypothèses sont passées en revue au moins une fois l'an et elles sont actualisées suivant les résultats réels et la conjoncture du marché. Les passifs au titre des sinistres et des indemnités sont compris dans les passifs liés à l'assurance, sous passifs divers. L'incidence des changements d'hypothèses actuarielles sur les passifs au titre des indemnités n'a pas été importante au cours de l'exercice.

Réassurance

Dans le cours normal de leurs activités, nos filiales du secteur de l'assurance procèdent à la réassurance de certains risques auprès d'autres sociétés d'assurance et de réassurance afin d'obtenir une meilleure diversification, de limiter les pertes éventuelles auxquelles les exposent des risques importants et d'augmenter leur capacité en vue de leur croissance à venir. Ces ententes de réassurance ne libèrent pas nos filiales du secteur de l'assurance de leurs obligations directes à l'égard des assurés. Nous évaluons la situation financière des réassureurs et surveillons leurs cotes de crédit pour réduire au minimum le risque de perte découlant de l'insolvabilité des réassureurs.

Les montants recouvrables auprès des réassureurs liés à nos activités d'assurance vie sont comptabilisés dans les passifs liés à l'assurance, sous passifs divers, afin de contrebalancer les passifs connexes. Les chiffres figurant au poste passifs liés à l'assurance sont présentés déduction faite des risques cédés aux réassureurs d'un montant de 758 millions de dollars en 2009 et de 36 millions de dollars en 2008.

Le tableau qui suit indique les montants de réassurance qui sont inclus dans le revenu autre que d'intérêts, au poste revenus d'assurance de l'état consolidé des résultats pour les exercices terminés le 31 octobre.

(en millions de dollars canadiens)	2009 1)	2008	2007
Revenu des primes directes	983 \$	492 \$	681 \$
Primes cédées	(408)	(211)	(201)
	575 \$	281 \$	480 \$

1) Tient compte des résultats financiers de BMO Société d'assurance-vie, qui a été acquise le 1^{er} avril 2009.

Les chiffres des exercices précédents ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude.

Modification d'une convention comptable

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2007, nous avons majoré le passif lié aux récompenses de notre programme de fidélisation de la clientèle du secteur MasterCard des Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada. Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2007, cette modification a entraîné la comptabilisation d'une réduction de 185 millions de dollars au poste frais de services de cartes sous revenu autre que d'intérêts, d'une diminution de 65 millions de la provision pour impôts sur les bénéfices et d'une baisse de 120 millions du revenu net dans notre état consolidé des résultats.

Note 17 : Charge de restructuration

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2007, nous avons inscrit une charge de restructuration nette de 159 millions de dollars à notre état consolidé des résultats. Les objectifs du programme de restructuration étaient d'améliorer le service à la clientèle en affectant des fonds et d'autres ressources à l'amélioration de la prestation des employés des ventes et du service qui sont en contact direct avec la clientèle, en mettant au point des processus et des systèmes plus efficaces et en continuant d'accélérer le rythme de croissance.

Les charges de restructuration ont été comptabilisées dans les résultats du groupe d'exploitation Services d'entreprise. Les mesures relatives au programme de restructuration ont été complétées en 2007 et 2008.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2009, nous avons modifié notre estimation relative à la restructuration, ce qui a entraîné une réduction de 10 millions de dollars de la charge initiale (réduction de 8 millions en 2008).

Les charges liées aux indemnités de licenciement ont été moindres que celles prévues à l'origine en raison des niveaux plus élevés d'attrition et de réaffectation des employés au sein de la Banque.

(en millions de dollars canadiens)	Charges liées aux indemnités de licenciement
Solde au 1 ^{er} novembre 2007	96 \$
Somme payée au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2008	(45)
Reprise au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2008	(8)
Solde au 31 octobre 2008	43
Somme payée au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2009	(29)
Reprise au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2009	(10)
Solde au 31 octobre 2009	4 \$

Note 18 : Dette subordonnée

La dette subordonnée représente nos obligations directes non garanties, sous forme de billets et débetures, envers les porteurs de nos titres d'emprunt et elle fait partie de notre capital réglementaire. Les droits des porteurs de nos billets et débetures sont subordonnés aux droits des déposants et de certains autres créanciers. Le remboursement de notre dette subordonnée, en tout ou en partie, est assujéti à l'approbation préalable du BSIF. Lorsque cela convient, nous concluons des opérations de couverture de la juste valeur afin de couvrir les risques inhérents aux fluctuations des taux d'intérêt (voir la note 10).

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2009, nos débetures série 12 portant intérêt au taux de 10,85 %, d'une valeur de 140 millions de dollars, sont arrivées à échéance.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2008, nous avons émis des billets à moyen terme – série F, tranche 1, d'une valeur totale de 900 millions de dollars. Nous avons remboursé tous nos billets à moyen terme – série A, tranche 2, portant intérêt à un taux de 5,75 % et arrivant à échéance en 2013, d'une valeur totale de 150 millions de dollars. Ces billets ont été remboursés à un prix de remboursement correspondant à 100 % du montant du capital, majoré de l'intérêt couru impayé à la date du remboursement.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2007, nous avons émis des débetures subordonnées novatrices, soit des billets secondaires BMO (appelés billets BMO TSN – série A), d'une valeur de 800 millions de dollars, par l'entremise

de la Fiducie de billets secondaires BMO (la fiducie). La fiducie est une entité à détenteurs de droits variables que nous ne sommes pas tenus de consolider (voir la note 9). Par conséquent, les billets BMO TSN – série A émis par la fiducie ne sont pas inscrits à notre bilan consolidé. La fiducie a utilisé le produit de l'émission pour acheter, auprès de nous, un billet de dépôt de premier rang, qui est inscrit dans le passif à notre bilan consolidé, sous dépôts, au poste entreprises et administrations publiques. Tous les billets BMO TSN – série A seront automatiquement échangés contre nos billets secondaires – série E, sans qu'il soit nécessaire d'obtenir le consentement des détenteurs, s'il se produit des événements spécifiques comme la liquidation de la Banque de Montréal, une exigence réglementaire obligeant celle-ci à augmenter son capital, une contravention de sa part aux exigences réglementaires en matière de capital ou un changement dans la législation fiscale.

Nous avons garanti les versements du capital, des intérêts, du prix de rachat, le cas échéant, et de toute autre somme relative aux billets BMO TSN – série A, lorsqu'ils deviendront exigibles. Cette garantie est subordonnée à notre passif-dépôts et à tous nos autres passifs, à l'exception des autres garanties, obligations ou passifs qui sont désignés comme étant de rang égal ou inférieur à la dette subordonnée.

Le billet de dépôt de premier rang que nous avons émis à la fiducie porte intérêt à un taux annuel de 5,90 % et arrivera à échéance le 26 septembre 2022.

Le tableau ci-dessous fait état du terme à courir et des remboursements relatifs à notre dette subordonnée pour les cinq prochains exercices et par la suite :

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Valeur nominale	Échéance	Taux d'intérêt (%)	Remboursables à notre gré à compter de	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	Plus de 5 ans	Total 2009	Total 2008
Débetures série 12	140 \$	Décembre 2008	10,85	Échues	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	140 \$
Débetures série 16	100 \$	Février 2017	10,00	Février 2012 1)	–	–	–	–	–	100	100	100
Débetures série 20	150 \$	Décembre 2025 à 2040	8,25	Non remboursables	–	–	–	–	–	150	150	150
Billets à moyen terme – série C												
Tranche 1	500 \$	Janvier 2015	4,00	Janvier 2010 2)	–	–	–	–	–	500	500	500
Tranche 2	500 \$	Avril 2020	4,87	Avril 2015 3)	–	–	–	–	–	500	500	500
Billets à moyen terme – série D												
Tranche 1	700 \$	Avril 2021	5,10	Avril 2016 4)	–	–	–	–	–	700	700	700
Tranche 2	1 200 \$	Juin 2017	5,20	Juin 2012 5)	–	–	–	–	–	1 200	1 200	1 200
Billets à moyen terme – série F												
Tranche 1	900 \$	Mars 2023	6,17	Mars 2018 6)	–	–	–	–	–	900	900	900
					– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	4 050 \$	4 050 \$	4 190 \$
Billets de la Fiducie de billets secondaires BMO – série A	800 \$	Septembre 2022	5,75	Septembre 2017 7)	–	–	–	–	–	800	800	800
Total					– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	4 850 \$	4 850 \$	4 990 \$

1) Remboursables au montant le plus élevé entre la valeur nominale et le rendement des obligations du Canada après leur date de remboursement, le 20 février 2012, jusqu'à leur échéance, le 20 février 2017.

2) Remboursables au montant le plus élevé entre la valeur nominale et le rendement des obligations du Canada avant le 21 janvier 2010, et remboursables à la valeur nominale à compter du 21 janvier 2010.

3) Remboursables au montant le plus élevé entre la valeur nominale et le rendement des obligations du Canada avant le 22 avril 2015, et remboursables à la valeur nominale à compter du 22 avril 2015.

4) Remboursables au montant le plus élevé entre la valeur nominale et le rendement des obligations du Canada avant le 21 avril 2016, et remboursables à la valeur nominale à compter du 21 avril 2016.

5) Remboursables au montant le plus élevé entre la valeur nominale et le rendement des obligations du Canada avant le 21 juin 2012, et remboursables à la valeur nominale à compter du 21 juin 2012.

6) Remboursables au montant le plus élevé entre la valeur nominale et le rendement des obligations du Canada avant le 28 mars 2018, et remboursables à la valeur nominale à compter du 28 mars 2018.

7) Remboursables au montant le plus élevé entre la valeur nominale et le rendement des obligations du Canada avant le 26 septembre 2017, et remboursables à la valeur nominale à compter du 26 septembre 2017.

Se reporter au prospectus relatif à chacune des émissions ci-dessus pour de plus amples renseignements sur le calcul et la définition du rendement des obligations du gouvernement du Canada.

8) Certains montants constatés au titre de la dette subordonnée comprennent des rajustements à la quasi juste valeur de 186 millions de dollars (125 millions en 2008) puisqu'ils font partie de couvertures de la juste valeur (voir la note 10).

Note 19 : Titres d'une fiducie de capital

Nous émettons les titres Fiducie de capital BMO (appelés BOaTS) par l'entremise de notre filiale consolidée, la Fiducie de capital BMO (la fiducie). Le produit des BOaTS est utilisé pour l'achat de prêts hypothécaires. Nous consolidons la fiducie, et les BOaTS sont présentés à notre bilan consolidé, soit dans la part des actionnaires sans contrôle dans des filiales, soit dans les titres d'une fiducie de capital, selon leurs modalités.

Les détenteurs de BOaTS ont le droit de recevoir des distributions fixes semestrielles non cumulatives en espèces, en autant que nous déclarions des dividendes sur nos actions privilégiées ou, s'il n'y a pas d'actions privilégiées en circulation, sur nos actions ordinaires, conformément à nos pratiques habituelles en matière de dividendes.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2009, nous avons émis pour 450 millions de dollars de billets BMO de première catégorie – série A par l'intermédiaire de la Fiducie de capital BMO II (la fiducie II). Cette fiducie est une entité à détenteurs de droits variables que nous ne sommes pas tenus de consolider (voir la note 9). Par conséquent, les billets BMO de première catégorie – série A

émis par la fiducie II ne sont pas inscrits à notre bilan consolidé. La fiducie II a utilisé le produit de l'émission pour acheter, auprès de nous, un billet de dépôt de premier rang qui est inscrit au passif figurant à notre bilan consolidé sous dépôts, au poste entreprises et administrations publiques. Les billets BMO de première catégorie – série A seront rachetables à certaines conditions au gré de la fiducie II à compter du 31 décembre 2013. Dans certaines circonstances, les billets BMO de première catégorie – série A peuvent être automatiquement échangés contre des actions privilégiées de catégorie B à dividende non cumulatif de la Banque ou les intérêts y afférents peuvent être réglés au moyen de l'émission de telles actions. Le billet de dépôt de premier rang que nous avons émis à la fiducie II porte intérêt à un taux annuel de 10,421 %, taux qui sera rajusté le 31 décembre 2018 et, par la suite, à chaque cinquième anniversaire de cette date jusqu'au 31 décembre 2103 (date de rajustement du taux d'intérêt). Les billets BMO de première catégorie – série A et le billet de dépôt de premier rang viendront à échéance le 31 décembre 2107.

Les modalités des BOaTS et des billets BMO de première catégorie sont les suivantes :

(en millions de dollars canadiens, sauf pour les distributions)	Dates de distribution	Distribution par BOaTS 1)/ billet BMO de première catégorie	Date de rachat au gré de la fiducie	Date de conversion au gré du détenteur	Capital	
					2009	2008
Titres d'une fiducie de capital						
Série A	30 juin, 31 décembre	34,52 \$	31 décembre 2005	31 décembre 2010	350 \$	350 \$
Série B	30 juin, 31 décembre	33,24	30 juin 2006	30 juin 2011	400	400
Série C	30 juin, 31 décembre	33,43	31 décembre 2006	30 juin 2012	400	400
					1 150	1 150
Part des actionnaires sans contrôle						
Série D	30 juin, 31 décembre	27,37 \$ 2)	31 décembre 2009		600	600
Série E	30 juin, 31 décembre	23,17 3)	31 décembre 2010		450	450
					1 050	1 050
Total des titres de la fiducie					2 200 \$	2 200 \$
Billets BMO de première catégorie – série A	30 juin, 31 décembre	51,06 \$	31 décembre 2013		450 \$	– \$

1) La distribution est versée pour chaque titre de fiducie dont la valeur nominale est de 1 000 \$.

2) Après le 31 décembre 2014, chaque distribution se fera au taux des acceptations bancaires majoré de 1,5 %.

3) Après le 31 décembre 2015, chaque distribution se fera au taux des acceptations bancaires majoré de 1,5 %.

Rachat par la fiducie

Aux dates de rachat indiquées ci-dessus ou après ces dates, et sous réserve de l'approbation préalable du BSIF, les fiducies peuvent racheter la totalité des titres sans qu'il soit nécessaire d'obtenir le consentement des détenteurs.

Conversion par les détenteurs

Aux dates de conversion indiquées ci-dessus ou après ces dates, les BOaTS de séries A, B et C pourront être échangés contre nos actions privilégiées de catégorie B, séries 7, 8 et 9, respectivement, au gré des détenteurs. Les BOaTS de séries D et E et les billets BMO de catégorie 1 ne peuvent être convertis au gré du détenteur.

Échange automatique

Chacun des BOaTS de séries A, B, C, D et E et des billets BMO de première catégorie sera automatiquement échangé contre 40 de nos actions privilégiées de catégorie B, séries 7, 8, 9, 11, 12 et 20, respectivement, sans qu'il soit nécessaire d'obtenir le consentement des détenteurs, s'il se produit des événements spécifiques comme la liquidation de la Banque de Montréal, une exigence réglementaire obligeant celle-ci à augmenter son capital ou une contravention de sa part aux exigences réglementaires en matière de capital.

Note 20 : Risque de taux d'intérêt

Nous recevons de l'intérêt sur des actifs productifs d'intérêts et nous versons de l'intérêt sur des passifs portant intérêt. Nous détenons aussi des instruments dérivés, tels que des swaps de taux d'intérêt et des options sur taux d'intérêt, dont les valeurs sont sensibles aux fluctuations des taux d'intérêt. Dans la mesure où nous avons des actifs, des passifs et des instruments dérivés qui arrivent à échéance ou sont renégociés à différents moments, nous sommes exposés à un risque de taux d'intérêt.

Écarts de sensibilité aux fluctuations des taux d'intérêt

La détermination des écarts de sensibilité aux fluctuations des taux d'intérêt repose nécessairement sur de nombreuses hypothèses. Elle se fait en fonction de la date de renégociation ou, si elle est plus rapprochée, de l'échéance des actifs, des passifs et des instruments dérivés utilisés pour gérer le risque lié aux taux d'intérêt.

Les écarts présentés le sont en date du 31 octobre de chaque année. Ils représentent la situation à la fermeture des bureaux et peuvent changer de

façon importante dans les périodes subséquentes selon le comportement des clients et l'application de notre politique en matière de gestion des actifs et des passifs.

Hypothèses pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009 :

Actifs

Les actifs à terme fixe, tels que les prêts hypothécaires à l'habitation et les prêts à la consommation, sont présentés en fonction des dates fixées pour les remboursements et des dates estimatives des remboursements anticipés qui reflètent le comportement prévu des emprunteurs.

Les actifs liés aux activités de négociation et de prise ferme (au cours du marché) ainsi que les actifs productifs d'intérêts pour lesquels le taux d'intérêt des clients varie en fonction du taux préférentiel ou en fonction d'autres taux du marché à court terme sont présentés dans la catégorie de zéro à trois mois.

Les écarts d'acquisition, les actifs incorporels et les immobilisations corporelles sont présentés comme n'étant pas sensibles aux fluctuations des taux d'intérêt. Les autres actifs à taux fixe et les actifs non productifs d'intérêts sans échéance fixe sont présentés en fonction d'un profil d'échéances hypothétique qui tient compte à la fois des tendances passées et des tendances futures des soldes.

Passifs

Les passifs à taux fixe, tels que les certificats de placement, sont présentés en fonction des échéances fixes et des dates estimatives des rachats qui reflètent le comportement prévu des déposants.

Les dépôts productifs d'intérêts pour lesquels le taux d'intérêt des clients varie en fonction du taux préférentiel ou en fonction d'autres taux du marché à court terme sont présentés dans la catégorie de zéro à trois mois.

Les passifs à taux fixe et les passifs ne portant pas intérêt sans échéance fixe sont présentés en fonction d'un profil d'échéances hypothétique qui tient compte à la fois des tendances passées et des tendances futures des soldes.

Capitaux propres

Les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont présentés comme des éléments non sensibles aux fluctuations des taux d'intérêt.

Rendements

Les rendements sont établis d'après les taux d'intérêt effectifs pour les actifs ou les passifs le 31 octobre 2009.

Écarts de sensibilité aux fluctuations des taux d'intérêt

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Au 31 octobre	De 0 à 3 mois	De 4 à 6 mois	De 7 à 12 mois	Total de 0 à 12 mois	Taux d'intérêt effectif (%)	De 1 an à 5 ans	Taux d'intérêt effectif (%)	Plus de 5 ans	Taux d'intérêt effectif (%)	Sans incidence	Total
En dollars canadiens											
Actif											
Encaisse	(18 553)\$	629 \$	1 728 \$	(16 196)\$	0,18	1 178 \$	–	– \$	–	(1 758)\$	(16 776)\$
Valeurs mobilières	45 282	1 409	3 081	49 772	2,35	20 168	3,82	3 618	7,26	691	74 249
Titres pris en pension ou empruntés	13 764	44	–	13 808	0,26	–	–	–	–	–	13 808
Prêts	72 100	3 092	5 737	80 929	2,97	24 579	5,31	2 176	5,46	9 531	117 215
Actifs divers	22 709	699	1 694	25 102	s.o.	11 257	s.o.	1 957	s.o.	3 024	41 340
Total de l'actif	135 302	5 873	12 240	153 415		57 182		7 751		11 488	229 836
Passif et capitaux propres											
Dépôts	63 879	5 591	8 691	78 161	0,65	55 996	3,09	4 951	5,51	–	139 108
Titres vendus à découvert	8 691	–	–	8 691	3,67	–	–	–	–	–	8 691
Titres mis en pension ou prêtés	21 866	494	1 721	24 081	0,26	–	–	–	–	–	24 081
Passifs divers	20 608	193	(924)	19 877	s.o.	(673)	s.o.	3 310	s.o.	10 183	32 697
Dette subordonnée, titres d'une fiducie de capital et actions privilégiées classées dans le passif	686	–	350	1 036	2,35	2 100	5,20	2 250	3,32	–	5 386
Capitaux propres	562	–	–	562	s.o.	1 525	s.o.	650	s.o.	17 136	19 873
Total du passif et des capitaux propres	116 292	6 278	9 838	132 408		58 948		11 161		27 319	229 836
Écart de sensibilité actif/passif	19 010	(405)	2 402	21 007		(1 766)		(3 410)		(15 831)	–
Montants nominaux de référence des instruments dérivés	(19 925)	1 524	2 237	(16 164)		13 001		3 163		–	–
Écart de sensibilité global aux fluctuations des taux d'intérêt – dollars canadiens											
2009	(915)\$	1 119 \$	4 639 \$	4 843 \$		11 235 \$		(247)\$		(15 831)\$	– \$
2008	8 943	(2 437)	(1 882)	4 624		8 605		1 164		(14 393)	–
En dollars américains et autres devises											
Actif											
Encaisse	30 029 \$	(786)\$	193 \$	29 436 \$	2,52	176 \$	–	168 \$	–	291 \$	30 071 \$
Valeurs mobilières	29 992	1 883	1 229	33 104	1,39	2 622	4,48	849	5,10	(11)	36 564
Titres pris en pension ou empruntés	22 187	–	–	22 187	0,18	–	–	11	2,45	–	22 198
Prêts	35 272	2 847	2 456	40 575	2,90	7 810	6,41	1 982	6,17	247	50 614
Actifs divers	23 289	(505)	(731)	22 053	s.o.	(2 965)	s.o.	(1 751)	s.o.	1 838	19 175
Total de l'actif	140 769	3 439	3 147	147 355		7 643		1 259		2 365	158 622
Passif et capitaux propres											
Dépôts	76 117	5 387	2 320	83 824	0,50	11 566	1,02	1 658	1,70	–	97 048
Titres vendus à découvert	3 373	–	–	3 373	2,19	–	–	–	–	–	3 373
Titres mis en pension ou prêtés	22 231	–	–	22 231	0,11	–	–	–	–	–	22 231
Passifs divers	29 742	63	1 353	31 158	s.o.	4 241	s.o.	–	s.o.	247	35 646
Capitaux propres	–	–	–	–	s.o.	324	s.o.	–	s.o.	–	324
Total du passif et des capitaux propres	131 463	5 450	3 673	140 586		16 131		1 658		247	158 622
Écart de sensibilité actif/passif	9 306	(2 011)	(526)	6 769		(8 488)		(399)		2 118	–
Montants nominaux de référence des instruments dérivés	(3 677)	–	162	(3 515)		4 278		(763)		–	–
Écart de sensibilité global aux fluctuations des taux d'intérêt – dollars américains et autres devises											
2009	5 629 \$	(2 011)\$	(364)\$	3 254 \$		(4 210)\$		(1 162)\$		2 118 \$	– \$
2008	(188)	(2 103)	(816)	(3 107)		931		147		2 029	–

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude.
s.o. – sans objet

Note 21 : Capital-actions

En circulation

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	2009			2008			2007		
	Nombre d'actions	Montant	Dividendes déclarés par action	Nombre d'actions	Montant	Dividendes déclarés par action	Nombre d'actions	Montant	Dividendes déclarés par action
Actions privilégiées classées dans le passif									
Catégorie B – série 4 1)	–	– \$	– \$	–	– \$	– \$	–	– \$	0,91 \$
Catégorie B – série 6 2)	–	–	–	10 000 000	250	1,19	10 000 000	250	1,19
					250			250	
Actions privilégiées classées dans les capitaux propres									
Catégorie B – série 5	8 000 000	200 \$	1,33 \$	8 000 000	200 \$	1,33 \$	8 000 000	200 \$	1,33 \$
Catégorie B – série 10	12 000 000	396	1,49 \$ US	12 000 000	396	1,49 \$ US	12 000 000	396	1,49 \$ US
Catégorie B – série 13	14 000 000	350	1,13	14 000 000	350	1,13	14 000 000	350	0,96
Catégorie B – série 14	10 000 000	250	1,31	10 000 000	250	1,48	10 000 000	250	–
Catégorie B – série 15	10 000 000	250	1,45	10 000 000	250	0,94	–	–	–
Catégorie B – série 16	12 000 000	300	1,30	12 000 000	300	0,55	–	–	–
Catégorie B – série 18	6 000 000	150	1,55	–	–	–	–	–	–
Catégorie B – série 21	11 000 000	275	1,11	–	–	–	–	–	–
Catégorie B – série 23	16 000 000	400	0,59	–	–	–	–	–	–
		2 571			1 746			1 196	
Actions ordinaires	551 715 904	6 198	2,80 \$	506 044 982	4 773	2,80 \$	498 562 702	4 411	2,71 \$
Actions autodétenues	–	–	s.o.	(1 469 949)	(65)	s.o.	–	–	s.o.
Capital-actions		8 769 \$			6 454 \$			5 607 \$	

1) Rachetées en 2007.

2) Rachetées en 2009.

Certains chiffres des exercices précédents ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude.

s.o. – sans objet

Actions privilégiées

Nous sommes autorisés par nos actionnaires à émettre en série un nombre illimité d'actions privilégiées des catégories A et B sans valeur nominale, pour une contrepartie illimitée. Les actions privilégiées de catégorie B peuvent être émises en devises.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2009, nous avons émis les actions suivantes :

- 6 000 000 d'actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de 6,5 %, série 18, au prix de 25,00 \$ l'action, le prix d'émission global étant de 150 millions de dollars.
- 11 000 000 d'actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de 6,5 %, série 21, au prix de 25,00 \$ l'action, le prix d'émission global étant de 275 millions de dollars.
- 16 000 000 d'actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de 5,4 %, série 23, au prix de 25,00 \$ l'action, le prix d'émission global étant de 400 millions de dollars.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2009, nous avons racheté la totalité de nos 10 000 000 d'actions privilégiées de catégorie B à dividende non cumulatif, série 6 qui étaient classées dans le passif, au prix de 25,00 \$ l'action majoré des dividendes déclarés et non versés à la date du rachat, ce qui a représenté un prix de rachat global d'environ 253 millions de dollars.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2008, nous avons émis les actions privilégiées suivantes :

- 10 000 000 d'actions privilégiées perpétuelles de catégorie B à dividende non cumulatif, série 15, portant intérêt au taux de 5,8 %, au prix de 25,00 \$ l'action, le prix d'émission global étant de 250 millions de dollars.
- 12 000 000 d'actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série 16, portant intérêt au taux de 5,2 %, au prix de 25,00 \$ l'action, le prix d'émission global étant de 300 millions de dollars.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2007, nous avons émis les actions privilégiées suivantes :

- 14 000 000 d'actions privilégiées perpétuelles de catégorie B à dividende non cumulatif, série 13, portant intérêt au taux de 4,5 %, au prix de 25,00 \$ l'action, le prix d'émission global étant de 350 millions de dollars.
- 10 000 000 d'actions privilégiées perpétuelles de catégorie B à dividende non cumulatif, série 14, portant intérêt au taux de 5,25 %, au prix de 25,00 \$ l'action, le prix d'émission global étant de 250 millions de dollars.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2007, nous avons racheté la totalité de nos 8 000 000 d'actions privilégiées à dividende non cumulatif de catégorie B, série 4, au prix de 25,00 \$ l'action majoré de tous les dividendes déclarés et non versés à la date du rachat, ce qui a représenté un prix de rachat global d'environ 200 millions de dollars.

Droits et privilèges afférents aux actions privilégiées

Catégorie B – Les actions de série 4 ont été rachetées au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2007. Ces actions donnaient droit à un dividende trimestriel non cumulatif de 0,30 \$ par action.

Catégorie B – Les actions de série 5 sont rachetables à notre gré, à compter du 25 février 2013, pour 25,00 \$ en espèces par action, et elles ne sont pas convertibles. Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel non cumulatif de 0,33125 \$ par action.

Catégorie B – Les actions de série 6 étaient rachetables à notre gré, à compter du 25 novembre 2005, pour 25,00 \$ en espèces par action, plus une prime si nous les rachetons avant le 25 novembre 2007, ou pour la valeur équivalente sous forme de nos actions ordinaires. Ces actions ont été rachetées au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2009. Ces actions donnaient droit à un dividende trimestriel non cumulatif de 0,296875 \$ par action.

Catégorie B – Les actions de série 10 sont rachetables à notre gré, à compter du 25 février 2012, pour 25,00 \$ US en espèces par action, et elles sont convertibles à notre gré, à compter du 25 février 2012, en nos actions ordinaires. Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel non cumulatif de 0,371875 \$ US par action.

Catégorie B – Les actions de série 13 sont rachetables à notre gré, à compter du 25 février 2012, pour 25,00 \$ en espèces par action, plus une prime si nous les rachetons avant le 25 février 2016. Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel non cumulatif de 0,28125 \$ par action.

Catégorie B – Les actions de série 14 sont rachetables à notre gré, à compter du 25 novembre 2012, pour 25,00 \$ en espèces par action, plus une prime si nous les rachetons avant le 25 novembre 2016. Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel non cumulatif de 0,328125 \$ par action.

Catégorie B – Les actions de série 15 sont rachetables à notre gré, à compter du 25 mai 2013, pour 25,00 \$ en espèces par action, plus une prime si nous les rachetons avant le 25 mai 2017. Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel non cumulatif de 0,3625 \$ par action.

Catégorie B – Les actions de série 16 sont rachetables à notre gré, le 25 août 2013 et tous les cinq ans par la suite, pour 25,00 \$ en espèces par action. Si les actions ne sont pas rachetées aux dates de rachat, les investisseurs ont l'option de les convertir en actions privilégiées de catégorie B, série 17, et, s'ils les convertissent, ils ont l'option de les reconverter en actions privilégiées de série 16 aux dates de rachat subséquentes. Les actions de série 16 donnent droit à un dividende trimestriel non cumulatif de 0,325 \$ par action jusqu'au 25 août 2013. Les dividendes payables après le 25 août 2013 sur les actions privilégiées des séries 16 et 17 seront établis d'après les taux en vigueur sur le marché et un écart prédéterminé.

Catégorie B – Les actions de série 18 sont rachetables à notre gré, le 25 février 2014 et tous les cinq ans par la suite, pour 25,00 \$ en espèces par action. Si les actions ne sont pas rachetées aux dates de rachat, les investisseurs ont l'option de les convertir en actions privilégiées de catégorie B, série 19, et, s'ils les convertissent, ils ont l'option de les reconverter en actions privilégiées de série 18 aux dates de rachat subséquentes. Les actions de série 18 donnent droit à un dividende trimestriel non cumulatif de 0,40625 \$ par action jusqu'au 25 février 2014. Les dividendes payables après le 25 février 2014 sur les actions privilégiées des séries 18 et 19 seront établis d'après les taux en vigueur sur le marché et un écart prédéterminé.

Catégorie B – Les actions de série 21 sont rachetables à notre gré, le 25 mai 2014 et tous les cinq ans par la suite, pour 25,00 \$ en espèces par action. Si les actions ne sont pas rachetées aux dates de rachat, les investisseurs ont l'option de les convertir en actions privilégiées de catégorie B, série 22, et, s'ils les convertissent, ils ont l'option de les reconverter en actions privilégiées de série 21 aux dates de rachat subséquentes. Les actions de série 21 donnent droit à un dividende trimestriel non cumulatif de 0,40625 \$ par action jusqu'au 25 mai 2014. Les dividendes payables après le 25 mai 2014 sur les actions privilégiées des séries 21 et 22 seront établis d'après les taux en vigueur sur le marché et un écart prédéterminé.

Catégorie B – Les actions de série 23 sont rachetables à notre gré, le 25 février 2015 et tous les cinq ans par la suite, pour 25,00 \$ en espèces par action. Si les actions ne sont pas rachetées aux dates de rachat, les investisseurs ont l'option de les convertir en actions privilégiées de catégorie B, série 24, et, s'ils les convertissent, ils ont l'option de les reconverter en actions privilégiées de série 23 aux dates de rachat subséquentes. Les actions de série 23 donnent droit à un dividende trimestriel non cumulatif de 0,3375 \$ par action jusqu'au 25 février 2015. Les dividendes payables après le 25 février 2015 sur les actions privilégiées des séries 23 et 24 seront établis d'après les taux en vigueur sur le marché et un écart prédéterminé.

Actions ordinaires

Nous sommes autorisés par nos actionnaires à émettre un nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale, pour une contrepartie illimitée. Nos actions ordinaires ne sont pas rachetables ni convertibles. Nous déclarons chaque trimestre un dividende dont le montant peut varier d'un trimestre à l'autre.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2009, nous avons émis 33 340 000 actions ordinaires au prix de 30,00 \$ l'action, le prix d'émission global étant de 1,0 milliard de dollars.

Offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités

Le 2 décembre 2009, nous avons lancé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui sera en vigueur pour une durée de un an. Aux termes de cette offre de rachat, nous pourrions racheter jusqu'à 15 000 000 d'actions ordinaires, soit environ 2,7 % de nos actions ordinaires en circulation.

Du 8 septembre 2008 au 7 septembre 2009, nous avons participé à une offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités, en vertu de laquelle nous étions autorisés à racheter un maximum de 15 000 000 d'actions ordinaires, soit environ 3 % de nos actions ordinaires alors en circulation.

Au cours des exercices terminés le 31 octobre 2009 et 2008, nous n'avons racheté aucune action ordinaire. Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2007, nous avons racheté 7 621 600 actions au prix moyen de 68,80 \$ l'action, pour une somme totale de 524 millions de dollars.

Titres émis échangeables contre des actions ordinaires

Une de nos filiales, la Société mobilière Banque de Montréal (Canada) Limitée, a émis diverses catégories d'actions sans droit de vote échangeables au gré de leurs détenteurs contre nos actions ordinaires, d'après une formule établie. Si toutes les actions de cette société avaient été converties en nos actions ordinaires, il aurait fallu un maximum de 252 507, de 263 397 et de 270 657 actions ordinaires pour conclure l'échange au 31 octobre 2009, 2008 et 2007, respectivement.

Restrictions concernant le rachat d'actions et les dividendes

Le BSIF doit approuver tout plan de rachat en espèces portant sur l'une ou l'autre de nos catégories d'actions privilégiées en circulation.

Il nous est interdit de déclarer un dividende sur nos actions privilégiées ou ordinaires si ce dividende nous place en situation d'infraction à l'égard des règles sur la suffisance du capital et sur la liquidité ou de toute autre directive réglementaire publiée en application de la *Loi sur les banques*. En outre, nous ne pouvons verser de dividendes sur nos actions ordinaires à moins d'avoir versé, ou mis des fonds en réserve en vue de les verser, tous les dividendes déclarés et payables sur nos actions privilégiées.

De plus, nous avons convenu que si la Fiducie de capital BMO ou la Fiducie de capital BMO II (les fiducies), deux de nos filiales, omettent de verser sur leurs titres de capital une distribution requise, nous ne déclarerons de dividende de quelque nature que ce soit sur aucune de nos actions privilégiées ou ordinaires pendant la période qui suivra l'omission, par les fiducies, de verser la distribution requise (tel que le stipulent les prospectus pertinents), à moins que les fiducies ne versent la distribution en question aux détenteurs de leurs titres (voir la note 19).

Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires

Nous offrons un régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions à nos actionnaires. La participation à ce régime est facultative. Selon les modalités du régime, les dividendes en espèces sur les actions ordinaires sont réaffectés à l'achat d'actions ordinaires supplémentaires. Les actionnaires ont aussi la possibilité de faire des paiements en espèces pour acquérir des actions ordinaires supplémentaires. Nous pouvons émettre ces actions ordinaires au cours moyen de clôture de nos actions ordinaires à la Bourse de Toronto, des cinq jours de bourse précédant le dernier jour ouvrable du mois, ou nous pouvons les acheter sur le marché libre, aux prix du marché. Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2009, nous avons émis au total 9 402 542 actions ordinaires (2 413 244 en 2008) dans le cadre de ce régime.

Émissions éventuelles d'actions

Au 31 octobre 2009, nous avons réservé 33 826 137 actions ordinaires en vue de leur émission éventuelle dans le cadre de notre régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires et 4 980 657 actions ordinaires en vue de l'échange de certaines actions de la Société mobilière Banque de Montréal (Canada) Limitée. Nous avons également réservé 18 582 025 actions ordinaires en vue de l'exercice éventuel des options sur actions, tel que nous l'expliquons à la note 23.

Actions autodétenues

Lorsque nous achetons nos actions ordinaires dans le cadre de nos activités de négociation, nous comptabilisons le coût de ces actions comme une réduction des capitaux propres. Si ces actions sont revendues pour une valeur supérieure à leur coût, l'écart est comptabilisé comme une augmentation du surplus d'apport. Si ces actions sont revendues pour une valeur inférieure à leur coût, l'écart est d'abord comptabilisé comme une réduction du surplus d'apport, dans la mesure où des montants relatifs aux actions autodétenues sont contenus dans le surplus d'apport, puis l'excédent est comptabilisé comme une réduction des bénéfices non répartis.

Note 22 : Gestion du capital

Notre objectif consiste à maintenir une assise financière solide grâce à une structure rentable qui respecte nos ratios cibles pour le capital réglementaire, correspond à notre évaluation interne du capital en fonction des risques, est conforme à nos cotes de crédit cibles, soutient les stratégies de nos groupes d'exploitation et accroît la confiance des déposants et la valeur à long terme pour les actionnaires.

Notre démarche consiste notamment à établir des limites, des buts et des mesures des résultats pour effectuer la gestion du bilan, des niveaux de risques et des montants minimaux de capital, ainsi qu'à émettre et à racheter des titres de façon à obtenir la structure de capital la plus économique possible.

Depuis le 1^{er} novembre 2007, un nouveau dispositif réglementaire de gestion du capital s'applique au Canada. Ce nouveau cadre, l'Accord de Bâle II, a remplacé l'Accord de Bâle I qui avait été utilisé au cours des 20 années précédentes. L'Accord de Bâle II constitue une amélioration par rapport à Bâle I parce qu'il établit des exigences relatives au capital réglementaire qui sont plus sensibles au profil de risque d'une banque.

Le capital de première catégorie représente les formes de capital les plus permanentes et comprend principalement les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, les actions privilégiées et les instruments hybrides novateurs, moins une déduction pour les écarts d'acquisition et les actifs incorporels excédentaires et d'autres déductions requises en vertu de Bâle II. Le capital total inclut le capital de première catégorie et de deuxième catégorie, moins certaines déductions. Le capital de deuxième catégorie est composé principalement de débetures subordonnées et de la partie admissible de la provision générale pour pertes sur créances. Les déductions appliquées au capital de deuxième catégorie se composent principalement de notre investissement dans des entités non consolidées et d'autres investissements importants de même que des autres déductions prévues par Bâle II. Des détails sur les éléments qui composent notre capital sont présentés aux notes 16, 18, 19 et 21.

Le ratio du capital de première catégorie, le ratio de l'actif corporel net attribuable aux actionnaires ordinaires, le ratio du capital total et le ratio de l'actif au capital sont les principales mesures du capital surveillées par l'organisme qui réglemente nos activités.

- Le ratio de capital de première catégorie est obtenu en divisant le capital de première catégorie par l'actif pondéré en fonction des risques.
- Le ratio de l'actif corporel net attribuable aux actionnaires ordinaires est établi en divisant les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, déduction faite de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels, par l'actif pondéré en fonction des risques.
- Le ratio du capital total est obtenu en divisant le capital total par l'actif pondéré en fonction des risques.
- Le ratio de l'actif au capital est établi en divisant l'actif total, y compris les éléments hors bilan spécifiés nets des autres déductions spécifiées, par le capital total.

Bâle II – Capital réglementaire et actif pondéré en fonction des risques

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	2009	2008
Capital de première catégorie	20 462 \$	18 729 \$
Capital de deuxième catégorie	4 397 \$	4 592 \$
Capital total	24 859 \$	23 321 \$
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	167 201 \$	191 608 \$
Ratio du capital de première catégorie	12,24 %	9,77 %
Ratio de l'actif corporel net attribuable aux actionnaires ordinaires	9,21 %	7,47 %
Ratio du capital total	14,87 %	12,17 %
Ratio de l'actif au capital	14,09	16,42

Notre ratio du capital de première catégorie et notre ratio du capital total demeurent supérieurs aux ratios du capital minimaux de 7 % et de 10 %, respectivement, exigés par le BSIF pour une institution financière bien capitalisée. Notre ratio de l'actif au capital demeure inférieur au maximum autorisé par le BSIF.

Note 23 : Rémunération du personnel – Rémunération à base d'actions

Régime d'options sur actions

Nous avons un régime d'options sur actions destiné à des dirigeants et employés désignés. Les options sont attribuées à un prix d'exercice égal au cours de clôture de nos actions ordinaires le jour précédant la date d'attribution. Les droits aux options attribuées sont acquis à raison de 25 % par année sur une période de quatre ans débutant à la date à laquelle les options sont attribuées. Une partie des options ne peuvent être exercées que si nous atteignons certains objectifs de rendement. Toutes les options viennent à échéance dix ans après leur date d'attribution.

Nous calculons la juste valeur des options sur actions à leur date d'attribution et nous comptabilisons ce montant dans les frais de rémunération sur la période d'acquisition des droits aux options, et nous augmentons le surplus d'apport d'une somme correspondante. Lorsque ces options sont exercées, nous émettons les actions et nous comptabilisons dans le capital-actions le montant du produit ainsi que le montant inscrit dans le surplus d'apport. Les options sur actions attribuées aux employés admissibles à la retraite sont passées en charges à leur date d'attribution.

Le tableau ci-dessous présente des renseignements sur notre régime d'options sur actions :

(en dollars canadiens, sauf indication contraire)	2009		2008		2007	
	Nombre d'options sur actions	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options sur actions	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options sur actions	Prix d'exercice moyen pondéré
Options en cours au début de l'exercice	20 055 702	43,68 \$	20 656 713	41,55 \$	23 254 639	38,55 \$
Options attribuées	2 220 027	34,12	1 442 833	59,14	1 229 500	68,96
Options exercées	2 917 490	28,95	1 778 586	31,65	3 774 644	31,86
Options éteintes/annulées	290 849	39,21	2 700	50,23	43 882	54,42
Options échues	488 777	31,99	262 558	42,63	8 900	19,93
Options en cours à la fin de l'exercice	18 578 613	45,23	20 055 702	43,68	20 656 713	41,55
Options pouvant être exercées à la fin de l'exercice	11 575 233	41,47	14 332 077	37,69	15 585 532	36,01
Options pouvant être attribuées	11 506 035		2 985 056		4 116 301	
Options en cours en pourcentage des actions en circulation	3,37 %		3,96 %		4,14 %	

Les frais de rémunération du personnel relatifs à ce régime se sont élevés, pour les exercices terminés le 31 octobre 2009, 2008 et 2007, respectivement à 8 millions de dollars, à 12 millions et à 11 millions avant impôts (respectivement, 7 millions, 11 millions et 10 millions après impôts).

La valeur intrinsèque d'une option sur actions attribuée correspond à la différence entre le prix en vigueur sur le marché pour nos actions ordinaires

et le prix d'exercice de l'option. La valeur intrinsèque globale des options sur actions en cours au 31 octobre 2009, 2008 et 2007 était respectivement de 158 millions de dollars, de 104 millions et de 443 millions. La valeur intrinsèque globale des options sur actions pouvant être exercées au 31 octobre 2009, 2008 et 2007 était respectivement de 120 millions, de 101 millions et de 421 millions.

Le tableau ci-dessous présente les options en cours et les options pouvant être exercées au 31 octobre 2009 et 2008, par fourchette de prix d'exercice.

(en dollars canadiens, sauf indication contraire)		2009						2008					
Fourchette des prix d'exercice	Options en cours			Options pouvant être exercées			Options en cours			Options pouvant être exercées			
	Nombre d'options sur actions	Durée contractuelle résiduelle moyenne pondérée (années)	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options sur actions	Durée contractuelle résiduelle moyenne pondérée (années)	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options sur actions	Durée contractuelle résiduelle moyenne pondérée (années)	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options sur actions	Durée contractuelle résiduelle moyenne pondérée (années)	Prix d'exercice moyen pondéré	
De 20,01 \$ à 30,00 \$	347 862	0,1	25,60 \$	347 862	0,1	25,60 \$	2 227 815	1,0	25,60 \$	2 227 815	1,1	25,60 \$	
De 30,01 \$ à 40,00 \$	9 555 366	3,2	36,28	7 188 519	1,7	36,77	9 056 151	2,3	36,32	8 683 171	2,5	36,23	
De 40,01 \$ à 50,00 \$	1 974 686	3,4	41,16	1 730 075	3,2	40,97	1 991 004	4,2	41,16	1 720 703	4,1	40,90	
De 50,01 \$ à 60,00 \$	2 867 545	4,6	55,21	1 380 358	4,6	55,22	2 907 571	5,5	55,20	1 228 076	5,6	55,02	
60,01 \$ et plus	3 833 154	7,1	63,95	928 419	6,8	64,39	3 873 161	7,7	63,94	472 312	7,4	64,85	

Le tableau ci-dessous présente, pour les exercices terminés le 31 octobre 2009 et 2008, l'évolution des options sur actions dont les droits n'étaient pas acquis.

(en dollars canadiens, sauf indication contraire)		2009		2008	
	Nombre d'options sur actions	Juste valeur moyenne pondérée à la date d'attribution	Nombre d'options sur actions	Juste valeur moyenne pondérée à la date d'attribution	
Options dont les droits n'étaient pas acquis au début de l'exercice	5 723 625	8,36 \$	5 071 181	8,74 \$	
Options attribuées	2 220 027	5,57	1 442 833	8,24	
Options dont les droits ont été acquis	934 062	9,05	790 389	10,61	
Options éteintes/annulées	6 210	–	–	–	
Options dont les droits n'étaient pas acquis à la fin de l'exercice	7 003 380	7,38 \$	5 723 625	8,36 \$	

Le tableau ci-dessous présente des renseignements complémentaires sur notre régime d'options sur actions.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)		2009	2008	2007
Frais de rémunération non constatés liés à l'attribution d'options dont les droits ne sont pas acquis		11 \$	8 \$	10 \$
Période moyenne pondérée sur laquelle les frais sont constatés (en années)		2,5	2,7	2,6
Valeur intrinsèque totale des options exercées		52 \$	30 \$	138 \$
Produit en espèces provenant des options exercées		84 \$	56 \$	120 \$
Économies d'impôts réelles réalisées sur les options exercées		2 \$	3 \$	11 \$
Cours moyen pondéré des actions visées par les options exercées		46,7 \$	49,4 \$	66,9 \$

Certains chiffres des exercices précédents ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude.

Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009, la juste valeur des options attribuées a été estimée au moyen du modèle d'évaluation d'options de Black et Scholes. Au cours des exercices précédents, la juste valeur des options attribuées était estimée au moyen d'un modèle trinomial d'évaluation d'options. L'incidence du changement de modèle a été négligeable. La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées au cours des exercices terminés le 31 octobre 2009, 2008 et 2007 s'est élevée à 5,57 \$, à 8,24 \$ et à 7,56 \$, respectivement. Les moyennes pondérées suivantes des hypothèses retenues ont été utilisées pour déterminer la juste valeur des options à la date d'attribution :

	2009	2008	2007
Rendement prévu des actions	5,9 %	4,1 %	4,2 %
Volatilité prévue du cours des actions	23,8 %	19,5 %	15,6 %
Taux d'intérêt sans risque	2,6 %	4,0 %	4,0 %
Période prévue jusqu'à l'exercice (en années)	6,5	7,3	7,4

Des changements dans les hypothèses utilisées peuvent produire des justes valeurs estimatives différentes.

Le rendement prévu des actions a été fondé sur le rendement enregistré l'exercice précédent. La volatilité prévue a été établie en fonction de la volatilité

implicite du cours de nos actions causée par les options négociées ainsi que de la volatilité historique de ce cours, la même importance ayant été accordée à ces deux facteurs. Le taux d'intérêt sans risque a été déterminé d'après le taux des obligations coupons détachés du Canada ayant un terme comparable à la période prévue jusqu'à l'exercice des options. Le prix d'exercice moyen pondéré à la date d'attribution a été respectivement de 34,12 \$, de 59,14 \$ et de 68,96 \$ pour les exercices terminés le 31 octobre 2009, 2008 et 2007.

Autres régimes de rémunération à base d'actions

Régime d'achat d'actions

Nous offrons à nos employés la possibilité d'affecter une partie de leur salaire brut à l'achat de nos actions ordinaires. Nous ajoutons à la cotisation des employés une somme égale à 50 % de cette cotisation, jusqu'à concurrence de 6 % de leur salaire brut individuel. Les actions de ce régime sont achetées sur le marché libre et sont considérées comme étant en circulation aux fins du calcul du résultat par action. Les dividendes versés pour nos actions ordinaires détenues dans le cadre du régime sont utilisés pour acheter d'autres actions ordinaires sur le marché libre.

Nous comptabilisons notre cotisation au régime comme frais de rémunération du personnel lors du versement de cette cotisation.

Les frais de rémunération du personnel relatifs à ce régime se sont élevés, pour les exercices terminés le 31 octobre 2009, 2008 et 2007, à 42 millions de dollars, à 41 millions et à 36 millions, respectivement. Pour ces exercices, il y avait respectivement 17 360 921, 14 958 315 et 13 148 902 actions ordinaires détenues dans le cadre de ce régime.

Régimes d'intéressement à moyen terme

Nous offrons des régimes d'intéressement à moyen terme aux dirigeants et à certains employés de haut niveau. Les régimes versent, selon le cas, une prime unique en espèces à la fin de la période de trois ans du régime, ou une prime annuelle en espèces pour chacune des trois années du régime. Le montant de la prime est rajusté pour tenir compte des dividendes réinvestis et de l'évolution de la valeur de marché de nos actions ordinaires. Avant 2009, dans le cas de certains dirigeants et de certains employés de haut niveau, une partie de la prime était également liée à des objectifs de rendement établis d'après une comparaison entre le rendement total annualisé de nos capitaux propres et celui de nos concurrents canadiens.

Le nombre d'unités d'actions qui ont été attribuées en vertu des régimes d'intéressement à moyen terme au cours des exercices terminés le 31 octobre 2009, 2008 et 2007 a été de 5 950 028, 4 548 827 et 3 210 864, respectivement. Nous avons conclu des ententes avec des tiers pour l'acquittement de la majorité de nos obligations relatives à ces régimes contre des paiements en espèces de 187 millions de dollars, de 267 millions et de 220 millions pour les exercices terminés le 31 octobre 2009, 2008 et 2007, respectivement. Les sommes versées en vertu de ces ententes ont été inscrites à notre bilan consolidé dans les actifs divers et sont comptabilisées comme frais de rémunération du personnel de façon uniforme sur la période qui précède le versement aux employés. Les sommes relatives aux unités d'actions attribuées à des employés qui sont admissibles à la retraite sont passées en charges à la date d'attribution. Nous n'avons plus aucun passif relativement aux obligations transférées à des tiers, puisque tous les versements futurs requis aux termes de ces régimes seront la responsabilité des tiers. La somme reportée et inscrite à notre bilan consolidé dans les actifs divers totalisait 106 millions de dollars et 135 millions, respectivement, au 31 octobre 2009 et 2008. Nous prévoyons que la somme reportée au 31 octobre 2009 sera constatée sur une période moyenne pondérée de 1,7 année (1,8 année en 2008). Les frais de rémunération du personnel relatifs à ces régimes se sont élevés, pour les exercices terminés le 31 octobre 2009,

2008 et 2007, respectivement, à 202 millions de dollars, à 239 millions et à 202 millions avant impôts (respectivement, 137 millions de dollars, 160 millions et 131 millions après impôts).

En ce qui a trait au reste des obligations relatives à des régimes pour lesquels nous n'avons pas conclu d'ententes avec des tiers, le montant des frais de rémunération du personnel est amorti sur la période qui précède le versement aux employés et rajusté de façon à tenir compte des dividendes réinvestis et de la valeur de marché courante de nos actions ordinaires. Le nombre d'unités d'actions qui ont été attribuées en vertu de ces régimes d'intéressement à moyen terme au cours des exercices terminés le 31 octobre 2009, 2008 et 2007 a été de 572 348, 255 286 et 282 898, respectivement. La juste valeur moyenne pondérée à la date d'attribution des unités attribuées au cours des exercices terminés le 31 octobre 2009, 2008 et 2007 a été de 22 millions de dollars, de 16 millions et de 19 millions, respectivement. Les paiements effectués aux termes de ces régimes au cours des exercices terminés le 31 octobre 2009, 2008 et 2007, ont été de 13 millions, de 11 millions et de 10 millions, respectivement. Au 31 octobre 2009 et 2008, le passif lié à ces régimes s'élevait respectivement à 32 millions et à 24 millions.

Les frais de rémunération du personnel relatifs aux régimes pour lesquels nous n'avons pas conclu d'ententes avec des tiers, pour les exercices terminés le 31 octobre 2009, 2008 et 2007, se sont chiffrés respectivement à 24 millions de dollars, à 4 millions et à 10 millions avant impôts (respectivement, 16 millions, 3 millions et 7 millions après impôts). Au cours de l'exercice 2008, nous avons commencé à conclure des relations de couverture économique relativement à l'incidence des variations de la valeur de marché de nos actions ordinaires en concluant des swaps sur rendement total avec une contrepartie externe. Des gains de couverture de 11 millions ont été constatés pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009 (pertes de couverture de 4 millions en 2008), ce qui s'est traduit par des frais de rémunération du personnel d'un montant net de 13 millions avant impôts (9 millions après impôts) (8 millions avant impôts (6 millions après impôts) en 2008).

Le nombre total d'unités consenties aux termes des régimes d'intéressement à moyen terme en circulation au cours des exercices terminés le 31 octobre 2009, 2008 et 2007 a été de 12 491 078, 9 900 297 et 8 298 718, respectivement.

Régimes d'intéressement à droits différés

Nous offrons des régimes d'intéressement à droits différés aux membres de notre Conseil d'administration, aux hauts dirigeants et aux employés clés de BMO Marchés des capitaux et du groupe Gestion privée. En vertu de ces régimes, le versement d'honoraires, de primes annuelles ou de commissions peut être

différé sous forme d'unités d'actions donnant droit à la valeur de nos actions ordinaires. Les droits rattachés à ces unités d'actions sont entièrement acquis à la date d'attribution. Le montant des honoraires, des primes ou des commissions différés est rajusté pour tenir compte des dividendes réinvestis et de l'évolution du cours de nos actions ordinaires.

Les paiements différés sont versés lorsque leurs bénéficiaires prennent leur retraite ou résignent leurs fonctions. Les paiements différés peuvent être versés en espèces ou en actions.

Les frais de rémunération du personnel relatifs à ces régimes sont comptabilisés au cours de l'exercice où les honoraires, les primes ou les commissions sont gagnées. Les changements aux montants des paiements découlant des dividendes et de l'évolution du cours des actions sont constatés comme frais de rémunération du personnel dans la période des changements en question.

Le nombre d'unités d'actions qui ont été attribuées en vertu des régimes d'intéressement à droits différés au cours des exercices terminés le 31 octobre 2009, 2008 et 2007 s'est élevé à 456 943, à 379 034 et à 442 583, respectivement. La juste valeur moyenne pondérée à la date d'attribution des unités attribuées au cours des exercices terminés le 31 octobre 2009, 2008 et 2007 a été de 19 millions de dollars, de 20 millions et de 25 millions, respectivement.

Les passifs relatifs à ces régimes sont inscrits à notre bilan consolidé dans les passifs divers et s'élevaient à 172 millions de dollars et à 136 millions au 31 octobre 2009 et 2008, respectivement. Au cours des exercices terminés le 31 octobre 2009, 2008 et 2007, les paiements effectués en vertu de ces régimes ont totalisé 12 millions, 5 millions et 17 millions, respectivement.

Les frais (le recouvrement) de rémunération du personnel relatifs à ces régimes pour les exercices terminés le 31 octobre 2009, 2008 et 2007 se sont chiffrés respectivement à 38 millions de dollars, à (46) millions et à 13 millions avant impôts (respectivement, 26 millions, (31) millions et 8 millions après impôts). Nous avons conclu des contrats sur instruments dérivés pour couvrir les risques auxquels nous exposent ces régimes. Les variations de la juste valeur de ces instruments dérivés sont comptabilisées en tant que frais de rémunération du personnel au cours de la période où elles se produisent. Pour les exercices terminés le 31 octobre 2009, 2008 et 2007, des gains (pertes) de couverture de 36 millions de dollars, de (52) millions et de 6 millions avant impôts, respectivement, ont également été constatés, entraînant des frais de rémunération du personnel nets de respectivement 2 millions, 6 millions et 7 millions avant impôts (respectivement, 1 million, 4 millions et 5 millions après impôts).

Le nombre total d'unités consenties aux termes des régimes d'intéressement à droits différés en circulation au cours des exercices terminés le 31 octobre 2009, 2008 et 2007 a été de 3 139 730, 3 101 995 et 2 686 903, respectivement.

Note 24 : Rémunération du personnel – Régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs

Régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs

Nous avons, au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni, divers régimes qui offrent des prestations de retraite et d'autres avantages sociaux futurs à nos employés actuels et retraités.

Les régimes de retraite comprennent les régimes de retraite à prestations déterminées prévus par la loi, ainsi que des régimes complémentaires qui offrent des prestations de retraite en sus des limites prévues par les dispositions législatives. De façon générale, nous offrons, en vertu de ces régimes, des prestations de retraite fondées sur le nombre d'années de service de l'employé et sur son salaire annuel moyen pour une certaine période précédant la retraite. Nous avons la responsabilité de veiller à ce que les régimes de retraite prévus par la loi disposent d'actifs suffisants pour verser les prestations aux employés qui prennent leur retraite. Les employés peuvent verser des cotisations volontaires, mais n'y sont pas tenus.

Nous offrons également des régimes de retraite à cotisations déterminées aux employés de certaines de nos filiales. En vertu de ces régimes, nous devons contribuer à l'épargne-retraite de l'employé participant en versant des cotisations d'un montant prédéterminé, établi d'après un pourcentage du salaire de cet employé.

Nous constatons les coûts de nos régimes de retraite dans les frais de rémunération du personnel pendant que les employés sont à notre service.

D'autres avantages sociaux futurs, y compris des avantages en matière de soins de santé et de soins dentaires ainsi qu'un régime d'assurance vie, sont également offerts aux employés actuels et retraités.

Obligations au titre des prestations de retraite et des autres avantages sociaux futurs

Nous avons les types d'obligations suivantes découlant de nos régimes : des obligations au titre des prestations de retraite déterminées et au titre des cotisations déterminées et des obligations au titre des autres avantages sociaux futurs. Ces obligations sont équivalentes au montant des prestations de retraite et des autres avantages sociaux futurs constitués à la fin de l'exercice par nos employés actuels et retraités.

Nos actuaire procèdent à des évaluations de nos obligations au titre des prestations de retraite et des autres avantages sociaux futurs constitués au 31 octobre de chaque exercice pour nos régimes au Canada (au 30 septembre pour nos régimes aux États-Unis), selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Ces évaluations sont fondées sur les hypothèses de la direction concernant le taux d'actualisation, le taux de croissance de la rémunération, l'âge de la retraite, le taux de mortalité et les taux tendanciels des coûts des soins de santé.

Les taux d'actualisation utilisés pour les principaux régimes de retraite et d'autres avantages sociaux futurs au Canada et aux États-Unis ont été établis en fonction d'obligations de sociétés de grande qualité dont les modalités correspondent à celles des flux de trésorerie propres à chaque régime.

Les éléments de la variation annuelle de nos obligations et de nos charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs sont les suivants :

Les prestations acquises par les employés représentent les prestations de retraite constituées au cours de l'exercice. Elles sont déterminées d'après le

nombre d'employés actuels et la valeur des prestations auxquelles ils auront droit lorsqu'ils prendront leur retraite, compte tenu des dispositions de nos régimes.

Les frais d'intérêts sur nos obligations au titre des prestations constituées représentent l'accroissement des obligations avec le temps.

Les gains ou pertes actuariels peuvent survenir dans deux situations. Premièrement, chaque année, nos actuaires recalculent les obligations au titre des prestations constituées et les comparent à celles qui avaient été estimées à la fin de l'exercice précédent. Tous les écarts découlant de changements dans les hypothèses ou de différences entre les résultats réels des régimes et les prévisions faites par la direction à la fin de l'exercice précédent sont considérés comme des gains ou des pertes actuariels. Deuxièmement, des gains et pertes actuariels découlent d'écarts entre le rendement réel des actifs des régimes et le rendement prévu.

Au début de chaque exercice, nous déterminons si les gains ou pertes actuariels non constatés sont supérieurs à 10 % du solde le plus élevé entre le solde des actifs des régimes et celui de nos obligations au titre des prestations constituées. Les gains ou pertes actuariels non constatés qui excèdent ce seuil de 10 % sont constatés dans la charge sur la durée résiduelle d'activité des employés actifs. Les montants inférieurs au seuil de 10 % ne sont pas constatés dans le revenu.

Les modifications aux régimes représentent les modifications de nos obligations au titre des prestations constituées qui découlent de changements apportés aux dispositions des régimes. Ces montants sont constatés dans la charge sur la durée résiduelle d'activité des employés actifs dans le cas des régimes de retraite et sur la durée moyenne prévue à courir avant la pleine admissibilité aux prestations dans le cas des régimes d'autres avantages sociaux futurs.

Le rendement prévu des actifs représente la meilleure estimation par la direction du taux de rendement à long terme des actifs des régimes, appliqué à la juste valeur de ces actifs. Nous établissons notre estimation du rendement prévu des actifs des régimes d'après l'objectif de répartition des actifs du régime et les taux de rendement estimatifs de chaque catégorie d'actifs. Les taux de rendement estimatifs sont fondés sur les rendements prévus des titres à revenu fixe, ce qui comprend le rendement des obligations. Une prime de risque sur

titres de participation est ensuite ajoutée afin d'estimer le rendement de ces titres. Les rendements des autres catégories d'actifs sont établis de manière à refléter les risques relatifs de ces catégories, par comparaison avec les titres à revenu fixe et les titres de participation. Les écarts entre le rendement prévu et le rendement réel des actifs sont inclus dans le solde de nos gains ou pertes actuariels, tel que nous l'expliquons plus haut.

Les règlements se produisent lorsque nos obligations au titre des prestations constituées des participants au régime sont réglées, habituellement par le versement de sommes forfaitaires en espèces, et qu'en conséquence notre obligation de verser des prestations à ces participants en vertu du régime est éteinte pour l'avenir.

Capitalisation des régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs

Nos régimes de retraite prévus par la loi au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni sont capitalisés par nous et les actifs de ces régimes servent au versement des prestations aux retraités.

Nos régimes de retraite complémentaires au Canada sont partiellement capitalisés tandis qu'aux États-Unis, le régime est sans capitalisation. Nos régimes d'autres avantages sociaux futurs aux États-Unis et au Canada sont partiellement capitalisés. Les versements relatifs aux prestations de retraite et aux avantages sociaux découlant de ces régimes sont effectués soit par les régimes, soit directement par nous.

Nous mesurons la juste valeur des actifs au 31 octobre pour nos régimes au Canada et au 30 septembre pour nos régimes aux États-Unis. En plus des évaluations actuarielles effectuées à des fins comptables, nous sommes tenus de préparer des évaluations pour déterminer nos cotisations de retraite (nos évaluations relatives à la capitalisation). La plus récente évaluation relative à la capitalisation de notre principal régime canadien a été effectuée en date du 31 octobre 2009. La prochaine évaluation relative à sa capitalisation aura lieu en date du 31 octobre 2010. Quant à notre régime prévu par la loi aux États-Unis, l'évaluation relative à sa capitalisation est exigée à tous les ans. La plus récente évaluation a été effectuée en date du 1^{er} janvier 2009.

Le tableau ci-dessous présente l'obligation au titre des prestations constituées et la juste valeur des actifs des régimes qui ne sont pas entièrement capitalisés :

(en millions de dollars canadiens)	Régimes de retraite			Autres avantages sociaux futurs		
	2009	2008	2007	2009	2008	2007
Obligation au titre des prestations constituées	126 \$	3 407 \$	832 \$	898 \$	705 \$	908 \$
Juste valeur des actifs des régimes	90	3 234	706	63	71	68
Obligation non capitalisée au titre des prestations constituées	36 \$	173 \$	126 \$	835 \$	634 \$	840 \$

Répartition des actifs

La politique d'investissement relative aux actifs des régimes de retraite est d'avoir une composition diversifiée de placements de qualité, visant à produire un taux de rendement réel supérieur à long terme, tout en limitant la volatilité

du rendement. Les actifs des régimes sont rééquilibrés à l'intérieur de fourchettes de répartition cible. Le tableau ci-dessous présente la répartition moyenne pondérée à la fin de chaque exercice et la répartition cible pour le 31 octobre :

	Régimes de retraite 1)				Autres avantages sociaux futurs			
	Répartition cible 2009	Répartition réelle 2009	Répartition réelle 2008	Répartition réelle 2007	Répartition cible 2009	Répartition réelle 2009	Répartition réelle 2008	Répartition réelle 2007
Titres de participation	53 %-65 %	49 %	45 %	45 %	65 %	52 %	65 %	73 %
Placements à revenu fixe	35 %	39 %	44 %	38 %	35 %	33 %	35 %	27 %
Autres	5 %-12 %	12 %	11 %	17 %	-	15 %	-	-

1) Ne comprend pas le régime complémentaire canadien, dont les actifs sont entièrement investis dans des placements à revenu fixe.

Charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs

Le tableau ci-dessous fait état des charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs :

(en millions de dollars canadiens)	Régimes de retraite			Autres avantages sociaux futurs		
	2009	2008	2007	2009	2008	2007
Charge annuelle liée aux prestations constituées						
Prestations acquises par les employés	115 \$	141 \$	149 \$	13 \$	19 \$	22 \$
Frais d'intérêts sur l'obligation au titre des prestations constituées	259	236	217	50	51	49
Perte actuarielle constatée dans la charge	76	10	59	-	12	18
Amortissement du coût des modifications aux régimes	16	14	11	(8)	(8)	(7)
Rendement prévu des actifs des régimes	(245)	(298)	(277)	(5)	(6)	(5)
Charge annuelle liée aux prestations constituées	221	103	159	50	68	77
Charge liée au Régime de pensions du Canada et au Régime de rentes du Québec	58	56	52	-	-	-
Charge liée aux régimes à cotisations déterminées	8	9	13	-	-	-
Total des charges annuelles liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs et constatées dans l'état consolidé des résultats	287 \$	168 \$	224 \$	50 \$	68 \$	77 \$

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Régimes de retraite			Autres avantages sociaux futurs		
	2009	2008	2007	2009	2008	2007
Incidence sur la charge annuelle liée aux prestations constituées si nous avions constaté tous les coûts et avantages au moment où ils sont survenus						
Total des charges annuelles liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs et constatées dans l'état consolidé des résultats	287 \$	168 \$	224 \$	50 \$	68 \$	77 \$
(Excédent) déficit du rendement réel par rapport au rendement prévu des actifs des régimes	(254)	1 422	(157)	6	20	(6)
(Excédent) déficit des (gains) pertes actuariels amortis par rapport aux (gains) pertes actuariels survenus	360	(842)	(328)	166	(276)	(78)
(Excédent) déficit du coût amorti par rapport au coût réel des modifications aux régimes	(14)	(14)	44	8	8	(1)
Total pro forma des charges annuelles liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs si nous avions constaté tous les coûts et avantages au cours de l'exercice	379 \$	734 \$	(217)\$	230 \$	(180)\$	(8)\$
Hypothèses utilisées pour déterminer les charges au titre des prestations constituées – Moyennes pondérées						
Durée moyenne estimative de service des employés actifs (années)	11	11	11	14	12	12
Durée moyenne prévue jusqu'à la pleine admissibilité aux prestations (années)	s.o.	s.o.	s.o.	11	10	10
Taux d'actualisation au début de l'exercice	7,3 %	5,6 %	5,1 %	7,3 %	5,5 %	5,3 %
Taux de rendement à long terme prévu des actifs des régimes	6,6 %	6,6 %	6,6 %	8,0 %	8,0 %	8,0 %
Taux de croissance de la rémunération	3,7 %	3,9 %	3,8 %	3,7 %	3,9 %	3,8 %
Taux tendanciel présumé du coût global des soins de santé	s.o.	s.o.	s.o.	7,4 % 1)	7,1 % 2)	7,5 % 2)

1) Le taux devrait se stabiliser à 4,4 % en 2018 et pour les années subséquentes.

2) Le taux devrait se stabiliser à 4,5 % en 2013 et pour les années subséquentes.

s.o. – sans objet

Le tableau suivant fait état des changements de la situation financière estimative de nos régimes de retraite et d'autres avantages sociaux futurs :

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Régimes de retraite			Autres avantages sociaux futurs		
	2009	2008	2007	2009	2008	2007
Obligation au titre des prestations constituées						
Obligation au titre des prestations constituées au début de l'exercice	3 634 \$	4 082 \$	4 248 \$	705 \$	908 \$	952 \$
Rajustement initial relatif à l'inclusion du régime du Royaume-Uni	–	101	–	–	–	–
Prestations acquises par les employés	115	141	149	13	19	22
Frais d'intérêts sur l'obligation au titre des prestations constituées	259	236	217	50	51	49
Prestations versées aux retraités et aux employés	(258)	(228)	(218)	(26)	(26)	(32)
Cotisations volontaires des employés	8	7	6	–	–	–
(Gain) perte sur l'obligation au titre des prestations constituées découlant des changements apportés aux hypothèses	436	(832)	(269)	166	(264)	(60)
Règlements en vertu des régimes	3	(6)	–	–	–	–
Modifications aux régimes b)	2	–	55	–	–	(8)
Autres, principalement la conversion de devises	(74)	133	(106)	(10)	17	(15)
Obligation au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	4 125 \$	3 634 \$	4 082 \$	898 \$	705 \$	908 \$
Hypothèses utilisées pour déterminer l'obligation au titre des prestations constituées – Moyennes pondérées						
Taux d'actualisation à la fin de l'exercice	6,2 %	7,3 %	5,6 %	6,4 %	7,3 %	5,5 %
Taux de croissance de la rémunération	3,0 %	3,7 %	3,9 %	3,7 %	3,7 %	3,9 %
Taux tendanciel présumé du coût global des soins de santé	s.o.	s.o.	s.o.	7,3 % 1)	7,4 % 2)	7,1 % 3)
Juste valeur des actifs des régimes						
Juste valeur des actifs des régimes au début de l'exercice	3 476 \$	4 533 \$	4 339 \$	71 \$	68 \$	68 \$
Rajustement initial relatif à l'inclusion du régime du Royaume-Uni	–	80	–	–	–	–
Rendement réel des actifs des régimes	499	(1 124)	434	(1)	(14)	11
Cotisations versées par l'employeur	464	105	58	26	26	32
Cotisations volontaires des employés	8	7	6	–	–	–
Prestations versées aux retraités et aux employés	(250)	(228)	(218)	(26)	(26)	(32)
Paiements de règlements	(7)	(6)	–	–	–	–
Autres, principalement la conversion de devises	(68)	109	(86)	(7)	17	(11)
Juste valeur des actifs des régimes à la fin de l'exercice	4 122 \$	3 476 \$	4 533 \$	63 \$	71 \$	68 \$
Situation de capitalisation des régimes						
(Gains actuariels) pertes actuarielles non constaté(e)s a)	(3)\$	(158)\$	451 \$	(835)\$	(634)\$	(840)\$
Coût (économie) non constaté des modifications aux régimes b)	1 210	1 129	537	130	(41)	211
	87	103	95	(30)	(38)	(46)
Actif (passif) net au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	1 294 \$	1 074 \$	1 083 \$	(735)\$	(713)\$	(675)\$
Comptabilisation dans :						
Actifs divers	1 330 \$	1 121 \$	1 094 \$	– \$	– \$	– \$
Passifs divers	(36)	(47)	(11)	(735)	(713)	(675)
Actif (passif) net au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	1 294 \$	1 074 \$	1 083 \$	(735)\$	(713)\$	(675)\$

Les régimes nous ont payé, à nous ainsi qu'à certaines de nos filiales, 2 millions de dollars au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2009 (3 millions en 2008 et 3 millions en 2007) pour des services de gestion de placements, de tenue de dossiers et de garde de titres ainsi que pour des services administratifs que nous avons fournis aux mêmes conditions que celles offertes à nos clients pour de tels services. Au 31 octobre 2009, 2008 et 2007, les régimes ne détenaient directement aucune de nos actions.

1) Le taux devrait se stabiliser à 4,4 % en 2029 et pour les années subséquentes.

2) Le taux devrait se stabiliser à 4,4 % en 2018 et pour les années subséquentes.

3) Le taux devrait se stabiliser à 4,5 % en 2013 et pour les années subséquentes.

s.o. – sans objet

a) Le tableau ci-dessous présente l'évolution de nos (gains) pertes actuariels :

(en millions de dollars canadiens)	Régimes de retraite			Autres avantages sociaux futurs		
	2009	2008	2007	2009	2008	2007
Perte actuarielle non constatée au début de l'exercice	1 129 \$	537 \$	1 034 \$	(41)\$	211 \$	299 \$
(Gain) perte sur l'obligation au titre des prestations constituées découlant des changements apportés aux hypothèses	436	(832)	(269)	166	(264)	(60)
Déficit (excédent) du rendement réel par rapport au rendement prévu des actifs des régimes	(254)	1 422	(157)	6	20	(6)
Constatation dans la charge d'une partie de la perte actuarielle non constatée	(76)	(10)	(59)	–	(12)	(18)
Incidence du taux de change et autres	(25)	12	(12)	(1)	4	(4)
(Gains actuariels) pertes actuarielles non constaté(e)s	1 210 \$	1 129 \$	537 \$	130 \$	(41)\$	211 \$

b) Le tableau ci-dessous présente l'évolution du coût (de l'économie) non constaté des modifications aux régimes.

(en millions de dollars canadiens)	Régimes de retraite			Autres avantages sociaux futurs		
	2009	2008	2007	2009	2008	2007
Coût (économie) non constaté des modifications aux régimes au début de l'exercice	103 \$	95 \$	50 \$	(38)\$	(46)\$	(45)\$
Rajustement initial relatif à l'inclusion du régime du Royaume-Uni	–	21	–	–	–	–
Coût (économie) des modifications aux régimes entreprises au cours de l'exercice	2	–	55	–	–	(8)
Constatation dans la charge d'une partie du coût (de l'économie) non constaté des modifications aux régimes	(16)	(14)	(11)	8	8	7
Incidence du taux de change et autres	(2)	1	1	–	–	–
Coût (économie) non constaté des modifications aux régimes à la fin de l'exercice	87 \$	103 \$	95 \$	(30)\$	(38)\$	(46)\$

Sensibilité des hypothèses

Le tableau ci-contre présente les moyennes pondérées des hypothèses économiques clés utilisées pour mesurer l'obligation au titre des prestations de retraite, l'obligation au titre des autres avantages sociaux futurs et les frais connexes. L'analyse de sensibilité présentée dans le tableau doit être utilisée avec prudence, car ses résultats sont hypothétiques et les variations de chacune des hypothèses clés pourraient ne pas être linéaires. La sensibilité de chaque variable clé a été calculée indépendamment des variations des autres variables clés.

Dans les faits, des variations peuvent survenir dans plusieurs hypothèses clés simultanément. Les variations d'un facteur peuvent entraîner des variations d'un autre facteur, ce qui peut amplifier ou réduire certaines sensibilités.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Régimes de retraite		Autres avantages sociaux futurs	
	Obligation au titre des prestations constituées	Charge liée aux prestations constituées	Obligation au titre des prestations constituées	Charge liée aux prestations constituées
Taux d'actualisation (%)	6,2	7,3	6,4	7,3
Effet d'une : hausse de 1 % (\$)	(461)	(13)	(114)	(2)
baisse de 1 % (\$)	567	16	141	2
Taux de croissance de la rémunération (%)	3,0	3,7	3,7	3,7
Effet d'une : hausse de 0,25 % (\$)	27	5	1	–
baisse de 0,25 % (\$)	(27)	(4)	(1)	–
Taux de rendement prévu des actifs (%)	s.o.	6,6	s.o.	8,0
Effet d'une : hausse de 1 % (\$)	s.o.	(35)	s.o.	(1)
baisse de 1 % (\$)	s.o.	35	s.o.	1
Taux tendanciel présumé du coût global des soins de santé (%)	s.o.	s.o.	7,3 1)	7,4 2)
Effet d'une : hausse de 1 % (\$)	s.o.	s.o.	124	9
baisse de 1 % (\$)	s.o.	s.o.	(102)	(7)

1) Le taux devrait se stabiliser à 4,4 % en 2029 et pour les années subséquentes.

2) Le taux devrait se stabiliser à 4,4 % en 2018 et pour les années subséquentes.

s.o. – sans objet

Flux de trésorerie

Le tableau ci-dessous présente les paiements en espèces que nous avons faits au cours de l'exercice relativement aux régimes d'avantages sociaux futurs des employés :

(en millions de dollars canadiens)	Régimes de retraite			Autres avantages sociaux futurs		
	2009	2008	2007	2009	2008	2007
Cotisations aux régimes à prestations déterminées	433 \$	90 \$	37 \$	– \$	– \$	– \$
Cotisations aux régimes à cotisations déterminées	8	9	13	–	–	–
Prestations versées directement aux retraités	31	15	21	26	26	32
Total	472 \$	114 \$	71 \$	26 \$	26 \$	32 \$

Nos meilleures estimations des sommes que nous prévoyons verser pour l'exercice se terminant le 31 octobre 2010 sont de 345 millions de dollars pour nos régimes de retraite et de 37 millions pour nos régimes d'autres avantages sociaux futurs.

Estimation des versements futurs de prestations

Estimation des versements futurs de prestations aux retraités au cours des cinq prochains exercices et par la suite :

(en millions de dollars canadiens)	Régimes de retraite	Autres avantages sociaux futurs
2010	234 \$	37 \$
2011	241	40
2012	252	42
2013	260	47
2014	269	50
2015–2019	1 480	310

Note 25 : Impôts sur les bénéfices

Nous présentons notre provision pour impôts sur les bénéfices dans notre état consolidé des résultats, en fonction des opérations comptabilisées dans nos états financiers consolidés, quelle que soit la date à laquelle elles sont constatées aux fins de l'impôt sur les bénéfices, sauf dans le cas du rapatriement des bénéfices non répartis de nos filiales à l'étranger, tel que nous le mentionnons ci-dessous.

En outre, nous comptabilisons la charge ou l'économie d'impôts directement dans les capitaux propres lorsque les impôts portent sur des montants constatés dans les capitaux propres. Par exemple, la charge (le recouvrement) fiscal découlant des gains (pertes) de couverture relatifs à nos investissements nets dans des établissements à l'étranger est comptabilisé dans les capitaux propres, dans le cumul des autres éléments du résultat étendu (de la perte étendue) attribuable à la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger.

Les soldes d'impôts futurs inclus dans les actifs divers, soit 228 millions de dollars, et dans les passifs divers, soit 45 millions, au 31 octobre 2009 (respectivement, 405 millions et néant en 2008) représentent le montant cumulatif d'impôt applicable aux écarts temporaires entre la valeur de nos actifs et de nos passifs aux fins comptables et leur valeur aux fins fiscales. Les actifs et passifs d'impôts futurs sont calculés aux taux d'imposition qui, selon les prévisions, seront applicables au moment de la résorption des écarts. Les variations du solde des actifs et passifs d'impôts futurs découlant d'un changement de taux d'imposition sont comptabilisées dans le revenu de la période au cours de laquelle le nouveau taux est pratiquement en vigueur.

Composantes du solde des impôts futurs

(en millions de dollars canadiens)

	2009	2008
Actifs d'impôts futurs		
Provision pour pertes sur créances	547 \$	537 \$
Avantages sociaux futurs des employés	175	215
Rémunération du personnel différée	197	182
Autres éléments du résultat étendu	17	22
Reports prospectifs de pertes fiscales	84	209
Autres	135	81
	1 155	1 246
Provision pour moins-value	(100)	(50)
Total des actifs d'impôts futurs	1 055 \$	1 196 \$
Passifs d'impôts futurs		
Bureaux et matériel	(196)\$	(206)\$
Prestations de retraite	(369)	(335)
Actifs incorporels	(100)	(122)
Valeurs mobilières	(184)	(86)
Autres	(23)	(42)
Total des passifs d'impôts futurs	(872)\$	(791)\$

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude.

La provision pour moins-value au 31 octobre 2009 et 2008 est attribuable aux actifs d'impôts futurs générés dans certains États américains pour lesquels la direction estime la réalisation comme étant plus improbable que probable.

Le revenu que nous gagnons à l'étranger, par l'entremise de nos succursales ou de nos filiales, est généralement assujéti aux impôts des pays concernés.

Le revenu provenant de nos succursales à l'étranger est également assujéti à l'impôt canadien. Le Canada accorde un crédit pour l'impôt étranger payé sur ce revenu. Si nous devons rapatrier les bénéfices de certaines filiales à l'étranger, nous serions tenus de payer de l'impôt sur certains de ces bénéfices. Comme le rapatriement de tels bénéfices n'est pas prévu dans un proche avenir, nous n'avons pas comptabilisé le passif d'impôts futurs correspondant. Les impôts canadiens et les impôts étrangers qui seraient exigibles, aux taux en vigueur, si les bénéfices de toutes nos filiales étrangères étaient rapatriés, étaient estimés à 620 millions de dollars, à 656 millions et à 599 millions au 31 octobre 2009, 2008 et 2007, respectivement.

Provision pour (recouvrement d') impôts sur les bénéfices

(en millions de dollars canadiens)

	2009	2008	2007
État consolidé des résultats			
Provision pour (recouvrement d') impôts sur les bénéfices			
– Impôts exigibles	120 \$	46 \$	247 \$
– Impôts futurs	97	(117)	(58)
	217	(71)	189
Capitaux propres			
Charge (recouvrement) d'impôts découlant de :			
Gains (pertes) non réalisés sur les titres disponibles à la vente, déduction faite des opérations de couverture	279	(53)	19
Gains (pertes) sur les couvertures de flux de trésorerie	(108)	204	(86)
Couverture (du gain) de la perte non réalisé provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger	382	(881)	575
Autres	(13)	(7)	(37)
Total	757 \$	(808)\$	660 \$

Composantes de la provision totale pour (du recouvrement total d') impôts sur les bénéfices

(en millions de dollars canadiens)

	2009	2008	2007
Au Canada : Impôts exigibles			
Palier fédéral	544 \$	(525)\$	430 \$
Palier provincial	290	(217)	214
	834	(742)	644
Au Canada : Impôts futurs			
Palier fédéral	120	(16)	(70)
Palier provincial	69	(27)	(34)
	189	(43)	(104)
Total des impôts canadiens	1 023	(785)	540
À l'étranger : Impôts exigibles	(179)	81	166
Impôts futurs	(87)	(104)	(46)
Total des impôts à l'étranger	(266)	(23)	120
Total	757 \$	(808)\$	660 \$

Certains chiffres des exercices précédents ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude.

Le tableau suivant présente un rapprochement entre, d'une part, nos taux d'imposition prévus par la loi et les impôts sur les bénéfices qui seraient exigibles à ces taux et, d'autre part, les taux d'imposition effectifs et la provision pour (le recouvrement d') impôts sur les bénéfices que nous avons comptabilisé dans notre état consolidé des résultats :

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	2009		2008		2007	
Impôts sur les bénéfices au taux d'imposition prévu par la loi, combiné du Canada et des provinces	657 \$	31,6 %	648 \$	32,7 %	838 \$	35,0 %
Augmentation (diminution) en raison des éléments suivants :						
Revenu exonéré d'impôt	(161)	(7,7)	(197)	(9,9)	(116)	(4,9)
Activités à l'étranger assujétiées à des taux d'imposition différents	(212)	(10,2)	(317)	(16,0)	(428)	(17,9)
Changement du taux d'imposition pour impôts futurs	5	0,2	5	0,2	2	0,1
Actifs incorporels non déductibles aux fins fiscales	8	0,3	9	0,4	10	0,4
Autres 1)	(80)	(3,7)	(219)	(11,0)	(117)	(4,8)
Provision pour (recouvrement d') impôts sur les bénéfices et taux d'imposition effectif	217 \$	10,5 %	(71)\$	(3,6)%	189 \$	7,9 %

1) Comprend des recouvrements d'impôts sur les bénéfices d'exercices précédents aux montants de 75 millions de dollars en 2009, de 160 millions en 2008 et de 87 millions en 2007.

L'écart entre l'économie d'impôts inscrite aux états financiers et celle réclamée dans une déclaration de revenus (une position) est appelé une économie d'impôts non constatée. Le tableau suivant présente un rapprochement de la variation du solde des économies d'impôts non constatées (exclusion faite de tout montant comptabilisé au titre des intérêts).

Rapprochement de la variation des économies d'impôts non constatées (en millions de dollars canadiens)	2009	2008
Économies d'impôts non constatées au début de l'exercice	417 \$	527 \$
Augmentations liées à des positions prises au cours d'exercices précédents	25	44
Augmentations liées à des positions prises au cours de l'exercice à l'étude	40	67
Diminutions liées à des positions prises au cours d'exercices précédents	(81)	(181)
Diminutions résultant des positions frappées de prescription	(23)	(30)
Règlements	(2)	(10)
Économies d'impôts non constatées à la fin de l'exercice	376 \$	417 \$

Au 31 octobre 2009 et 2008, le solde de nos économies d'impôts non constatées figurant dans le poste passifs divers à notre bilan consolidé, exclusion faite de tout montant comptabilisé au titre des intérêts, s'élevait à 376 millions de dollars

et à 417 millions, respectivement. La totalité de ces économies influe sur notre taux d'imposition. Il est difficile de prévoir l'évolution de nos économies d'impôts non constatées dans les 12 prochains mois.

Nous portons à notre charge d'impôts les pénalités de nature fiscale relatives à nos économies d'impôts non constatées. Nous comptabilisons les intérêts liés aux impôts sur les bénéfices à titre de frais d'intérêts. Au 31 octobre 2009 et 2008, le montant inscrit au titre des intérêts et des pénalités afférents aux impôts sur les bénéfices, déduction faite des paiements déposés auprès de l'administration fiscale, était de 17 millions de dollars et de 23 millions, respectivement. Ce montant a enregistré une diminution nette de 6 millions au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2009.

Nous et nos filiales sommes assujetties aux impôts sur les bénéfices fédéraux et provinciaux au Canada, aux impôts sur les bénéfices fédéraux, étatiques et locaux aux États-Unis ainsi qu'à ceux d'autres territoires à l'étranger. Ce qui suit indique les principaux territoires de domiciliation fiscale dans lesquels nous et nos filiales menons nos activités ainsi que l'année d'imposition la plus ancienne pour laquelle l'administration fiscale n'a pas encore terminé son examen.

Territoire	Année d'imposition
Canada	2003
États-Unis	2006

Note 26 : Résultat par action

Résultat de base par action

Nous obtenons notre résultat de base par action en divisant notre revenu net, déduction faite du total des dividendes sur les actions privilégiées, par le nombre moyen quotidien des actions ordinaires entièrement payées et en circulation au cours de l'exercice.

Résultat de base par action (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2009	2008	2007
Revenu net	1 787 \$	1 978 \$	2 131 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(120)	(73)	(43)
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 667 \$	1 905 \$	2 088 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	540 294	502 062	499 950
Résultat de base par action (en dollars canadiens)	3,09 \$	3,79 \$	4,18 \$

Résultat dilué par action

Le résultat dilué par action représente ce que notre résultat par action aurait été si les instruments convertibles en actions ordinaires, dont la conversion aurait eu pour effet de réduire notre résultat par action, avaient été convertis, soit au début de l'exercice dans le cas des instruments qui étaient en circulation pendant toute la durée de l'exercice, soit à partir de la date d'émission des instruments émis au cours de l'exercice.

Actions convertibles

Pour déterminer notre résultat dilué par action, nous ajoutons au résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires les dividendes versés aux détenteurs d'actions privilégiées convertibles, car ces dividendes n'auraient pas été versés si les actions avaient été converties au début de l'exercice. Ces dividendes se sont élevés à moins de 1 million de dollars pour les exercices terminés le 31 octobre 2009, 2008 et 2007. De la même façon, nous ajoutons au nombre moyen d'actions ordinaires en circulation le nombre d'actions qui auraient été émises si la conversion avait eu lieu au début de l'exercice.

Dans certaines circonstances, nos actions privilégiées de catégorie B des séries 6 et 10 sont convertibles en actions ordinaires. Nous n'avons pas tenu compte de ces conversions dans le calcul du résultat dilué par action puisque nous avons la possibilité de régler les conversions en espèces plutôt qu'en actions ordinaires.

Options sur actions des employés

Pour déterminer notre résultat dilué par action, nous ajoutons au nombre moyen d'actions ordinaires en circulation le nombre d'actions qui auraient été émises si toutes les options dont le prix d'exercice était inférieur au cours moyen de l'action pour l'exercice avaient été exercées. Lorsque les objectifs de rendement n'ont pas été atteints, les options touchées sont exclues du calcul. De plus, nous soustrayons du nombre moyen d'actions ordinaires en circulation le nombre de nos actions ordinaires que nous aurions pu racheter si nous avions utilisé le produit de l'exercice des options sur actions pour les racheter sur le marché libre au cours moyen de l'action pour l'exercice. Notre rajustement ne tient pas compte des options sur actions dont le prix d'exercice est supérieur au cours moyen de l'action pour l'exercice, parce que cela aurait pour effet d'augmenter notre résultat par action plutôt que de le diluer.

Résultat dilué par action

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2009	2008	2007
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires, rajusté pour tenir compte de la dilution	1 668 \$	1 905 \$	2 088 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	540 294	502 062	499 950
Actions convertibles	253	263	271
Options sur actions pouvant être exercées 1)	7 700	14 150	18 492
Actions ordinaires pouvant être rachetées	(5 934)	(9 778)	(10 099)
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation compte tenu des titres dilutifs (en milliers)	542 313	506 697	508 614
Résultat dilué par action (en dollars canadiens)	3,08 \$	3,76 \$	4,11 \$

1) En calculant le résultat dilué par action, nous avons exclu le nombre moyen des options sur actions en cours, soit 8 244 478, 2 818 599 et 317 266, dont le prix d'exercice moyen pondéré a été de 46,92 \$, de 60,68 \$ et de 67,89 \$ pour les exercices terminés respectivement le 31 octobre 2009, 2008 et 2007.

Note 27 : Segmentation opérationnelle et géographique

Groupes d'exploitation

Nous exerçons nos activités par l'entremise de groupes d'exploitation, chacun de ces groupes ayant un mandat distinct. Nous déterminons nos groupes d'exploitation d'après notre structure de gestion et, par conséquent, il se peut que ces groupes et les résultats qui leur sont attribués ne puissent être comparés à ceux d'autres entreprises de services financiers. Nous évaluons les résultats de nos groupes en utilisant des mesures comme le revenu net, la croissance du revenu, le rendement des capitaux propres, le profit économique net et le ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (ou ratio de productivité), ainsi que le levier d'exploitation avant amortissement.

Services bancaires Particuliers et entreprises

Les Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE) sont constitués de deux unités d'exploitation : Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada et Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis.

Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada

Les Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada (PE Canada) offrent une gamme complète de produits et services aux particuliers et aux entreprises, notamment en matière de services bancaires courants, de financement, d'investissement et de cartes de crédit, de même qu'un éventail complet de produits aux entreprises, de produits liés aux marchés financiers et de services conseils financiers, le tout par l'entremise d'un réseau de distribution comprenant des succursales, des services bancaires par téléphone et en ligne, des spécialistes en prêts hypothécaires et des guichets automatiques. Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2009, nous avons commencé à présenter les résultats de nos activités liées aux dépôts à terme dans PE Canada plutôt que dans le groupe Gestion privée. L'orientation de ces activités correspond davantage à la stratégie de produits de détail de PE Canada. Les chiffres des exercices précédents ont été retraités pour tenir compte de ce reclassement.

Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis

Les Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis (PE États-Unis) offrent une gamme complète de produits et services aux particuliers et aux entreprises de marchés de choix du Midwest américain, par l'intermédiaire de succursales et de circuits de services bancaires en direct comme les services bancaires par téléphone, les services bancaires en ligne et un réseau de guichets automatiques.

Groupe Gestion privée

Le groupe Gestion privée (groupe GP) réunit tous nos services de gestion de patrimoine. Exerçant ses activités sous la marque BMO au Canada et Harris aux États-Unis, le groupe GP sert une grande diversité de segments de clientèle, qui vont du marché grand public aux clients à valeur nette très élevée en passant par certains segments choisis de clients institutionnels. Nous offrons à notre clientèle une vaste gamme de produits et solutions de gestion de patrimoine, notamment des services de courtage traditionnels et en ligne et des services d'assurance au Canada, et des services de gestion privée et des produits de placement au Canada et aux États-Unis. Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2009, nous avons commencé à inclure la totalité de nos activités d'assurance dans le groupe GP, ce qui a permis de réunir, dans notre gamme de services de gestion de patrimoine, notre capacité en matière d'assurance et nos compétences dans le domaine. Les chiffres des exercices précédents ont été retraités pour tenir compte de ce reclassement.

BMO Marchés des capitaux

BMO Marchés des capitaux (BMO MC) englobe tous nos secteurs d'activité qui offrent des services aux grandes entreprises, aux institutions et aux administrations publiques. Au Canada et aux États-Unis, BMO MC est présent dans un large éventail de secteurs. Ce groupe compte également des clients au Royaume-Uni, en Europe, en Asie et en Australie. Il offre à sa clientèle une gamme complète de services financiers, notamment en matière de prise ferme de titres d'emprunt et de participation, de crédit aux grandes entreprises, de financement de projets, de services conseils, de fusions et d'acquisitions, de banques d'affaires, de titrisation, de gestion de trésorerie, de gestion du risque de marché, de recherche sur titres d'emprunt et de participation, ainsi que de vente et de négociation de titres institutionnels.

Services d'entreprise

Les Services d'entreprise comprennent les unités fonctionnelles qui offrent une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans des domaines tels que la planification stratégique, le droit, les finances, la vérification interne, la gestion des risques, les communications, l'économie, le marketing d'entreprise, les ressources humaines et l'apprentissage. Les résultats d'exploitation comprennent les revenus et les frais liés à certaines activités de titrisation, aux opérations de couverture visant les revenus de sources étrangères et aux activités relevant de la gestion de certains postes du bilan et de la structure globale de l'actif et du passif.

L'unité Technologie et opérations (T&O) nous assure des services de gestion, de soutien et de gouvernance en matière de technologie de l'information, de services d'exploitation, d'opérations immobilières et d'impartition. T&O axe ses efforts sur les priorités liées à la qualité et à l'efficacité établies à l'échelle de l'organisation afin d'offrir aux clients une expérience exceptionnelle.

Aux fins de la communication de l'information financière, les résultats d'exploitation de T&O sont inclus dans ceux des Services d'entreprise. Cependant, les coûts des services de T&O sont transférés aux trois groupes d'exploitation. Par conséquent, les résultats des Services d'entreprise reflètent en grande partie les activités décrites plus haut.

Les données des Services d'entreprise comprennent également les frais et les revenus résiduels représentant l'écart entre les montants réellement gagnés ou engagés et les montants affectés à chaque groupe d'exploitation.

Normes de présentation

La présentation des résultats de nos unités d'exploitation est fondée sur nos systèmes internes de communication de l'information financière. Les conventions comptables utilisées par ces groupes sont généralement conformes à celles qui sont utilisées dans la préparation des états financiers consolidés, tel que nous l'expliquons à la note 1 et tout au long des états financiers consolidés. Les différences notables dans les mesures comptables sont le rajustement sur une base d'imposition comparable et la dotation à la provision pour pertes sur créances, qui sont expliqués ci-dessous.

Base d'imposition comparable

Nous analysons le revenu net d'intérêts sur une base d'imposition comparable (bic) par groupe d'exploitation. Cette base comprend un rajustement qui augmente les revenus calculés selon les PCGR et la provision pour impôts sur les bénéficiaires établie selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus tirés de certains titres exonérés d'impôt à un niveau auquel ces revenus sont assujettis à l'impôt, au taux d'imposition prévu par la loi. Les rajustements bic des groupes d'exploitation sont éliminés dans les résultats des Services d'entreprise.

L'analyse sur une base d'imposition comparable neutralise l'incidence des placements effectués dans des titres exonérés d'impôt ou assortis d'avantages fiscaux plutôt que dans des titres entièrement imposables et aux rendements plus élevés. Elle atténue les distorsions du revenu net d'intérêts liées au choix de placements assortis d'avantages fiscaux ou imposables.

Dotations à la provision pour pertes sur créances

Les dotations à la provision pour pertes sur créances sont généralement établies à l'égard de chaque groupe en fonction des pertes prévues pour chacun des groupes. Les écarts entre les dotations pour pertes prévues et les dotations exigées en vertu des PCGR sont attribués aux Services d'entreprise.

Répartitions intergroupes

Diverses méthodes d'estimation et de répartition sont utilisées dans la préparation de l'information financière concernant les groupes d'exploitation. Nous attribuons les frais directement liés à la production de revenus aux groupes qui ont obtenu ces revenus. Les frais qui ne sont pas directement liés à la production de revenus, comme les frais généraux, sont répartis entre les groupes d'exploitation selon des formules de répartition appliquées de manière uniforme. Le revenu net d'intérêts des groupes d'exploitation reflète la répartition interne des charges et des crédits attribués aux actifs, aux passifs et au capital des groupes, aux taux du marché, compte tenu des échéances et des devises appropriées. La compensation de l'incidence nette de ces charges et crédits est reflétée dans les résultats des Services d'entreprise.

Information géographique

Nous exerçons nos activités principalement au Canada et aux États-Unis mais nous exerçons aussi des activités au Royaume-Uni, en Europe, dans les Caraïbes et en Asie, régions qui sont regroupées sous le poste autres pays. Nous répartissons

nos résultats par région selon l'emplacement du groupe responsable de la gestion des actifs, des passifs, des revenus et des frais y afférents, sauf pour ce qui est de la dotation consolidée à la provision pour pertes sur créances, qui est répartie en fonction du pays où le risque ultime est assumé.

Le tableau ci-dessous présente nos résultats et actifs moyens répartis par unité d'exploitation et par région :

(en millions de dollars canadiens)	PE Canada	PE États-Unis	Groupe GP	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total	Canada	États-Unis	Autres pays
2009 2)									
Revenu net d'intérêts	3 738 \$	892 \$	353 \$	1 798 \$	(1 211)\$	5 570 \$	3 683 \$	1 582 \$	305 \$
Revenu autre que d'intérêts	1 525	241	1 659	1 668	401	5 494	4 031	1 238	225
Revenu total	5 263	1 133	2 012	3 466	(810)	11 064	7 714	2 820	530
Dotation à la provision pour pertes sur créances	387	68	5	170	973	1 603	517	1 065	21
Amortissement	133	79	31	44	185	472	335	132	5
Frais autres que d'intérêts	2 710	816	1 505	1 831	47	6 909	4 895	1 857	157
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	2 033	170	471	1 421	(2 015)	2 080	1 967	(234)	347
Impôts sur les bénéfices	641	61	90	361	(936)	217	351	(145)	11
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	–	–	–	–	76	76	55	21	–
Revenu net	1 392 \$	109 \$	381 \$	1 060 \$	(1 155)\$	1 787 \$	1 561 \$	(110)\$	336 \$
Actif moyen	124 313 \$	30 894 \$	11 594 \$	258 974 \$	12 773 \$	438 548 \$	266 649 \$	142 478 \$	29 421 \$
Écarts d'acquisition (au)	119 \$	984 \$	358 \$	106 \$	2 \$	1 569 \$	436 \$	1 109 \$	24 \$
2008 2)									
Revenu net d'intérêts	3 436 \$	748 \$	376 \$	1 207 \$	(695)\$	5 072 \$	3 659 \$	1 110 \$	303 \$
Revenu autre que d'intérêts	1 442	242	1 770	1 233	446	5 133	3 952	1 182	(1)
Revenu total	4 878	990	2 146	2 440	(249)	10 205	7 611	2 292	302
Dotation à la provision pour pertes sur créances	341	43	4	117	825	1 330	340	942	48
Amortissement	133	74	23	42	163	435	312	119	4
Frais autres que d'intérêts	2 603	728	1 508	1 709	(89)	6 459	4 699	1 591	169
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1 801	145	611	572	(1 148)	1 981	2 260	(360)	81
Impôts sur les bénéfices	592	49	159	(139)	(732)	(71)	197	(195)	(73)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	–	–	–	–	74	74	55	19	–
Revenu net	1 209 \$	96 \$	452 \$	711 \$	(490)\$	1 978 \$	2 008 \$	(184)\$	154 \$
Actif moyen	125 343 \$	26 924 \$	8 658 \$	233 873 \$	2 811 \$	397 609 \$	236 495 \$	129 260 \$	31 854 \$
Écarts d'acquisition (au)	105 \$	1 070 \$	349 \$	109 \$	2 \$	1 635 \$	424 \$	1 192 \$	19 \$
2007 2)									
Revenu net d'intérêts	3 319 \$	730 \$	345 \$	974 \$	(539)\$	4 829 \$	3 612 \$	923 \$	294 \$
Revenu autre que d'intérêts	1 314	178	1 817	995	216	4 520	3 846	589	85
Revenu total	4 633	908	2 162	1 969	(323)	9 349	7 458	1 512	379
Dotation à la provision pour pertes sur créances	322	35	3	77	(84)	353	256	100	(3)
Amortissement	146	68	23	41	158	436	316	117	3
Frais autres que d'intérêts	2 422	625	1 478	1 534	106	6 165	4 472	1 539	154
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1 743	180	658	317	(503)	2 395	2 414	(244)	225
Impôts sur les bénéfices	595	64	130	(100)	(500)	189	416	(200)	(27)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	–	–	–	–	75	75	55	20	–
Revenu net	1 148 \$	116 \$	528 \$	417 \$	(78)\$	2 131 \$	1 943 \$	(64)\$	252 \$
Actif moyen	118 712 \$	23 477 \$	7 542 \$	207 084 \$	3 760 \$	360 575 \$	216 572 \$	111 150 \$	32 853 \$
Écarts d'acquisition (au)	106 \$	628 \$	313 \$	91 \$	2 \$	1 140 \$	423 \$	717 \$	– \$

1) Les Services d'entreprise comprennent l'unité Technologie et opérations.

2) Les données des groupes d'exploitation sont présentées sur une base d'imposition comparable – voir la section Normes de présentation.

Les chiffres des exercices précédents ont été retraités afin de tenir compte des changements apportés à la structure organisationnelle et au mode de présentation au cours de l'exercice à l'étude.

Note 28 : Opérations entre apparentés

Les apparentés comprennent les administrateurs, les dirigeants et les entités qui leur sont affiliées, ainsi que les coentreprises et les satellites comptabilisés à la valeur de consolidation.

Administrateurs, dirigeants et entités affiliées

Depuis le 1^{er} septembre 1999, nous n'accordons aucun nouveau prêt hypothécaire ou autre prêt à taux réduit aux dirigeants, autres que les prêts liés à des mutations effectuées à notre demande. Le solde des prêts hypothécaires à taux réduit consentis à des employés mutés s'établissait à 53 millions de dollars et à 62 millions au 31 octobre 2009 et 2008, respectivement. Les intérêts gagnés sur ces prêts sont comptabilisés dans le revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions, à notre état consolidé des résultats.

Nous fournissons certains services bancaires à nos administrateurs, à nos dirigeants et à leurs entités affiliées selon les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients pour de tels services. Les prêts à nos administrateurs, à nos dirigeants et à leurs entités affiliées totalisaient respectivement 5 millions de dollars et 1 million au 31 octobre 2009 et 2008.

Rémunération des membres du Conseil d'administration

Régime d'options sur actions

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2002, nous avons instauré un régime d'options sur actions aux administrateurs qui ne sont pas membres de la direction. Les conditions de ce régime sont les mêmes que celles de notre régime destiné aux dirigeants et employés désignés, décrit à la note 23. Des options d'achat pour un total de 147 000 actions ordinaires ont été consenties dans le cadre du régime d'options sur actions destiné aux administrateurs qui ne sont pas membres de la direction. Depuis le 1^{er} novembre 2003, nous avons cessé de consentir des options dans le cadre de ce régime.

Les frais liés aux options sur actions de ce régime sont calculés de la même manière que les frais liés aux options sur actions des employés. Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2007, les frais étaient de moins de 1 million de dollars et étaient inclus dans les autres frais inscrits à notre état consolidé des résultats. Ces frais sont désormais entièrement amortis.

Unités d'actions différées

Les membres de notre Conseil d'administration doivent toucher la totalité de leur rémunération annuelle et de leurs autres honoraires sous forme d'actions ordinaires de la Banque (achetées sur le marché libre) ou d'unités d'actions

différées jusqu'à ce que le portefeuille d'actions des administrateurs soit supérieur à six fois leur rémunération annuelle comme administrateurs. Une fois ce seuil franchi, les administrateurs doivent toucher au moins 50 % de leur rémunération annuelle sous cette forme.

Depuis le 1^{er} octobre 2007, les membres du Conseil d'administration de Harris Financial Corp. doivent toucher un montant déterminé minimal de leur rémunération annuelle et de leurs autres honoraires sous forme d'unités d'actions différées.

Les unités d'actions différées attribuées en vertu de ces régimes sont rajustées pour tenir compte des dividendes et de l'évolution du cours de nos actions ordinaires. La valeur de ces unités d'actions différées est versée immédiatement à l'administrateur lorsqu'il résigne ses fonctions au sein du Conseil d'administration.

Les passifs liés à ces régimes sont comptabilisés dans les passifs divers inscrits à notre bilan consolidé et se chiffraient à 22 millions de dollars et à 16 millions au 31 octobre 2009 et 2008, respectivement. Les frais relatifs à ces régimes ont été inscrits dans les autres frais de notre état consolidé des résultats et ont totalisé respectivement 4 millions, 4 millions et 5 millions pour les exercices terminés le 31 octobre 2009, 2008 et 2007.

Coentreprises et satellites comptabilisés à la valeur de consolidation

Nous fournissons des services bancaires à nos coentreprises et à nos satellites comptabilisés à la valeur de consolidation selon les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients pour ces services.

Notre investissement dans les actions ordinaires d'une coentreprise dans laquelle nous avons une participation de 50 % totalisait 335 millions de dollars au 31 octobre 2009 (307 millions en 2008), montant qui a été éliminé après consolidation proportionnelle.

Notre investissement dans les entités sur lesquelles nous exerçons une influence notable totalisait 589 millions de dollars au 31 octobre 2009 (995 millions en 2008).

Employés

Nous offrons un ensemble sélectionné de prêts hypothécaires et autres prêts à nos employés, aux taux que nous accordons normalement à nos clients privilégiés. Nous offrons aussi à nos employés des tarifs bonifiés quant aux frais annuels de services de cartes.

Note 29 : Passif éventuel

a) Poursuites judiciaires

Dans le cas de la faillite de Adelphia Communications Corporation (Adelphia), les Official Committees of Unsecured Creditors and Equity Security Holders, ou leur ayant droit, Adelphia Recovery Trust (ART), ont intenté des poursuites contre la Banque de Montréal et ses filiales indirectes BMO Capital Markets Corp. (auparavant Harris Nesbitt Corp.) et BMO Capital Markets Financing, Inc. (les défenderesses BMO) et environ 380 autres institutions financières. Les plaintes comportent des réclamations en vertu de diverses lois fédérales et de la common law et visent à obtenir des dommages-intérêts d'environ 5 milliards de dollars. Les poursuites sont en instance devant la cour fédérale du district sud de New York.

Dans le cadre du litige ART, la cour de district a rejeté toutes les réclamations en equity de ART et relatives à sa faillite, contre tous les défendeurs. ART a porté cette décision en appel. Les autres réclamations de ART en vertu des lois fédérales et de la common law visent 48 institutions financières, y compris les défenderesses BMO.

En outre, la Banque de Montréal et BMO Capital Markets Corp. sont deux des nombreuses institutions financières nommées dans des poursuites civiles intentées par les détenteurs de titres de Adelphia. Le règlement de la plus importante de ces poursuites, un recours collectif consolidé, a été approuvé par une cour d'appel fédérale et rend irrecevable toute poursuite future contre la Banque de Montréal et BMO Capital Markets Corp. par les détenteurs de titres de Adelphia. Les poursuites intentées par deux groupes

de requérants qui ont choisi de refuser l'accord de règlement relatif au recours collectif demeurent en instance.

Comme les procédures relatives à ces poursuites en sont à divers stades intermédiaires, nous ne sommes pas en mesure de déterminer quel sera leur résultat éventuel, mais la direction estime que la Banque de Montréal, BMO Capital Markets Corp. et BMO Capital Markets Financing, Inc. ont une défense solide relativement à ces plaintes et se défendront avec vigueur contre toutes les actions qui pourraient être intentées.

BMO Nesbitt Burns Inc., filiale indirecte de la Banque de Montréal, fait l'objet, au Canada, de plusieurs recours individuels et recours collectifs proposés, intentés au nom d'actionnaires de Bre-X Minerais Ltd. (Bre-X). Au Canada, trois recours et, aux États-Unis, un recours collectif proposé ont été rejetés pour ce qui est de BMO Nesbitt Burns Inc. BMO Nesbitt Burns Inc., la Banque de Montréal et BMO Capital Markets Corp. sont aussi visées par un recours individuel aux États-Unis.

Ces recours sont fondés en grande partie sur des allégations de négligence et d'informations trompeuses ou frauduleuses relativement à la vente des titres de Bre-X.

Comme ces litiges en sont tous à un stade préliminaire, nous ne sommes pas en mesure de déterminer quel sera leur résultat éventuel, mais la direction estime que BMO Nesbitt Burns Inc., la Banque de Montréal et BMO Capital Markets Corp. ont une défense solide relativement à ces plaintes et se défendront avec vigueur contre toutes les actions qui pourraient être intentées.

À la suite des informations que nous avons présentées, les 27 avril et 17 mai 2007, sur nos pertes d'évaluation à la valeur de marché découlant de nos activités de négociation de produits de base et totalisant 680 millions de dollars (avant impôts) en date du 30 avril 2007, nous avons reçu des demandes de renseignements, des demandes de documents et des assignations provenant des autorités dans les domaines des valeurs mobilières, des produits de base, des activités bancaires et de l'application des lois, relativement à ces pertes de négociation. Le 18 novembre 2008, des poursuites ont été intentées par ces autorités contre certaines parties qui sont concernées par ces pertes de négociation. Nous ne sommes pas partie à ces poursuites. Nous coopérons avec toutes ces autorités.

La Banque de Montréal et ses filiales sont parties à d'autres poursuites judiciaires, ainsi qu'à des enquêtes réglementaires, dans le cours normal de leurs activités. Bien que le résultat de telles procédures soit par nature difficile à prévoir, la direction ne s'attend pas à ce que leur résultat, individuellement ou globalement, ait un effet défavorable important sur la situation financière ou les résultats d'exploitation consolidés de la Banque de Montréal.

b) Garantie

Lorsque nous exerçons des activités de négociation, telles que la prise en pension et l'emprunt ou le prêt de titres, ou des activités de financement et des transactions sur instruments dérivés, nous exigeons de notre contrepartie qu'elle nous fournisse une garantie qui nous protégera contre les pertes en cas de défaut de cette contrepartie. La juste valeur des biens acceptés en garantie que nous sommes autorisés à vendre ou à redonner en garantie (en l'absence de défaut de la part des propriétaires de ces biens) était de 21 905 millions de dollars au 31 octobre 2009 (29 531 millions en 2008). La juste valeur des actifs financiers acceptés en garantie que nous avons vendus ou redonnés en garantie était de 15 479 millions au 31 octobre 2009 (25 311 millions en 2008).

Les transactions portant sur des garanties sont effectuées selon les modalités courantes et d'usage dans le cadre d'activités de négociation standard. S'il n'y a pas de défaut, les garanties ou leur équivalent doivent être rendus à la contrepartie à la fin du contrat.

c) Nantissement d'actifs

Dans le cours normal de nos activités, nous cédon des actifs en garantie de divers passifs que nous contractons. Les tableaux suivants font état de nos actifs cédés en garantie, des parties à qui ils ont été cédés et des activités dans le cadre desquelles ils ont été cédés :

(en millions de dollars canadiens)	2009	2008
Encaisse	965 \$	684 \$
Valeurs mobilières		
Émises ou garanties par le Canada	11 095	11 248
Émises ou garanties par les provinces, municipalités ou commissions scolaires canadiennes	2 986	4 263
Autres valeurs mobilières	24 266	21 467
Prêts hypothécaires, titres pris en pension ou empruntés et autres	31 525	33 053
Total des actifs cédés en garantie	70 837 \$	70 715 \$

Ce tableau ne tient pas compte de l'encaisse assujettie à des restrictions qui est présentée à la note 2.

(en millions de dollars canadiens)	2009	2008
Parties à qui les actifs ont été cédés : 1)		
Systèmes de compensation, systèmes de paiement et dépositaires	1 714 \$	1 898 \$
Banque du Canada	1 200	1 624
Gouvernements étrangers et banques centrales	1 017	1 411
Activités relatives aux actifs cédés :		
Obligations relatives à des titres mis en pension ou prêtés	39 796	26 052
Emprunts et prêts de titres	11 498	16 960
Transactions sur instruments dérivés	7 000	8 588
Prêts hypothécaires	3 879	5 338
Autres	4 733	8 844
Total	70 837 \$	70 715 \$

Exclut l'encaisse cédée aux banques centrales et présentée comme faisant l'objet de restrictions à la note 2.

1) Comprend les actifs cédés afin de participer aux systèmes de compensation et de paiement et de collaborer avec les institutions dépositaires ou d'avoir accès aux facilités des banques centrales en territoires étrangers.

Certains chiffres des exercices précédents ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude.

Note 30 : Juste valeur des instruments financiers

Nous comptabilisons à la juste valeur les actifs et passifs liés à la négociation, les instruments dérivés, les titres disponibles à la vente et les titres vendus à découvert, et nous constatons les autres actifs et passifs non liés à la négociation au coût après amortissement, déduction faite des provisions ou des réductions de valeur pour dépréciation. Lorsqu'il n'y a pas de valeur à la cote, la juste valeur est déterminée au moyen de diverses techniques d'évaluation et de diverses hypothèses. Cette juste valeur est fondée sur des estimations des divers actifs et passifs individuels et ne comprend pas d'estimation de la juste valeur de l'une ou l'autre des entités juridiques ou des opérations sous-jacentes s'inscrivant dans nos activités.

Les montants de juste valeur indiqués dans les présents états financiers représentent des estimations ponctuelles qui sont susceptibles de changer dans d'autres périodes, en raison des conditions du marché ou d'autres facteurs. La juste valeur représente notre estimation des sommes contre lesquelles nous pourrions échanger les instruments financiers avec des tiers désireux de les acquérir. Cependant, dans la plupart des cas, les instruments financiers ne sont pas échangeables ni échangés, si bien qu'il est difficile d'en déterminer la juste valeur. Dans de tels cas, nous avons estimé la juste valeur en tenant compte seulement des changements qui sont survenus dans les taux d'intérêt et le risque de crédit depuis que nous avons acquis ces éléments, ou depuis que nous avons conclu les contrats sous-jacents. Ces calculs représentent les meilleures estimations que la direction puisse faire en se basant sur un certain nombre de méthodes et d'hypothèses. Cependant, comme ils comportent des incertitudes, les justes valeurs peuvent ne pas se matérialiser dans la vente réelle ou le règlement immédiat des instruments.

Les changements de taux d'intérêt sont la principale cause de changement de la juste valeur de nos instruments financiers.

Instruments financiers dont la valeur comptable se rapproche de la juste valeur

Nous supposons que la juste valeur est égale à la valeur comptable dans le cas du passif lié aux acceptations et des titres mis en pension ou prêtés. Cette hypothèse est fondée sur le fait qu'il s'agit d'actifs et de passifs à court terme. Nous supposons également que la juste valeur est égale à la valeur comptable de notre encaisse et de certains de nos actifs et passifs divers.

Prêts

Nous établissons la juste valeur de nos prêts en nous fondant sur l'hypothèse suivante :

- Dans le cas des prêts productifs, y compris les engagements de clients aux termes d'acceptations, à taux fixe ou à taux variable, nous actualisons le solde des flux de trésorerie contractuels, rajusté pour tenir compte des remboursements anticipés estimatifs, aux taux du marché actuels offerts sur des prêts ayant des termes semblables.

Nous soustrayons ensuite le montant de la provision pour pertes sur créances de la valeur des soldes de nos prêts fondée sur l'hypothèse décrite ci-dessus pour établir la juste valeur de notre portefeuille de prêts.

Valeurs mobilières

La juste valeur de nos valeurs mobilières, aussi bien les titres de négociation que ceux disponibles à la vente, selon le type d'instrument, de même que les méthodes utilisées pour déterminer la juste valeur sont présentées à la note 3.

Instruments dérivés

Les méthodes utilisées pour déterminer la juste valeur des instruments dérivés sont présentées à la note 10.

Dépôts

Nous établissons la juste valeur de nos dépôts en nous fondant sur les hypothèses suivantes :

- Dans le cas des dépôts à taux et à échéance fixes, nous actualisons le solde des flux de trésorerie contractuels, rajusté pour tenir compte des remboursements prévus, aux taux du marché actuels qui s'appliquent à des dépôts ayant des termes et des caractéristiques de risque semblables.
- Dans le cas des dépôts à taux fixe sans échéance définie, nous considérons que la juste valeur est égale à la valeur comptable, en nous fondant sur le fait que la valeur comptable est équivalente au montant payable à la date des états financiers.

- Dans le cas des dépôts à taux variable, les changements de taux d'intérêt n'ont pas d'influence notable sur la juste valeur car les taux de ces dépôts s'ajustent fréquemment aux taux du marché. C'est pourquoi nous supposons que la juste valeur est égale à la valeur comptable.

Dettes subordonnées, titres d'une fiducie de capital et actions privilégiées classées dans le passif

La juste valeur de notre dette subordonnée, des titres d'une fiducie de capital et des actions privilégiées classées dans le passif est déterminée d'après les cours actuels du marché pour des instruments semblables.

Le tableau ci-dessous fait état des montants qui seraient présentés si tous nos actifs et passifs qui sont des instruments financiers étaient comptabilisés à leur juste valeur.

	2009			2008		
	Valeur comptable	Juste valeur	Écart positif (négatif) de la juste valeur par rapport à la valeur comptable	Valeur comptable	Juste valeur	Écart positif (négatif) de la juste valeur par rapport à la valeur comptable
(en millions de dollars canadiens)						
Actif						
Encaisse	13 295 \$	13 295 \$	– \$	21 105 \$	21 105 \$	– \$
Valeurs mobilières	110 813	110 813	–	100 138	100 138	–
Titres pris en pension ou empruntés	36 006	36 006	–	28 033	28 033	–
Prêts						
Prêts hypothécaires à l'habitation	45 524	46 067	543	49 343	48 982	(361)
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	45 824	45 913	89	43 737	43 304	(433)
Prêts sur cartes de crédit	2 574	2 574	–	2 120	2 120	–
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	68 169	67 895	(274)	84 151	83 365	(786)
	162 091	162 449	358	179 351	177 771	(1 580)
Engagements de clients aux termes d'acceptations	7 640	7 642	2	9 358	9 329	(29)
Provision pour pertes sur créances	(1 902)	(1 902)	–	(1 747)	(1 747)	–
Total des prêts et des engagements de clients aux termes d'acceptations, déduction faite de la provision pour pertes sur créances	167 829	168 189	360	186 962	185 353	(1 609)
Instruments dérivés	47 898	47 898	–	65 586	65 586	–
Bureaux et matériel	1 634	1 634	–	1 721	1 721	–
Écarts d'acquisition	1 569	1 569	–	1 635	1 635	–
Actifs incorporels	660	660	–	710	710	–
Actifs divers	8 754	8 754	–	10 160	10 160	–
	388 458 \$	388 818 \$	360 \$	416 050 \$	414 441 \$	(1 609)\$
Passif						
Dépôts	236 156 \$	237 046 \$	890 \$	257 670 \$	257 562 \$	(108)\$
Instruments dérivés	44 765	44 765	–	60 048	60 048	–
Acceptations	7 640	7 640	–	9 358	9 358	–
Titres vendus à découvert	12 064	12 064	–	18 792	18 792	–
Titres mis en pension ou prêtés	46 312	46 312	–	32 492	32 492	–
Passifs divers	15 938	16 047	109	14 071	13 938	(133)
Dettes subordonnées	4 236	4 591	355	4 315	4 128	(187)
Titres d'une fiducie de capital	1 150	1 218	68	1 150	1 162	12
Actions privilégiées	–	–	–	250	250	–
Capitaux propres	20 197	20 197	–	17 904	17 904	–
	388 458 \$	389 880 \$	1 422 \$	416 050 \$	415 634 \$	(416)\$
Total des rajustements à la juste valeur			(1 062)\$			(1 193)\$

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude.

Hiérarchie de la juste valeur

Nous utilisons une hiérarchie de la juste valeur pour classer, par catégorie, les données que nous utilisons en lien avec des techniques d'évaluation de la juste valeur. Ce qui suit fait état de la mesure dans laquelle nous avons utilisé les

cours du marché (niveau 1), des modèles internes fondés sur des données du marché observables (niveau 2) et des modèles internes ne comportant pas de données du marché observables (niveau 3) pour évaluer les titres, les passifs inscrits à la juste valeur, les actifs dérivés et les passifs dérivés.

(en millions de dollars canadiens)	Titres disponibles à la vente		Titres de négociation		Passifs inscrits à la juste valeur		Actifs dérivés		Passifs dérivés	
	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008
Au 31 octobre										
Évaluation selon les cours du marché	35 590 \$	14 560 \$	55 401 \$	62 294 \$	12 064 \$	18 792 \$	1 881 \$	6 170 \$	813 \$	2 096 \$
Évaluation selon des modèles internes (avec données observables)	12 271	14 655	3 184	3 258	2 473	2 493	45 438	58 131	43 779	57 821
Évaluation selon des modèles internes (sans données observables)	2 442	2 900	486	480	–	–	579	1 285	173	131
Total	50 303 \$	32 115 \$	59 071 \$	66 032 \$	14 537 \$	21 285 \$	47 898 \$	65 586 \$	44 765 \$	60 048 \$

L'analyse de sensibilité pour les éléments les plus importants évalués selon les modèles internes sans données observables est décrite ci-dessous.

Au 31 octobre 2009, les titres disponibles à la vente comprennent un prix d'achat différé de 727 millions de dollars relatif à nos activités de titrisation hors bilan. Nous avons déterminé l'évaluation du prix d'achat différé en fonction des prévisions quant à la valeur actualisée des flux de trésorerie, laquelle est établie au moyen d'hypothèses relatives au taux de remboursement anticipé et au taux d'intérêt. La détermination du taux d'intérêt (marge excédentaire) utilisé dans le modèle d'actualisation des flux de trésorerie est ce qui influe le plus sur l'évaluation du prix d'achat différé. L'analyse de sensibilité relative au prix d'achat différé est présentée à la note 8.

Les titres de négociation comprenaient 165 millions de dollars de billets associés à l'Accord de Montréal. Nous avons évalué ces billets au moyen de prévisions quant à la valeur actualisée des flux de trésorerie. La détermination du taux d'actualisation utilisé dans le modèle relatif à la valeur actualisée des flux de trésorerie est ce qui influe le plus sur l'évaluation de ces billets. Les variations des écarts de taux de crédit et les notations des billets influent sur cette détermination. L'incidence de l'hypothèse que le taux d'actualisation augmente ou diminue de 50 points de base serait une variation de la juste valeur de (5) millions et de 5 millions, respectivement.

Les actifs dérivés et les passifs dérivés comprenaient, au 31 octobre 2009, des sommes de 568 millions de dollars et de 76 millions, respectivement, relatives à l'évaluation à la valeur de marché de swaps sur défaillance

et de swaps sur rendement total de produits structurés. Nous avons effectué l'évaluation de ces instruments dérivés en nous appuyant sur des estimations quant aux écarts actuels du marché pour des produits structurés similaires. L'incidence de l'hypothèse que l'écart augmente ou diminue de 10 points de base serait une variation de la juste valeur de (4) millions et de 4 millions, respectivement.

Principaux reclassements

Des éléments sont reclassés d'un niveau de la hiérarchie de la juste valeur à un autre en raison de changements dans la disponibilité des cours du marché ou des données de marché observables par suite de l'évolution des conditions de marché. Ce qui suit indique les principaux éléments qui ont été reclassés d'un niveau à un autre au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2009.

Au cours de l'exercice, les billets à moyen terme de Apex et le swap sur rendement total connexe ont été reclassés du niveau 3 au niveau 2 étant donné que notre modèle a pris en compte davantage de données observables et que la juste valeur a été plus facile à déterminer par suite de nos opérations de couverture.

Au cours de l'exercice, des titres de créance détenus à des fins de transaction de 23 millions de dollars ont été reclassés du niveau 1 au niveau 3 puisqu'ils n'étaient plus cotés sur un marché actif, leur émetteur s'étant placé sous la protection de la loi sur les faillites. Au 31 octobre 2009, la direction évaluait ces titres selon des taux de recouvrement estimatifs actualisés.

Évolution des instruments classés dans le niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur

Le tableau suivant présente un rapprochement de tous les instruments financiers qui étaient classés dans le niveau 3 au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2009, incluant les gains (pertes) réalisés et non réalisés inclus dans le revenu net et dans les autres éléments du résultat étendu.

(en millions de dollars canadiens)	Titres disponibles à la vente	Titres de négociation	Passifs inscrits à la juste valeur	Actifs dérivés	Passif dérivés
Solde au 31 octobre 2008	2 900 \$	480 \$	– \$	1 285 \$	131 \$
Inclus dans le revenu net	(358)	(197)	–	198	518
Inclus dans les autres éléments du résultat étendu	–	–	–	–	–
Achats et émissions	781	790	–	12	41
Ventes et règlements	(246)	(62)	–	(674)	(517)
Reclassés dans le (hors du) niveau 3	(635)	(525)	–	(242)	–
Solde au 31 octobre 2009	2 442 \$	486 \$	– \$	579 \$	173 \$
Gains (pertes) sur éléments toujours détenus 1)	(338)\$	(198)\$	– \$	775 \$	(67)\$

1) Représente le montant total des gains ou pertes de l'exercice qui a été inclus dans le revenu net au titre d'actifs et de passifs classés dans le niveau 3 et détenus au 31 octobre 2009.

Note 31 : Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis

Nous dressons nos états financiers consolidés en conformité avec les PCGR du Canada, y compris les interprétations qu'en donne le BSIF.

Nous présentons ci-dessous les écarts les plus importants qui résulteraient de l'application des PCGR des États-Unis dans la préparation de notre bilan

consolidé, de notre état consolidé des résultats, de notre état consolidé du résultat étendu et de notre état consolidé du cumul des autres éléments de la perte étendue. Les écarts relatifs à notre état consolidé des flux de trésorerie n'étant pas significatifs, ils ne sont pas présentés ci-dessous.

Bilan consolidé condensé

Au 31 octobre (en millions de dollars canadiens)

	2009		2008			
	PCGR du Canada	Augmentation (diminution)	PCGR des États-Unis	PCGR du Canada	Augmentation (diminution)	PCGR des États-Unis
Actif						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9 955 \$	– \$	9 955 \$	9 134 \$	– \$	9 134 \$
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques k)	3 340	(2 117)	1 223	11 971	(2 321)	9 650
Valeurs mobilières – Titres de négociation j, l)	59 071	(3 901)	55 170	66 032	(1 856)	64 176
– Titres disponibles à la vente g, j, l, m)	50 303	2 799	53 102	32 115	931	33 046
– Autres titres i, j)	1 439	(7)	1 432	1 991	(99)	1 892
Titres pris en pension ou empruntés	36 006	–	36 006	28 033	–	28 033
Prêts et engagements de clients aux termes d'acceptations, déduction faite de la provision pour pertes sur créances k, p)	167 829	2 069	169 898	186 962	2 004	188 966
Instruments dérivés p)	47 898	(30 296)	17 602	65 586	(41 611)	23 975
Bureaux et matériel d, e)	1 634	(4)	1 630	1 721	(5)	1 716
Écarts d'acquisition e)	1 569	(37)	1 532	1 635	(42)	1 593
Actifs incorporels e)	660	–	660	710	(5)	705
Actifs divers b, c, j, m)	8 754	6 232	14 986	10 160	7 506	17 666
Total de l'actif	388 458 \$	(25 262)\$	363 196 \$	416 050 \$	(35 498)\$	380 552 \$
Passif et capitaux propres						
Dépôts p)	236 156 \$	(1 298)\$	234 858 \$	257 670 \$	(1 816)\$	255 854 \$
Instruments dérivés p)	44 765	(29 046)	15 719	60 048	(40 112)	19 936
Acceptations	7 640	–	7 640	9 358	–	9 358
Titres vendus à découvert	12 064	–	12 064	18 792	–	18 792
Titres mis en pension ou prêtés	46 312	–	46 312	32 492	–	32 492
Passifs divers b, g, h, j, m)	15 938	6 988	22 926	14 071	8 448	22 519
Dettes subordonnées	4 236	–	4 236	4 315	–	4 315
Titres d'une fiducie de capital h)	1 150	(1 150)	–	1 150	(1 150)	–
Actions privilégiées classées dans le passif h)	–	–	–	250	(250)	–
Capitaux propres b, c, d, e, f, h, i, l, m, o, q)	20 197	(756)	19 441	17 904	(618)	17 286
Total du passif et des capitaux propres	388 458 \$	(25 262)\$	363 196 \$	416 050 \$	(35 498)\$	380 552 \$

Les chiffres des exercices précédents ont été retraités pour tenir compte de l'adoption de la nouvelle directive exposée à la note p) Compensation de montants associés à certains contrats.

État consolidé condensé des résultats

Pour l'exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

	2009	2008	2007
Revenu net selon les états financiers conformes aux PCGR du Canada	1 787 \$	1 978 \$	2 131 \$
Rajustements pour se conformer aux PCGR des États-Unis :			
Revenu net d'intérêts – Passif et capitaux propres h)	80	91	99
Revenu autre que d'intérêts – Investissements des banques d'affaires i)	92	(2)	7
– Option de la juste valeur a)	–	–	(8)
– Reclassement des titres de négociation dans les titres disponibles à la vente l)	91	(183)	–
– Assurance m)	(23)	–	–
– Instruments dérivés q)	3	–	–
Frais autres que d'intérêts – Rémunération à base d'actions c)	(1)	(5)	(17)
– Frais de développement de logiciels d)	–	(1)	(42)
– Prestations de retraite et autres avantages sociaux futurs b)	–	6	–
– Écarts d'acquisition et autres actifs e)	6	5	5
Impôts sur les bénéfices et variation nette des impôts sur les bénéfices f) (y compris les rajustements dus aux éléments énumérés ci-dessus)	(49)	58	19
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales h)	(79)	(79)	(79)
Revenu net selon les PCGR des États-Unis	1 907 \$	1 868 \$	2 115 \$
Résultat par action : de base – Revenu net selon les PCGR du Canada	3,09 \$	3,79 \$	4,18 \$
– Revenu net selon les PCGR des États-Unis	3,31	3,57	4,14
Résultat par action : dilué – Revenu net selon les PCGR du Canada	3,08 \$	3,76 \$	4,11 \$
– Revenu net selon les PCGR des États-Unis	3,30	3,54	4,08

État consolidé du résultat étendu

Pour l'exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars canadiens)

	2009	2008	2007
Total du résultat étendu selon les états financiers conformes aux PCGR du Canada	1 639 \$	3 260 \$	1 435 \$
Rajustements pour se conformer aux PCGR des États-Unis :			
Rajustements du revenu net selon l'état consolidé condensé des résultats	120	(110)	(16)
Gain (perte) non réalisé provenant du reclassement de titres de négociation dans les titres disponibles à la vente l) 1)	(61)	123	–
Gain non réalisé sur instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie q) 2)	(2)	–	–
Gain (perte) non réalisé provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger, déduction faite des opérations de couverture e)	5	(12)	9
Prestations de retraite et autres avantages sociaux futurs b) 3)	(176)	(254)	(486)
Gain non réalisé sur des titres des activités d'assurance désignés comme titres de négociation m) 4)	226	–	–
Moins-value durable o)	16	–	–
Total du résultat étendu selon les PCGR des États-Unis	1 767 \$	3 007 \$	942 \$

1) Déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 30 millions de dollars en 2009 et de 60 millions en 2008.

2) Déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 1 million de dollars en 2009.

3) Déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 68 millions de dollars en 2009, de 102 millions en 2008 et de 279 millions en 2007.

4) Déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 104 millions de dollars en 2009.

État consolidé du cumul des autres éléments de la perte étendue

Pour l'exercice terminé le 31 octobre (en millions de dollars canadiens)

	2009	2008
Cumul total des autres éléments de la perte étendue selon les états financiers conformes aux PCGR du Canada	(399)\$	(251)\$
Rajustements pour se conformer aux PCGR des États-Unis :		
Gain non réalisé provenant du reclassement de titres de négociation dans les titres disponibles à la vente l)	62	123
Gain non réalisé sur instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie q)	(2)	–
Gain non réalisé provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger, déduction faite des opérations de couverture e)	34	29
Prestations de retraite et autres avantages sociaux futurs b)	(948)	(772)
Gain non réalisé sur des titres des activités d'assurance désignés comme titres de négociation m)	226	–
Moins-value durable o)	16	–
Cumul total des autres éléments de la perte étendue selon les PCGR des États-Unis	(1 011)\$	(871)\$

a) Option de la juste valeur

Le 1^{er} novembre 2006, nous avons adopté une nouvelle norme comptable canadienne qui nous permet de choisir d'évaluer des instruments financiers qui, autrement, ne seraient pas comptabilisés à leur juste valeur, comme s'ils étaient des instruments de négociation, les variations de la juste valeur étant comptabilisées dans le revenu, pourvu que certains critères soient respectés. Les instruments financiers doivent avoir été désignés le 1^{er} novembre 2006, lors de l'adoption de la nouvelle norme, ou au moment où les nouveaux instruments financiers ont été acquis, et la désignation est irrévocable.

Le 1^{er} novembre 2007, nous avons adopté la nouvelle norme comptable américaine qui nous donne l'option de présenter certains actifs et passifs financiers à la juste valeur. La nouvelle norme a supprimé cette différence entre les PCGR du Canada et des États-Unis.

b) Prestations de retraite et autres avantages sociaux futurs

Depuis le 31 octobre 2007, conformément aux PCGR des États-Unis, nous devons constater l'excédent de la juste valeur des actifs de nos régimes de retraite

et d'autres avantages sociaux futurs par rapport à l'obligation correspondante au titre des prestations constituées comme un actif, et nous devons constater l'insuffisance de la juste valeur des actifs de nos régimes par rapport à l'obligation correspondante au titre des prestations constituées comme un passif. Cette constatation est faite pour chaque régime, au cas par cas. Les gains (pertes) actuariels non amortis et le coût (l'économie) des modifications aux régimes (constatés à notre bilan consolidé dans les actifs ou passifs divers selon les PCGR du Canada) sont présentés dans le cumul des autres éléments du résultat étendu. Cette nouvelle norme remplace l'exigence, selon les PCGR des États-Unis, de constater un passif minimal supplémentaire au titre des régimes de retraite dans les cas où l'obligation, calculée sans tenir compte des hausses de salaire, dépasse la juste valeur des actifs des régimes à la fin de l'exercice. Il n'y a aucun changement dans le calcul de la charge liée aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs. Aux termes des PCGR des États-Unis, les montants avant impôts pris en compte dans le cumul des autres éléments (du résultat étendu) de la perte étendue sont les suivants :

(en millions de dollars canadiens)	2009			2008		
	Régimes de retraite	Autres avantages sociaux futurs	Total	Régimes de retraite	Autres avantages sociaux futurs	Total
Perte (gain) actuariel net	1 210 \$	130 \$	1 340 \$	1 129 \$	(41)\$	1 088 \$
Coût (économie) des modifications aux régimes	87	(30)	57	103	(38)	65
Montants avant impôts pris en compte dans le cumul des autres éléments (du résultat étendu) de la perte étendue	1 297 \$	100 \$	1 397 \$	1 232 \$	(79)\$	1 153 \$

Comme nous avons reclassé des montants qui figuraient dans les actifs divers et les passifs divers pour les inscrire dans les autres éléments du résultat étendu, les montants au titre des prestations de retraite et des autres avantages sociaux futurs qui sont inclus dans les actifs divers et les passifs divers sont différents

aux termes des PCGR des États-Unis. En vertu de ceux-ci, les montants liés à nos régimes de retraite et d'autres avantages sociaux futurs sont constatés au bilan consolidé comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2009			2008		
	Inclus dans les actifs divers	Inclus dans les passifs divers	Situation de capitalisation des régimes	Inclus dans les actifs divers	Inclus dans les passifs divers	Situation de capitalisation des régimes
Régimes de retraite	33 \$	(36)\$	(3)\$	15 \$	(173)\$	(158)\$
Autres avantages sociaux futurs	–	(835)	(835)	–	(634)	(634)

Les montants estimatifs avant impôts de la perte (du gain) actuariel net et du coût (de l'économie) des modifications aux régimes de retraite qui sont inscrits dans le cumul des autres éléments du résultat étendu et qui seront amortis en tant qu'augmentation (diminution) de la charge au titre de ces régimes au cours de l'exercice 2010 totalisent 70 millions de dollars et 16 millions, respectivement. Les montants estimatifs avant impôts de la perte (du gain) actuariel net et du coût (de l'économie) des modifications aux régimes d'autres avantages sociaux futurs qui sont inscrits dans le cumul des autres éléments du résultat étendu et qui seront amortis en tant qu'augmentation (diminution) de la charge au titre de ces régimes au cours de l'exercice 2010 s'élèvent à 3 millions et à (8) millions, respectivement. Selon les PCGR du Canada, ces montants sont amortis à titre d'autres actifs ou d'autres passifs, avant impôts, dans les charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs.

Selon les PCGR du Canada, avant le 1^{er} novembre 2000, les prestations de retraite étaient comptabilisées dans notre état consolidé des résultats dans la période au cours de laquelle les services étaient rendus par nos employés, les obligations correspondantes étant alors évaluées selon la meilleure estimation par la direction du taux de rendement à long terme des actifs du régime, alors que les autres avantages sociaux futurs étaient passés en charges à mesure que les frais correspondants étaient engagés. Le 1^{er} novembre 2000, nous avons adopté une nouvelle norme canadienne pour la comptabilisation des prestations de retraite et des autres avantages sociaux futurs qui a supprimé cette différence entre les PCGR du Canada et des États-Unis. Lors de l'adoption de cette nouvelle norme, nous avons comptabilisé le changement qui en a découlé comme une charge imputée aux bénéficiaires non répartis. Par conséquent, un rajustement demeurera inscrit à notre état consolidé des résultats jusqu'à ce que les sommes auparavant reportées en vertu des PCGR des États-Unis soient entièrement amorties par imputation au revenu.

c) Rémunération à base d'actions

Depuis le 1^{er} novembre 2005, conformément aux PCGR des États-Unis, le coût de la rémunération à base d'actions attribuée aux employés qui sont admissibles à la retraite était constaté à titre de charge à la date d'attribution. Nous avons adopté prospectivement cette nouvelle norme, en l'appliquant d'abord aux attributions effectuées au cours de l'exercice 2006. Nous avons adopté rétroactivement, au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2006, la nouvelle norme comptable canadienne sur la rémunération à base d'actions, qui est conforme à la norme comptable américaine. En raison des différences dans les méthodes d'adoption, un rajustement était inscrit à notre état consolidé des résultats dans les exercices antérieurs à l'exercice 2009, exercice durant lequel la rémunération à base d'actions attribuée avant le 1^{er} novembre 2005 a été entièrement amortie.

d) Frais de développement de logiciels

Selon les PCGR des États-Unis, les frais liés au développement interne de logiciels doivent être capitalisés et amortis sur la durée de vie utile estimative de ces logiciels. Selon les PCGR du Canada, avant le 1^{er} novembre 2003, seules les sommes versées à des tiers relativement au développement interne de logiciels étaient capitalisées et amorties sur la durée de vie utile estimative de ces logiciels. Le 1^{er} novembre 2003, nous avons adopté une nouvelle norme comptable canadienne qui supprimait cette différence dans le traitement des frais de développement de logiciels engagés après le 31 octobre 2003. Un rajustement était inscrit à notre état consolidé des résultats au cours des périodes antérieures à l'exercice 2009, soit lorsque les frais de développement de logiciels capitalisés avant l'exercice 2004 ont été entièrement amortis.

e) Écarts d'acquisition et autres actifs

Selon les PCGR des États-Unis, notre acquisition de Suburban Bancorp, Inc. en 1994 aurait été comptabilisée au moyen de la méthode de la fusion d'intérêts communs. En vertu des PCGR du Canada, nous avons plutôt comptabilisé cet achat au moyen de la méthode de l'acquisition, ce qui a entraîné la constatation et l'amortissement d'un écart d'acquisition et d'autres actifs incorporels correspondant à cette transaction. Depuis le 1^{er} novembre 2001 et conformément aux PCGR du Canada et des États-Unis, nous n'amortissons plus les écarts d'acquisition par imputation au revenu. La différence qui subsiste concerne l'amortissement des actifs incorporels en vertu des PCGR du Canada.

f) Impôts sur les bénéficiaires

En plus des incidences fiscales découlant des différences signalées ci-dessus, en vertu des PCGR des États-Unis, les changements de taux d'imposition n'ont aucune incidence sur le calcul des soldes de nos impôts futurs tant que les changements proposés ne sont pas entérinés par la loi. Selon les PCGR du Canada, les changements de taux d'imposition sont constatés dans le revenu dans la période où les changements sont pratiquement en vigueur.

g) Garanties non liquides

Selon les PCGR des États-Unis, une garantie non liquide obtenue dans le cadre d'un prêt de titres, qu'un contrat nous autorise à vendre ou à remettre en nantissement, est comptabilisée comme un actif dans notre bilan consolidé et un passif correspondant est aussi comptabilisé pour tenir compte de l'obligation de remettre la garantie. Selon les PCGR du Canada, ni la garantie ni l'obligation correspondante ne sont comptabilisées dans notre bilan consolidé. En raison de cette différence, les titres disponibles à la vente et les passifs divers ont été respectivement augmentés de 197 millions de dollars et de 931 millions pour les exercices terminés le 31 octobre 2009 et 2008.

h) Passif et capitaux propres

Selon les PCGR des États-Unis, certaines de nos actions privilégiées et certains titres de notre fiducie de capital, qui sont en dernier ressort convertibles en un nombre variable de nos actions ordinaires au gré du détenteur, sont classés dans les capitaux propres et dans la part des actionnaires sans contrôle, les paiements étant constatés respectivement comme dividendes et participation minoritaire. Selon les PCGR du Canada, les actions privilégiées et les titres de la fiducie de capital qui comportent cette option de conversion sont classés dans le passif, les paiements étant constatés dans les frais d'intérêts. Les actions privilégiées assorties de cette option de conversion ont été rachetées au cours de l'exercice 2009.

i) Investissements des banques d'affaires

Selon les PCGR des États-Unis, nos filiales qui ont des activités de banque d'affaires comptabilisent leurs investissements au coût ou à la valeur de consolidation. Selon les PCGR du Canada, ces filiales comptabilisent leurs investissements à la juste valeur, les changements à la juste valeur étant comptabilisés dans le revenu à mesure qu'ils se produisent.

j) Comptabilisation des opérations sur titres

En vertu des PCGR des États-Unis, les opérations sur titres sont constatées à notre bilan consolidé à la date de conclusion de la transaction. En vertu des PCGR du Canada, les opérations sur titres sont constatées à notre bilan consolidé à la date de règlement de la transaction.

k) Acceptations bancaires

Selon les PCGR des États-Unis, les acceptations bancaires achetées d'autres banques sont classées dans les prêts. En vertu des PCGR du Canada, les acceptations bancaires achetées d'autres banques sont comptabilisées comme des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques dans notre bilan consolidé.

l) Reclassement de titres de négociation dans les titres disponibles à la vente

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2008, nous avons adopté la nouvelle norme comptable canadienne qui autorise, en de rares circonstances, certains reclassements d'actifs financiers non dérivés de la catégorie des titres de négociation à la catégorie des titres disponibles à la vente ou à celle des titres détenus jusqu'à leur échéance. Cette nouvelle norme est conforme aux PCGR des États-Unis, sauf qu'en vertu de ces derniers, le reclassement doit être comptabilisé à la date où il est complété. Nous avons choisi de reclasser certains titres de négociation dans la catégorie des titres disponibles à la vente. Il s'agit de titres pour lesquels, en raison des circonstances du marché, nous avons changé notre intention de nous en défaire ou de les négocier à court terme, et avons plutôt décidé de les conserver pour un avenir prévisible. Cette norme comptable canadienne était, dans notre cas, applicable rétroactivement au 1^{er} août 2008, et les reclassements ont été effectués à la juste valeur des titres le 1^{er} août 2008. Nous avons reclassé ces titres en vertu des PCGR des États-Unis en date du 31 octobre 2008. Cette différence se résorbera à mesure que les titres seront vendus.

m) Comptabilisation des montants liés à l'assurance

Aux termes des PCGR des États-Unis, les passifs liés aux contrats d'assurance vie, sauf ceux d'assurance vie universelle et autres contrats comportant des caractéristiques d'investissement, sont établis en fonction de la méthode de la prime nivelée nette. Dans le cas des contrats d'assurance vie universelle et d'autres contrats comportant des caractéristiques d'investissement, les passifs représentent les soldes des comptes des détenteurs de police et tiennent compte d'une provision établie au moyen de la méthode de la prime nivelée nette pour certains contrats. Selon les PCGR du Canada, les passifs liés aux contrats d'assurance vie sont établis au moyen de la méthode canadienne axée sur le bilan.

Aux termes des PCGR des États-Unis, les primes reçues pour des contrats d'assurance vie universelle et d'autres contrats comportant des caractéristiques d'investissement sont constatées en tant que passifs. En vertu des PCGR du Canada, ces primes sont portées aux résultats et un passif au titre des prestations futures est comptabilisé ainsi qu'une charge qui vient contrebalancer le revenu.

En vertu des PCGR des États-Unis et de ceux du Canada, les primes provenant de contrats à long terme sont inscrites lorsqu'elles deviennent exigibles. Les primes, déduction faite de la réassurance, des contrats à court terme sont prises en compte dans les résultats sur la durée du contrat concerné.

Aux termes des PCGR des États-Unis, les montants à recouvrer au titre de la réassurance, les coûts d'acquisition reportés de contrats d'assurance vie en vigueur et de rente et la valeur des affaires acquises sont constatés en tant qu'actifs. Les coûts d'acquisition reportés et la valeur des affaires acquises sont ensuite amortis. Aux termes des PCGR du Canada, ces éléments sont compris dans le solde des passifs liés à l'assurance.

En vertu des PCGR des États-Unis, les placements en titres à revenu fixe et en titres de participation qui servent à favoriser le règlement des passifs au titre des prestations des contrats d'assurance vie et d'assurance maladie sont classés en tant que titres disponibles à la vente. Aux termes des PCGR du Canada, les placements en titres à revenu fixe et en titres de participation qui soutiennent les passifs au titre des prestations des contrats d'assurance vie et d'assurance maladie sont désignés comme des titres de négociation au moyen de l'option de la juste valeur.

n) Actif net soumis à des restrictions

Certaines de nos filiales et certains satellites comptabilisés à la valeur de consolidation sont assujettis aux exigences réglementaires des territoires dans lesquels ils mènent des activités. Par conséquent, il se peut que ces filiales et satellites se voient imposer des restrictions quant au transfert, en notre faveur et sous forme de dividendes en espèces, de prêts ou d'avances, de la quote-part nous revenant de leurs actifs. Au 31 octobre 2009 et 2008, l'actif net soumis à des restrictions de ces entités totalisait 5,9 milliards de dollars et 4,6 milliards, respectivement.

o) Moins-values durables

En date du 1^{er} mai 2009, nous avons adopté la nouvelle norme émise aux États-Unis par le Financial Accounting Standards Board (FASB), laquelle a modifié la norme d'évaluation des pertes de valeur et les principes de constatation des moins-values durables des titres de créance et a resserré les exigences de présentation et d'information relativement aux titres de créance et de participation. Aux termes de la nouvelle norme, lorsqu'il est établi qu'un titre de créance a subi une moins-value durable, le montant de cette moins-value équivaut à la perte sur la créance et est porté en résultat, et le reste de la charge pour moins-value est comptabilisé dans le cumul des autres éléments du résultat étendu. Aux termes des PCGR du Canada, toutes les moins-values sont portées en résultat.

Par suite de l'adoption de cette nouvelle norme, nous avons constaté un rajustement à incidence cumulative afin de reclasser, des bénéfices non répartis au cumul des autres éléments du résultat étendu, 24 millions de dollars avant impôts (16 millions après impôts) en date du 1^{er} mai 2009 aux fins de la présentation de l'information financière selon les PCGR des États-Unis.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2009, nous avons inscrit des moins-values durables totalisant 351 millions de dollars (déduction faite d'impôts de 113 millions), dont 339 millions ont été constatés en résultat et 12 millions ont été comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat étendu.

Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009, les pertes sur les titres de créance détenus qui ont été portées en résultat ont été comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2009
Moins-values, portées en résultat, de titres de créance qui n'avaient pas subi de pertes de valeur antérieurement	(296)\$
Moins-values, portées en résultat, de titres de créance qui avaient subi des pertes de valeur antérieurement	(13)
Réduction en raison des titres vendus ou arrivés à échéance au cours de l'exercice	23
Total pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009	(286)\$

p) Compensation de montants associés à certains contrats

En date du 1^{er} novembre 2008, nous avons adopté la nouvelle norme qu'a émise le FASB concernant la pertinence de compenser certains montants afférents à plusieurs contrats conclus avec une même contrepartie. Cette norme nous permet de changer notre convention comptable concernant la compensation des montants de juste valeur constatés au bilan à l'égard d'instruments dérivés visés par des cadres de compensation des soldes. Elle nous permet également de compenser la juste valeur comptabilisée à l'égard des garanties en espèces obtenues ou fournies par la juste valeur des instruments dérivés conclus avec la même contrepartie aux termes d'un contrat cadre de compensation des soldes. Aux termes des PCGR du Canada, les actifs et passifs liés à des instruments dérivés sont inscrits au bilan à leur montant brut. Par suite de la compensation, les montants de juste valeur des instruments dérivés qui ont été portés en diminution des actifs et passifs liés aux instruments dérivés totalisaient 28 998 millions de dollars au 31 octobre 2009 (39 795 millions en 2008). Les garanties en espèces qui ont été imputées à de tels actifs et passifs s'établissaient respectivement à 1 298 millions et à 48 millions au 31 octobre 2009 (respectivement, 1 816 millions et 317 millions en 2008).

q) Instruments dérivés

Certains de nos swaps de taux d'intérêt désignés comme couvertures des flux de trésorerie aux termes des PCGR du Canada doivent faire l'objet d'une évaluation à la valeur de marché dans le revenu aux termes des PCGR des États-Unis puisqu'ils ne sont pas admissibles à la comptabilité de couverture. Aux termes des PCGR du Canada, ces swaps sont admissibles à la comptabilité de couverture et sont évalués à leur juste valeur dans les autres éléments du résultat étendu.

Modifications de conventions comptables

Évaluation de la juste valeur

Le 1^{er} novembre 2007, nous avons adopté la nouvelle norme comptable du FASB qui clarifie la définition de la juste valeur applicable aux termes des normes comptables des États-Unis. Cette norme donne une définition unique de la juste valeur, fournit un cadre pour évaluer la juste valeur et exige la présentation d'informations supplémentaires concernant les mesures de la juste valeur. Le but de la norme est d'accroître l'uniformité, la fiabilité et la comparabilité des mesures de la juste valeur et d'améliorer l'information fournie afin d'aider les utilisateurs des états financiers à évaluer les effets des mesures de la juste valeur utilisées dans la présentation de l'information financière. Le cadre établit une hiérarchie pour une évaluation fiable de la juste valeur, fondée sur la définition énoncée dans la norme. Cette nouvelle norme n'a pas eu d'incidence sur nos états financiers consolidés puisque notre convention comptable relative à l'évaluation de la juste valeur y était déjà conforme.

En date du 1^{er} mai 2009, nous avons adopté la nouvelle norme comptable du FASB qui sert à déterminer dans quelles circonstances un marché n'est pas actif et les opérations, non réalisées de manière ordonnée. Cette norme indique les autres facteurs à prendre en compte pour évaluer la juste valeur d'un actif ou d'un passif lorsqu'il se produit une forte baisse du niveau d'activités sur le marché pour un instrument et lorsque les cours relèvent d'opérations dont la réalisation n'est pas considérée comme ordonnée. Cette norme resserré également les exigences d'information concernant la juste valeur des instruments financiers, mais n'a pas eu d'incidence sur nos états financiers consolidés puisque notre convention comptable relative à l'évaluation de la juste valeur y était déjà conforme.

Normes concernant la comptabilisation des impôts sur les bénéfices

Le 1^{er} novembre 2007, nous avons adopté la nouvelle norme comptable du FASB concernant la comptabilisation des incertitudes liées aux impôts sur les bénéfices dans les états financiers. Selon l'interprétation donnée par le FASB, avant qu'une entité puisse comptabiliser dans ses états financiers des économies d'impôts figurant dans sa déclaration de revenus, il doit être plus probable qu'improbable que la position fiscale relative à ces économies soit maintenue au moment d'une vérification. Cette nouvelle norme n'a pas eu d'incidence sur nos états financiers consolidés car notre convention comptable relative à la comptabilisation des impôts sur les bénéfices y était déjà conforme.

Modifications futures de conventions comptables*Instruments d'emprunt convertibles*

Le FASB a émis une nouvelle norme concernant la comptabilisation des instruments d'emprunt convertibles pouvant faire l'objet d'un règlement en espèces (ou autres actifs) au moment de la conversion, y compris un règlement partiel en espèces. Les instruments classés comme des dettes sont compris dans le champ d'application de cette nouvelle norme qui stipule que les composantes passif et capitaux propres doivent être comptabilisées séparément. Ce traitement comptable diffère de la méthode actuelle, qui consiste généralement à traiter les instruments d'emprunt convertibles pouvant être réglés en espèces uniquement comme des dettes. Cette norme entrera en vigueur le 1^{er} novembre 2009, mais n'aura pas d'incidence sur la Banque puisque toutes nos actions privilégiées convertibles et tous nos titres d'une fiducie de capital sont classés comme capitaux propres en vertu des PCGR des États-Unis.

Part des actionnaires sans contrôle présentée dans les états financiers consolidés

Le FASB a publié une nouvelle norme qui précise que la part des actionnaires sans contrôle dans une filiale doit être présentée comme capitaux propres dans les états financiers consolidés. En outre, le montant du revenu net consolidé attribué à la société mère et à la part des actionnaires sans contrôle doit être clairement présenté dans l'état consolidé des résultats. Actuellement, nous comptabilisons la part des actionnaires sans contrôle dans les passifs divers inscrits à notre bilan consolidé. Cette norme entrera en vigueur le 1^{er} novembre 2009.

Regroupements d'entreprises

Le FASB a publié une nouvelle norme relative aux regroupements d'entreprises. Cette norme maintient l'utilisation de la méthode de l'acquisition pour la comptabilisation de tous les regroupements d'entreprises. Elle stipule que l'acquéreur doit constater les actifs acquis, les passifs pris en charge et toute part des actionnaires sans contrôle dans la société acquise à leurs justes valeurs à la date de l'acquisition. Selon les PCGR du Canada, les actifs acquis et les passifs pris en charge sont rajustés seulement pour la part de la juste valeur qui revient à l'acquéreur. La part des actionnaires sans contrôle est comptabilisée conformément aux valeurs comptables inscrites dans les comptes de la société acquise. Cette norme s'appliquera aux regroupements d'entreprises dont la date d'acquisition sera le 1^{er} novembre 2009 ou une date ultérieure.

Comptabilisation des cessions d'actifs financiers

Le FASB a publié une nouvelle norme pour la comptabilisation des cessions d'actifs financiers qui abolit la notion de structure d'accueil admissible. La nouvelle norme impose également des exigences plus strictes concernant la présentation, en tant que vente, d'une cession d'une partie d'un actif financier. Cette norme entrera en vigueur le 1^{er} novembre 2010 aux fins de la présentation de l'information financière aux termes des PCGR des États-Unis. Nous sommes actuellement en voie d'analyser l'incidence de cette norme sur notre rapprochement avec les PCGR des États-Unis.

Modifications des normes sur la consolidation des entités à détenteurs de droits variables

Le FASB a publié une nouvelle norme qui modifie les critères sur lesquels une entreprise doit s'appuyer pour déterminer si elle doit ou non consolider une entité à détenteurs de droits variables (EDDV). Cette nouvelle norme modifie celle déjà existante de sorte à exiger d'une entreprise qu'elle consolide une EDDV si elle a le pouvoir de diriger les activités qui influent le plus sur le rendement économique de l'EDDV et l'obligation d'en assumer les pertes ou le droit d'en toucher les avantages. Selon la norme existante, une entreprise doit consolider une EDDV si elle absorbera la majorité de ses pertes prévues ou touchera la majeure partie de ses rendements résiduels prévus. Il sera nécessaire d'établir de manière continue quelle partie doit consolider l'EDDV au lieu de le faire uniquement lorsque certains événements déclencheurs se produisent. De plus, la nouvelle norme oblige une entreprise à déterminer si elle doit consolider les EDDV qui, auparavant, étaient des structures d'accueil admissibles. Cette norme entrera en vigueur le 1^{er} novembre 2010 aux fins de la présentation de l'information financière aux termes des PCGR des États-Unis. Nous analysons actuellement l'incidence de cette norme sur notre rapprochement avec les PCGR des États-Unis.

Principales filiales

Entités dans lesquelles la Banque détient plus de 50 % des actions avec droit de vote, émises et en circulation au 31 octobre 2009	Siège social	Valeur comptable des actions détenues par la Banque (en millions de \$ CA)
Bank of Montreal Assessoria e Serviços Ltda.	Rio de Janeiro, Brésil	–
Bank of Montreal Capital Markets (Holdings) Limited	Londres, Angleterre	78
BMO Capital Markets Limited	Londres, Angleterre	
Pyrford International Limited	Londres, Angleterre	
Bank of Montreal Holding Inc.	Calgary, Canada	18 935
Bank of Montreal Holding Enterprise Inc.	Calgary, Canada	
Bank of Montreal Holding Investments Inc.	Calgary, Canada	
BMO Holding Finance, LLC	Wilmington, États-Unis	
BMO Investissements Inc. et filiales	Toronto, Canada	
BMO Investments Limited	Hamilton, Bermudes	
Bank of Montreal (Barbados) Limited	St. Michael, Barbade	
Bank of Montreal Insurance (Barbados) Limited	St. Michael, Barbade	
BMO Ligne d'action Inc.	Toronto, Canada	
BMO Nesbitt Burns Trading Corp. S.A.	Münsbach, Luxembourg	
BMO Service Inc.	Calgary, Canada	
Société mobilière Banque de Montréal (Canada) Limitée	Toronto, Canada	
Corporation BMO Nesbitt Burns Limitée	Montréal, Canada	
BMO Nesbitt Burns Inc. et filiales	Toronto, Canada	
Bank of Montreal Ireland plc	Dublin, Irlande	1 559
Bay Street Holdings, LLC	Chicago, États-Unis	1
BMO Capital-Investissement (Canada) Inc.	Toronto, Canada	109
BMO Equity Partners Fund Inc. et filiales	Toronto, Canada	
BMO Equity Partners Management Inc.	Toronto, Canada	
BMO Nesbitt Burns Employee Co-Investment Fund I Management (Canada) Inc. et filiales	Toronto, Canada	
BMO Compagnie d'assurance-vie	Toronto, Canada	426
BMO Life Holdings (Canada), ULC et filiale	Halifax, Canada	
BMO Corporation d'investissement en capital	Toronto, Canada	79
BMO Funding, L.P.	Chicago, États-Unis	181
BMO (NS) Investment Company et filiale	Halifax, Canada	
BMO GP Inc.	Toronto, Canada	–
BMO Ireland Finance Company	Dublin, Irlande	552
BMO Nevada LP	Chicago, États-Unis	200
BMO (NS) Capital Funding Company et filiale	Halifax, Canada	
BMO (US) Lending, LLC	Chicago, États-Unis	262
Harris Financial Corp.	Chicago, États-Unis	5 909
BMO Capital Markets Corp.	New York, États-Unis	
BMO Capital Markets Equity Group (U.S.), Inc. et filiales	Chicago, États-Unis	
BMO Capital Markets Financing, Inc. et filiale	Chicago, États-Unis	
BMO Capital Markets GKST Inc.	Chicago, États-Unis	
BMO Financial, Inc.	Wilmington, États-Unis	
BMO Financial Products Corp.	Chicago, États-Unis	
BMO Global Capital Solutions, Inc.	Chicago, États-Unis	
Harris Bancorp Insurance Services, Inc.	Chicago, États-Unis	
Harris Bankcorp, Inc.	Chicago, États-Unis	
Harris Central N.A.	Roselle, États-Unis	
Harris Investment Management, Inc. et filiale	Chicago, États-Unis	
Harris Investor Services, Inc.	Chicago, États-Unis	
Harris Life Insurance Company	Scottsdale, États-Unis	
Harris National Association et filiales	Chicago, États-Unis	
Harris Trade Services Limited	Hong Kong, Chine	
The Harris Bank N.A.	Scottsdale, États-Unis	
Harris RIA Holdings, Inc. et filiales	Wilmington, États-Unis	
psps Holdings, LLC et filiale	Chicago, États-Unis	
Stoker Ostler Wealth Advisors, Inc.	Scottsdale, États-Unis	
Société de fiducie BMO	Toronto, Canada	803
Groupe de Fonds Guardian Ltée et filiale	Toronto, Canada	
Société de financement Banque de Montréal Ltée	Toronto, Canada	25
Société hypothécaire Banque de Montréal	Calgary, Canada	1 815
BMO Mortgage Corp.	Vancouver, Canada	
Placements immobiliers BMRI	Toronto, Canada	

La liste ci-dessus fait état des filiales que nous détenons directement et des filiales que celles-ci détiennent directement, donc de toutes nos principales filiales en exploitation. La valeur comptable de chacune des filiales précitées représente la valeur totale des actions ordinaires et des actions privilégiées ou, s'il y a lieu, de la participation que nous détenons.

Nous détenons 100 % des actions avec et sans droit de vote des filiales ci-dessus, à l'exception de la Société mobilière Banque de Montréal (Canada) Limitée, dont nous détenons 99,0 % des actions sans droit de vote en circulation.

Glossaire de termes financiers

Acceptation bancaire Lettre de change ou autre effet négociable tiré par un emprunteur pour paiement à l'échéance et qui est accepté par une banque. L'acceptation constitue une garantie de paiement de la banque et l'effet ainsi accepté peut être négocié sur le marché monétaire. La banque qui offre cette garantie perçoit une commission d'acceptation.

Actif corporel net attribuable aux actionnaires ordinaires L'actif corporel net attribuable aux actionnaires ordinaires représente les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, moins certaines déductions. Il n'existe pas de définition normalisée de cette mesure au sein du secteur.

 P. 63

Actif productif moyen Solde moyen quotidien ou mensuel des dépôts à d'autres banques, des prêts et des valeurs mobilières, pour une période de un an.

Actif sous administration et actif sous gestion Actif administré ou géré par une institution financière et appartenant effectivement à des clients; cet actif n'est donc pas inscrit au bilan de l'institution financière qui l'administre ou le gère.

Base d'imposition comparable (bic) Les revenus des groupes d'exploitation figurant dans notre Rapport de gestion sont présentés sur une base d'imposition comparable (bic). Le rajustement sur une base d'imposition comparable augmente les revenus et la provision pour impôts sur les bénéfices établis selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus sur certains titres exempts d'impôts à un niveau auquel ces revenus seraient assujettis à l'impôt, au taux d'imposition prévu par la loi, afin de faciliter les comparaisons.

 P. 40

Capital de première catégorie Le capital de première catégorie représente les formes de capital les plus permanentes et comprend principalement les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, les actions privilégiées et les instruments hybrides novateurs, moins une déduction pour les écarts d'acquisition et les actifs incorporels excédentaires ainsi que d'autres déductions exigées en vertu de Bâle II.

Capital total Le capital total inclut le capital de première catégorie et de deuxième catégorie, moins certaines déductions. Le capital de deuxième catégorie est composé principalement de débentures subordonnées et de la partie admissible de la provision générale pour pertes sur créances. Les déductions du capital de deuxième catégorie comprennent principalement nos investissements dans des filiales non consolidées et autres investissements importants.

Contrats à terme de gré à gré et contrats à terme standardisés Le contrat à terme de gré à gré et le contrat à terme standardisé sont des

ententes contractuelles portant sur la vente ou l'achat d'un montant déterminé d'une devise, d'un produit de base, d'un instrument financier sensible aux taux d'intérêt ou d'un titre à un prix et à une date prédéterminés.

Le contrat à terme de gré à gré est un contrat sur mesure négocié sur le marché hors cote. Le contrat à terme standardisé se négocie selon des montants préétablis sur des marchés réglementés et fait l'objet d'une marge de sécurité calculée quotidiennement.

 P. 129

Couverture Technique de gestion des risques utilisée pour neutraliser ou gérer les risques qui sont liés aux taux d'intérêt, aux devises, aux titres de participation, aux produits de base ou au crédit, et qui découlent d'activités bancaires normales.

Dotation à la provision pour pertes sur créances Charge imputée aux revenus, d'un montant jugé adéquat par la direction pour couvrir toute insuffisance dans les portefeuilles de prêts et acceptations et d'autres instruments de crédit, vu la composition de ces portefeuilles, la probabilité de défaut des emprunteurs, la conjoncture économique et la provision pour pertes sur créances déjà établie.

 P. 43, 82, 119

Entités à détenteurs de droits variables (EDDV) Les EDDV comprennent les entités dont les capitaux propres sont considérés comme insuffisants pour permettre à l'entité de financer ses activités ou dont les détenteurs des capitaux propres ne détiennent pas une participation financière leur conférant le contrôle de l'entité. Nous devons consolider les EDDV si, en raison de nos investissements dans ces entités ou de nos liens avec elles, nous courons le risque de subir la majorité de leurs pertes prévues et/ou nous avons la possibilité de bénéficier de la majorité de leurs rendements résiduels prévus, selon une méthode de calcul déterminée par les organismes de normalisation.

 P. 71

Évaluation à la valeur de marché Évaluation des titres et des instruments dérivés, calculée au prix de marché à la date du bilan, lorsque les règles comptables le requièrent.

Instrument dérivé Contrat dont la valeur est « dérivée » des mouvements des taux d'intérêt ou de change, ou du cours des actions ou des produits de base. L'instrument dérivé permet de transférer, modifier ou réduire les risques existants ou prévus résultant de fluctuations des taux ou des cours.

Instruments novateurs inclus dans le capital de première catégorie

Le BSIF autorise les banques à émettre des instruments qui se qualifient comme instruments « novateurs » inclus dans le

capital de première catégorie. Pour se qualifier, ces instruments doivent être émis par l'entremise d'une entité ad hoc, être de nature permanente et recevoir un traitement comptable acceptable. Les instruments novateurs inclus dans le capital de première catégorie ne doivent pas constituer plus de 20 % du capital net de première catégorie au moment de l'émission, 15 % étant admissibles à titre de capital de première catégorie, l'excédent de 5 % étant compris dans le capital total.

Levier d'exploitation Écart entre le pourcentage de croissance des revenus et le pourcentage de croissance des frais. Le levier d'exploitation avant amortissement correspond à l'écart entre le pourcentage de croissance des revenus et le pourcentage de croissance des frais avant amortissement.

 P. 30

Marge nette d'intérêts La marge nette d'intérêts correspond au ratio du revenu net d'intérêts à l'actif productif, exprimé en pourcentage ou en points de base. La marge nette d'intérêts est parfois calculée au moyen de l'actif total.

 P. 40

Montant nominal de référence

Capital utilisé pour calculer les intérêts et autres paiements des instruments dérivés. Le montant de capital ne change pas de main selon les modalités des instruments dérivés, sauf dans les cas de swaps de devises.

Options L'option est un contrat donnant à l'acheteur le droit mais non l'obligation d'acheter ou de vendre un montant déterminé d'une devise, d'un produit de base, d'un instrument financier sensible aux taux d'intérêt ou d'un titre à une date prédéterminée ou à n'importe quel moment dans une période préétablie.

 P. 129

Papier commercial adossé à des actifs Placement à court terme dont l'échéance est généralement de moins de 180 jours. Le papier commercial est adossé à des actifs corporels, tels que des comptes clients, et est généralement utilisé pour répondre à des besoins de financement à court terme.

Point de base Le point de base équivaut à un centième de point.

Prêts douteux Prêts pour lesquels il n'est plus raisonnable de croire qu'il sera possible de recouvrer le capital ou les intérêts dans les délais prévus.

Profit économique net (PEN) Le profit économique net équivaut au résultat net avant amortissement attribuable aux actionnaires ordinaires, moins une charge au titre du capital. Le PEN constitue une mesure efficace de la valeur économique ajoutée. Le PEN est une mesure non conforme aux PCGR.

 P. 37, 91

Provision générale Provision maintenue afin de couvrir toute perte de valeur dans le portefeuille existant qui ne peut pas encore être associée à des actifs précis. Notre méthode pour établir et maintenir cette provision générale est fondée sur la ligne directrice publiée par le BSIF, l'organisme de réglementation des banques. La provision générale est évaluée chaque trimestre et un certain nombre de facteurs sont pris en compte pour déterminer si elle est suffisante. Nous employons un modèle de provision générale qui applique aux soldes actuels des taux historiques de pertes prévues et imprévues, établis en fonction des probabilités de défaillance et de perte compte tenu de facteurs de défaillance.

 P. 43, 82, 119

Provision pour pertes sur créances

Montant jugé adéquat par la direction pour éponger les pertes sur les créances liées aux prêts et acceptations, et aux autres instruments de crédit. Les provisions pour pertes sur créances peuvent être spécifiques ou générales et sont comptabilisées au bilan en déduction des prêts et acceptations ou, si elles sont liées aux autres instruments de crédit, comme autres passifs.

 P. 43, 82, 119

Provision spécifique Les provisions spécifiques ramènent la valeur comptable de prêts spécifiques au montant que nous prévoyons recouvrer sur ces prêts si ceux-ci présentent des signes de dégradation de la qualité du crédit.

 P. 43, 82, 119

Ratio de l'actif au capital Actif rajusté, soit l'actif plus les lettres de crédit et les cautionnements, nets des déductions spécifiques, divisé par le capital total.

Ratio de l'actif corporel net attribuable aux actionnaires ordinaires à l'actif pondéré en fonction des risques

Le ratio de l'actif corporel net attribuable aux actionnaires ordinaires à l'actif pondéré en fonction des risques correspond aux capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires divisés par l'actif pondéré en fonction des risques.

 P. 63

Ratio de productivité (ou Ratio des frais au revenu) Le ratio de productivité (ou ratio des frais au revenu) est notre mesure clé de productivité. Ce ratio, exprimé en pourcentage, correspond aux frais autres que d'intérêts divisés par le revenu total. Le ratio de productivité avant amortissement est calculé de la même façon, après avoir soustrait l'amortissement des actifs incorporels liés aux acquisitions des frais autres que d'intérêts.

 P. 44, 91

Ratio du capital de première catégorie Capital de première catégorie divisé par l'actif pondéré en fonction des risques.

 P. 63, 146

Ratio du capital total Le ratio du capital total est obtenu en divisant le capital total par l'actif pondéré en fonction des risques.

 P. 63, 146

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (RCP) Ce rendement équivaut au résultat net moins les dividendes sur les actions privilégiées, exprimé en pourcentage des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires. Les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires comprennent le capital-actions ordinaire, le surplus d'apport, le cumul des autres éléments du résultat étendu (perte) et les bénéfices non répartis.

 P. 37

Rendement total des capitaux propres (RTCP) Le rendement total des capitaux propres (RTCP) annualisé sur cinq ans correspond au rendement total moyen d'un placement en actions ordinaires de BMO effectué au début d'une période de cinq ans. Le rendement tient compte de l'évolution du cours des actions et du réinvestissement des dividendes dans d'autres actions ordinaires de BMO. Le RTCP sur un an tient également compte du réinvestissement des dividendes dans d'autres actions.

 P. 35

Résultat par action (RPA) Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net, déduction faite des dividendes versés sur les actions privilégiées, par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation. Le RPA dilué, qui sert de base aux mesures du rendement, tient compte des conversions éventuelles d'instruments financiers en actions ordinaires qui auraient pour conséquence de réduire le RPA.

 P. 36, 153

Revenus liés à la négociation Les revenus liés à la négociation se composent du revenu net d'intérêts et du revenu autre que d'intérêts qui proviennent d'opérations inscrites au bilan et d'opérations hors bilan effectuées à des fins de négociation. La gestion de ces opérations comprend généralement leur évaluation quotidienne au prix du marché. Les revenus de négociation comprennent notamment les revenus (frais) et les gains (pertes) relatifs aux instruments inscrits au bilan ainsi qu'aux contrats suivants comptabilisés hors bilan : contrats de taux d'intérêt et de change (incluant les opérations au comptant), contrats sur titres de participation et sur produits de base et contrats de crédit.

 P. 42

Revenu net d'intérêts Le revenu net d'intérêts correspond au revenu perçu sur l'actif, notamment les prêts et les titres, y compris le revenu d'intérêts et de dividendes et la part de BMO des revenus tirés des placements comptabilisés à la valeur de consolidation, moins les frais d'intérêts liés au passif, notamment les dépôts.

 P. 40

Swap Le swap est un contrat entre deux parties visant l'échange d'une série de flux de trésorerie. Les divers contrats de swaps que nous concluons sont les suivants :

- *Swap d'actions* – les contreparties s'échangent le rendement d'une action ou d'un groupe d'actions contre le rendement fondé sur un taux d'intérêt fixe ou variable ou le rendement d'une autre action ou d'un autre groupe d'actions.
- *Swap de devises* – les contreparties s'échangent des versements d'intérêts à taux fixe et des montants en capital dans des devises différentes.
- *Swap de produits de base* – les contreparties s'échangent généralement des versements à taux fixe et variable, fondés sur la valeur nominale de référence d'un seul produit de base.
- *Swap de taux d'intérêt* – les contreparties s'échangent habituellement des versements d'intérêts à taux fixe et variable, fondés sur une valeur nominale de référence dans une même devise.
- *Swap de taux d'intérêt et de devises* – les contreparties s'échangent des versements d'intérêts à taux fixe et variable et des montants en capital dans des devises différentes.
- *Swap sur défaillance* – une contrepartie verse des frais à l'autre contrepartie pour que cette dernière accepte de faire un paiement si un incident de crédit survient, comme une faillite ou un défaut de paiement.


 P. 129

Titres mis en pension ou prêtés Emprunts à faible coût et à risque peu élevé, souvent étayés du nantissement de garanties liquides, et résultant de transactions qui nécessitent le prêt ou la vente de titres.

Titres pris en pension ou empruntés Instruments à faible coût et à risque peu élevé, souvent étayés du nantissement de garanties liquides, et résultant de transactions qui nécessitent l'emprunt ou l'achat de titres.

Définitions relatives au risque

Capital économique Le capital économique correspond à notre évaluation interne des risques sous-jacents des activités commerciales de BMO. Il représente l'estimation par la direction de l'ampleur potentielle des pertes économiques susceptibles de découler de circonstances défavorables et permet de rajuster le rendement en fonction des risques. Le capital économique est calculé pour divers types de risques : risque de crédit, risque de marché (lié aux activités de négociation et autres), risque opérationnel et risque d'entreprise, les mesures étant fondées sur un horizon de un an. Pour de plus amples renseignements sur ces risques, se reporter à la section Gestion globale des risques, à la page 75. Le capital économique est un élément clé de notre processus de gestion du capital en fonction des risques.

 P. 37, 91

Risque d'entreprise Le risque d'entreprise découle d'activités précises d'une entreprise et des effets que ces activités pourraient avoir sur le revenu net de cette entreprise. Le risque d'entreprise lié à la volatilité du revenu net mesure le risque que les volumes diminuent ou que les marges rétrécissent sans qu'il soit possible de compenser le recul du revenu par une réduction des coûts.

 P. 89


Risque de crédit et de contrepartie Le risque de crédit et de contrepartie désigne la possibilité de subir une perte si un emprunteur, un endosseur, un garant ou une contrepartie ne respecte pas son obligation de rembourser un prêt ou de s'acquitter de toute autre obligation financière préétablie.

 P. 80

Risque de liquidité et de financement Le risque de liquidité et de financement désigne la possibilité de subir une perte si BMO n'est pas en mesure de respecter ses engagements financiers en temps opportun et à des prix raisonnables lorsqu'ils arrivent à échéance. Les engagements financiers comprennent les obligations envers les déposants et les fournisseurs, ainsi que les engagements au titre d'emprunts, d'investissements et de nantissements.

 P. 86, 123

Risque de marché Le risque de marché représente le risque d'incidence négative, sur le bilan ou l'état des résultats, de fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite d'une variation de certains paramètres du marché, notamment : les taux d'intérêt, les taux de change, le cours des actions et le prix des produits de base, et leur volatilité implicite, ainsi que les écarts de taux, la migration du crédit et les défaillances.

 P. 82, 123

Risque de réputation Le risque de réputation est le risque que des effets négatifs découlent de la détérioration de la réputation de BMO auprès de ses principales parties prenantes, notamment une perte de revenus, une baisse de clientèle et une baisse du cours de l'action de BMO.

 P. 90

Risque environnemental Le risque environnemental correspond au risque de perte ou d'atteinte à la réputation de BMO découlant de préoccupations environnementales liées à BMO ou à ses clients. Le risque environnemental est souvent associé au risque de crédit et au risque opérationnel.

 P. 90

Risque lié à l'émetteur Le risque lié à l'émetteur se présente dans les portefeuilles de négociation et de prise ferme de BMO. Il mesure l'incidence négative que les risques d'écart de taux, de migration du crédit et de défaillance ont sur la valeur de marché d'instruments à revenu fixe et autres titres similaires. Le risque lié à l'émetteur est mesuré selon un niveau de confiance de 99 % sur une période de détention déterminée.

 P. 83

Risque lié à la valeur de marché Le risque lié à la valeur de marché est une mesure de l'incidence négative des fluctuations des paramètres du marché sur la valeur de marché d'un portefeuille d'actifs, de passifs et d'arrangements hors bilan, établie selon un niveau de confiance de 99 % sur une période de détention déterminée. La période de détention tient compte de la conjoncture actuelle du marché et de la composition des portefeuilles afin de déterminer combien de temps il faut pour neutraliser le risque de marché sans causer d'incidence négative sur les cours du marché. Dans le cas des activités de négociation et de prise ferme, le risque lié à la valeur de marché comprend la valeur à risque et le risque lié à l'émetteur.

 P. 83

Risque opérationnel Le risque opérationnel correspond à la possibilité de subir une perte découlant de processus internes ou de systèmes inadéquats ou de leur défaillance, d'interactions humaines ou d'un événement externe, mais exclut le risque d'entreprise.

 P. 87

Valeur à risque La valeur à risque (VAR) s'applique à diverses catégories de risques auxquels BMO s'expose dans ses activités de négociation et de prise ferme : taux d'intérêt, taux de change, cours des actions et prix des produits de base, incluant la volatilité implicite de ces éléments. Cette mesure calcule la perte maximale éventuelle des portefeuilles, sur une période de détention déterminée, selon un niveau de confiance de 99 %.

 P. 83

Volatilité du revenu net La volatilité du revenu net est une mesure de l'incidence négative des fluctuations éventuelles des paramètres du marché sur le revenu net après impôts projeté sur douze mois d'un portefeuille d'actifs, de passifs et d'arrangements hors bilan, établie selon un niveau de confiance de 99 % sur une période de détention déterminée.

 P. 83

Information à l'intention des actionnaires

Marché des actions de la Banque de Montréal

Les actions ordinaires de la Banque de Montréal sont cotées aux bourses de Toronto et de New York. Les actions privilégiées de la Banque de Montréal sont cotées à la Bourse de Toronto.

Actions ordinaires négociées durant l'exercice 2009

Bourses – marché primaire	Symbole	Cours de clôture au 31 octobre 2009			Volume total
			Haut	Bas	
Toronto	BMO	50,06 \$	54,75 \$	24,05 \$	713,6 millions
New York	BMO	46,37 \$ US	51,76 \$ US	19,32 \$ US	113,8 millions

Données historiques visant les actions ordinaires

Date	Mesure	Effet sur les actions ordinaires
14 mars 2001	Versement d'un dividende-actions de 100 %	Équivalent à un fractionnement d'actions à raison de deux pour une
20 mars 1993	Versement d'un dividende-actions de 100 %	Équivalent à un fractionnement d'actions à raison de deux pour une
23 juin 1967	Fractionnement d'actions	Fractionnement d'actions à raison de cinq pour une

Dividendes par action payés au cours de 2009 et des derniers exercices

La Banque de Montréal verse des dividendes depuis 181 ans – exploit inégalé par toute autre entreprise au Canada.

Émission et catégorie	Symbole	Actions en circulation au 31 octobre 2009	2009					2008					2007					2006					2005					
Actions ordinaires	BMO	551 715 904	2,80 \$	2,80 \$	2,71 \$	2,26 \$	1,85 \$																					
Actions privilégiées, catégorie B																												
Série 4 a)	BMO G	–	–	–	0,91 \$	1,20 \$	1,20 \$																					
Série 5	BMO H	8 000 000	1,33 \$	1,33 \$	1,33 \$	1,33 \$	1,33 \$																					
Série 6 b)	BMO I	–	–	1,19 \$	1,19 \$	1,19 \$	1,19 \$																					
Série 10	BMO V	12 000 000	1,49 \$ US	1,49 \$ US	1,49 \$ US	1,49 \$ US	1,49 \$ US																					
Série 13 c)	BMO J	14 000 000	1,13 \$	1,13 \$	0,96 \$	–	–																					
Série 14 d)	BMO K	10 000 000	1,31 \$	1,48 \$	–	–	–																					
Série 15 e)	BMO L	10 000 000	1,45 \$	0,94 \$	–	–	–																					
Série 16 f)	BMO M	12 000 000	1,30 \$	0,55 \$	–	–	–																					
Série 18 g)	BMO N	6 000 000	1,55 \$	–	–	–	–																					
Série 21 h)	BMO O	11 000 000	1,11 \$	–	–	–	–																					
Série 23 i)	BMO P	16 000 000	0,59 \$	–	–	–	–																					

- a) Les actions privilégiées de catégorie B de la série 4 ont été émises en février 1998 et ont été rachetées en août 2007.
 b) Les actions privilégiées de catégorie B de la série 6 ont été émises en mai 1998 et ont été rachetées en novembre 2008.
 c) Les actions privilégiées de catégorie B de la série 13 ont été émises en janvier 2007.
 d) Les actions privilégiées de catégorie B de la série 14 ont été émises en septembre 2007.
 e) Les actions privilégiées de catégorie B de la série 15 ont été émises en mars 2008.
 f) Les actions privilégiées de catégorie B de la série 16 ont été émises en juin 2008.
 g) Les actions privilégiées de catégorie B de la série 18 ont été émises en décembre 2008.
 h) Les actions privilégiées de catégorie B de la série 21 ont été émises en mars 2009.
 i) Les actions privilégiées de catégorie B de la série 23 ont été émises en juin 2009.

La gestion de vos actions

Agent des transferts et agent comptable des registres

La Société de fiducie Computershare du Canada, qui compte des bureaux à Halifax, Montréal, Toronto, Winnipeg, Calgary et Vancouver, fait office d'agent des transferts et d'agent comptable des registres dans le cas des actions ordinaires et privilégiées. Par ailleurs, la Computershare Investor Services PLC et la Computershare Trust Company, N.A. font office d'agents des transferts et d'agents comptables des registres dans le cas des actions ordinaires négociées à Londres et à Golden (Colorado), respectivement. Leurs coordonnées sont présentées à la page suivante.

Réinvestissement des dividendes et achat d'actions ordinaires additionnelles

Le Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions vous permet de réinvestir les dividendes en espèces reçus sur les actions ordinaires de la Banque de Montréal, pour acheter des actions

ordinaires de BMO additionnelles, en bénéficiant de l'escompte actuel de 2 % par rapport au cours moyen, sans avoir à verser de commission ni de frais de gestion. Vous pouvez également acheter en espèces des actions ordinaires de la Banque de Montréal additionnelles, jusqu'à concurrence de 40 000 \$ par exercice. Veuillez communiquer avec la Société de fiducie Computershare du Canada ou avec le groupe Relations avec les actionnaires pour obtenir de plus amples renseignements.

Dépôt direct

Vous pouvez faire déposer directement vos dividendes à un compte domicilié dans n'importe quelle institution financière du Canada ou des États-Unis offrant des services de transfert électronique de fonds.

Sécurité des renseignements personnels

Nous invitons nos actionnaires à faire preuve de prudence en protégeant leurs renseignements personnels. Pour des renseignements supplémentaires, consultez le :

www.bmo.com/secureite

Cotes de crédit

Les renseignements sur nos cotes de crédit sont présentés à la page 29 du présent Rapport annuel ainsi que sur notre site Web.

www.bmo.com/cotesdecreeit

Vérificateurs : KPMG S.r.l./S.E.N.C.R.L.

Dates importantes

Fin de l'exercice 31 octobre
Assemblée annuelle 23 mars 2010, à 9 h 30

L'Assemblée annuelle des actionnaires aura lieu à Winnipeg, Manitoba, dans les salles de bal Midway et East de l'hôtel Fairmont Winnipeg, au 2, Lombard Place. L'assemblée sera accessible en webdiffusion. Pour de plus amples renseignements, consultez notre site Web.

www.bmo.com/relationsinvestisseurs

Versement des dividendes en 2010*

Dates de clôture des registres pour les actions ordinaires et privilégiées

1^{er} février 3 mai
 2 août 1^{er} novembre

Actions ordinaires – Dates de versement

26 février 26 mai
 26 août 26 novembre

Actions privilégiées – Dates de versement

25 février 25 mai
 25 août 25 novembre

* Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration

La *Loi sur les banques* interdit à une banque de déclarer ou de verser un dividende qui contrevient ou contreviendrait aux règlements sur la suffisance du capital. À l'heure actuelle, cette restriction n'empêche pas le versement de dividendes sur les actions ordinaires ou privilégiées de la Banque de Montréal.

Actionariat des employés*

Pas moins de 82 % de nos employés au Canada participent au Régime d'actionariat des employés de BMO, affirmant ainsi leur engagement envers l'organisation.

82%

* Au 31 octobre 2009

Où trouver plus d'information

Gouvernance

Notre site Web contient des renseignements sur nos pratiques de gouvernance, y compris notre code de conduite, intitulé *Principes fondamentaux*, nos normes de détermination des administrateurs non liés ou indépendants et nos chartes du Conseil d'administration et de ses comités.

www.bmo.com

Circulaire de sollicitation de procurations

Notre circulaire de sollicitation de procurations contient des renseignements sur nos administrateurs, les rapports des comités du Conseil d'administration et une explication détaillée de nos pratiques de gouvernance. Elle sera publiée en février 2010 et sera disponible en ligne à l'adresse :

www.bmo.com/relationsinvestisseurs

Règles de la Bourse de New York en matière de gouvernance

Un sommaire des différences sensibles entre nos pratiques de gouvernance et celles qui sont exigées des entreprises américaines en vertu des normes d'inscription à la cote de la Bourse de New York figure sur notre site Web.

Responsabilité sociétale

Le *Rapport sociétal de BMO*, qui comprend notre *Déclaration annuelle*, décrit les activités dans lesquelles nous sommes engagés, tout au long de l'année, comme entreprise citoyenne. Le rapport de 2009 sera publié en février 2010. Vous trouverez en ligne de plus amples renseignements sur nos activités en matière de responsabilité sociétale.

www.bmo.com/responsabilitesocietale

Nous présentons les composantes économique, sociale et environnementale de nos résultats et de nos activités conformément aux lignes directrices publiées par la Global Reporting Initiative (GRI). Pour en apprendre davantage sur la GRI et ses lignes directrices en 2009, soit les Sustainability Reporting Guidelines, consultez le site :

www.globalreporting.org

À vous la parole

Si vous souhaitez poser une question à l'Assemblée annuelle des actionnaires, vous pourrez le faire en personne ou par webdiffusion. Vous pouvez aussi soumettre une question au Conseil en écrivant au Secrétariat général de BMO à : Secrétariat général, 1 First Canadian Place, 21st Floor, Toronto, ON M5X 1A1, ou en envoyant un courriel, à : corp.secretary@bmo.com.

Actionnaires

Communiquez avec notre agent des transferts et agent comptable des registres si vous désirez :

- obtenir des renseignements sur les dividendes;
- modifier vos données d'inscription ou signaler un changement d'adresse;
- signaler une perte de certificat;
- signaler un transfert de succession;
- nous aviser de l'envoi en double de documents.

Société de fiducie Computershare du Canada

100 University Avenue, 9th Floor, Toronto, ON M5J 2Y1
Courriel : service@computershare.com

www.computershare.com/investor

Canada et États-Unis
Téléphone : **1-800-340-5021**
Télécopieur : **1-888-453-0330**

International
Téléphone : **514-982-7800**
Télécopieur : **416-263-9394**

Computershare Trust Company, N.A.
Coagent des transferts (États-Unis)

Dossiers publics en ligne :

Dossiers publics de BMO déposés au Canada
Site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières

www.sedar.com

Dossiers publics de BMO déposés aux États-Unis
Site Web de la U.S. Securities and Exchange Commission

www.sec.gov/edgar.shtml

Pour toute autre question touchant les actionnaires :

Relations avec les actionnaires

Secrétariat général de BMO Groupe financier,
21st Floor, 1 First Canadian Place, Toronto, ON M5X 1A1
Courriel : corp.secretary@bmo.com
Téléphone : **416-867-6785**
Télécopieur : **416-867-6793**

Investisseurs institutionnels et analystes de recherche

Pour obtenir des renseignements financiers supplémentaires :

Premier vice-président, Relations avec les investisseurs

BMO Groupe financier, 18th Floor, 1 First Canadian Place,
Toronto, ON M5X 1A1
Courriel : investor.relations@bmo.com
Téléphone : **416-867-6656**
Télécopieur : **416-867-3367**

Employés

Pour obtenir des renseignements sur le Régime d'actionnariat des employés de BMO :

Téléphone : **1-877-266-6789**

Renseignements généraux

Pour vous procurer d'autres exemplaires du Rapport annuel ou pour connaître les nouvelles concernant l'organisation et ses initiatives :

English edition of the Annual Report available on request.

Communications

129, rue Saint-Jacques, 3^e étage
Montréal (Québec) H2Y 1L6

www.bmo.com

Clients

Pour obtenir de l'aide concernant votre portefeuille de placements ou pour tout autre besoin financier :

BMO Banque de Montréal

Français et anglais : **1-877-225-5266**
Cantonais et mandarin : **1-800-665-8800**
À l'extérieur du Canada et de la zone continentale des États-Unis : **416-286-9992**
Numéro ATS pour les clients malentendants :
1-866-889-0889

www.bmo.com

BMO Ligne d'action : 1-888-776-6886

www.bmolignedaction.com

Harris/Harris Private Bank/ Services aux entreprises Harris

États-Unis : **1-888-340-2265**
À l'extérieur des États-Unis : **1-847-238-2265**

www.harrisbank.com

BMO Nesbitt Burns : 416-359-4000

www.bmonesbitburns.com

Avec BMO, ça a du sens. Profitez.

Clarifier les questions d'argent.

Voilà notre engagement. Voilà notre promesse.

Bien comprendre pour bien conseiller.

La Formule futée BMO^{MC}, que tout le monde peut utiliser pour en faire plus avec son argent. Une planification de la retraite avant-gardiste et inégalée dans le secteur.

Les indispensables BMO Entreprises, pour investir moins de temps dans ses affaires bancaires et plus de temps dans son entreprise.

Une équipe qui offre une perspective claire grâce à ses recherches primées depuis 29 ans.

Les programmes d'éducation financière de Harris pour obtenir des conseils et développer ses compétences.

Voilà quelques-unes des façons dont nous tenons notre promesse.

bmo.com

Consultez notre Rapport annuel en ligne : www.bmo.com/rapportannuel2009

Ce Rapport annuel
est neutre en carbone

zerofootprint^{MD2}



Sources Mixtes

Groupes de produits issus de forêts bien gérées, de sources contrôlées et de bois ou fibres recyclés.

www.fsc.org Cert no. SW-COC-000952
© 1996 Forest Stewardship Council



L'utilisation de papier écologique nous a permis de réaliser les économies suivantes :



1 033
arbres



2 659 875 L
d'eau



28 118 kg
de déchets solides



68 861 kg
d'émissions
atmosphériques



964 387 510 BTU
de gaz naturel

MC/MD Marque de commerce et marque déposée de la Banque de Montréal

MD* Marque déposée de la Corporation BMO Nesbitt Burns Limitée

MD1 Marque déposée de Harris N.A.

MD1 Marque déposée de Patinage Canada

MD2 Marque déposée de AIR MILES International Trading B.V.

MD3 Marque déposée de MasterCard International Incorporated

MC1 Marque de commerce de Bullfrog Power Inc.

MC2 Marque de commerce de Zerofootprint

BMO  **Groupe financier**